Gérard Bergeron (1922-2002)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1985)

NOTRE MIROIR À DEUX FACES TRUDEAU LÉVESQUE

... et forcément avec bien d'autres :

Joe Clark, Brian Mulroney, Jean Marchand, Gérard Pelletier'

John Turner, Jean Chrétien, et.

ainsi que :

Robert Bourassa, Pierre Bourgault, Claude Ryan, Jacques Parizeau,

Pierre-Marc Johnson, Robert Bourassa II, etc.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web personnelle](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par [Réjeanne Toussaint](mailto:rtoussaint@aei.ca), bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Gérard Bergeron

NOTRE MIROIR À DEUX FACES. TRUDEAU LÉVES-QUE ... et forcément avec bien d'autres : Joe Clark, Brian Mulroney, Jean Marchand, Gérard Pelletier, John Turner, Jean Chrétien, etc., ainsi que : Robert Bourassa, Pierre Bourgault, Claude Ryan, Jacques Parizeau, Pierre-Marc Johnson, Robert Bourassa II, etc.

Montréal : Les Éditions Québec/Amérique, 1985, 341 pp. Collection : Dossiers/documents.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzanne Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 23 février 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gérard Bergeron (1985)

NOTRE MIROIR À DEUX FACES. TRUDEAU LÉVESQUE ... et forcément avec bien d'autres : Joe Clark, Brian Mulroney, Jean Marchand, Gérard Pelletier, John Turner, Jean Chrétien, etc., ainsi que : Robert Bourassa, Pierre Bourgault, Claude Ryan, Jacques Parizeau, Pierre-Marc Johnson, Robert Bourassa II, etc.

Montréal : Les Éditions Québec/Amérique, 1985, 341 pp. Collection : Dossiers/documents.

Du même auteur

Théorie politique

Fonctionnement de l'État, Paris, Armand Colin, et Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1965, (avec une préface de Raymond Aron), 660 pages.

[*La guerre froide inachevée*](#), Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1971 (avec une préface de John Holmes), 315 pages.

[*La gouverne politique*](#), Paris-La Haye, Mouton et Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1977, 264 pages.

Mécanismes d'élaboration d'une constitution nouvelle (en coll. avec Gérald Beaudoin, Edward McWhinney et Edmond Orban), Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1981, 146 pages.

[*Pratique de l'État au Québec*](#), Montréal, Éditions Québec/Amérique, 442 pages.

Essais historiques

[*Le Canada français après deux siècles de patience*](#), Paris, Le Seuil, 1967, 281 pages.

[*Incertitudes d'un certain pays*](#), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1979, 270 pages.

L'État du Québec en devenir (en collaboration avec Réjean Pelletier *et al.*), Montréal, Boréal Express, 1980, 413 pages.

Études de conjonctures

Du duplessisme au johnsonisme, Montréal, Éditions Parti Paris, 1967, 470 pages.

[*Ne bougez plus ! \(portraits de politiciens\)*](#), Montréal, Éditions du Jour, 1968, 224 pages. *Du duplessisme à Trudeau et Bourassa*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1971, 631 pages. *L'indépendance : oui, mais....* Montréal, Éditions Quinze, 1977 (avec une préface de Pierre Turgeon), 198 pages.

[*Ce jour-là... le référendum*](#), Montréal, Éditions Quinze, 1978, 256 pages.

[*Syndrome québécois et mal canadien*](#), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, (avec une préface de Louis Duclos), 298 pages.

Autobiographie intellectuelle

De l'autre côté de l'action (entretiens avec Jean Blouin), Montréal, La Nouvelle Optique, 1982, 232 pages.

Table des matières

[Du même auteur](#)

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos.](#) Pourquoi, comment ce livre ?

- [Chapitre I.](#) Jean Drapeau (1942) : « Le peuple canadien-français est royaliste ; ce qu'il veut c'est un roi »
- [Chapitre II.](#) René Lévesque (1960-1967) : les aventures d'un franc-tireur auprès d'une armée régulière
- [Chapitre III.](#) Pierre Elliott Trudeau (1965-1968) : le brio inattendu du quatrième mousquetaire
- [Chapitre IV.](#) René Lévesque (1968-1975) : le franc-tireur se donne des troupes et perd deux batailles devant Robert Bourassa
- [Chapitre V.](#) Pierre Elliott Trudeau (1968-1979) : l'ancien mousquetaire gagne son bâton de maréchal
- [Chapitre VI.](#) René Lévesque (1976-1980) : l'ancien franc-tireur s'impose comme général en chef
- [Chapitre VII.](#) Pierre Elliott Trudeau (1979-1980) : victoire imprécise de Joe Clark et fausse sortie du maréchal
- [Chapitre VIII.](#) René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau (1980) : enfin le duel, mais toujours en un combat dissymétrique
- [Chapitre IX.](#) Pierre Elliott Trudeau (1980-1984) : les dernières batailles du maréchal
- [Chapitre X.](#) René Lévesque (1980) : vers la retraite du général en chef
- [Chapitre XI.](#) La nouvelle génération des commandants : Brian Mulroney bat John Turner (1984)

[Chapitre XII.](#) Encore les mêmes commandants au Québec : l'avènement de Robert Bourassa II et le toujours durable René Lévesque (1984) (avec une courte note sur « les héritiers »)

[Conclusion générale](#)

NOTRE MIROIR À DEUX FACES. TRUDEAU LÉVESQUE

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Maître en sociologie, docteur en droit constitutionnel et science politique, Gérard Bergeron est professeur de science politique depuis 1950. Il a enseigné à Laval jusqu'en 1981, et il enseigne actuellement à l'École nationale d'Administration publique. Co directeur-fondateur de la Revue canadienne de science politique et professeur invité à plusieurs universités étrangères, il est également chroniqueur politique à différents journaux et à la radio-télévision.

Notre miroir à deux-faces, un ouvrage qui a l'avantage de se lire comme un roman, s'adresse au départ à notre sensibilité politique. Avec une virtuosité propre à Gérard Bergeron, ce livre nous donne une vision de notre évolution des deux dernières décennies à travers des personnages politiques.

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE
AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi ce livre ? - Parce qu'il manquait et que, bien entendu, il m'intéressait de l'écrire. Surtout à ce tournant de 1984-1985, qui rendrait plus pressantes l'une et l'autre raison... Nos deux héros ont déjà suscité un certain nombre d'études de circonstance, dont quelques-unes de mérite et d'utilité comme en témoigne l'usage multiple que cette narration a pu en faire. Mais ces ouvrages dataient et comportaient la limitation de ne traiter que de la moitié de la paire : de Trudeau ou de Lévesque et avec d'assez peu nombreuses références au second.

On soutiendra ici, débordant le mauvais jeu de mots, que c'est en leur qualité *d'agents doubles* de l'histoire politique du Québec qu'il devient intéressant de les considérer. La présente étude les suit tout au long de leur carrière publique, et toujours l'un par rapport à l'autre, puisque c'est ainsi que nous, Québécois tout au moins, avons vécu cet extraordinaire duo politique discordant qui s'est joué si longtemps en, et entre, deux capitales politiques.

Il fallait être québécois pour concevoir un tel livre et en mener à terme l'exécution. D'évidence, il s'adresse d'abord à notre sensibilité politique, quoique, bien sûr, sans exclusive pour d'autres concitoyens moins susceptibles de s'intéresser à cette dimension. Que la plupart des auteurs soient anglophones, de Toronto ou d'Ottawa, leur vision du phénomène Trudeau ou du phénomène Lévesque n'en devenait pas indigente de ce fait qu'ils ne se sont occupés que d'une moitié de la paire. Mais leur point de vue restait tout de même incomplet en n'associant pas intimement cette espèce de bilatéralité de deux destins qui se sont interreliés dans la conscience politique des Québécois. Non pas Lévesque d'une part, Trudeau de l'autre, mais chacun d'eux par rapport au second devient ainsi la trame historique essentielle des deux dernières

décennies, et bien qu'il ait fallu attendre jusqu'au référendum de mai 1980 pour leur premier affrontement direct.

Cet aspect « entre nous » ou « cercle de famille » de leur vilaine querelle ne devait pas, non plus, être exagéré. Il fallait encore suivre à la trace deux carrières distinctes à des niveaux autonomes de gouvernement. Elles se découpent naturellement en blocs chronologiques correspondant à autant d'intitulés de chapitres. Ainsi, ce livre tente d'articuler les dynamiques propres des deux personnages centraux sur une durée de plus d'une vingtaine d'années.

Ce type coblogographique d'étude politique n'est pas courant. Il y aurait d'ailleurs peu d'exemples historiques concrets et simultanés à pouvoir en suggérer le recours. C'était un fort beau sujet ; et l'auteur, à ses risques, devait en inventer le mode particulier d'exposition. Entre les chroniques de circonstance, trop vite démodées, et les études proprement historiques, arrivant trop tard, il a été tenté par une espèce de littérature politique intermédiaire. Il restait à éviter ce premier défaut des chroniques en essayant de satisfaire à un besoin plus immédiat que ne peuvent combler les tardives études historiques de plus grande exigence.

Cette dernière année, chez le même éditeur, j'avais publié un ouvrage d'interprétation analytique en termes de système : *Pratique de l'État au Québec*. C'est, cette fois, une explication personnalisée, en rapport aux deux grands acteurs historiques, d'un même phénomène global. Aussi les deux livres sont-ils complémentaires, non pas à la façon d'un tome II subséquent au I, mais plutôt, risquerait-on, selon le recto-verso d'une même feuille de route. N'étant pas historien, ni n'ayant les moyens d'attendre le classique « décalage historique », je prends dès maintenant le risque de soumettre ce dossier préliminaire à l'histoire qu'on écrira sans doute un jour.

Comment ce livre ? - Ce que révèle d'abord la table des matières : une composition en entrelacs, par les blocs d'années d'autant d'étapes significatives dans la vie politique des deux héros. Le procédé n'a rien d'artificiel, puisqu'il n'est pas d'ordre plus incontestablement logique que le chronologique et que, surtout, la dualité de niveaux du fédéralisme force à quelque dédoublement de la personnalité civique des Québécois. Et d'autant qu'ils se trouvaient soumis par ces leaders hors série à une extraordinaire force d'identification collective, bien que contradictoire. La méthode des objets alternants d'un chapitre à l'autre requérait un certain nombre de rappels et de renvois inévitables. On peut souhaiter que le lecteur n'y verra pas de simples redi-

tes, bien qu'un certain effet de redondance, que commande la dualité du sujet, ait été voulu pour n'en pas perdre la trame générale.

Il est aussi question de bien d'autres hommes politiques : d'abord des principaux ministres associés aux leaderships de Trudeau et de Lévesque. Mais surtout, à leur propre niveau d'Ottawa et de Québec, on revoit l'action de leurs grands rivaux, surtout de ceux qui les ont battus : Joseph Clark et Robert Bourassa, et celui-ci deux fois ; mais aussi, les chefs d'opposition Robert Stanfield et Claude Ryan.

L'ouvrage s'ouvre avec un chapitre consacré à Jean Drapeau, celui qui, dans sa royauté insulaire, est leur maître à tous en durabilité politique - et qui est même le seul dont l'éventualité de la retraite paraisse encore prématurée. Dans l'intitulé de ce chapitre, j'aurais peut-être dû mentionner 1942, moment de sa première incursion en politique, plutôt que 1954, date de sa première élection à la mairie de Montréal. Le personnage a eu très tôt une personnalité extra-métropolitaine et une notoriété « nationale », qu'on l'entende aux sens québécois ou pancanadien. Et les indices répétés en sont bien le nombre de fois que des partis fédéraux et québécois l'ont approché pour prendre la tête de leur formation.

Doyen d'âge et de durée, Drapeau a un autre titre à figurer en tête du parallélisme Trudeau-Lévesque. Par ses idées et son style de leadership, il ferme une génération en même temps qu'il en ouvre une autre, précisément celle de ces deux-là, qui sont d'ailleurs venus tôt en contact avec lui - toutes choses qui valaient d'être rapportées. Mais, par dessus tout, le phénomène drapiste devait être rappelé pour sa croyance « royaliste » selon la citation constituant le sous-titre du premier chapitre. Et voilà comment les Québécois vivaient sous une espèce de régime de monarchie dualiste, et que ces super-Québécois, que sont les Montréalais, ne s'accommoderaient pas moins que d'une monarchie trialiste !

Pour marquer ce que les trois hommes politiques sont devenus, j'ai cru bon de reproduire en tête des premiers chapitres le portrait psycho-politique que j'en avais esquissé à l'été 1968. Il devient ensuite captivant de suivre les évolutions de leur carrière pendant la quinzaine d'années subséquentes : ont-ils *rendu* ce qu'ils annonçaient alors ? Drapeau ayant servi d'arrière-plan introductif à l'histoire entrelacée des deux monstres sacrés de cette génération, l'auteur n'en a plus dans la suite que pour ces deux derniers pendant neuf chapitres, ce qui est d'ailleurs son sujet. L'un vient d'abandonner la grande scène politique, bientôt l'autre quittera peut-être ; mais cette

constatation n'implique pas qu'ils soient ou seront *politiquement* morts... L'avant-dernier chapitre porte sur la toute récente génération des commandants fédéraux qui vient de s'affirmer. Et, à la toute fin, on retrouve, au Québec de 1985, les mêmes commandants qu'en... 1970 : un cycle se referme, peut-être pour un nouvel éclatement ? La conclusion générale renverra au titre-résumé de ce livre.

Les protagonistes de l'action sont des meneurs d'hommes. Les chefs de partis font penser à des commandants d'armée. Comme ces derniers, ils ont à investir une place, la défendre, occuper un terrain, s'y consolider, repousser les attaques, en imposer à l'adversaire. Le langage des luttes électorales et, plus généralement, politiques emprunte celui des opérations de type militaire, spécialement les notions centrales de stratégie et de tactique. Les titres et grades militaires me sont venus naturellement sous la plume, et aussi en réaction contre des expressions comme les « trois colombes » et les « trois sages » qui furent lancées lors de l'engagement politique, en 1965, du trio Marchand, Pelletier, Trudeau. Je les voyais plutôt comme les « trois mousquetaires », qui étaient quatre, en l'occurrence le quatrième ayant comme décroché par anticipation cinq ans plus tôt et menant « les aventures d'un franc-tireur auprès d'une armée régulière » (selon le titre du chapitre 11). S'imposait alors la nomenclature de base jusqu'au maréchalat de Trudeau. On ne pardonnera peut-être d'avoir filé ces métaphores militaires jusqu'au bout si elles permettent une lisibilité immédiate et plus évocatrice de la table des matières.

J'ai tenu à laisser parler le plus possible les deux héros, d'ailleurs communicateurs hors pair. Paraphrasant le proverbe chinois selon lequel « une image vaut mille mots », je soumettrais qu'une courte citation opportune d'un acteur historique en situation vaut bien cent autres mots par l'auteur qui le présente. L'essayiste n'est légitimé à y aller de ses généralités synthétiques qu'après avoir loyalement accordé la parole aux personnages dans le feu de leur action, ou y réfléchissant tout haut. D'ailleurs, la politique n'est-elle pas *verbiente* et verbeuse même ?

Je n'ai pas cherché à obtenir des interviews des acteurs principaux, ni de membres de leur entourage. Le matériel écrit et disponible était suffisamment pourvu pour alimenter le propos général, sans prétendre éclairer tel ou tel fait plus ou moins obscur ni révéler des motivations peu conscientes, sinon inavouables. Tout au plus, ferai-je état de certains souvenirs personnels, pertinents à l'exposé, et qui ont d'autant plus de signification qu'ils remontent, pour la plupart, à une période antérieure à l'entrée en politique de Lévesque et de Trudeau.

Enfin, je n'aurai pas fait mystère de mes sources, restituant en particulier toutes les références des multiples citations. Les essais courants sur la politique ne s'embarassent pas, d'ordinaire, d'un tel scrupule qui comporte, du reste, ses servitudes d'espace et de coût de composition. C'est une exigence du maniérisme universitaire que je maintiendrais en particulier pour ce type de « dossier préliminaire » et de « littérature intermédiaire » dont je parlais plus haut. Ayant par ailleurs abondamment écrit, dans d'autres contextes d'interprétation, sur beaucoup d'événements généraux soulevés ici, je ne me suis pas fait faute de référer le lecteur à des passages de certains de mes livres qui en soumettent des analyses plus substantielles. Ce livre-ci en est un de *personnalisation* par grands acteurs ou agents historiques ; et on ne peut guère, à leur propos, porter une suffisante attention analytique à tous les phénomènes de société où ils agissaient ou s'agitaient.

Un dernier mot sur mes sources journalistiques, tout au long explicitées. Le sociologue politique a comme première denrée journalière la matière écrite de la presse quotidienne. Elle fournit les archives de l'actualité immédiate, en attendant d'être utilisée par l'historien comme les pré-archives de demain. Il est aussi des articles de presse, aussi bien du genre des reportages que des éditoriaux, qui deviennent des faits politiques majeurs. Ils n'indiffèrent pas ceux qui nous gouvernent, quoi qu'ils en disent parfois pour leur défense plus ou moins sincère... Pour toutes ces raisons, l'auteur de ce livre de littérature politique « demi-universitaire » ne prendrait pas comme une insulte qu'on le considérât aussi, pour l'autre moitié, comme un livre de littérature « journalistique ».

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre I

Jean Drapeau : 1942 - :
« Le peuple canadien-français est royaliste :
ce qu'il veut c'est un roi » (Jean Drapeau)

Au mois d'août 1968, de Jean Drapeau, qui avait été maire de Montréal de 1954 à 1957 et l'était redevenu en 1960, j'esquissais le portrait-carrière qui suit jusqu'à la section II. ¹

I

[Retour à la table des matières](#)

« Le peuple canadien-français veut un roi ». Aussi, Jean Drapeau se tient-il prêt. Toute sa carrière n'aura été jusqu'à maintenant qu'une longue préparation. Mais cette disponibilité s'est refusée plus d'une fois à un pouvoir partagé ou insuffisamment déterminé. « C'est vrai que j'ai dit cela... Je ne parlais certainement pas d'une vraie monarchie, encore moins d'une monarchie héréditaire, mais du leader populaire, choisi

¹ Dans mon livre *Ne bougez plus !* (portraits de 40 de nos politiciens), Éditions du Jour, Montréal, 1968, p. 214-224). Ce texte ainsi que les portraits qui ouvrent les deux chapitres suivants sont reproduits intégralement, moyennant des corrections formelles mineures et à l'exception de courts passages qui n'ont plus aujourd'hui la portée évocatrice qu'ils avaient à l'époque. Dans le même esprit j'ai ajouté quelques notes infrapaginales, ainsi que les références. La citation qui constitue le titre du chapitre est tirée de l'ouvrage de J.-Z.-Léon Patenaude, *Le vrai visage de Jean Drapeau*, Éditions du Jour, Montréal, 1962, p. 121.

par le peuple par mode électif ». Drapeau a le complexe Colombey. Mais il ne sent pas le besoin de l'entretenir par une longue demi-retraite dans quelque village aux deux Églises ².

Trois ans ont suffi : de 1957 après sa défaite à la mairie de Montréal jusqu'à son retour triomphal de 1960. Depuis lors, il règne sur l'archipel de Montréal construit d'après ses plans. Maire d'une grande ville nord-américaine, il ne se satisfaisait pas de son titre de métropole du Canada. Il voulait qu'elle devînt une espèce de capitale internationale. Avec 10% de vision et 90% d'obstination, il y est parvenu. C'est ce que la jeune génération et le Canada anglais connaissent ou se souviennent de Drapeau. Mais ce Drapeau-là, qui a connu son apothéose pendant six mois de 1967, n'est qu'une avant-dernière étape qui, pour être la plus importante pour lui et pour tous, n'est pas la plus significative. L'élaboration récente de la mythologie drapiste est maintenant un résultat à portée politique certaine. Mais elle n'est qu'un résultat.

Il faut interroger le porteur du mythe. Comme il parle beaucoup mais peu de lui - ce qui est très gaullien -, les étapes antérieures peuvent nous renseigner. En gros, les lie un grand dessein personnel, secret ou mystérieux que pour ceux qui ne considèrent qu'un Drapeau de tel instant, qu'un Drapeau découpé au sens cinématographique. Le lien significatif se trouve dans l'enchaînement des étapes, dans le processus d'ensemble d'une carrière.

Et cela apparaît translucide : Drapeau se réserve, se tient prêt pour le jour où on l'appellera. Mais, ce jour-là, il faudra que ce soit d'une voix unanime (du moins de ceux qui parlent, d'habitude peu nombreux). Car, à moins d'être l'homme de la situation - ce qui veut dire : le seul et tout seul -, il ne marchera pas. Il a suffisamment de boulot à abattre dans ses îles. Il est certain de ne pas s'ennuyer. Et l'opération est, à coup sûr, gagnante : à partir de la base d'opération de son archipel, il évolue du municipal-métropolitain au provincial, de l'un et l'autre au national et à l'international ; puis, il peut effectuer autant de courts ou vastes mouvements de retour qu'il lui semble bon, ne fût-ce que pour recueillir les retombées positives. Donc, il n'est pas, il n'est plus pressé. Il est celui qui peut attendre (...)

² Allusion à la retraite du général Charles De Gaulle à Colombey-les-deux-églises entre 1946 et 1958. Je ne savais pas à l'époque que des gens de l'entourage du maire parlaient de « Sherbrooke-les-deux-églises » au sujet de ses domiciles montréalais.

1942 : c'est la guerre. « Pas nécessairement la conscription, mais la conscription si nécessaire », avait promis Mackenzie King. Or, elle menaçait d'apparaître « nécessaire ». Pour inciter les Canadiens français à prendre le bon virage, le machiavélisme militaro-politicien d'Ottawa exhume ce type de Canadien à nom français (on n'ose dire francophone, tant son français était douteux en comparaison de son anglais), le major-général L.R. Laflèche, pour faire gober la pilule amère. Un congréganiste de service, du genre du général G.P. Vanier. Il faut un « gros ministre » canadien-français, favorable à l'effort de guerre, c'est-à-dire à la conscription pour service outre-mer. Nommé ministre des Services nationaux de Guerre, il doit encore se faire élire. Le siège d'Outremont, ce prototype de circonscription urbaine canadienne-française, est justement vacant. Aucune opposition conservatrice n'est concevable dans ce lieu et à cette époque. Le major-général risque d'être élu par acclamation. Quel blanc-seing pour la suite ! Or voilà que s'élève une voix minuscule, presque fluette, venant troubler encore la perplexité de cette population, violemment anti-conscriptionniste mais plutôt favorable à la participation... économique à *l'effort de guerre* !

(...) Les Canadiens français attendaient un *candidat des conscrits*. Jean Drapeau se distribue ce rôle. Il mène une campagne de tous les diables, moins contre le mannequin en uniforme que pour faire crever le gros ballon d'ambiguïté des chefs libéraux d'Ottawa qui-avaient-fait-une-promesse-qui-n'en-était-pas-une ! » (...) Le *candidat des conscrits* se démena si bien qu'il enleva 7765 suffrages à son adversaire charmarré qui dut se contenter d'une tout au plus modeste victoire avec 12,323 voix. Le Canada français tout entier connut le nom de Jean Drapeau (...)

Après l'expérience d'Outremont, c'est l'aventure plus large de la Ligue pour la défense du Canada. Le candidat des conscrits est évidemment de toutes les tribunes anti-conscriptionnistes. Il est beaucoup plus que la voix du « Je vous l'avais bien dit ». Il est déjà un symbole. Les Canadiens français avaient voulu un candidat des conscrits, ils l'avaient eu. Les dirigeants de la Ligue avaient réussi à sortir Henri Bourassa de sa retraite solitaire et quelque peu hautaine. Écoutant de la même estrade un discours du candidat des conscrits, le vieux lion avait lancé la prophétie classique : « Ce jeune homme ira loin ! »

Pour l'instant, il va dans le Bloc populaire canadien. C'est la continuation, en formation partisane, du mouvement populaire de la Ligue pour la Défense du Canada. Le Bloc se divise en deux ailes : l'aile fédérale a, à sa tête, le député Maxime

Raymond ; la provinciale, l'ex-secrétaire de la Ligue, André Laurendeau (...). Donc, Jean Drapeau est candidat du Bloc dans le comté de Jeanne-Mance aux élections provinciales de 1944. Comme tous les autres candidats, sauf trois, il est écrabouillé. Défaite d'ailleurs honorable de ce jeune avocat de 28 ans. Seize ans plus tard, son ancien chef de parti, André Laurendeau, écrira dans *Le Devoir* : « Je puis bien confier qu'il est alors celui dont le chef provincial du mouvement déplorera le plus l'absence à l'Assemblée législative » ³. Les Canadiens français voulaient - assez peu... - un roi pour l'éventuelle république laurentienne. À moins de 30 ans, Jean Drapeau se fait la main, se met en course. Après un faux départ, la course est ajournée.

Des années passent. Maître Jean Drapeau est l'avocat de la veuve et de l'orphelin. Il plaide pour des grévistes lors de la célèbre grève de l'amiante ⁴. La quelque douzaine de causes criminelles qu'il prend ne lui assurent pas un renom de grand pénaliste. C'est la grande corruption municipale de Montréal qui allait le propulser à nouveau dans l'actualité. Un réflexe de la conscience civique se produit à Montréal. Jean Drapeau n'en est pas l'instigateur, mais il est du groupe initial qui, dans la suite, allait s'élargir en Ligue d'action civique. 1953, il est avocat de la Commission d'enquête Caron dont le rapport, l'année suivante, allait révéler un état de corruption encore plus épais que ce qu'on appréhendait. Mais ce n'est pas tout de déloger l'ancienne administration. Il faut encore nettoyer les écuries, surtout garder la maison propre. Il faut l'occuper. Par qui ? Sollicités, quelques « noms » se refusent. Le temps presse. L'avocat de la Commission Caron a son nom dans les journaux. Il a bien su mener la poursuite sur la base du dossier rassemblé avec patience et méthode par maître Pacifique, dit « Pax », Plante. Drapeau a déjà fait de la politique, pour laquelle il ne se déclare pas allergique. Il est candidat à la mairie à l'élection de 1954. La campagne était gagnée d'avance grâce au rapport accablant de la Commission Caron, qui est rendu public quelques semaines avant l'élection. Les Canadiens français de Montréal - car les Anglophones s'étaient mis en dehors du coup - voulaient un « roi » municipal. Ils l'eurent de 1954 à 1957.

³ Dans *Le Devoir* du 26 octobre 1960, commentant le retour triomphant à la mairie de Montréal.

⁴ De 1949. Sur le rôle de Jean Drapeau comme avocat des syndicats, voir l'ouvrage très documenté de Susan Purcell et Brian McKenna, *Jean Drapeau*, Stanké, Montréal, 1981, traduit de l'anglais par Danielle Soucy, p. 92-95. Les auteurs concluent ce passage par l'annonce que Duplessis « lui réglerait son compte en temps et lieu. Duplessis savait attendre ».

Un roi choisi par le peuple selon le mode électif est rarement populaire. Surtout quand le roi en remet en impopularité. Des affaires plus entremêlées que complexes, encore plus mal engagées que discutées en tiraillement, érodent pendant ces trois ans la popularité massive du jeune maire de 1954. Cela va de la bizarre émeute du Forum du 17 mars 1955 (affaire Richard-Campbell à forte charge d'émotivité nationaliste...), en passant par une politique du personnel estimée anti-syndicale, jusqu'à l'opposition du tandem Drapeau-DesMarais au projet d'habitation à bon marché, dit du « Plan Dozois ». Le président du comité exécutif, Pierre DesMarais, dit carrément : « L'administration municipale n'est pas une agence sociale ». Le maire s'engage sur son honneur : « Le Plan Dozois ne sera pas construit tant que je serai maire ». Il en découle l'impression que l'équipe réformiste Drapeau-DesMarais bloque la seule politique sociale effective pour remédier au problème de l'habitation à Montréal, et que c'est Duplessis qui doit l'imposer de force !

Duplessis et Drapeau étaient hommes à ne pas se souffrir mutuellement. Le contentieux entre la métropole et la vieille capitale eût été bien suffisant pour alimenter la tension chronique. 1957 : année du règlement de compte. Duplessis, qui avait réussi à dévitaminiser l'opposition libérale, ne tient pas à avoir une opposition tapie dans le petit Parlement de Montréal. Il est temps que le jeune Drapeau ne se prenne pas pour quelqu'un d'autre, d'autant que le *MacLean's Magazine* venait justement de se poser sérieusement la question : « Is Drapeau a match for Duplessis ? » ⁵

On vit alors la plus hybride des coalitions entre des éléments libéraux - fédéraux et municipaux ; provinciaux, moins sûr ! - et les milieux de l'Union nationale fournissent le nerf de la guerre et quelques hommes placés à des endroits stratégiques. Et cette bel-le cohorte, qui se rangeait sous la bannière du glorieux sénateur Sarto Fournier, se vit renforcée à l'instant décisif par le vote des ouvriers syndicaux. On était évidemment moins pro-Sarto qu'anti-Drapeau, à cause de son administration estimée anti-sociale et anti-syndicale. Les huées qui accueillirent le maire de Montréal, officiant à une cérémonie de mise au jeu de la rondelle au Forum, annonçaient quelques semaines d'avance sa prochaine défaite. Elle eut lieu. Des chefs syndicaux eurent l'occasion de se repentir d'avoir réinstallé Duplessis à l'hôtel de ville de Montréal. Drapeau accueillit la défaite d'un air sombre, avec stoïcisme.

⁵ Article de Robert Duffy dans le numéro du 22 juin 1957.

« Lâcher ou tenir », voilà l'interrogation fondamentale de ce faux Hamlet dans une conférence percutante au théâtre Saint-Denis en janvier 1958, quelques mois après sa défaite. Il n'est évidemment pas question de « lâcher » ! Ce qu'il faut « tenir », c'est désormais un champ de bataille plus vaste, la province entière ! C'est Duplessis qui a commencé... En attendant, à l'hiver et au printemps 1958, le champ de manoeuvre s'étend à Québec, à diverses villes de province. Ici et là, des ligues d'action civique se fondent, se confédéralisent. De ce réseau surgira éventuellement le parti capable d'abattre le système, d'abolir le cabinet fantôme. « Duplessis va t'y goûter ! » Car les conférences de Drapeau sont proprement retentissantes. Certains croient y reconnaître le coup de griffe de tel jeune rédacteur du *Devoir*⁶ qui a une pensée politique ; mais, pour tous, c'est Drapeau qui pense, parle et manie déjà le glaive de l'archange pour couper, d'un coup, les sept têtes de l'hydre.

Au point que les libéraux provinciaux considèrent sérieusement la « solution extérieure » Jean Drapeau comme remède à leur mal de leadership. C'est l'autre solution extérieure, l'ex-ministre fédéral, Jean Lesage, qui prévaudra toutefois assez tôt dès avant le congrès de leadership devrait être tenu à la fin mai. Mais survient le scandale du gaz naturel deux semaines plus tard. Lesage s'affirme tôt comme bête politique. Un deuxième pôle d'opposition à Duplessis est créé. Les deux Jean vont s'ignorer respectueusement. La Révolution tranquille sera l'oeuvre du vieux parti libéral, en cure de rajeunissement après avoir été dans l'opposition depuis 1944. Quand survint la mort subite de Paul Sauvé, terminant de façon dramatique les Cent Jours du mouvement, des partisans de l'Union nationale se mettent à leur tour à chuchoter le nom de Drapeau. Mais l'impératif de la tradition unioniste était encore plus fort et ces chuchotements furent tôt étouffés.

Juin 1960 n'est pas très loin. Drapeau avait publié ses grands textes dans *Jean Drapeau vous parle*, publié un mois avant la mort de Duplessis. Lesage, pour mousser son prestige naissant, sent le besoin d'en faire autant en publiant *Lesage s'engage*⁷. Le point à retenir, c'est que, pendant deux ans, Drapeau apparaît à d'influents libéraux et unionistes, à un beaucoup plus grand nombre d'esprits indépendants et inquiets, comme l'heureuse solution de rechange à Duplessis. Et cela apparaît sans doute ainsi à Jean Drapeau... Ce n'est pas la naissance, mais la cristallisation de son

⁶ Il s'agissait de Jean-Marc Léger.

⁷ *Jean Drapeau vous parle*, Éditions de la Cité, Montréal, 1959 ; *Lesage s'engage*, Éditions politiques du Québec, Montréal, 1959.

complexe Colombey. Mais 1960, avec de nouvelles élections municipales en vue, n'est pas loin. La revanche s'impose. Crise dans la Ligue d'action civique. Tout part et retourne à Drapeau. Impossible de résumer le dossier-charge que J.-Z.-Léon Patenaude publie dans *Le vrai visage de Jean Drapeau* ⁸. Attaques, explications, polémiques, contre-attaques. Il y avait eu scission. Le parti civique se fonde, auquel la L.A.C. fera la lutte. Drapeau et son parti sont élus massivement. Et cela dure depuis, en automatisation.

« De l'opposition, on ne m'en donne pas ; je n'y peux rien... Pour le moment, l'opposition à l'hôtel de ville est au sein du parti et elle se manifeste constamment dans nos réunions à huis clos de chaque semaine. Je crois qu'une fois que le peuple a élu ses hommes politiques, il n'aime pas qu'on lui demande quoi faire ». Qu'est-ce qu'un parti d'opposition, sinon « un parti qui ne s'est pas rendu au pouvoir » ? ⁹ Mais « je ne crois pas à l'opposition en principe. Elle est nécessaire pour combattre un mauvais gouvernement dans le but de le remplacer aussitôt que possible ». Mais comme il n'y a pas de « mauvais gouvernement », il n'y a pas lieu de « remplacer » le bon. C'est sans doute pourquoi, « de l'opposition on ne m'en donne pas ».

Mais voilà que ça recommence ! Janvier 1968, les libéraux fédéraux se cherchent, eux aussi, un chef pour succéder à Pearson. Le nom de Drapeau est encore mentionné. On n'y croit guère, ni à la plausibilité de l'événement ni à la vraisemblance de son acceptation. Mais ne doit-il pas accueillir les libéraux, en congrès à l'hôtel Bonaventure ? La rumeur circule que sa présence déborderait l'exercice conventionnel de ses fonctions de maire. Il la dément en servant une petite leçon de morale politique aux invités, sur la « discipline » nécessaire aux partis et sur la « manie » qu'ont certaines formations de toujours remettre en question leurs idées et leurs cadres. « Mon équipe municipale est une équipe extraordinaire qui accepte la discipline et je n'en ai pas honte. »

L'autre *vieux parti* fédéral l'avait déjà voulu dans ses rangs. C'était aux jours tumultueux du chancelant cabinet de Diefenbaker. Réponse de Drapeau : « Lisez cet ouvrage (*Jean Drapeau vous parle*) et si vous êtes d'accord avec son contenu, nous pourrions discuter sérieusement ». Un serpent de mer du folklore drapiste est ses ren-

⁸ Aux Éditions du Jour, Montréal, 1962.

⁹ Propos au journaliste Maurice Roy, *Le Petit Journal*, semaine du 18 septembre 1966.

contres *secrètes* - *puisque* toute la ville et la province en parlent ! - avec tantôt René Lévesque seul, et tantôt Lévesque et Jean-Jacques Bertrand. Non seulement Drapeau refuse d'entrer dans les deux vieux partis fédéraux, puis dans leurs équivalents provinciaux, mais il ne semble pas qu'il ait poussé très fort pour durcir les velléités de ceux qui jonglent avec l'idée d'une troisième force. Visiblement, il se réserve. Comme quelqu'un qui ne peut jouer qu'un grand premier rôle.

Pour l'instant, il se réserve tout entier à Montréal, ce qui signifie, ces dernières années, qu'il s'est donné tout entier à l'Expo, encore l'Expo, toujours l'Expo ; et, depuis octobre 1967, à Terre des Hommes ! Il n'y a que des esprits chagrins à mesquiner sur l'admiration universelle qu'il s'est méritée, à partir du moment où le gouvernement soviétique ayant, lui aussi, un glorieux anniversaire à célébrer, s'est fort opportunément désisté. Drapeau serait le premier à dire qu'il n'a pas tout fait l'Expo, ni l'Expo tout seul. Mais, pour la voix populaire, l'Expo et Drapeau sont interchangeables : l'une a été faite par l'autre, dont c'est le monument, dont il est l'âme, dont... etc. Le *Montreal Star* du 27 octobre 1967, sous une large photo du maire en première page, proclame en légende : « MAN AND HIS SYMBOL : Major Jean Drapeau, the human dynamo, the driving force which got Expo for Montreal and which got Expo ready on time... » Il est celui « who gets the things done » : hommage suprême. L'Expo, c'est lui comme c'est lui le Métro, la Place des Arts, la gare maritime, la résurrection du vieux Montréal, les ceintures de boulevards et les échangeurs, les gratte-ciels qui poussent comme champignons après l'averse. Tout le monde le dit. Tout le monde ne peut se tromper. On n'est pas prêt à lui donner de l'opposition.

Il a déjà refusé d'être une opposition, seul ou avec d'autres. Pour l'instant, par la taxe volontaire, il faut renflouer Terre des Hommes. La météo, peu coopérante, et un gros brin de scepticisme en ont amorti l'élan. L'Expo a pu être un succès éclatant sans la Tour Montréal-Paris. On ne peut tout avoir, ni tout en même temps. Mais les 14 millions de touristes annuels qui vont à Niagara « pour voir couler de l'eau » vont apprendre progressivement à localiser Montréal sur la carte de l'Amérique du Nord. Terre des Hommes est promise à un succès aussi durable que celui de l'Expo a été éclatant (...).

Mais APRÈS ? Ce ne peut être que quelque chose de considérable. Sur un PLAN PLUS VASTE ? Drapeau fait le présent. Il n'est pas propriétaire de l'avenir. Ni de son avenir. Le complexe Colombey se refoule d'autant plus aisément que la royauté de l'archipel a de quoi occuper toute une vie féconde. D'abord, c'est faux qu'il se soit

jamais considéré comme un Messie ou un Prophète. Il n'y a pas d'esprit autocritique que celui qui se manifeste par un sens de l'humour. Mais une carrière telle, qui a su relever les uns après les autres les défis qui se présentaient, inciterait quiconque ce soit à se considérer comme l'homme de la situation, d'une situation à venir mais inconnue. Il saura attendre puisque la situation se fait attendre. Si elle doit se présenter, le maire Drapeau, arborant un tel nom, n'aura plus qu'à le brandir pour en faire un point de ralliement. Le slogan historique est tout trouvé.

QUELLE SOLUTION ? N'est convenable qu'une situation très, très, très détériorée - quelque chose, par exemple, de beaucoup plus profond et grave que l'algarade de certain général-président au balcon de l'hôtel de ville ¹⁰.

Jean Drapeau (...) est peut-être le « roi » que veut le peuple canadien-français. À surveiller. Surtout le peuple.

II

Jean Drapeau étant toujours maire en 1985 selon une espèce de bail à vie, ce portrait d'il y a seize ans gagnerait à être réactualisé mais ce serait plutôt par additions que par corrections. Les retouches accentueraient encore les traits généraux du modèle qui n'a pas tellement changé avec l'âge et après une si longue pratique du pouvoir montréalais.

La qualité la plus objectivement incontestable de cette carrière politique est sa longévité. Depuis plus de quarante ans Jean Drapeau est une figure publique. Près de trente ans de succès continus lui ont fait une réputation proverbiale d'invincibilité. Si l'on excepte les premières défaites de jeunesse à des élections du temps de la guerre, il n'aura connu qu'un seul grand échec en 1957, remportant, en enfilade, huit des neuf scrutins à la mairie depuis 1954. Bien qu'un peu moins allégrement que naguère, par suite d'un accident cérébro-vasculaire à l'été de 1982, Jean Drapeau est en train de compléter sa troisième décennie en qualité de « premier magistrat de la métropole ».

¹⁰ Allusion au « Vive le Québec... libre ! » du général de Gaulle le 24 juillet 1967. Pour la réplique du maire, recevant le général, le 27 juillet 1967, voir plus loin dans ce chapitre.

Il aura éclipsé les records de durée d'autres maires légendaires, un Médéric Martin, un Camillien Houde.

Une carrière à ce point phénoménale l'a consacré comme une espèce d'institution-homme qui a fini par imposer des titres régaliens très particuliers. Son « complexe Colombey » aura trouvé à se satisfaire dans les grandes oeuvres métropolitaines sans se chagriner de n'avoir pu s'épanouir à des charges d'un plus haut niveau de gouvernement ¹¹. Plus d'une fois, en politique provinciale ou fédérale, l'occasion attendue semblait pointer, mais toujours la circonstance historique s'est dérobée. Il sut ne pas s'impatienter, encore moins forcer les risques. Une sagesse de conservation l'a toujours amené à raffermir plutôt cette sorte d'appropriation du pouvoir montréalais, depuis si longtemps commencée. Un pouvoir municipal comme celui de la « cométropole » ¹² n'est-il pas, en chiffres de population et de finances publiques, celui d'une des cinq ou six grandes entités politiques au pays ? À défaut donc d'accéder à un plan supérieur, il restait à perpétuer, mais avec éclat, la magistrature de la ville métropolitaine.

Sa bonne fortune politique se sera jouée continûment à la verticale, non à l'horizontale. Elle lui a assuré tout de même une dimension nationale et même une réputation internationale. La durée n'est-elle pas la seule des performances politiques qui ne requiert pas d'arguments probants, ni d'autre mesure qu'elle-même ? Comme doyen d'âge et d'exercice des hommes politiques de cette génération, le maire de Montréal introduit bien au parallélisme entre les deux hommes politiques qui achèvent leur orbite dans les cieux plus vastes de Québec et d'Ottawa.

Pourtant, ce fut dans de plus grandes arènes politiques que Jean Drapeau fit ses premières armes. Il est alors intimement associé à André Laurendeau qui rendra plus tard hommage au valeureux Drapeau de ces circonstances ¹³. Ils étaient d'ailleurs

¹¹ « Quoi qu'il en soit, on sent poindre dans ses propos une imperceptible lueur de regret à la pensée que les circonstances et le destin ne lui permirent jamais de sauter dans l'arène provinciale ou fédérale. Il n'y a aucun doute que le Canada serait aujourd'hui différent si Drapeau avait pris les commandes de la province ou du pays... » (Purcell et McKenna, *op.cit.*, p. 357).

¹² Selon son expression lors d'une interview à trois journalistes de *La Presse* (Michel Roy, Claude Gravel et Yvon Laberge) le 11 mars 1984. Le maire n'oublie pas la montée spectaculaire de Toronto, tout de même...

¹³ Dans la préface à *Jean Drapeau vous parle*, André Laurendeau écrivait : « Je me souviens surtout de sa fougue dans l'action, de l'ardeur avec laquelle il se lançait

d'une même filiation idéologique. Après la cuisante défaite à la mairie en 1957, il s'en prend au « système » de Maurice Duplessis et lui portera les plus durs coups comme conférencier de choc des ligues d'action civique qui, un temps à la fin des années 1950, essaimèrent dans plusieurs villes du Québec.

Aussi, au moment de la succession de Georges-Émile Lapalme en 1958, Jean Drapeau avait-il été considéré par des groupes de libéraux comme l'autre « solution extérieure » (avec Jean Lesage qui, candidat, s'imposera sans avoir à affronter l'ex-maire de Montréal). Dans l'autre camp et presque aussitôt après, des partisans de l'Union nationale avaient jonglé avec l'idée de le faire succéder à Paul Sauvé, disparu en pleine mais courte gloire le 2 janvier 1960. Après son retour en force à la mairie à l'automne 1960, lors des crises de conscience de Jean-Jacques Bertrand et de René Lévesque au sein de leur formation respective, la machine aux rumeurs s'était mise à associer son nom à ces indisciplinés idéalistes pour d'éventuels regroupements populaires plus démocratiques que les « vieux partis ».

Mais nulle tentative ne semble être allée aussi loin que celle du premier ministre Diefenbaker, qui lui offre de devenir son principal lieutenant francophone, lui faisant même miroiter la succession comme leader conservateur fédéral ¹⁴. Il appert même que son nom a encore rebondi lors de la succession de Lester Pearson - laquelle donnera aussi lieu à un effet de surprise par la sélection d'un autre Montréalais, Pierre Elliott Trudeau. Et la tradition des tentations extérieures aurait même continué avec l'occasion plus ou moins sérieuse d'accepter en 1979 un poste de sénateur ou de ministre dans l'éphémère cabinet Clark en mal d'un ministre québécois de prestige ¹⁵.

Jean Drapeau a déjà fait remarquer que le maire confirmé d'une grande ville s'expose à être ainsi sollicité. Mais est-il de précédent d'un politicien municipal dont le

dans la bagarre et tapait dans le tas... » Dans *La Crise de la conscription*, Laurendeau écrivait encore au sujet du « candidat des conscrits » de 1942 : « Jean Drapeau possède un élan extraordinaire, le sens de la propagande, il entraîne sa troupe au pas de course » (Éditions du Jour, Montréal, 1962, p. 139).

¹⁴ Purcell et McKenna rappellent la scène telle qu'elle fut racontée par J.-H. Brien, « éminence grise » du maire : « Le maire fut introduit dans son bureau. Diefenbaker était tourné vers le mur. Pendant un long moment, il resta silencieux. Puis, sans crier gare, il dit : « Jean Drapeau, je veux que vous deveniez le prochain Premier ministre du Canada » (op.cit., p. 181).

¹⁵ « Le maire fut certes flatté de la proposition, mais comme bon nombre de Canadiens, il avait de la difficulté à prendre Joe Clark au sérieux » (ibid., p. 358).

nom ait surgi aussi naturellement, en de si nombreuses circonstances, pour occuper des postes de leadership à des niveaux distincts et dans des formations autant disparates ? Considéré comme « hypothèse » et non vraiment sollicité (à l'exception de l'épisode Diefenbaker), l'homme allait finir par s'incruster dans sa féodalité insulaire mais qu'il contribuera à rendre toujours plus prestigieuse. Ces attentions par des politiciens des niveaux de gouvernement dits « supérieurs » constituaient certes des indices d'une large et constante popularité. Mais s'impose, aussi, la remarque d'une grande malléabilité idéologique et psychologique, au moins présumée, chez l'éventuel homme de la circonstance. Comment expliquer autrement que des groupes si divers de partisans, un temps désemparés, aient pu le considérer comme éventuel leader ?

Jetons un coup d'oeil en arrière. Qui était Jean Drapeau, d'où venait-il, à quoi semblait-il se destiner ? En arrière-plan, il y aura lieu d'évoquer l'espace politique occupé par Maurice Duplessis mais aussi le rôle pivot d'André Laurendeau et de rappeler, en passant, les idées de l'étudiant Pierre Elliott Trudeau, avec celles qu'il soutiendra une quinzaine d'années plus tard à l'encontre, précisément, du jeune maire déchu de 1957.

III

Nous possédons depuis peu une première biographie de Jean Drapeau, en la forme d'une chronique fouillée par les journalistes Susann Purcell et Brian McKenna. Avec un luxe de détails, d'anecdotes et de citations, leurs auteurs nous renseignent sur les origines familiales modestes, l'adolescence, le handicap surmonté d'études ne conduisant pas à l'université et les premières activités politiques du jeune Drapeau. Le portrait-robot, qu'on pouvait esquisser en 1968 sans l'aide de cette somme d'informations, ne s'en trouve guère altéré. Mais il n'est pas indifférent d'apprendre comment le vécu d'un jeune Montréalais francophone, pendant la période à la fois turbulente et comprimée du temps de la guerre, devait l'inciter à se lancer en politique à la première occasion trouvée par lui favorable. On se contentera de se référer à cette chronique fournie pour l'érudition et le pittoresque.

Pendant la guerre le nationalisme canadien-français s'exacerbe en anti-conscriptionnisme aigu. L'initiative personnelle de l'étudiant Jean Drapeau à l'élection

d'Outremont avait le sens d'une espèce de symbole fantasque, peut-être nécessaire. Le jeune homme vouait une admiration sans bornes à l'oeuvre engagée de Lionel Groulx avec lequel il sera en relation pendant toute la vie du célèbre historien. Dans la suite, il glissera vers les idées corporatistes et séparatistes d'un Raymond Barbeau, plutôt que du côté du généreux humanisme culturel d'André Laurendeau. Le maurrassisme ¹⁶, en complément au groulxisme, semblait être le puits aux idées générales où s'abreuvait cette bête politique naissante. « Je ne me suis jamais considéré comme un penseur », avouait-il lors d'une récente interview à *La Presse* ¹⁷. Il aura tant célébré l'action, les réalisations, l'efficacité, etc., au long de sa carrière à la mairie que la confiance en paraissait superflue.

Mais le culte du « chef » non étranger à Groulx (du « roi » en version métaphorique maurrassienne) semble avoir été sa première religion politique. Le chef doit « parler au peuple », et donc savoir parler : étudiant, Drapeau s'était révélé comme champion des tournois oratoires inter-universitaires qui florissaient à l'époque. Le chef est celui qui sait convaincre, entraîner l'adhésion. Et aussi savoir profiter des

¹⁶ Au sujet de Charles Maurras, Jean Drapeau disait : « C'était un grand esprit. Son oeuvre était merveilleusement bien écrite et s'appuyait sur un raisonnement très solide. On n'était pas obligé d'en arriver aux mêmes conclusions que lui, mais ses idées étaient vraies pour tous les régimes politiques » (cité par Purcell et McKenna, op.cit., p. 45). La lecture de ces lignes ranima chez l'auteur le souvenir d'une conversation avec Jean Drapeau au cours de laquelle il avait cité un mot de Maurras qu'on peut entendre comme une sage incitation à la patience pour l'homme d'action : « Il faut laisser au temps le temps ». Cette conversation a dû avoir lieu à l'automne 1957, avant donc la rentrée spectaculaire de l'ex-maire en janvier 1958. Je tenais à le rencontrer pour me faire une idée sur sa personnalité politique alors que son nom était déjà avancé soit comme chef d'une éventuelle force provinciale ou comme possible candidat au leadership du parti libéral du Québec. Jean Drapeau accepta volontiers et proposa que la rencontre ait lieu en soirée, dans sa propre voiture, plutôt que chez lui ou au bureau de la Ligue d'action civique ; surtout pas au restaurant, à mon hôtel ou dans un quelconque endroit public, devant s'imposer la précaution de beaucoup de discrétion. Après avoir tourné en rond un bonne heure dans le centre ville, je gardai de cette conversation à bâtons rompus avec mon chauffeur de circonstance que ses propos étaient d'inspiration autoritariste et typiques d'un réformateur de droite. Je fis part de mon malaise le lendemain à J.-Z.-Léon Patenaude, à Jacques Hébert et à une ou deux autres personnes dont, si ma mémoire est exacte, Jean Paré, rédacteur au journal *Vrai*. Leur mutisme m'apparut lourd, et je gardai l'impression qu'ils se doutaient bien un peu de ce que je venais de constater.

¹⁷ Même référence qu'à la note (12). [Note 2, page 24 de l'édition numérique. JMT.]

circonstances et leur donner, si besoin est, un opportun coup de pouce ! Sa popularité n'aura jamais rien de populacier, à l'opposé de celle de son prédécesseur, également légendaire, Camillien Houde. Si l'on peut parler de « populisme », elle est de l'espèce distinguée, ce dont il conviendra de le louer une fois pour toutes.

Sa filière intellectuelle fut tout ce qu'il y a de plus classique : jeunesse nationaliste, Société Saint-Jean Baptiste, Ordre Jacques-Cartier ¹⁸, *Le Devoir* de l'époque, *L'Action nationale*, la Ligue pour la défense du Canada, le Bloc populaire canadien. D'autres l'auront suivie, cette filière, qui aboutirent à des carrefours divergents, un Marc Carrière et un Michel Chartrand. Sa chance unique lui sera fournie par le Comité de moralité publique d'où allait sortir la Ligue d'action civique. Il n'en était pas l'instigateur ni même un des principaux promoteurs, mais son employé comme conseiller juridique et procureur. J.-Z.-Léon Patenaude, dans son portrait-charge, s'est appliqué à démontrer, avec abondance de preuves, qu'il en fut le profiteur et qu'il a « trahi » ses premiers frères d'armes dans la lutte contre la corruption et l'incompétence dans l'administration de la ville de Montréal. À ne s'en tenir qu'au dossier de son accusateur, Jean Drapeau posséda à un haut degré « l'art de tromper ses amis et d'influencer les gens » ¹⁹ : du point de vue de l'opinion, ceci faisait passer cela, et au grand avantage personnel de « l'artiste » politique...

Lors de la lutte électorale du « candidat des conscrits » un autre étudiant en droit, qui avait aussi de l'avenir en politique, se faisait remarquer pas une gouaille volontiers virulente : « Si nous ne sommes plus en démocratie, commençons tout de suite la révolution ! Assez de cataplasmes, passons aux cataclysmes ». Ou encore : « Finie la flèche du conquérant, vive le drapeau de la liberté ». Mais sous le mauvais jeu de mots, l'étudiant Pierre Elliott Trudeau ne dissimulait pas son peu de considération pour le candidat anticonscriptionniste : « Ne votez pas pour Drapeau ; votez contre La

¹⁸ Sur la participation à la société secrète, voir le chapitre XII de Purcell et McKenna (p. 78-81) et sur l'influence de Paul Desrochers comme membre de « la Patente » sur la possible désignation de Jean Drapeau comme successeur de Paul Sauvé, voir p. 136.

¹⁹ Patenaude, *op.cit.*, le chap. 6, p. 33-42.

Flèche. Même si l'adversaire du général est médiocre, du moment que c'est quelqu'un d'honnête, il faudrait voter contre La Flèche ²⁰ ».

Une quinzaine d'années plus tard, lorsque Drapeau, comme conférencier de choc des ligues d'action civique, et Trudeau, comme animateur du Rassemblement, se rencontreront pour voir quelle jonction pourrait éventuellement s'établir entre les deux mouvements dans la lutte pour le rétablissement de la démocratie au Québec, « la conversation ne révéla entre les deux hommes aucune trace d'atomes crochus... », rappelle en euphémisme Gérard Pelletier ses mémoires sur les années 1950. Il précise par ailleurs : « Leurs philosophies respectives n'avaient guère de points communs. Notre hôte tint des propos sur la démocratie qui hérissèrent Trudeau » ²¹. Un écho de cette antinomie de pensée entre les deux hommes se retrouve dans un article postérieur de l'essayiste de *Cité libre* : « L'homme fort du nationalisme d'aujourd'hui vient de faire savoir au Comité des Bills privés qu'il préfère l'état policier à l'état dominé par la pègre. Pas moi, car contre la pègre, j'ai des Lois de mon côté pour mettre fin à son règne ; mais contre la police et la dictature qu'elle appuierait, je n'aurais que ma liberté tôt perdue » ²².

Mais encore plus tard et par un ironique retour des choses, les deux hommes tomberont d'accord pendant la Crise d'octobre 1970 pour pallier le désordre de trois polices aux abois en recourant à l'intervention de l'armée. Les coups de main du Front de libération du Québec faisaient craindre une situation d'insurrection dite « appréhendée ». Angoissé tout comme le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, tous deux craignant pour leur sécurité, le maire de Montréal téléphona, la nuit où le ministre Pierre Laporte fut enlevé, au premier ministre du Canada pour lui demander d'envoyer l'armée à Montréal afin d'aider au travail policier et de démontrer à la popula-

²⁰ La première citation, dans Purcell et McKenna, *op.cit.*, p. 65 ; la seconde est tirée de l'ouvrage de Paul-André Comeau, *Le Bloc populaire*, Québec-Amérique, Montréal, p. 331 ; la troisième, dans Purcell et McKenna, p. 66.

²¹ *Les Années d'impatience*, Stanké, Montréal, 1983, p. 221.

²² Article à *Cité libre* no 35, p. 5, cité par Patenaude, *op.cit.*, p. 71. Mais « lorsque Pierre Elliott Trudeau a été reçu à l'Hôtel de Ville, lors de la course au leadership libéral, en 1968, il a rendu hommage au maire Drapeau du fait que c'est à Montréal et avec lui qu'a démarré la révolution tranquille du Québec. Cette remarque, sans doute oubliée aujourd'hui, a dû en étonner certains », rappelle Marcel Adam (*La Démocratie à Montréal ou le Vaisseau dort*, Éditions du Jour, Montréal, 1972, p. 58).

tion que toutes les autorités politiques ne négligeaient rien pour maintenir l'ordre public. Le maire de Montréal avait eu quelque expérience de cette loi exceptionnelle : on l'avait appliquée à l'encontre du « candidat des conscrits » et de quelques-uns de ses partisans lors de l'élection complémentaire d'Outremont en 1942... C'est dans une ambiance de coup d'État dans une capitale sud-américaine que se tinrent les élections municipales du 25 octobre 1970. L'équipe du maire Drapeau obtint 92,5% des suffrages et remporta tous les sièges municipaux : une victoire électorale absolue dans une situation politique d'absurdité.

André Laurendeau, l'ancien compagnon de lutte de la Ligue pour la défense du Canada et du Bloc populaire canadien, s'est toujours montré sympathique au destin politique de Jean Drapeau. À l'époque où celui-ci, défait à la mairie en 1957, sonnait la contre-offensive contre le duplessisme régnant dans sa retentissante causerie de rentrée au théâtre Saint-Denis, Laurendeau écrivait, dans *Le Devoir* du 25 janvier 1958, un éditorial significativement intitulé « Le vaincu victorieux » : « On avait le sentiment qu'une opposition jusque là diffuse, mal canalisée par les partis déjà constitués, prenait corps enfin. La cristallisation se produit autour d'un homme plutôt que de se centrer sur des idées : mais c'est un homme qui a des idées et qui a déjà prouvé qu'il y tient ». Laurendeau, qui trouvait dans sa propre vie politique passée de fortes raisons d'entretenir une méfiance viscérale envers les vieux partis, concluait : « Certains imaginaient M. Drapeau à la tête d'un parti libéral rénové : en quoi on manifestait quelque illusion sur le parti libéral et sur Jean Drapeau. Il continue de situer son action en marge des partis. Il refuse le carcan des vieilles organisations chevronnées. Il pèsera sur celles-ci de l'extérieur ». Et l'éditorialiste de conclure que cette « nouvelle étape dans sa carrière » en constitue « peut-être une dans la vie politique québécoise ». Fin des années 1950, sous les derniers feux clignotants du duplessisme, le journaliste du *Devoir* n'entretenait pas, au sujet d'une carrière provinciale pour Jean Drapeau, les mêmes préventions que l'essayiste de *Cité libre*.

La poussée de Jean Drapeau, le « vaincu » de 1957 se donnant des airs de « victorieux » en 1958, se faisait d'autant plus sentir qu'elle se produisait dans une situation de vacuité politique qu'on n'avait pas connue depuis la fin de la guerre. Saint-Laurent défait en 1957, les années Diefenbaker n'allaient pas permettre une forte présence canadienne-française à Ottawa. Pour leur part, les libéraux provinciaux étaient en vacance de leadership. « Le Chef règne toujours à Québec. Il a vieilli. Pourtant sa main reste pesante », écrira Laurendeau deux ans plus tard en évoquant cette ambian-

ce de fin de règne et caractérisant très correctement ce « gouvernement autocratique, et plutôt *retardateur* que retardataire » ²³.

Qui débloquera tout cela, qui comblera le vide de l'opposition ? Georges-Émile Lapalme étant démissionnaire, Jean Lesage n'est pas encore élu chef du parti ; René Lévesque n'y a pas encore adhéré ; Paul Gérin-Lajoie a été battu, par deux fois, aux élections générales de 1956 et dans une partielle subséquente. Mais voilà que le jeune et dynamique ex-maire de Montréal, victime désignée du Chef qui règne à Québec, relevait le gant et semblait annoncer une contre-offensive sur le terrain plus vaste du *retardateur*. Une force naturelle était en train de se manifester dans le vacuum. L'éditorialiste du *Devoir*, qui s'intéresse peu à la politique municipale, est en communauté de valeurs nationales avec l'ancien « candidat des conscrits » ²⁴. Il était tout naturel que Laurendeau accueillît, en empathie, l'éventualité que Jean Drapeau émerge comme ce *match for Duplessis*.

Mais bientôt, tout, très rapidement, changera. Lesage sera élu leader libéral ; Duplessis mourra ; Sauvé ne survivra pas aux Cent Jours du grand déblocage ; René Lévesque adhérera aux libéraux ; et ce sera le scrutin historique du 22 juin 1960. Ce qui allait être connu sous le nom de « Révolution tranquille » s'enclenchera... Entre-temps, malgré les intrigues et les chicanes entre les équipes « civiques » ²⁵ de Montréal, Jean Drapeau *opte* une seconde fois, au sens fort et définitivement, pour « sa » ville. À partir de 1960, les deux, la ville et l'homme, conjugueront leur avenir commun et qui ne s'est pas encore dissocié...

Un fait bizarre de la fin de cette traversée du désert vaut toutefois d'être relevé. Il s'agit d'un document qui pourrait constituer une espèce de *posts-criptum* aux conférences que l'ex-maire avait réunies en 1959 dans *Jean Drapeau vous parle*. Le 20 juillet 1960, le citoyen Jean Drapeau écrit à Jean Lesage, élu premier ministre le mois précédent, une longue lettre. Après les félicitations d'usage et l'évocation des « cadres de la « révolution » qui veut se poursuivre », le signataire écrit ce paragraphe typi-

²³ Article au *Magazine Maclean*, mars 1961 ; aussi dans le recueil *Ces choses qui nous arrivent*, HMH, Montréal, 1970, p. 1,5.

²⁴ Voir la citation plus haut, à l'appel de la note (3). [Voir la note 1 à la page 18 de cette édition numérique. JMT.]

²⁵ Le pluriel s'imposant : Drapeau avait constitué son propre « Parti *civique* » en 1960, en scission de la Ligue d'action *civique* sous l'égide de laquelle il avait été élu en 1954.

que : « Il ne faudrait pas croire, cependant, qu'une fois « désaltéré » à la fontaine d'une politique nouvelle, limpide et curative de bien des maux, ce même peuple accepterait de se renier lui-même. Je veux dire qu'il sait, ce peuple, qu'une raison profonde conditionne son existence et son destin. Pas plus que le sentiment de la famille, le sentiment de la nation n'a jamais cessé d'animer notre peuple. Et par cela, il ne se différencie pas des autres : il s'identifie semblable aux autres ». Bref, « que l'urgence admise de régler « certains » problèmes ne fasse pas oublier « le » problème constitutionnel qui reste le problème numéro un ». Et bien davantage, avec le coup d'envoi de cette lettre : « L'urgence d'une solution est encore moins grande que la nécessité de n'accepter que la seule *vraie* solution. Et tous ceux qui réfléchissent sur cette question constitutionnelle vous sauront gré d'éviter toute précipitation à caractère « spectaculaire » ²⁶. Voilà ce que le citoyen Jean Drapeau écrivait au nouveau premier ministre du Québec au moment où celui-ci allait rencontrer les partenaires de la fédération lors d'une importante conférence constitutionnelle à l'été 1960.

Même un quart de siècle plus tard la lecture de cette lettre au langage pompeux a encore de quoi méduser. Quelle en était la signification : d'une mise en garde ou d'un conseil fraternel, d'une menace voilée ou d'une offre de service, du principe d'une alliance désormais nécessaire ou d'un coup de semonce en une forme presque cérémonieuse ? L'interprétation la plus simple, minimale, ne serait-elle pas la plus sûre ? Il apparaît d'évidence que Jean Drapeau, à l'aube de la Révolution tranquille, s'habilitait littéralement à parler au nom de « l'intérêt national de ce peuple », à en déterminer « le problème numéro un » et à en signaler « la seule vraie solution » (pourtant non explicitée). Juillet 1960, l'indépendantisme n'allait pas tarder... Mais le 26 août, Jean Drapeau annonçait sa candidature à la mairie de Montréal. Il y est encore.

C'est plutôt avec le ministre vedette de la Révolution tranquille, René Lévesque, qu'avec le premier ministre Lesage que le maire de Montréal aura des rapports officiels pour des entretiens politiques dont on ne peut que conjecturer le contenu. Lors de la cérémonie d'assermentation du maire réélu en 1960, l'on remarquait la présence ostentatoire du nouveau ministre. En compagnie de Lucien Saulnier « on les voyait

²⁶ Patenaude reproduit ce document *in extenso*. Il précise que « copie de cette lettre à été remise par Me Drapeau à M. DesMarais et à moi-même le lendemain » (*op.cit.*, p. 74-77). Il ne s'agissait donc pas d'une opération secrète, bien qu'elle fut individuelle. Dans les semaines suivantes allait se consommer la rupture entre Jean Drapeau et les dirigeants de la Ligue d'action civique.

souvent dîner ensemble dans quelque restaurant chic du vieux Montréal » ²⁷. Il n'en fallait pas plus pour que la machine aux rumeurs se remette à tourner. Des journaux, en particulier *The Gazette* en 1962, accrédièrent la nouvelle que les deux hommes jonglaient avec l'idée de fonder un nouveau parti autour du principe - déjà ! - d'un Québec souverain et associé économiquement au Canada. À nous qui savons les évolutions suivies depuis lors par les deux hommes, cette éventualité apparaît à peine crédible aujourd'hui. Mais, en leur situation respective à l'époque, cette possibilité avait quelque chose de fort plausible. Le plus certain dans l'hypothèse d'une pareille formation, c'est le fort délicat problème qui n'aurait pas manqué de surgir au sujet de la désignation du leader en titre !

Plus tard, quand le ministre indiscipliné des années 1960 sera devenu premier ministre, les rapports entre les deux hommes seront pour le moins grinçants, particulièrement au sujet du financement des Jeux olympiques ²⁸. Le retour triomphal du maire en 1960 ne l'empêchait toujours pas de considérer avec quelque convoitise des champs de manoeuvre plus vastes que sa royauté insulaire bien protégée. Et il convient aussi de retenir que l'autre compère n'était alors qu'au début d'une dissidence progressive et qu'il aura, lui aussi, une fois qu'elle sera consommée, une pénible traversée du désert, mais trois fois plus longue : ces années de 1967 à 1976 pendant lesquelles l'homme allait devoir se forger de toutes pièces cet extraordinaire instrument du Parti québécois.

Plus tard, vers le milieu des années 1960, les convictions fédéralistes, et même mondialistes, du maire allaient l'emporter définitivement sur les fortes inclinations nationalistes de sa jeunesse, lesquelles semblent être restées vivaces jusqu'aux beaux jours de la Révolution tranquille. Quand le Parti québécois prit le pouvoir en 1976 la perspective d'un référendum national allait devoir forcer tout le monde à déclarer ses couleurs. Mais le problème du leadership du Parti libéral du Québec s'était aussi posé d'urgence à la suite de la démission de Robert Bourassa. Ce sera la dernière des velléités de Jean Drapeau de finir par déboucher sur un plan politique plus vaste.

²⁷ Purcell et McKenna, *op.cit.*, p. 169.

²⁸ Sur cette longue et confuse histoire des relations entre le gouvernement de Québec (sous Robert Bourassa et René Lévesque) et le maire de Montréal, les auteurs précédents ont consacré beaucoup de développements dans les cent dernières pages de leur ouvrage. Voir *ibid.* à partir du chapitre XXXIII.

Elle se présentait probablement comme l'occasion ultime : l'homme atteignait la soixantaine et il avait occupé la première magistrature de Montréal depuis une vingtaine d'années, dont seize d'un pouvoir ininterrompu. D'après la version de Purcell et McKenna, le bras droit du maire à cette époque, Gérald Niding, aurait tâté le premier ministre démissionnaire sur une telle éventualité. Cette démarche indirecte avait clairement l'assentiment de principe du maire. Et, précisent les chroniqueurs, « l'ancien Premier ministre remarqua aussi que l'une des conditions formulées par M. Niding portait indéniablement le sceau de Drapeau. Le maire acceptait de diriger le Parti libéral, s'il était nommé directement sans avoir à passer par un congrès » ²⁹ ! En effet, un « roi » n'est pas élu à la suite d'une convention ou d'un congrès de leadership... Un Claude Ryan, lui-même non dépourvu d'aspirations régaliennes, se pliera pourtant avec ardeur à cet éprouvant, mais aussi exaltant, rite de passage en avril 1978, ainsi qu'on le verra plus loin.

Purcell et McKenna avancent une révélation encore plus difficilement crédible. Le maire aurait songé à devancer le gouvernement péquiste en tenant son propre référendum sur l'avenir du Québec à l'occasion des élections municipales de 1978 ! Même si le projet fut finalement abandonné, la signification de l'intention première n'en reste pas moins réelle ³⁰. Pendant que les fils des anciens premiers ministres Johnson et Bertrand (Pierre-Marc, et Jean-François, eux-mêmes ministres péquistes) essayaient d'entraîner le maire de Montréal dans l'option de leur parti, l'assurant que leurs pères respectifs, anciens condisciples du maire à l'Université de Montréal, auraient été en faveur du OUI, des libéraux, pour leur part, songeraient à se servir du maire de Montréal comme dispositif principal d'un contrecoup d'État en faisant proclamer rien moins que l'indépendance de Montréal !

Purcell et McKenna font de cette affaire, qui n'avait été que chuchotée à l'époque, le récit suivant : « Paul Desrochers affirme que quelques collègues et lui-même avaient conçu un plan secret dans l'éventualité de la victoire du Parti québécois. « Si

²⁹ *Ibid.*, p. 343.

³⁰ « Le maire reconnaît y avoir songé. « Nous avons étudié la question très sérieusement, mais cela aurait coûté très cher, dit-il. Et puis, le Québec avait le pouvoir d'adopter une loi qui aurait rendu notre consultation illégale ». Le projet fut donc abandonné, mais il est clair que la seule pensée d'un référendum montréalais a dû donner des sueurs froides aux indépendantistes. Comme par hasard, les relations entre le PQ et la ville s'améliorèrent considérablement vers la fin de 1977 et en 1978 » (*ibid.*, p. 343).

le PQ avait gagné, Drapeau aurait été l'homme tout désigné pour prendre la tête de Montréal et de tous les comtés du sud et de les séparer du Québec ». Il ajoute qu'ils avaient sérieusement envisagé cette possibilité, car la province ainsi formée aurait été riche puisqu'elle comprenait 55 pour cent de la population et 62 pour cent des revenus fiscaux du Québec » ³¹. On se souviendra d'un mot du premier ministre du Canada à l'époque, et qui aurait eu plus de sérieux qu'une simple boutade, à l'effet que, si le Canada peut-être séparé, le Québec, aussi, peut l'être !

Dans l'affaire du référendum, le maire allait finalement adopter une attitude de prudente neutralité, soutenant que l'Hôtel de ville saurait bien composer avec le camp vainqueur quel qu'il soit. Les dirigeants du Parti québécois pouvaient se considérer satisfaits de cette neutralité officielle, sachant bien que les convictions fédéralistes du maire, qui s'étaient cristallisées une dizaine d'années plus tôt, n'avaient pas été modifiées, tout au contraire ! Dans le camp fédéraliste on lui pardonnera mal de ne pas faire état de sa croyance personnelle dans un combat avec un objectif d'une telle envergure. Son généralissime, Claude Ryan, se fit particulièrement cinglant en lui décernant la condamnation que l'Évangile fait aux « tièdes ». Ce n'était pas la première fois que Claude Ryan et Jean Drapeau avaient eu l'occasion de s'accrocher durement. Il faut dire quelques mots des rapports entre ces deux personnages, certes les moins dissemblables (quant à leur autoritarisme foncier et visible) de ceux qui peuplent cette galerie de portraits.

Les rapports entre l'inamovible maire et l'austère directeur du *Devoir* n'avaient jamais été marqués d'une aménité particulière. Le rôle fondamental d'un organe de presse, en particulier d'un journal d'idées, de critiquer le criticable dans les affaires de la Cité ; ce fut toujours le point sensible du maire d'accepter aussi mal la critique de presse que de souffrir une opposition organique au conseil de ville. Le temps était loin du début des années 1950, alors que le directeur Gérard Filion avait pris des risques réels, et même physiques, pour sa précaire entreprise en publiant le dossier-fleuve des articles accusateurs de Pacifique Plante dévoilant le degré de corruption dans l'administration municipale de Montréal. De l'enquête Caron qui allait en découler, ainsi qu'on l'a vu, sortira la Ligue d'action civique fournissant le tremplin de maître Jean Drapeau à la mairie en 1954. Loin aussi le temps où le rédacteur en chef, André Laurendeau, en bonne souvenance de la fraternité d'armes lors des combats

³¹ *Ibid.*, p. 350-351.

menés ensemble à la Ligue de la défense du Canada et dans le Bloc populaire canadien, montrait une oreille sympathique à l'appel d'un destin politique plus large pour l'ex-maire.

Le Devoir de Claude Ryan s'attaquait fréquemment aux carences de l'administration Drapeau-Saulnier, volontiers qualifiée de « rabougrie », en matière de logement et de pollution, de réglementation urbaine et de services généraux à la collectivité. Mais où le bât blessait le plus son Honneur le Maire, c'était par les critiques éditoriales contre l'autocratie de son pouvoir solitaire et distant, l'arbitraire de grandes décisions sans véritables débats, bref contre l'absence d'une démocratie réelle à l'Hôtel de Ville. Le paroxysme de l'animosité entre les deux hommes fut sans doute atteint lorsqu'au soir de sa victoire presque unanime du 25 octobre 1970 le maire réélu se lança dans une diatribe rageuse contre « non seulement les attaques ouvertes des révolutionnaires mais aussi (contre) les manoeuvres visant à établir un gouvernement provisoire chargé de transmettre les pouvoirs constitutionnels au régime révolutionnaire ». Cette bizarre affaire du « gouvernement provisoire » pendant la Crise d'octobre était suffisamment énorme pour n'être pas totalement vraie, mais comportait passablement d'apparences pour être tout de même quelque peu plausible. Le maire visait manifestement le directeur du *Devoir*, mais atteignait par ricochet l'éternel homme de confiance, Lucien Saulnier lui-même, qui n'en croyait pas ses oreilles ³².

L'occasion d'une autre querelle fut la nomination du chef de police Jean-Jacques Saulnier, frère de Lucien, mais qui n'avait pas été consulté par le maire à ce sujet. De cette affaire à composantes multiples et très confuse, impossible à évoquer en quelques mots ³³, on ne retiendra que la phase spectaculaire de la grande explication Drapeau-Ryan à la télévision, attendue et présentée comme un règlement de comptes en public. À un moment donné, le directeur du journal intellectuel dit même au premier magistrat de la métropole : « Je vous trouve effronté ». La presse métropolitaine avait largement couvert le débat public et l'opinion dominante était que le maire ne l'avait

³² « J'étais allé lui parler de ça en toute confiance, et voilà qu'il racontait l'histoire au monde entier... J'étais écoeuré. Je voulais quitter l'estrade, mais comment ? Quelle histoire !... C'était terrible ce qu'il venait de dire. Jamais je n'aurais cru qu'il aurait été capable de faire une chose pareille » (*Ibid.*, p. 251). Quant à la participation de Ryan, il s'en est expliqué dans les colonnes de son journal et dans *Le Devoir et la Crise d'octobre* (Leméac, Montréal, 1970, p. 113-122).

³³ Voir *ibid.*, p. 257-271.

pas emporté ³⁴. On arrête ici l'histoire, désormais Parallèle mais toujours mutuellement méfiante, des deux hommes en se contentant de faire observer que celui qui n'a pas été maire de Montréal aura été plus près que son contradicteur public d'un soir de devenir premier ministre du Québec.

IV

Il serait plus facile de rappeler les réalisations visibles de Monsieur Montréal que d'évoquer les succès électoraux en chaîne (à l'exception de l'échec de 1957) pendant toutes ces années. Mais sait-on seulement que Jean Drapeau aurait pu n'être jamais maire de Montréal ? Il fallut effectivement le *pousser* pour qu'il soit candidat à la mairie en 1954. À la suite de la campagne tapageuse de Pacifique Plante dans *Le Devoir* et de l'enquête subséquente du juge Caron sur l'administration policière de Montréal, le Comité de la moralité publique se trouvait logiquement entraîné à se lancer dans la politique municipale. L'homme clé de la réforme paraissait être Pierre DesMarais, qui était en outre bien connu dans les milieux d'affaires. Habitant Outremont, il ne semblait pas tenté par la grande aventure. « On s'est regardé les membres du groupe et on a dit : « Toi, Jean ? », ainsi racontait la scène Pierre DesMarais à Québec à l'hiver 1958 devant quelques personnes dont l'auteur, citant de mémoire. Après s'être d'abord désisté, Jean Drapeau finit par accepter grâce à l'intervention d'un « personnage très influent qui vint à bout de la résistance de Me Drapeau et de Madame Drapeau », raconte J.-Z.-Léon Patenaude ³⁵.

S'il n'avait pas alors cédé pour se laisser ensuite aspirer par la spirale sans fin de la politique montréalaise, à quel niveau d'activité politique, en quelle qualité et pour quel parti le citoyen Jean Drapeau aurait-il consacré ses dons de maître politicien ? Se serait-il maintenu devant des oppositions constantes ou renouvelables ? Une frange mythique aurait-elle pu si longtemps protéger le « phénomène Drapeau » ?

³⁴ Voir les commentaires de Daniel L'Heureux et de Claude Saint-Laurent dans *La Presse* du 12 août, 1972.

³⁵ Patenaude, *op.cit.*, p. 50-51. Purcell et McKenna identifient ce personnage très influent comme étant le frère de Pierre DesMarais, « Marcel, un prêtre » (p. 104), sans doute le père Marcel-Marie DesMarais, *op.*

La saga électorale de Jean Drapeau à Montréal depuis 1954 ne se raconte pas, même en synopsis. Il y faudrait une série de dix volumes, un par scrutin et le premier pour la façon dont magistralement, et avec un détachement qu'eût envié un Machiavel mâtiné de Maurras, il avait roulé littéralement les premiers compagnons d'armes de la Ligue d'action civique, ceux-là même qui l'avaient investi leur candidat à la mairie, un peu malgré lui, six ans plus tôt. Il dédaigna dans la suite de répondre au pamphlet vengeur de J.-Z.-Léon Patenaude. Un record, au sens sportif, aussi impressionnant finit par créer une accoutumance irréversible d'approbation dans la population. Même si tout doit avoir une fin, la sienne il n'apparaît pas qu'elle puisse se présenter en un autre moment que celui qu'il aura choisi.

À l'approche de chaque scrutin, il sait créer du suspense en déclarant n'avoir pas d'autre intention que de prendre son temps pour évaluer le pour et le contre avant d'annoncer sa décision le moment venu. Et quand il arrive ce moment bien préparé, il ne manque pas d'au moins une bonne raison pour continuer, pour ne pas lâcher : il reste encore tant à faire ! (Et qui pourrait mieux le « faire » que celui qui a tant fait dans le passé ?) C'est de bonne guerre de créer l'impression de ne s'être pas programmé à vie dans cette fonction, mais on le retrouve assidu d'un rendez-vous électoral à l'autre. Du reste, les chants de sirène des « ailleurs » politiques moins sûrs ne lui ont jamais été serinés très longtemps ; il n'a pas eu à résister, vraiment, aux « tentations de saint Antoine »... Hormis l'hypothèse d'une santé déficiente, il ne quittera la mairie de Montréal que si la faveur populaire l'abandonnait, ce qui est encore loin d'être prévisible en 1984 ³⁶.

L'étudiant frondeur de 1942 a su apprendre graduellement son métier de super-politicien. Une erreur commise une fois, il n'est nul besoin de la répéter pour vraiment avoir compris. D'abord, ne pas s'attaquer au premier ministre du Québec surtout quand il s'appelle Maurice Duplessis : l'expérience de 1957 avait suffi. On se défendra en cas d'attaque mais on n'en prendra pas l'initiative. Si l'on sert parfois une sermonce à Ottawa c'est que la politique centrale risque de faire éclater le pays en n'accordant pas leur dû aux grandes villes : l'argument reste très fédéraliste. « Les Anglais » et surtout la presse anglaise se « sont faits parler » pour la part qu'ils ont eue

³⁶ C'est le contraire qui est prévisible, ainsi qu'il le déclarait à l'été 1984 à un journaliste de *Maclean's* (13 août 1984) : « In private enterprise people want to retire, and this is normal. But for me, I am able to leave the decision to my fellow citizens. They have the chance to refuse to renew my contract every four years ».

dans l'insupportable défaite de 1957 ³⁷ ; mais ils ne trouveront pas, dans les années 1970, de plus sûr protecteur que His *Worship the Mayor* jusqu'au récent plaidoyer en faveur de leur cause pour des adoucissements à la loi 101 à l'automne 1983.

« De l'opposition, on ne m'en donne pas ; je n'y peux rien... », disait-il dans les années 1960. Mais dès lors qu'elle pointe elle se fait proprement basculer par le maire à la tête de son Parti civique, que ce soit celle de la Ligue d'action civique après la scission de 1960, du FRAP (Front d'action politique) ou de l'action du prêtre-ouvrier Jacques Couture, du GAM (Groupe d'action municipale) de Serge Joyal. Seul, le RCM (Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal), récemment revigoré par Jean Doré, semble en état d'offrir une véritable opposition à l'Hôtel de Ville depuis sa victoire de mai 1984 contre le candidat du Parti civique, Daniel Caisse.

Une « institution » peut finir par se désagréger ; on ne la défait pas comme s'il s'agissait d'un « candidat » que d'autres candidats peuvent battre. Voyons le dernier exemple, combien révélateur. Que reste-t-il du rapport accusateur du juge Malouf ? Que les caricatures, obstinément impertinentes, de Girerd, en première page de *La Presse*, toujours en attente du tant annoncé livre-réponse... Les rosseries sur scène d'un Jean-Guy Moreau complètent, à bon compte et efficacement, l'opération de relations publiques. On n'assiste pas qu'à un art de l'esquive ; c'est celui de la lente absorption, à peine visible, des coups encaissés. Et le processus de récupération, chaque fois, prend moins de temps à s'effectuer que n'apparaît la lente usure, tout de même réelle, de l'image.

Car, il y a les oeuvres ! Qui a transformé, modernisé Montréal ? La dialectique du maire peut se faire tranchante surtout en forme apologétique. – Mais l'oeuvre est faite, et comme sous-argument implicite : il fallait la faire ; qui l'aurait faite ? – Quand on est l'auteur de tant de « réalisations », on s'expose à être critiqué : ce n'est pas une

³⁷ Dans la retentissante causerie du 22 janvier 1958 du théâtre Saint-Denis, lançant ce que *Le Devoir* appelait, en une manchette de première page en huit colonnes, la « Campagne de salut public dans tout le Québec », le maire défait accusait la presse anglaise de Montréal de « déformer » l'opinion publique à son désavantage et même de faire de la démagogie. *The Gazette* et *The Montreal Star* lui répondirent avec fermeté en éditorial le 24 janvier 1958. Le retour de Jean Drapeau était le grand événement provincial en cet hiver 1958, d'autant qu'un mois plus tard, au théâtre Her Majesty's cette fois, il s'adressait à ses électeurs de langue anglaise, maintenant l'essentiel de ses accusations et les explicitant même. *The Montreal Star* reproduisit l'intégralité de la conférence le 25 février 1958.

raison pour ne pas les accomplir. - Et tant qu'il y aura des oeuvres à faire.... etc. D'ailleurs, « il n'y a pas de problèmes, seulement des solutions » ³⁸, version drapiste de l'axiome napoléonien : « Impossible n'est pas français ».

Les oeuvres sont là, irréfutables de présence : Gare maritime, voies d'accès, métro ; Place Ville-Marie, restauration du vieux Montréal, Place des Arts ; Expo 67 et les Expos ; Jeux olympiques, le Grand Prix et les Floralias internationales, etc. Mais il avait fallu en rabattre de plusieurs autres projets estimés irréalisables, superflus ou simplement farfelus, trop coûteux ou sans pertinence : l'autoroute du mont Royal pour n'avoir pas à le contourner, la gigantesque esplanade entre les rues Rachel et Duluth joignant Papineau à la montagne, le monorail élevé plutôt que le métro souterrain, la tour Montréal-Paris à défaut de démanteler et de transporter la tour (mère) Eiffel, le super-paquebot « France » comme casino flottant et palais des congrès, etc. D'autres projets, à peine moins fous, deviennent précurseurs d'une pratique désormais honorable. Ainsi la « taxe volontaire » inaugurera l'ère des loteries officialisées par les autorités supérieures, sautant sur l'occasion d'y perdre leur reste de puritanisme. Bien sûr, il y a le Stade dont l'aventure, inouïe à tous égards, défie tous les autres superlatifs ! Ne pourrait-on pas aussi citer cet autre éléphant blanc, Mirabel, dont le projet n'était toutefois pas de son initiative. Mais « bon Prince », ne vient-il pas à la rescousse en lançant le projet d'établir Mirabel sur un axe ferroviaire aboutissant à New York ? Et ce n'est qu'en attendant un autre trait de génie de ce visionnaire invétéré... ³⁹

« La fierté a une ville », il fallait enfin le dire ! Montréal n'est plus *la* métropole ; elle devient co-métropole avec la « ville reine » au dynamisme plus pratique que symbolique. Mais Toronto est d'Amérique, n'aura jamais cette touche de *capitale* internationale ou transatlantique. Montréal, elle, est d'Amérique *et* d'Europe : et cela se sent aussi bien au mail de l'ancienne Crescent Street qu'au village Saint-Denis, sur les flancs du mont Royal qu'à la Place Jacques-Cartier. L'envers fantasmagorique de cette nature de visionnaire, on le trouverait peut-être dans l'exécution du seul plan que le

³⁸ Ce mot favori du maire est cité par Benoit Aubin dans un article de *L'Actualité* (novembre 1978), intitulé « Le Patron » et portant en sous-titre la triple recette du succès : « Flatter les forts, intimider les faibles, faire rêver le peuple ».

³⁹ La toute dernière page du livre de Purcell et McKenna reproduit une photo du maire, vu de profil la main tendue sur le front et regardant au loin comme seuls les myopes peuvent le faire, pendant qu'à l'autre main le majeur chevauche l'index... Cette photo, non innocente, a la portée d'une caricature dont la légende aurait pu être : « Anne, ma soeur Anne, ne vois-tu rien venir ?... »

maire ait pu chérir et élaborer sans contrainte aucune. *Le Vaisseau d'Or*, « son » restaurant de l'hôtel Windsor, fut son projet le plus complètement personnel.

Voici, au centre de Montréal dans un hôtel de style victorien, un lieu où la bonne chère et la bonne musique (d'opéra) appellent la non moins bonne société à l'enseignement d'un poète adolescent de génie, d'ascendance celtique mais au combien pur verbe français ; voici donc un espace où une clientèle esthète et chic, en convivialité raffinée, puisse célébrer la ville unique... Je ne plaisante pas et ne m'excuse pas d'en avoir l'air. Si l'initiative avait quelque chose d'une folie douce en créant ainsi un lieu de rencontre hautement civilisé, quoique dans une ambiance quelque peu artificielle et compassée, combien la « folie » en était, finalement, sympathique et belle ! Quel politicien arrivé aurait jamais pensé préparer une retraite active et « dorée » (l'épithète s'imposant, poétiquement) en donnant ainsi libre cours à un penchant personnel d'un tel raffinement ?

« Hélas ! Il a sombré dans l'abîme du Rêve !... »

V

Mégalomanie ? La réfutation n'en serait pas facile. « Personnalisation excessive du pouvoir » ⁴⁰ ? Certes oui ; mais c'est autant conséquence que cause. Égocentrisme ? Non moins certainement, même lorsqu'il parle le langage de l'altruisme communautaire. Mais le sentiment égocentrique n'évolue pas fatalement en constructions mégalomanes. Le maire Jean Drapeau aura eu la mégalomanie risquée et plutôt dispendieuse... Le mât, forcément tronqué, du Stade en restera le rappel flagrant pour les générations futures.

Il fut au moins une circonstance proprement historique où ce qu'on pourrait appeler le débordement du personnage le mit pour ainsi dire à parité avec un monstre sacré de la grande politique. Après l'exclamation en coup de tonnerre du « Vive le Québec... libre ! » par le général de Gaulle, qui a pu lui donner, sur place, la réplique appropriée ? En la capitale canadienne, le premier ministre Pearson ne pouvait que pro-

⁴⁰ Travers bien étudié par Marcel Adam dans son ouvrage, indiqué à la note (22), dont le sous-titre est un jeu de mot du titre du poème de Nelligan : le vaisseau d'or... le vaisseau dort.

tester officiellement. À Québec, le premier ministre Johnson s'efforçait de dédramatiser la situation tendue à l'extrême tandis que Lesage, le chef de l'opposition, s'indignait. Il fallait une réponse. Le dernier hôte de ces journées fiévreuses, et encore plus grandioses que prévues, la donna cette réplique opportune, ferme mais polie. Comme en deux discours entrelacés en un seul, mais sans équivoque d'intention et de contenu, le maire de Montréal sut dire ce qui devait et pouvait être dit, avec subtilité et fermeté, au visiteur illustre mais indiscret ⁴¹.

Le jeune candidat, qui savait « taper dans le tas » (selon l'expression de Laurendeau) dans les dures campagnes électorales du temps de guerre, était devenu un orateur efficace dans les circonstances les plus diverses. Un ancien collaborateur, ayant pu l'observer de près, décrit l'orateur de combat comme possédant « cet instinct, ce flux magnétique, venu de l'inconscient, qui le fixe face au public, dans une attitude d'hallucination, l'oeil fixe et la bouche mauvaise, cette qualité impondérable des orateurs fanatiques qui réussissent, à force de cris, de souffle et de passion, à saisir le public » ⁴². À l'autre pôle de la communication publique, comme au temps du dialogue radiophonique avec les citoyens le dimanche matin, il sait se faire convaincant en

⁴¹ Relisant après des années d'oubli partiel cette allocution, on reste frappé par son habileté et la noblesse du ton dans une circonstance toute spéciale où la dignité de tous devait être sauvegardée. Rappelons que la réponse du général, ramené à une certaine mesure des choses sans se sentir offensé, fut également un texte historique. « Je crois avoir pu aller au fond des choses (...). Et quant au reste, tout ce qui grouille, grenouille, scribouille, n'a pas de conséquence historique dans ces grandes circonstances pas plus qu'elle n'en eut jamais dans d'autres » (*De Gaulle au Québec*, le dossier des quatre journées, colligé par Jean Tainturier, Éditions du Jour, Montréal, 1967, p. 84-94). On a longtemps ignoré que Jean Drapeau aurait pu parler autrement devant l'homme d'État qu'il admirait le plus (par rapport à ce que nous avons appelé son « complexe Colombey »). Selon une version de Lucien Saulnier, que relatent Purcell et McKenna (p. 175), « Drapeau a d'abord poussé à la roue, puis une fois la chose faite il aurait retourné sa veste et servi au général une remontrance subtile mais très nette ». Pourquoi, comment le maire s'est-il ravisé ? Quoi qu'il en soit, tout le monde pouvait s'estimer satisfait par le double contenu : mission historique de la France envers l'ancienne Nouvelle-France et responsabilité première aux Québécois, suffisamment grands pour s'occuper eux-mêmes de leur propre destin. Ce discours de l'ancien « candidat des conscrits » de 1942, devenu maire de la métropole canadienne, marquait sa conversion définitive à la cause du fédéralisme et de l'unité du Canada dont on célébrait, cette année-là, le centenaire.

⁴² Patenaude, op.cit., p. 119-120.

utilisant le langage de la confiance et sachant manipuler avec adresse des évidences autant favorables à l'auditeur qu'à lui-même.

Les journalistes ? Ils seraient supportables et même utiles s'ils se contentaient de rapporter plutôt que de critiquer. « Ne pensez jamais que le peuple pense comme les journaux ! Lorsque ça arrive, c'est une pure coïncidence. En général les gens sont intéressés dans le produit fini (...), non aux chicanes et aux discussions » ⁴³. Pourquoi, en effet, les journaux auraient-ils plus d'importance que l'opposition à l'Hôtel de Ville ? « Ici, on avait besoin d'action », résume-t-il après toutes ces années ⁴⁴. Il leur en a donné de l'action à ses concitoyens !

Un *populisme* ? Si l'on veut, mais comme il a été dit plus haut, de l'espèce distinguée par les effets d'identification et non par les moyens de la flatterie vulgaire. Un « boss-isme » comme il est assez courant dans les grandes villes américaines ? Si l'on y tient, mais à condition de préciser qu'il n'oublie jamais au moins l'apparence d'élégance des moyens et s'abandonne rarement aux scènes d'indignation démagogique. Enfin, certes pas un « régime proprement dictatorial ou autocratique », estime Marcel Adam tout en concédant qu'il a « certains réflexes de l'un et de l'autre » ⁴⁵. « Suis-je un dictateur ? Je suis habitué à ce genre de reproche voilé ou direct. Allez donc demander aux Montréalais s'ils se sentent dirigés par un dictateur ? Ils vous répondront qu'ils ont élu un homme d'action, et que c'est ce genre d'homme dont ils ont besoin » ⁴⁶. Un « gouvernement par consensus » ? On ne peut guère le contredire après toutes ces majorités massives et répétées, selon Adam, mais c'est « à partir d'une conception personnelle du bien commun qu'il s'agit de faire accepter au plus grand nombre par des raccourcis démagogiques » ⁴⁷.

Jean Drapeau s'est voué à Montréal, qu'il s'agissait de « mettre sur la carte », et qui prétendrait qu'il n'y ait pas réussi ? Il faudrait évoquer le terme anglais de *dedication*, comportant peut-être un sens plus rond, plus plein que les équivalents français.

⁴³ The Montreal Star, le 12 décembre 1970.

⁴⁴ Interview avec les journalistes de *La Presse*, à laquelle il a été fait référence à la note (12).

⁴⁵ Op.cit., p.56.

⁴⁶ Il continuait : « la population ne veut pas savoir si le maire de Montréal a consulté 50 ou 5,000 personnes avant de prendre une décision, mais ils veulent être sûrs que c'est la bonne décision ! » (*La Presse*, le 24 octobre 1970).

⁴⁷ Op.cit., p.56.

« L'équipe » qu'il prétend animer lui est généralement toute dévouée : si on en sort, on ne s'y oppose pas. De Lucien Saulnier à Yvon Lamarre le maire a pu compter sur un utile « second », sur un « bras séculier » pour les tâches administratives ingrates mais néanmoins nécessaires, permettant de détourner les petites vagues d'impopularité dont Le Maire sort presque toujours indemne.

L'homme est un dur travailleur : il ferait penser à un *work-addict*, un drogué du travail. Le matin il arrive à l'Hôtel de ville avant tout le monde et salue le veilleur de nuit en sa dernière ronde. Le soir, il continue le travail inachevé en son antre de la rue Sherbrooke. C'est probablement plus que la dure discipline de l'ambition, peut-être quelque chose s'assimilant à de l'obsession...

L'obsession de Montréal ! La doctrine en est finalement simple de ce *montréalisme* d'affirmation et d'autosatisfaction. On peut douter que Montréal synthétise New York et Paris, ne serait-ce que parce qu'il s'agit de métropoles prototypes et achevées. Mais c'est un beau mensonge à se faire croire collectivement. La ville, aussi, a sa fierté...

Le Montréalais, en sa conscience civique, se voit superposer trois paliers de gouvernement. Seul le plan local de la vie quotidienne ne présente rien d'optionnel, de préférentiel, ni encore moins de divisif. On adhère à Montréal dès lors qu'on y vit. Totalement. Et si l'on n'y vit pas, on sait que Montréal est indispensable. De l'extérieur, aussi bien qu'à l'intérieur, se dégage une force institutionnelle servant, en système, son Premier Magistrat. Aux niveaux supérieurs du Québec qui comprend Montréal et du Canada qui comprend le Québec, se présentent des options, se disputent des préférences ou s'affirment des divisions. « En système » également, nos gouvernants prétendraient difficilement à un aussi durable destin politique reposant sur un consensus aussi continûment contrôlable.

Le point commun le plus marquant entre ces trois hommes d'une même génération, Jean Drapeau, René Lévesque, Pierre Elliott Trudeau, c'est probablement la *densité politique* des trois personnages. Elle était telle, cette densité, qu'ils ne pouvaient que finir par occuper la place centrale et propulsive dans la formation de leur engagement initial : ils étaient voués à en devenir le fort leader ou rien du tout. Chacun avait choisi son aire d'action et s'y maintint toute sa carrière : Drapeau à Montréal,

Lévesque au Québec, Trudeau au Canada. Pendant la durée d'une génération, le Canada anglais, quatre fois plus nombreux que le Québec, n'en produisait pas un seul comparable à l'un ou à l'autre de ces trois-là.

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre II

René Lévesque : (1960-1967) : ou les aventures d'un franc-tireur auprès d'une armée régulière

À l'automne 1967, se consumma, entre René Lévesque et le Parti libéral du Québec, une rupture en quelque sorte double ou s'effectuant de deux côtés à la fois. Voici comment je voyais le personnage et la carrière de René Lévesque ⁴⁸ en juin 1968, avant qu'il ne fonde, à l'automne suivant, le Parti québécois :

I

[Retour à la table des matières](#)

Il ne sait pas dans le détail ce qu'il veut, parce qu'il *cherche*. Mais ce qu'il veut de façon générale, nul plus que lui ne le veut de façon plus intense, passionnée, brouillonne et, au sens étymologique, *déroutante*. Il l'a dit cent fois, ou mille fois ; s'il ne le dit pas cent mille fois, c'est qu'il aura enlevé le morceau auparavant :

« Maintenant que les nouvelles générations nous apportent annuellement des compétences, il n'y a aucune raison qui puisse, qui doive empêcher le Québec

⁴⁸ *Ne bougez plus !* p. 145-153. De ce texte, se terminant à la section II, je n'ai enlevé que de courts passages, aujourd'hui sans intérêt, sur la radio-télévision des années 1950-1960, J'y ai aussi introduit quelques notes explicatives et les références des citations, en plus de corriger quelques coquilles. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

de réaliser cette chose qui traîne dans les coulisses collectives depuis 200 ans et qui est d'avoir sa chance de faire sa carrière comme société » ⁴⁹.

D'autres avaient *trouvé* avant lui qui ne comprenaient pas qu'on cherchât si longtemps. Enfin, d'autres, de beaucoup les plus nombreux, ne se préoccupaient pas plus de chercher que de trouver : ils y allaient à l'intérieur d'une vague voie mitoyenne, également distante des chemins divergents que suivaient les deux clans de ceux qui avaient trouvé. Au milieu de ce beau monde aux confortables certitudes, ou plutôt, à côté d'eux tous, il poursuivait une recherche douloureuse, avec éclaircies de sérénité, mais toujours en grande solitude. Il sera peut-être l'homme de la future réintégration, celui qui est déjà polarisateur et principe magnétique d'intégration de ces sous-sous-Américains ⁵⁰ de Québécois ! Il aura suffisamment montré qu'il n'est pas celui qu'on intègre ou qui s'intègre, tout au plus celui qui s'annexe, un temps, pour un bout de route parallèle.

Un tel idéalisme joint à une si forte dose de pragmatisme font un mélange détonnant : en compressions et malaxages alternatifs, ça ne pouvait finir que par éclater ! Après la grande rupture d'octobre 1967, il confiait à un journaliste : « Je savais d'avance qu'il y aurait des concessions à faire. Ceux qui n'en font pas je leur en souhaite. Ils vont probablement finir avec toute leur pureté » ; mais aussi : « J'ai l'impression de renouer avec quelque chose qui me permet de continuer » ⁵¹.

Bâti comme ça, on n'est pas à l'aise dans sa propre peau, qui doit envelopper cette espèce de frémissement subconscient de tout un peuple dans son inconfort d'être canadien-français en Amérique du Nord. Tout au long de cette recherche laborieuse pour trouver à ce groupe un espace-temps qui ait du sens, Lévesque est devenu autre et plus que lui-même : il est, en s'efforçant de la contenir, cette population même en ses rares moments d'effervescence, entrecoupés de longs silences d'eaux endormies. Il n'est pas de la famille courante des bêtes politiques : « Je ne serai jamais un politicien » ⁵² ou encore : « Si ce n'est pas politiquement habile, cela m'est incroyablement

⁴⁹ *La Presse*, le 2 novembre 1967.

⁵⁰ L'expression « sous-sous-Américains » est de René Lévesque (*La Presse*, le 27 février 1965).

⁵¹ Même référence qu'à la note 2.

⁵² Cité par Jean O'Neil, « René Lévesque - un intérêt dévorant : le Canada français », supplément de *La Presse*, le 7 juillet 1962.

égal ! » ⁵³ La vedette politique a prolongé la vedette de la télévision dans ce secteur du super-vedettariat où nichent quelques monstres sacrés que nous avons produits : entre Réal Caouette et... Pierre Elliott Trudeau ! Mais Lévesque déclenche, lui, des réflexes collectifs d'identification, davantage à la façon de Gilles Vigneault que des deux autres, qui sont aussi des catégories à eux seuls.

En toute mythologie vivante, rien n'est moins aisé que de tenter de cerner la personnalité du porteur - j'allais dire : du propriétaire - du mythe. Il y a le phénomène du dénivèlement, qui est presque entièrement rebelle à l'analyse. L'observation enregistre le phénomène mythologique, lui donne des dates, le mesure avec quelque approximation en étendue, mais est bien inapte à rendre compte, par d'artificielles décompositions, de ce qui ne peut se percevoir que comme un tout. Il est aussi certain qu'il y a un lévesquisme qu'existent, à des échelles différentes, un caouettisme et un trudeauisme. A-t-on assez remarqué que Lévesque, avant Caouette et Trudeau, fut un prototype de la communication humaine à l'ère électronique ? (...)

Si le destin de Pierre Elliott Trudeau est celui du Canada, le destin de René Lévesque avait déjà commencé d'être celui du Québec. Dans la mesure, grande à l'heure actuelle, de la contradiction entre ces deux destins personnels, les deux destins collectifs, celui du Canada emboîtant jusqu'à maintenant celui du Québec, sont-ils à jamais mutuellement incompatibles ? Trudeau n'accepte-t-il pas enfin une révision de la constitution tandis que Lévesque prône l'Association après la Souveraineté dans un nouveau pacte, celui-là vraiment confédéral et à inventer de toutes pièces ? La politique n'existe-t-elle pas pour rétrécir de tels abîmes ?

« Les risques calculés, je connais ça... Il y a eu quatre tournants dans ma vie, et chaque fois, ç'a été crucifiant, mais, par la suite, ç'a vraiment donné quelque chose... » ⁵⁴ Seulement, le quatrième tournant, avec tous les « risques calculés », n'engage pas que le destin personnel de René Lévesque comme aux trois autres : c'est celui de tout un peuple en instance de se donner une nouvelle assiette historique.

Aujourd'hui, comme à l'été 1962 alors qu'il forçait envers et contre tout (et tous) la question de l'étatisation de l'électricité, il pense et dit sans apprêts ce qu'on appréciera comme on voudra : « J'ai toujours été fier d'être Canadien français. On a mangé toutes sortes de merdes dont nous avons fabriqué une grande partie nous-mêmes. À

⁵³ Cité par Gérard Pelletier, *La Presse*, le 30 juin 1962.

⁵⁴ Interview à Roger Nadeau, *Le Petit Journal*, le 22 octobre 1967

l'heure qu'il est, je ne vois pas d'intérêts plus dévorants que ceux de cinq ou six millions de Canadiens français. Ça ne m'empêche pas de regarder de l'autre côté des frontières chaque fois que c'est nécessaire. L'important c'est de ne pas retourner dans la merde » ⁵⁵. Du groulxisme prophétique en langage de taverne... Ou du teilhardisme social en forme de discours de circonstance : « Pour la première fois depuis que l'homme est sorti des cavernes, depuis que, par inadvertance, il s'est séparé du singe, l'humanité possède les moyens techniques et économiques d'éliminer la misère chez ses membres ». Le besoin du « supplément d'âme » dont parlait Bergson devrait combler « dans cette société, un « trou », un « manque » extrêmement grave : l'absence d'impatience, la disparition facile de l'indignation » ⁵⁶. Tout Lévesque est dans ces trois citations.

Dans sa carrière de journaliste jusqu'à la grève des réalisateurs de Radio-Canada en 1959, il l'aura réprimée au maximum sa faculté d'impatience et d'indignation. Un nouvel homme naissait ; ou plutôt, un homme qui n'avait pas encore surgi émergeait de l'ancien, plus intégralement authentique. Cette grève ne fut pas un nez de Cléopâtre accidentel, mais son inévitable, un jour ou l'autre, chemin de Damas. Il faut toujours remonter à l'enfance à ce point où elle s'épanouit plus ou moins mal en adolescence.

De ses jeunes années à New Carlisle, nous ne savons de René Lévesque que ce qu'il nous en a dit : les petites bagarres avec *les Anglais* du coin pendant les années grises de la grande crise et de la révolution trahie du Duplessis de 1936. On ne voit pas qu'il y ait eu là racine d'un traumatisme particulier. À 14 ans, il est annonceur surnuméraire au poste local (...). Des études secondaires apparemment sans histoires ; mais je n'en jurerais rien ⁵⁷. À l'exemple du paternel, Dominique du nom, associé un

⁵⁵ Même référence qu'à la note 5. [Voir la note 4 page 47 de cette édition numérique. JMT.]

⁵⁶ *La Presse*, le 20 mai 1965.

⁵⁷ *Progrès-Écho* de Rimouski (le 24 novembre 1976), puis *Le Devoir* (le 7 décembre 1976) reproduisirent un texte écrit à l'occasion de la fête de Dollard en 1936 par René Lévesque, âgé de quatorze ans, et alors élève en classe de méthode. Il n'est pas indifférent de rappeler qu'après avoir établi sa thèse en cinq points (« D'abord.... secundo.... etc. »), le jeune auteur concluait (le soulignement est de moi) : « Du jour où cela sera accompli, nous pourrons nous dire *maîtres chez nous*, mais de ce jour-là seulement ». Déjà le slogan des élections de 1962 sur la nationalisation de l'électricité...

temps à l'étude d'Ernest Lapointe, il entreprend ensuite sans conviction des études de droit à Laval. Il n'était pas le genre à ânonner le droit civil et le code de procédure bien longtemps : premier tournant, il ne sera pas *professionnel*.

Il se réinstalle tôt derrière les micros d'une station privée, puis derrière ceux de Radio-Canada à Québec. Là-bas, au loin, c'est la guerre mondiale. On a besoin d'agents de liaison, de reporters radiophoniques. Bonne occasion d'aller voir ce qui se passe. Il y va, perd la voix et gagne une somme d'expériences politiques qui le prépareront à son rôle de futur grand reporter. Au retour, il est versé au Service international de Radio-Canada, les reportages et interviews étant encore dans leur enfance pré-historique, à la chaîne française tout au moins. Puis, c'est la guerre de Corée : autre occasion d'aller voir ce qui s'y passe. Quand il revient, le monstre télévision s'étire avec lourdeur pour prendre toute la place. Mais la radio, jusque là somnolente, décide tout à coup de ne pas se laisser faire ! Elle s'avise de profiter de sa souplesse, de son potentiel d'ubiquité. René Lévesque est le jeune aîné de cette nouvelle génération de journalistes radiophoniques. Aux côtés de Judith Jasmin, il forme le couple le plus complémentirement disparate (...). Mais, « deuxième tournant, c'est en 55, quand j'ai lâché la sécurité de Radio-Canada » ⁵⁸. Il devient pigiste pour tenter la grande aventure en pleine liberté.

Point de mire à la télévision lui permet d'accéder au vedettariat. D'emblée : il est prêt certes, puisqu'il tiendra trois ans ; mais aussi, quelle veine ! Le soir de la première, c'est le dernier dimanche d'octobre 1956 après cette semaine sanglante du déclenchement des crises jumelles de Hongrie et de Suez. Un *rating* à 100% ! Excellent reporter (don de la formule pour décrire les ambiances), piètre interviewer (questions trop longues et parfois insidieusement provocantes), il affirme maintenant des dons de génial vulgarisateur. Il est celui qui, de semaine en semaine, rend compréhensible à tous ce qui est malaisément intelligible aux spécialistes. Il sait expliquer. Expliquer avant que d'interpréter. Interpréter sans pouvoir conclure : rapport à la sacro-sainte objectivité de Radio-Canada. Mais les clés de la conclusion sont dans la position du problème - comme dans tout problème bien posé... Tout le monde y trouve son comp-

⁵⁸ Même référence qu'à la note (7). [Voir la note 2 à la page 48 de cette édition numérique. JMT.]

te : les intellectuels renseignés et spécialistes comme les *non-instruits*⁵⁹ et les non-intéressés (jusque là) de tout âge, de toute classe. Phénomène assez inouï : sans préparation universitaire appropriée, rien qu'avec les services de la bibliothèque de McGill à côté, le cerveau Lévesque détecte et enregistre, à travers une masse d'informations incohérentes, les composantes essentielles, les paramètres et variables (sans, bien sûr, se servir de ce jargon dit scientifique !) de toutes espèces de crise.

Il travaille en artisan, avec la farouche indépendance du *lone wolf* qu'il est et sera sans doute toujours d'instinct. Davantage, il est lui-même un défi intégral aux règles du genre : pas de voix, pas d'allure, des tics à la pelle, fumant comme une locomotive s'enrageant de ne pas partir, des « phrases longues comme ça » et tressées d'invraisemblables associations d'idées, et, avec tout cela, réhabilitant la valeur pédagogique du bon vieux tableau noir ! Mais tout le monde a compris... Pareil spectacle ne s'est jamais vu et ne se verra probablement jamais en aucune télévision au monde (...).

Puis vint la grève de Radio-Canada, qui devait n'être qu'un long week-end du temps des fêtes. Lévesque et Gérard Pelletier, les deux têtes politiques de cette faune radio-canadienne, s'y engagent à fond, avant que le professionnel Jean Marchand ne la mène à son terme, toujours retardé. C'est, a-t-on dit, le chemin de Damas de Lévesque. Pour lui, il se cogne sur une bureaucratie extérieure (d'Ottawa) et qui, au niveau décisif, parle anglais : c'est sûrement à ce moment-là que son anti-fédéralisme viscéral s'est cristallisé. Voilà le troisième tournant qui s'annonce. Après la grève, qui ne fit que des perdants comme en toute guerre trop coûteuse en même temps qu'ambiguë, *Point de mire* reprend l'affiche quelques mois pour la forme. À ce programme comme en d'autres, le cœur n'y est plus qui appauvrit l'esprit, désormais difficile à ranimer en un élan nouveau⁶⁰.

Dans l'intervalle, Duplessis meurt, puis c'est Sauvé ; un nouveau Lesage prend la tête de la « cohorte libérale », selon le lieu commun des discours de fin de congrès.

⁵⁹ Expression qui avait un jour échappé à Jean Lesage à propos de la difficulté du débat constitutionnel. Elle qui était devenue assez courante par la suite, mais selon une intention plutôt ironique...

⁶⁰ René Lévesque a nuancé plus tard l'impression que j'avais eue alors comme spectateur de Radio-Canada après la grève. À Jean Provencher qui lui rappelait ce passage, il a répondu : « Bergeron dit ça. Il a peut-être raison ; il a peut-être tort. C'est subjectif. Moi, je ne me souviens pas que le cœur n'y était plus, sauf que nous étions passablement maganés par cette grève-là. Ça, c'est inévitable » (*René Lévesque, portrait d'un québécois*, Éditions La Presse, Montréal, 1977, p. 120).

Des élections s'annoncent pour le printemps 1960, Lévesque ne se sent pas « prêt » intellectuellement, mais mûr psychologiquement pour le plongeon. Il est surtout sensible à l'argument d'urgence et peut-être d'occasion irrépérable. Le programme de la Fédération libérale du Québec lui sert d'amorce et d'alibi. « S'il n'y avait pas eu d'engagement écrit, je ne me serais pas montré la face » ⁶¹. En février 1960, il parle de ses projets à un ami, rencontré par hasard dans un restaurant. « Mûr psychologiquement », cet ami en est sûr ; Lévesque ne cherche que des approbations à une décision déjà prise. S'en rendant compte, cet ami ne lui dit que les deux conditions essentielles pour ne pas rater l'opération : « Premièrement, avoir la « couverture » financière pour ne pas dépendre des fonds du parti avant ou après l'élection, quel que soit son statut parlementaire ; secondement, accepter par avance de devoir prendre la décision de rupture lui-même » ⁶². Il remplissait déjà cette première condition ; pour le mieux ou le pire, pour lui-même ou le parti, il honora la seconde à l'été et à l'automne 1967.

Avant qu'il n'en vienne à durcir son Option Québec, René Lévesque se situait, toute question de personnalité mise à part, dans une catégorie unique à deux titres : 1° Dans toute sa carrière de journaliste, ce rarissime internationaliste dans notre milieu

⁶¹ À Amos, au début de la campagne électorale de 1966 (*Le Devoir*, le 26 avril 1966).

⁶² Je ne trouve pas inopportun de dire aujourd'hui que cet « ami, rencontré par hasard dans un restaurant » était l'auteur, qui ne se reconnaît, par ailleurs, aucune influence directe dans l'évolution de la carrière de René Lévesque (qui « ne cherche que des approbations à une décision déjà prise »). À cette remarque se greffent deux autres souvenirs personnels, que je livre dans le même esprit. Professeur de relations internationales, à Laval, je recommandais fortement à mes étudiants de suivre « professionnellement » l'émission *Point de mire* dont nous discussions parfois, entre ou après les cours, certains éléments et interprétations. Transitant dans les parages de Radio-Canada, un soir, je m'arrangeai pour rencontrer l'animateur après une émission de *Point de mire*. Je lui fis part de mon appréciation pour la qualité analytique et didactique de ce programme : il en reçut le compliment - qui n'était pas unique, ni le premier - avec sa belle simplicité coutumière. Puis tout à coup, et sans trop me l'expliquer après toutes ces années, j'eus une très précise intuition : « On ne se connaît guère, mais quelque chose me dit que, si tu es encore très loin des « affaires du Québec », tu ne seras pas le dernier de cette génération à faire un plongeon dans la politique ! » Plus tard, après la grève à Radio-Canada, je lui donnai un coup de téléphone, certain samedi matin de juin 1959, alors qu'il était occupé à des travaux de parterre. « Ce que j'ai surtout retenu de tes articles, me dit-il, c'est le sentiment d'urgence », Aussi, la rencontre de février 1960, évoquée dans le texte, m'apprenait une décision que j'ignorais mais qui ne m'étonna pas complètement.

avait fait dans l'extérieur ou le cosmopolitisme ; 2° il fut le seul, et donc le premier, de sa famille idéologique à faire le grand bond dans un vieux parti, fait d'autant plus marquant que son allergie à ce sujet n'était pas moins épaisse que celles d'autres qui sauteront plus tard ⁶³, ou s'abstiendront de le faire jusqu'à aujourd'hui.

Les sept années où Lévesque fut libéral, les six où il fut ministre et député ne se racontent pas, tant il en a mené large dans la Révolution tranquille et lui a imprimé un style particulier. Plus que tous ceux qui l'ont animée, il en a ponctué les étapes par des prises de position d'habitude pittoresques, comme il en fut aussi le symbole parfois déchiré de ses contradictions latentes ou éclatantes. On pourrait de ses déclarations pétaradantes faire autant de titres de chapitres de l'histoire de ces brèves années de mouvement. Il ne fut pas le seul à faire la Révolution tranquille, mais il fut le plus voyant et peut-être le plus efficace convoyeur de ses idées et de ses réalisations. « Ma génération a sacré pendant quinze ans sous Duplessis. Cette maudite génération passait sans qu'on n'ait aucune prise sur la vie publique au Canada... Je suis maintenant à la place où ça se décide, quand ça se décide » ⁶⁴.

Avant de briser avec son parti à la suite d'une longue et mutuelle tolérance, sa rupture avec la chose politique Canada était presque avouée. Dès 1963, à la télévision torontoise, il avait déclaré : « I am a Quebecer first, a French Canadian second... and I really have... well, no sense at all of being a Canadian » ⁶⁵. « On a vraiment l'air fin avec nos rois nègres, écrivait-il dans un article de *Cité libre* (mai 1960). Je me demande si on ne pourrait pas emprunter aux Arabes un de leurs sultans ou même de leurs colonels ». Six ans plus tard, il servira un sévère avertissement aux industriels et

⁶³ Je faisais évidemment allusion à l'adhésion du trio Marchand-Pelletier-Trudeau au Parti libéral du Canada, qui s'était produite à l'automne 1965. Il sera question de ce sujet au chapitre suivant portant sur Trudeau. Nous possédons un témoignage élaboré sur l'ensemble de cette question dans le récent livre de Gérard Pelletier, *Les Années d'impatience*, Stanké, Montréal, 1983. J'en ferai largement usage.

⁶⁴ Même référence qu'à la note (5). [Voir la note 4 à la page 47 de cette édition numérique. JMT.]

⁶⁵ À une émission avec Pierre Berton, propos rapporté par Stuart Kate, dans un texte à *Saturday Night*, février 1964. Cinq ans plus tard, après la rupture d'avec le Parti libéral, il dira encore : « Je n'ai jamais ressenti de vibration canadienne. Mais j'ai toujours eu le sentiment incroyablement fort d'être un Nord-Américain. La place où je suis le plus chez moi en dehors du Québec c'est aux États-Unis » (Jacques Guay, « Comment René Lévesque est devenu indépendantiste », *Le Magazine Maclean*, février, 1969).

hommes d'affaires anglophones du Québec qui « feraient bien de se départir au plus tôt de leur état d'esprit rhodésien pendant qu'il en est encore temps » ⁶⁶. Jusqu'aux élections de juin 1966, il combat « une minorité à la science infuse », qui croit que l'indépendance est « réalisable pour le Québec d'aujourd'hui... Nous connaissons les dossiers » ⁶⁷. Il avait dénoncé toute forme de violence terroriste : « C'est du romantisme anarchique et anarchisant de jeunes qui ont mal digéré les lectures sur l'Algérie, Cuba et toute la décolonisation depuis vingt ans » ⁶⁸. L'histoire éclairera plus tard comment, après qu'il se fût rendu insupportable pour son parti, le duumvirat Lesage-Kierans a exécuté Lévesque prestement et avec moins d'élégance que le courage digne qu'il montra à livrer une dernière bataille perdue d'avance.

René Lévesque s'emploie maintenant à « tirer le Québec d'un vieux lit double qui craque ». L'unique règle du jeu, il l'avait déjà établie. « Lorsqu'on est petit dans un monde de gros, il n'y a pas d'objectifs irréalisables pourvu qu'on soit capable de calculer deux fois mieux que le gros » ⁶⁹. Le Mouvement Souveraineté-Association reflète encore l'antinomie d'une indépendance éminemment souhaitable, mais non pratiquement faisable, ne facilitent pas la jonction avec les séparatistes inconditionnels qui ne « connaissent, pas les dossiers », ou qui ne veulent surtout pas reconnaître l'importance des dossiers.

Ceux qui sont profondément sympathiques à l'homme, pour sa richesse intérieure et son quasi mystique désintéressement, commencent à s'inquiéter de certains écarts de langage chez cet homme qui disait hier encore : « Il faudrait tout de même cesser, de part et d'autre d'ailleurs, de se traiter entre Québécois de traîtres, de se déculotter » (*La Presse*, 2 novembre 1967). Les injures et les calomnies à l'adresse d'amis d'hier, qui ont pris une autre option, ne sont jamais d'un bon calcul, puisqu'ils trahissent des marques de faiblesse ou même de doute. D'ailleurs, il n'a pas le temps contre lui, sauf

⁶⁶ *Le Soleil*, le 26 janvier 1966.

⁶⁷ Ces propos furent prononcés devant des journalistes après la distribution du film *Québec en marche* selon le format, en trente minutes, du *Point de mire* de naguère. L'animateur y disait pourquoi il fallait continuer à faire confiance au gouvernement en cette ère de « méli-mélo de la liberté » au Québec (*Le Devoir*, le 14 mai 1966).

⁶⁸ Conversation devant un auditoire d'élèves au Collège de Lévis et rapportée par *L'Écho du Collège*, novembre-décembre 1964. Quelques semaines plus tard, *Le Devoir* du 23 décembre 1964 répercutait ces propos dans le grand public.

⁶⁹ *Le Soleil*, le 4 mai, 1966.

s'il s'emploie à le syncoper en stratégie brusquée. Et, à la limite, s'il doit y avoir *fade* out de son destin et de sa cause, que ce soit du moins en noblesse et non pas en démagogie joualisante ⁷⁰. Il aura été trop indispensable pour qu'on garde une dernière image, indigne de lui et de ce qu'il pourra encore, au moment où il aura peut-être commencé à cesser de croire à sa cause actuelle... Car il sera toujours, par-dessus tout, *celui qui cherche*.

Avec Robespierre, il n'a de commun que la rare incorruptibilité. À son sujet, on préférerait invoquer plutôt la pureté et la ferveur d'un Camille Desmoulins ou d'un Saint-Just.

II

De 1968 à maintenant, quelles années dans la vie de cet homme - et du Québec politique ! Ce ne sera pas trop de trois chapitres subséquents, selon l'ordre alternatif proposé, pour tenter de retracer l'action politique, inégalement heureuse mais toujours intense, poursuivie jusqu'à aujourd'hui par cet homme qu'anime toujours *La Passion du Québec* ⁷¹.

Qu'il ait été natif de New Carlisle dans la Gaspésie du bout du monde, où son père pratiquait sa carrière d'avocat, qu'il ait connu, jeune, le frottement quotidien des deux cultures dont celle qui parle l'anglais était la plus influente financièrement, qu'il se soit parfois chamaillé avec la « gang des Anglais », ou qu'il ait même à l'occasion passé au tabac un futur collègue, puis adversaire, son homonyme prénommé Gérard D. sur une plage voisine, tout cela ne fonde pas nécessairement l'impératif d'une car-

⁷⁰ René Lévesque n'aura pas été insensible à ce reproche, écrivant dans une lettre personnelle à l'auteur, le 24 octobre 1968 : « Je me demandais simplement, à la lecture des derniers paragraphes de mon « portrait », si ça paraissait à ce point hargneux, et comment, mes attitudes de ces derniers temps. Accident par ci par là, ça je veux bien ; mais s'il est une chose que je tiens à éviter comme la peste, que mon option me commande d'ailleurs d'éviter avant tout, c'est bien la hargne. Or, on se voit toujours si mal soi-même ».

⁷¹ Selon le titre de son livre-entretiens avec le journaliste français Jean-Robert Leselbaum, Stock, Paris, 1978, et Québec-Arnérique, Montréal, 1978.

rière de leader voué à l'émancipation politique du Québec ⁷². Il paraît davantage important de rappeler plutôt des faits accidentels ou de simples hasards dont l'enchaînement produisit l'effet d'en faire très tôt un efficace « homme de la parole ». Sans avoir délibérément, à l'origine, choisi une telle carrière, il est devenu, par chances inédites et toutes saisies, un grand communicateur ⁷³.

René Lévesque, donc, existait avant et sans la politique. C'est une position de force pour y entrer : position doublement forte, en la qualité d'un maître de la parole radiophonique et électronique. Mais pour qu'il prenne cet autre tournant, le plus compromettant de tous, il s'était produit une circonstance, une fois de plus ne dépendant pas de lui. Voici que, dans la maison-mère de Radio-Canada à Montréal, se déclenche une grève à ce point bizarre que personne ne la prenait au sérieux, à commencer par ses instigateurs de l'Union des réalisateurs de télévision, certains de rentrer au travail après un week end inopiné et joyeux du temps des fêtes. Mais le politicien naissant de cette grève, en quelque sorte accompli, est aussi de l'espèce la plus anticonventionnelle qui soit et comme formant une classe à lui tout seul.

Ce nouveau Saul de Tarse, ou René de New Carlisle était, sans trop le savoir, tout prédisposé à subir cette révélation du politique à ce moment-là de son « chemin de Damas ». Qu'elle dût se produire par suite de l'obstination du mur bureaucratique de la Canadian Broadcasting Corporation siégeant à Ottawa, ainsi que de l'inertie du pouvoir politique fédéral, constituait certes un élément déterminant. Pour finalement

⁷² Notons que je ne disqualifie pas absolument ce type d'interprétation de biographie psychologique, qui relève d'un art subtil et toujours périlleux dans ses méthodes. Des multiples, mais courts, souvenirs de l'homme livrés en différents entretiens avec des journalistes, je retiendrais, toutefois, comme typique cette observation qu'il faisait à Jacques Guay en 1969 : « Remarquez que je n'ai jamais ressenti d'hostilité envers l'élément anglais. Mais plus tard, lorsque je me suis interrogé, j'ai eu le sentiment d'avoir vécu durant mon enfance dans une sorte de laboratoire où se retrouvait en miniature le contrôle imbécile que subit le Québec. Les Canadiens français à New Carlisle, nous étions des Rhodésiens, des colonisés. Dans ce village, petit noeud ferroviaire, une minorité d'Anglais contrôlaient tout, le CN, la banque, le magasin général ... » (référence indiquée à la note (18).

⁷³ J'aime beaucoup cet éloge de Peter Desbarats : « Le secret, c'est qu'on se sentait intelligent en l'écoutant » (*René Lévesque ou le Projet inachevé*, Fides, Montréal, 1977, p. 84).

s'engager à ce point dans la grève, courant « dorénavant à la tête du peloton » ⁷⁴, il fallait que l'homme se fût comprimé depuis fort longtemps en se confinant jusque-là à rapporter et à expliquer la politique faite par les autres. L'occasion de la conversion politique fut accidentelle, pas la conversion elle-même.

André Laurendeau en fit l'observation prémonitoire. D'abord à Gérard Pelletier : « Est-ce que je rêve ? On dirait que Lévesque est en train de devenir nationaliste » ⁷⁵ ! Puis, à René Lévesque lui-même : « Vous ne le savez même pas ; mais vous êtes en train, vous, de vous embarquer dans une sorte d'orientation politique qui peut vous mener loin ». À quoi celui-ci répondit : « Je ne sais pas. Peut-être. Je n'en sais absolument rien » ⁷⁶. Aujourd'hui, on peut avancer sans risque ce commentaire en forme elliptique sur l'état d'esprit de Lévesque à l'époque : il est des choses qu'on sent d'autant plus fortement qu'on ne peut les savoir avec certitude dans l'exaltation du moment ⁷⁷.

Si notre homme paraissait irrésistiblement entraîné à « faire de la politique », on ne pouvait savoir à quel niveau ni en quel office ce serait. J'aurais plutôt eu tendance à parier que ce serait dans « l'international », dans les grandes ligues, comme on dit en langage sportif. La québécoité n'avait, en effet, rien d'apparent chez cet internationaliste admettant plus tard qu'il était un « demi-déraciné » ⁷⁸. L'animateur, qui s'était imposé avec tant de classe et de succès à la radio et à la télévision, avouera même à l'un de ses biographes qu'à cette époque les problèmes du Québec lui semblaient « triviaux » et que c'était « la guerre (qui) fit de moi un internationaliste, ce qu'il est très facile d'être » ⁷⁹. Comme beaucoup d'autres sans doute, j'aurais été enclin à pré-

⁷⁴ Selon l'expression de Pelletier (op.cit., p. 301) qui venait de dire : « ... il plongeait corps et âme dans l'action, comme si jamais de toute sa vie il n'eût fait autre chose » (p. 300).

⁷⁵ Cité *ibid.*, p. 305.

⁷⁶ Cité par Peter Desbarats, op. cit., p. 88.

⁷⁷ Dans le même sens de cette interprétation, outre l'ouvrage de Pelletier, voir l'opinion d'un autre participant-observateur de la grève, Jean-Louis Roux, qui en a fait l'historique (*En Grève : Radio-Canada 1959*, Éditions du Jour, 1964, p. 67). Réfléchissant sur l'événement une douzaine d'années plus tard, René Lévesque confiait à un journaliste : « Cette grève-là, elle a eu beaucoup d'importance dans ma vie. Toutes mes idées se sont cristallisées à ce moment » (mes soulignés). (*Le Petit Journal*, le 5 avril, 1970).

⁷⁸ *La Passion du Québec*, p. 19.

⁷⁹ Cité par Desbarats, op.cit., p. 81.

voir une carrière politique à un plan plus large que le Québec, au fédéral peut-être mais pour déboucher quelque part sur la scène internationale. Bref, je le voyais mal décrocher de sa carrière de grand journaliste pour épouser la « triviale » cause québécoise... Tous ceux qui, comme Laurendeau et Pelletier, l'observaient de plus près furent étonnés par cette soudaine implication québécoise. Et l'internationaliste chez lui ne survivra guère que par des exemples de décolonisation - la Rhodésie, surtout ! - qui lui viendront spontanément à l'esprit quelques années plus tard.

Il ne manquait plus que les circonstances. Une fois encore, il faut faire appel à une situation, tout extérieure à ses dispositions subjectives et étant même « historique », qui venait de se produire au Québec : automne 1959, mort de Duplessis, les Cent Jours de Paul Sauvé, la mort prématurée de celui-ci, des élections québécoises prévues pour le printemps 1960. L'Union nationale est affaiblie par le double deuil de son chef-fondateur, premier ministre inamovible en quatre élections générales, et de l'héritier automatique d'une nouvelle relance fort prometteuse. Le Parti libéral, soudainement revigoré par Jean Lesage, se cherche des alliés. En janvier 1959, il avait convié « tous les hommes de bonne volonté et d'esprit libéral, quelle que soit leur étiquette » à l'aider pour « sauver la démocratie au Québec » ⁸⁰.

René Lévesque a raconté à plusieurs reprises les conditions de son adhésion au Parti libéral de Jean Lesage. Il était de ce « groupe qui tournait autour de ce genre d'indécision » d'entrer en politique tout de suite ou plus tard, et qui comprenait Jean Marchand, vieux copain du temps de l'université, Gérard Pelletier qu'il croisait dans les couloirs de Radio-Canada et Pierre Elliott Trudeau, que « j'avais rencontré assez peu, mais quand même » ⁸¹. Des quatre, seul Lévesque a « sauté dans le bateau » lorsque Lesage, procédant à la distribution des comtés, finit par demander « combien d'entre vous ont décidé de venir. Deux, trois, quatre ? » Un seul se présente : « Bien, me voilà. Les autres ne sont pas mûrs » ⁸². Les trois autres prendront cinq ans à mûrir, et pour le champ plus vaste de la politique fédérale. Le plus probable en 1960 était Jean Marchand, l'influent leader syndical que désirait la direction libérale ; ce fut le moins prévisible, peut-être, qui deviendra le ministre symbole de la Révolution tranquille.

⁸⁰ *Le Devoir*, 13 janvier, 1959.

⁸¹ Cité par Provencher, *op.cit.*, p. 132. Dans *La Passion du Québec*, Lévesque qualifie Trudeau d'« un peu marginal » au trio (p. 22).

⁸² Cité par Provencher, *op.cit.*, p. 133.

René Lévesque était-il suffisamment conscient des risques qu'il assumait tout seul ? En toute lucidité personnelle et selon l'impatience que partageaient les autres membres du groupe, il dira plus tard qu'« il n'est pas question de discuter la qualité de l'instrument, c'est un autre vieux parti, le Parti libéral. Mais, Seigneur, il faut débarquer l'Union nationale parce que, si on ne le fait pas, mieux vaut s'exiler, Bon Dieu ! » ⁸³. La présence de l'ex-chef, Georges-Émile Lapalme, que Lévesque estimait, constituera une caution morale et l'engagement du programme libéral lui servira de garantie écrite. L'adhésion de celui que Lapalme appellera dans ses mémoires « le dieu des ondes imagées » lui avait fait « grand plaisir », d'autant que « la recrue de dernière heure d'une telle étoile (...) fut l'un des atouts majeurs de la victoire » ⁸⁴. Non sollicité individuellement, encore moins délégué ou émissaire des autres membres du quatuor, Lévesque se trouvait dans la situation d'une recrue-vedette mais seule, et devant accepter, sans trop la connaître, la discipline partisane à laquelle il ne vouait certes pas une considération particulière.

Avec simplicité et une bonne volonté désireuse d'apprendre, il fera son devoir de bon soldat pendant la campagne électorale, remportant de justesse le siège de Laurier ⁸⁵ qu'il avait choisi et qu'on lui avait réservé. Mais sitôt élu, ce nouveau député hors catégorie est tout de suite le centre d'intérêt de l'opinion publique et du journalisme politique. Le nouveau premier ministre ne lui ménage pas les égards dus à sa forte personnalité et à sa notoriété. Dès le début, il est du quatuor des quatre ministres influents : avec Lapalme l'ex-chef du parti, René Hamel, chef d'opposition intérimaire, Paul Gérin-Lajoie, candidat avec Hamel à la convention de leadership du parti. Mais les yeux sont braqués sur lui, autant que sur la « bête politique » que les libéraux étaient allés chercher à Ottawa pour en faire leur chef.

⁸³ Cité *ibid.*, p. 134.

⁸⁴ « Jean Lesage faisait un bon combat et je me donnais avec la même ardeur que si j'avais été le chef du parti, mais celui qui devint la grande attraction des foules fut René Lévesque dont les discours d'un style nouveau, pittoresques, pleins d'incidents et de trouvailles littéraires, captivaient pendant des heures des auditeurs venus voir une vedette et trouvant un homme politique » (Georges-Émile Lapalme, *Le Vent de l'oubli*, (mémoires, tome II), Leméac, Montréal, 1970, p. 287-288).

⁸⁵ De justesse, avec 137 voix de majorité. Conformément à l'usage, l'Union nationale fit tout pour le faire battre, suscitant en particulier la candidature d'un indépendant qui était son homonyme.

Les rapports personnels Lesage-Lévesque ne sont pas consignés par l'histoire. On devine que, plus d'une fois, ils allaient être grinçants et non dépourvus d'arrière-pensées. Mais, sauf pour la dernière période de l'après-défaite de juin 1966 jusqu'à la dissidence d'octobre 1967, ils furent marqués d'une loyauté mutuelle quoique mesurée, ce qui permit de surmonter la première crise du cabinet lors du projet, forcé à la limite, par Lévesque, de la nationalisation de l'électricité en 1962. La situation n'était pas facile pour Lesage, entouré de « chefs », parmi lesquels se trouvait un leader d'opinion doté d'esprit individualiste et quelque peu frondeur, jouissant en outre d'une grande faveur populaire.

Lévesque, pour sa part, l'avait assez souvent dit ici et là, avant et après son entrée en politique et comme pour atténuer ses risques personnels, qu'il s'agissait pour lui de faire « un bout de chemin » avec les libéraux tant que ceux-ci prôneraient et exécuteraient les politiques progressistes qui lui conviendraient. Tant que... Sa force personnelle de transaction à l'intérieur du cabinet, et au sein des instances supérieures du parti qui le considéraient toujours avec quelque méfiance, n'avait finalement d'autre fondement que la menace d'une démission ou d'une sortie ne pouvant être que fracassante ! Mais la question ne se réduisait pas qu'à des rapports entre un leader officiel et un combattant à l'esprit de discipline incertain ou instable.

Pour Lévesque, la capacité d'une société de franchir les nécessaires étapes constituait ce qui devait être, finalement, mis en cause. À l'été 1962, à deux ans de la prise du pouvoir et avant de lancer l'assaut final pour le projet qui lui tenait par dessus tout à coeur, il confiait à un journaliste de *La Presse* : « Je ne suis pas découragé. Étant donné le milieu, il faut contrôler son impatience jusqu'à un point X. Si le milieu venait à ne rien justifier, ben... » L'identification de son rôle politique au destin collectif se faisait tout naturellement chez cet homme n'ayant envisagé que de faire un bout de chemin avec les libéraux tant que...

Les hommes d'armée tolèrent à peine les miliciens et, encore plus mal, les francs-tireurs. Les hommes de parti ne supportent pas mieux les « partisans » ou guérilleros, même s'ils font avancer la cause. D'autant que le partisan en question était membre de l'état-major gouvernemental ! Et surtout il avait la fâcheuse habitude - qu'il ne perdra pas, du reste - de livrer ses introspections sur la place publique. Est-il toujours utile au parti ? Le temps viendra où il faudra partir, c'est-à-dire « sacrer le camp »... L'aventure solitaire ne pourra continuer indéfiniment. Au moment où les trois autres membres du quatuor, qui n'étaient « pas mûrs » pour la politique provinciale en 1960, le de-

viennent pour tenter le saut en politique fédérale cinq ans plus tard, il leur téléphona de Terre-Neuve de s'engager « à trois au moins » ⁸⁶. En livrant, en août 1965, ce dernier conseil fraternel à Jean, Gérard et Pierre, René voyait poindre la fin de sa difficile action en solo au sein du PLQ. Auparavant, en conjugaison avec François Aquin, président de la Fédération libérale du Québec, et avec quelques autres, il avait contribué efficacement à dissocier les organisations des deux partis libéraux : dorénavant, la section québécoise de la FLC sera distincte et complètement autonome de la FLQ. Pendant qu'eux iront, sous peu, défendre le fédéralisme et le Canada en terre outaouaise, lui s'était déjà ancré dans la promotion du seul destin politique québécois qui, d'ailleurs, allait le happer totalement.

III

Pourquoi le ministre du cabinet Lesage faisait-il peur à une certaine partie de la population ? Par son franc-parler de franc-tireur. Et non pas seulement sur les questions nationales-constitutionnelles, mais aussi au sujet du domaine socio-économique. Des adversaires le présentaient comme un crypto-séparatiste ou un socialiste inavoué, ce qui ne manquait pas de produire de l'effet dans les milieux timorés. S'il était un apport considérable à la dynamique du parti gouvernemental, il n'en constituait pas moins, pour ses dirigeants, un « risque » d'imprévisibilité. L'homme, dont la popularité avait efficacement servi les libéraux aux élections de juin 1960, pourrait bien rendre l'exercice du pouvoir gouvernemental plus difficile, sinon impossible. Pourtant, pendant les six ans de sa participation au gouvernement de Jean Lesage, la voix de ce présumé « gauchiste » ⁸⁷ a soufflé tantôt le chaud, tantôt le froid, selon les circonstances et ses propres humeurs. Chez lui, le langage de l'éveil et de l'impatience alternait avec celui du réalisme et de la mesure. L'important, pour cet activiste très empiriste, c'est qu'il *devait se passer quelque chose*.

⁸⁶ D'après le témoignage de Gérard Pelletier, *op. cit.*, p. 315.

⁸⁷ Comme avait tenté de le stigmatiser avec tant d'autres Robert Rumilly dans *L'infiltration gauchiste au Québec* (Édité par l'auteur, Montréal, 1954). Il s'agit du livre le plus drôle de l'histoire idéologique québécoise...

L'autre observation générale qui s'impose est qu'au fur et à mesure que les années s'écoulaient l'enfant terrible de la Révolution tranquille se faisait de plus en plus insatisfait et de moins en moins accommodant. Cette évolution peut se découper en trois tranches à peu près égales de deux ans : d'abord le premier mandat, de la prise du pouvoir au scrutin de novembre 1962, brusqué par le projet, d'abord personnel, de la nationalisation de l'électricité ; les deux années suivantes, marquées par des interrogations fondamentales sur le système économique mais davantage encore sur le régime constitutionnel ; enfin, les deux autres années où le ministre, quelque peu désabusé, semble se chercher une cause nouvelle pendant que « l'équipe du tonnerre », comme elle s'était elle-même proclamée par son slogan de 1960, avait considérablement perdu de sa force de frappe.

Mais ce n'est qu'après la défaite, inattendue et à vrai dire cruelle par suite des maléfices du régime électoral⁸⁸, que l'ex-ministre, enfin affranchi du devoir de la solidarité ministérielle qui, du reste, ne l'avait pas tellement inhibé selon la plupart de ses collègues, se met à parler ouvertement en faveur d'une nouvelle « option » constitutionnelle. Il prétendra la faire discuter par un parti dont le principe d'autonomisme devait toujours s'entendre comme s'appliquant à l'intérieur du régime fédéraliste : d'où l'inévitable rupture d'octobre 1967, dont il sera question plus loin.

Le propos actuel produirait un effet déformant si on en déduisait que, sans René Lévesque, ne se serait pas produit ce phénomène novateur à tant d'égards, qu'on conviendra d'appeler la Révolution tranquille. Mon sujet étant personnalisé, je dois me restreindre au seul rôle de René Lévesque en me contentant de relever des faits et déclarations typiques à l'appui des observations générales qui viennent d'être faites. À l'origine, tout à ses découvertes de néophyte, René Lévesque n'avait pas à affecter une attitude modeste ; le nouveau ministre avait tout à apprendre. Un an après la prise du pouvoir, il sentait encore le besoin de justifier qu'il était possible de rester honnête en politique et d'affirmer que l'homme politique peut avoir une influence réelle pour peu qu'il ne se laisse pas « ballotter comme un bouchon »⁸⁹. C'est un fait qu'il préférait garder contact avec la population, en acceptant toutes sortes d'invitations, plutôt que

⁸⁸ Rappelons le résultat aberrant : les libéraux perdaient le pouvoir avec une pluralité de voix de 46% contre 41%.

⁸⁹ En réponse à la question « Un politicien peut-il demeurer honnête ? » devant la Ligue des citoyens de Saint-Jean (*Le Devoir*, le 15 juin 1961, *La Réforme*, le 24 juin 1961).

d'être un modèle d'assiduité à l'Assemblée législative. Mais il s'initia avec application au fonctionnement du mécanisme gouvernemental-administratif et admirait à ce propos Jean Lesage, formé à Ottawa et le seul ministre à avoir jamais dirigé un ministère.

Après un court stage d'apprentissage, et de lutte contre le patronage, au ministère des Travaux publics, il est nommé responsable de celui des Ressources hydrauliques en attendant sa transformation en celui du ministère des Richesses naturelles. Hydro-Québec, « c'est la seule chose vraiment à nous », mais c'est aussi « cette grande propriété incomplète de notre peuple »⁹⁰. Entre ces deux citations se sont écoulés deux ans qui ont permis de faire adopter le grand projet de l'étatisation des réseaux électriques encore indépendants. Aujourd'hui, en relisant cette histoire, on reste médusé de l'ampleur et de la hargne des réactions qu'un projet aussi bien conçu, rationnel et réalisable, avaient soulevées contre ce ministre qu'une propagande bête allait jusqu'à appeler « René le rouge » ou « le Castro du nord » ! Pourtant, le marché américain ne s'opposait pas au principe de l'entreprise et consentira les emprunts nécessaires. À l'origine, le ministre George Marler, près des milieux financiers de Montréal, avait mis en garde le premier ministre qui s'en était trouvé intimidé. C'est seul, à ses risques et périls personnels, que René Lévesque fait d'abord campagne au niveau où il était le plus fort, à celui de l'opinion. L'affaire s'amplifia tellement qu'elle devenait une question majeure sur laquelle le premier ministre et le cabinet devaient finir par se prononcer. Le tout allait se dénouer par la solution, aussi inattendue qu'originale, de la réunion ministérielle secrète du Lac-à-l'Épaulé : appelons-en au peuple !

Ainsi, un petit homme têtu et frémissant de conviction, pour qui parler peut devenir une artillerie lourde en opération, avait secoué des masses d'inertie, fait trembler des puissances qui s'expriment en dollars et en anglais, avait inquiété puis rassuré un conseil des ministres et, finalement, créé une situation où, le peuple souverain, consulté, aurait à dire son accord sur le programme, un tantinet grandiloquent, du *Maîtres chez nous*. Deux ans plus tôt le *C'est le temps que ça change !* avait basculé l'Union nationale. Et la nationalisation se fera, proprement et efficacement. Ce qu'il avait fallu tout de même de tapage pour réaliser qu'une opération de complément ou même de rattrapage après un retard de vingt ans. Conséquence électorale immédiate,

⁹⁰ Une couple de semaines après l'arrivée au pouvoir (*L'Action catholique*, le 6 juillet 1960) pour la première citation ; la seconde est tirée de la lettre-préface à l'ouvrage de Paul Sauriol, *La Nationalisation de l'électricité*, Éditions de l'Homme, Montréal, 1962, p. 11.

l'équipe gouvernementale était, plus forte, reportée au pouvoir pour un autre mandat. Mais il subsistait beaucoup de ce tabou du « socialisme », qui n'avait toutefois pas réussi à enrayer le projet. Il se trouvait encore des esprits inquiets pour se demander quel serait le prochain coup du ministre fonceur.

Il n'y aura pas de nouveau « coup ». L'équipe gouvernementale s'affairait à d'autres grands projets dont principalement celui de la réforme de l'éducation qui n'allait pas passer aisément non plus. Dans le domaine économique, l'air du temps était à la « planification ». Le ministre des richesses naturelles s'en fait, parmi d'autres, un propagandiste modéré, pourvu cependant que « la planification en marche soit une discipline *consentie* par le plus grand nombre, qu'elle ne soit pas simplement imposée de haut en bas, mais qu'elle résulte de la participation la plus large et la plus démocratique à la mise au point et à la réalisation des objectifs » ⁹¹. En fait de socialisme ce n'était guère hardi. L'exploitation des richesses naturelles, tenue depuis longtemps comme abusive, allait imposer de nécessaires correctifs, mais quant à nationaliser l'Iron Ore, l'entreprise symbole de ces abus, René Lévesque répond avoir été enclin à la considérer à une époque où le ministre-apprenti ne connaissait pas les « dossiers » ⁹². Maintenant, il s'élève contre ceux qui se « gargarisent » facilement « avec l'idée de reprendre notre économie » ⁹³, comme si le passage de désirable au faisable n'était qu'une question accessoire.

Mais l'arrogance des dirigeants de compagnies qui exploitent les ouvriers en même temps que nos matières premières, il ne peut la supporter et, à l'occasion, il s'en indigne avec vocabulaire approprié ⁹⁴. Les dirigeants de la Noranda Mines se sont fait dire de se « civiliser avant qu'il ne soit trop tard », car « on peut être dans la lég-

⁹¹ Lors d'une conférence au congrès des coopératives d'électricité, le 28 janvier 1963 ; cité par Provencher, *op.cit.*, p. 198.

⁹² Devant les étudiants de l'École préparatoire aux études supérieures de Québec, il se pose la question : « Nationaliser l'Iron Ore ? Il y a six ans je l'aurais dit mais aujourd'hui (...) pas de jobs et se chercher des marchés (...). Il faut chercher comment tirer notre épingle du jeu sans se faire fracasser (...). On n'a pas une population prête à des révolutions de salon (*Le Soleil*, le 11 mars 1966).

⁹³ Cité par Paul Verne, *Actualité*, octobre 1966.

⁹⁴ Voir le texte cité par Desbarats, où le président de la Noranda Mines est qualifié des termes : « tout un enfant de chienne.... une espèce de bâtard » (*op.cit.*, p. 122,123).

lité et se comporter comme un sauvage » ⁹⁵. Une autre fois devant un auditoire d'étudiants de McGill, il s'en prend aux hommes d'affaires anglophones, à la fois « arrogants » et « ignorants », qui ne tiennent pas compte de quatre-vingt pour cent de la population du Québec et il les presse de se débarrasser de leur « Rhodesian-like frame of mind while there is still time » ⁹⁶. La « priorité doit être accordée au français d'ici jusqu'à ce que les Canadiens français aient repris leur juste part du contrôle de la vie économique de Montréal », car « le visage de Montréal me fait honte » ⁹⁷. Vers le même temps, cette fois devant les étudiants de l'Université de Montréal, il dénonce « les compagnies de finances (qui) ont un petit côté requin que tout le monde connaît » ⁹⁸. De telles déclarations, montées en manchettes, entretenaient la légende du radicalisme de René le rouge ⁹⁹.

Il n'y avait pas que les industriels et financiers anglophones à se faire servir leurs vérités. L'ancien ministre de la Famille et du Bien-être social avait pu constater que les communautés religieuses n'ont jamais eu « le commencement de la queue de l'ombre d'une vraie politique sociale », mais il serait « idiot » de les en blâmer pour ce fait qu'elles « bouchaient les trous que la société n'avaient pas le courage de boucher elle-même. » Il appartient aujourd'hui à l'État de procéder aux « indispensables socialisations » ¹⁰⁰. Prenons aussi le cas des intellectuels du milieu qui ont eu tôt fait de « s'embarquer d'un bord ou de l'autre sans avoir fait les travaux sérieux qu'on était en

⁹⁵ Cité par James Bamber, « Contre la Noranda », *Le Magazine Maclean*, novembre 1965.

⁹⁶ *The Montreal Star*, le 25 janvier 1966.

⁹⁷ *Le Soleil*, le 25 janvier 1966.

⁹⁸ *La Presse*, le 14 décembre, 1965. Quelques mois plus tard, il évoquera « les requins qui abondent dans tous les coins » (*Le Devoir*, le 11 mars 1966). Un autre mot qui avait fait scandale en son temps, c'était ce conseil qu'avait donné ce ministre à des grévistes de la Régie des alcools du Québec, en piquetage devant l'Assemblée législative : « D'abord ne lâchez pas ». Pour les circonstances de cette grève, voir Provencher, *op.cit.*, p. 211, 212.

⁹⁹ Alain Pontault trouve amusant de citer cette boutade d'un journaliste de *The Economist* : « Si René Lévesque est rouge, alors le général de Gaulle est communiste ! » (*René Lévesque, ou l'idéalisme pratique*, Leméac, 1983, p. 92).

¹⁰⁰ Interrogé sur les ondes de Radio-Canada, à l'émission religieuse *Panorama*, propos rapporté par *Le Devoir*, le 19 septembre, 1966. Une quinzaine de jours plus tôt il avait soutenu la « nécessité pour l'État d'éliminer progressivement la charité privée et le monopole des Églises dans ce domaine » (*Le Devoir*, le 6 septembre, 1966) lors d'une session d'étude de la Presse étudiante.

droit d'attendre d'eux » ¹⁰¹. Plus d'une fois ce porteur du stigmate de « gauchiste » à ses débuts politiques s'en prendra aux gauches indigènes, aussi déconnectées du réel que certaines gauches des pays européens ¹⁰². Comme ministre de la Révolution tranquille qui s'achevait, il mettait les étudiants en garde contre la facilité des idées fanatiques, absolues dans la poursuite d'un présumé « dialogue » ¹⁰³. Pour lui, dans un monde qui devient de plus en plus socialiste, la notion même de « socialisme » devient « relative » ¹⁰⁴, et c'est une erreur de le considérer comme un « dogme », comme ont tendance à le faire certains « vertueux en gueule » ¹⁰⁵.

Il ressort de l'illustration que constitue l'enfilade de ces divers « mots » le sens général d'une *parole* à la recherche de sa propre cohérence pour une ligne d'efficacité immédiate. Elle est ouverte, généreuse même, toujours concrète, analytique et ponctuelle, jamais synthétique ou globale, et au grand jamais idéologique ou dogmatique ! C'est une parole de l'indignation et de l'impatience. Aussi brusquait-elle, faisait-elle peur à ceux qui ont tendance à voir du gauchisme ou du socialisme partout. À vrai dire, le don de la formule et une certaine verdeur du propos conféraient à ce discours une tonalité de radicalisme que son locuteur ne partageait pas.

Cet homme n'était pas un socialiste, même inavoué, mais un politicien imbu de préoccupations sociales. Elles ne trouvaient guère à s'employer gouvernementalement, ces préoccupations, mais trouvaient moult occasions publiques de se manifester parfois crûment. L'autre pôle de la recherche de cet *homme qui doute* était la question constitutionnelle. Sur ce point sa recherche personnelle fut plus nette et continue. Cette progression allait mener à la double rupture de l'automne 1967. Cette pensée « crypto-séparatiste » inquiétait autant de gens que l'orientation sociale du ministre libéral. Et bien davantage en dehors du Québec...

¹⁰¹ *Le Devoir*, le 23 décembre 1964.

¹⁰² « J'ai trop vu les gauches être gauches, chez nous comme en Europe » (*La Presse*, le 3 novembre 1967).

¹⁰³ *Le Devoir*, le 11 mars 1966.

¹⁰⁴ *L'Écho du Collège*, novembre-décembre 1964.

¹⁰⁵ *La Presse*, le 18 avril 1966.

IV

Le néo-« Libéral » de la dernière heure, juste à temps pour être candidat de « l'Équipe du tonnerre » aux élections de juin 1960, est toujours resté sous le coup de la grève de Radio-Canada qui avait été l'occasion de sa première leçon de politique appliquée. Le moins qu'on puisse dire de cette initiation est qu'elle ne lui avait pas conféré une estime particulière pour cette institution typique du fédéralisme canadien, la Canadian Broadcasting Corporation. Dès la période d'apprentissage du député-ministre, l'examen des premiers dossiers lui révélait le degré d'immixtion, de chevauchement et même de concurrence entre les ordres de gouvernement dans un régime fédératif. Cette présence du *Big Brother* de l'autre capitale, par toutes espèces de réglementations et de dédoublements, lui parut dès le début difficile à supporter et il s'en ouvrait volontiers ¹⁰⁶. Au ministère des Richesses naturelles, il avait recruté nombre de jeunes diplômés en sciences sociales dont certains brillants économistes récemment rapatriés d'Ottawa. Plusieurs de ces analystes et conseillers étaient animés d'un fort sentiment nationaliste et ne manquaient pas de porter ce qu'on pourrait appeler leurs déductions objectivement engagées à l'approbation du grand patron. Je tiens de l'un d'eux le témoignage qu'il les rabrouait à l'occasion avec des interjections du genre : « Vous ne m'embarquerez pas dans votre *bag* séparatiste ! »

De ce qui précède on peut tirer comme hypothèse générale que la conversion de l'internationaliste en nationaliste militant pour le Québec s'est produite graduellement dans le sillage d'un premier réflexe antibureaucratiste contre les administrations fédérales. L'adhésion aux principes et valeurs du nationalisme culturel ne viendra qu'après comme pour rationaliser une première attitude d'émotivité impatiente. Que si l'on peut soutenir qu'on pourrait relever le même phénomène chez d'autres ministres et administrateurs publics à cette époque, il importe de préciser qu'il n'éclatait pas de façon aussi forte dans l'opinion, ni avec la même portée immédiate quant aux conséquences pour les carrières individuelles.

¹⁰⁶ Lorsque je croisai René Lévesque à l'aéroport de Dorval en juillet ou août 1961, le premier commentaire qu'il me fit sur sa nouvelle expérience de ministre fut au sujet du « Grand frère d'Ottawa », qu'il trouvait visiblement très encombrant dans les opérations administratives du Québec.

L'hypothèse s'affermait si l'on considère que René Lévesque, comme beaucoup d'intellectuels québécois de la décennie 1950, tenait en piètre estime le nationalisme d'antan, se prolongeant alors en des zones imprécises entre le groulxisme prophétique et le duplessisme autocratique. Dès novembre 1961, à un congrès d'étudiants qui prit à l'époque l'allure d'un événement historique, le ministre-vedette déclarait : « Nous n'avons pas vitalement besoin de vous comme groupe. Le grand danger que court la Confédération, c'est que moi, par exemple, c'est sans passion et uniquement par devoir que je m'y intéresse ; et vous pouvez croire qu'une attitude semblable se retrouve chez bon nombre de Canadiens français » ¹⁰⁷. Déjà l'Égal à Égal, ou *To each his own...*

La question de la nationalisation de l'électricité accapara le gros du temps et de l'énergie du ministre des Richesses naturelles pendant l'année 1962. C'était essentiellement une affaire québécoise entre le gouvernement du Québec et les compagnies en cause avec leurs actionnaires, ou même internationale pour ce qui concernait le financement public en conjugaison avec Wall Street, n'ayant ainsi pas de rapport direct avec l'appartenance fédérale. Au début de cette année-là, le ministre crut bon de porter le message du nouveau Québec politique au select *Canadian Club* de Montréal : « Québec devient quelque peu impatient en ce moment... Et il ne tolérera définitivement plus l'arrogance irraisonnée et facile de gens qui ne se soucient même pas de comprendre ses sentiments » ¹⁰⁸.

Une fois l'étatisation faite, ce qui ne s'accomplit tout de même pas en un touremain, le ministre des Richesses naturelles n'avait guère, selon son expression, qu'à « se tourner les pouces » ¹⁰⁹. Le contentieux constitutionnel, fiscal en particulier, s'était aggravé et rendait les relations entre Québec et Ottawa de plus en plus ardues. L'arrivée au pouvoir de Lester B. Pearson en 1963 n'avait pas atténué l'ambiance grinçante entre lui et son ancien assistant parlementaire et protégé, qui était devenu premier ministre du Québec. Les premières bombes des partisans de la libération violente du Québec avaient commencé à éclater à Montréal. Le Rassemblement pour l'indépendance nationale se transformait en parti politique. Et Ottawa allait mettre sur pied la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

¹⁰⁷ Cité par Pontault, *op.cit.*, p. 92.

¹⁰⁸ Cité par Pontault, *ibid.*, p. 93.

¹⁰⁹ *Le Petit Journal*, le 21 novembre 1965.

C'est le moment où René Lévesque dit se sentir « en pleine évolution. Mon optique change de mois en mois ». Quelques années plus tard, il confiera avoir été « convaincu à cette époque (en 1963) que l'indépendance était le dénouement inévitable du processus engagé ». Et cette évolution était perceptible à une série de déclarations choc : « Ici c'est notre place. Pour nous l'essentiel est d'avoir une patrie qui s'appelle le Québec. Si nous ne sommes pas reconnus, dans cette confédération malade, alors nous ficherons le camp ; et personne ne va nous en empêcher », et « si nous quittons, il n'y aura plus de Canada ». Ou encore cette interrogation en forme de boutade : « La séparation de Québec ? Ce n'est pas la fin du monde » ¹¹⁰.

En cet été 1963, René Lévesque fait un tour d'horizon lors d'une longue entrevue au journaliste Jean-Marc Léger du *Devoir*. Le message essentiel tient en ce passage synthétique et quelque peu claironnant :

« Il y a chez nous beaucoup de confusion et une lucidité nouvelle, un dynamisme frappant au milieu des vieilles routines qui résistent. C'est un vrai climat de transition. Où cela nous mène-t-il ? Sans vouloir jouer au prophète, je suis persuadé que les prochaines années vont conduire le Canada français, grâce à l'État du Québec, à la mesure d'émancipation indispensable à une nation normale. Mais pour y arriver, il va falloir concentrer et utiliser à plein, dans le domaine économique surtout, toutes les forces dont nous disposons ; il va falloir également récupérer du gouvernement central des compétences ou des pouvoirs et des moyens accrus. Tout le Canada est ainsi entré avec nous dans un tournant décisif. Il en ressortira refait ou défait ! Quant à moi, je mettrais ma main au feu que, quoi qu'il advienne, nous en sortirons, nous, en meilleur état que jamais auparavant » ¹¹¹.

Cette longue citation trouverait sa justification dans le double fait que s'y trouvent évoquées toutes les composantes du dynamisme québécois d'alors, en même temps que projetées les tendances de la révision constitutionnelle qui allait finir par s'engager en conséquence. Retenons aussi le moment, début juillet 1963, pour enregistrer à quelle phase déjà avancée était rendue l'évolution raisonnée du ministre non conformiste au beau milieu de la Révolution tranquille.

¹¹⁰ Cité par Desbarats, *op.cit.*, p. 71, 72, 125.

¹¹¹ *Le Devoir*, le 5 juillet 1963. Quelques mois plus tard, Marcel Chaput observait que « par son action, ses déclarations, et son dynamisme, M. René Lévesque a contribué grandement à faire avancer la cause de l'indépendance du Québec et je l'en remercie » (selon la Presse canadienne, *Le Soleil*, le 9 octobre 1963).

Sur cette lancée la recherche personnelle et publique de René Lévesque ne se fera pas moins prolix l'année suivante. Au prestigieux *New York Times*, qui commence à accorder de l'intérêt au Québec, il fait une déclaration quelque peu frondeuse en février 1964. Bien que ne croyant pas que le Québec se sépare de la fédération, il affirme sa conviction que « nous pourrions mieux nous débrouiller sans le Canada que le Canada pourrait se débrouiller sans nous » ¹¹². À la suite de la lutte, la plus dure et la plus « divisive », pour ne pas dire « séparative », des conflits constitutionnels entre les deux capitales, le Québec obtiendra son propre régime de retraite. Sans entrer dans les détails de la « plomberie », selon une expression qu'il affectionne et dont il n'avait pas encore commencé à abuser, René Lévesque évoque, à l'occasion, la question d'un statut particulier pour le Québec, ou même des États associés. Ces sujets étaient devenus à l'ordre du jour dans les cercles nationalistes québécois. En ces mêmes milieux, on commence à le regarder comme le candidat le plus sérieux au titre de prochain leader « québécois », voire même de futur héros national.

En contrepartie, il devient la cible ouverte d'éditorialistes des deux langues. Un tel déplore ses « irresponsabilités » ¹¹³ pour avoir caractérisé la doctrine du *fédéralisme coopératif* de « nouvelle formule d'avortement sans douleur pour la nation canadienne-française ». Peter Newman se demande si Lesage n'est pas en train de devenir la marionnette de Lévesque, qui deviendra finalement prisonnier de ses jeunes admirateurs séparatistes ¹¹⁴. Un confrère de la presse anglophone, Charles Lynch, trouve « impensable qu'il n'ait pas su, lorsqu'il s'est mis à lancer de la boue à ses vieux copains, « les Anglais », qu'il en recevrait en retour, avec des piquants en plus » ¹¹⁵. Un magazine anglophone lui consacre même un *cover story* sous le titre : « Should this man be charged with SEDITION ? » ¹¹⁶. Il y avait eu auparavant cette déclaration devant les étudiants du collège Sainte-Marie à l'effet qu'il faudrait négocier le futur statut d'État associé du Québec « si possible sans violence ». Lévesque profita d'une invitation à une émission radiophonique à une station anglaise de Montréal pour exprimer son opposition absolue à toute forme de terrorisme qui, dans le contexte poli-

¹¹² Cité par Desbarats, *op.cit.*, p. 126.

¹¹³ Lorenzo Paré, éditorial à *L'Action*, le 17 septembre 1964.

¹¹⁴ *Maclean's*, le 2 mai 1964.

¹¹⁵ Cité par Desbarats, *op.cit.*, p. 127.

¹¹⁶ *Canada Month*, juin 1964, portant en sous-titre « Quebec's Rene Levesque (sic, sans les accents) has come dangerously close to backing armed revolt ».

tique canadien, est un moyen oscillant entre la lâcheté et la déficience d'esprit. C'était la première de ses très énergiques dénonciations de toute espèce de violence ¹¹⁷, cet homme en ayant toujours trouvé le moyen du dernier répugnant.

L'orage finit par se calmer. Mais la réflexion politique du ministre continuait à s'axer sur la ligne d'une indépendance possible. Devant les étudiants du Collège de Lévis il affirme, en novembre que « la viabilité d'un Québec indépendant, pour moi, ça ne se discute même pas », tout en dénonçant une fois de plus le « romantisme anarchique et anarchisant » des terroristes ¹¹⁸. En cette fin d'année 1964, malgré ses incartades, René Lévesque paraissait être le dernier agent gouvernemental encore actif d'une Révolution tranquille qui commençait à battre de l'aile. Le directeur du *Devoir* lui décernait alors cet éloge mesuré : « On retrouve dans ses réflexions, non pas l'idéologue indécis que nous avons critiqué il y a quelque temps, mais l'homme politique à la pensée fraîche et dégagée, sachant en même temps discerner avec son regard perçant les problèmes les plus concrets de notre milieu... » ¹¹⁹.

En particulier au sujet de la question constitutionnelle, René Lévesque était devenu une espèce de signe de contradiction suscitant tout à la fois appréhensions et craintes, attentes et espoirs, selon la ligne des convictions personnelles. Pour l'illustration du propos général il n'est pas requis de suivre à la trace tous les autres textes et déclarations que le ministre a parsemés les années subséquentes. La pensée du ministre allait toujours dans le sens d'une plus grande autonomisation pour le Québec. Réaffirmation constante du rejet de la chose historique Canada qui « n'est mû par aucun esprit national et semble n'aspirer à réaliser aucun rêve » ¹²⁰. Visait-il surtout la Commission Laurendeau-Dunton ou les « trois colombes », qui avaient adhéré au parti libéral fédéral l'automne précédent, quand il s'exclamait à Ottawa même devant un auditoire de journalistes : « Le Québec constitue une société humaine fondée entre autres sur le fait français : et ne vous trompez pas, tant qu'il restera un maudit cana-

¹¹⁷ *La Presse* du 1 juin 1964 a reproduit le texte traduit de cette déclaration.

¹¹⁸ Mêmes références qu'à la note (21).

¹¹⁹ Claude Ryan, *Le Devoir*, le 3 décembre 1964.

¹²⁰ Devant l'association juive B'nai Brith de Ville Saint-Laurent, *Le Devoir*, le 17 mai 1965.

dien-français sur cette terre de Québec, vous n'aurez aucune chance de nous intégrer dans ce monstre hybride et biculturel dont vous rêvez » ¹²¹.

Une semaine plus tard, il croit nécessaire de préciser qu'il n'est « pas séparatiste, pour le moment du moins, car s'il l'était il ne serait pas membre du cabinet Lesage » ¹²². Les élections générales étaient prévues pour le début de juin 1966. En mars, devant un auditoire d'étudiants à Québec, il nuance le propos : « Ça se peut très bien que je sois séparatiste un jour, mais pour le moment, il y a certains éléments extérieurs qui font que je ne suis pas capable de dire plus ». Et, du même souffle, de réclamer un « maximum d'auto-détermination que (la société canadienne-française au Québec) peut s'assurer et qu'elle peut digérer par étapes : Québec est la patrie de cette société » ¹²³.

À un mois du scrutin, devant un autre auditoire d'étudiants, il s'en prend vertement à une certaine forme de radicalisme de la jeunesse, leur sert une rude leçon de réalisme et de maturation nécessaire, leur enjoignant en particulier de respecter les droits des minorités. Par exemple, il ne serait pas « civilisé », mais tout le contraire, de détruire l'Université McGill ¹²⁴. Pendant cette campagne électorale de juin 1966, le bretteur d'idées s'était contenu, s'efforçant de livrer bataille dans le rang, en bon soldat, au plan local. Il avait en particulier contribué à l'élaboration du programme du parti, celui de 1960 étant considéré comme ayant été rempli.

Le premier ministre avait fait la campagne provinciale en cavalier seul ; René Lévesque n'en fut pas la vedette comme en 1960, ni le centre comme en 1962. Le résultat paradoxal, et numériquement injuste, stupéfia Lévesque, comme tout le monde à part ceux que réjouissait moins le retour au pouvoir de l'Union nationale que la défaite de l'entrepreneur parti de la Révolution tranquille. L'éducation du ministre, indépendantiste en devenir, se poursuivra chez le simple député de l'opposition, René Lévesque. À vrai dire, son propre parti pressera bien un peu cette évolution dans sa phase finale, en établissant les conditions structurelles d'une dissidence estimée inévitable et, même, désormais désirable.

¹²¹ Le journaliste Pierre O'Neil, qui rapportait ces propos, précisait que le ministre québécois avait fait un vrai « hit » avec ces paroles, *La Presse*, le 8 janvier 1966.

¹²² *La Presse*, le 14 janvier 1966.

¹²³ *Le Devoir*, le 11 mars 1966. On aura remarqué l'emploi du mot « étapes ».

¹²⁴ *La Presse*, le 2 mai 1966.

V

La chambre élue le 5 juin 1966 allait présenter un bizarre phénomène parlementaire. Bien que constituant une ligne d'attaque virtuellement très forte avec une bonne demi-douzaine des gros canons ministériels de la Révolution tranquille, les libéraux n'allaient offrir qu'une opposition faible et désorganisée. Avec une rareté d'effectifs de calibre gouvernemental, les ministres assurèrent un gouvernement décevant fort à cause du facteur précédent, et beaucoup de virtuosité du premier ministre, Daniel Johnson, faisait le reste pour sauver les apparences. Hors de la chambre, les libéraux s'étaient donné l'affligeant spectacle de *post-mortem* interminables. Le parti se trouvait en morceaux. L'action extra-parlementaire de Jean Lesage n'était plus au niveau du prestige du premier ministre qu'il avait été.

Pendant les années de gouvernement, René Lévesque avait poussé, par à coups, dans le sens d'un mouvement centrifuge qui, désormais, va l'entraîner selon une ligne moins zigzagante et mieux définie. Autour de lui s'étaient agglutinés des libéraux progressistes ou « lévesquistes », en attendant une pensée directrice. La direction officielle et l'establishment du parti en étaient venus tout au contraire à considérer cette déviation comme un abcès suppurant, qu'il faudrait bien débrider un jour ou l'autre. Il n'y avait plus les contraintes de l'époque gouvernementale alors que tant de déclarations du ministre avaient soulevé de petites tempêtes dans l'opinion et, supposait-on sans peine, de fréquents tiraillements à l'intérieur du parti.

Pourquoi parlait-il ? Autant et de cette façon ? D'abord, parce qu'il aimait ça, parler, ce maître instinctif de la parole ! Pour secouer le parti et pour réveiller les eaux dormantes des opinions, sans doute aussi pour activer sa cause, aux objectifs encore indéterminés. Et, probablement encore plus que tout le reste, comme pour se rappeler à lui-même les gages de sa totale indépendance et de sa ferveur intacte, sauf, peut-être, pendant le dernier semestre de l'exercice du pouvoir, quand la fatigue et une certaine inquiétude se firent perceptibles ¹²⁵.

¹²⁵ « Au printemps 1966, la fatigue de Lévesque semblait faire partie du climat de désillusion et de désunion qui collait au *gouvernement*. Pour la première fois de

Le cours des événements de juin 1966 à octobre 1967 allait montrer que l'hypothèse « du bout du chemin avec... » comportait aussi sa réciproque. Dans la dernière année du pouvoir libéral, le ministre avait affirmé : « En autant que je reste dans la politique (sous la forme actuelle où je l'ai choisie), je ne peux pas dire tout ce que je pense. Mais, à partir du moment où cela ne me sera plus possible (de ne pas dire tout ce que je pense), je m'en irai ailleurs » ¹²⁶. Tout le monde était averti. Le ministre récalcitrant et prolix se distançait du parti, de ses instances et de son leader qui, par ailleurs, l'isolaient en le mettant à l'écart du lancement des derniers grands projets, comme le régime de retraite ou Sidbec. De cette période grise, Lévesque confiera plus tard comment, avec Kierans, « on a lâché l'économie parce que ça ne marchait plus. Puis, on a failli *sacrer notre camp* complètement (...). Le gouvernement avait perdu de son élan. On retombait pas mal dans certains aspects de la vieille poutine et il était plus difficile, à mesure que le temps passait, de faire aboutir des projets » ¹²⁷.

Deux faits fort différents de la fin du gouvernement Lesage avaient influé sur l'évolution personnelle de Lévesque. Par le premier, il eut, de la plus cuisante façon pour son prestige, la révélation de la question - et des « discussions » - constitutionnelles : en mars 1965 sa participation, contrainte par solidarité ministérielle, à un débat devant des étudiants de l'Université de Montréal sur la formule Fulton-Favreau de révision constitutionnelles ¹²⁸. Par le second, il put mesurer qu'il était trop tard pour

sa carrière, il se mit à paraître conservateur, inquiet, se confondant constamment en excuses » (Desbarats, *op.cit.*, p. 134).

¹²⁶ Cité par Provencher, p. 212.

¹²⁷ Confiera-t-il à Provencher en mai 1973 ; cité, *ibid.*, p. 223.

¹²⁸ « C'est là peut-être que je me suis rendu compte de mon cheminement politique. J'ai donc accepté d'y aller et je me suis fait déculotter comme il faut ». À Claude Ryan, après la soirée, qui lui conseille de s'occuper davantage des questions constitutionnelles : « Ça pourrait devenir plus important que vous aviez l'air de le croire ce soir », Lévesque lui répond en riant : « Pas besoin de me le dire. Je viens de m'en rendre compte » (*ibid.*, p. 217, 218). *Le Quartier latin*, journal des étudiants de l'Université de Montréal, titrait dans son édition du 25 mars 1965 : « René Lévesque : la fin d'un mythe ». Il avait essuyé des huées pour la première fois devant un auditoire gagnée à la cause nationaliste. Le journal étudiant résumait : « René-le-pur a déçu son auditoire », ce qu'avaient monté en épingle des journaux de la grande presse quotidienne. Plus tard, Lévesque avouera qu'il avait reçu « un claque sur la gueule », ayant été alors « proprement et élégamment assassiné par Jacques-Yvan Morin (...). Ce soir-là a été déterminant pour moi (...). À force de voir se multiplier les dossiers et les conflits avec Ottawa je devenais, sans

se donner une mission sociale d'envergure, pour compenser les déboires à d'autres plans de l'action gouvernementale : sa nomination en octobre 1965 comme ministre de la Famille, et du Bien-être, en même temps que celle de son collègue, Eric Kierans, au ministère complémentaire de la Santé, les deux formant « tandem » pour couvrir le champ global de la sécurité sociale. Dans les deux cas, l'administration de la capitale fédérale barrait la route. La première expérience avait été éprouvante, humiliante même, mais brève comme un véritable « accident de parcours » ; la seconde fut littéralement désœuvrante, et ne pouvait contribuer à faire prendre le pas, sur le tard, au franc tireur invétéré ¹²⁹.

Cinq mois après la défaite de 1966, au congrès de la Fédération libérale du Québec, en novembre, que parurent au grand jour les premiers craquements du schisme qui fut alors évité, *in extremis*. Les observateurs de la scène politique avaient relevé plusieurs tentatives de reprise en main de la FLQ par le parti et son leader. Au premier congrès d'après la défaite, les signes d'un « glissement vers la droite » se multipliaient, devenaient évidents : cela s'entendait aussi comme une manoeuvre pour « tasser » René Lévesque dans son coin et pour neutraliser ses idées non orthodoxes ¹³⁰.

Se produisit lors de ce congrès un incident haut en couleurs et combien révélateur. Le président sortant, Irénée Lapierre, de la FLQ, considéré comme un ami de Jean Lesage, avait accordé une entrevue au journaliste Teddy Chevalot qui fut diffusée par Radio-Canada en plein congrès. Le président disait que le député de Laurier n'était

oser me l'avouer, de plus en plus souverainiste » (Jacques Guay, article cité à la note (18).

¹²⁹ Le chanoine Groulx s'interrogeait insidieusement dans ses mémoires : « On a achevé, fortifié cette puissante institution qui s'appelle l'Hydro-Québec. Puis l'on a paru épuisé par le gigantesque effort. Par quelles influences secrètes, le ministre qui symbolisait la reprise de nos ressources naturelles a-t-il été envoyé au ministère de la Santé et du Bien-être social ? Car enfin, il y a encore la forêt à reprendre, les mines aussi à récupérer » (*Mes Mémoires*, Fides, Montréal, 1974, tome 4, p. 357).

¹³⁰ On me permettra un autre souvenir personnel. Observateur à ce congrès qui se tenait à l'hôtel Mont-Royal, je me tenais dans un balcon avec des journalistes et d'autres observateurs. Jean Lesage discourait, si ma mémoire est exacte, autour du thème des thèmes de *Law and order* et du *Bread and butter*, quand je vis apparaître dans mon dos la silhouette de René Lévesque. Après un passage qui lui déplut particulièrement, il se pencha à mon oreille et dit : « T'as entendu ! » Et, en proférant un juron malodorant, il frappa des talons et partit rageusement.

« plus rentable pour le Parti libéral » et même : « J'irai plus loin que ça, je dirais qu'il n'est plus rentable pour aucun parti politique ». Et d'ailleurs, « s'il ne quitte pas aujourd'hui, il quittera demain » ¹³¹. Ce fut de la stupeur, du chahut, des protestations et approbations en cette journée de la fin d'un congrès déjà difficile et tendu.

De sa tribune présidentielle, Irénée Lapierre dut retirer, sans conviction et très formellement, ses paroles devant l'indignation des « lévesquistes ». Le chef du parti pratiqua une subtile diplomatie d'équilibriste pour sauver les apparences d'une unité formelle, le visage troublé, puis mi-figue, mi-raisin ; mais son prestige avait davantage été atteint que celui de la victime de l'incident. Cette partie du congrès était « couverte » par les caméras de Radio-Canada : ceux qui ont vu cette émission-suspense ont encore le souvenir de cet extraordinaire spécimen de télévision-participation, avec ses gros plans braqués sur les visages des protagonistes en proie à une grande tension mmramatique.

À partir de cet incident hautement publicisé, le départ de René Lévesque paraissait inévitable tôt ou tard, d'autant que le franc tireur n'allait pas abdiquer sa totale liberté de parole. À peine une semaine plus tard, il avait évoqué « la lente désintégration qui me paraît réservée à tous les petits peuples qui sont incapables de se brancher » ¹³². Plus tard, en février, il était revenu une fois de plus sur la sévère métaphore rhodésienne devant un auditoire de Vancouver : « La situation au Québec est la même qu'en Rhodésie. Une minorité privilégiée gouvernant une majorité arriérée. Si ce n'était la couleur de notre peau, ce serait la même chose que la Rhodésie » ¹³³. Après ces quelques échappées de vapeur à la soupape de l'indignation et l'incident Lapierre au congrès précédent, René Lévesque devra se mettre en état de répondre à ceux de ses amis qui attendaient de lui décision et ligne directrice.

Au début avril se tint une réunion de « libéraux progressistes » dans un hôtel de Mont-Tremblant : Lévesque s'y montre plus résolument « québécois » que jamais, et des participants comme son ex-collègue ministériel, Paul Gérin-Lajoie, de nouveaux députés comme Robert Bourassa et Jean-Paul Lefebvre, sont plus réticents. Ce long été de l'Expo 67, strié par le coup de tonnerre de la célèbre exclamation du général de

¹³¹ Cité par Provencher, *op.cit.*, p. 233 et par Desbarats, *op. cit.*, p. 147.

¹³² *Le Devoir*, le 29 novembre 1966.

¹³³ *Le Devoir*, le 22 février 1967. Il avait dit la veille devant un auditoire d'étudiants vancouverois : « Ou bien le Québec obtiendra un nouveau statut ou bien il se retirera éventuellement de la Confédération » (*Le Devoir*, le 21 janvier 1967).

Gaulle, fut la période où René Lévesque allait graduellement mettre au point l'option qu'il allait présenter au prochain congrès de la FLQ à l'automne. Parmi les participants aux discussions préliminaires se trouvait le nouveau jeune député Robert Bourassa et les réunions du groupe se tenaient parfois chez lui, dans son sous-sol ou « dans sa cave » ¹³⁴. Revenant de vacances aux États-Unis, René Lévesque rapportait dans ses cartons le premier texte du manifeste qu'il entendait soumettre avant la réunion de l'automne.

Le document fut rendu public le 18 septembre 1967, un mois avant la tenue du congrès. Il s'ouvrait par ces quatre mots d'une proclamation lapidaire, contenant la programmation virtuelle de toutes les conséquences politiques qui en découlaient : « Nous sommes des Québécois (...). En résumé, concluait le texte d'une trentaine de pages, nous proposons un régime permettant à nos deux majorités de s'extraire de cadres fédéraux archaïques, où nos deux « personnalités » bien distinctes se paralysent mutuellement à force de faire semblant d'en avoir une autre en commun » ¹³⁵. Il s'agissait du premier d'une longue série de textes complémentaires et exégétiques à la lente élaboration de la doctrine de la Souveraineté-Association, qui ne trouvera sa formulation définitive que douze ans plus tard dans le célèbre livre blanc, *La Nouvelle Entente Québec-Canada*, sorti à quelques mois du référendum de 1980. Le manifeste fut presque unanimement rejeté par la presse anglophone, par les milieux politiques d'Ottawa (Jean-Luc Pépin y voyant un relent de la philosophie politique du « siècle des lumières » ¹³⁶ et surtout par les dirigeants du Parti libéral du Québec, Eric Kierans en tête.

¹³⁴ Selon la version de Lévesque à Jean Provencher : « Robert a joué le jeu (...) Et je me souviens que non seulement il a étudié le projet et il a aidé à l'étudier, mais c'est dans sa cave - ça c'est un fait - chez lui, que la veille du dernier jour on révisait pour la dernière fois le brouillon que j'avais fait, parce que j'avais été chargé de le rédiger, de la résolution qui était une sorte de manifeste. Et il a trouvé des raisons ce soir-là, essentiellement monétaires, etc., mais qui venaient terriblement à la dernière minute, de ne pas être avec nous autres. C'est comme ça qu'il nous a lâchés. Mais il avait été là durant toute la période cruciale, jusqu'à ce soir-là » (*op.cit.*, p. 236, 237).

¹³⁵ Ce texte, publié dans plusieurs journaux et reproduit dans divers recueils, constitue la première partie de *Option Québec* (Éditions de l'Homme, Montréal, 1968). *Option Québec* devint tôt un best-seller et fut publié en anglais sous le titre : *An Option for Québec*, chez McClelland and Stewart de Toronto.

¹³⁶ *La Presse*, le 13 octobre 1967.

Le dernier « allié » de Lévesque au sein du cabinet, était devenu le président de la FLQ au congrès de l'année précédente. Pour employer l'expression de Peter Desbarats, Kierans deviendra « le bourreau politique qui lui assènerait le coup de grâce ». Il dira avec fermeté : « Si le Parti libéral accepte la résolution de René en faveur du séparatisme, en faveur d'un Québec souverain, je ne pourrai pas demeurer membre du Parti libéral » ¹³⁷. Et commença alors ce que Lévesque appellera la campagne de « terrorisme économique » contre son option. C'est en arguant sur son impossibilité économique et monétaire qu'avait *décroché* Robert Bourassa quelque temps auparavant. Gérin-Lajoie s'était détaché du groupe de discussion plus tôt et déclarait être « frappé par le ton serein et objectif de ce document » ¹³⁸. La meilleure conclusion en terme de destin personnel était peut-être tirée par le directeur du *Devoir*, Claude Ryan : « On sentait bouillir, au fond de cet être, des convictions, des désirs, des intuitions et des rêves qui n'osaient pas s'exprimer dans toute leur nudité. M. Lévesque vient de rompre cette gangue étouffante. Il est devenu (...), l'homme public clairement défini que souhaitait retrouver, au bout d'un long et pénible cheminement, l'opinion québécoise » ¹³⁹.

René Lévesque avait été doublé sur la voie de l'indépendance par François Aquin, ex-président de la FLQ devenu député de Dorion en 1966, et qui siégeait comme député indépendantiste après s'être dissocié de son parti à cause du traitement fait au général de Gaulle. Aquin visait clairement Lévesque, s'en prenant aux hommes politiques qui « pour plaire à tout le monde... iront jusqu'à nous édifier des États associés qui ne sont qu'élucubration de juristes en serre-chaude », car « comment penser sérieusement faire deux États dans un seul et obtenir en plus le consentement de la majorité canadienne ? » ¹⁴⁰. La date du congrès approchant, il ne s'agissait plus pour l'état-major du parti que de battre la résolution-synthèse, proposée par l'association libérale du comté de Laurier qui synthétisait, en deux propositions, l'essentiel du manifeste. Elle disait à son article premier : « Il faut nous débarrasser complètement d'un régime fédéral complètement dépassé, le problème ne pouvant se dénouer ni dans le maintien ni dans aucun aménagement du statu quo (...) » ; et, à son second article : « Au Canada anglais, il faut alors proposer de maintenir une association non seule-

¹³⁷ Desbarats, *op.cit.*, p. 148 ; cité *ibid.*, p. 157.

¹³⁸ Cité par Provencher, *op.cit.*, p. 241.

¹³⁹ *Le Devoir*, le 20 septembre 1967.

¹⁴⁰ *Le Devoir*, le 3 octobre 1967.

ment de voisins mais de partenaires dans une entreprise commune sans laquelle il nous serait, aux uns et aux autres, presque impossible de conserver et de développer sur ce continent des sociétés distinctes des États-Unis (...) ». D'aucuns prétendirent avec vraisemblance reconnaître dans le libellé de la résolution la griffe même de l'ancien journaliste.

Gérin-Lajoie, président de la Commission politique de la FLQ, avait, pour sa part, préparé un rapport sur un « statut particulier » pour le Québec, dont on avait tant discuté les années précédentes et qui restait en deçà de la résolution de Laurier, rejetant en particulier « le séparatisme sous toutes ses formes ». On fit sentir à l'ex-ministre de l'Éducation que ce rapport était de trop en l'occurrence : il s'agissait de disposer d'abord de l'abcès collé au flanc du parti. Le « rapport Gérin-Lajoie » renvoyé à la Commission politique du parti allait, du reste, être « exécuté », quant à son contenu, au congrès de l'année suivante.

Lévesque et ses amis avaient espéré voir leur propre résolution décidée au vote secret, ce qui fut refusé. « À ce moment-là, dira Lévesque, nous savions que le congrès était fini pour nous » ¹⁴¹. Le reste relevait de la stratégie de parti en congrès pour un résultat unique : battre la « résolution-Lévesque » décisivement, à l'unanimité si possible : sauf une poignée de votes mal enregistrés dans le brouhaha d'un vote public et tumultueux, plus de 1200 voix contre moins d'une dizaine. À une semaine du congrès, Lévesque avait dit à un auditoire du Pavillon de la jeunesse à l'Expo qu'il ne se verrait contraint de démissionner que « si la discussion de la résolution est bloquée ou si la convention est noyautée et la résolution étouffée de quelque façon injuste » ; mais « si cette proposition est discutée loyalement et battue, nous verrons ensuite » ¹⁴². La veille de l'ouverture du congrès il avait encore dit à quelques membres de son entourage que, moyennant un appui du quart des votants, « alors je reste » ¹⁴³. Avant tout, il cherchait une tribune pour promouvoir ses idées et faire considérer, à un plan officiel, son option parmi d'autres pensables.

Il n'ignorait pas qu'il avait, à titre personnel, plutôt forcé « la machine » depuis pas mal de temps ; et, cette fois-ci, celle-ci se vengeait en l'éjectant d'un coup. Les avertissements, pourtant ne manquèrent pas. Le chef du parti avait posé le dilemme

¹⁴¹ Cité par Desbarats, *op.cit.*, p. 161.

¹⁴² *Le Devoir*, le 10 octobre 1967.

¹⁴³ Cité par Desbarats, *op.cit.*, p. 160.

de « se commettre ou se démettre » et le président de la FLQ, lancé le mot d'ordre qu'il était « temps de balayer une fois pour toutes le séparatisme du Parti libéral et du Québec » ¹⁴⁴. René Lévesque dira plus tard qu'il n'avait « pas la moindre idée » ¹⁴⁵ de ce que lui et son groupe feraient si leur résolution n'était vraiment pas débattue - sauf qu'il ne lui resterait plus qu'à partir.

Voici comment *Le Soleil* du 16 octobre 1967 décrivait la scène de la démission de René Lévesque après ce débat avorté. « Lorsque M. Lévesque fit part de sa démission, froidement, calmement, l'émotion étreignit la salle. Il y eut quatre ou cinq secondes d'hésitation. M. Lévesque eut juste le temps de descendre de la tribune. Alors son groupe, une soixantaine de supporters fidèles, l'entoura pour le féliciter, applaudissant à tout rompre. Les journalistes postés tout près purent le voir au bord des larmes. Il se reprit très rapidement cependant et quitta la salle suivi d'un grand nombre de personnes ». Malgré l'acceptation fataliste, chez tous, de l'inévitable, la scène était hautement dramatique, autant pour la masse des restants que pour le petit groupe des partants.

Aujourd'hui davantage encore qu'à l'époque, c'est le témoignage de Robert Bourassa, compagnon de route un temps dans la recherche pour « l'option », qui marque le mieux la signification de l'événement : « C'est une grande perte pour le parti. Ce sera un homme difficile à remplacer. En fait, ce qui va manquer maintenant au parti, c'est une police d'assurance contre l'embourgeoisement (...). Je préfère m'abstenir de commentaire sur le congrès » ¹⁴⁶. Des nombreux éditoriaux au ton grave, je retiendrai cette phrase évocatrice de Laurent Laplante : « En jetant M. Lévesque par dessus bord, le Parti libéral s'achète un beau grand gouvernail tout neuf, mais il abandonne son moteur » ¹⁴⁷.

¹⁴⁴ Cité par Provencher, *op.cit.*, p. 242.

¹⁴⁵ Cité par Desbarats, *op.cit.*, p. 161.

¹⁴⁶ *La Presse*, le 16 octobre 1967.

¹⁴⁷ *L'Action*, le 14 octobre 1967.

VI

L'homme quittait son parti, qui lui avait signifié que c'était le temps de partir. Il avait certes l'âme meurtrie, l'esprit un temps désesparé, mais n'était nullement amer, agressif : « C'est un sentiment contradictoire que j'avais. D'une part, après plus de six ans, et après avoir travaillé fort avec des gens... en accord, en désaccord, en chicane... même quand on n'est pas des amis dans le sens véritable du mot... on se rapproche assez ... » Mais, « d'autre part, je ressentais que... mon Dieu... enfin on pouvait se dépêtrer de toutes ces affaires qui se préparaient depuis trois ans... cette espèce de petite nuit des longs couteaux ininterrompue » ¹⁴⁸. Une quinzaine de jours après l'événement, Lévesque faisait part de sa sérénité nouvelle en une espèce d'interview candide avec une journaliste de Sherbrooke, à laquelle il avait donné l'impression d'être « débarrassé de son cancer ». « Ma première réaction en est une de soulagement. « Débarrassé de mon cancer » c'est un bien grand mot, mais disons que je me sens débarrassé d'une sorte de tension qui devenait insupportable. Cette tension venait de loin (le congrès libéral de l'an passé avait été très violent) et à tout ça s'est ajouté le problème des structures politiques du Québec qui créait un fossé additionnel. C'était devenu pas vivable. Pas vivable d'un côté comme de l'autre. Je me sens bien, je me sens dégagé d'un tas de tensions artificielles et des problèmes qui n'en sont pas. Maintenant, il s'agit de refaire notre groupe » ¹⁴⁹. À l'époque, personne, pas même ses membres qui risquaient de se perdre dans le décor politique incertain, n'aurait parié fort sur la survivance de ce « groupe »...

Ayant frappé alternativement, au gré des circonstances, sur « le social » ou sur « le national » pour faire avancer les choses, c'est à propos de ce dernier domaine que René Lévesque allait risquer une dissidence, mais qu'il ne poursuivait certes pas comme un but. À l'hérétique non repentant qu'il était devenu, il fut administré, à la minute de sa plus grande audace, le traitement du « crois ou meurs »(politiquement),

¹⁴⁸ Cité par Desbarats, *op.cit.*, p. 164.

¹⁴⁹ Interview à Rolland A. Lacerte, *L'Écho de Sherbrooke*, le 1 novembre 1967.

« ou sors ! ». En mettant un terme au « bout de chemin avec... », il s'estimait, en bonne conscience, quitte : « Je me suis servi du parti et le parti s'est servi de moi » ¹⁵⁰.

À l'inverse du titre du roman dont on a tiré un film à succès, *Rebel without a cause*, on pourrait dire qu'il commençait la vie d'un « rebelle » qui avait finalement trouvé sa cause. Relisant ce chapitre, je retrouve le cumul de mon vocabulaire de qualification : franc-tireur, *lone wolf*, super-individualiste, anticonformiste, indiscipliné, enfant terrible, fonceur, bretteur, récalcitrant et finalement rebelle ! Ce politicien, ô combien singulier, allait, à partir d'un groupuscule de fidèles, forger un grand parti et accomplira l'impossible, soit prendre le pouvoir en huit ans, au troisième scrutin électoral suivant. À coup d'autorité et de discipline : revers d'une personnalité qu'on ne lui reconnaissait certes pas à cette époque.

N'en sera pas moins étonné que tout le monde le trio des amis de naguère, qui avaient suivi une évolution distincte et plus tardive. Alors que René recommençait au Québec une seconde carrière hors d'un instrument traditionnel, Jean, Gérard, et Pierre s'étaient donnés deux ans auparavant un outil conventionnel en l'autre capitale. « Le Québec », réalité et perception, avait été la ligne de partage des eaux d'une ancienne fraternité politique, désormais adversaire sinon ennemie.

¹⁵⁰ Cité par Desbarats, *op.cit.*, p. 159.

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre III

Pierre Elliott Trudeau (1965-1968) : ou le brio inattendu du quatrième mousquetaire

Après avoir été élu d'une façon fort spectaculaire chef du Parti libéral du Canada trois mois auparavant, Pierre Elliott ¹⁵¹ Trudeau menait ses troupes à une victoire

¹⁵¹ Réglons d'abord cette question du prénom, ou des prénoms, de Trudeau. Elle n'est pas secondaire, puisqu'elle révèle un trait de la nature du personnage : le besoin de se singulariser et même de provoquer. En 1962, trois ans avant d'entrer en politique, il confiait au journaliste Peter Gzowski : « Lorsque j'arrivai au collège, il y avait un autre Pierre Trudeau, et j'ajoutai Philippe, un de mes noms de baptême, à ma signature. Mais plus tard je commençai à employer Elliott, le nom de ma mère qui est aussi l'un de mes noms de baptême, et j'avoue que c'était en partie pour vexer les nationalistes » (« Un capitaliste socialisant : Pierre-Elliott Trudeau », *Le Magazine Maclean*, mars, 1962 ; en anglais, sous le titre de « Portrait of intellectual in action », *Maclean's*, 24 février 1962).

Des adversaires politiques relèveront ce second prénom anglais dans l'intention d'atténuer son ascendance française ou d'en faire douter. Ainsi Daniel Johnson, par analogie à « Lord Durham » et à son célèbre *Rapport* de 1839, l'affublera une fois du surnom de « Lord Elliott ». À quoi Trudeau répondra du tic au tac : « M'appeler Lord Elliott quand on s'appelle Johnson, c'est s'aventurer sur un terrain glissant » (cité par Jean Pellerin, *Le phénomène Trudeau*, Seghers, Paris, 1972, p. 95). Dans les derniers jours de la campagne référendaire, René Lévesque, auquel d'ordinaire répugnent ces distinctions d'origines, se laissa aller à dire que Trudeau « est naturellement pour le non parce que son second nom est anglais ». Nouvelle réplique cinglante de Trudeau : « Bien sûr, mon nom est Pierre Elliott Trudeau. Oui, Elliott était le nom de ma mère. Il était porté par des Elliott qui arrivèrent au Canada, il y a deux cents ans ». Et de citer des péquistes célèbres portant les patronymes de Johnson (Pierre-Marc), O'Neil (Louis), Burns (Robert). « C'est là le genre de division à laquelle nous disons non », concluait-il à l'applaudissement de la foule, se mettant à scander « Ell-i-ott, Ell-i-ott » et non plus seulement Trudeau, Trudeau » (Richard Gwyn, *Le Prince*, Montréal, 1981, p. 449-

décisive lors du scrutin général du 25 juin 1968. Voici, dans les semaines qui suivirent, une première esquisse de la nouvelle grande vedette du monde politique canadien, faisant contraster son départ tardif et son ascension fulgurante ¹⁵².

I

[Retour à la table des matières](#)

Au plan personnel le plus ahurissant des destins : il s'est trouvé à le faire par d'incessantes provocations contradictoires. Puis, la capricieuse et soudainement bénéfique Dame Chance l'a converti en Destin. Comme titre de film ou de roman l'histoire pourrait s'intituler : *Comment devenir premier ministre en faisant tout pour ne jamais l'être*. Au plan de l'analyse politique, la plus spectaculaire mythologie de notre époque, tout à fait spontanée en son principe et ultra-accélérée dans son évolution. Au plan de la prévision, ce ne peut être qu'un succès éclatant, qui relancera la chose politique Canada, ou qu'un fiasco monumental qui en précipitera la fin.

Il avait tout pour jouer un rôle politique de premier plan. Il a tout fait pour n'être jamais en situation de pouvoir le jouer. Ce n'était pas décision volontaire ou masochisme subconscient, ni même classique goût du risque ou instinct fantasque du paradoxe à surmonter. C'était, chez lui, un état de nécessité d'une nature, non une exigence de rigueur intellectuelle ou morale pour un but à poursuivre.

Sa nature ? Celle d'un individualiste forcené. C'est déjà rare. C'est encore plus rare dans le monde de ceux qui prétendent exercer une influence sociale ou politique. Mais cet individualiste forcené n'avait même pas la base conventionnelle qu'on retrouve chez tous les anticonventionnels systématiques. À la recherche du *pour*, il engageait autant de passion que dans la démolition du *contre*. Aussi, ce rôle politique de premier plan ne pouvait être que le premier rôle, après un noviciat immédiat très court

450 ; traduction, par Claire Dupond, de *The Northern Magus*, McClelland and Stewart, Toronto, 1980).

¹⁵² Extrait de *Ne bougez plus !* (p. 15-33) jusqu'à la section II. N'ont été ajoutées que les appels de notes et quelques explications en notes infrapaginales, ainsi qu'il a été fait aux chapitres précédents.

- l'apprentissage, en apparence à rebours, s'étalant sur vingt-cinq ans. Et c'est ce qui rend ce destin personnel proprement ahurissant.

Tout ce que, depuis vingt ans, il avait fait, dit ou écrit, tout ce qu'il était du moins par ce qu'il paraissait être, était en contradiction, comme soigneusement planifiée, avec une carrière politique tout court. Mais voilà qu'à point nommé cette « mauvaise réputation » joue strictement à l'inverse, que se dessine un profil unique pour une situation inédite, prévisible mais inattendue. Toute une somme d'handicaps et de côtés négatifs composent tout à coup une personnalité à polyvalences, toutes positives. Il apparaît l'idéale préfabrication humaine pour diriger un Canada en crise.

Automne 1965, les libéraux fédéraux veulent avoir à tout *prix*, parmi leurs candidats de la prochaine élection, Jean Marchand. Le prix à payer fut Pierre Elliott Trudeau. Il n'est pas entré par la petite porte ; il est entré par la fente de la porte ! Histoire à forte tension dramatique, parsemée de quelques incidents rocambolesques - et qu'on écrira peut-être un jour ! Hiver 1968, deux ans et demi plus tard, ce parti lui demande de bien vouloir lui faire l'insigne honneur de se porter candidat au leadership. Le 4 avril, le parti l'investira avec éclat et ferveur. Entre les deux dates, il s'est passé quelque chose et dans le parti et dans l'homme. Plus encore dans le parti que dans l'homme.

L'homme a toujours vécu sa vie d'après l'exigence du tout ou rien. Du tout : non pas être simplement fidèle à soi-même, mais *se faire*, puis rester soi-même ; du rien, ne pas plus se préoccuper des conséquences pour soi-même que de sa dernière chemise ! Il a toujours eu toutes les espèces de moyens de se f... des conséquences ? Si l'on veut ; mais cet esprit de bravade n'excluait pas l'inquiétude, peut-être à certaines heures angoissante, que tout cela n'aboutisse pas à des oeuvres concrètes.

Une fois dans le parti, il n'a pas changé, comme député, secrétaire parlementaire, ministre. Il a simplement été en position de montrer qu'il pouvait être marquant ès qualités. Le parti, lui, a appris à le connaître par-delà ses écrits passés et les signes extérieurs de sa mauvaise réputation. Il a surtout perçu que Trudeau était un oiseau rare, hors de toutes catégories, qu'on ne pouvait donc à son sujet invoquer les critères courants. Le parti comprit qu'il devait, qu'il pouvait s'ajuster à Trudeau. Qu'il y avait, là, un fort risque à courir et pour le parti et pour le pays. Que ce risque valait d'être

couru, que, pour le mieux ou le pire, il serait plus excitant à assumer que celui des conservateurs qui venaient de miser sur un risque plus sûr ¹⁵³.

Qu'avait-on à reprocher à Trudeau à l'automne 1965 ? Tout ! D'être un intellectuel, cette tare infamante dans les partis politiques nord-américains, sauf chez le N.P.D. D'avoir donc des idées peu ou pas populaires, de les avoir exprimées souvent à contre-courant et toujours à rebrousse-poil. D'avoir encore tel style de vie, d'arborer d'in vraisemblables modes vestimentaires, d'escorter en voitures-sport des blondes jamais les mêmes, de faire de bizarres voyages pour l'aventure ou l'épate, de donner l'image d'un *playboy james bondisé*... ¹⁵⁴ Bref, on lui reprochait d'être lui-même. Mais être globalement et à ce point si peu conforme, ce peut devenir aussi du matériel pré-mythologique. Personne ne s'en rendait compte au début. Dans un milieu qui le considérait comme l'hétérogénéité en personne, ce que Trudeau fit pour se faire accepter, en se montrant utile tout simplement, devenait une première amorce, involontaire de part en part, pour la prise de possession d'un parti. Il était en train de devenir ce type qui, si la première chance lui est accordée, doit tout rafler !

Il y fallait, en outre, beaucoup de chance, en fait, une cascade de chances. Mais ne faut-il pas plutôt évoquer cet assez extraordinaire rendez-vous d'une Chance, objective et créée par d'autres, avec un Destin personnel, porté confusément mais s'explicitant tout à coup ? Cascade de chances ou Chance organisatrice d'un Destin que cette succession de faits qui auraient pu ne pas se produire ?

Par deux fois Marchand faillit se retirer à Cap Rouge, tant était épaisse l'opposition qu'on manifestait à la « troisième colombe » pour son admission dans le parti ¹⁵⁵. Pearson aurait pu ne pas nommer Trudeau comme son secrétaire parlementaire, n'ayant pas ainsi la chance de le connaître intimement - et de réduire à leurs humaines proportions les choses abominables qu'il avait dites ou écrites contre

¹⁵³ Allusion à l'élection, l'automne précédent, de Robert Stanfield, ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse, comme chef des conservateurs fédéraux. Pour un portrait de Stanfield, voir *ibid.*, p. 24-30.

¹⁵⁴ Raymond Aron, rappelant dans ses *Mémoires* (Julliard, Paris, 1983, p. 376-377) son voyage au Québec comme conférencier de l'Institut canadien des affaires publiques en 1957, avait rencontré plusieurs intellectuels québécois dont Trudeau, « alors dans tout l'éclat du play boy, au volant de sa Jaguar, si mes souvenirs sont exacts ».

¹⁵⁵ L'auteur parle d'après un récit, que lui fit Jean Marchand, de la difficile négociation entre ceux qu'on allait appeler les « trois colombes » (Marchand, Pelletier, Trudeau) et les responsables québécois du Parti libéral du Québec.

proportions les choses abominables qu'il avait dites ou écrites contre lui et le parti libéral. Ministrable, Trudeau aurait pu diriger un autre département que celui de la Justice et ne pas piloter en Chambre, avec la force et le doigté qu'il fallait, le fameux *Bill Omnibus* pour faire sauter les derniers tabous d'une société puritaine et janséniste sur des sujets tabous par excellence ¹⁵⁶. Pearson aurait pu annoncer sa démission avant ou assez longtemps après le moment où Trudeau commence, toujours à cause du fameux *Bill*, à faire parler de lui, à devenir *national figure*.

Marchand aurait pu ne pas se récuser dans la course au leadership, auquel cas Trudeau serait resté à l'écart. Les trois professeurs d'histoire de Toronto auraient pu ne pas lancer une pétition dans les milieux universitaires pour inciter Trudeau à poser sa candidature ¹⁵⁷. Après le désistement de Marchand - alors que Trudeau exprimait son ahurissement : « Êtes-vous sérieux ?... Une farce de journaliste »...- Pearson aurait pu ne pas donner son feu vert sur le caractère tout au moins plausible d'une telle candidature. L'intérêt qu'on commençait à porter à la candidature, hier encore invraisemblable, aurait pu n'être pas confirmé et multiplié s'il n'y avait pas eu la conférence constitutionnelle de février 1968, qui permit à Trudeau de s'affirmer et comme mainteneur du Canada et comme super-vedette de l'ère électronique ¹⁵⁸.

On reconstitue aujourd'hui l'enchaînement qui a la rigueur d'un scénario bien construit. Il fallait davantage : une extraordinaire qualité de *présence*, qui, sans le vouloir expressément, assume l'événement qui est fait d'une cascade d'occasions à saisir, et qui furent toutes saisies. Le reste de l'histoire, c'est-à-dire la course pour le leadership puis la campagne électorale, c'est en termes d'action planifiée, de manipulations d'opinions, de symbolique politique qu'il faudrait pouvoir la raconter. Nous avons tous été baignés par cette ambiance mythique, mythifiante. Le porteur du mythe dégageait une extraordinaire puissance affective tout en continuant à faire appel, de façon sèche et parfois grinçante, à de froides valeurs de rationalité.

Voilà qu'il faudrait expliquer. Confirmation éclatante des thèses fondamentales de Mc Luhan ? Assez certainement. On aimait une image. Moins la façon dont elle se présentait, que sa manière de se laisser approprier - ce qui est plus que de l'assimila-

¹⁵⁶ L'homosexualité, l'avortement, le divorce.

¹⁵⁷ Ces historiens étaient Ramsay Cook, William Kilbourn et John Saywell.

¹⁵⁸ Par suite de son « accrochage », comme ministre fédéral de la Justice, avec Daniel Johnson, premier ministre du Québec.

tion. Le contenu, de froides valeurs de rationalité. Mais leur convoyeur, la chaleur humaine même : un sourire engageant, l'allant d'un champion sportif, et ce something différent dans la plus conventionnelle des activités humaines, la politique.

Phénomène de juvénilité féminine ? Trop de faits de *trudeaumanie*, de *trudeauite*, de *trudeaulâtrie*, de *kissomania*, etc... furent patents pour qu'on n'y voie pas un phénomène *politique* important. Ne serait-ce que pour fournir occasion aux citoyennes d'en parler entre elles, aux citoyens de s'interroger là-dessus... Ce ne sont pas des gamines qui ont élu Trudeau chef du Parti libéral, puis premier ministre du Canada. Cela fait passablement de paroissiens et de paroissiennes en haut de 21 ans ! Ce n'est pas de charme, ni de séduction qu'il semble s'agir, même chez celles qui proclamaient « le charme fou ! » Non plus qu'à l'autre extrême, d'envoûtement ou de quelque sorcellerie exercée par les charlatans de la publicité visuelle. Non, quelque chose de mi-toyen plutôt, qui serait un étrange pouvoir de *fascination*. Il était avant tout dans le regard d'eurasiatique... Il mobilisait deux sortes d'adhésions complémentaires. « This guy » - « ce gars-là » était à ce point, et à tous égards, nouveau qu'il en paraissait agréablement incongru en politique : première étape de l'adhésion. La seconde : « Ce gars-là », qui est peut-être la chance du Canada, mérite d'avoir l'occasion de le prouver. Après, on se réservera, démocratiquement.

Bien avant la montée spectaculaire de Trudeau, l'historien Kenneth McNaught voyait une identification entre le destin politique du Canada et le sien propre ¹⁵⁹. Trudeau est lui-même trop intelligent et autocritique pour ne pas voir ce qu'il y a d'accablant dans un pareil défi à relever, comme aussi de factice et de transitoire dans un phénomène qui le dépasse et dans lequel il n'aura donné que les quelques « coups de pouce » opportuns. L'homme d'État reste à surgir de tout cela. Il en a l'étoffe et la formation. La pire injure qu'on pourrait lui faire serait de le mettre en garde contre la duperie de sa mythologie. Comme par un instinct de conservation, il a réduit à l'avance les attente-expectations que son involontaire charisme suscitait. Et cela tourne maintenant en rond, comme en circuit fermé : parce qu'il n'a rien promis ou si peu, n'ayant affirmé qu'un nouvel état d'esprit pour aborder les problèmes et se proclamant

¹⁵⁹ « Trudeau's political fate will likely be the political fate of Canada ». En reprenant l'idée, le journaliste Peter Newman du *Toronto Star* écrivait : « By that standard our national future appears very bright indeed » (cité par Douglas Stuebing et John Marshall, Gary Oakes, *Trudeau : a man for tomorrow*, Clarke, Irwin and Co, Toronto, Vancouver, 1968, p. 40).

un pragmatiste idéaliste, on ne voit guère en ces mises en garde ressemblant à des objurgations que la preuve qu'il n'est vraiment pas comme les autres ! Se trouve ainsi alimenté le mécanisme à deux étapes, déjà écrit, sur l'incongruité du personnage en politique et sur la chance à lui donner pour la chance même du Canada.

Il reste que c'est sur les résultats de son action politique qu'il sera jugé. Trudeau est le prototype vivant, en une écorce d'homme, de la dualité culturelle canadienne. Ce fut sa force, stratégique et globale, jusqu'à maintenant. D'elle peuvent découler beaucoup de faiblesses, tactiques et partielles, sur le plan de l'appréciation des événements. Sans qu'il y ait contribué autrement qu'en faisant, pour son propre compte, l'harmonie équilibrée et féconde de sa culture double ; il se trouve à être porteur de deux types d'attentes non mutuellement incompatibles mais partiellement contraires. Il a dit clairement au Québec qu'il n'aura de spécial dans la Confédération que le profit à tirer comme « province pas comme les autres », mais se comportant, statutairement, comme les autres. Non moins clairement aux Canadiens anglophones de ne pas voter pour lui s'ils s'attendent à le voir ramener le Québec à la raison en se montrant intraitable.

On n'est certes pas élu premier ministre du Canada pour présider à la liquidation de la Confédération, d'une part. Mais de l'autre, quand on est né Trudeau, à Montréal, et qu'on devient représentant d'une circonscription québécoise, à l'heure où le Québec a des raisons objectives de se sentir gêné aux entournures dans l'ensemble canadien, on ne peut affronter ce problème que par la seule logique légaliste. D'ailleurs, on ne le lui a pas fait dire : « J'aurais été Canadien français d'adoption, si je ne l'avais déjà été de naissance » ¹⁶⁰. Il y a deux choses à distinguer : le type de réaménagement constitutionnel à trouver et à appliquer ; la manière de contrer les prétentions estimées exorbitantes du Québec. Il tient le gros bout du bâton pour l'opération fondamentale. Mais il devra ne pas sembler se servir d'un bâton pour défendre son terrain. Cela veut dire que le premier ministre du Canada ne peut employer le même langage que l'essayiste de *Cité libre* ou le *paneliste* de Radio-Canada. Cela veut aussi dire qu'il faut avoir l'élégance de la force qu'on a.

¹⁶⁰ Dans l'Avant-propos à son livre, contenant la plupart de ses importants essais, *Le Fédéralisme et la société canadienne-française* (avec une préface de Gérard Pelletier), Éditions HMH, Montréal, 1967.

Si, dans le Québec depuis 1962, on se « pette les bretelles », s'il y a risque qu'on finisse par se « petter la gueule » ¹⁶¹, c'est peut-être qu'on s'est rendu compte, enfin, qu'on avait des bretelles ! L'auteur du *Fédéralisme et la société canadienne-française* était devenu passablement déphasé dans l'appréciation de l'évolution du Québec post 1960. A la charge d'émotivité parfois aveugle des courants nouveaux, il répondait par une contre-charge de rationalité pas plus perspicace. Or la politique, comme toute vie qui va, ne se déroule pas aux deux extrêmes d'une émotivité s'exacerbant elle-même, ou d'une superrationalité rarement ordinatrice des arrangements collectifs. Il y avait une terrible rationalité - historique - dans l'émotivité qu'il dénonçait.

Sa véhémence rationalisante était elle-même imbibée d'émotivité, brouillant les perspectives réelles du paysage d'ensemble. Sa raideur, qui pourrait n'être que la continuité d'une pensée trop exclusivement logique, aura au moins permis de faire sortir du plan logomachique les fameuses aspirations constitutionnelles de beaucoup de Québécois qui se situent, sécuritairement, en deçà de l'option séparatiste. Mais, pour présider aux réaménagements qui s'imposent désormais, la logique de l'essayiste d'hier devra se transformer en une dialectique plus large de l'homme d'action, ne se contentant plus de raisonner par l'absurde à partir de postulats univoques : une dialectique, qui ne nierait pas un des contraires en une opposition caricaturale, mais les ré-intégrerait en synthèses elles-mêmes évolutives.

Et puis, il y a le ton et les formules à employer. On a souvent tort d'avoir trop raison. Il ne faut pas donner l'impression que ces problèmes vous « ennuiement élégamment » (René Lévesque *dixit*) ¹⁶². Quels changements à faire dans les législations et dans les consciences collectives des divers groupes anglophones du Canada pour que les Canadiens français se sentent *maîtres chez nous*, conscience désormais extensible à tout le Canada ! En sa qualité de super-Canadien, Pierre Elliott Trudeau se trouve placé dans une unique circonstance historique pour faire crever, d'un côté comme de l'autre, toute une série d'ambiguïtés maintenant séculaires... La relance du Canada nouveau est à ce prix initial. C'est ce qui rendra ensuite les accommodements, inévitables, plus supportables de part et d'autre.

Pierre Elliott aimera toujours lancer des boules de neige à Sir Wilfrid ou à Staline. Il devra aussi apprendre à en recevoir avec la sérénité de la statue qu'on lui édifiera

¹⁶¹ *La Presse*, le 2 février 1968.

¹⁶² *Le Soleil*, le 10 avril 1968.

plus tard. Car le premier de nos premiers ministres nés en ce siècle est d'ores et déjà le premier héros du Canada contemporain. Par lui, toute une jeunesse canadienne s'est mise à s'intéresser à la politique - fût-ce pour le dénoncer comme le *vilain* de l'histoire ! Ce presque quinquagénaire établit d'emblée un rapport de contemporanéité entre une jeunesse piaffante et une destinée collective à reformuler. On aime son dilettantisme de qualité qui lui a permis de se forger une personnalité capable d'assumer un destin inouï.

On le croit sur parole quand il dit : « Je m'amuse beaucoup en politique » ¹⁶³..., ou qu'il écrit : « Il ne faut pas chercher d'autre constante à ma pensée que celle de s'opposer aux idées reçues... et cela m'a conduit au pouvoir, - sans que je le voulusse vraiment et surtout sans que je m'y attendisse » ¹⁶⁴. On aime dans son libéralisme sa propre liberté vécue : « Je n'ai jamais pu accepter de discipline, sauf celle que je m'imposais à moi-même, - et il fut un temps où je m'en imposais beaucoup » ¹⁶⁵. On aime ses boutades. « Je suis à gauche, mais pas plus loin » ¹⁶⁶. À Kitchener, pendant la campagne électorale, une dame lui demande à brûle-pourpoint : « Ma fille croit que vous, M. Trudeau, et Jacqueline Kennedy feriez un couple idéal. Qu'en pensez-vous ?- Je suis opposé à toute domination étrangère ! » ¹⁶⁷

Il arrive au pouvoir au moment où la base de la pyramide des âges éclate. Ce sont des jeunes à travers le Canada, dont le père est de son âge, qui feront son avenir commençant maintenant. Une jeune fille, à Winnipeg, a commis ce mot fantastique : « It's more than Canada deserves ! - Le Canada ne mérite pas tant ! » ¹⁶⁸ Une tranche de la jeunesse québécoise inverserait la proposition : « Le Québec mériterait mieux ! » C'est à lui qu'est dévolue la responsabilité d'éviter l'affrontement éventuel de la jeunesse du *One Canada* ! et de celle du *Québec d'abord* ! Conséquence assez terrible quand une jeunesse dit sa déception à qui elle s'était assimilée...

Pierre Elliott Trudeau, c'est encore la preuve qu'il ne faut jamais trop vouloir quelque chose pour l'obtenir...

¹⁶³ *Le Soleil*, le 12 mars 1968.

¹⁶⁴ *Le Fédéralisme et la société canadienne-française*, p. V.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. VII.

¹⁶⁶ *Le Soleil*, le 16 février 1968.

¹⁶⁷ *La Presse*, le 21 mai 1968.

¹⁶⁸ Cité par Pellerin, op. cit., p. 100.

... qu'on a l'âge de sa bonne forme physique ou de ses artères, ainsi que de cette part d'adolescence dont on ne réussit pas à se dégager à l'âge mûr...

... que la tant célébrée expérience politique peut s'acquérir dans les livres...

... qu'un intellectuel canadien-français peut surmonter son inhibition culturelle d'origine en étant deux fois plus fort que celui d'une seule culture.

C'est enfin un libéral, qui veut faire l'économie des querelles non réglées du 19^{ième} siècle pour lancer le Canada dans le 21^{ième} siècle, alors que les nationalismes n'auront vraisemblablement plus la force propulsive historique qu'ils ont encore en notre siècle. S'il réussit - et il sait mieux que quiconque que rien n'est joué - il aura rendu caduques toutes les questions relatives aux *One Nation*, *Deux Nations*, multi-nationalité, etc. S'il réussit, il aura été le premier homme d'État à appliquer avec succès une politique d'anticipation, qu'on pourrait presque qualifier de (*political*) *science fiction*, et qui serait une espèce de préfiguration des sociétés politiques des 22^{ième} et 23^{ième} siècles... ¹⁶⁹

Mais l'intermède décisif, c'est à lui, maintenant, de le composer et de le jouer.

II

Après une mission d'enseignement en France, qui avait été en partie sabotée et presque totalement absorbée par « les événements de mai », je me souviendrai toujours de ma demi-surprise incrédule en rentrant de Paris à la mi-juin 1968, lorsque je parcourus à l'aéroport de Dorval les premiers journaux canadiens : « *Le premier ministre* Trudeau a déclaré.... fait campagne dans l'Ouest..., etc. » J'avais eu beau avoir raconté à des amis canadiens et à des collègues français, s'intéressant à notre politique, sa spectaculaire montée au leadership, je m'aperçus que je ne m'étais pas vraiment fait à l'idée que Trudeau était devenu, *effectivement*, le premier ministre du Canada depuis les premiers jours de l'avril précédent. Mais mon immersion canadienne

¹⁶⁹ Je ne sais quel écrivain a déjà déploré l'inexistence d'un « point d'ironie » dans la ponctuation courante. Je l'ai regretté moi-même quand une critique de mon livre m'incitait à plus de retenue dans ces lignes qui lui paraissaient d'un éloge démesuré...

soudaine, surtout à la dernière phase de la campagne électorale, me ramena tôt à la réalité brute de la politique de ce pays, que j'avais quitté au printemps peu après le congrès de leadership. En se donnant un nouveau chef pour succéder à Pearson, les libéraux fédéraux avaient aussi élu un premier ministre canadien comme « en probation ». L'investiture électorale officielle n'allait toutefois pas tarder, ce qui eut lieu au jour du scrutin du 25 juin 1968, le lendemain du jour des émeutes, causées par sa présence au défilé de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal. Ces troubles montraient assez que le Montréalais Trudeau constituait un signe de contradiction, intolérable au moins pour les manifestants « séparatistes » groupés par l'efficace agitateur Pierre Bourgault.

Seize ans plus tard, à la suite d'un pouvoir ininterrompu sauf pour la demi-année de l'intermède Joseph Clark en 1979, Pierre Elliott Trudeau prend la décision de se retirer lors d'une marche nocturne pendant une tempête d'hiver, au soir de la vingt-neuvième journée de février de l'année bissextile 1984. A-t-il rempli la mission qu'il s'était donnée de « relancer la chose politique Canada », selon l'interrogation que posait le premier paragraphe de mon texte de 1968 ? Sans glisser en douce un jugement que seule l'histoire rendra, ni même sans anticiper sur les conclusions que les nécessaires analyses subséquentes comporteront, on doit tout de même enregistrer que le Canada fédéral reste toujours un, ou que le Québec n'en est pas sorti pour s'associer, en un nouveau contrat, avec ce qu'il en resterait.

Ce dernier projet, contradictoire, était devenu celui d'un autre mousquetaire qui, sans attendre l'impossible accord, avec ses compagnons, les avait devancés de cinq ans comme « franc-tireur dans une armée régulière » mais sur un champ d'opération moins vaste. Peut-on concevoir hommes politiques plus contrastants que René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau ? À part d'être d'une même génération, d'avoir perdu leur père à l'époque de la jeune adolescence et, plus tard, par amis interposés, d'avoir été mis en contacts francs et même grinçants en vue d'un éventuel engagement politique, tout, absolument tout les séparait et continuera à les opposer jusqu'à la fin.

Quand « les trois mousquetaires », qui étaient quatre à l'origine comme dans le roman d'Alexandre Dumas, se retrouvèrent à trois, ils allaient former cinq ans plus tard, en 1965, une trinité que John Diefenbaker appellera celle des « trois sages » et que le journaliste Jean V. Dufresne, en une formule plus bizarre et qui persistera,

nommera les « trois colombes » ¹⁷⁰. Cet épisode de l'adhésion du trio Marchand-Pelletier-Trudeau au Parti libéral du Canada, en 1965, on le retrouvera plus loin dans ce chapitre. Pour le moment nous retient le rapport général du mousquetaire (ou de la colombe, ou du sage) Trudeau avec le franc-tireur terminant une plus longue et non moins singulière aventure sur le terrain proprement québécois selon le récit qui en a été fait au chapitre précédent.

Si Lévesque a précédé Trudeau d'un lustre au plan de l'engagement politique personnel, on a vu que le premier ne s'est clairement politisé (et déjà québéquisé ?) que sur le tard, en 1959 à l'occasion de la grève de Radio-Canada. Mais chez Trudeau l'intérêt politique dominant pour les choses du Québec (et donc du Canada !) était bien antérieur, manifeste dès le retour de ses études européennes en 1949 et la fondation de *Cité libre* l'année suivante. Ces écarts chronologiques ne font d'aucun des deux « l'ancêtre » du second, mais chacun a devancé l'autre à des plans distincts de l'évolution personnelle.

Dès les premières rencontres, ils devinrent en situation de curiosité mutuelle, nullement ambiguë car elle était aisément « discutante » et même passablement brouillonne à certains moments ! Depuis le livre de souvenirs de Gérard Pelletier, instigateur de ces rencontres à quatre, on sait avec plus d'exactitude ce qui s'y passait que par les racontars de tel journaliste anglophone se muant en biographe ¹⁷¹. Un fait se dégage nettement : cette espèce de double pouvoir de fascination-provocation que chacun exerçait sur l'autre. Celui qui doute et qui cherche encore, Lévesque, et celui qui ne doute pas et qui a toujours trouvé, Trudeau, n'avaient entre eux que l'attirance de deux pôles pour se repousser encore plus fortement. Ils ne le savaient pas, ne l'auraient certes pas admis, mais chacun constituait le faire-valoir involontaire de l'autre

¹⁷⁰ Bizarre tout de même, cette formule et sa bonne fortune. La colombe est un symbole de paix et de concorde. Or ils allaient faire acte de présence à Ottawa pour s'y battre et, d'une façon, pour y « porter le glaive »... L'expression des « trois sages » revêtait une nuance ironique, étant donné l'âge - la mi-quarantaine - des trois auto-commissionnés en l'autre capitale qu'ils ne considéraient pas comme étrangère. La formule ne deviendra courante qu'en anglais et que pour un court temps.

¹⁷¹ De Gérard Pelletier, *Les Années d'impatience* (1950-1960), Stanké, Montréal, 1983, *passim* ; de Peter Desbarats, *René Lévesque ou le projet inachevé*, Fides, Montréal, 1977), spécialement le chapitre II : « Trudeau versus Lévesque : le début de la confrontation ».

devant les deux autres mousquetaires, Marchand et Pelletier, ou parfois devant un groupe d'amis occasionnels ¹⁷².

Les heurts étaient passionnés, mais toujours verbaux et jamais physiques ¹⁷³ entre des protagonistes qui voyaient en leur contradicteur inamovible l'adversaire le plus estimable de la contre-thèse. En profondeur certes et au bout de l'aventure des deux hommes, on retrouvera cette part dans chacun de ce que Richard Gwyn appelle « toute la psyché du Québec » ¹⁷⁴. Mais leurs discussions animées avaient quelque chose de très spontané et provocant, et même d'un tantinet vulgaire ¹⁷⁵. Bref, on s'engueulait royalement ! Avec, toujours, « la sainte liberté des enfants de Dieu » et du Québec... J'ai toujours soupçonné que ce qui enrageait le plus Lévesque n'était pas tellement l'érudition de Trudeau ¹⁷⁶ en histoire politique canadienne, y compris québécoi-

¹⁷² À l'hiver 1964, l'auteur s'est trouvé à assister à Sainte-Foy, parmi un groupe d'amis, à une discussion épique entre Lévesque et Trudeau. Un invité qui avait un lien de parenté avec le premier annonce qu'il viendra peut-être faire un tour en fin de soirée. Effectivement, il s'amena vers les onze heures, mais avec deux compagnons-surprise : Raymond Garneau, alors très jeune, et... Pierre Elliott Trudeau. (Celui-ci, si ma mémoire est exacte, passait quelque temps à Québec, comme avocat-conseil de son ami Jacques Hébert, auquel on avait intenté un procès au sujet de « l'affaire Coffin ».) La discussion fut à haut voltage, je puis l'assurer ! Elle portait sur la dynamique générale du gouvernement au Québec depuis la Révolution tranquille. Les deux hommes s'attiraient pour s'opposer !

¹⁷³ Contrairement à Desbarats soutenant qu'une fois Trudeau avait « presque incité Lévesque à la violence physique » (*op. cit.* p. 26).

¹⁷⁴ *Op. cit.*, p. 284.

¹⁷⁵ Voir cette page où Pelletier raconte que Trudeau provoque Lévesque en lui demandant s'il sait écrire lui qui parle « drôlement bien ». À la réponse décontenancée de Lévesque (« Écrire... écrire... faudrait d'abord avoir le temps... »), Trudeau en remet : « Et quelque chose à dire. Bien sûr ! Mais si tu faisais un petit effort, des fois ? C'est beau la télévision, mais c'est pas sérieux, tu le sais bien. On regarde ça quand on a du temps à perdre. Tandis que si tu savais écrire, avec un petit effort, des fois »... Lévesque éclata devant l'insistance : « Si c'est ça que tu penses, veux-tu aller te faire voir ailleurs, maudit intellectuel à la manque ! » (*op. cit.*, p. 49). Ayant eu le temps de raffiner son ressentiment, Lévesque confiera plus tard à son biographe Desbarats : « Il avait un talent inné pour s'attirer les claques en pleine face » (*op. cit.*, p. 97).

¹⁷⁶ « Pour Lévesque, Trudeau représentait le *scholar* type dont il enviait le savoir approfondi et solide, mais aussi l'intellectuel de cabinet, insensible à certaines réalités, l'aristocrate de l'esprit dont l'ironie gouailleuse l'irritait prodigieusement ». Comment rompaient-ils leurs lances ? « Si Trudeau marquait trop de points au début d'une discussion, Lévesque réagissait souvent par une soirée entière d'ou-

se, que cette bizarre manie qu'avait celui, dont personne n'imaginait encore qu'il put devenir premier ministre du Canada, de toujours ramener la question québécoise à sa dimension canadienne. Lévesque ancrant sa rhétorique dans la dialectique tout inverse : cette « dimension » était de trop, déformante et même nuisible, pour poser la « vraie question »...

Attitudes mentales diamétralement opposées... Elles annonçaient des années à l'avance la rupture inévitable et la poursuite de deux destins politiques contradictoires ¹⁷⁷. À ce principe, intangible pour l'essayiste de *Cité libre* écrivant au début de la Révolution tranquille, « ce n'est pas l'idée de nation qui est rétrograde, c'est l'idée que la nation doive nécessairement être souveraine » ¹⁷⁸, l'ex-ministre libéral proclamera, au moment de sa rupture éclatante, qu'« il n'y a aucune raison qui puisse, qui doive empêcher le Québec (...) d'avoir sa chance de faire carrière comme société » ¹⁷⁹. Deux forts tempéraments, aux antipodes à tous égards, butaient sur la notion - équivoque - de la *nation*, recouvrant pourtant tout ce qu'il y a de plus réel !

L'auteur n'était pas du club des amis outremontais qui avaient prophétisé que le jeune Trudeau serait un jour premier ministre du Canada : comme l'ami d'enfance Pierre Vadeboncoeur, « mon vieux maître » ¹⁸⁰ François Hertel, la musicologue Andrée Desautels et quelques autres personnes, selon une tradition orale qui allait se ranimer fin 1967, début 1968 lorsque, justement... Il venait de dépasser la trentaine lorsque je le rencontrai pour la première fois au congrès annuel des sociétés savantes

trances verbales et de railleries stridentes. Et quand René, au contraire, gagnait la première manche, il arrivait à Pierre de se retirer sous sa tente : mutisme quasi complet, des heures durant. Bien entendu, c'était là l'exception. Presque toujours, la conversation entre les deux hommes était passionnante, le courant passait » (Pelletier, op. cit., p. 51).

¹⁷⁷ Au fait, ces destins auraient-ils pu s'inverser ? À Alain Stanké lui posant la question, Trudeau répondit : « Je ne vois pas comment Lévesque séparatiste aurait pu devenir Premier ministre du Canada, mais Lévesque autrefois libéral aurait pu le devenir (...). Le hasard aurait très bien pu faire que je sois Premier ministre ou politicien à Québec » (*Pierre Elliott Trudeau : portrait intime*, Stanké, Montréal, 1977, p. 61). Il s'agit du texte d'une interview présentée le 6 mai 1977 par Télé-Métropole.

¹⁷⁸ Phrase ouvrant un des plus importants textes polémiques de Trudeau, « La nouvelle trahison des clercs » (*Cité libre*, avril, 1962 ; aussi in *Le Fédéralisme...* p. 161).

¹⁷⁹ Texte cité au chapitre précédent, note (2).

¹⁸⁰ Expression utilisée dans l'interview à Stanké, op. cit., p. 63.

à McGill en 1951. Nous nous reverrons assez fréquemment par la suite en des circonstances analogues, comme à la journée des Amis du Devoir, au congrès annuel de l'ICAP (Institut canadien des affaires publiques), à des congrès syndicaux, ou encore au mouvement Le Rassemblement, dont il était l'animateur principal. N'étant pas montréalais ni du cercle fluctuant des gens qu'il rencontrait autour de l'entreprise de *Cité libre*, la relative rareté de nos rencontres suffisait à entretenir une franche amitié intellectuelle, que n'entameront pas plus tard des divergences publiques sur ses actions politiques pendant la Crise d'octobre 1970 et surtout à l'époque de la réforme constitutionnelle post-référendaire ¹⁸¹.

Tout cloisonnée et à manifestations sporadiques fût-elle, cette amitié se fondait sur une commune passion pour l'analyse de la vie publique à cette époque des années 1950, alors que les essayistes politiques étaient rarissimes dans le milieu québécois. Les moyens d'expression et le style de vie, universitaire dans mon cas, différaient, mais nous étions d'accord sur l'essentiel : le rétablissement d'une démocratie décente et la nécessité de moderniser politiquement un Québec retardataire. C'est en pensant à lui, entre autres mais principalement à lui, qui en avait tous les dons et le désir, que je prônais dans les colonnes du *Devoir* l'engagement direct dans le Parti libéral pour mettre fin à la stagnation duplessiste. Je m'étais à demi trompé sur René Lévesque, au sujet de son internationalisme que lui-même qualifiera plus tard de « facile » ¹⁸² ; je ne ferai guère mieux à propos de Pierre Elliott Trudeau qui me semblait avoir laissé le train... Et je me serai complètement trompé - avec tout le monde, comme excuse - au sujet de sa montée irrésistiblement rapide au leadership du pouvoir outaouais. D'où la

¹⁸¹ Voir ma « lettre politico-personnelle à Pierre Trudeau » dans *Le Magazine Maclean*, février 1971, reproduite dans *L'Indépendance : oui, mais...*, Quinze, Montréal, 1971, p. 36-45 ; les textes publiés dans *Le Devoir* après le référendum et reproduits dans les cinquième et sixième parties de *Syndrome québécois et mal canadien*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1981. En réponse à une longue lettre personnelle, critiquant la tournure de la réforme constitutionnelle, écrite le 9 décembre 1980, Trudeau défendit son point de vue avec quelque détail : « Je comprends tes réticences, voire ton opposition, aux gestes que j'ai posés, car ce n'est pas sans me faire violence que j'ai décidé de donner le grand coup (...). Je te remercie d'avoir pris la peine de m'écrire si longuement, et sois assuré que je ne récuse absolument pas ton témoignage (...). J'ose espérer que tu agréeras à ton tour mes salutations amicales et le témoignage de mon estime, malgré les flèches que j'ai pu t'adresser à l'occasion » (lettre à l'auteur, le 21 janvier 1981).

¹⁸² Voir le chapitre précédent, note (35).

note d'ahurissement devant une telle fortune politique, qui ouvrait mon texte de 1968, reproduit dans la première section de ce chapitre.

Lors de la montée en flèche de la super-vedette, nombre de reportages et quelques « livres instantanés » ont fouiné dans la vie de Trudeau antérieure à son entrée en politique ; des journalistes se mueront un peu plus tard en biographes, qui révéleront diverses facettes de l'homme dans le genre, très journalistique, de *l'human interest* ou de la *cover story*. Quel beau, et divertissant même, sujet trouvaient-ils à se mettre sous la dent ! On apprend beaucoup dans ces ouvrages, en complément à des renseignements vagues ou incomplètement colportés ; n'ayant que peu à y ajouter, je me contenterai d'y référer le lecteur pour la petite histoire ou le pittoresque en saillie, valant du reste le coup ! Pour faire ressortir un caractère, il paraîtra plus indiqué de lui abandonner la parole, exprimant sa recherche de cohérence. Cet homme qui n'aime pas parler de sa vie privée, du moins de la part de celle-ci échappant aux médias, s'est mûrement exprimé en quelques circonstances sur ses antécédents familiaux et sa psychologie propre ¹⁸³.

Après avoir pris connaissance de ces divers documents psycho-biographiques, l'on se rend compte qu'un trait plus profond que les autres s'accuse encore : la recherche volontaire d'une solitude, certes non voulue pour elle-même mais pour et dans l'auto-fabrication d'une personnalité propre. À point nommé, en des circonstances imprévisibles et encore plus inimaginables, cela, cette belle mécanique humaine sous contrôle, devrait pouvoir servir un jour comme force politique. Ce que ses amis intuitionnaient confusément, lui le sentait précisément comme un impératif interne. La double chance que lui donna Jean Marchand pour l'entrée en politique et la course au leadership du parti, l'extraordinaire symbiose d'amitié avec Gérard Pelletier, pour ne pas mentionner le va-et-vient en repoussoir mutuel avec René Lévesque, ont compté pour beaucoup à tel ou tel autre moment décisif ; mais l'homme avouait en 1977 s'être « senti seul dans la plupart de mes états d'âme ou de carrière » ¹⁸⁴. Ce qu'il évoquait alors n'était pas la classique « solitude du pouvoir », mais cet isolement de l'homme,

¹⁸³ Aussi, pour les développements qui suivent, m'en remettrais-je plus volontiers à ce que l'homme a dit de lui-même qu'à ce qu'on a dit à son sujet. En particulier à l'Avant-propos de *Le Fédéralisme...* et à l'interview publiée d'Alain Stanké, l'un et l'autre volumes déjà mentionnés antérieurement.

¹⁸⁴ Stanké, op. cit., p. 26.

en sa stricte intimité, devant sa propre pesanteur d'être en processus de devenir quelque chose, ou mieux quelqu'un ¹⁸⁵.

L'homme était *fait* lors de son entrée en politique à l'âge de 46 ans. Il s'était fait. Seul ¹⁸⁶. Certes en avait-il les moyens de diverses espèces : mais encore fallait-il le faire ! Les voyages multipliés à travers le vaste monde (avec d'autres points d'escale que les Hiltons) la pratique des sports individuels (non d'équipe, contraignants à cause des horaires), la vie matérielle en apparence insouciant (de Jaguar en Mercedes), les études actives (mais sans le fardeau de la thèse de doctorat qui enchaîne pour des années), tout cela, qui n'apparaissait pas d'évidence, devenait des formes de cette « discipline » volontaire, servait à ménager son intégrité et à brouiller les pistes des donneurs de conseils. Il s'en remettait plus volontiers aux prescriptions viriles qu'il avait lui-même codifiées dans son texte inédit sur *l'Ascétisme en canoë* ¹⁸⁷.

Se mettre à l'épreuve pour voir comment on peut réagir en situation difficile, par exemple à l'étranger, seul, dans un pays perturbé ou à des frontières hostiles, c'est non seulement apprendre à connaître le monde, mais surtout s'administrer l'épreuve du *self-testing* dont ne parlait pas encore le *gnōti seauton* de Socrate. Tout jeune, pointait chez lui ce trait des grands timides ou des grands orgueilleux qui ne peuvent accepter d'autre concurrence qu'avec eux-mêmes. Cette conviction peut finir par comporter un grand inconvénient social en donnant l'impression de s'établir « comme la mesure des autres hommes » ¹⁸⁸. La plupart de ses maladresses sociales et de ses erreurs politiques proviendraient de ce travers d'exigence envers autrui, qui n'avait toutefois rien de pharisaïque puisque n'étant pas mesquin.

¹⁸⁵ Il faut, ici, invoquer un autre témoignage que le sien, celui de Pierre Vadeboncoeur : « Même jeune, il a toujours été plus résolu, plus sûr de lui que les autres (...). Je crois que très méthodiquement et au prix de grands efforts Pierre s'est donné la personnalité qu'il voulait avoir. Je me souviens, lorsque nous étions enfants, il en eut assez de se faire démolir le portrait par les autres et il est devenu un boxeur remarquable » (cité par Ann Charney, « Un homme du passé », *Le Magazine Maclean*, février 1972).

¹⁸⁶ Au biographe George Radwanski, auquel il a accordé de longs entretiens, Trudeau rappelait la tirade d'Edmond Rostand dans *Cyrano de Bergerac* : « Ne pas monter bien haut peut-être, mais tout seul » (*Trudeau, A Signed Book*, Scarborough, 1979, p. 30).

¹⁸⁷ Dont Radwanski (*ibid.*, p. 54) et Gwyn citent des extraits (*ibid.*, p. 33), ce dernier y trouvant « les plus belles pages qu'il ait jamais écrites ».

¹⁸⁸ Radwanski, *op. cit.*, p. 196.

D'autres personnes que les adversaires politiques soulèvent à propos de Trudeau le reproche d'« arrogance ». La frontière en est souvent tenue avec l'affirmation nécessaire de soi, surtout dans les rôles conquis de leadership ¹⁸⁹. Trudeau a toujours eu la solitude créatrice quelque peu hautaine, mais ce n'était pas plus de l'arrogance que de la fatuité. Pour « prendre place » dans le Québec des années 1950 avec ses idées à contre-courant, le personnage adoptait volontiers le style du ferrailleur pamphlétaire. Il ne faisait que prolonger des attitudes d'une jeunesse assez fantasque, ce pour quoi il était naturellement doué. Avant de devenir politicien il avait développé dans l'activité intellectuelle et sportive autant le sens de l'attaque préventive que de la défense contre-offensive.

Alors que commençait en 1967 à se dérouler le scénario enchanté qui allait le catapulter au pouvoir contre toute attente, y compris la sienne, un journaliste anglophone faisait observer qu'il ne s'agissait « pas seulement d'une révolte contre le style traditionnel de la politique, mais aussi d'une révolte contre la politique elle-même » ¹⁹⁰. Des années plus tard, au moment de la fausse sortie de 1979, un autre analyste conclura que « nous savons qu'il personnifie la moins canadienne de toutes les attitudes : la poursuite de l'excellence comme une fin en soi » ¹⁹¹. Ainsi parlaient, à une douzaine d'années d'intervalle, deux de ses plus sévères critiques. L'arrogance à ce point, est-ce de l'« arrogance » ?

III

Pour saisir la pensée des hommes politiques, soit la pensée vraie en dehors des improvisations flasques et des discours rédigés par d'autres, il reste à prospector leurs mémoires lorsqu'ils en laissent ou leurs journaux personnels lorsqu'ils les ont tenus avec quelque assiduité. Le grand inconvénient est que ces documents ne deviennent disponibles que trop tard, longtemps après les événements. Dans le cas de Trudeau, il nous aura avertis de ne pas compter sur ces pièces d'archives. Sa pensée politique, il

¹⁸⁹ Sur sa présumée « arrogance », Radwanski écrit : « It is actually something far more complex, a guarding of identity that requires no small measure of confidence, and it alternates between being a political blessing and a curse » (*ibid.*, p. 211).

¹⁹⁰ Douglas Fisher, cité par Halbron, op. cit., p. 6.

¹⁹¹ Gwyn, op. cit., p. 457,

l'avait livrée pure et dure, entre trente et quarante-cinq ans, en quelques courts essais et nombre d'articles de revue : tout y était de sa propre griffe, ce qui en l'occurrence constitue à peine une métaphore. L'ensemble constitue une oeuvre multiple avec reprises et redondances, mais toujours vivante par capacité de renouvellement polémique. « Et cet animal-là écrit si bien », confiait André Laurendeau à Gérard Pelletier ¹⁹².

Il n'avait pas eu à se dérober devant un projet de thèse, première étude fouillée montrant une patiente aptitude à la recherche, ni devant un essai élaboré en quelque vue synthétique, exigeant une ascèse unilatérale et vraiment trop gratuite pour un non-universitaire. Par ailleurs, l'écriture journalistique l'intéressait encore moins, et surtout pas le journalisme, surtout celui d'idées, ce qui signifiait en particulier *Le Devoir*. En l'entre-deux de ces formats, le medium d'articles à la revue non périodique *Cité libre*, qu'il co-dirigeait, lui convenait parfaitement pour atteindre un public restreint mais présumé influent. Au rythme d'un ou deux par année, avec de rares essais quelque peu plus élaborés, cela formait « le plus sérieux effort de pensée qu'on ait tenté ici depuis vingt-cinq ans en matière de politique québécoise et canadienne » ¹⁹³. À part l'essai polémique d'une centaine de pages sur l'histoire des faits, idées et institutions, qui constitue le premier chapitre de l'ouvrage collectif sur la grève de l'amiante qui a été publié sous sa direction ¹⁹⁴, on retrouve « l'essentiel Trudeau » de cette oeuvre fragmentaire et dispersée dans son recueil sur *Le fédéralisme...* ¹⁹⁵.

L'oeuvre écrite de Trudeau est donc constituée d'une espèce de journal de bord - sitôt rendu public - des nombreux combats idéologiques, ou anti-idéologiques, qu'il a menés durant une quinzaine d'années. Contre les idéologies prévalant dans le milieu, s'entend... L'oeuvre est peut-être moins marquante que la position d'où il l'écrivait : en retrait ou d'en haut de sa propre société, mais surtout à contre-courant des idées reçues et par contrepoids pour des équilibres idéologiques qu'il estimait nécessai-

¹⁹² Cité par Pelletier, op. cit., p. 136.

¹⁹³ Pelletier, préface à *Le fédéralisme...* p. II.

¹⁹⁴ « La province de Québec au moment de la grève » dans *La Grève de l'amiante*, (Éditions Cité libre, Montréal, 1956).

¹⁹⁵ Op. cit. Pour une vue synthétique et la plus récente (rédigée dans les premiers mois de 1965) de la pensée de Trudeau en matière constitutionnelle, voir la première partie de cet ouvrage, constituée d'une étude d'une cinquantaine de pages, portant le titre de « Le Québec et le problème constitutionnel ».

res ¹⁹⁶. S'ils n'avaient pas été marqués d'un talent porté par une personnalité hors pair, ses écrits n'auraient pas été pris au sérieux. Mais comme, en outre, ce qu'il soutenait avec clarté et fougue n'était dit guère que par lui, la rareté du produit en amplifiait encore les effets.

« Rareté » aussi puisqu'il écrivait sur *le politique* seulement, alors que la génération de l'après-guerre, par l'action et la plume, n'en avait que pour le social ou le national, le culturel ou le religieux, ou même pour une nouvelle synthèse communautaire. Lui, par la porte mal famée *de la politique*, il faisait entrer ses lecteurs dans le champ analytique *du politique* : ce qui, selon le cas, avait noms d'État, de constitution et de fédéralisme, de démocratie et de participation - toutes choses présentées en leur nature bonificatrice. Passionnément, mais sans esprit de prédication. Le duplessisme était le repoussoir, universel et institué, qu'il ne valait même pas la peine de pointer.

Étudiant à Harvard à la fin de la guerre, il avait placardé sa porte de la mention : « Pierre Trudeau, citoyen du monde ». Le fédéralisme mondial était à l'époque la nouvelle religion laïque de la jeunesse universitaire, à laquelle pouvaient se sentir aptes à adhérer de jeunes Québécois qui avaient connu l'oecuménisme des mouvements d'action catholique. Sa citoyenneté du monde, Trudeau allait l'assumer parcourant la planète en aventurier solitaire, havresac au dos, la barbe longue, avec quelque monnaie en poche. On peut supposer que le macrocosme canadien lui semblait, au retour, cette espèce de moyen terme réalisable entre un Québec trop étroitement unificateur et le vaste monde, indéfini et très désuni, de l'époque des origines de la guerre

¹⁹⁶ « Les idéologies les meilleures étant nées d'époques précises pour combattre des excès donnés, deviennent les pires si elles survivent au besoin qui leur a donné naissance (...). Quand une réforme jouit d'une popularité trop universelle, il y a bien des chances qu'elle soit passée à l'état de réaction, et c'est le propre de l'homme libre de la contrecarrer (...). Quant à moi, je n'ai jamais pu lire les journaux sans malaise, surtout les journaux d'opinion. Ils sont toujours à la remorque de leur clientèle, c'est-à-dire en retard sur la réalité (...). Il ne faut pas chercher d'autre constante à ma pensée que celle de s'opposer aux idées reçues (...). Mon action politique, ou ma pensée, pour peu que j'en aie eue, s'exprime en deux mots : faire contrepoids. Ainsi, comme je l'ai expliqué, c'est parce que le gouvernement fédéral était trop faible que je m'y suis laissé catapulter » (Avant-propos de *Le Fédéralisme...*, p. VIII, V, IX).

froide. « Canadien français », c'est un statut acceptable, désirable même ¹⁹⁷ ; le dommage consistait en ce que ses compatriotes n'aient pas eu à gagner la démocratie qu'ils ont eue et qu'on leur a accordée assez chichement ¹⁹⁸.

Tous les Canadiens, sauf les immigrants, n'ont d'ailleurs pas eu à mériter d'être Canadiens ¹⁹⁹. Ils ignorent donc leur bonheur, car « il se trouve que le Canada possède environ 75 ans d'avance sur le reste du monde dans la formation d'un État multinational » ²⁰⁰. Par l'accident de sa propre naissance, ses parents lui avaient fait le cadeau de l'immixtion harmonieuse de deux langues, de deux cultures ; mais le mode d'intégration personnelle qu'il en fera sera à verser à son propre mérite. Il n'admettra jamais chez les autres l'inconfort d'être d'une seule langue et d'une unique culture puisqu'on peut les doubler et que les plus faibles, la langue et la culture françaises, sont et peuvent encore être davantage protégées par l'État. De son propre schéma personnel il aura fait l'extrapolation naturelle du modèle idéal du citoyen canadien.

Le Québec est la seule province où les Canadiens français constituent la majorité : ce qui peut aussi se dire comme la partie d'un tout, la transcendant en l'enveloppant. Le nationalisme est une idée néfaste, décisive et sans envol, d'autosatisfaction collective ne menant qu'à des résultats de médiocrité racornie. Par réaction cérébralisée à l'enseignement du nationalisme officiel (et au plan social à celui du corporatisme) le jeune Trudeau pourfendait les thèses estimées par lui médiocres, qu'on lui enseignait au collège et qui avaient cours dans l'université et dans les milieux nationalistes. D'instinct, il en prenait résolument la contrepartie : les raisons de s'opposer viendront après. Certains de ses amis et associés étaient parfois gênés en leur propre sensibilité

¹⁹⁷ Rappelons la profession : « Citoyen de ce pays, et avec ces principes, j'aurais été Canadien français d'adoption, si je ne l'avais déjà été de naissance » (*ibid.*, p. IX).

¹⁹⁸ « Les Canadiens français sont peut-être le seul peuple au monde qui « jouisse » du régime démocratique sans avoir eu à l'obtenir (...). L'histoire nous montre que les Canadiens français n'ont pas vraiment cru à la démocratie pour eux-mêmes et que les Canadiens anglais ne l'ont vraiment pas voulue pour les autres ». C'est la thèse d'un des principaux textes de Trudeau, publié d'abord en anglais dans *The Canadian journal of economics and political science*, Toronto, vol. XXIV, no 3, août 1958. Reproduit en français dans *Le fédéralisme*.... p. 105-128.

¹⁹⁹ Stanké reproduit une page de notes olographes de Trudeau, où l'on peut lire : « Sauf émigrants, pas eu à choisir notre destinée nationale, à *mériter* d'être Canadien » (op. cit., p. 88 ; le soulignement est également de la main de Trudeau).

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 96.

culturelle par la rigidité de cette pensée absolutiste ²⁰¹ s'érigeant contre un autre absolutisme.

Voilà bien le paradoxe le plus ironique de ce destin politique que d'avoir été porté par la fidélité continue de la sensibilité nationaliste des Canadiens francophones tout en contrant, au maximum, l'émergence politique de ce sentiment collectif au Québec. Il luttera en intellectuel pendant quinze ans contre les idées véhiculées par des intellectuels du cru ²⁰². Avant d'entrer en politique il pouvait présumer que l'instance pour les départager - « le peuple » - se rangerait de son côté. Le chef de parti pourra constater plus tard, statistiques électorales multipliées à l'appui, qu'il n'avait pas mal supputé ses chances d'obtenir une large approbation populaire au Québec.

Dans un pays où l'on décerne assez complaisamment l'épithète de « penseur », Trudeau est apparu l'un des rares penseurs politiques au Canada ²⁰³. Au Québec francophone, il était la coqueluche intellectuelle des années 1950 ; cependant, prenant à rebours le virage de 1960, cette popularité éclata d'un coup, Il n'eut plus guère d'audience qu'auprès d'une poignée de fidèles. Mais les percées qu'il avait opérées dans le milieu universitaire anglophone s'élargirent, surtout lorsque « l'essentiel Trudeau » devint accessible, en anglais, entre deux couvertures ²⁰⁴. Il était devenu le penseur officialisé du Canada en crise à la veille de son centenaire. Penseur ou pas, ses écrits constituaient une oeuvre de pensée, toute inédite dans les deux langues. Mais, passé la phase de la découverte admirative, une certaine critique universitaire se fit plus exigeante. Au delà de la verve du polémiste s'adressant aux nationalistes québécois et de certaines critiques sur des points faibles du système fédératif, on trouvait que cette pensée restait d'une faible créativité. Au delà des diagnostics judicieux, on n'y trou-

²⁰¹ Bien avant les ruptures spectaculaires des amis Pierre Vadeboncoeur, Marcel Rioux, etc., dès la formation de l'équipe de *Cité libre* la présence de Trudeau soulevait des objections. Voir la version de Gérard Pelletier (op. cit., p. 155, 168) en réponse à des articles de Guy Cormier, éditorialiste à *La Presse* (le 15 décembre 1970, le 21 avril 1979).

²⁰² Et qu'il reprendra plus tard le combat comme premier ministre, spécialement lors de sa justification de la réforme constitutionnelle post-référendaire. Voir le chapitre VIII.

²⁰³ On l'a rapproché de George Grant, l'auteur pessimiste de *Lament for a nation* (1965) et de *Technology and empire* (1969).

²⁰⁴ Une édition anglaise de *Le fédéralisme... sous* le titre de *Federalism and the French Canadians* fut publiée en 1968 chez Macmillan, Toronto (avec une préface de John Saywell).

vait pas de réponse au global « Que faire ? » Peut-être exigeait-on trop du fait que Trudeau ait pu engranger des nourritures intellectuelles pendant la quinzaine d'années précédant son entrée en politique ?

On fit ressortir la modicité de ses sources bibliographiques et des influences qu'il se reconnaissait. Ses écrits comportaient les indices d'une culture intellectuelle, sinon immédiatement utilitaire du moins proprement consommatoire, soit pour sa propre consommation en vue des écrits presque toujours polémiques qu'il soutenait. Son intellect, il semblait l'avoir construit comme son physique sportif ou comme sa personnalité sociale. Il dirigeait sa vie intellectuelle comme il menait l'ensemble de sa vie, hors cadre et d'une façon assez énigmatique ainsi qu'il lui convenait. La seule matière qu'il ait véritablement potachée, à l'université et comme jeune fonctionnaire au Conseil privé entre 1949 et 1951, est le droit constitutionnel et ses prolongements administratifs. Le droit public est tout de même un univers de pensée logique convenant bien à un tempérament cartésien : il y accrochera sa dialectique très particulière. Tout le reste, l'histoire des idées politiques, des éléments de doctrine économique et de philosophie de l'histoire, s'y trouvera suspendu en complément naturel. L'ensemble se fondait sur le fond d'un humanisme fondamental se réactivant en personnalisme de vogue récente, entre Berdiaeff et Mounier, et n'oubliant pas des propositions fondamentales de Newman et surtout d'Acton ²⁰⁵. De Marx, Schumpeter ou Keynes juste ce qu'il faut pour n'être pas déphasé en conversation académique. Hans Kohn et Elie Kedourie avaient plus d'utilité dans la critique du nationalisme et pour relayer Acton.

On vient de parler de sa « dialectique très particulière ». Elle était d'abord faite d'exclusive : il se maintenait dans un état d'ignorance volontaire des sciences sociales de « complexification », comme la sociologie et l'anthropologie, fort dérangeantes avec leurs notions de culture et de société, de nation surtout, de communautaire comme se distinguant du sociétaire, etc. Pour lui, il y a fondamentalement l'État, fédéral ou unitaire ; et dedans, le peuple et la nation, au sens du droit constitutionnel classique ou de la philosophie politique du XVIII^e siècle. La nation, ainsi homogénéisée à la population d'un État, ne permettait plus la logomachie socio-anthropologique des doctrinaires du cru sur la théorie des deux nations ou des deux peuples fondateurs, etc. Il n'hésitait pas devant des procédés de raisonnement qui avaient souvent l'heur

²⁰⁵ Voir, par exemple, l'utilisation qui est faite des citations d'Acton dans l'article mentionné à la note (28).

de désarçonner le contradicteur ou le simple interviewer : celui du raisonnement par l'absurde, où se trouve poussé l'interlocuteur ; ou en lui retournant sa question, ou encore en feignant l'ignorance ²⁰⁶. Il n'a d'ailleurs pas inventé ces moyens d'une sophistique efficace et deux fois millénaire.

Dès le premier article-programme dans *Cité libre*, il avait lancé le mot d'ordre : « Froidement, soyons intelligents ». C'est-à-dire concevons et appliquons une « politique fonctionnelle », dégagée des tabous et des totems ²⁰⁷. La théorisation de ce « fonctionnalisme », dont un courant d'architecture et des maîtres de la London School of Economics and Political Science lui avaient appris l'existence, sera reprise une quinzaine d'années plus tard sous la forme d'un manifeste à plusieurs signatures ²⁰⁸. L'année suivante, après avoir rédigé un texte de synthèse sur le problème constitutionnel ²⁰⁹, Trudeau, en compagnie de Marchand et de Pelletier, adhère au Parti libéral du Canada. Tantôt à la démocratie « fonctionnelle », tantôt au parlementarisme britannique importé, le plus souvent au fédéralisme canadien, Trudeau avait toujours reporté ou opposé les vertus en creux, ou manquantes, du nationalisme québécois.

À cette époque le Rapport préliminaire de la Commission Laurendeau-Dunton avait prononcé le diagnostic célèbre que le Canada connaissait « la plus grave crise de toute son histoire... » La Révolution tranquille s'achevait en battant de l'aile... Elle s'était faite sans Trudeau, auto-conditionné depuis longtemps à la rejeter, sans même se donner la peine de discriminer ce qu'elle avait pu avoir de valable - ou même, disons, de « trudeauiste » ! C'est dans la capitale fédérale que les circonstances allaient l'amener à exercer son opposition à la « contre-révolution séparatiste ». Pouvait-on

²⁰⁶ - « Où est le Biafra ? ... »

- « Pourquoi devrais-je vendre votre blé ? »

- « Il y a une différence entre la légalité et la légitimité ? »

²⁰⁷ « Politique fonctionnelle I » dans le premier numéro de *Cité libre*, juin 1950. Une suite,

- « Politique fonctionnelle II » paraîtra dans le deuxième numéro en 1951.

²⁰⁸ « Manifeste pour une politique fonctionnelle » (avec Albert Breton, Raymond Breton, Claude Bruneau, Yvon Gauthier, Marc Lalonde et Maurice Pinard) dans le numéro de mai 1964 de *Cité libre*. Publié simultanément dans *Canadian Forum* (« An appeal for realism in Canadian politics »), mai 1964, et plusieurs fois reproduit dans des recueils divers.

²⁰⁹ Le texte dont il a été fait mention à la note (45).

imaginer un apprenti politicien, parvenu à la mi-quarantaine, mieux équipé pour mener un tel combat, en un lieu pareil ?

IV

Au sujet de l'adhésion commune des « trois colombes » à la politique fédérale, il faut d'abord comprendre qu'une initiative du genre devait être tentée un jour ou l'autre, et qu'elle ne pouvait plus tarder à l'automne 1965. Le second point, c'est que l'ensemble de l'opération adhésion-accueil chez les libéraux aurait pu rater de part ou d'autre et même, complètement, des deux côtés et sans lendemain. Il faut encore signaler le rôle tout le temps central et, au principe et à la conclusion de l'entreprise, déterminant de Jean Marchand ²¹⁰. Il était celui que sollicitaient les ministres Maurice Lamontagne, son ami depuis leur temps d'étudiants, et Guy Favreau, que Marchand avait lui-même pressé d'adhérer au PLC. L'ex-chef syndical avait fait une condition *sine qua non* de sa propre adhésion que le parti accueille de plein droit, sans restriction comme sans promesse explicite, ses amis Pelletier et Trudeau dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils paraissaient plutôt insolites dans la transaction qui s'engageait avec les libéraux. Il n'était absolument pas question, en cet automne 1965, que « Jean » réédite, surtout en cette terre demi-étrangère d'Ottawa, un numéro solo comme celui que « René » terminait, à Québec, en suspicion grandissante et mutuelle avec le Parti libéral du Québec ²¹¹.

²¹⁰ Sans oublier le rôle quelque peu plus lointain d'André Laurendeau considéré au début comme une espèce de caution morale, ni celui d'une liaison indispensable de Gérard Pelletier. Celui-ci a montré dans son livre que Marchand « devait exercer une influence majeure sur l'un *et* l'autre. Sans lui, Trudeau et Lévesque ne seraient peut-être pas aujourd'hui les hommes d'action qu'ils sont devenus » (op. cit., p. 52). L'auteur se permet de rappeler que sa petite galerie de *Ne bougez plus !* en 1968 contenait aussi des portraits de Marchand et de Pelletier (p. 69-75 ; p. 75-80).

²¹¹ Rappelons l'appel téléphonique (de Terre-Neuve) de René Lévesque à la fin août 1965, conjurant ses amis de n'adhérer au PLC qu'« à trois au moins ».

Au Québec depuis une quinzaine d'années, Jean Marchand était la grande force « politique » naturelle hors de la vie politique stricte, ou des partis. Ces derniers temps, il avait combattu des mouvements « déviationnistes », comme les créditistes et les séparatistes, et ferraillé avec leurs chefs, également efficaces orateurs, Réal Caouette et Pierre Bourgault. Avant de démissionner comme président de la CSN (Confédération des syndicats nationaux), pour se tenir en réserve d'un engagement politique incessant, il avait eu un rôle décisif dans la reconnaissance du syndicalisme dans la fonction publique au Québec ²¹². Mais la notoriété de son rôle public à l'échelle du Québec était bien antérieure à ces années de bouillonnement de la Révolution tranquille au Québec.

De la classe des premiers permanents professionnels du syndicalisme dès le début des années 1940, il avait été élu, très jeune, secrétaire de la CTCC (Confédération des travailleurs catholiques du Canada), sous la présidence marquante de Gérard Picard, ce dernier faisant le pont avec la génération des syndicalistes catholiques de la période, disons « congréganiste », de l'avant-guerre. L'influence de Marchand grandira encore, et surtout s'approfondira, lorsqu'il deviendra président de la Confédération, qui avait déjà entamé le long processus de la déconfessionnalisation du syndicalisme « catholique » au Québec. Comme secrétaire général, puis comme président, Jean Marchand avait été de toutes les grandes luttes syndicales depuis la célèbre grève de l'aluminium au Saguenay, pendant la guerre, jusqu'à la grève de Radio-Canada, dont il a été question au chapitre précédent au sujet du destin politique de René Lévesque, en passant par les très durs affrontements des grèves de l'amiante (1949), de Louiseville (1952), etc. Comme il aime encore le dire, Marchand est un « homme de racines » dans divers milieux du Québec. Sous le duplessisme se rigidifiant, triomphant puis vieillissant, il était un personnage très influent d'opposition au régime et de propagation des idées sociales nouvelles qui macéraient hors des canaux officiels de « la politique » jusqu'à l'explosion libératrice de 1960. On portait généralement à son crédit d'avoir été l'influence continûment déterminante dans l'oeuvre de modernisation du syndicalisme indigène qui passait alors pour être un des progressifs de l'Amérique du Nord.

²¹² Lui seul pourrait raconter des détails de ses rapports personnels et téléphoniques avec le premier ministre Lesage sur cette question et, à une occasion spécialement critique, à son domicile un certain dimanche matin.

Jean Marchand, tribun naturel des bonnes causes, ne cachait pas ses intentions de déborder un jour de son activité politico-syndicaliste et de se consacrer à l'action politique directe, au sein d'un parti. C'est à lui principalement que pensaient déjà ceux qui favorisaient une « ouverture à gauche » dans le PLQ à la fin des années 1950, alors que d'autres libéraux plus « conservateurs » lorgnaient plutôt du côté de Jean Drapeau, récemment battu à la mairie de Montréal. Ce sera un troisième « Jean », Lesage, l'ex-ministre fédéral, qui conquerra avec éclat le leadership du PLQ en 1958. On a vu au chapitre précédent que la seule recrue, inattendue, à répondre à l'appel du nouveau chef libéral, avait été René Lévesque, les autres, avait-il dit, n'étant pas « mûrs ».

C'était nommément Jean Marchand que les libéraux du Québec voulaient attirer dans leur formation à l'hiver et au printemps de 1960. Une couple d'années plus tard, Marchand aurait été disponible pour faire le saut dans la grande équipe de la Révolution tranquille mais il ne semble pas que Jean Lesage ni René Lévesque aient alors tellement insisté. L'histoire des fluctuations de ce quatuor (Marchand, Pelletier, Trudeau, Lévesque), restreint à un trio après l'engagement « en seul » de ce dernier et qui allait aboutir à une dissidence éclatante, est assez complexe à suivre en quelques mots. Il faudrait rendre compte, en plus du déroulement d'événements multiples à deux niveaux de gouvernement, des dispositions subjectives de chacun des hommes en leur évolution respective qui n'avait du reste pas la simplicité ni la fatalité dont parleront plus tard des chroniqueurs pressés ²¹³.

Chose certaine, au tournant des élections fédérales imprécises de 1962 (un gouvernement Diefenbaker minoritaire), et de 1963 (un gouvernement Pearson également minoritaire), au moment où la Révolution tranquille battait son plein au Québec, le trio Marchand, Pelletier, Trudeau ne songeait plus au provincial mais bien au fédéral comme théâtre de son action politique éventuelle. S'il n'y avait pas eu l'empoisonnant débat des ogives nucléaires sur le sol canadien parmi les questions du scrutin du 8 avril 1963, il est plus que plausible que Marchand et ses amis auraient pu adhérer au Parti libéral du Canada une couple d'années plus tôt. Le ministre Pearson, minoritaire, poursuivait cahin-caha sa difficile gouverne de la crise canadienne ; les libéraux pro-

²¹³ René Lévesque, cité au chapitre précédent, avait employé l'expression « tourner » autour d'un engagement politique éventuel. Ces rencontres étaient décidées mais jamais préparées par quiconque. A ce sujet, Trudeau commettra ce bon mot : « Il n'y avait pas d'ordre du jour, seulement le désordre de la nuit » (cité par Desbarats, op. cit., p. 29).

vinciaux se scindaient de l'aile fédérale ; le système fédératif devait absorber des affrontements de plus en plus durs entre les capitales de Québec et d'Ottawa. Et la question des ogives nucléaires devenait caduque dans l'intervalle. Pour leur part, les membres du trio finissaient de digérer ce qui leur restait de sympathie de principe pour le NPD (Nouveau Parti démocratique) en considérant qu'« un trop grand nombre de ses adhérents dans le Québec achevaient de troquer le socialisme pour le nationalisme » ²¹⁴, déviation absolument insupportable pour Trudeau.

La situation générale avait changé tandis que s'était raffermie la détermination de Marchand, et des deux conditionnels qu'il imposait, de faire de la politique au fédéral. Les pourparlers entre le trio et les responsables québécois du Parti libéral du Canada ²¹⁵, pour se dérouler dans une ambiance de vieux camarades, n'en étaient pas moins ardues et auraient donné lieu à des échanges interpersonnels assez grinçants ²¹⁶. Marchand se faisait plus catégorique que jamais : le trio en bloc ou il n'irait pas ! Pelletier fut « reçu » le second, sans que personne n'eut à transiger quoi que ce soit. Pour Trudeau, pierre d'achoppement de l'accord, ça devenait une autre affaire ! Aussi bien le journaliste chevronné que le chef syndicaliste notoire avaient pris depuis toujours leurs distances « critiques » d'avec tout gouvernement canadien, y compris celui de Pearson ; c'est le « troisième homme », pourtant attendu, qui faisait problème ²¹⁷. On lui reprochait « tout », disais-je dans mon texte de 1968, soit « d'être lui-même ». Et de l'être resté encore tout récemment, par exemple, en menant une campagne de pamphlétaire contre le gouvernement Pearson, au sujet de sa politique militaire avec mots d'insultes appropriés ²¹⁸. En gros, Trudeau traînait encore sa mauvaise réputation

²¹⁴ Avant-propos à *Le Fédéralisme*.... p. VI.

²¹⁵ Les ministres Guy Favreau et Maurice Lamontagne, ainsi que l'organisateur L.G. (« Bob ») Giguère, futur sénateur.

²¹⁶ D'après un témoignage de Jean Marchand à l'auteur.

²¹⁷ Jean Pellerin va jusqu'à dire que les « mentors de l'aile québécoise du parti libéral fédéral (...) voyaient en M. Trudeau surtout, un cheval de Troie dont il fallait particulièrement se méfier » (op. cit., p. 63).

²¹⁸ Dans un article à *Cité libre* d'avril 1963, intitulé « Pearson ou l'abdication de l'esprit ». Le prix Nobel y était traité de « défroqué de la paix », les libéraux de « caves » - dont des traductions anglaises feront « idiots ». Rappelons encore qu'indigné, Trudeau avait fait campagne pour le NPD aux élections de 1963, parlant en faveur de son ami, Charles Taylor, professeur à McGill. Celui-ci allait être l'opposant de Trudeau dans le comté de Mont-Royal aux élections de novembre 1965.

d'intellectuel de gauche en Jaguar et de dilettante professionnel n'ayant jamais réussi à se fixer à une cause déterminée qui fut acceptable pour quelque establishment ²¹⁹. Jusqu'à ce que Gérard Pelletier nous apporte dans un autre livre de souvenirs un complément d'information sur la négociation serrée dont Trudeau était devenu l'objet, je maintiendrai mon interprétation du début à l'effet qu'il n'est entré dans le PLC par la petite porte, mais bien par la fente de la porte !

Chacun des membres du trio, dans la force de l'âge et après une longue activité personnalisée dans les affaires publiques, apportait une singulière disparité à la vie très conventionnelle d'un « vieux parti » comme le PLC. Mais Trudeau, l'hétérogénéité même, était le plus disparate des trois, absolument et à tous égards ! Strictement personne n'aurait prédit l'extraordinaire aventure qui allait être la sienne à partir de ce jour. Et lui, le tout premier, bien sûr ²²⁰. Pour ma part je le voyais d'emblée ministrable, et très tôt nommé ministre à cause du flair et de la magnanimité de Lester B. Pearson. Ultérieurement, on pouvait l'imaginer occupant une position de « brillant second » ou d'« honnête courtier » des affaires québécoises dans un cabinet fédéral dirigé par le successeur de Pearson. En somme une sorte d'Ernest Lapointe ou de Louis Saint-Laurent première manière mais en format moderne avec une personnalité potentiellement très in ou dans le vent... À moins que ce ne soit, tout à l'opposé en pareils lieu et contexte d'époque, un échec qui n'aurait pas manqué d'être retentissant !

Les trois n'avaient pas eu qu'à se faire accepter dans les structures peu audacieuses d'une vieille formation habituée à sa longue tradition de parti de pouvoir. Ils avaient encore à faire admettre leur décision en leur propre milieu socio-culturel du Québec. Pour Marchand, essentiellement homme d'action et dont les projets politiques défrayaient sporadiquement l'actualité depuis plusieurs années, il n'y avait pas de surprise. Mais au sujet des deux autres, qu'on présentait comme ses espèces d'acolytes intellectuels, il en allait tout autrement ! Pelletier et Trudeau n'étaient plus les co-directeurs de *Cité libre*, depuis quelque temps, mais restaient encore du noyau des

²¹⁹ C'est peut-être le temps de rappeler cette question que lui posa un jour une amie au sourire insidieux : « Qu'est-ce que tu vas faire, Pierre, quand tu seras devenu grand ? »

²²⁰ Dans les premières lignes de l'Avant-propos au *Fédéralisme...*, Trudeau écrit : « Et cela (s'opposer aux idées reçues) m'a conduit au pouvoir, - sans que je le voulusse vraiment et surtout sans que je m'y attendisse » (p. V).

rédacteurs et, surtout, personne n'avait oublié les co-fondateurs et les principaux animateurs durant la première décennie d'existence de la revue.

La nouvelle direction et l'ancienne s'expliquèrent au sujet de la conversion soudaine dans le numéro spécial d'octobre 1965, ironiquement sous-titré « Le Québec politique » ²²¹. Dans un éditorial en « pointes sèches », les quatre principaux rédacteurs ²²² disaient leur déception de voir ces hommes joindre les rangs des libéraux tout en leur souhaitant « quand même bonne chance », mais contestaient le sentiment d'urgence invoqué et dénonçaient la part d'illusion dans l'entreprise, car « l'histoire démontre que la valeur personnelle des représentants d'une province ne change pas grand chose à l'équilibre numérique des forces au niveau fédéral ». Enfin, ils récusaient le double dilemme qui semblait fonder l'initiative risquée des trois hommes : qu'« il n'y a de choix qu'entre le fédéralisme et le séparatisme » et « qu'il n'y a plus de place pour les tiers-partis au Canada ». Un relevé de presse de l'époque montre qu'un grand nombre de reporters et d'éditorialistes exprimèrent leur scepticisme ou leur déception en un langage moins mesuré et confraternel que celui-là.

Suivait une réplique sous le titre « Pelletier et Trudeau s'expliquent ». Une phrase de Platon, citée en exergue, en donnait à la fois le ton et l'argument principal : « Ce qu'il en coûte aux gens de se désintéresser de la chose publique c'est d'être gouvernés par des gens pires qu'eux-mêmes ». Les soussignés faisaient ensuite le rappel de leur credo politique, toujours invariable : « un constitutionnalisme respectueux du droit des personnes et des groupes, une démocratie axée sur le progrès social, un fédéralisme qui sache concilier un pouvoir central fort avec des provinces autonomes et progressives, enfin une politique d'ouverture à gauche ». Ils répondaient ensuite à trois questions. Pourquoi la politique active ? - « Après avoir pendant quinze ans dit aux autres quoi faire et comment le faire, quoi d'étonnant que nous soyons nous-mêmes tentés de faire ? » Pourquoi la politique fédérale ? - « Mais la situation objective a changé : le Québec est devenu fort et le pouvoir central s'est affaibli (...). Un tel

²²¹ À cause de deux articles d'inspiration nationaliste formant la substance du numéro : « Québec pour une politique du possible » d'André Lefèbvre et Jacques Tremplay et « Révolution et tranquillité dans l'administration » par Monsieur X, « un fonctionnaire qui, pour des raisons évidentes, désire garder l'anonymat ». Ce fonctionnaire était Lionel Ouellet, futur professeur à l'Université Laval, puis à l'École nationale d'administration publique.

²²² Jean Pellerin, directeur, Maurice Blain, Jacques Tremblay et Charles Taylor, rédacteurs.

vacuum ne peut durer, et la question se pose de savoir par quelles forces en provenance du Québec il sera comblé ». Pourquoi le Parti libéral, pour ces sympathisants du parti socialiste ? - Parce que ce dernier ne continue d'offrir « surtout au Québec, (que) l'occasion de « mourir avec honneur » mais très peu de chances de « sauver le prolétariat », c'est-à-dire d'exercer en temps utile une influence réelle sur la politique du Canada », tandis que l'option libérale est « aujourd'hui la plus réaliste et la plus constructive ».

Enfin, contre l'« idéalisme désincarné » et le « dégoût d'intellectuel pour la réalité politique quotidienne ou (le) refus des aventures, même risquées », ils appelaient à la rescousse l'ironie de Péguy discernant cette flèche aux intellectuels de son temps : « Ils ont les mains propres... parce qu'ils n'ont pas de mains ». C'est pourquoi, concluaient les deux auteurs, « nous avons seulement résolu de poursuivre ailleurs et autrement le même combat intellectuel et social qui nous occupe depuis toujours ». Le fait que Trudeau, Pelletier et Marchand aient franchi un tel pas avait constitué un sujet d'étonnement général, égal à la déception qu'éprouvaient leurs camarades de combat parce qu'ils l'avaient fait. Plus tard, Trudeau décrira son action politique comme celle d'un « idéalisme pragmatique ». Pour l'heure, le résumé s'en trouvait encadré dans ce texte justificateur de 1965, entre des citations de Platon, au début, et de Péguy, à la fin.

Les circonstances eussent-elles été différentes, Jean Marchand aurait préféré exercer son action politique au Québec, à un niveau plus près des siens et où il se serait davantage senti à l'aise, ce qu'il n'a jamais caché ²²³. Nommé ministre dès le début, il

²²³ Comme expression typique entre plusieurs, voici les propos qu'il tenait au journaliste Roger Nadeau du *Petit Journal* (le 9 novembre 1969) : « Je suis plus sensibilisé que Pierre au nationalisme québécois. Bien sûr, je suis Canadien. Mais, d'une certaine façon, je suis plus Québécois que Canadien (...). Je suis en sympathie avec les vrais nationalistes. Pas avec les autres. Et les autres, il faut les démasquer. C'est d'ailleurs la grande tragédie du Parti québécois... René s'en rend compte (...). Ceux qui prétendent que je ne suis pas chez moi à Québec, eh bien, ils tiennent un langage qui m'incite à prouver qu'ils mentent ». La légende d'une photo du ministre de l'Expansion économique régionale, publiée dans cette même page, se lisait : « À la fin de 1967 et au début de 1968, Jean Marchand n'avait qu'à dire oui pour remplacer Pearson. Et c'est parce qu'il a dit non que son ami Pierre Trudeau est aujourd'hui Premier ministre du Canada. Aujourd'hui, Marchand ne dit pas non à ceux qui veulent le conscrire comme successeur de Jean Lesage... » Radwanski rapporte des propos de Trudeau selon lesquels Marchand aurait souhaité être candidat à cette succession, mais que le premier ministre l'en dissuada

aura très tôt la responsabilité de la section Québec du parti ministériel à la suite de Guy Favreau. Marchand pouvait s'appuyer sur ses deux amis aux dons riches et complémentaires : le flair et le sens de l'information de Pelletier, la rationalité et la solidité de la formation de Trudeau. En arrivant à Ottawa, ce dernier savait déjà tout, en théorie et sur le papier, de ce qui s'y passait ! Il joua, au début, le modeste qui doit tout apprendre, et peut-être même avec le sentiment d'insécurité d'un nouvel arrivé non désiré. Le premier ministre Pearson en fit dès le début son secrétaire parlementaire comme preuve d'estime personnelle et, qui sait, pour peut-être avoir à l'oeil le si singulier personnage.

Pour l'exacte perspective historique il convient de rappeler la position toujours dominante de Marchand pendant les deux premières années du pouvoir, même après que Trudeau et Pelletier furent nommés ministres. Trudeau avouera même plus tard que « sans lui (Marchand), je n'aurais pas tenu six mois à Ottawa. Pelletier et moi acceptons nos lacunes (...). J'avais évalué que je ne pourrais accepter de jouer un rôle officiel moins d'un an et demi après mon arrivée ». Mais Trudeau était tout de même celui qui, des trois, avait le plus d'avenir, s'il en avait ! À nous qui savons le reste de l'histoire, il paraît peu concevable qu'à certaines heures au moins, il ne le *sentait* pas confusément mais avec beaucoup d'intensité. Lorsqu'allait s'ouvrir la course au leadership, le seul candidat plausible - et chuchoté - parmi les libéraux francophones à la direction du PLC était Jean Marchand.

Parler de l'ascension fulgurante de Trudeau au poste de chef de parti et de premier ministre, reste exact puisqu'elle s'est produite, contre toute attente de qui que ce soit, dans les deux derniers mois précédant le congrès de leadership du 4 avril 1968. Mais la formule ne tient pas compte des deux années de probation inconsciente du secrétaire parlementaire, tôt promu ministre de la Justice. Dans mon texte introductif de 1968, j'évoquais à quelques mois de l'événement cette « cascade de chances » qui, saisies une à une, allaient le propulser au leadership suprême. Pour que jouent ces chances, s'interreliant presque magiquement, il fallait que leur éventuel bénéficiaire se soit déjà fait valoir, qu'il ait attiré sur lui l'attention comme politicien capable d'une contribution majeure : non pas seulement à tout ce qui était relatif à l'aspect constitutionnel du *Quebec problem*, mais à l'ensemble de l'administration de la Justice au Canada. Il avait pris son rôle fort au sérieux ; depuis fort longtemps on n'avait jamais

parce que le cabinet n'ayant que deux ans d'expérience on ne pouvait se passer de Marchand (op. cit., p. 292).

autant travaillé à ce ministère, d'importance *senior* comme on dit, mais que guette la routine stabilisatrice à cause du caractère foncièrement conservateur du droit.

Il fallait encore qu'au sein de l'instance supérieure du PLC s'affirme « la ligne Trudeau », faite d'une plus grande rigueur, sinon de raideur, contre les approches plus conciliatrices de Pearson et de ministres québécois influents, comme l'avaient été Lamontagne et Favreau, avant que ceux-ci ne butent eux-mêmes sur des difficultés personnelles de carrière. L'affrontement Johnson-Trudeau à la télévision lors d'une conférence constitutionnelle le 5 février 1968 avait été un phénomène politique d'importance transcanadienne ; mais la victoire décisive de la nouvelle « ligne Trudeau » en matière constitutionnelle s'était produite une dizaine de jours auparavant à la conférence des libéraux du Québec qui avait donné lieu à du « brasse-camarades » sur le principe du « statut particulier » ²²⁴. Trudeau l'avait alors fait éclater et en empêchera toujours la résurgence avec l'intolérance de l'inquisiteur devant une tentation d'hérésie ²²⁵.

La « ligne Trudeau »... ; il y avait aussi le « style Trudeau »... son mode de comportement, coloré ou gamin pour un presque quinquagénaire, sa façon de s'habiller, de marcher ou plutôt de courir ! Presque rien, rien d'offensif en tout cas, mais quelque chose de plutôt inaccoutumé sur la Colline sainte, peu portée à la rigolade. Le gars Trudeau était un beau sujet pour la presse qui nous restituait avec empressement la moindre fantaisie ou pitrerie. Au fur et à mesure qu'on ne se scandalisait plus, on en

²²⁴ Pellerin (op. cit., p. 83-89), s'appuyant sur une étude du journaliste Donald Peacock, raconte le rôle déterminant de Trudeau au congrès des libéraux fédéraux du Québec à la fin de janvier 1968.

²²⁵ Ce qu'il avait appelé une « connerie » - « a very vulgar, anatomically derived French term for foolishness ; English Canadians who accepted such a deal, he added, would be « saps » (Radwanski, p. 85). En septembre 1967, lors d'une conférence importante du ministre de la Justice devant le congrès de l'Association du Barreau canadien, il s'était déclaré prêt à discuter de tout changement constitutionnel. Trudeau mettait tout le monde en garde contre la confusion entre la protection des droits des Canadiens français et l'augmentation des pouvoirs provinciaux et en particulier contre le principe, honni par lui, du « statut spécial » dont on avait tant discuté au Québec dans les années précédentes. Dans l'Avant-propos (écrit à la fin août 1967) à son livre sur *Le Fédéralisme...* il posait abruptement « le problème de logique suivant : comment concevoir une constitution qui donnerait au Québec plus de pouvoirs qu'aux autres provinces, mais qui ne réduirait en rien l'influence des Québécois sur Ottawa ? » Et suivait l'argumentation en forme de dilemme : « Ou bien ... ; Ou bien ... » (op. cit., p. X, XI, XII).

vint à ne plus guère s'étonner, tout en guettant la prochaine galipette. Ces écarts ou niveaux de comportement en vinrent à faire partie du paysage de la rue Wellington comme les écluses du canal Rideau. En ligne constitutionnelle, comme en style de comportement, Trudeau n'avait pas changé. (Observons, entre parenthèses, que ce cabotinage répété aurait, aussi, pu avoir des effets suicidaires...)

Jean Marchand, leader des libéraux du Québec et toujours le plus influent ministre francophone, s'opposait à l'origine à l'idée d'un Canadien français à la tête du Parti libéral du Canada. Pour des raisons générales de stratégie constitutionnelle : un Québécois serait mal placé à Ottawa pour négocier avec le Québec de 1968 sous la gouverne de Daniel Johnson. Le temps s'écoulait : les conservateurs s'étaient donnés Robert Stanfield comme leader en septembre 1967 ; la « règle de l'alternance » au leadership des libéraux était toujours évoquée, bien que sans la pesée d'un impératif ; mais surtout, Trudeau avait su tirer profit de sa cascade de chances de cette fin d'année. Le calcul de Marchand pouvait s'inverser et c'est bien ce qui se produisit. Ce pourrait être une bonne chose que d'avoir à la tête des libéraux un Québécois francophone, qui serait ainsi investi premier ministre du Canada. Se refusant lui-même, Marchand eut l'intuition juste que si ce candidat francophone était Trudeau, il l'emporterait sûrement au congrès (et Pelletier devait, probablement, n'y pas contredire). Encore fallait-il que cette candidature insolite apparut plausible, puis possible, enfin réelle.

Pour que le candidature devint réelle, il fallait que le candidat lui-même cessât de la considérer comme une farce ou une blague de journalistes. Or il résistait moins qu'il n'hésitait au tréfonds de lui-même. Il savait ce que ce projet impliquait : s'il ne réussissait pas, c'était d'évidence ; et s'il réussissait, de non moindre évidence, en particulier pour sa sacro-sainte liberté ! Il reste très difficile de se voir lorsque sa personnalité est en train de se transfigurer en phénomène social. On peut fort bien jouer un rôle historique de premier plan en occupant une responsabilité gouvernementale de second niveau. Enfin, était venu le temps d'être, pour soi-même « froidement intelligent ». Certes, ne doutait-il pas de ses capacités ²²⁶. Il hésitait devant l'opportunité

²²⁶ « J'éprouvais quelque répugnance à poser ma candidature. Elle me paraissait prématurée. Je craignais de n'être qu'un épiphénomène dépourvu de racines ou d'influence au sein du Parti libéral. J'étais parfaitement inconnu au Canada anglais, sinon de quelques universitaires. C'est de là que provenaient mes hésita-

douteuse (tout arrivait si vite, trop vite !) et puis aussi, la perte certaine de sa liberté... Je schématise et mon schéma ne devient pas faux comme tel, mais incomplet. Cependant, le point important, ou historique, à retenir, c'est que Trudeau, embarquant dans la lutte, s'y engagea totalement afin de l'emporter mais pas à n'importe quel prix ²²⁷.

Ce n'était pas déjà de la *trudeaumanie*, mais quelque chose comme son potentiel, produisant des effets à l'intérieur de cercles politiques restreints et avisés. Le mot et le phénomène allaient déferler quelque mois plus tard, pendant la campagne électorale de mai et juin. Mais rien n'était gagné au départ dans la course au leadership où s'étaient inscrits une brochette de « gros candidats ». Il fallut quatre tours de scrutin pour les départager avec Robert Winters comme grand finaliste et John Turner, le troisième, appuyé jusqu'à la fin par les 195 fidèles et inconditionnels dont on retrouvera un grand nombre, vieilliss, à l'autre rendez-vous, longtemps ajourné, de juin 1984 (voir le chap. XI). Pendant les votes, le candidat Trudeau affectait l'extase ou la passivité bouddhistes, mordillait un oeillet devant ce cérémonial dont il était devenu le centre en même temps que le spectateur « bon public ». Les journaux couvrant l'événement étaient tout pleins de cette iconographie naissante.

V

Non seulement les trois colombes, ou les trois sages, ou les hommes propres (« The three clean men ») ne s'étaient pas « laissés avoir » par la grande machine d'uniformisation du pouvoir gouvernemental outaouais, ni n'avaient été réduits à la condition de cobayes de laboratoire ²²⁸, mais celui des trois postulants qui avait soulevé le plus d'objections à l'entrée, à peine quelques années plus tôt, se voyait catapult-

tions, certainement pas de quelque complexe d'infériorité » (cité par McCall-Newman, op. cit., p. 120).

²²⁷ « The state of mind which is true - and which perhaps I should not confess too openly - is that it is not important for me to be prime minister at any price ». Et de faire référence à Platon selon lequel on ne doit pas accorder sa confiance aux hommes qui veulent trop (« very badly ») diriger le pays (Radwanski, op. cit., p. 92).

²²⁸ Comme le craignait Robert McKenzie du *Toronto Star* : « The Three Wise men will become three white mice in a lab experiment in Ottawa » (cité par Stuebing, Marshall et Oakes, op. cit., p. 40).

ter au poste de premier ministre avec ses deux camarades, ministres importants du cabinet. Si l'homme n'avait pas changé, quelque chose devait bien avoir changé dans le parti pour prendre un risque pareil. Ou plutôt dans l'état d'âme du pays, dont le parti se faisait transmetteur. J'aime assez ce raccourci explicatif de Richard Gwyn : « Les Canadiens avaient inventé Trudeau. Nous l'avions inventé parce que, après ce long été magique (Expo 67), nous avons voulu nous réinventer nous-mêmes (...). Trudeau *n'avait pas l'air d'un Canadien*. C'était là l'élément primordial dont tout le reste allait découler. Trudeau serait l'homme qui nous empêcherait de redevenir les Canadiens que nous avons été jusque-là » ²²⁹. C'était une *image* bien sûr ; mais il fallait qu'elle fût déjà habitée, peuplée, pour ainsi dire, pour produire des résultats de cette nature. Car le phénomène, par delà l'inattendu, gardait encore quelque chose d'incongru..., sinon de *shocking* selon les critères de l'establishment politico-administratif.

Celui qui avait dû s'infiltrer par la fente d'une porte étroite, et qu'on acclamait comme César (dont, incidemment, il arborait la coiffure), avait nom Trudeau, était d'Outremont, avait eu un grand père cultivateur à Saint-Michel de Napierville, P.Q. On avait élu un autre Canadien français, après Louis Saint-Laurent et Wilfrid Laurier, perpétuant la tradition de l'alternance ethnique depuis Edward Blake au siècle dernier. Jusqu'à sa nomination, quelques années précédant son entrée en politique, comme attaché de recherche à l'Institut de droit public de l'Université de Montréal, on ne lui avait pas connu de statut professionnel ferme ²³⁰. D'avoir été essayiste brillant dans une petite revue dite « de gauche » pour petite clientèle toute gagnée à ces idées réformistes ; d'avoir animé un vague et éphémère mouvement comme le Rassemblement ²³¹ pour intellectuels en instance, mais aussi en impuissance, d'engagement

²²⁹ Op. cit., p. 67, 70. Plus loin, Gwyn parlera même de « canadamanie » (p. 81).

²³⁰ Il arrivait à l'Université alors que ses idées et le personnage avaient cessé d'être populaires. « De 1952 à 1960 encore, l'on m'interdit d'enseigner à l'Université, parce que j'étais (paraît-il) anticlérical et communiste. Mais l'on m'y convia avec une précipitation indécente - quand le pouvoir eut changé de camp. J'y ai trouvé l'atmosphère plutôt stérile ; un vocabulaire de gauche servait maintenant à y couvrir une préoccupation unique : la contre-révolution séparatiste » (Avant-propos à *Le Fédéralisme.... p. VII*).

²³¹ Sur ce mouvement et le rôle d'inspirateur qu'y jouait Trudeau, voir le livre de Gérard Pelletier (op. cit., p. 200-222). Pour une critique d'époque par un observateur-participant, voir mon *Du duplessisme au johnsonisme* (Parti pris, Montréal, 1967, p. 120-135) : « Nos intellectuels en liberté ... ou en Rassemblement ». J'apprendrai quelque temps après que Trudeau n'avait guère prisé cette critique,

politique partisan ; d'avoir inspiré, rédigé, signé des Manifestes de bonnes intentions « démocratiques » ou « fonctionnelles » : tout cela ne prédisposait pas spécialement à battre une bonne demi-douzaine de politiciens chevronnés dans le congrès de leadership d'un « vieux parti », exerçant alors le pouvoir gouvernemental et se préparant à aller en élections générales.

Malgré son bilinguisme intégral (parfait ? si telle chose existe), sa biculture due à l'ascendance maternelle écossaise, à ses études, à ses voyages, à ses lectures, il sera toujours vu comme un Canadien français ou un Québécois francophone. Ses origines lui commandaient un défi supplémentaire : celui d'être meilleur que « les Anglais » sur leur terrain et avec leurs propres moyens qu'il n'ignorait pas. Et, aussi, d'être supérieur, sans trop le dire, « aux Québécois » par le fait même qu'il ne se restreignait pas à cette condition, au moins en son sens « tribal ». À partir d'avril 1968, le Montréalais Trudeau fera comme premier ministre une longue ellipse de seize ans dans le ciel politique canadien, battant les records de durée de ses prédécesseurs moins un, le sorcier occultiste Mackenzie King, et de tous ses homologues contemporains des pays occidentaux de l'après-guerre.

Au moment de cette mise en orbite, son adversaire complémentaire, René Lévesque, recueillait au Québec, les premières adhésions à un mouvement à l'avenir incertain, qu'il avait nommé « Mouvement Souveraineté-Association ». Huit ans plus tard, il allait à son tour s'installer au pouvoir de l'autre capitale des Québécois. 1968 fut considérée comme une année charnière par les analystes politiques ; et, sans doute, le sera-t-elle aussi par les historiens politiques.

d'abord publiée dans *Le Devoir*, par un membre du Rassemblement dénonçant « l'impuissance » politique du groupe.

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre IV

René Lévesque (1968-1976) :
le franc-tireur se donne des troupes
et perd deux batailles devant *Robert Bourassa*

I

[Retour à la table des matières](#)

Après le long été, convivial et ludique, d'Expo 67, l'activité politique reprit de plus belle, avec toute l'intensité des périodes d'après-trêve dans les capitales de Québec et d'Ottawa. Et remarquons le contraste frappant dans le destin de nos deux héros. Fin 1967 et début 1968 : Pierre Elliott Trudeau, en toute surprise, monte en flèche au pouvoir gouvernemental canadien, il est à son apogée ; René Lévesque quitte avec honneur la position controversée qu'il occupait au sein d'une formation conventionnelle, il est à son périgée. Même dans l'exercice conjoint d'un pouvoir gouvernemental, le ministre René Lévesque avait évalué « en franc-tireur auprès d'une armée régulière ». Depuis la rupture spectaculaire, tout annoncée et naturelle ait-elle été, le franc-tireur n'est plus rien, à moins d'être entouré d'un premier corps de partisans à sa cause, déjà l'embryon d'une future armée. Mais l'armée à combattre est maintenant celle auprès de laquelle le franc-tireur avait donné le coup de feu si longtemps pour les objectifs généraux de la dite armée.

L'utilité de ces métaphores guerrières consiste à illustrer le phénomène de grande solitude politique où se trouvait l'homme public René Lévesque. Il aura à la peupler très tôt, au risque de lui-même disparaître dans les nuages de l'oubli graduel. Il avait

comme nourri le complexe d'un solitaire obligé aux franges de la dissidence, même dans l'exercice d'un pouvoir ministériel prestigieux. En cet automne 1967, René Lévesque est maintenant triplement dans l'opposition : en chambre comme député oppositionniste depuis juin 1966 et, depuis la mi-octobre 1967, comme dissident forcé de son propre parti mais surtout, désormais, comme adversaire de l'ordre fédératif canadien dont le Québec doit s'émanciper. Avec une poignée de fidèles à sa personne, il aura pour un temps à mener ces trois luttes.

L'objet de ce chapitre est l'histoire des troupes que le franc-tireur aura ralliées pour mener deux combats, d'abord contre son parti d'origine puis, sans attendre la prise du pouvoir, éventuellement lointaine, contre le régime fédératif honni. Pour se rendre compte qu'il s'agissait bien d'une aventure personnelle, comme tout cas de « solitude » après la grande notoriété, on n'a qu'à considérer que l'action nouvelle qu'il entreprenait seul aurait pu rater en son principe, dès le départ. Alors René Lévesque serait peut-être retourné au journalisme « plein temps » ²³², comme naguère André Laurendeau l'avait fait après l'éphémère Bloc populaire canadien. Ce chapitre aura à retracer le caractère durable du « phénomène René Lévesque ».

Un homme et son idée vont donc se donner une année politique, qu'on appelle communément un « parti ». Et non pas le phénomène inverse : un parti d'idée, qui se donne un chef. L'ordre séquentiel de cette espèce de génétique est capital pour comprendre le reste de l'histoire. Le solitaire fondateur du Parti québécois dut d'abord être un rassembleur ; « l'émiettement » de ce peuple est d'ailleurs l'un des thèmes les plus fréquents de ses discours. Il y avait dans la population la disponibilité de beaucoup d'éléments « séparatistes », comme on disait alors, individuels ou collectifs mais épars, et dont le nombre avait graduellement augmenté dans la société québécoise depuis le début des années 1960. Le parti à créer devenait un projet plus vaste que la fortune fluctuante d'une carrière politique jusque-là. Le récit de cette histoire part donc de ces convergences initiales.

Pour employer la formule gaullienne, Lévesque n'a pas recueilli le pouvoir au terme d'une longue « traversée du désert ». Tout de suite après sa dissidence, il s'est engagé encore plus fortement que jamais dans la cause, désormais plus claire, qui en

²³² On rappellera que, pendant ces années, il pratiqua du journalisme à temps partiel : d'abord à l'hebdomadaire *Dimanche-matin* puis au *Journal de Montréal/Québec* et enfin au *Jour*. Après la défaite de 1966, il avait aussi fait, à la pige, quelques émissions à la télévision anglaise.

était l'objet. Il fourbira ses armes, acceptera et recrutera des effectifs qui iront toujours augmentant. La positivité de cette deuxième carrière sera aboutée à la négativité par laquelle s'était achevée la première. Mais l'apprenti président-fondateur de parti aura, moins que jamais, la vie facile ! Jusqu'au moment d'être débusqué, un franc-tireur, ou un milicien, est mobile, peut improviser, se retirer avant de frapper, esquiver. Mais cette souplesse d'opération ne peut être le fait d'un général disposant, toutefois, d'une bien plus grande force. Et plus tard, notre franc-tireur devenu général aura à encaisser les dures défaites des deux grands premiers engagements de 1970 et de 1973, avant de pouvoir, à la grande surprise de tout le monde, enlever la place en 1976.

Combien le chef du Parti québécois pourra comprendre les soucis que lui-même causait, dans le temps, au premier ministre Lesage ! Sa position de président-fondateur sera encore plus tourmentée que son activité de ministre de pointe dans une révolution trop tranquille. Lui qui n'était précisément pas un parangon de la vertu de discipline partisane, il devra maintenant l'imposer d'une main de fer à la tête de ses nouvelles troupes. Risquant toujours d'être débordé par ses gauches ²³³, il aura à les ramener à sa ligne directrice, mitoyenne, par des moyens pas toujours conformes à son propre démocratisme foncier. L'homme public, qui avait fait toute sa première carrière aux limites de la solidarité partisane, devra en faire l'impératif majeur de la nouvelle formation se groupant sous son nom.

C'est à peine un paradoxe que de constater encore qu'il prendra figure de leader « modéré » ²³⁴ le jour où il dirigera son propre parti, mais qui est, notons-le, une formation résolument « anti-système ». Dès la phase des difficiles gestations, il aura eu à basculer des politiciens plus radicaux et contestants. D'abord François Aquin, premier député indépendantiste à l'Assemblée nationale, à l'époque du Mouvement Souveraineté-Association (MSA) ; puis Pierre Bourgault, chef président du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), lors de l'impossible fusion avec le PQ quelques mois plus tard.

Afin de pouvoir mettre à exécution son programme d'émancipation, le futur parti devra s'imposer de prendre le pouvoir. L'obstacle majeur est le Parti libéral, tradition-

²³³ Les gauches nationale (l'indépendance), sociale (socialisme), culturelle (le statut de l'anglais au Québec).

²³⁴ C'était l'avis de son ex-collègue, l'ancien ministre Pierre Laporte (*Le Devoir*, le 29 avril, 1969) et, plus tard, de son biographe, Peter Desbarats : *René Lévesque ou le projet inachevé*, Fides, Montréal, 1977, p. 191.

nel parti de gouvernement, et qui y retourne justement en avril 1970. Le Parti québécois est né, comme un des tiers-partis, à un moment où commence à pointer le multipartisme dans le système. Ce sera sa réussite historique que de rétablir l'espèce de loi d'airain du bipartisme en prenant la place de l'Union nationale, celui des deux partis classiques qui était « de trop ». Quant aux autres tiers-partis, le PQ les aura absorbés par la dynamique élargie qu'il lançait dans le système ²³⁵. Il s'affirmera assez tôt comme le parti de l'alternance gouvernementale.

Cette poussée remarquable en moins de dix ans est à verser sans doute au compte de la popularité grandissante de l'idée qu'il propageait, mais elle est due au moins autant au prestige, en partie mythique, de l'homme incarnant l'idée et qui avait commencé à se populariser sans lui. René Lévesque aura presque réussi à banaliser l'idée de l'indépendance à la double enseigne de la « souveraineté-association ». Il fallait un leader de l'espèce charismatique pour opérer en douce le dédouanement d'une idée qui finissait par n'être plus perçue comme révolutionnaire.

II

À peine quelques heures après avoir quitté le Parti libéral ce soir du 14 octobre 1967, René Lévesque était reparti à « la conquête des électeurs du Québec » avec un « noyau de fidèles et d'amis » ²³⁶. Les médias n'auront pas le temps de consacrer l'expression personnalisée de « mouvement Lévesque ». Le Mouvement Souveraineté-

²³⁵ Pour une analyse un peu moins bousculée de cette question, voir de l'auteur, *Pratique de l'État au Québec* (Québec/ Amérique, Montréal, 1984, p. 404-406).

²³⁶ Ayant assisté à la conférence de presse de l'homme politique démissionnaire, Vincent Lemieux définissait ainsi le petit auditoire : « Lévesque parlait à un demi-cercle de ceux qui demeurent avant tout les siens, c'est-à-dire les journalistes et les techniciens de la radio-télévision. Derrière ceux-ci se pressait une petite foule de jeunes gens et de jeunes filles surtout, dont quelques-uns ont un jour ou l'autre appuyé le RIN. Enfin derrière Lévesque étaient assis les mieux connus des quelques amis fidèles qui ont quitté avec lui le Parti libéral et qui sont pour la plupart juristes et montréalais. Il ne manquait dans le tableau que quelques jeunes technocrates du gouvernement provincial, qui sont demeurés liés à Lévesque » (texte lu sur les ondes de Radio-Canada, le 16 octobre 1967, in *La Fête continue*, Boréal Express, Montréal, 1979, p. 91-92).

Association sera créé à Montréal, les 18 et 19 novembre 1967, un mois après que l'ex-ministre eut quitté ceux qui avaient été ses frères d'armes pendant sept ans. L'homme a toujours été conscient du rôle des « minorités agissantes » ²³⁷. Même si le MSA a dépassé le stade d'un groupuscule, le mouvement de masse auquel on aspire apparaît tout au plus une promesse. Dans les derniers mois de 1967, Lévesque s'était fait le propagandiste au Québec et en dehors, en anglais ainsi qu'en français, du slogan dualiste, présentant la souveraineté *et* l'association comme la formule de l'avenir. Des premiers contacts avaient été établis avec le chef des rinistes Pierre Bourgault ; le MSA avait élu un premier exécutif et établi un secrétariat ; surtout, des adhésions venaient en grand nombre des différentes régions du Québec. Dans un premier moment d'enthousiasme l'animateur du mouvement, à Sept-Iles le 9 décembre, fixe à cinq ans le délai où un gouvernement à Québec aura le mandat de négocier l'indépendance et l'association économique avec le Canada.

Car l'homme ne veut pas entendre parler de « séparatisme », terme négatif et même conflictuel, au sujet de son option et de son mouvement. À la mi-février 1968, il déclare : « Il faut dès le début tâcher d'ériger une hypothèse qui soit acceptable par les partenaires actuels, de sorte que la liberté politique ne soit pas synonyme de dégâts sociaux et économiques » ²³⁸. Le mouvement, qui était né dans la salle d'une communauté religieuse, retiendra, pour ses premières assises d'avril 1968, rien moins que l'aréna Maurice Richard ²³⁹ : le recrutement se fait selon l'effet boule de neige...

Dans six mois, le MSA se transformera en parti politique : c'était la décision principale avec l'adoption d'un programme général. Le fait saillant de la rencontre avait été le débat serré, et même acrimonieux, entre Aquin et Lévesque sur les droits linguistiques des anglophones au Québec. Le point de vue plus libéral du second, mais devant mettre sa tête en jeu sur le principe de la question, l'avait finalement emporté par un vote de 481 contre 243. Huit jours plus tard, François Aquin quittera le MSA. Il ne restait plus qu'un leader potentiel au futur parti. Ce leader avait été, du reste, couronné dès l'ouverture des assises par dix minutes d'applaudissement avant que

²³⁷ « Tous les grands bouleversements sont toujours le fait de minorités agissantes... » (Le *Devoir*, le 7 décembre 1964).

²³⁸ Le *Soleil*, le 16 février 1968.

²³⁹ 4000 personnes présentes, 1700 d'inscrites, et environ 1000 ayant participé aux discussions et votes.

René Lévesque ne puisse adresser la parole. C'était déjà le style débordant d'enthousiasme des futurs congrès péquistes... ²⁴⁰

Une brochure en format magazine de belle venue, *Ce pays qu'on peut bâtir*, paraît dans les semaines suivantes et elle donne tous les éléments d'information sur le mouvement et son premier congrès, y compris sur les finances et la répartition sociale et régionale des membres du MSA - cet idéal de « transparence » étant un autre trait très lévesquiste. L'éditorial, signé par René Lévesque, présentait la souveraineté comme « le cadre » et le « moyen » et non pas l'indépendance comme une fin ou une panacée. Voilà le temps de se libérer de « la dépendance peureuse vis-à-vis de Big Brother » ²⁴¹, du « placottage velléitaire » et de « l'impuissance collective ». Le MSA n'est plus le « mouvement Lévesque » depuis qu'il a pris un nom objectif ; mais c'est, d'évidence, le mouvement *de* Lévesque que ce parti en devenir. Tout ce qui a rapport au MSA, ou au nouveau parti encore sans nom, retourne aux vues et aux déclarations passées, à l'évolution récente de l'ex-ministre vedette, Son influence se fera double : de symbole unificateur, mais aussi de réacteur propulsif à ce qui est en train de se passer.

Dans les six mois suivants, le MSA s'est donné une vocation de regrouper « tous ceux qui partagent les mêmes objectifs fondamentaux ». Un grand nombre de ceux-ci sont déjà membres du RIN de Pierre Bourgault et du Ralliement national (RN) de Gilles Grégoire ²⁴². Des pourparlers préliminaires avaient eu lieu entre Bourgault et Lévesque dès décembre, et ce premier avait dit : « Si Lévesque veut être le chef, il le sera » ²⁴³, car à 45 ans, il « est beaucoup plus presse que moi » ²⁴⁴. Plus tard, en mars, Bourgault soutiendra qu'il vaut mieux établir un front commun que de précipiter le regroupement ou la fusion. À l'été, les négociations entre les représentants du

²⁴⁰ Sans parler de l'aspect fiesta, car, pour couronner le tout, une brochette de nos plus célèbres chansonniers vint célébrer la solidarité nouvelle : Gilles Vigneault, Georges Dot, Pauline Julien, Tex, Louise Forestier, Robert Charlebois, Raymond Lévesque.

²⁴¹ Toujours cette allusion au pouvoir central par le personnage d'Orwell. Voir au chapitre II, la note (65).

²⁴² Rappelons deux partis plus éphémères : le Parti républicain de Marcel Chaput, en dissidence du RIN, et le Regroupement national du docteur Jutras, de Victoria-ville.

²⁴³ *Le Devoir*, le 8 décembre 1967.

²⁴⁴ *La Presse*, le 14 décembre 1967.

MSA, du RIN et du RN vont traîner en longueur. Le rôle d'agitateur de Pierre Bourgault aux manifestations violentes de la Saint-Jean-Baptiste ²⁴⁵ avait spécialement déplu à Lévesque et à ses collègues du MSA qui firent tenir à la presse une déclaration énergique condamnant de tels agissements ²⁴⁶. Par ailleurs, l'animateur du MSA avait servi une admonestation à la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec pour avoir remis à plus tard l'adoption d'un manifeste définissant la position de la fédération sur l'avenir du Québec : « la peur les a pris », disait-il ²⁴⁷. L'accord entre le MSA et les nationalistes-créditistes du RN s'accomplira sans heurts au début d'août. Il en sera tout autrement entre le MSA et le RIN, la pierre d'achoppement étant une fois de plus les droits scolaires des minorités anglophones ²⁴⁸. Plus tard, en septembre, lorsque éclateront les incidents linguistiques de Saint-Léonard, René Lévesque désavouera certains procédés des manifestants francophones. Rageusement, leur animateur, Raymond Lemieux, détruira sa carte de membre du MSA.

Dans cette période précédant la fondation du parti projeté, René Lévesque est au centre de toute cette effervescence nationaliste qu'il essaie de canaliser, désavouant, à gauche, des attitudes provocatrices et réprimandant, à droite, des comportements timorés. Il est l'homme du mouvement mais d'un juste milieu entre le désordre et la peur. Il tient surtout à ce que l'image du parti à créer soit bonne, recevable à la population. Par ces exigences de sérieux et de responsabilité, il tenait solidement en main les rênes du parti qui allait être fondé à Québec, à la mi-octobre, exactement un an après son espèce de dissidence imposée du vieux Parti libéral. Le congrès de fondation se tint à Québec, ce qui permettait d'éviter une trop forte participation riniste d'origine montréalaise, et, plus précisément pour les travaux de commission, à la Cité

²⁴⁵ À l'occasion de la présence de Pierre Elliott Trudeau à l'estrade d'honneur du défilé, aux côtés de Jean Drapeau et d'autres dignitaires. C'était la veille des élections fédérales du 25 juin 1968.

²⁴⁶ « Le MSA tient à condamner toutes les formes de violence dont le seul résultat ne peut être que de diviser et d'affaiblir encore un petit peuple que sa situation de minoritaire politique, de démuné économique et d'humilié social a déjà bien suffisamment « magané » (La Presse, le 28 juin 1968).

²⁴⁷ « ... parce que dans certains milieux, on s'est aperçu qu'on était allé trop loin » (La Presse, le 10 juin 1968).

²⁴⁸ « Si on n'est pas d'accord sur quelque chose d'aussi fondamental que le respect des droits des minorités, il vaut mieux alors se séparer », concluait René Lévesque (La Presse, le 5 août 1968).

universitaire, ce décor austère étant susceptible de favoriser le sérieux des délibérations et votes.

René Lévesque domina tout le congrès, sachant esquiver à temps des pièges de doctrine monétaire dressés par des participants du RN à tendance créditiste, ou de radicalisme culturel de participants qui avaient fait leurs classes au RIN. La note MSA-iste, en presque tout, prévalut, les deux seules concessions au RN étant, dans le programme, l'instauration d'une Banque du Québec, et pour le nom du parti, l'appellation de « Parti québécois », proposée par Gilles Grégoire. Ce dernier fut élu au poste de vice-président du parti. L'affrontement, craint avec les participants rinistes, sur les droits scolaires et linguistiques, n'eut pas lieu, le congrès adoptant des résolutions sur le français, langue du travail et langue officielle, et sur le principe de subventions, au prorata de la population, aux écoles anglaises. Quant au statut constitutionnel, l'indépendance ne sera pas négociée ; la souveraineté sera acquise par déclaration unilatérale et seront seules soumises à la négociation « les modalités d'application de la souveraineté acquise ». Ces derniers principes deviendront l'objet d'une dialectique laborieuse, et même tortueuse, dans l'histoire doctrinale du parti, pour aboutir à la formule « étapiste » du référendum, qu'on retrouvera plus loin au sujet de la crise de 1973-1974.

À la fois le prestige du nouveau chef consacré et la force de la nécessité avaient permis, sur les points litigieux, un accord assez large mais sans consensus profond. L'idée de la participation des membres aux diverses activités du parti - ce par quoi il se distinguerait des « vieux partis » - était le ciment liant les fondateurs du « Parti québécois ». Ce nom, brandi comme une oriflamme, s'entendait comme une programmatique ²⁴⁹ autant que comme une affirmation redondante d'identité. La formule initiale du ministre dissident n'était-elle pas Option Québec dont la première phrase se lisait : « Nous sommes des Québécois » ? Cette recherche d'une « québécité », à implications et à conséquences politiques, aboutissait à la création d'un parti qui, d'emblée, écliprait les autres efforts de « rassemblement », de « regroupement » ou de « ralliement » national.

²⁴⁹ « C'est un très beau nom que nous venons de choisir. C'est le plus beau nom pour un parti politique ; mais il impose une écrasante responsabilité additionnelle », disait le président-fondateur (*Le Devoir*, le 15 octobre 1968).

Ce parti aurait une « tête politique » avec un leader discuté mais estimable, que le Toronto Star même s'empressait de saluer comme un adversaire honorable. Pour le fondateur du RIN, André d'Allemagne, « dans l'ensemble, le congrès (...) m'a semblé excellent, très démocratique et, somme toute, assez emballant » ²⁵⁰. La plupart des commentaires éditoriaux signalèrent le sérieux et l'inspiration démocratique du congrès de fondation, tout en faisant de très sévères restrictions sur l'option constitutionnelle proposée.

René Lévesque ne tenait pas à la fusion du RIN et de son parti. Il préférait avoir un parti sur sa gauche pour démarquer plus nettement le sien devant l'opinion. Les rinistes avaient déjà commencé à se glisser dans le MSA et étaient encore plus difficiles à surveiller que les créditistes au sein de la nouvelle formation. Aussi, Lévesque parut-il mécontent, et un temps décontenancé, lorsque le comité directeur du RIN résolut à l'unanimité de saborder le parti afin de permettre aux membres d'adhérer au PQ à titre individuel. Cette décision allait être entérinée en congrès général du RIN par un vote de 227 à 50, deux semaines après le congrès de fondation du PQ. Quelques jours plus tard, à une soirée sociale organisée par les péquistes pour prélever des fonds, Pierre Bourgault proclamait : « Aujourd'hui, il n'y a plus de MSA, de RN, de RIN. Il n'y a plus qu'un seul parti, le nôtre : le Parti québécois » ²⁵¹. Quelques jours plus tôt, il avait dit : « Je suis un homme qui n'a jamais servi sous personne. Je vais au PQ pour travailler avec M. Lévesque et les autres membres du parti » ²⁵².

« ... travailler avec M. Lévesque ... », ça n'allait pas être si facile pour l'un comme pour l'autre ! Lévesque fera tout pour contrer Bourgault, porteur d'une carte du PQ. Surtout quand celui-ci, appuyé par une coterie et pouvant revendiquer déjà l'égard dû à une tradition, postulera des postes d'influence dans les organes directeurs du PQ. Pour rendre d'emblée son parti crédible à l'opinion, René Lévesque avait toutefois besoin d'un maximum d'effectifs initiaux : le réservoir des rinistes dans l'Est de Montréal, très politisés et expérimentés, était un apport d'importance capitale. Mais il n'aura point de cesse que ne soit effacée la mauvaise image que le style du RIN projetait

²⁵⁰ *Le Soleil*, le 16 octobre 1968. Pour un portrait de Gilles Grégoire, ancien chef du RN et nouveau vice-président du PQ, voir *Ne bougez plus !*, p. 159-163.

²⁵¹ *Le Soleil*, le 30 octobre 1968.

²⁵² Quelques jours plus tôt, au congrès de dissolution du RIN, il s'était exclamé : « Pour la dernière fois de ma vie, je dis : Vive le RIN ! Et pour la première fois de ma vie, je dis Vive le Parti québécois ! » (*Le Devoir*, le 28 octobre 1968).

encore. Assez tôt le péquisme en viendra à absorber et, pour ainsi dire, à homogénéiser le rinisme dans la plus vaste formation. Un an avait suffi à René Lévesque pour achever la tâche de fondation d'un parti et de regroupement de ses premiers membres potentiels. Le PQ allait reléguer à l'histoire tous les autres sigles : RIN, PR, RN. À partir de ce moment, sans le titre, René Lévesque prendra progressivement la figure d'une espèce de « président à vie » du Parti québécois.

III

Avec le tournant des années 1970 se clôt l'ère de Jean Lesage et de Daniel Johnson (relayé après sa mort par Jean-Jacques Bertrand) et commence celle du nouveau duo rival de Robert Bourassa et René Lévesque. Ce dernier ayant été dans la décennie précédente une sorte de super-vedette marginale, deviendra un des deux grands acteurs au coeur même de l'action, mais l'enjeu en est encore plus décisif puisqu'il met en cause la nature même du système constitutionnel. Des agents de la Révolution tranquille, il avait été le surgeon le plus vivace, car étaient disparus, ou allaient s'effacer de la scène provinciale, Lapalme, cet homme de la transition, Gérin-Lajoie, l'autre vedette réformiste, Kierans et Wagner, voyant échouer leurs ambitions au niveau fédéral, et, finalement, Laporte dans des circonstances hautement dramatiques. Lévesque, dont l'activité fonceuse et parfois turbulente avait rempli l'actualité des années 1960, sera le messenger et le défenseur des nouvelles options de la décennie 1970 et qui continueront à se poser jusqu'au milieu des années 1980. Dans les derniers mois de 1969, un sondage révélait que René Lévesque était l'homme politique qui impressionnait le plus les Québécois, et davantage encore que Pierre Elliott Trudeau, toujours sur son extraordinaire lancée de l'année précédente ²⁵³.

L'année 1969, avec la démission de Jean Lesage, ouvre la course au leadership dont Robert Bourassa sortira vainqueur haut la main en janvier de l'année suivante.

²⁵³ Selon un sondage effectué par l'hebdomadaire *La Semaine* auprès de 287 lecteurs, à la question « Quel est l'homme politique qui vous impressionne le plus au Québec ? » 59 lecteurs ont répondu René Lévesque et 40, Pierre Elliott Trudeau. Venaient ensuite le premier ministre Bertrand (36), Wagner (15), Cardinal (12), Caouette (10), Lesage et Drapeau (9), et Masse (8) (*Le Soleil*, le 6 novembre 1969).

Le gouvernement Bertrand avait adopté un sévère programme en dix points pour lutter contre le terrorisme et avait même demandé à l'autorité fédérale d'envoyer la troupe lors de la célèbre grève des policiers de Montréal le 7 octobre. À Ottawa, le gouvernement Trudeau avait fait adopter la loi d'importance capitale des « langues officielles ». C'était la réponse double aux recommandations de la Commission Laurendeau-Dunton et aux difficultés croissantes de la question linguistique au Québec (surtout après l'avortement du « bill 85 » et à l'adoption tumultueuse du « bill 63 »). En dehors de la vie des partis, les corps intermédiaires idéologiques, que sont les États généraux du Canada français et la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste, optaient résolument pour l'indépendance. L'homme de l'heure, et non seulement de l'indépendance future ²⁵⁴, est René Lévesque qui, mieux que les autres leaders, a su « capter la substance et le vocabulaire de cet âge de la contestation » ²⁵⁵. Des sondages multiples, dont certains patronnés par des organes de presse ontariens comme le *Toronto Star*, enregistrent cette percée péquiste, manifestes surtout dans les milieux du syndicalisme et de l'enseignement, ainsi que dans les mouvements de jeunesse.

En septembre, à un mois de son premier congrès après celui de la fondation, le PQ est fier d'annoncer l'adhésion du brillant économiste Jacques Parizeau, l'un des soi-disant « technocrates » influents auprès des gouvernements antérieurs. Il manquait une « tête économique » au PQ qui obtenait au surplus l'apport d'une très forte per-

²⁵⁴ « Ce qu'il y a d'angoissant, disait-il au début de 1969, presque tragique, c'est que c'est la première fois qu'on est prêt - on a les cadres, on a l'éducation et c'est en même temps notre dernière chance (...). Quant à moi, c'est ce qui explique que je me sens frénétique souvent, quand je me dis que d'ici quelques années (cinq ans ? dix ans ?) si on ne réussit pas, il sera trop tard (...). Nous croyons que non seulement notre peuple est capable de se brancher, mais qu'il s'en rend compte, qu'il en a les moyens et qu'on va y arriver par un consensus d'ici quelques années. Autrement dit, on fait le même pari que M. Toynbee qui prédisait qu'à la fin du monde, il y aurait la Chine et les Canadiens français qui continueraient à être là » (*La Presse*, le 9 janvier 1969).

²⁵⁵ John Saywell, *The rise of the Parti Québécois*, University of Toronto Press, Toronto, 1977, p. 24, Quel « vocabulaire », en effet, employait le chef du Parti québécois lorsque, par exemple, il évoquait l'avenir devant un groupe d'étudiants de l'Université Laval. « L'accouchement de la maturité se prépare, mais les vieux partis se rejoignent dans un cul de sac ; les vieux partis sacrent l'avenir dehors et s'évertuent à se prouver qu'ils sont pareils (...). Il y a, au Québec, une vieille tradition du nationalisme frustré : on n'est plus là, mais on a été partout. Un passé, un avenir fulgurant, mais pas de présent » (*Le Carabin*, le 27 mars 1969).

sonnalité ²⁵⁶. Des journalistes, enclins à distribuer de grands rôles officieux, en feront très tôt le numéro deux du parti ou même un héritier présumé au leadership. Ce deuxième congrès des péquistes, des 17 et 18 octobre 1969, se tenait dans une ambiance préélectorale, un scrutin général étant probable au printemps suivant.

Le président du « parti très possible, peut-être très prochain, de gouvernement » mettra en garde les adhérents contre le gaspillage de « cet acquis dans des excitations d'amateurs ». Au lendemain du congrès, le journaliste Michel Roy du *Devoir* en résumera justement l'ambiance comme étant celle d'une « passion contrôlée ». L'aile économique du programme fut considérablement développée. Elle prônait une économie québécoise associée à celle du Canada et ouverte aux relations avec l'étranger, et devant être gérée de façon mixte et orientée vers la participation. On s'y retrouvait dans l'énorme cahier des résolutions grâce à un tableau comparatif des statuts et amendements proposés. C'est une autre caractéristique des congrès péquistes d'être très prolifs en résolutions diverses.

Des observateurs notèrent dans la presse que ce n'était déjà plus un groupe bavard d'intellectuels barbus mais un parti où s'affirmait une bourgeoisie studieuse et disciplinée ²⁵⁷ et qui paraissait même « capable de penser en fonction de la lutte électorale » ²⁵⁸. Du côté des intrigues de palais pour l'obtention de postes aux comités directeurs du parti, le président Lévesque laisse entendre clairement qu'il faut battre la candidature de Pierre Bourgault ²⁵⁹, ce qui fut fait, alors que prirent place au comité exécutif de futurs hommes clés du parti comme Jacques Parizeau, Marc-André Bédard, Camille Laurin, Claude Charron.

²⁵⁶ Un souvenir personnel de l'auteur, observateur à ce congrès : rencontrant au hasard des couloirs Jacques Parizeau en compagnie de René Lévesque, il s'entend dire par celui-ci, désignant la nouvelle recrue d'un air à la fois taquin et fier : « On n'a pas le choix ! »

²⁵⁷ Qu'on juge de la composition « bourgeoise » des délégués par cette liste de leurs origines professionnelles : Professions libérales, 11 % ; enseignants, 22 % ; services publics, 11 % ; cadres, 10 % ; étudiants, 18 % ; ouvriers spécialisés, 8 % ; ouvriers non spécialisés, 1 % ; agriculteurs, 2 %, et 17 % dans la catégorie résiduelle des « autres ».

²⁵⁸ Selon une observation du journaliste Claude Beauchamp de *La Presse*, cité par Desbarats, *op. cit.*, p. 211.

²⁵⁹ Pour un portrait de Pierre Bourgault, tel que l'auteur le voyait en 1968, voir le petit livre déjà cité, *Ne bougez plus !*, p. 154-159.

L'extraordinaire don de la formule de René Lévesque fait merveille au congrès lorsqu'il dénonce, à *gauche* : « ce sentimentalisme de certains jeunes, qui agit sur eux un peu comme une drogue, mais est-ce que je peux décevoir, simplement pour me faire admirer, adorer par une poignée de petits terroristes, en mal de sensation, faire des déclarations à l'emporte-pièce, dénonçant tout ce qui existe, tout ce qui est ? » ; et à *droite* : « Et c'est ainsi qu'engluées dans les vieux partis, même les « images » les plus nouvelles ²⁶⁰ s'installent, infailliblement, dans le bon vieux cadre rococo, pas même du 19e siècle, mais en fait du 18e siècle, alors que naissait le fédéralisme américain, dont notre pauvre bicoque politique n'est qu'une demi-copie peureuse, en style bâtard ». La précédente citation joint, dans une commune détestation, le fédéralisme honni et les pratiques des vieux partis dont le PQ prétend se démarquer absolument. Au lendemain du congrès, Claude Ryan exprimera dans *Le Devoir* un *satisfecit* mesuré dans un éditorial intitulé « Le PQ : une force réelle et saine », qui se présente comme « l'expression désormais « crédible », et fort convenablement organisée au surplus, de deux tendances très répandues dans le paysage québécois, soit l'aspiration à la souveraineté et le désir de renouveau ».

Robert Bourassa, nouvellement élu député en 1966, était de l'entourage de René Lévesque, et c'est même le bouillant ministre qui lui avait conseillé de se présenter dans un « comté dur », comme celui de Mercier, pour de plus profondes racines populaires. À l'époque récente du mutisme entre Lesage et Lévesque, par suite de leur dernière brouille prolongée, ceux-ci ne communiquaient plus que par « Robert interposé ». Par alliance, il était relié à la riche famille des Simard de Sorel et jouissait d'un début de réputation comme professeur de fiscalité et directeur de recherche à la Commission Bélanger. Le député dans sa jeune trentaine se définissait comme « une bête politique » depuis l'enfance devant des interlocuteurs rencontrés par hasard au premier congrès libéral de l'après-défaite en 1966 ²⁶¹.

²⁶⁰ Allusion à Robert Bourassa qui avait annoncé sa décision d'entrer dans la course au leadership du Parti libéral, juste une heure avant l'ouverture du congrès du PQ.

²⁶¹ Un des attraits d'assister en tant qu'observateur à des congrès politiques est d'y rencontrer de façon impromptu des hommes politiques. En une fin d'après-midi, à un bar de l'hôtel Mont-Royal où se tenait ce congrès de 1966, le jeune député Robert Bourassa était disert sur sa vocation politique remontant d'aussi loin qu'il se souvienne. C'est de sa bouche que l'auteur, en compagnie d'autres interlocuteurs de circonstance, apprenait le conseil que lui avait donné René Lévesque et le rôle

Ainsi qu'il a été raconté à la fin du chapitre II, Robert Bourassa avait été du petit groupe qui avait travaillé à la mise au point du programme de l'Option Québec en 1967, mais il avait su s'en retirer tout juste avant la compromission finale ²⁶². Cette rupture se produisit d'une façon spectaculaire lors d'une conférence devant un club social de Montréal, il basa son argumentation sur le dilemme monétaire de la doctrine de la souveraineté-association ²⁶³, qu'il allait reprendre inlassable-ment jusqu'à la campagne du référendum de 1980. L'homme, assez fluët, qui faisait plutôt penser au premier abord à un « gérant de Caisse populaire mal nourri » ²⁶⁴ qu'à une « bête politique », ne vivait que pour la politique depuis l'enfance convaincu de devenir premier ministre un jour ²⁶⁵.

Il s'opposait à la démission de Jean Lesage, à laquelle les députés Claude Wagner et Jean-Paul Lefebvre, entre autres personnes, avaient donné un coup de pouce efficace, sinon élégant. D'emblée il s'estimait trop jeune à 35 ans pour postuler le poste de leader du PLQ, et, virtuellement, de premier ministre. On ne lui tint pas rigueur de son amitié avec Lévesque et de sa participation au groupe des premiers penseurs de la souveraineté-association lorsqu'on se rendit compte qu'il était le plus près du portrait-robot accordé aux besoins et désirs de la population québécoise au tournant de la dé-

d'intermédiaire entre celui-ci et Jean Lesage à l'heure de leur dernière et tenace brouille, Quant à la qualification de « bête politique » qu'il se discernait, elle ne manquait pas d'étonner, du moins pour l'auteur, qui l'aurait décrit plutôt comme un laborieux *scholar* à l'éprouvante phase terminale d'une recherche de doctorat. *Ne bougez plus !* ne contient pas de portrait de Robert Bourassa. Au printemps 1968, l'homme était relativement peu connu et n'avait pas encore commencé sa future ascension étonnamment rapide au poste de leader des libéraux.

²⁶² Vera et Don Murray rappellent que « ceux qui furent ses associés pendant cette période soutinrent plus tard que Bourassa avait soigneusement calculé jusqu'où il pouvait aller dans son soutien à Lévesque sans mettre en danger sa propre position dans le parti » (De Bourassa à Lévesque, Quinze, Montréal, 1978, p. 57-58).

²⁶³ Un Québec indépendant créant sa propre monnaie serait immédiatement forcé à une dévaluation de cette monnaie par rapport aux dollars canadien et américain ; au contraire, en maintenant la même monnaie que celle du Canada, il devrait sacrifier une partie de sa souveraineté économique à la Banque centrale commune.

²⁶⁴ V. et D. Murray (op. cit., p. 103), reprenant un mot, je pense, de Jean V. Dufresne.

²⁶⁵ D'après les confidences de condisciples du Collège Brébeuf, lors d'une des émissions de la série Avis de recherche à la télévision de Radio-Canada, au printemps 1984.

cennie 1970 ²⁶⁶. Les futurs candidats Claude Wagner et Pierre Laporte, dont les ambitions étaient manifestes, ne correspondaient en rien à ce modèle. Non plus que Jean Marchand qui, disait-on, d'Ottawa lorgnait toujours du côté de la politique québécoise. Mais, avec l'accord du chef démissionnaire et appuyé par l'establishment du parti, le plus « improbable » des candidats ²⁶⁷ l'emportera brillamment au congrès de leadership tenu en janvier 1970. Robert Bourassa, Monsieur Bourassa, « Robert » était propulsé presque du jour au lendemain au tout premier niveau de l'activité politique au Québec.

Et il devint en quelques mois le plus « probable » des premiers ministres lorsque le premier ministre Bertrand annonça des élections pour le 29 avril 1970. Le moment semblait favorable au parti au pouvoir : les créditistes, envahissant la scène provinciale, venaient de tenir, comme les libéraux, une convention de leadership ; les péquistes n'avaient encore qu'une jeune organisation qui n'avait pas encore connu le feu électoral. Mais les jours de l'Union nationale semblaient irrémédiablement comptés malgré la victoire surprise de 1966. Ce parti était encore déchiré par suite de la terrible lutte que s'étaient livrée l'année précédente le candidat premier ministre Bertrand et l'unioniste récemment recruté par Johnson, Jean-Guy Cardinal. Ce dernier était le plus fort des deux hommes à tous égards et avait failli l'emporter. Dans la lutte électorale à quatre partis, libéraux et péquistes se reconnurent comme les deux grands opposants, ignorant plus ou moins, sur leur droite, les unionistes en déclin et les créditistes en nouvelle aventure provinciale mal calculée.

En langage sportif, la campagne devenait principalement un match Robert Bourassa versus René Lévesque. Le premier avait, seul, les chances mathématiques de l'emporter ; le second, au mieux, aurait pu l'entraver, mais il s'agissait surtout pour lui de valider sa propre formation lors de ce premier test redoutable. L'intérêt populaire se concentrait sur ces leaders si différents, portant peu d'attention au fait, peu connu

²⁶⁶ D'après une étude faite par la firme Social Research Inc. de Chicago. Les traits généraux du leader idéal seraient : « leadership that seems to know what it wants and where it is going - helping to bridge the gap between the generations turning the youth movement away from chaos and in the direction of growth and maturity - the kind of man who could be strong enough to deal with Ottawa, the titans of finance, and most aspects of a highly sophisticated world » (Cité par V. et D. Murray, op. cit., p. 63, 64).

²⁶⁷ Sur le rôle décisif de Paul Desrochers - le demi-mythique « Oncle Paul » - à cette phase initiale de l'ascension de Bourassa, voir *ibid.*, p. 61 et sqq.

du reste, qu'il s'agissait d'une amitié politique récemment brisée. La population sentait plus ou moins confusément qu'on la sollicitait pour départager deux philosophies politiques contraires ²⁶⁸, dans le domaine constitutionnel tout au moins. En matières socio-économique et culturelle, il y avait bien plus que des nuances entre les programmes. Ni le premier ministre démissionnaire, ni le nouveau chef créditiste, Camille Samson, n'avaient réussi à polariser une attention aussi soutenue que les deux leaders qui symbolisaient, d'un côté, la stabilité et le « fédéralisme rentable », ou de l'autre, la nouveauté et la remise en question du statut constitutionnel.

Robert Bourassa empruntait la figure du technocrate avisé avec l'objectif prioritaire de la création des 100,000 nouveaux emplois, ramenait la question constitutionnelle à la dimension d'un problème soluble sans la cassure du Canada, prônait le français comme langue de travail du Québec. Le jeune économiste savait parler de questions concrètes, c'est-à-dire économiques, « au monde » aussi bien qu'aux étudiants en hautes études commerciales. Sur ce terrain, il marquait autant de points contre les créditistes que contre les péquistes. Pur produit québécois et d'une génération qui n'avait pas encore accédé à des pouvoirs, il composait un profil pragmatique, tourné vers d'autres avantages, ceux de la société de consommation des années 1960 et qu'il s'agirait de mieux répartir dans la décennie suivante.

René Lévesque, lui, s'attaquait à « la vieille glace de nos peurs et de nos complexes » qu'il fallait « briser une fois pour toutes », déclarant « fini l'hiver de l'impuissance québécoise ». Mais il n'adoptait pas le langage du prophétisme catastrophique et s'insurgeait contre la « tentation de faire sauter la baraque ». Quant au nouveau chef que les libéraux venaient de se donner, son ancien collègue le présentait dérisoirement comme un « mini-Trudeau » ²⁶⁹. Le discours proprement positif du PQ produisait, sans doute, plus d'effet que cette éloquence enflammée sur la nécessité d'avoir enfin un pays « normal », qui s'appartienne lui-même, etc. Le style parti novateur d'une démocratie participante au grand jour, la ferveur des adhérents provenant de couches sociales peu politisées jusque-là, l'originalité des solutions proposées, toutes ces nouveautés avaient plus d'impact sur la partie de la population ouverte à des

²⁶⁸ Surtout lors d'un débat radiophonique opposant en face à face les deux hommes au début de mars. Comme débater, Lévesque parut le plus fort ; mais sur le terrain proprement économique, c'est plutôt Bourassa qui l'emporta.

²⁶⁹ Cité par Desbarats, op. cit., p. 214, 215, 213.

changements de plus grande profondeur que les transformations que proposaient les libéraux.

Un indice de l'intérêt de curiosité que suscitait le parti péquiste est la grande popularité que connut la publication de son programme sous le titre de *La Solution*. Il était préfacé par René Lévesque, réclamant de « nous ranger enfin parmi les peuples normaux, nous assurant du même coup la liberté avec la sécurité, et la dignité avec les conditions essentielles de la prospérité » ²⁷⁰. Ce petit livre, lancé à un mois des élections du 29 avril, devint un best-seller, se vendant cinq fois plus que le recueil des discours du chef libéral, Bourassa Québec. Pourtant ce dernier texte montrait que le jeune leader avait également « des idées » pour assumer les tâches de « la société québécoise de 1970 » sans « chercher refuge dans les mots et les formules » ²⁷¹. Avec l'ardeur d'un général en train d'occuper un tête de pont, René Lévesque se multiplia aux quatre coins du Québec, mena une campagne à un rythme d'enfer ²⁷². Présenté par un éditorial fielleux du *Montréal Star* comme le Kerenski d'une révolution qu'il n'aura pas su conjurer, il répliqua avec indignation à la télévision anglaise en rappelant, une fois de plus, le complexe rhodésien des « exploiters francophones ou anglophones du Québec » ²⁷³.

Dans cette bizarre bagarre électorale, les libéraux l'emportèrent aisément contre trois « tiers-partis » ²⁷⁴, aucun ne pouvant les inquiéter réellement. Avec 42% des suffrages, ils obtenaient 72 sièges. Les péquistes venaient en second, avec 23% des voix, mais en quatrième position parlementaire avec seulement 7 sièges. Les unionistes obtenaient 17 sièges pour 20% des suffrages. Les créditistes, choyés par les sorti-

²⁷⁰ *La Solution* (Le programme du Parti Québécois présenté par René Lévesque), Éditions du Jour, Montréal, 1970, p. 9.

²⁷¹ Bourassa Québec ! Éditions de l'Homme, Montréal, 1970, p. 119.

²⁷² Son biographe, Peter Desbarats, rapporte qu'« on estima que Lévesque avait franchi 10 000 milles durant sa campagne. Il avait prononcé trente-cinq discours. Environ 30,000 personnes, selon le calcul d'un journal, l'entendirent de vive voix » (op. cit., p. 217).

²⁷³ « C'est une insulte, une insulte collective faite à un peuple civilisé qui, en fait, n'a pas de maudite leçon à recevoir du *Montreal Star* (...) (ni) de quiconque s'est occupé à dominer au Québec, comme une bande de Rhodésiens (je parle des Rhodésiens blancs). S'il y avait des couleurs de peau ici, on s'en rendrait compte » (cité, ibid., p. 216).

²⁷⁴ L'Union nationale étant, depuis lors, réduite à la taille d'un tiers-parti ne pouvant plus, selon la règle de l'alternance, accéder au pouvoir.

lèges de la carte électorale, recevaient 12 sièges avec 11% des voix en leur faveur. En présentant la première brochette des députés indépendantistes de l'Assemblée nationale, leur chef, lui-même battu dans son comté, interrogeait la foule massée à l'amphithéâtre Paul-Sauvé : « Est-ce que vous ne trouvez pas que c'est une défaite qui a l'air d'une victoire ? » Pour sa part, le jeune premier ministre élu eut la victoire digne et sympathique. Des analystes verront dans ces résultats la marque d'un scrutin de « réalignement », par distinction des élections de « maintien », de « déviation » et de « rétablissement » ; mais il ne semble pas que le réalignement amorcé pourra « conduire à un rétablissement complet des oppositions sociales et nationales qui ont dominé la politique au Québec depuis 1936 » ²⁷⁵.

Lors de ce premier essai, le parti de René Lévesque s'en était tiré plus qu'honorablement s'il n'avait pu enlever le pouvoir. Cette jeune formation avait démontré qu'elle était résolument en lice pour le conquérir, un de ces jours ; cependant il faudrait bien d'autres tours de roue. Il sera encore requis que la clientèle péquiste continue à croître en même temps que s'accentuerait l'effondrement des créditistes au terme de leur incroyable saga depuis 1962. L'Union nationale, quant à elle, s'engageait plus lentement dans la phase de sa propre folklorisation.

Après avoir sonné le ralliement au soir de cette « défaite-victoire » du 29 avril 1970, René Lévesque allait s'abandonner à une longue phase d'amertume comme s'il avait cru que, vraiment, son parti aurait pu prendre le pouvoir au premier test électoral. Il se sentit profondément blessé par la méfiance unanime de l'électorat anglophone qui s'était porté en bloc du côté des libéraux ²⁷⁶. Il passa par une phase morose et

²⁷⁵ Vincent Lemieux, op. cit., p. 102. Pour une analyse plus complète, Vincent Lemieux, Marcel Gilbert et André Blais : Une élection de réalignement, Éditions du Jour, Montréal, 1970. Mais le plus frappant des réalignements se produisait selon le clivage ethnique : « Never in modern Quebec's history had the line between French Canadians and the non-French Canadians been so firmly and clearly drawn, unless it was the provincial election of 1939 » (Saywell, op. cit., p. 46).

²⁷⁶ « S'ils ne veulent pas que nous fassions l'Indépendance du Québec avec eux, nous la ferons sans eux. Nous n'allons pas gaspiller plus de temps ou d'énergie à les convaincre » (cité, Desbarats, op. cit., p. 219). Au mois d'août, lors d'une longue interview accordée à deux journalistes de la Presse canadienne, Gérard Alarie et Dave Bazay, il mâchait encore moins ses mots : « En tant que peuple, l'Establishment nous a littéralement mis le nez dans la merde, par son mépris envers ceux qu'il considère comme des « natives » - indigènes - lors des élections du 29 avril ». Plus loin, évoquant l'éditorial du Montreal Star (« ... ses propres journalis-

dépressive, confiant à son entourage qu'il songeait à démissionner de son poste de président et même de se retirer de la politique. À la station radiophonique CKAC de Montréal, il avoue se poser « des questions sur ma rentabilité dans le PQ. Il est normal qu'on s'interroge après 10 années passées dans la politique, dont six dans un gouvernement » ²⁷⁷. Ce n'était pas la première fois qu'il se livrait à ce type d'introspection publique déchirante ; mais, cette fois-ci, avec une plus grande conséquence pour le président-fondateur d'une nouvelle formation au réformisme très anticonventionnel et dont il était le garant aussi bien que l'inspirateur. Les événements d'Octobre 1970 allaient, sous peu, lui permettre de « recharger ses batteries », selon sa propre expression.

Par delà le sort tragique fait aux deux victimes, James Cross et, surtout, Pierre Laporte qui y laissa sa vie dans une solitude atroce, l'événement revêtait un tel caractère d'incongru qu'il en prenait, par ses suites, une allure irréaliste, presque grotesque. Les autorités politiques visées par ces actes des terroristes avaient des moyens dissymétriques et disproportionnés de se défendre, et elles les employèrent. Mais la cause du jeune parti, démocratique, de l'indépendance nationale risquait d'être négativement atteinte par le recours à des méthodes terroristes que ce parti et son chef ont toujours répudiées. En trois petits paragraphes, le président de ce parti résuma mieux que personne l'horreur du procédé insolite dans un tel milieu ²⁷⁸.

tes ont failli démissionner et (...) il n'a même pas fait de rétractation... », il s'exclamait : « Je ne sais si c'est 40 familles ou 200 enfants de chienne. Ça n'implique pas toute la population de langue anglaise. Il y a ces milliers de gens qu'on appelle des anglophones qui gagnent leur vie aussi péniblement que les Canadiens français » (*La Presse*, le 22 août 1970).

²⁷⁷ Dans cette interview perçait encore son pessimisme foncier. À moins de donner rapidement un coup de barre, « nous sommes collectivement foutus » et nous deviendrons « une espèce de Louisiane du nord » (*Le Soleil*, le 18 août 1970).

²⁷⁸ « Ceux qui, froidement et délibérément, ont exécuté M. Laporte, après l'avoir vu vivre et espérer pendant tant de jours, sont des êtres inhumains. « Ils ont importé ici, dans une société qui ne le justifie absolument pas, un fanatisme glacial et des méthodes de chantage à l'assassinat qui sont celles d'une jungle sans issue. Si leur sauvagerie reflétait si peu que ce soit le vrai Québec, on voudrait s'en aller à jamais le plus loin possible (...).

« S'ils ont cru vraiment avoir une cause, ils l'ont tuée en même temps que Pierre Laporte, et en se déshonorant ainsi, ils nous ont tous plus ou moins éclaboussés, nous les Québécois » (*La Presse*, le 19 octobre 1970).

La participation de René Lévesque à l'affaire, demi-mythique demi-réelle, d'un présumé gouvernement parallèle, ou provisoire, en cas d'affaïssement du cabinet Bourassa, ne lui vaudra pas une méfiance aussi durable que celle qu'encourra Claude Ryan qui trouvera bon de s'en expliquer longuement ²⁷⁹. Mais il ne pouvait s'empêcher de faire observer que l'application de la loi des mesures de guerre, par « un véritable ratissage généralisé à l'échelle du Québec », pouvait donner à croire à une tentative « de compromettre et démoraliser aussi complètement que possible la plupart des groupements et organismes qui servent à encadrer démocratiquement les aspirations et les besoins collectifs les plus légitimes » ²⁸⁰. Dans l'année qui suivit, les effectifs du parti subirent une baisse de plus de la moitié du *membership*, passant de 80,000 à 35,000.

Par une attitude responsable, se gardant bien de céder à quelque activisme démagogique, le chef du PQ permettra à son parti d'opérer une récupération étonnamment rapide. Pierre Vallières, dans une série d'articles au *Devoir* ²⁸¹, montrait l'inanité de poursuivre l'indépendance par de tels moyens et confirmait la nécessité de la seule voie possible, la démocratique, que prônait le PQ depuis sa création et que son chef avait toujours soutenue avec une conviction passionnée. L'oubli faisant son oeuvre, le recrutement reprendra et le PQ retrouvera graduellement son rythme de croisière, et même ses petites chicanes maison, ainsi que son troisième congrès de Québec en février 1971 le montrera assez tôt. Il allait passer par une petite crise de démocratisme aigu, mettant symboliquement en cause le président du parti. La question de l'agencement des structures entre elles, de leur représentativité et de leur pouvoir réel y entraînait des tiraillements constants. Deux hommes, André Larocque, candidat pour la forme à la présidence du parti afin de faire débattre ses idées, et Pierre Bourgault, qui cherchait encore à se faire élire au conseil exécutif, seront les vedettes, pour ainsi dire « contestataires » de ce congrès.

²⁷⁹ Voir *Le Devoir et la crise d'octobre*, sous la direction de Claude Ryan, Léméac, Montréal, 1971, p. 113-122. Dans un contexte théorique plus serré, l'auteur a étudié la Crise d'octobre comme phénomène mettant en cause le principe fondamental de *légitimation* de l'État fédéral canadien. Voir *Pratique de l'État au Québec*, p. 223-231.

²⁸⁰ Cité par V. et D. Murray, op. cit., p. 139.

²⁸¹ Publiés en forme de livre sous le titre de *L'Urgence de choisir*, Édition Parti pris, Montréal, 1971.

Ils étaient l'un et l'autre de la tendance qui se proclamait « participationniste » et se démarquait des « technocrates » du parti, où l'on rangeait pêle-mêle, avec le chef, des partisans comme Jacques Parizeau, et plus tard les deux Morin, Jacques-Yvan et Claude Larocque, employé du parti comme responsable de la recherche, ne prétendait pas remplacer le président dont il reconnaissait la valeur et les mérites. Il cherchait à promouvoir les préoccupations d'un parti engagé dans l'action sociale et s'identifiant plus nettement aux aspirations des milieux populaires. Le parti consacrait le plus clair de son temps et de son énergie à faire reconnaître la respectabilité de l'option indépendantiste. En ce qui concerne les structures, il présentait un ensemble de réformes permettant d'atténuer les pouvoirs des technocrates et, selon l'expression courante, de « redonner le parti aux membres ». René Lévesque sut absorber l'attaque, qui n'était plus portée au flanc et dont les effets furent à l'avantage d'une nouvelle intégration des instances du parti.

René Lévesque, n'ayant pas de querelle personnelle avec André Larocque, était depuis toujours en termes distants avec Pierre Bourgault qui reprit d'assez inopportune façon le thème de la « respectabilité » ²⁸². Des observateurs de la scène politique de l'époque opinèrent que « si la lutte publique eut lieu, au congrès, entre Larocque et Lévesque, la vraie lutte opposait ce dernier et Pierre Bourgault, qui réussit finalement à entrer au conseil exécutif du parti » ²⁸³. Pour le temps qu'allait durer la collaboration entre les deux hommes, il ne se produira pas d'esclandres publiques ; mais il s'établira plutôt une espèce de paix froide dans la solidarité collégiale imposée - et sans doute surveillée.

Le refus du PQ de participer à la manifestation contre *La Presse*, le 29 octobre 1971, fut l'occasion d'un autre soubresaut idéologique dans l'histoire de ce parti. N'ayant pas obtenu la certitude que le défilé des membres des trois grandes centrales syndicales, appuyant les grévistes de ce journal, n'aboutirait pas à l'immeuble de *La Presse* (de crainte d'occasions de violence), le conseil exécutif décida in *extremis* et

²⁸² Alléguant, par exemple, que « nous profitons du travail de Michel Chartrand_ » Ce « nous » (péquistes) consterna René Lévesque, se prenant la tête entre les mains... Il confiera plus tard : « Je trouve que le mot « respectabilité » est idiot. C'est un peu comme ceux qui disent électoralisme quand ils veulent dire élection et qui en font des mots péjoratifs » (*Le Maclean*, juillet 1971).

²⁸³ V. et D. Murray, op. cit., p. 142-143. Pendant ce congrès, Lévesque avait réussi, une fois de plus, à faire échec aux résolutions prônant l'unilinguisme français au Québec.

par un vote serré ²⁸⁴ que le parti se tiendrait à l'écart de la manifestation. La crainte n'était pas illusoire, car il se produisit des heurts violents entre les manifestants et les policiers, entraînant même le décès d'une manifestante, morte piétinée. La gauche sociale du PQ était favorable à la manifestation malgré ses risques. En particulier le député Robert Burns, ancien syndicaliste, qui avait donné son accord personnel et fut au premier rang des manifestants. Une semaine plus tard, le 7 novembre, *Québec-Press* publiait des propos de Burns y dénonçant l'attitude abstentionniste de son propre parti, présenté comme « simplement une aile un peu plus avancée du Parti libéral ou des vieux partis semblables ». Et, ajoutait-il, « pour moi, le Parti québécois doit être du bord des exploités, clairement, et ne pas essayer de prendre le pouvoir sous de fausses représentations ». En un premier moment d'humeur facile à comprendre, Lévesque invitait le député de son parti à « s'en aller s'il le veut », tout comme « les éléments qui appuyaient le F.L.Q. l'an dernier ».

La réponse drue à l'aile gauchiste du PQ fut contenue dans un véritable manifeste, approuvé à l'unanimité par le conseil exécutif du parti avant d'être adopté à une session spéciale du conseil national le 27 novembre. La critique faite aux gauchistes y tenait très dure, écrite dans un style proprement pamphlétaire, comme le montre cet extrait : « Tout cela fait parfaitement l'affaire de nos missionnaires de la table rase qui grenouillent dans les chapelles marginales de la révolution miracle ou encore de cet ultragauchisme doctrinaire et désuet qui n'a jamais mené qu'au fascisme de gauche. Dans le même sillage traîne la clique des anarcho-patriotes et des simples « faiseurs de trouble » que seule fait jouir la perspective d'une bonne période de politique du pire. Chez nous comme chez la plupart des peuples modernes, ils sont l'arrière-garde d'un nihilisme dépassé, sans autre but que l'utopie la plus irréalisable (car tout ce qui est réalisable est d'un mortel ennui), sans autre méthode que l'infiltration et l'agitation perpétuelle, sans autre plan que de casser la baraque « et après on verra » ²⁸⁵. Et ça continuait, de la même encre, en plusieurs autres paragraphes. On n'avait pas à deviner de quel encier de pareilles phrases avaient pu surgir.

D'un point de vue positif, le manifeste disait que le parti doit reconnaître comme « clientèle privilégiée » d'abord « les plus démunis, ceux qui n'ont pas ou trop peu de voix pour se faire entendre ni de moyens pour se protéger », puis les travailleurs

²⁸⁴ Par 6 voix contre 5. Préalablement le caucus des députés péquistes s'était déclaré en faveur d'une participation du parti à la manifestation inter syndicale.

²⁸⁵ Texte complet dans *Le Devoir* du 29 novembre 1971.

« dont une grande partie sont encadrés par des syndicats, mais une plus grande encore sans organisation ». Quant aux syndicats, il était rappelé que « nos échéances ne sont pas les mêmes, nos moyens non plus, que leur démarche demeure essentiellement revendicatrice si la nôtre est essentiellement persuasive, et surtout que l'action syndicale est le plus souvent morcelée et sectorielle alors que la nôtre doit forcément être aussi globale que possible ». On ne peut guère mieux distinguer la nature d'un parti pouvant aspirer à la conquête du pouvoir de celle des plus importants groupes de pression que sont les grandes centrales syndicales. À l'articulation de ce texte ²⁸⁶, contenant une si corrosive critique idéologique, et d'un autre manifeste, qu'il appelait pour une programmation d'action du parti, naissait un « grand débat », souvent repris et toujours à reprendre, sur la « social-démocratie » du Parti québécois, futur membre de l'Internationale socialiste. Ce débat n'était pas d'hier lorsqu'il rebondit lors des jours de grande adversité gouvernementale en 1982 et 1983.

Des discussions passionnées, qui s'étaient tenues au sein du parti sur sa doctrine socio-économique, finit par émerger en avril 1972 un document intitulé *Quand nous serons vraiment chez nous* ²⁸⁷, oeuvre du Conseil exécutif du parti, au sein duquel les participationnistes en minorité tentèrent de faire entendre leur voix aux technocrates. Si ces grands objectifs socio-économiques y étaient reconnus ²⁸⁸, le document insistait sur la « nécessité du gradualisme », car on doit « faire admettre qu'il y a des étapes à franchir entre la grande entreprise internationale et l'autogestion, et que la décentralisation des décisions recouvre pour le moment au moins autant de problèmes que de solutions ». Le texte, où se reconnaissait encore la marque du président du parti, se présentait effectivement comme un compromis, laborieux comme ils le sont tous, entre les deux tendances du capitalisme d'État et d'une forme avancée de *welfare state*. La recherche vers un type présumé idéal de social-démocratie fera un autre pas en avant dans le programme électoral de 1973, sous le titre : *Un gouvernement du PQ s'engage*, mais qui ne dépassait guère l'énoncé de principes sans beaucoup d'explicita-

²⁸⁶ Texte complet dans *Le Devoir* du 29 novembre 1971.

²⁸⁷ Et non pas comme *Le Devoir* du 10 avril 1972, en un lapsus typographique dû à une réminiscence de la Révolution tranquille, l'avait intitulé : « Quand nous serons vraiment *maîtres* chez nous ».

²⁸⁸ Entre autres mesures, abolition des compagnies de finances, syndicalisation obligatoire des travailleurs, participation de travailleurs aux conseils d'administration de sociétés régies par l'État, code d'investissement pour limiter la propriété étrangère dans les entreprises québécoises, etc.

tions quant aux moyens. Cette question allait réapparaître en situation de tension au congrès national de février de l'année suivante ²⁸⁹.

Comme il ne s'agit pas d'une histoire du PQ, ni d'une critique de ses fluctuations idéologiques mais bien du rôle particulier de son leader pendant ces années d'opposition, on se contentera de faire observer que René Lévesque, lui-même si peu « technocrate », jouait dans ces luttes les rôles anxieux de serre-freins et de garde-fou. Aussi bien pendant les très durs affrontements entre le gouvernement Bourassa et le Front commun des employés du secteur public au printemps 1972 qu'au moment de la grande manifestation contre *La Presse* à l'automne précédent, le président du PQ ne pouvait guère cacher que le parti était passablement tiraillé au niveau idéologique. Après une hésitation visible et tout en critiquant les moyens employés par le gouvernement, le parti s'efforçait de garder son image favorable auprès du syndicalisme mais en se dissociant de procédés de désordre social. En juin, sur les ondes de la radio française, Lévesque déclarait que, si son parti pouvait être considéré comme « socialiste », il l'était « un peu, beaucoup, mais pas passionnément » ²⁹⁰.

« L'anti-campagne » du PQ aux élections fédérales de 1972 n'avait pas montré, non plus, une très grande clarté tactique de la part de ses stratèges et l'idée d'un « Bloc québécois » avait encore moins fait long feu. Lors de cette espèce de match nul Trudeau-Stanfield, le *columnist* René Lévesque jubilait presque dans *Le Journal de Montréal* du 1er novembre 1972 : « Ce qui saute aux yeux, c'est d'abord le rejet de la « Mafia du Québec », ce French Power foncièrement illusoire mais dont la simple image trop accusée a braqué le Canada anglais contre les libéraux avec une féroce unanimité » ²⁹¹.

Peter Desbarats a qualifié les élections québécoises d'octobre 1973 de « bataille de l'an I », à cause du Budget de l'an I qu'avait proposé le penseur économique de PQ, Jacques Parizeau. C'était un bel exercice de *science* (économique) *fiction* dans le do-

²⁸⁹ Ce congrès fut marqué d'extraordinaires acrobaties procédurales : voir le reportage de Michel Roy dans *Le Devoir*, le 26 février 1973.

²⁹⁰ Propos rapporté par Marcel Adam, alors correspondant parisien de *La Presse* (le 13 juin 1972).

²⁹¹ Il ajoutait plus bas : « La vérité vraie, dans sa sanglante ironie, c'est que le Québec n'a jamais obtenu, de 68 à 72, que des suçons culturels (...). En même temps, le régime Trudeau tâchait sans relâche, avec la complicité plus que passive de M. Bourassa, de transférer le pouvoir réel de Québec à Ottawa, où le vieux rêve naïf des nôtres est d'en garder de bons gros morceaux entre leurs mains ».

maine des finances publiques mais qui ne produisit pas les effets persuasifs escomptés. Le premier ministre Bourassa l'avait écarté du revers de la main par une boutade : « C'est du créditisme pour intellectuels » ²⁹². Au plan économique, l'année avait été bonne pour les libéraux : diminution du taux de chômage (de 8,3% en 1972 à 7,3% l'année suivante) ; les libéraux pouvaient se targuer d'avoir rempli, avec une année de retard, la promesse de la création des 100,000 emplois (129,000 exactement). Pour le journaliste Gilles Lesage, le premier ministre prenait l'allure d'« un gestionnaire, (d')un intendant qui rend compte de son mandat avec assurance et confiance » ²⁹³.

En proie à leurs tiraillements coutumiers surtout au niveau d'un Conseil exécutif plus « participationniste » ou « radical » ²⁹⁴, les péquistes avaient été pris de court, alors que leur chef laissait entrevoir « le pouvoir possible en 1974 » ²⁹⁵. René Lévesque fit la campagne avec sa fougue habituelle ; il était mieux encadré par des membres de son équipe dans tous les centres régionaux qu'il visita inlassablement. Il ne s'agissait plus de « vendre » un parti né d'une dissidence et qui avait coalisé d'autres dissidences, comme en 1970 ; cette fois-ci, Lévesque était présenté comme le futur premier ministre. L'écroulement visible des créditistes et des unionistes, ces derniers ne s'y reconnaissant plus guère à l'enseigne de l'Unité-Québec dont leur avait fait cadeau le chef Gabriel Loubier, constituait un indice favorable à une éventuelle victoire péquiste. La tiédeur entre le PQ et les syndicats s'était quelque peu réchauffée dès lors que les leaders syndicaux avaient continué à pointer le gouvernement Bourassa comme l'adversaire à abattre.

Pendant la campagne, les trois autres partis tirèrent à boulets rouges sur le Parti québécois, confirmant ainsi que cette force montante était devenue inquiétante pour chacun d'eux. Mais unionistes et créditistes, sans nul profit pour eux-mêmes, avaient de fait travaillé pour les libéraux. Tant et si bien - ou si mal ! - qu'on aboutit au plus disproportionnel des résultats électoraux de l'histoire : 102 sièges sur 110 aux libéraux (avec 54,6% des voix), 6 sièges aux péquistes (30,2%), les deux derniers allant

²⁹² Cité par Louis La Rochelle, *En flagrant délit de pouvoir*, Boréal Express, Montréal, 1982, p. 184. Pour une analyse du « budget péquiste » et de ses conséquences électorales, voir Sayweil, op. cit., p. 80 et sqq.

²⁹³ *La Presse*, le 10 octobre 1973.

²⁹⁴ Avec des membres classés « à gauche » comme Robert Burns, Gilbert Paquette, Rose Gélinas.

²⁹⁵ *Québec-Presse*, le 4 mars 1973.

aux créditistes. En trois ans les péquistes avaient fait une montée de sept points, ralliant maintenant presque un électeur sur trois. Mais surtout, ils étaient devenus le parti de l'opposition officielle, même si leur chef n'avait pas encore pu se faire élire à l'Assemblée nationale.

Comme second essai électoral, cette espèce de « victoire morale » de 1973 restait en deçà de la « défaite qui ressemble à une victoire » de 1970. Elle ménageait, tout de même, un nouveau champ stratégique pour les luttes électorales et parlementaires à venir. Les péquistes, pour leur part, n'osaient pas se le souhaiter à eux-mêmes, en proie qu'ils restaient à une contradiction fondamentale dont leur chef, au moins, prenait de plus en plus conscience. Comment, en effet, réussir à prendre le pouvoir sans faire peur « au monde » avec l'indépendance ; et, aussi, comment faire l'indépendance sans d'abord prendre le pouvoir ? La grande opération chirurgicale allait se produire au congrès du PQ de l'automne 1974.

Et pendant qu'à Ottawa Trudeau restait à la gouverne des affaires, Bourassa ne tardait pas à se rendre compte de la superfluité d'un pouvoir trop fort et finalement précaire.

IV

L'interprétation du phénomène Lévesque par la seule clé du « charisme » de l'homme reste d'une faible explication. L'ascendant d'un homme dans quelque groupe devient toujours autant un résultat qu'il fut la cause d'une influence marquante et se reproduisant. L'ascendant n'est donc qu'un avantage du moment et à constamment renouveler. Et quand il se perd autrement que par érosion lente, c'est aussi plus complètement.

Par son nom porteur de symbole et sur son crédit moral, ce franc-tireur qui avait levé une année réussissait aussi à acclimater dans le milieu une nouvelle option nationale, attractive à une large couche de la population mais aussi considérée comme aventureuse par un plus grand nombre. Avec sa détermination de monter une grande organisation de persuasion politique, il avait d'abord porté à bout de bras le parti, qui finissait par recevoir, après cinq ans, la faveur de 30% de l'électorat. Ce degré de po-

pularité aurait pu durer encore longtemps, en légères fluctuations, autour de ce plafonnement.

Après le scrutin général de 1973, ce rapport leader-parti commença à s'inverser subrepticement. Le parti, occupant maintenant l'espace privilégié de l'opposition officielle, pouvait aspirer à l'alternance en s'affirmant comme la seule solution de rechange à l'actuel gouvernement. Il n'allait pas être assez fort pour se passer de ce leadership charismatique, mais il avait suffisamment de vigueur pour avoir une vie propre et distincte du destin personnel du leader. Aussi, que le leader fût contesté dans des structures démocratiques et ouvertes à des luttes concurrentielles pouvait paraître quelque peu disgracieux, mais aussi naturel. C'est un fait généralement méconnu qu'un leader emploie le plus clair de son temps à assurer sa propre position transactionnelle, si forte soit-elle, à la tête de ses troupes. Voilà l'aspect sordide, et généralement occulte, de l'exercice d'un leadership complexe ; par comparaison, la lutte ouverte contre l'adversaire officiel prend plutôt l'allure de la « guerre rafraîchissante et joyeuse » ²⁹⁶.

Une formation idéologique comme le Parti québécois, attire des intellectuels et généralement, des adhérents de l'espèce « croyants » et « raisonneurs ». Ces types de croyance et de rationalité se conjuguent en simplification, laquelle tend à absolutiser l'objectif commun. Mais la discrimination entre les moyens relève de l'ordre relatif. Au leader incombe la responsabilité première de sélectionner les moyens efficaces à l'obtention de l'objectif, donc à relativiser.

Les tensions, déjà vues, entre participationnistes et technocrates dans l'élaboration du programme socio-économique se reproduisaient d'identique façon, au niveau des discussions constitutionnelles, entre absolutistes et relativistes. Les absolutistes se reconnaissaient à leur constance à s'élever contre la « dilution » de l'idée ou de l'objectif de *l'indépendance*. Pour eux, parler plutôt de « souveraineté » et lui accoler même l'idée d'« association » c'était, en effet, commencer à diluer. Puis, la question du référendum ²⁹⁷, apparaissait comme une vaste opération de brassage diluant, justement. L'autre terme du vocabulaire péquiste est non moins typique : « l'étapisme ».

²⁹⁶ Selon l'horrible slogan de la propagande militaire d'avant la guerre de 14-18.

²⁹⁷ Trop longue à rappeler en un propos incident. Pour le point de vue de l'auteur, voir *Pratique de l'État*, chapitre VI : « Une crise du régime : le référendum sur la souveraineté-association, ou la perpétuation d'un demi-État », p. 173-196.

Il signalera cette stratégie en plusieurs phases ou degrés selon lesquels devait se produire l'accession à la souveraineté.

Pour l'adoption laborieuse du moyen référendaire, le rôle, ingrat un temps mais finalement décisif, fut exercé par Claude Morin, cet universitaire devenu sous-ministre des Affaires fédérales-provinciales, puis intergouvernementales, qui était retourné à l'université afin de pouvoir adhérer au Parti québécois en 1972. Son calcul était simple qu'il avait explicité en de multiples interviews et textes : il n'y aurait pas de chance d'un nouveau statut constitutionnel pour le Québec à moins qu'un gouvernement québécois ne soit appuyé par un référendum explicite, condition indispensable pour en imposer à Ottawa et aux autres capitales provinciales. Mais il faudrait d'abord être au gouvernement pour pouvoir, à point nommé, décider d'un tel référendum.

La conséquence devenait claire : il fallait mettre en veilleuse la question constitutionnelle, présenter le PQ comme la promesse d'un « vrai gouvernement », ajourner le moment de la grande décision collective qui serait prise à la suite d'une large consultation populaire pendant l'exercice d'un premier mandat gouvernemental. En définitive, « l'indépendance, c'est pas sorcier », selon le titre d'une brochure que l'ex-ministre publiera plus tard ; ou telles paraissaient les seules voies pratiques de « l'indépendance tranquille » dont le chef du Parti québécois parlera pendant la campagne de 1976. Ainsi se trouvaient satisfaites sur le tard les exigences du réalisme politique, de la probité d'esprit et du respect des valeurs démocratiques fondamentales pour un changement d'une telle envergure. Ce relativisme devenait d'une plus haute qualité morale que l'absolutisme indépendantiste qui était, en outre, condamné à l'échec.

Les absolutistes, toujours méfiants de ces procédés de dilution, n'allaient pas faire la vie facile aux instigateurs de la doctrine étapiste. Quelques-uns se souvinrent d'un placard de propagande, aux élections de 1973, qui disait explicitement :

Aujourd'hui,

je vote pour
la seule équipe
prête à former
un vrai gouvernement

En 1975,

par référendum,
je déciderai
de l'avenir
du Québec

Une chose à la fois ! Chaque chose en son temps.

Au congrès de novembre 1974, trois tendances se discernaient : les purs et durs de l'indépendance maintenant leurs convictions contre les étapistes réalistes ; et un plus grand nombre de militants, tout en consentant au principe d'un référendum, acceptaient difficilement son caractère obligatoire. Un sondage de l'IQOP, qui venait d'être publié dans *La Presse* tout juste avant le congrès, avait révélé que 83% des répondants estimaient un référendum nécessaire : de l'eau opportune au moulin de la thèse étapiste... La décision fut finalement enlevée au congrès par 630 voix en faveur du référendum contre 353. Succès certes marquant pour les responsables de la récente campagne étapiste, mais qui montrait la persistance d'un fort groupe d'inconditionnels de l'indépendance, ou d'« absolutistes ».

Les tensions au sein du parti continuèrent encore l'année suivante et même jusqu'au début de 1976. Lors d'une dernière opposition active au projet, qui s'était manifestée à la réunion du Conseil national de Victoriaville, le chef du parti fera une sortie violente contre les « chiqueux de guenilles », car le débat est « fini » et « classé » sur la question. Une idée qui, à l'origine, avait été considérée presque comme une hérésie, qu'on avait attaquée comme basement électoraliste, était devenue l'élément majeur de la politique officielle du parti. Elle allait produire le « déblocage électoral du parti » ²⁹⁸, selon une expression de son chef, qui y trouvait en même temps un apaisement à ses sincères scrupules démocratiques.

Faut-il tellement parler de la « montée » d'un parti d'opposition lorsque le parti du pouvoir est manifestement en perte de vitesse, en difficultés d'usure évidentes ? Deux mandats s'étalant sur six ans de gouvernement, entre 1970 et 1976, la grande équipe de la Révolution tranquille n'avait pas duré plus longtemps. On connaît, par ailleurs, l'axiome, « un gouvernement ne perd pas le pouvoir il se bat lui-même ». Seulement, cette fois, la solution alternante était celle d'un parti « anti-système » dont l'application de l'article premier du programme pourrait avoir pour conséquence de chambarder l'ordre fédératif. En vertu d'un extraordinaire *contrat social* avec l'électorat, ce

²⁹⁸ Citations dans V. et D. Murray, *op. cit.*, p. 211, 204.

parti et son chef s'engageaient à ne pas faire l'indépendance dès la prise du pouvoir, la renvoyant à la voix populaire par expression référendaire.

Après toutes ces années, on n'en revient pas facilement de ce phénomène d'une telle croyance générale en la « foi jurée »²⁹⁹. Ce fait qui parut tellement naturel qu'on ne le releva même pas, et qui est probablement inédit dans l'histoire politique des temps modernes, eût-il pu se produire sans le très fort crédit moral que commandait la personne de René Lévesque ? Et cela auprès de tous ses adversaires autant que dans l'électorat, dont la majorité était loin d'être convertie à l'option qu'il avait prônée avec tant de conviction depuis une huitaine d'années ? Il y a, vraiment, une façon très « québécoise » de faire les choses...

Voilà qu'à l'automne 1976, Robert Bourassa recourait encore à des élections anticipées. Cet apparent tour de passe-passe, qui l'avait trop bien servi en 1973, allait, cette fois-ci, tourner à son désavantage. Deux raisons présumées avaient motivé cette décision sentant la pré-panique : une situation d'urgence constitutionnelle par suite des menaces répétées du premier ministre du Canada de procéder au « rapatriement » même sans l'accord des provinces ; et les excès syndicaux, principalement dans les services publics et parapublics. Avec le recul du temps, ces raisons sont apparues davantage fondées qu'il n'avait d'abord semblé. L'opposition péquiste ne manquait pas de dénoncer plutôt une crise de leadership et certaines indécidatesses administratives à fumet de « scandales ».

Des milieux financiers avaient, de façon répétée, exprimé des inquiétudes sur l'état précaire des finances publiques et la tendance aux déficits croissants. Les taux de chômage et d'inflation continuaient à grimper, entamant la réputation d'économiste du premier ministre. C'était tout de même devenu un phénomène universel depuis la récession de 1974. Des éditoriaux alarmistes de *La Presse* (de Roger Lemelin) et du *Devoir* (de Claude Ryan) avaient auparavant servi des admonestations à l'encore jeune premier ministre pour qu'il se décide enfin à gouverner ! D'autre part, la plupart de ses ministres étaient « faibles et incolores »³⁰⁰ et le premier ministre les manipulait sans trop de peine, non plus qu'avec beaucoup de « productivité » gouvernementale.

²⁹⁹ L'auteur a signalé l'importance de ce phénomène une première fois dans *Syndrome québécois et Mal canadien*, (Les Presses de l'Université Laval, 1981, p. 274-275) et plus récemment dans *Pratique...* (p. 102-104).

³⁰⁰ V. et D. Murray, op. cit., p. 170.

La « souveraineté culturelle » était presque tournée en dérision et éclatait comme un slogan démagogiquement gonflé. Les difficultés linguistiques n'avaient pas trouvé leur solution stabilisatrice avec l'adoption de la loi 22 qui avait entraîné ce résultat clair de produire des mécontents de tous les bords. Même le « projet du siècle », celui du développement de la Baie James, n'était guère porté au mérite du premier ministre. On lui reprochait une espèce de schizophrénie politique, une déficiente planification économique à l'origine, ainsi qu'un « oubli » inadmissible des droits des autochtones, finalement réparé sur le tard par la voie du recours judiciaire.

Et il y avait, par-dessus tout, ce facteur fluide, mais perceptible, que les journaux appellent « la montée du mécontentement », et dont la face plus positive pourrait bien être tout uniment une disponibilité ou un vague désir de changement. Le premier ministre sous-estimait-il la force de ses adversaires ou surestimait-il la sienne propre en tentant de gagner ceux-ci de vitesse ? Les tiraillements idéologiques entre péquistes n'avaient pas empêché le parti de se donner une organisation moderne et efficace, avec un financement aussi bien fourni que transparent.

On apprend à faire les élections en les perdant. On apprend aussi à les gagner, selon la bonne vieille recette éprouvée du « comté par comté ». La classe moyenne « technocratique », qui avait constitué l'armature de ce parti depuis sa fondation, avait fini par amener, à l'échelle régionale, des candidatures de valeur dans les couches jusque-là a-politiques de la population. Bref, le PQ était mieux équipé que jamais pour faire une dure lutte à un gouvernement en net processus de déclin.

Les relations difficiles entre le gouvernement de Québec et celui d'Ottawa, marquées par l'attitude méprisante de Trudeau envers son homologue « mangeur de hot dogs », l'affaire des Gens de l'air, aux tonalités encore plus absurdes qu'odieuses ³⁰¹, la nécessité de maintenir les prescriptions majeures de la loi 22 : tous ces facteurs incitaient le premier ministre du Québec à des prises de position de plus en plus « nationalistes ». Lors de l'épisode le plus humiliant, pour les ministres québécois à Ottawa, de la pénible histoire des Gens de l'air, l'éditorialiste Michel Roy écrivait : « Tout se passe, désormais, comme si les malheurs de Trudeau devaient faire le bonheur de Bourassa... (qui) se dépêche encore une fois de doubler le Parti québécois en opposant au gouvernement d'Ottawa toutes les souverainetés qu'il peut ramasser (...). Car si le

³⁰¹ Les règlements aériens obligeant les pilotes francophones à parler anglais aux techniciens au sol, également francophones, dans le ciel québécois !

Premier ministre adopte une à une les thèses et les positions de M. Lévesque, il serait plus simple de mettre M. Lévesque au pouvoir » ³⁰². C'est ce que les électeurs québécois feront cinq mois plus tard, non pas pour cette raison mais pour toutes celles qui précèdent ³⁰³.

La campagne électorale fut des plus vives. Les libéraux en difficulté n'étaient pas prêts à livrer la place. Les péquistes, ayant largué provisoirement l'indépendance de leur programme électoral, se sentaient allégés pour mener l'attaque sur les points faibles de leur record gouvernemental-administratif. Ils brandissaient le cruel slogan « On mérite mieux que ça » sous la photo du premier ministre. Surtout, ils ne pouvaient plus se contenter d'enfiler une troisième victoire morale. Ils prétendaient multiplier par six ou sept la poignée de leurs six députés qui avaient assuré vaillamment les tâches de l'opposition officielle depuis trois ans.

Quelque chose de nouveau flottait dans l'air, qui ne s'y trouvait pas lors des deux campagnes précédentes ; et l'on évoquait même l'ambiance « fin de régime » de 1960, voire de 1936. Quelque chose d'important risquait de se produire dont des résultats de sondages assez convergents comportaient, des jours à l'avance, les indices numériques. Personne, les péquistes et leur chef les tout premiers, n'osait le croire. Pendant une campagne électorale, l'attaquant est en position privilégiée pour marquer les premiers points ; mais, se disait-on, l'électeur, au jour du vote, dans le secret de l'isoloir, pourrait bien continuer à céder à la routine...

La campagne avait aussi été très personnalisée. Ce n'était pas qu'une mêlée de plus entre libéraux, unionistes et péquistes. Un duel décisif se livrait entre deux grands champions : d'une part, un premier ministre, confirmé une fois déjà mais quelque peu perdant pied, et d'autre part, un combattant chevronné qui, ayant mis provisoirement l'indépendance entre parenthèses, le harcelait avec tout un attirail d'armes plus légères. Leur face à face radiophonique à CKAC Télémedia avait été le clou de la campagne. À la relecture de ce débat ³⁰⁴, qu'aucun des deux joueurs, se connaissant bien depuis si longtemps, n'avait décisivement emporté, on refait, pour ainsi dire, cette campagne électorale fort animée. On revoit le choc de ses grands enjeux, ainsi

³⁰² *Le Devoir*, le 6 juillet 1976.

³⁰³ Pour un récit assez détaillé des événements de cette année très chargée de 1976, voir les 50 pages de Saywell dans le livre cité, p. 122-171.

³⁰⁴ L'ouvrage de Pierre Dupont, *15 novembre...* (Quinze, Montréal, 1976) contient le texte complet de ce débat, p. 117-189.

que l'illustration des divers procédés de combat qui étaient de moindre noblesse et amplitude. Plus que par leurs affrontements passés, ce face à face permettait le dégagement de deux personnalités antithétiques, chacune se présentant, pour ainsi dire, l'anti-mesure de l'autre.

Un autre aspect de « personnalisation » de la campagne fut l'intervention de Jean Marchand comme candidat libéral dans Louis Hébert contre Claude Morin, ce dernier l'emportant haut la main. En rupture fracassante de sa position de force au sein du cabinet Trudeau, pour une question de principe au sujet de l'affaire des Gens de l'air, l'une des trois « colombes » tentait enfin sa chance électorale dans l'arène québécoise, qu'il aurait sans doute préférée à la fédérale si les conditions de son entrée en politique avec ses deux amis avaient été autres en 1965 ou auparavant. En terrain québécois, contre un adversaire redoutable, Marchand retrouva toute sa fougue passionnée de naguère. Sa dialectique de départ ressemblait à celle de son copain de l'époque de leur vie d'étudiant, mais au départ seulement...

Où se trouvent les meilleures chances d'avenir politique des Québécois comme « petit peuple » ? Pour René Lévesque, c'est en faisant sauter le « carcan » fédéral. Pour Jean Marchand, c'est en restant dans l'ensemble fédératif canadien. Les deux hommes ont toujours eu une conscience profonde de la précarité de leur groupe ethnique ; et leur nationalisme les a toujours fait vibrer avec une identique charge d'émotivité, en quoi ils se ressemblent fondamentalement au plan tempéramental. Mais quant aux moyens, ils divergent diamétralement. Après cette tardive et malheureuse incursion en politique québécoise, Jean Marchand retournera à Ottawa, sera nommé au Sénat dont il deviendra, peu après, le président. L'autre colombe, Gérard Pelletier, avait entamé une troisième carrière dans la diplomatie comme ambassadeur du Canada à Paris. La longue connaissance personnelle qu'il avait du premier ministre du Canada et du nouveau premier ministre du Québec lui servira dans ses délicates fonctions dans la capitale française.

Bien que statistiquement prévisible, les résultats du 15 novembre 1976 n'avaient pas été prévus, même pas par les gagnants gonflés d'espérance. Dans l'attente des résultats, René Lévesque avait griffonné des notes sur trois feuilles selon autant de résultats pensables. Sur la première, « Victoire morale », il n'avait guère élaboré ce qu'il aurait à dire pour remonter, une fois de plus, le moral des troupes. « Victoire », sur la deuxième feuille, aurait signalé la poussée décisive du parti avec quelque quarante ou cinquante sièges ; et ce serait pour la prochaine fois ! La troisième feuille,

intitulée « Miracle », contenait peu de notes, puisqu'il n'osait espérer l'élection d'un gouvernement péquiste majoritaire.

C'était pourtant le résultat au soir du 15 novembre : avec 41% des suffrages, le PQ décrochait 69 sièges, tandis que les libéraux obtenaient 28 sièges et les unionistes, 11 sièges (ce qui était l'autre surprise de la soirée). Enfin les créditistes, moribonds, et le Parti national populaire, mort-né, ne recevaient qu'un siège chacun. De l'allocution de circonstance que fit ce soir-là le nouveau premier ministre, on rappellera ces quelques phrases qui vont peut-être passer à l'histoire : « Je n'ai jamais pensé que je pourrais être aussi fier d'être Québécois que ce soir (...). On n'est pas un petit peuple, on est peut-être quelque chose comme un grand peuple (...). À mon humble avis, c'est la plus belle et peut-être la plus grande soirée de l'histoire du Québec » ³⁰⁵.

Une nouvelle époque s'ouvrait : celle d'un nationalisme plus complet et davantage décidé qui prenait enfin le pouvoir, mais devant encore rester pour un temps en deçà de l'indépendance. Après les six années Bourassa, commençait la deuxième carrière gouvernementale de Lévesque, cette fois-ci en qualité de premier ministre. A peu près personne n'eût pu soupçonner que Bourassa aurait, plusieurs années plus tard, la chance d'une seconde carrière de premier ministre après sa propre traversée du désert ³⁰⁶. Et à Ottawa, à la fin de 1976, Pierre Elliott Trudeau en était à sa huitième année de pouvoir ininterrompu. Pour être extérieur au Québec, le prochain obstacle à la montée indépendantiste n'en restait pas moins de taille.

³⁰⁵ Tous les journaux du lendemain, le 16 novembre 1976.

³⁰⁶ On retrouvera Robert Bourassa au chapitre XII, qui fera le récit de son extraordinaire remontée à partir de l'humiliante défaite de 1976.

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre V

Pierre Elliott Trudeau (1968-1979) : l'ancien mousquetaire gagne son bâton de maréchal

I

[Retour à la table des matières](#)

Par son étourdissant brio personnel, d'Artagnan s'était détaché des autres mousquetaires. Quand d'Artagnan Trudeau sera promu commandant en chef, Marchand et Pelletier serviront sous ses ordres. Pour ses propres opérations, Lévesque avait déjà fait le choix d'une moins vaste province avant de s'appliquer, après 1967, à lever les troupes d'un camp adverse. Après la brillante victoire de juin 1968, le général en chef Trudeau vint à deux cheveux de perdre sa deuxième bataille rangée, celle d'octobre 1972. Il ne gagnera son bâton de maréchal que deux ans plus tard en remportant une éclatante revanche. Et ce sera pour tenir la place forte un autre cinq ans avant de connaître, en mai 1979, une cinglante défaite, la première et la dernière de sa carrière. Mais on ne la racontera, ainsi que l'espèce de miraculeuse récupération en quelques mois, que deux chapitres plus loin, après qu'on aura vu, au chapitre suivant, comment, dans l'intervalle, l'ancien franc-tireur se sera, lui-même, imposé comme général en chef et gouvernant en l'autre capitale.

Le personnage Trudeau paraissant hors toutes catégories politiciennes connues, il fut perçu naturellement comme un phénomène hors mesure. Un court temps. Cela s'est appelé la « trudeaumanie », Elle ne fut manifeste par ses effets dévastateurs que la durée d'une campagne électorale. Mais, en décroissance salutaire pour tous, elle

allait se prolonger pendant au moins une couple d'années. L'analyse politique ne peut guère qu'enregistrer le phénomène, et en marquer le déclin, bien que sans extinction complète jusqu'à aujourd'hui. Comment, par exemple, expliquer les « séances d'auto-érotisme collectif » auxquelles donna lieu la première campagne électorale ³⁰⁷ ? Presque tout de ce que disait ou faisait Trudeau, aussi bien selon un mode conventionnel ou ennuyeux qu'inattendu ou swing, rendait ! C'est une illusion de penser que la nouveauté devient attrayante en tant que telle, alors qu'elle se produit par la surprise, les contrastes, la rupture ³⁰⁸. Le « charisme » était l'interprétation commode qui permettait de parler du phénomène sans avoir à l'expliquer.

Un homme de 49 ans, propulsé au premier rang de l'actualité, symbolisait le télescopage en douce de deux générations : celle du pouvoir s'achevant, celle du pouvoir commençant. Le style visionnaire du Diefenbaker de 1957 et 1958 lui était trop visiblement volontariste pour être convaincant. La manière conciliatrice de Pearson en 1962, 1963 et 1965 gardait quelque chose de tourmenté qui ne présentait rien d'emballant. En quelques mois de 1968, Trudeau changeait tout cela. Il personnalisait la vision de « Dief » tout en renouvelant la médiation de « Mike ». Lucide, il se savait instrumental et non causal dans des déterminants collectifs qui, du reste, n'ont jamais rien eu de nécessaire.

En avion, il confiait à un journaliste affecté à sa campagne électorale : « Il n'y a pas de magie, ni quelque loi divine établissant que ce pays va tenir ensemble » ³⁰⁹. Les idées qu'il propageait étaient simples et se ramenaient à l'objectif complexe d'une « société juste », mais qu'il simplifiait par le principe de « l'usage créatif du droit » ³¹⁰. Aux Québécois, il se présentera comme l'instigateur d'une nouvelle et plus

³⁰⁷ L'expression est de Christina McCall-Newrnan, caractérisant une assemblée à Toronto ; elle ajoutait : « Où qu'il aille au Canada anglais, Trudeau provoquait les mêmes réactions. Que ce soit dans une salle de curling à Kamloops, dans un pare de Saskatoon ou dans ce centre commercial à Winnipeg (...) » (*Les Rouges*, Les Éditions de l'Homme, Montréal, 1982, p. 130).

³⁰⁸ En l'occurrence, d'avec Saint-Laurent, Diefenbaker et Pearson, tous des anciens leaders, nés au siècle précédent.

³⁰⁹ « It's too great a country to separate. There's no magic, no God-made law saying the country is going to hold together... It's the sweet people... in this sweet Canada... they will do it » (cité par John D. Harbron, *This is Trudeau*, Longmans, Don Mills, 1968, p. 101).

³¹⁰ Dans une interview avec Peter Newman, cité *ibid.*, p. 99.

large Révolution tranquille dont il s'agit « d'appliquer l'esprit authentique » ³¹¹, la qualification dans sa bouche étant fortement discriminante puisqu'il s'agit surtout d'« essayer » sérieusement le fédéralisme plutôt que de proclamer qu'il a été un « échec » pour les Canadiens français ³¹². Enfin, ce politicien de l'espèce nouvelle ne tentait d'aguicher personne par les classiques promesses des politiciens en campagne. Il préconisait plutôt un nouvel art de vivre la politique.

Dans les mois qui suivirent les élections générales de juin 1968, le thème le plus persistant des critiques de presse devenait celui de l'usure de (ou de l'accoutumance à) la trudeumanie. Était venu le temps de passer aux actes. Quelle pesanteur possède l'homme maintenant placé en position d'autorité, et alors que s'engageait ce que Max Weber, en son temps, avait qualifié de processus de routinisation charismatique ? Autant que quiconque, Trudeau savait l'ambiguïté fragile de mérites non encore gagnés et craignait l'espèce de piège qu'il s'était dressé, n'ayant rien promis - mais semblant tout promettre.

Son premier effort porta sur la maîtrise de l'appareil gouvernemental. Il avait vu son prédécesseur Pearson empêtré dans des problèmes de dysfonctionnement de la gouverne et de « malorganisation » des structures du parti. Le théoricien d'une politique qualifiée par lui de « fonctionnelle » vingt ans plus tôt, possédait des idées plus claires sur le fonctionnement de la machine étatique que sur la nature des décisions qu'elle aurait à produire. La priorité était au comment sur le quoi. Il sera un leader à poigne et solidement cramponné aux commandes. Mais ce type de préoccupations et d'initiatives est peu « populaire », au sens qu'elles ne trouvent que des échos faibles dans l'opinion - laquelle du reste n'y voit goutte et ne s'intéresse guère à cet aspect interne des choses publiques.

Avec l'arrivée de Trudeau au pouvoir, une nouvelle classe de mandarins commencera à émerger à Ottawa se substituant à celle des grands commis de l'époque de la guerre et de l'après-guerre (et dont Pearson avait été un des prototypes). Au gouvernement, le nouveau premier ministre n'avait pas attendu d'être confirmé par la voix populaire pour réduire à quatre le nombre des comités ministériels qui avaient proliféré sous son prédécesseur. Plus tard, il *refonctionnalisera* les activités, limitrophes, du

³¹¹ Lors d'une conférence au Club Richelieu, à Montréal, le 2 avril, 1968 (cité par Jean Pellerin, *Le Phénomène Trudeau*, Seghers, Paris, 1972, p. 192).

³¹² Pierre Elliott Trudeau, *Le Fédéralisme et la société canadienne-française*, Éditions HMH, Montréal, 1967, p. 39.

cabinet du premier ministre, du Conseil privé et du Conseil du trésor. En chambre, il réformera la mécanique procédurale afin qu'elle puisse servir sa propre stratégie parlementaire. Pour les tâches de conseil, ce travailleur d'instinct, et jusque-là solitaire, se gardera bien de devenir l'otage d'une nuée d'aides et de conseillers. Mais pour être le Canadien le plus informé, comme il sied à un premier ministre, il deviendra plus tard, au troisième gouvernement de 1974, sous l'influence trop clairement visible de quelques-uns. Certes, la personnalité du premier ministre ne refusera pas les occasions d'établir des contacts directs avec la population ; mais en moins de deux ans, les Canadiens commenceront à le trouver distant ³¹³. Dès la prise du pouvoir, Trudeau semblait convaincu qu'il lui faudrait relever positivement le défi du *good government is dull government*, c'est-à-dire d'un « système davantage formel, plus explicitement tourné vers l'avenir et plus ouvertement rationnel que les systèmes antérieurs » ³¹⁴. L'homme, qui se définissait comme un « idéaliste pragmatique », s'est appliqué dès les débuts à rendre justement pragmatiques les énormes pouvoirs d'un premier ministre dans un régime parlementaire et fédératif par surcroît.

Quant à l'« idéalisme », c'est du côté des grandes politiques, au-delà de leur mode décisionnel complexe, en leur substance même, qu'il faut regarder. Au début, Trudeau abordait ces questions d'une façon typiquement intellectuelle ou universitaire, les deux n'étant pas incompatibles : soit par d'intenses travaux de comité, des recherches approfondies, des études élaborées aboutissant à divers livres colorés, blancs, orange, verts, etc. Les principales conclusions étaient presque toujours invariables : un organisme quelconque à créer prendrait charge du « problème » en commençant par l'étudier encore plus profondément ³¹⁵. Et c'est « ainsi (que) pendant les quatre années du

³¹³ Ou, *loosing touch with the people*, selon une question des sondages Gallup en juin 1969. 42% des Canadiens interrogés étaient de cet avis (35% au Québec et 50% dans l'Ouest).

³¹⁴ Harold D. French, *How Ottawa decides*, James Lorimer and Co. Toronto, 1980, p. 21.

³¹⁵ Voir l'ironie de Richard Gwyn sur le maniérisme des travaux de recherche universitaire, en matière de politique extérieure notamment. « Approuvé sur-le-champ, le rapport fut publié en une collection de brochures multicolores réunies dans un mignon petit coffret. Les critiques ne tardèrent pas à souligner qu'il ne disait strictement rien sur le seul aspect de la politique extérieure qui importait réellement : les relations Canada-États-Unis. Trudeau expliqua que cette question était encore à l'étude » (*Le Prince*, France-Amérique, Montréal, 1981, p. 115). Mais au sujet de l'OTAN, toutes les attitudes possibles et imaginables (y compris

gouvernement majoritaire de Trudeau, la Colline parlementaire a été convertie en une Athènes miniature (...). Quant au Conseil privé et au cabinet du Premier ministre, ils étaient devenus littéralement le Lycée » ³¹⁶.

Pour une fois qu'on avait un premier ministre « intellectuel », étant en outre un produit flagrant des humanités classiques du Québec, critiques et caricaturistes n'allaient pas rater l'occasion de plaisanter ce « roi-philosophe » ayant toujours une citation de Platon en poche mais dont la démarche est si clairement aristotélicienne (ou scolastique !) et l'esprit encore plus cartésien ! De ces discussions philosophiques du niveau de comités ministériels, Mitchell Sharp, qui avait eu une longue expérience comme mandarin puis comme ministre *senior* du gouvernement Pearson, dira plus tard qu'on ne faisait pas mieux dans n'importe quelle université ³¹⁷.

II

Pendant la campagne au leadership, puis à celle des élections générales, Trudeau avait bien fait comprendre aux Québécois qu'il serait le premier ministre du Canada et non leur chargé de pouvoirs à Ottawa. Mais, pendant ce premier mandat, se produisirent trois faits majeurs concernant leur existence culturelle : en 1969, l'adoption de la loi statutaire sur les langues officielles ; l'année d'après, la Crise d'octobre et l'application, en conséquence, de l'extraordinaire Loi des mesures de guerre ; et finalement, en 1971, le rejet du projet constitutionnel de la Charte de Victoria par le gouvernement Bourassa.

La législation sur la reconnaissance effective du français officiel au niveau de l'État fédéral reste encore, peut-être, la pièce capitale de l'héritage Trudeau. Ses pro-

la neutralité) avaient été considérées à la demande expresse de Trudeau. Pour le témoignage du ministre Mitchel Sharp, voir George Radwinski, *Trudeau*, Macmillan, Scarborough, 1978, p. 146.

³¹⁶ Larry Zolf, *Dance of the dialectic*, James Lewis and Samuel, Toronto, 1973, p. 5.

³¹⁷ « When this sort of study began, I remember I said : « It's better than any university. We had long discussions on law and order, for instance, in 1968 and 1969 (...). The discussion carried on was most remarkable » (cité par Radwinski, op. cit., p. 146).

longements judiciaires ne finissent plus de se faire sentir jusqu'à aujourd'hui. Une douzaine d'années à l'avance, elle préludait en matière linguistique à l'octroi d'une Charte canadienne des droits et libertés, ouvrant la Loi constitutionnelle de 1982. Il y avait eu les rapports de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme qui réclamait bien plus que les dispositions de la loi de 1969. Mais le minimum s'y trouvait consacré au niveau des institutions fédérales. C'était aussi un « minimum » pour l'idéologie constante du nouveau premier ministre, qui avait fait carrière de penseur comme contempteur du nationalisme de nombre de Québécois prétendant que la nation doit être souveraine. D'après Trudeau, suivant un procédé réductionniste tout inverse selon lequel « la nation » se dissout en une simple différence d'expression linguistique, le nationalisme « séparatiste » s'évanouira de lui-même dès lors que l'ordre fédératif consacrerait et protégerait cette différence.

Ce trop peu et trop tard n'aura pas pour effet d'enrayer la montée de l'indépendantisme au Québec, comme allait le montrer la croissance continue du Parti québécois dans la décennie suivante. Même les Québécois, non touchés par le courant nouveau, n'accorderont qu'une attention distraite à la législation linguistique fédérale ou encore l'accueilleront avec plus qu'un brin de scepticisme. Trudeau se montrera plus d'une fois amer de ne pouvoir compter sur l'indispensable support de « l'arrière ». D'autant qu'il avait dû payer le haut prix ³¹⁸ pour faire passer une législation paraissant exorbitante pour la majorité des *Canadians*. Aux Québécois francophones, il accordait moins que ce qu'ils auraient été en droit d'attendre ; pour un grand nombre d'anglophones hors Québec, il s'agissait d'une officialisation excessive d'une particularité linguistique régionale. Hier encore, ne l'avait-il pas, lui-même, qualifiée, en une boutade pour le moins inopportune, de « lousy French » ? Toute vérité - même relative - n'est pas bonne à dire, surtout au Canada anglais.

L'enlèvement du diplomate James Cross et du ministre Pierre Laporte et, surtout, le meurtre de ce dernier entraînèrent une crise d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent ³¹⁹. Trois niveaux de police et de gouvernement étaient mis en cause. À la demande des autorités métropolitaines de Montréal et provinciales du Québec, le premier ministre du Canada fit adopter la loi exceptionnelle des mesures de guerre.

³¹⁸ Voir le chapitre XIII : « Une politique dure à avaler » dans l'ouvrage de Gwyn, *op. cit.*, p. 261-282.

³¹⁹ Il avait été préalablement question de l'attitude de René Lévesque pendant la Crise d'octobre : voir le chapitre IV.

La façon dont il *géra* la crise fut révélatrice de son tempérament, tout comme l'adoption de la loi des langues officielles avait manifesté son idéologie fondamentale. *Après* toutes ces années, Trudeau apparaît comme ayant été un « héros, mais également comme quelqu'un de brutal » ³²⁰. Il était défendable de soutenir, au palier supérieur de la gouverne de l'État, qu'on ne devait rien concéder à l'affreux chantage terroriste ; mais il manquait pour le moins d'élégance morale de profiter des circonstances, où l'absurde de la situation le disputait au sort tragique des deux victimes, pour administrer à la population une leçon d'un pédagogisme douteux ³²¹ et même pour recourir à l'intimidation auprès des « coeurs tendres - *bleeding hearts* » ³²².

La bourde comparable au lousy *French* fut cette fois le *Well, just watch me*. Trudeau parut solide comme un roc pendant la crise et fit l'admiration d'associés, entre autres Turner ³²³ et Kierans ³²⁴, qui l'avouèrent plus tard. C'est son côté héros inébranlable. Les deux aspects d'un même visage humain apparaissent dans des témoignages de son épouse, Margaret. *Au* début de leur mariage, Pierre lui avait dit que si

³²⁰ Selon Gwyn, op. cit., p. 133.

³²¹ Exemple cet extrait d'une allocution présentée sur les ondes de Radio-Canada le 16 octobre 1970 : « Car enfin, si, comme certains le suggéraient, on avait accédé cette fois-ci aux exigences des terroristes, quitte à exercer « la prochaine fois » une sévérité et une vigilance accrues, on n'aurait fait que retarder l'échéance. Demain, la victime aurait été un gérant de caisse populaire, un fermier, un enfant » (*La Presse*, le 17 octobre 1970).

³²² Pour une citation complète du dialogue entre le journaliste Tim Ralfe de la CBC et le premier ministre, montrant son côté « méchant » (Gwyn, op. cit., p. 143), voir John Saywell, *Quebec 1970*, University of Toronto Press, Toronto, 1971, p. 71-74). L'extrait clé de ce dialogue est le suivant :

Answer : Yes, well there are a lot of bleeding hearts around who just don't like to see people with helmets and guns. All I can say is, go on and bleed, but it is more important to keep law and order in the society than to be worried about weak-kneed people who don't like the looks of Question : At any cost ? How far would you go with that ? How far would you extend that ?

Answer : Well, just watch me.

³²³ « Je ne me suis jamais senti si près de lui. Nous étions de véritables frères d'armes. Vous savez, lorsqu'on est aux côtés d'un gars qui ne bronche pas, même nez à nez avec le danger, on ne peut se retenir de l'admirer » (cité par McCall-Newman, op. cit., p. 317).

³²⁴ « Très froid, très dur, déterminé. Jamais il n'a perdu son sang-froid, il est constamment demeuré maître de la situation. C'était très, très impressionnant » (cité par Gwyn, op. cit., p. 141).

elle, ou un enfant, était kidnappé(e), il ne serait payé aucune espèce de rançon pour leur libération, ce que la jeune épouse n'admettait ni ne comprenait même. Mais au plus noir de la crise, lorsque Trudeau apprit la nouvelle de « l'exécution » (selon l'expression des ravisseurs) du ministre Laporte, son épouse décrit sa réaction dans son autobiographie, *À cœur ouvert* : « Je l'ai entendu pleurer. J'ai tenté de le consoler alors que j'étais moi-même en larmes (...). Je l'ai vu vieillir sous mes yeux. C'était comme s'il avait porté seul la responsabilité de la mort de Laporte (...). Une amertume et une tristesse que je ne lui avais jamais vues auparavant s'emparèrent de lui » ³²⁵. Sans être un « cœur tendre », le héros inébranlable pouvait tout de même s'attendrir dans l'intimité.

Dans une pareille crise, les autorités compétentes devaient faire un choix entre des solutions mauvaises à des degrés divers. La solution alternative (composer, négocier avec les terroristes) aurait pu avoir de graves conséquences à moyenne portée pour la sûreté de l'État et la stabilité de la société. Il reste toutefois un point sombre que ces considérations n'effacent pas : les abus manifestes auxquels a donné lieu l'application de la loi exceptionnelle, ces centaines d'arrestations et d'incarcérations injustes et presque à vue ³²⁶. Ce champion sincère et passionné des libertés civiles dans sa jeunesse, par son silence continu de premier ministre sur cette troublante question, s'est trouvé à entériner ces abus manifestes. Il n'a jamais eu même la tentation d'offrir des regrets ou des excuses aux victimes longtemps après l'apaisement des passions et la publication de rapports objectifs dénombrant explicitement ces cas de prévention abusive. Il a ainsi perdu la considération, non seulement de l'intelligentsia québécoise, mais « le soutien de la plus grande partie de la communauté intellectuelle et universitaire du Canada » ³²⁷.

Quant à l'accusation d'un coup monté qu'aurait orchestré Trudeau pour faire la leçon aux « séparatistes » québécois, elle est complètement échevelée ³²⁸. Du reste,

³²⁵ Cité en français, *ibid.*, p. 142.

³²⁶ Rappelons que pendant cette crise, les forces policières avaient procédé à 3068 perquisitions et appréhendé 453 personnes dont 50, seulement, furent inculpées, et auxquelles on refusa tout cautionnement.

³²⁷ Selon Radwinski, qui reconnaît par ailleurs : « but history might have judged him far more harshly if he had acted with less firmness » (op. cit., p. 302).

³²⁸ Dans une interview à Radwinski, Trudeau disait quelques années plus tard : « I can easily understand how an outside observer, particularly if he is a Quebec nationalist, would sort of suspect that the whole thing was a gigantic drama put

une enquête commanditée par le ministère de la Justice du Québec concluait en 1980 que les autorités politiques et policières n'avaient pas déclenché ni prolongé la crise, bien qu'elle ait « servi de prétexte à une répression d'envergure » et « fourni l'occasion de manipuler l'opinion à des fins politiques » ³²⁹. Ces reproches sont encore aujourd'hui imputés principalement au premier ministre du Canada d'alors. Lui qui manifestera une propension à correspondre, par la voie des journaux, avec les intellectuels québécois lors de « sa » réforme constitutionnelle ³³⁰, aurait pu en temps utile déplorer le tort fait à des citoyens innocents pour de présumés délits d'opinion. La raison d'État ne perd rien à s'excuser après coup des erreurs manifestes commises en son nom ; c'est la moindre des réparations.

On comprendra plus tard l'ampleur du désappointement du premier ministre du Canada causé par l'occasion ratée du rapatriement de la constitution, par suite du refus *in extremis* du premier ministre du Québec de signer en 1971 l'entente connue sous le nom de Charte de Victoria. Pierre Elliott Trudeau n'avait pas de querelle particulière avec Robert Bourassa d'une demi-génération plus jeune et que, du reste, il connaissait peu. On savait seulement qu'il avait préféré la candidature, au poste de leader du PLQ, du jeune avocat fiscaliste à celle des ex-ministres Wagner et Laporte. Mais il était devenu notoire, tant on l'avait répété, que Trudeau n'avait pas une très haute opinion de la façon dont Bourassa avait manœuvré pendant la Crise d'octobre, que celui-ci avait vécue comme un calvaire personnel. Et voilà qu'après presque trois ans d'efforts, au moment où Trudeau touchait au but, « sa » réforme constitutionnelle va à vau-l'eau par l'obstination tardive d'un jeune homme estimé indécis et timide !

Dans l'entourage du premier ministre québécois, le ministre Claude Castonguay et le sous-ministre Claude Morin l'avaient pressé de refuser l'entente si patiemment négociée faute du préalable d'une nouvelle répartition des pouvoirs sociaux. Des leaders d'opinion comme Jacques-Yvan Morin, Marcel Faribault et Claude Ryan, qui avaient mené une lutte analogue au sujet de la formule Fulton-Favreau dans les années 1960, avaient animé, pour leur part, une campagne énergique afin de convaincre le premier

together in order to frighten people away from separatism. But I can tell you with all my earnestness that isn't the way it happened, that it turned out to be a dramatic production but it wasn't designed to be that » (*ibid.*, p. 301).

³²⁹ *Rapport sur les événements d'octobre 1970* soumis par Me Jean-François Duchame (p. 215-219).

³³⁰ Voir, plus loin, au chapitre IX.

ministre de ne pas ratifier un premier accord de principe. Quand Bourassa se décida finalement à opposer son refus, Trudeau fut immensément déçu. Un de ses proches opina que la victoire péquiste du 15 novembre 1976 l'avait « beaucoup moins secoué que l'échec de la Conférence de Victoria en 1971, dont il souhaitait vivement la réussite » ³³¹.

Trudeau prendra une autre dizaine d'années à rattraper - et par quels moyens ! - cet échec de la Charte de Victoria. Son ressentiment contre son homologue du Québec éclatera cinq ans plus tard, au début de mars 1976 ³³². Sur le plan, privilégié par lui, de la réforme constitutionnelle, Trudeau n'avait pas plus de force persuasive que ses prédécesseurs auprès des premiers ministres québécois des années 1960. Et convient-il d'ajouter qu'en l'occurrence, Bourassa se sentait en outre surveillé par Lévesque à la tête d'une formation radicale en matière constitutionnelle et qui était déjà virtuellement le parti de l'opposition et de l'alternance.

III

Le Trudeau de 1968, porté sur le pavois comme un César triomphant par des partisans presque en mal de mutinerie, n'avait pourtant rien d'un révolutionnaire. Il paraîtra au pouvoir plutôt novateur que réformiste. Des politiques comme celles du développement économique régional, de l'environnement, des programmes d'initiatives locales, du relèvement et de l'indexation du taux des systèmes de retraite, non moins qu'un train de nouvelles dispositions en matière pénale et pénitentiaire, etc., contribuaient à esquisser au départ le *new look* de la « société juste » annoncée. La modernisation des organismes centraux de gouvernement, à commencer par celle du bureau du premier ministre, trouvaient une contrepartie dans des actes novateurs de politique étrangère comme la reconnaissance de la Chine et le soutien à son admission à l'Organisation des Nations Unies.

En se présentant aux élections générales de 1972, le gouvernement pouvait faire état d'une feuille de réalisations substantielles. Mais les analystes de la scène ou-

³³¹ Cité par Gwyn (op. cit., p. 290) qui n'indique pas, par ailleurs, qui était ce proche de Trudeau.

³³² Ce qu'on verra plus loin à la fin du présent chapitre.

taouaise avaient pointé une certaine « faiblesse » du premier ministre à s'entourer de conseillers lui ressemblant ³³³ alors que des ministres dits pragmatiques (Hellyer, Kierans) abandonnaient le bateau, ne s'y sentant plus à l'aise - ce qui ne signifie pas que c'étaient eux qui avaient raison. Le gouvernement avait bien d'autres fers au feu, en conséquence des recherches vastes et studieuses engagées dès la prise du pouvoir. Trudeau soutiendra plus tard que la presque défaite de 1972 était attribuable au fait que son gouvernement avait entrepris trop de choses à la fois pendant ce premier mandat.

Avec un excès de confiance le premier ministre s'était lancé dans la lutte électorale, qui devait prendre l'allure d'une cérémonie populaire de couronnement graduel. La trudeumanie n'avait pas encore épuisé son potentiel de magnétisme que la « margaretmanie » naissante prolongeait efficacement. Le *human interest* recherché par les médias y trouvait son compte de pittoresque mais, à maints indices perceptibles, la campagne ne réussissait pas à prendre son envol. À quelques jours du scrutin du 30 octobre 1972, un journaliste québécois caractérisait le rythme de la campagne comme celui d'une « monotonie presque sans secousse » ³³⁴. Elle avait été menée à l'encontre d'élémentaires recettes électorales éprouvées.

En 1969, les fermiers de l'Ouest s'étaient entendu demander pourquoi le gouvernement devrait vendre leur blé. Voici que, prié de pratiquer un mode quelque peu plus conventionnel de faire de la politique, il se met, à Shawinigan, à parler des « candies » que le gouvernement fédéral s'apprête à distribuer sous la forme de parcs de loisirs ! Ce nouveau langage n'apparaissait pas plus opportun. Trudeau fera pire en répondant de plate façon à des militants, d'origine ecclésiastique et universitaire, qui plaidaient la cause des Ibos du Nigéria : « Où est le Biafra ? » Ces boutades n'apparaissent guère plus spirituelles que la célèbre apostrophe de « Mangez de la... ! » adressée aux « gars de Lapalme » en grève et même, plus récemment, en pleine chambre, à des membres de l'opposition. À une journaliste qui lui disait que son gou-

³³³ « He had surrounded himself in office with advisors who were intellectually formidable but politically inept and naïve, like their leader, that it was only necessary to be right and the rest would take care of itself » (Radwinski, op. cit., p. 230-231).

³³⁴ Laurent Laplante dans *Le Devoir*, le 27 octobre 1972.

vernement avait plutôt déçu beaucoup de monde, il répondit avec irritation : « Eux, ils ne sont pas déçus. Seuls les cyniques comme vous le sont » ³³⁵.

Au soir du 30 octobre, les plus déçus étaient les libéraux et leur chef, devant se contenter du rarissime résultat d'un match nul, et encore grâce au traditionnel appui massif du Québec ³³⁶. Trudeau n'était pas forcé de partir : mais Stanfield ne pouvait *forcer* son entrée. Mackenzie King s'était trouvé en aussi inconfortable position en 1925, mais le sorcier occultiste n'avait pu tenir qu'une demi-année dans d'aussi instables conditions. Trudeau, lui, se maintiendra quatre fois plus longtemps. Dans l'entourage, on avait observé sa « profonde tristesse » et surtout, ce qui est très typiquement trudeauiste, son « état de choc contrôlé » ³³⁷. Il n'avait pas gagné ; mais, à ses propres yeux, il n'avait pas, non plus, perdu. « Je peux perdre ; mais je ne perds jamais », dirait-il plus tard, citant cet aphorisme du film de Resnais, *L'année dernière à Marienbad*. Il aurait surtout à montrer qu'il continue à gagner malgré les accidents de parcours ; et il y en aura d'autres, qu'il transformera encore en tremplins de rebondissement. « Faut le faire ». Surtout quand c'est à répétitions.

Backlash, *French power* sont des termes qui, dorénavant, feront partie du vocabulaire politique usuel : le premier phénomène, qu'on traduit par « ressac », a pour cause le second, intraduisible si on veut garder la portée ³³⁸. L'apport des votes et comtés québécois permettait à Trudeau de se cramponner au pouvoir outaouais. Le *French power* était à deux niveaux : tout ce qui était concerné par la mise en place d'une politique des langues officielles, mais surtout la présence de ministres décidés et influents d'origine francophone autour du premier ministre toujours catégorisé comme « francophone ». Le thème le plus constant des analyses du résultat électoral portait sur l'effet supposé d'un *backlash* contre le *French power*. Sans doute, répondaient aussi

³³⁵ Ce « Eux » était une foule de touristes flânant autour de la voiture officielle du premier ministre, qui l'attendait pour l'amener quelque part (scène rapportée par McCall-Newman, *op. cit.*, p. 142-143).

³³⁶ Un moment les résultats montraient les conservateurs en tête (109 contre 107), puis l'égalité à 108 et, enfin, la victoire libérale par un bout de nez, 109 contre 107. Hors du Québec, les libéraux n'avaient pas vu une pareille débâcle depuis l'écrasante victoire de Diefenbaker contre Pearson en 1958, lorsque le premier l'avait emporté avec 204 sièges.

³³⁷ Ces deux expressions étaient d'adjoints du Bureau du premier ministre, telles que rapportées par Gwyn, *op. cit.*, p. 163, 162.

³³⁸ Selon Gwyn, c'est son collègue Charles Lynch qui aurait popularisé l'expression « French power » (*op. cit.*, p. 265).

bien le très fédéraliste ex-ministre Maurice Lamontagne ³³⁹ que l'essayiste indépendantiste Pierre Vadeboncoeur ³⁴⁰ : une manifestation de séparatisme à l'envers. Pour l'historien Jean-Pierre Wallot, le résultat ne faisait que confirmer l'existence des deux nations ³⁴¹. Mais non, soutenait un intellectuel ontarien, A.B. Hodgetts : la tendance en question ne fut pas dirigée contre le Québec, elle reflétait seulement que, dans le reste du Canada, on ne s'en était pas occupé ³⁴².

Voilà donc, par la grâce de l'éternelle fidélité québécoise, Pierre Elliott Trudeau premier ministre d'un gouvernement canadien minoritaire. Comme sous Diefenbaker en 1957-58 et 1962-63, comme sous Pearson après 1963, « la crainte » qu'inspire la condition de gouvernement minoritaire peut être « le commencement de la sagesse » gouvernementale. Elle doit même le devenir, et le devint. D'ailleurs, « le peuple » aime ça, un gouvernement minoritaire ³⁴³ : ça ne court pas de risques, ça devient plus poli, sinon plus humble. Ça devient même obligé d'être plus actif et imaginatif pour faire cesser, à la prochaine occasion qu'il convient de ne pas précipiter toutefois, la condition de précarité gouvernementale. Bref, un gouvernement minoritaire est forcé d'être un bon gouvernement. Sans compter que les oppositions, aussi bien celle de la députation gouvernementale provisoire que celle de la solution alternante, vous prennent un sens combien plus aigu de leur propre responsabilité parlementaire. Tout cela

³³⁹ Soutenant que les seuls gagnants étaient les séparatistes des deux bords, lors d'une conférence prononcée à Edmonton. « Pour l'instant, une chose est certaine, l'influence des Canadiens français vient de nouveau d'être réduite » (*La Presse*, le 11 novembre 1972).

³⁴⁰ « Voici Pierre Trudeau, à son corps défendant, au premier rang de l'engeance séparatiste (...). La coupure est belle à voir, moins violente sans doute, moins douloureuse, mais aussi parfaite qu'au temps de Durham, ou de John MacDonald, ou du plébiscite » (*Le Devoir*, le 11 novembre 1972).

³⁴¹ « Le premier ministre a finalement trébuché sur la réalité même qu'il dénie : l'existence de deux nations au Canada » (*The international Review*, le 27 novembre 1972).

³⁴² « Je crois que le plus grand reproche que l'on puisse faire au Canada anglophone c'est de ne s'être que fort peu intéressé au Québec. C'est regrettable mais c'est ainsi (...). La théorie de la réaction contre les francophones ne survivra pas à l'examen objectif. Elle n'est tout simplement pas valable ». (« Libre opinion » à *La Presse*, le 21 décembre 1972).

³⁴³ Selon un sondage Gallup du mois d'avril 1973, 54% des Canadiens interrogés (dont 60% se disant partisans libéraux) trouvaient que c'est un « bien » pour le pays d'avoir un gouvernement minoritaire, contre 27% de réponses négatives.

peut aussi se dire biologiquement comme l'éveil, chez tous, de l'instinct de conservation et qui se manifeste, tout d'abord, par une plus scrupuleuse assiduité en chambre...

Voilà comment en termes très généraux, on pourrait brosser la performance du second ministère Trudeau. Il faut aussi parler d'un second Trudeau : « le politicien » qui, en trois mois, s'est forgé par nécessité dans un pareil creuset. Il avait pris sa leçon. Il fit des progrès ultra-rapides, prenant le goût a un pouvoir qui, à chaque instant, pouvait lui échapper. Il n'aura de cesse que de revenir en force, et non pas tellement de prendre une revanche - puisqu'il n'avait pas été « battu » ! Se chargent de compléter son éducation politique l'initiateur Keith Davey, le jeune précepteur Jim Coutts et d'autres machiavéliens : leur pupille, fort docile, les devancera bientôt.

Mais la mise en place d'une « infrastructure de survivance politique » ³⁴⁴ aurait tourné à vide si la production gouvernementale n'avait pas été du calibre attendu au Parlement d'abord, puis dans l'opinion. Parmi les politiques marquantes, et souvent arrachées à la force des poignets, du second ministère Trudeau, on peut rappeler une politique générale d'énergie, ponctuelle au rendez-vous de la crise mondiale du pétrole ; une révision en profondeur du régime de la sécurité sociale avec des mécanismes d'indexation ; une agence d'examen de l'investissement étranger ; le prolongement de l'abolition « expérimentale » de la peine capitale jusqu'à sa caducité désirée ; la nomination de Bora Laskin comme juge en chef de la Cour suprême ; etc. Quel gouvernement avait déjà fait mieux en une vingtaine de mois ?

Entre la position du premier ministre au cabinet ou au parlement et le verdict à venir de l'électorat, s'interposent les attentes et exigences du parti. Il devenait naturel après cette quasi-défaite que le leadership soit mis en question, ne fût-ce que par divers chuchotements auxquels la presse, comme toujours indiscreète, faisait écho. Le premier ministre vacillant avait vivement refermé la porte que venait d'entrebâiller Robert Standfield et était rien moins que disposé à laisser la place à quelqu'un d'autre dans le parti. En avril 1973, en un *pep-talk* destiné aux organisateurs et militants libéraux de l'Ontario, il dit carrément : « Je suis ici pour longtemps, je suis ici pour rester » ³⁴⁵. Aussi bien dans le gouvernement au jour le jour que par ses messages les plus déterminés aux partisans, il montrait qu'il avait retrouvé son second souffle. Aussi le temps travaillait-il pour le parti autant que pour lui.

³⁴⁴ Selon l'expression de Radwinski, op. cit., p. 247.

³⁴⁵ *La Presse*, le 16 avril 1973.

Au congrès d'orientation politique de septembre, il absorbe les mouvements d'humeur sur « l'aliénation » de l'Ouest. Il réussit à faire ratifier les récentes décisions du cabinet portant sur le double prix du pétrole et sur la lutte contre l'inflation, ainsi que les aménagements nouveaux dans l'application des mesures sociales. Par-dessus tout, son leadership fut confirmé à 90% lors d'un vote secret du congrès. Plus que jamais, ou peut-être même pour la première fois, *Trudeau is in charge*. Et la population semblait préférer ce Trudeau seconde manière, plus près d'elle, moins arrogant ³⁴⁶, et ne tenait surtout pas à être consultée dans l'immédiat ³⁴⁷.

Quand, au soir du 8 juillet 1974, le chef libéral remporta 141 sièges avec plus de 42% des suffrages, il recueillait les fruits de ce qu'il avait fait les deux années précédentes dans des circonstances très difficiles. Le premier ministre avait tenu deux ans, période plus longue que le sursis d'habitude accordé à un gouvernement minoritaire. Assuré du pouvoir pour quatre ou cinq ans, qui s'ajoutaient aux six années de gouvernement, depuis 1968, Trudeau se trouvait à prendre place dans la courte série des grands premiers ministres, Macdonald, Laurier, King, dont les carrières avaient su rebondir et durer.

La poussée trudeaumaniaque du printemps 1968 n'était plus qu'un souvenir, toutefois capable de générer d'autres effervescences ³⁴⁸ mais bien en deçà de l'ambiance mythifiante. Dans le parti d'abord, puis dans l'opinion quoique d'une manière plus fluide, le style du « nouveau Trudeau » avait plu avec son mélange de combativité vraie et d'humilité qui le paraissait presque autant. Cette popularité se dégageait à contre-jour de la personnalité du leader conservateur, incapable de faire passer sa conviction qu'il avait raison et raison au point que Trudeau n'aura pas d'autre choix, une fois réélu, que d'appliquer la propre politique économique de Stanfield ! Déjà renommés pour leur manque de chance dans le choix de leur leader, les conservateurs

³⁴⁶ Selon un sondage Gallup rendu public au début de mars 1973.

³⁴⁷ Selon un autre sondage Gallup de la fin de l'année, 64% des interrogés préféraient voir Trudeau rester premier ministre, contre 28% qui étaient favorables à des élections.

³⁴⁸ « En 1972, ma campagne n'avait pas vraiment décollé. Mais cette année, j'ai trouvé le secret. J'ai un train et j'ai Margaret » (cité par Gwyn, op. cit., p. 186). Comme illustration de son don particulier pour décompresser les atmosphères électorales, ces phrases prononcées à la fin de la campagne à Hamilton : « We're not tragic like the Tories, nor angry like the New Democrats. Sit down, relax, Liberal meetings are fun » (cité par Radwinski, op. cit., p. 258).

continuaient cette autre fâcheuse habitude de proposer, au mauvais moment, les bonnes politiques que les libéraux s'empressent généralement d'adopter en des circonstances plus opportunes.

La question du contrôle ou du gel des prix et des salaires avait dominé, presque à elle seule, tout le débat électoral. À la suite d'un budget Turner n'offrant rien qui eût pu satisfaire les députés du NPD ni justifier plus longtemps un appui circonstanciel, le gouvernement Trudeau voyait ses jours comptés au printemps 1974. Sans désirer proprement la défaite parlementaire, les libéraux ne craignaient pas la lutte à venir, confiants de l'emporter décisivement cette fois. Ces « néo-socialistes », qu'étaient en train de devenir les conservateurs, pouvaient avoir raison sur le fond mais leur présentation de l'attirail des contrôles montrait de sérieuses déficiences qui n'échappèrent pas aux critiques libéraux. Avec des jeux de mots faciles mais d'une démagogie efficace, Trudeau attaqua la nouvelle philosophie économique des *tories* : « Allez, ouste, vous êtes gelés ! » ou « La seule chose que les contrôles contrôleront, ce sera vos salaires » et même la métaphore climatique ne fut pas épargnée : « Le gel de Stanfield s'est changé en slush » ³⁴⁹.

La stratégie libérale, proprement négativiste, était dirigée contre le chef conservateur qui avait toujours été favorable au libre exercice des équilibres économiques naturels. D'habitude, le parti de l'opposition officielle ou du pouvoir alternant qui démolit les politiques gouvernementales, se présentant comme auto-justificatrices après coup ; cette fois-ci, l'équipe gouvernementale sortante menait l'attaque qui, selon le principe éprouvé, constitue la meilleure défensive. Au Québec, les péquistes avaient eu beau prendre du poil de la bête, leur mot d'ordre d'abstention n'ayant guère été suivi et produisant d'effets à peine discernables que dans quelques comtés. D'autre part, le taux de participation de l'électorat québécois fut l'un des plus faibles depuis des décennies, n'atteignant pas les 60%, suivant en cela une tendance nationale de faible participation avec seulement 63% ³⁵⁰.

Par sa victoire confirmée du 8 juillet 1974, Trudeau montrait qu'il serait capable d'autres orbites dans le ciel politique canadien, tandis que ses opposants se sentirent obligés d'annoncer leur retraite. Stanfield, vaincu carrément une seconde fois sans

³⁴⁹ Expressions rappelées par Gwyn, op. cit., p. 188.

³⁵⁰ Par contraste, la participation électorale des Québécois s'était élevée à 76% (moyenne nationale de 77%) en 1972 ; et à 72% (moyenne nationale de 76%) en 1968.

avoir pu tirer avantage du précédent match nul de 1972, fit connaître qu'il partirait dans les deux mois qui suivraient. Quant au chef valeureux du NPD, David Lewis, qui s'était donné cette dernière chance d'opérer la percée toujours promise de ce parti, il fut immensément déçu d'être vaincu dans sa propre circonscription et démissionna sur-le-champ.

L'image forte de Trudeau, opportunément allégée des tonalités mythiques de naguère, l'avait servi une fois de plus. Selon cette mauvaise langue de Larry Zolf de la CBC, le *Philosopher-King* était en train de se transmuter en Mackenzie King. Le sorcier électoral des libéraux, Keith Davey, regretta de n'avoir pu faire pour le Pearson de 1965, réélu une seconde fois à la tête d'un gouvernement minoritaire, ce qu'il venait d'accomplir en 1974 pour Trudeau. Celui-ci, qui a toujours eu une grâce particulière pour le triomphe modeste, réclamait, au soir du 8 juillet, la présence avec lui, sous le feu des projecteurs, des deux personnes qui l'avaient le plus aidé dans cette victoire éclatante : celle de son épouse, Margaret, et celle de son ministre des finances, John Turner. Ce triomphe conjointement savouré allait durer fort peu, préluant d'ironique façon à deux séparations spectaculaires, la politique venant en premier.

Sous la photo de Trudeau en bain de foule à Saint-John (Nouveau Brunswick), un magazine torontois avait publié la légende : « To half the crowd a hero, to the other half a bum » ³⁵¹. La formule lapidaire montrait jusqu'à quelle polarisation le phénomène Trudeau avait donné lieu deux ans après son éclatant succès de juillet 1974. Il était au plus bas de sa popularité, touchant le creux de la vague des 29% selon un sondage Gallup du mois d'août 1976. Au congrès d'orientation du parti, tenu en novembre 1975, rien de fondamental n'avait été remis en cause, et la position du leader restait toujours forte avec l'appui de la confiance de 80% des participants.

Mais en politique générale l'époque était mauvaise. L'homme qui avait prétendu « envoyer l'inflation au tapis » lors de la campagne de juin 1974 se voyait maintenant forcé d'appliquer, avec plutôt moins que plus de conviction, la politique préconisée par son rival Stanfield, sauf sur la question du gel des prix. Un de ses biographes, également critique constant et à la dent dure, lui reprochera plus tard d'avoir « éveillé des attentes auxquelles n'aurait pu répondre même un Premier ministre qui aurait été à la fois l'incarnation d'Adam Smith, Ricardo, Marx, Keynes et Friedman » ³⁵². Il

³⁵¹ *The Maclean's*, le 4 octobre 1976.

³⁵² Gwyn, op. cit., p. 211.

n'était que Trudeau. Sa politique économique deviendra, pendant une autre dizaine d'années, ballottée par les soubresauts d'une crise économique qui aura ébranlé ou fait disparaître combien d'hommes de gouvernement dans les pays occidentaux.

Un des rares ministres populaires, John Turner, estimera devoir quitter le cabinet dans des circonstances estimées peu claires à l'époque. La course du leadership de 1984 les feront rebondir dans l'actualité en des mises au point ayant la subtilité de litotes ³⁵³. D'autres ministres partirent aussi : au sujet de la politique du bilinguisme, un James Richardson du Manitoba, ce qui n'était pas tellement grave, mais aussi, pour des raisons contraires, un Jean Marchand, ce qui l'était beaucoup plus ; au sujet de « l'affaire des juges », les ministres Charles Drury et André Ouellet, coupables d'interférence dans le processus judiciaire ; enfin, dans des affaires estimées douteuses de patronage, les ministres Bryce Mackasey et John Munro. Et pour empoisonner encore l'atmosphère, l'opinion se trouvait encore saisie de « scandales », comme l'affaire Sky Shops et celle de la Gendarmerie royale du Canada.

Il n'était jusqu'aux goûts dispendieux du premier ministre que les journalistes ne se firent pas faute de monter en épingle : la piscine intérieure au domicile du premier ministre, la Cadillac de cinq tonnes et blindée selon les prescriptions de la GRC, les décorations somptueuses aussi bien au bureau du premier ministre qu'à sa maison du 24 Sussex. Même si l'espace ne lui était pas mesuré en ce propos incident, un auteur éprouve de la réticence à élaborer sur ces questions. Il s'imposait toutefois de les évoquer, puisqu'elles faisaient partie du paysage politique d'alors et qu'elles avaient autant d'écho dans l'opinion que ces nominations à répétition de « vieux camarades » à des postes de haute responsabilité publique. Ces questions et ces nominations avaient plus de retentissement que le renouvellement des membres de l'entourage, qui était toutefois un fait de bien plus grande portée politique ³⁵⁴.

De ces jours de grisaille émergent quelques réalisations d'importance dont l'établissement de Petro-Canada est la plus notable avec, dans un tout autre domaine, l'abolition de la peine capitale. Mais ce qu'on appelle en un anglicisme devenu indispensable, la crédibilité de l'homme politique Trudeau subissait de durs contrecoups surtout en matière de politique économique. Lui qui, dans le passé, gaffait volontiers

³⁵³ Voir le chapitre XI, consacré à Mulroney et à Turner.

³⁵⁴ L'ouvrage le plus important sur ce sujet est celui de Christina McCall-Newman, op. cit. Voir en particulier pour l'époque 1972-1973 la troisième partie : « James Coutts et l'ère de la manipulation » (p. 147-194).

en disant ce qu'il pensait sans nécessité, apparut avec la volte-face de la politique des contrôles comme un homme public en qui on ne pourrait se fier lorsqu'il dirait qu'il ne ferait pas ou ferait telle ou telle chose. Pis encore, il donnait « l'impression d'être un leader sans épine dorsale et extrêmement précautionneux ne se sentant plus libre de dire ce qu'il pensait - pour ne pas dire, ce qu'il estimait désirable - parce qu'il avait conclu que la population ne voulait pas de changement, que la presse ne voulait pas le comprendre, et que le parti libéral ne voulait pas qu'il fasse échouer le bateau » ³⁵⁵. Telle paraissait être la personnalité gouvernementale de Pierre Elliott Trudeau dix ans après que Jean Marchand eut forcé l'entrée de cet intellectuel québécois de haut vol et à l'air timide dans ce sérail du haut pouvoir canadien que continuait d'être le Parti libéral du Canada.

IV

Les « trois colombes » de 1965 allaient finir par n'être plus qu'une à planer sur le ciel d'Ottawa. Et celle-ci s'était transformée en faucon, qui allait encore faire crisser ses serres une autre dizaine d'années !

Dès la fin 1969, soit quatre ans après leur entrée commune en politique et un an et demi après que Trudeau ait été élu premier ministre du Canada, des rumeurs circulaient à Ottawa sur les éventuels départs de Jean Marchand, pensant toujours à la politique québécoise d'autant qu'à Québec la succession de Jean Lesage s'ouvrait, et de Gérard Pelletier, aspirant à un poste d'ambassadeur, à Paris de préférence à tous les autres.

Mais ceux qui prétendaient bien connaître les trois hommes soutenaient que « Pierre » ne les laisserait pas partir. Il avait encore besoin sur le plan personnel confidentiel de « Gérard », le seul homme à pouvoir oser lui dire ses quatre vérités en toutes circonstances. Il requérait toujours les avis de « Jean », auquel il devait sa double chance d'avoir pu entrer en politique et accéder au leadership du parti, le considérant, en outre, comme l'homme qui avait la meilleure connaissance instinctive du Québec politique et social. Mais le départ des deux ne s'effectuera que six et sept ans

³⁵⁵ Radwinski, op. cit., p. 277.

plus tard : qu'à l'automne 1975 pour Pelletier et que l'année suivante pour Marchand. Selon la prévision de leur préférence, le premier fera de la diplomatie comme représentant du Canada à Paris, et le second se lancera enfin en politique provinciale comme candidat dans Louis-Hébert aux élections du 15 novembre 1976.

Entré en politique au plus haut échelon auprès du premier ministre Pearson, Jean Marchand exercera un rôle de premier plan pendant quelques années non seulement comme chef de l'aile parlementaire québécoise mais également au sein du cabinet, ainsi qu'il a déjà été noté (au chapitre III). « Il était infiniment plus connu que Trudeau et cent fois plus aimé des députés, écrivait un observateur attentif de la scène outaouaise. Il était toujours échevelé, avait son franc-parler et un esprit terre à terre ». Après la démission de Pearson à la fin de 1967, c'est lui qu'on pressait de présenter sa candidature afin qu'il y eut un postulant francophone de prestige. Il se désista prudemment et « les motifs de son refus définissent l'homme : émotif, impulsif, généreux » ³⁵⁶.

Il eut surtout le trait de génie de faire accepter comme plausible la candidature de Trudeau, annonçant même qu'en ce cas le candidat inattendu l'emporterait. Mais, sauf dans les activités de la section québécoise de la Fédération libérale du Canada et au sein du caucus des députés du Québec, Marchand ne s'était jamais vraiment trouvé à l'aise dans les milieux administratifs et sociaux de la capitale fédérale. Ce n'était pas qu'une affaire de langue, bien qu'il admettait n'avoir pas de maîtrise suffisante de l'anglais pour penser en cette langue : il s'agissait plutôt d'une question « de racines » et d'identité profonde.

Rien ne le faisait autant bouillir que lorsque les « séparatistes » québécois mettaient en doute sa fidélité québécoise pour le fait de servir, ou plutôt de « se battre », au fédéral pour les intérêts du Québec. Lors de la Crise d'octobre 1970, il avait fait des déclarations marquées au coin de l'angoisse et que les médias avaient répercutées en leur donnant un sens caricatural ³⁵⁷. Sans goût véritable pour la direction des grandes machines administratives, cet homme aux viscères d'opposant s'en était tout de même honorablement tiré comme ministre de l'Expansion régionale puis des Transports. Son canadianisme de principe (mais pour une meilleure enveloppe protectrice

³⁵⁶ Selon le chroniqueur Gwyn, op. cit., p. 73, 72.

³⁵⁷ Une caricature d'Aislin dans *The Montreal Star*, montrant Marchand tenant l'annuaire de téléphone comme liste des suspects des terroristes du FLQ, était spécialement corrosive.

du précaire Québec) ne l'empêchait pas de dénoncer vivement cette espèce de « racisme » anti-francophone à Ottawa qui semblait avoir fait, avant lui, d'autres « victimes », un Guy Favreau, un Maurice Lamontagne, un René Tremblay, un Yves Pratte, etc. Dans les milieux du journalisme et du pouvoir outaouais, on le trouvait très *emotional* lorsqu'il imputait à des différences d'origines ce qui pouvait bien n'être que des carences ou des fautes individuelles, ou encore lorsqu'il interprétait le décevant résultat des élections de 1972 comme la victoire de « fanatiques » au Canada anglais. À la suite de revers physiques et d'un présumé manquement civique (après un malencontreux accident de circulation) que la presse avait épingle, son prestige personnel avait beaucoup diminué dans le parti et dans l'opinion. Il perdit finalement la direction du caucus des députés québécois, et fut remplacé par Marc Lalonde en février 1975.

Au Québec pendant ce temps, le président du Parti québécois, René Lévesque, faisait toujours dans le journalisme et ne manquait pas une occasion pour critiquer ceux du trio fédéral qui avaient cru à l'illusion du *French power* en la capitale étrangère. Ainsi, à la fin de février 1975, il sortit sa meilleure plume de pamphlétaire pour leur dire à chacun leur vérité : à Marchand, qualifié de « Jupiter tanné », à Trudeau, « qui s'est remis à philosophailler sur un mode lugubre » ³⁵⁸, et l'un et l'autre répondant « leur mélancolie croissante, sur toutes les tribunes ». Si Pelletier est quelque peu moins malmené (« ... il parle au moins comme un homme qui tâche encore d'observer et de réfléchir »), il ne se réfugie pas moins « trop volontiers dans les fresques historiques qui permettent de tout expliquer de loin et sans se mouiller » ³⁵⁹. Ce dernier membre du quatuor d'amis, qui « tournaillaient » autour de l'idée de leur propre engagement politique au tournant de 1960, ne savait pas qu'il se trouvait alors à moins de deux ans de sa propre conquête du pouvoir québécois, le 15 novembre 1976. À ce moment-là, Pelletier sera en poste à Paris depuis une quinzaine de mois et Marchand connaîtra la défaite comme candidat libéral devant le futur ministre péquiste Claude Morin ³⁶⁰.

Début juin 1975, se tint à Québec une réunion d'amis et de partisans pour commémorer, avec quelques mois d'avance, le dixième anniversaire de l'entrée de Mar-

³⁵⁸ *Le Jour*, le 25 février 1975.

³⁵⁹ *Le Jour*, le 27 février 1975.

³⁶⁰ Marchand sera nommé au Sénat dont il deviendra plus tard le président. Il est maintenant président de la Commission fédérale des Transports.

chand-Pelletier-Trudeau en politique. Il s'agissait de rendre hommage à celui qui avait été locomotive du groupe. L'initiative revêtait l'allure d'une fête d'adieu anticipée et en partie, aussi, celle d'une espèce de cérémonie de passation des pouvoirs, Marc Lalonde officiant. Bien que des ministres anglophones (McDonald, Munro, Buchanan) assistaient à la fête, c'était principalement un party entre Québécois, parmi lesquels on relevait la présence de Raymond Garneau, de Gilles Lamontagne, de Roger Lemelin, et d'autres citoyens de la capitale provinciale.

Pelletier présenta Marchand aux assistants comme un leader magnétique « qui n'invite pas mais qui entraîne » et dont l'extraordinaire destin politique de Trudeau constituait « la plus illustre victoire ». À travers nombre de boutades ³⁶¹ laissant voir qu'il en avait assez de la politique fédérale, Marchand dit toutefois qu'il ne quittait pas dans l'immédiat. Confiant à l'auditoire qu'« on a travaillé dur dans cette maudite province-là », il s'en prit aux « milieux pessimistes » qui avaient conclu d'avance à l'échec du trio. Marchand poursuivait : « Je ne dis pas qu'on domine tout le monde, mais je pense que nous discutons sur un pied d'égalité. Et la prétendue différence - de minorité à majorité - c'est de la folie, ça n'existe pas. Ce pays-là ne peut exister sans le Québec. Ce n'est pas une question de nombre (...). Il n'y a qu'une façon de maintenir cette culture et ces valeurs. C'est en y croyant, en les défendant, en les rendant les plus parfaites possible de manière à ce que ce soit irrésistible à n'importe quelle majorité ».

Comme il se devait, Trudeau rendit hommage à Marchand pour son sens de la justice sociale vécu depuis toujours en quotidienneté, alors que « moi, j'abordais alors ces notions en intellectuel, dans un cénacle tranquille ». Il admettait, par ailleurs, que « le nationalisme s'est toujours fondé sur une certaine réalité objective, où il y a eu de l'injustice. Les gens réagissent les uns contre les autres parce que, historiquement, il y a eu de l'injustice. C'est pour combattre cette injustice-là que Marchand nous a entraînés au siège du pouvoir, pour assurer que le Québec aurait sa place dans cette confédération ». Les comptes-rendus des journaux ³⁶² faisaient état d'une fête unique célébrant la solidarité d'une extraordinaire amitié entre trois hommes si différents, et que

³⁶¹ *La Presse* du 9 juin 1975 reproduisait un extraordinaire document iconographique de l'aventure du trio. Pendant que, du micro, Marchand interpelle avec humour les deux compères, on voyait Pelletier s'esclaffant, la tête en arrière, et Trudeau, replié sur lui-même, se tapant les cuisses d'amusement.

³⁶² L'auteur cite d'après *Le Soleil*, *La Presse*, *Le Devoir* du 9 juin 1975.

des centaines de partisans ovationnaient pour cette valeur rare en politique. Le rituel était assaisonné de deux brins d'humour : tels ces cadeaux d'un vieux meuble québécois, signalant la fidélité ancestrale, et d'un pigeonnier contenant trois colombes avec la mention : « En souvenir de trois colombes venues du Québec, sans expérience avec lauriers au bec ».

Ce bizarre phénomène de solidarité à trois est probablement unique dans l'histoire des partis politiques. On négocie l'entrée, on adhère à trois ; on fait un premier bilan provisoire après les premiers douze mois, puis un autre plus général après dix ans, mais toujours à trois et en public. Les liens d'amitié reliant trois hommes devenaient un phénomène public, mais sans constituer quelque triumvirat dans l'exercice de rôles clairement distincts et toujours personnalisés. Marchand, le plus extroverti des trois, n'aura guère caché ses états d'âme variables. Pelletier, dans le tome II à venir de ses mémoires, dira sans doute les grandeurs et servitudes de l'entreprise et, peut-être, confiera-t-il les avatars que le terrible métier d'homme public impose aux personnalités les plus affirmées.

Et Trudeau ? Se fera-t-il le mémorialiste privilégié, sans tomber dans l'apologétique, de l'équipée des trois mousquetaires ferrailleurs ? D'ores et déjà, l'histoire enregistre sa double prouesse personnelle, après s'être fait accepter grâce à l'obstination de Marchand : il a atteint le leadership suprême en un temps record - et sans vraiment l'avoir voulu. Il s'y est maintenu également un temps record - mais en l'ayant vraiment voulu, et combien ! Seulement la moitié du temps pendant lequel Pierre fut premier ministre, les copains, Jean et Gérard, auront été ses collègues au cabinet ³⁶³.

L'aventure des trois colombes avait pris toute sa portée par le phénomène plus large et, peut-être même, plus durable du *French power*. On n'a pas fini de discuter de la réussite de l'aventure et de la persistance du phénomène. Au lendemain de la fête, deux journalistes firent entendre deux sons de cloche tout opposés (avant de s'affronter, eux-mêmes, sous peu, ès qualités de chef de parti...) : Claude Ryan et René Lévesque. Pour le directeur du *Devoir*, l'engagement des trois colombes de 1965 avait réussi « au-delà de toute attente », avait même atteint « une plénitude imprévue ». Et « ce trio de Québécois qui se lançaient il y a dix ans à la conquête d'un véritable Himalaya politique » avait « su s'adapter, après la demi-défaite de 1972, à cette réalité

³⁶³ Ce qui ne signifiait que les contacts personnels et de nature privée avaient cessé entre les trois hommes.

canadienne sinueuse, contradictoire, extrêmement diverse que définissaient mal les slogans de 1968 mais qu'ils comprennent et acceptent beaucoup mieux aujourd'hui ». D'autre part, l'Ouest est toujours « fermé à M. Trudeau » qui aura, en outre, « été responsable, par son intransigeance des débuts, de cette progression du séparatisme » au Québec. Enfin si « au niveau de leur génération, MM. Marchand, Pelletier et Trudeau ont sans doute gagné leur pari », le reste « dépendra de la qualité de la relève qu'auront su préparer les trois colombes » : à ce niveau précis, l'horizon est moins clair... et plus inquiétant » ³⁶⁴.

La réaction du *columnist* René Lévesque s'exprima en un texte qui est sans doute la pièce la plus spirituelle de ce polygraphe qui cède plus volontiers au style dramatique qu'au ton humoristique. Il est vrai qu'il s'était senti provoqué par une taquinerie de Marchand. À la célébration du trio, celui-ci avait soulevé cette gentille hypothèse : « Peut-être que si Lesage était encore là, Lévesque serait encore ministre ». (N'oublions pas que nous sommes en juin 1975.) Marchand s'était même accordé la licence de citer un télégramme qu'il avait reçu, au soir de sa difficile victoire dans Québec-Ouest, lors des élections fédérales de 1965 : « Avons suivi avec beaucoup d'intérêt tes *ups and downs*. Félicitations et meilleurs vœux ». René Lévesque était signataire de ce télégramme avec André Laurendeau et Lucien Saulnier. René riposta : « Dix ans après : second télégramme à Jean Marchand ». Je regrette de ne pouvoir citer au complet ce texte en style télégraphique, assez long et comprenant huit paragraphes bien tassés en réponse au « goût douteux citer vieux télégramme ». En voici quelques brefs passages, que l'auteur distribuait en coups de cravache :

« Avez fait brillantes carrières personnelles mais foncièrement, pour répéter Laurendeau, carrières aussi braves petits rois nègres (...). Félicitations quand même pour velléités début. Et longévité plus (...). Mais franchement pas beaucoup félicitations pour résultats. Après dix ans, Québec plus dépendant, inférieur, miné sur plupart plans essentiels qu'à votre arrivée (...). Échelle canadienne, où pays tout entier de plus en plus satellite et aboulisque, bilinguisme et biculturalisme simple farce coûteuse (...). Certitude également, combien illusoire, que pouviez instaurer là-bas, par votre seul prestige éphémère, French power sérieux et durable. Nouvel exemple orgueil qui perd son homme ! Turner et Co. donneront preuve avant longtemps que sommes restés, quoique disiez, impuissamment minoritaires dans contexte (...). Incessamment, dit-on, ton départ. Celui Pelletier aussi, dont silences prolongés et appa-

³⁶⁴ *Le Devoir*, le 10 juin 1975.

remment improductifs sont triste indication. Quant à Trudeau, revenu visiblement pétulance enfant gâté et sorte philosophie noirement geignarde annonciatrice déclin. Fins carrières risquent grande *mélancolie* (...). *Identité québécoise finalement plus résistante n'importe quel effort pour l'abîmer* (...). *Avez contribué en qualité repoussoirs, certainement en qualité provocateurs. Plus en plus fort est maintenant, « particule » dont rigoliez alentour 1968-69. Est désormais promesse commencement nouvelle époque, succédant celle dont vous-mêmes peut-être dernière étape* » ³⁶⁵.

Bientôt les premiers ministres René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau échangeront des correspondances et des télégrammes nullement fictifs ou ironiques. « Fins de carrière risquent grande mélancolie » : toutefois, Trudeau ne prendra sa retraite que neuf ans plus tard, alors que la fin de carrière de Lévesque sera devenue un des lieux communs persistants de ces indécats de journalistes. L'allusion à « Turner et Co » se lit dix ans plus tard en pleine actualité de la discussion sur la perpétuation indécise du *French power*. L'affrontement sur un même terrain entre Lévesque et Trudeau ne se produira qu'en 1980, ce qui fera l'objet du chapitre VIII. Pour cet extraordinaire rendez-vous historique, il aura fallu que le premier prit le pouvoir le 15 novembre 1976 et que le second reconquît le sien le 18 février 1980 après l'avoir perdu six mois plus tôt.

V

Il apparaît assez certain que Pierre Elliott Trudeau a été artisan partiel et involontaire, ou encore « cause seconde » (selon le langage scolastique), de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Il pourrait même en avoir été une des causes immédiates lorsqu'on considère les rapports difficiles et, même un temps, tumultueux entre les premiers ministres du Québec et du Canada en cette cruciale année 1976. Dès la Crise d'octobre 70 et le naufrage de la Charte de Victoria moins d'un an plus tard, commentateurs de l'époque et futurs analystes avaient caractérisé par le « mépris » ³⁶⁶ le type

³⁶⁵ *Le Jour*, le 12 juin 1975. La « particule » à laquelle il est fait allusion est évidemment le PQ.

³⁶⁶ Il y a une apparente unanimité des commentateurs et analystes sur ce point. Voir en particulier Anthony Westell dans *Paradox : Trudeau as Prime minister*,

de sentiment qu'éprouvait Trudeau pour Bourassa. Il s'ensuivit une animosité latente entre les deux hommes ; mais les solidarités entre libéraux québécois appartenant aux partis provincial et fédéral, sinon entre les organisations elles-mêmes à ces deux niveaux, imposaient des règles de retenue dans la succession de tests électoraux si rapprochés : de 1972 et 1974 au niveau fédéral, et, dans l'intervalle, de 1973 au niveau provincial. Justement, Trudeau n'avait pas du tout pris que son homologue québécois lui ait lancé dans les jambes cette affaire de la loi 22 ³⁶⁷, alors que lui-même s'efforçait, en sa propre campagne de 1974, de mieux « vendre » sa politique du bilinguisme au niveau fédéral après le ressac présumé de 1972 qui aurait joué contre lui.

Il y avait eu, encore plus récemment, cette « patate chaude » du financement des Jeux olympiques, dernier épisode fâcheux pour les gouvernements supérieurs des fastes de l'Intendant qui règne à Montréal depuis si longtemps. Trudeau l'avait dit depuis le début, il n'y aurait pas un sou du trésor central pour éponger quelque déficit que ce soit dans la coûteuse entreprise de prestige. Les jeux étant prévus pour l'été 1976, il fallait bien qu'ils puissent se tenir à la date convenue au risque de devenir la risée du monde entier. Une tranche de quelque \$200 millions était réclamée comme contribution fédérale par le gouvernement du Québec ³⁶⁸.

D'autre part, le premier ministre du Canada était parti en campagne depuis quelque mois pour forcer, unilatéralement si nécessaire, le rapatriement de la constitution. L'homme qui avait dit un ultime « Non » à Victoria en 1972 était le grand obstacle sur son chemin. À la sortie de la rencontre des deux premiers ministres à Québec au début mars 1976, Trudeau se paya la tête des journalistes, qui insistaient pour savoir ce qu'ils avaient bien pu négocier : « Nous avons échangé la constitution contre \$200 millions (...). Sérieusement, on leur donne \$200 millions et ils nous donnent une cons-

Prentice-Hall, Toronto, 1972. Lors de la lutte pour le leadership du PLQ, le jeune Robert Bourassa ne se sentait pas inférieur à Trudeau qui s'était fait un premier nom comme intellectuel : « Je n'ai pas de complexe d'infériorité devant Pierre Elliott Trudeau : nous avons fait les mêmes études : lui à Cambridge, moi à Oxford ; nous avons tous deux étudié à Harvard. Je n'aurai pas peur dans les détails techniques. Je n'irai pas à Ottawa pour faire du théâtre et gagner des élections » (cité par Don et Vera Murray, *De Bourassa à Lévesque*, Quinze, Montréal, 1978, p. 185).

³⁶⁷ Trudeau reconnaissait être d'accord sur le fond de la loi 22, mais en trouvait l'application « stupide » (*Le Soleil*, le 6 mars 1976).

³⁶⁸ À des journalistes lui demandant à Québec s'il avait avec lui le chèque des \$200 millions, Trudeau répondit : « Non, je n'ai pas pu le faire certifier. Je ne peux pas faire comme le créditiste et aller emprunter à la Banque du Canada ».

titution canadienne. Vous ne trouvez pas que c'est un bon marché ? » ³⁶⁹. À quoi pouvait bien rimer pareille pirouette ?

Et ce sera le célèbre discours de Trudeau du 5 mars, presque invraisemblable tant il était rempli d'esprit de rage, de légèreté et de mépris. La presse de l'époque le rapporta, et le commenta de façon assez médusée, en n'invoquant pas d'autres éléments que les positions constitutionnelles des deux hommes et leurs divergences sur la manière d'assumer le déficit olympique. Dans son livre consacré à Trudeau, le chroniqueur Richard Gwyn nous fournira, quelques années plus tard, une explication qui n'avait pas cours à l'époque. À la suggestion du maire Drapeau, Bourassa avait déjà obtenu de Trudeau que la Reine inaugure les Jeux olympiques. Les deux premiers ministres avaient encore à mettre au point le programme du voyage et de la cérémonie. Les services fédéraux avaient proposé que l'avion royal atterrisse à l'Ancienne-Lorette et que le premier ministre Bourassa la reçoive officiellement au nom du Québec avant de se rendre inaugurer les jeux à Montréal. Mais le premier ministre du Québec se refusait absolument à procéder à cet acte officiel, ne voulant pas prendre la responsabilité des risques de manifestations que ce rituel en la capitale française aurait pu susciter. À trois mois à peine de l'inauguration, tout le programme imaginé par le génie protocolaire et propagandiste d'Ottawa pour célébrer l'unité nationale tombait à l'eau.

Et c'est alors, selon notre chroniqueur, qu'« après leur entretien, Trudeau écumant de rage devant la lâcheté de Bourassa, prononça son fameux discours. Mais ne pouvant rien dire, il dut se contenter d'humilier Bourassa publiquement. Si les Canadiens anglais avaient appris l'affront que ce dernier venait d'infliger à leur Reine, ils auraient été capables de traverser les frontières du Québec, armés de piques et de hallebardes » ³⁷⁰. Ainsi s'expliqueraient tout aussi bien le mutisme hermétique de Bourassa que l'explosion rageuse de Trudeau devant des congressistes de son propre parti en réunion à Québec. Ainsi naissait la légende injurieuse du mangeur de hot dogs. « J'ai apporté mon lunch. Il s'en vient. Il paraît qu'il mange rien que des hot dogs celui-

³⁶⁹ *Ibid.* Quant à Robert Bourassa il ne disait mot de cette « rencontre privée ».

³⁷⁰ Gwyn, op. cit., p. 278. Le scénario de la visite royale avait été complètement modifié. Plutôt que par avion, la Reine voyagea à bord du yacht royal *Britannia* et aborda à Halifax, capitale d'une province plus royaliste. Après une visite à Frédéricton et dans quelques autres villes du Nouveau-Brunswick, la Reine se rendit directement à Montréal inaugurer les jeux.

là » ³⁷¹, disait le premier ministre du Canada au moment d'aller dîner chez son hôte québécois.

Dans un discours-fleuve de près de deux heures, parlant sans texte, Trudeau pourfendit naturellement les intellectuels, journalistes et professeurs d'université, qui s'opposaient au rapatriement. Devant ses partisans passablement ahuris, il ne se fit pas faute d'employer des procédés d'une vulgarité appuyée comme « Watchez-vous... Fie-toi sur moé ti-Pit... C'est tof (tough)... Pas une... de cenne » ³⁷². Et les convives de n'en pas croire leurs oreilles ! Surtout quand il argumenta sur la nécessité du rapatriement pour que les Anglais, la Reine, Westminster ou le premier ministre Wilson cessent de « faire des lois pour le Canada ».

Des éditorialistes, nullement antifédéralistes et au jugement pondéré, exprimèrent le point de vue de la raison et des convenances. « Il n'était pas arrogant, comme le prétendent souvent ses adversaires, écrivait Michel Roy. Il était simplement méprisant et démagogique. Au point que ses arguments, même fondés en certains cas, ressemblaient davantage à des charges, bouffonnes et grossières. Ce ne sont pas les paroles et les outrances qui dépassaient la pensée. Ce sont plutôt les sentiments, les impulsions et une profonde exaspération qui submergeaient l'esprit, éclatant comme des bombes lancées au hasard, éclaboussant cette engeance qui gouverne le Québec » ³⁷³. Pour Marcel Adam, ce discours faisait penser au « ton paternaliste ou persifleur qu'adoptait M. Duplessis selon qu'il s'adressait au peuple ou à ceux qui le contestaient ». Il était, en effet, « ironique de voir un homme, qui s'est toujours piqué d'aborder la politique avec sérieux, traiter avec une telle légèreté une question politique aussi fondamentale que celle de la constitution ». En conclusion, « pour paraphraser un certain personnage théâtral, je dirai de ce discours de M. Trudeau qu'il n'est pas le plus beau jour de sa vie (sic) » ³⁷⁴.

Pendant que Robert Bourassa se tenait toujours coi, Antonio Bellemare rétorquait « J'y en aurais fait une trudeaumanie, moi » ³⁷⁵. Et tandis qu'en sa qualité de président du Conseil du trésor Jean Chrétien rabrouait les quémandeurs de fonds fédé-

³⁷¹ *Le Soleil*, le 6 mars 1976.

³⁷² Ibid.

³⁷³ *Le Devoir*, le 8 mars 1976.

³⁷⁴ *La Presse*, le 8 mars 1976. Cette allusion au personnage Joseph Prudhomme, créé par Henri Monnier, était assez de circonstance en effet.

³⁷⁵ Ibid.

raux : « Continuez de m'achaler... mais ma réponse c'est non ! » ³⁷⁶, le responsable de l'aile parlementaire québécoise, Marc Lalonde, s'efforçait d'atténuer les « divergences » entre les deux gouvernements et les deux partis frères qui s'entendent dans 99,9% des cas : « Ne laissons pas nos adversaires exagérer nos divergences dans le but de nous diviser » ³⁷⁷. Le président du PLQ, Claude Desrosiers, parla haut et net avant le chef du parti. Il se refusait à savoir si une saute d'humeur ou des troubles digestifs avaient inspiré au premier ministre du Canada de tels propos avec une argumentation de « pré-maternelle » ³⁷⁸ sur la question constitutionnelle. Il disait encore douter que « M. Bourassa consente à descendre dans cette arène, à ras de terre, pour y faire ce qui serait sans doute un beau combat de coqs mais qui ne réglerait rien (...). Les militants libéraux méritaient mieux que ce discours élémentaire. Il va avoir à refaire ce discours autrement, s'il veut nous convaincre » ³⁷⁹.

Quand il se décida à rompre son silence devant les caméras de Radio-Canada, Robert Bourassa le fit, fidèle à lui-même, sans s'emporter, en une réplique mesurée qui n'était pas à la hauteur de l'attaque. À la boutade de Trudeau selon laquelle il aurait besoin de trois jours pour comprendre ce que les militants saisissent en vingt-quatre heures, Bourassa répondit que, de ses prédécesseurs, seul Adélard Godbout comprenait très vite les messages de la capitale fédérale. Lui, il se situait plutôt dans la lignée de ceux qui, de Duplessis à Bertrand, en passant par Sauvé, Lesage, Johnson, ont toujours défendu une politique fortement autonomiste pour le Québec. En outre, plutôt que de parler de « souveraineté culturelle », le premier ministre parlait maintenant de « sécurité culturelle », notion situationnelle plus heureuse que la fiction juridique, d'ailleurs hybride, dont il s'était servi sans bonheur jusque-là. Tout en admettant que chacun a le choix des moyens de son tempérament, l'éditorialiste Michel Roy concluait tout de même qu'il est « dans l'histoire d'un peuple des moments où l'on souhaiterait que le chef d'un gouvernement exprimât avec plus de dynamisme l'indignation qui naît du mépris » ³⁸⁰.

³⁷⁶ Ibid.

³⁷⁷ *Le Devoir*, le 8 mars 1976.

³⁷⁸ *Le Devoir*, le 9 mars 1976.

³⁷⁹ *Le Jour*, le 9 mars 1976.

³⁸⁰ Roy avait auparavant écrit : « Voilà sans doute le secret de sa résistance qui rappelle inmanquablement la fable du chêne et du roseau. L'arbre géant qui est à Ottawa, sous la violence des vents, risque de rompre : le roseau, au contraire, plie mais ne rompt pas » (*Le Devoir*, le 10 mars, 1975).

Cette histoire de massacre, plus lamentable encore pour l'agresseur que pour la victime, ne doit certes pas être grossie dans sa portée, ni même dans son intention. Tout le monde, à un moment ou l'autre de sa vie, à des moments peu glorieux. Elle montrait tout de même que l'homme était parfois capable de violence verbale, de grossièretés, et même de « volupté sadique » ³⁸¹. Il rattrapa d'ailleurs assez mal les conséquences fâcheuses de l'incident. D'abord en le niant, puis en reprochant aux journalistes de n'avoir pas fait leur devoir. À des journalistes de la presse radiophonique à Ottawa, il déclarait en anglais n'avoir pas attaqué Bourassa mais les séparatistes, ce dont les journalistes n'avaient pas tenu compte, estimant que ce n'était « pas de la bonne nouvelle » ³⁸². Assertion doublement fausse, car ces derniers propos, aussi, avaient été rapportés et, au surplus, le discours avait été radiodiffusé en direct. De retour dans sa capitale, le premier ministre se fit ensuite accorder un témoignage de solidarité par les ministres de son cabinet, ainsi que par les membres du caucus des députés libéraux du Québec, pour tout ce qu'il avait dit quelques jours auparavant à Québec ³⁸³.

Dans les milieux de presse à Ottawa, on souleva une bizarre hypothèse pour expliquer l'ahurissante sortie du premier ministre. Ne s'agirait-il d'une autre de ces empoignades célèbres « entre Québécois », servant en définitive les intérêts électoraux respectifs des deux premiers ministres ? N'est-ce pas, pour eux, un excellent dérivatif pour détourner l'attention des graves problèmes économiques et, pour les chefs de parti qu'ils sont aussi, de voiler des difficultés au sein de leur formation respective ? En outre, ne serait-ce pas d'une efficace stratégie anti-séparatiste que de faire paraître le premier ministre libéral du Québec comme fervent défenseur du nationalisme, monopole que ne pourrait plus revendiquer le Parti québécois ? Ces suppositions n'avaient pas plus de fondement que l'hypothèse énorme, surgissant de temps à autre dans des milieux anglophones qui se croient plus astucieux que tout le monde, et selon laquelle la rivalité Trudeau-Lévesque ne serait qu'un gigantesque frame-up pour imposer le *French power* au Canada anglais ! Eh oui !

³⁸¹ L'expression est de Laurent Laplante, *Le Jour*, le 9 mars 1975.

³⁸² *La Presse*, le 11 mars 1976.

³⁸³ Le député de Québec et président du caucus québécois, Gérard Duquet, déclarait au correspondant parlementaire du *Soleil* (le 11 mars 1975) : « Nous lui avons donné un appui unanime, sans restriction et sans hésitation ».

Plus simple, l'explication réelle devait être personnalisée. Si Trudeau avait employé ces provocations de foire d'empoigne parce qu'il était « énervé », comme il a déjà admis en interview qu'il lui arrive parfois de l'être. Pourquoi l'était-il, et à ce moment-là ? Que le refus de Bourassa d'accueillir la Reine à Québec ait été ou non l'incident déclencheur importe peu. Trudeau s'énervait de la présence de Bourassa comme obstacle continu à ses projets constitutionnels. On saura plus tard qu'il était prêt à aller jusqu'au bout dans ce projet, dans la foulée du référendum de 1980...

En cet hiver 1976, les difficultés se sont multipliées sur la route du gouvernement triomphant de 1974. Au Québec, on avait été particulièrement sensible à cette affaire odieuse des Gens de l'air qui aura amené une capitulation sans gloire du ministre Otto Lang et causé le départ de Jean Marchand. Les cotes de popularité sont de moins en moins bonnes pour le parti au pouvoir et pour son chef. Nullement certain d'être réélu au prochain scrutin fédéral, Trudeau sait que le temps lui est mesuré pour réussir le grand oeuvre de sa vie : redonner au Canada une nouvelle constitution et pouvoir ainsi bien « encadrer » le Québec. Mais voilà que ce satané Bourassa lui barre toujours la route ! Il éclate ! Ça devait se produire un jour ou l'autre...

L'essayiste des années 1950-1965, qui s'en prenait au prurit de la *constitutionite* chez les intellectuels québécois, est maintenant devenu un premier ministre obsessif de la réforme constitutionnelle, car c'est par elle que le Québec prendra finalement sa place dans le nécessaire ensemble canadien. Mais, donnant de la savate en pleine poitrine du moins athlétique premier ministre du Québec, il ne tirait, pour lui ni pour sa cause, aucun avantage. Seul le Parti québécois était à même de profiter de tout affaiblissement du premier ministre libéral à Québec. *The land is strong* avait proclamé un simple slogan électoral pendant la campagne de 1974. Pas tant que cela. Le séparatisme n'est pas mort, contrairement à ce que Trudeau affirmera très imprudemment quelques mois avant le 15 novembre 1976. Mais il n'avait pas, non plus, complètement tort, puisqu'on verra le PQ au pouvoir, mais le « séparatisme » en moins...

Nous avons vu le Trudeau au pire lors de cette diatribe insensée du 5 mars 1976. Mais après le 15 novembre 1976, et au moins sur cette question des rapports avec le Québec, ce sera le Trudeau au mieux. À condition, bien entendu, de poser comme valeur fondamentale d'appréciation le maintien intégral d'un Canada fédératif.

La suite de cette histoire en si longue gestation sera racontée dans les chapitres subséquents. On verra, de plus inextricable façon que jamais, l'extraordinaire jeu d'entrelacs et de simultanités dans les destins contraires du franc-tireur Lévesque, devenu général en chef, et de l'ancien mousquetaire Trudeau, devenu, par son brio initial et ses avatars corrigés, maréchal.

Chacun des deux connaîtra une défaite avec les triomphes de deux victoires. Mais la grande victoire du maréchal (avec d'autres) sera la grande défaite du général (tout seul) au soir du référendum.

Lévesque :	victoire électorale du 15 novembre 1976
	défaite référendaire du 20 mai 1980
	victoire électorale du 13 avril 1981
Trudeau :	défaite électorale du 22 mai 1979
	victoire électorale du 18 février 1980
	victoire référendaire du 20 mai 1980

Le calendrier se complète avec la retraite de ce dernier le 30 juin 1984.

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre VI

René Lévesque (1976-1980) : l'ancien franc-tireur s'impose comme général en chef

I

[Retour à la table des matières](#)

En finissant par enlever la place forte de sa capitale ! Il en avait connu les coins et recoins pendant ces six années où il y avait servi comme le « tacticien » le plus imprévisible de l'état-major du commandant d'alors, Jean Lesage. Le franc-tireur de naguère abordait enfin aux rives de la Grande Allée et y installait son propre état-major en sa qualité, nouvellement confirmée, de général victorieux. Tout le monde fut étonné de la réussite de cette opération d'investissement de la capitale : les vaincus, que cela ait jamais pu se produire ; les vainqueurs, eux-mêmes, que cela ait eu lieu si tôt, cette fois-ci. La tonalité moyenne des commentaires libéraux sur le changement de camp du franc-tireur, en 1967, avait oscillé entre le soulagement de voir ce trublion ne plus être en situation d'entamer la responsabilité d'une grande formation et l'émotion sincère de voir un homme de cette classe signer en quelque sorte un acte de suicide politique. Mais voici que la formation, qu'il s'était donnée pour combler sa solitude, prenait régulièrement le pouvoir en basculant le parti qu'il avait quitté neuf ans plus tôt.

Il paraissait naturel, et plus récemment presque inévitable, que ce rebelle constant devint un jour premier ministre victorieux. Mais pour être « constant », il n'en gardait pas moins la marque initiale du « rebelle », qu'on n'imaginait pas facilement à la tête

d'un grand pouvoir en exercice. Cet homme d'un centre davantage dynamique que modérateur, ses adversaires depuis toujours le tiraient à gauche pendant que ses récents et plus fervents associés le voyaient plutôt à leur droite. Comment allait-il se tirer lui-même de ses nouvelles fonctions à la tête d'un gouvernement tout neuf et qu'il n'avait pas désiré si tôt ³⁸⁴ ?

En l'occurrence, la formule classique n'aurait pas suffi comme réponse : faire une politique de gauche avec le pragmatisme calculateur des politiciens de droite. S'il n'avait été que cette espèce de légataire universel d'une Révolution devenant trop tranquille, il aurait pu, après une dizaine d'années, en amorcer la relance selon une espèce de fidéicommiss. Mais il était aussi, et surtout, devenu promoteur de l'idée perturbatrice de l'indépendance du Québec, dont il avait dessiné le « vêtement deux-pièces » de la souveraineté-association.

Les adversaires ne manquaient pas de faire ressortir les dualités de cet homme : gauche-droite, souveraineté-association. Il se trouvera devant le défi de donner les preuves *gouvernementales* qu'elles ne sont pas antinomiques ou incompatibles, qu'elles avaient de l'avenir. Il s'agira moins de synthèse ou de fusion à opérer dans les idées que d'alternance à établir dans la progression : le vrai ou bon gouvernement d'un centre-gauche d'abord, la souveraineté-association ensuite, lorsque « le peuple », de nouveau et spécifiquement consulté, en aura accordé la permission. Le contrat électoral sera donc gouvernementalement respecté jusqu'à la tenue d'un référendum pendant la durée de ce premier mandat.

Aussi, le parti et son chef devront-ils à solliciter deux approbations successives : pour la performance de gouvernement qu'ils auront donnée et pour le type d'option constitutionnelle qu'ils présenteront pour l'avenir. Par-dessus tout, il s'agira de porter jugement sur l'homme capable d'une aventure si singulière de quelque angle qu'on la considère. Observateurs et analystes étrangers, capables d'étonnement, la mettront naturellement en relief, tandis que les Québécois n'y voyaient qu'un phénomène normal, soit le reflet exact de leur propre perplexité collective.

³⁸⁴ Dans son livre-entretiens avec le journaliste français, Jean-Robert Leselbaum, *La Passion du Québec* (Stock, Paris, 1978, et Québec/Amérique, Montréal, 1979, p. 49), Lévesque lui fit l'aveu qu'il se demandait alors « si nous étions prêts à assumer ce fardeau ».

Madame Lise Payette, qui s'y connaît dans le style comportement de vedettariat, a lancé cette pointe, moins malicieuse qu'il ne paraît puisqu'elle peut s'appliquer à tous les monstres sacrés de la politique : « On ne fait pas de la politique avec René Lévesque, on fait de la politique pour René Lévesque ». Ce jugement définit bien l'altruisme public de ce « solitaire qui défend sa solitude » ³⁸⁵. Sachant en outre la rareté des chances qui passent, l'homme se sent pressé sinon impatient : « Je me couche, je dors, je me réveille avec le sentiment de l'urgence », confie-t-il à un journaliste de la Presse canadienne ³⁸⁶.

Les nécessités quotidiennes du pouvoir en opération vont requérir une stabilité psychologique qu'on ne lui reconnaissait pas aux phases antérieures du pouvoir partagé entre 1960 et 1966, et même de l'opposition dissidente dans la longue période qui suivit. À la tête du gouvernement il en aura besoin de cette stabilité psychologique, qui peut bien n'être qu'une faculté d'encaisser sans trop broncher avant de pouvoir lâcher la riposte équilibrante. En effet, les adversaires sont nombreux, et partout, hors du parti, tandis que les surveillants-contrôleurs, hautement politisés, s'y trouvent en force et en nombre.

René Lévesque est suffisamment lui-même pour n'avoir jamais eu à se prendre pour un autre. Mais ce « lui-même » est maintenant premier ministre. La fonction ne fait pas l'homme ; elle le double. René Lévesque se comportera comme on l'attend d'un chef de gouvernement : pleinement. Pour ceux qui l'avaient cotoyé dans les univers d'artificielle familiarité des médias et de la politique, René ou Lévesque est devenu « Monsieur le premier ministre », « Monsieur Lévesque » tout au moins. Dans le traintrain de l'entourage ministériel et administratif, on a rompu avec les habitudes du tutoiement facile et les formes relâchées de la communication. Et, quasi-miracle, René Lévesque s'est mis à s'habiller comme un premier ministre ! Les échetiers de la tribune de la presse nous ont même livré le nom de la préposée à la cravate appropriée au complet de bonne coupe.

Quand le nouveau premier ministre s'adresse aux journalistes en conférence de presse, il se garde bien de céder à l'abondance verbale qui, hier encore, le faisait régulièrement dépasser sa pensée. Des « parfois » et des « peut-être », des « quant à nous » et des « à mon humble avis » parsèment ses énoncés qui ne frappent plus

³⁸⁵ *Le Pouvoir ? Connais pas !* (Québec/Amérique, Montréal, 1982, p. 121).

³⁸⁶ *Le Soleil*, le 15 novembre 1978.

comme des balles. Les reporters grappilleurs qui hantent les corridors de fin de séance se font répondre par des litotes ou, avec la moue de circonstance, se voient même retourner leurs questions impertinentes. René le rebelle est devenu Monsieur René Lévesque, premier ministre du Québec.

II

Dans l'ambiance euphorique de l'installation du pouvoir péquiste, René Lévesque commit le plus riche de tous ses « mots », qui le définit plus favorablement peut-être que tout autre : « Aidez-nous à rester proches de vous ! » ³⁸⁷. Cette exhortation tient de celles qui surgissent dans l'extraordinaire lucidité personnelle des moments d'effroi. Au pouvoir, on embrasse large, d'en haut ; on est loin : « Aidez-nous... » Mais aussi, on est le gouvernement, on n'est plus tel parti ou qu'un parti - qu'on ne peut toutefois faire disparaître ! Entre nous et vous, il y a beaucoup de monde, Aussi, faut-il nous aider « ... à rester proches de vous ! »

René Lévesque établit deux jeux de priorités fermes dès la prise du pouvoir : priorité de l'exercice décisionnel du gouvernement sur les ambitieux programmes du parti ; priorité des impératifs de la « politique intérieure » sur le grand projet de « politique extérieure » qu'est la souveraineté-association. L'on ne s'en étonna guère, pour la raison que ces prises de position étaient bien dans la ligne de l'évolution de ce parti et de la marque que lui avait imprimée son président-fondateur. Mais c'est aussi qu'on n'imaginait guère que les choses eussent pu se passer autrement. On ne s'attendait pas à voir le gouvernement agir comme l'aile avancée d'un parti révolutionnaire, ni déclencher l'opération référendaire aux premières circonstances globalement favorables. Dans la mesure où l'équipe gouvernementale groupée autour de René Lévesque relevait efficacement le défi d'être un bon gouvernement, elle contribuerait certes à affiner « le goût du Québec » chez ceux qui l'avaient déjà ou à l'éveiller chez les autres.

Mais ce succès même montrerait aussi, par une espèce d'a contrario positif, que la grande aventure de l'indépendance n'avait peut-être plus la même pesanteur de nécessité historique. C'était, sans doute, procéder d'une belle illusion que de vouloir mon-

³⁸⁷ *Le Soleil*, le 27 novembre 1976.

trer tout son savoir-faire gouvernemental, en deçà de la souveraineté, puis de présenter ce succès comme une garantie qu'au jour de l'indépendance on saura quoi faire avec... Loin d'avoir été un échec, la politique dite de « l'étapisme » avait trop bien réussi d'une double façon : en arrivant au pouvoir quelques années trop tôt et en obtenant des succès notables de bon gouvernement dès les premières années du pouvoir.

Mais cette austère et exigeante pédagogie par l'exemple était rien moins que nécessaire pour asseoir la stabilité personnelle de René Lévesque, ce leader « qui doute »... Il était inévitablement entouré de gens qui ne doutent pas, ou qui ne doutent pas assez. Dès la première rencontre du chef du gouvernement avec les membres du Conseil national du parti, il leur sera dit abruptement que « le programme du parti n'est pas un programme de gouvernement » ³⁸⁸. Il y a les objectifs généraux et à long terme ; mais, en attendant, s'imposent les projets ponctuels et dans l'immédiat. Ce n'est pas contredire les premiers que de s'appliquer aux seconds dans le concret quotidien de l'activité gouvernementale.

Il ne s'agit pas que de l'agencement des rapports entre le gouvernement et le parti, et qu'arbitre forcément celui qui porte les deux chapeaux de chef du gouvernement et de président du parti. Les modes de fonctionnement techniques du gouvernement eux-mêmes l'exigent. Les réunions du Conseil des ministres avaient, surtout dans les débuts, le style bavard d'une « république des professeurs » ; l'expression des opinions, sollicitées ou non, ne savait pas toujours faire l'économie des préambules et des professions de foi ³⁸⁹. En ce lieu, la ferveur participationniste n'a pas besoin d'être réitérée dès qu'on prend la parole. Agissant davantage comme animateur de groupe que leader intellectuel, Lévesque obtint un mode plus sobre d'expression des avis, tout en laissant chaque ministre faire la promotion de ses politiques et, le cas échéant, en assurer la défense.

Comme chef du gouvernement, René Lévesque avait à affronter les mêmes difficultés de leadership et d'organisation que ses prédécesseurs mais, dirait-on, à un degré de plus grande acuité pour chacune. Il avait à tenir compte d'un parti constitué de

³⁸⁸ Cité par Vera et Don Murray, *De Bourassa à Lévesque*, Quinze, Montréal, 1978, p. 220.

³⁸⁹ « Notre première année, et nous y sommes encore quand même, est une année... disons de beaucoup de mots », faisait observer le premier ministre lors d'une longue interview avec des journalistes du *Devoir* (Bernard Descoteaux, Jean-Claude Picard et Michel Roy), *Le Devoir*, le 24 septembre 1977.

membres idéalistes et raisonneurs, d'une grande exigence : d'un grand nombre de collègues à forte personnalité et de solide formation, dont quelques-uns *existaient* avant l'entrée en politique ; d'une presse critique et même parfois provocante, à la « sympathie » mesurée et conditionnelle ; enfin, d'une opinion plus ouverte et attentive, et comme se sentant valorisée d'être mise dans le coup.

Un leader de taille moyenne n'aurait pas tenu six mois dans les conditions de ces pressions de toutes parts. Il n'avait pas de, ou une, force particulière pour affronter tout cela ; mais il pouvait plutôt tabler sur son extraordinaire capacité d'identification personnelle au projet de société à mettre au point entre Québécois. Comment, en effet, caractériser autrement le phénomène, dont les conséquences étaient visibles ? D'abord, par un fort taux de popularité du premier ministre, plus haut que la confiance offerte au gouvernement ou que le soutien accordé au parti ; mais aussi par un indice, inespéré peut-être, de crédibilité et de respectabilité de la part d'adversaires et d'observateurs de « l'extérieur », qui commence à la frontière de l'Outaouais.

Encore fallait-il que le rendement gouvernemental fût considéré comme satisfaisant. Les réalisations du gouvernement apparurent généralement marquées d'un certain courage mais restant en deçà de l'imprudence, bref d'un sens de la responsabilité effective. Après une première, puis une deuxième année, les bilans critiques de la presse, même de l'anglaise, exprimaient des jugements largement positifs. La cote de la plupart des ministres était assez étonnamment haute ³⁹⁰. Les sondages indiquaient un fort taux de satisfaction populaire. À l'inverse fut considérée comme décevante l'opposition officielle des libéraux, qui s'étaient retrouvés les reins cassés et démunis de leadership après le départ précipité de Robert Bourassa. À partir de l'élection de Claude Ryan le 15 avril 1978, ils reprendront graduellement du poil de la bête et pourront enregistrer une longue liste de succès à des élections partielles, liste, du reste, ininterrompue jusqu'à ce jour.

En se servant d'une typologie élémentaire, mais suffisamment précise pour la généralité du propos, on a pu classer les ministres péquistes en trois catégories : les

³⁹⁰ L'auteur a analysé de façon quelque peu plus explicite le premier gouvernement du Parti québécois (1976-1981) dans le chapitre III de *Pratique de l'État au Québec*, Québec/Amérique, Montréal, 1984, p. 87-112). Depuis la rédaction du présent chapitre ont été publiés le numéro spécial de *Recherches sociographiques* (vol. XXV, 1, 1984) sur *Le gouvernement du Parti québécois* et l'ouvrage de Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Libre Expression, Montréal, 1984.

« politiques », les « sociaux », les « nationaux ». Alors que ces derniers se caractérisent par la nette primauté qu'ils accordent à l'objectif global de l'indépendance nationale, les précédents montrent un attachement spécial aux valeurs et objectifs d'une démocratie plus égalitairement sociale, pour éviter le terme, sujet à controverse, de « social-démocratie ». Quant aux premiers, les « politiques », ils prônent, plus nettement que les « sociaux » ou les « nationaux », l'impératif de la prise du pouvoir et de son exercice général efficace comme moyens d'atteindre les objectifs sociaux et nationaux. Depuis l'adoption de l'étapisme à partir du congrès de 1974, les « politiques », le chef du parti à leur tête, ont eu le haut du pavé et, en particulier, ont rendu le 15 novembre 1976 possible. Après cette date, inévitablement l'influence relative des « politiques » s'est encore confirmée.

Les objectifs des « sociaux » ne furent pas pour autant laissés pour compte qui, de la loi de l'assurance-automobile à celle du zonage agricole, en passant par toute une série de mesures législatives de « protection »³⁹¹, devinrent l'objet de législations progressives et généralement bien reçues dans la population. Quant au projet global de l'indépendance, les nationaux ne le considéraient pas comme mis en veilleuse. Ils savaient qu'il n'était qu'ajourné de quelques années et on s'était employé, dès la première, à faire adopter la loi sur les consultations populaires pour pouvoir tenir le référendum annoncé. En outre, le gros de l'énergie politique en cette première année s'est employée à l'adoption d'une Charte de la langue française, qui constituait un projet plus que subsidiaire à celui de l'indépendance elle-même. On le présentait comme un nécessaire préalable historique, mais dont le « rattrapage » législatif relevait des compétences constitutionnelles actuelles. L'adoption de la loi 101 fut donc la première pièce de résistance du nouveau gouvernement. Elle avait une saveur particulière pour la branche des « nationaux » dans le parti et les incitait à faire acte de patience jusqu'à la tenue du référendum sur l'indépendance nationale.

En outre, un gouvernement du Parti québécois ne pouvait décemment remettre à plus tard une législation en matière linguistique. On en parlait déjà sous Lesage et sous Johnson à l'enseigne moins compromettante du « français langue de travail ». Devant la montée des agitations linguistiques, le premier ministre Bertrand avait réagi craintivement avec le brouillon de l'impopulaire projet de loi 85, tôt rappelé pour être

³⁹¹ Des consommateurs, des personnes âgées (gratuité des médicaments), des jeunes (soins dentaires), des handicapés, des jeunes délinquants, des syndiqués (contre les *scabs*), des petits et moyens entrepreneurs, etc.

remplacé par le projet de loi 63, qui n'avait guère plus d'avenir et dont l'adoption avait soulevé un tollé de protestations à cause de conséquences prévisibles plus graves que la situation inquiétante qu'elle prétendait corriger. Toute l'affaire allait être réfrigérée par l'établissement d'une commission royale d'enquête, chargée de faire une étude fondamentale d'une question aussi complexe. Puis, le gouvernement Bourassa s'efforça de sortir du guêpier en faisant adopter péniblement la loi 22, elle-même laborieusement conçue. Truffée de défauts et de difficultés d'application, cette législation comportait au moins le mérite de déclarer le français langue officielle du Québec. Impopulaire pour des raisons inverses chez les deux groupes linguistiques, la loi 22 avait été un des facteurs notables de la défaite du gouvernement Bourassa, perdant en particulier l'appui des anglophones de la région montréalaise. Le gouvernement élu le 15 novembre 1976 héritait d'un dossier mal en point à tous égards.

Cette question chaude entre toutes prenait une valeur de *symbole* pour un tel parti en un tel moment ³⁹². En pareille circonstance, tout nouveau gouvernement se devait d'agir. Mais un gouvernement péquiste se devait d'agir en priorité absolue ³⁹³ et, nécessairement, dans le sens d'une idéologie « nationale » encore plus affirmée que précédemment. Le « politique » Lévesque aurait préféré au fond, sans trop pouvoir le dire, une réforme du régime institué par la loi 22 et qui avait déjà commencé à produire des résultats malgré des défauts flagrants susceptibles d'être corrigés. Parfait bilingue lui-même, cosmopolite d'instinct et par expérience de vie, il n'avait jamais eu la fibre aussi sensible que ses collègues « nationaux » pour l'officialité du seul français au Québec. Davantage encore, cet homme, au tréfonds de lui-même, a toujours eu une sainte horreur pour tout ce qui sent le moindre fanatisme pour la « bonne cause ». Aux jours maintenant lointains du MSA et du regroupement éventuel avec le RIN, il avait mis sa tête en jeu sur le principe des droits linguistiques du groupe minoritaire. A l'époque plus longue du PQ, son président avait toujours eu une attitude modératrice par rapport à la conception et à l'application de l'unilinguisme français au Québec.

³⁹² Pour une analyse élaborée de cette question, voir *Pratique de l'État au Québec*, le chapitre IV.

³⁹³ Rappelons seulement qu'il ne s'agissait pas d'une loi parmi d'autres, mais d'une *Charte* de la langue française. La loi 101 avait d'abord été numérotée la loi 1, marquant d'une autre façon l'intention symbolique.

Il paraissait clairement mal à l'aise devant l'idéologie fondamentale du Livre blanc sur la langue française au Québec, suivi du projet de loi 1 portant le titre de Charte de la langue française. Il prisera encore moins la vaste machinerie d'exécution qu'allait mettre en oeuvre sous peu la future loi 101. Au plus chaud du débat, il s'en était ouvert lors d'une entrevue au journal *Le Jour* : « Une chose que je n'ai jamais cachée, même au temps de mes discussions avec l'ancien R.I.N. : pour moi, être obsédé par la question de la langue, c'est presque comme ne pas être indépendantiste. Parce que j'ai confiance dans l'avenir, je pense qu'il faut toujours faire attention de ne pas s'isoler culturellement ». Tout en appuyant le principe d'une législation en la matière, le premier ministre formulait des réserves et souhaitait des « changements substantiels » spécialement au chapitre de l'éducation. Bref, il donnait l'impression de se soumettre à contrecœur : « La loi numéro 1 ne reflète pas exactement, idéalement, la société de mes rêves (...). Je l'ai dit, j'ai fluctué là-dessus, j'ai accepté la version présentée en projet de loi, je ne suis pas marié avec » ³⁹⁴. En une autre circonstance, le premier ministre avouait, en conférence de presse, trouver « humiliant » d'avoir à légiférer sur une pareille question ; mais, pour en être arrivé là, c'est sans doute la preuve de la gravité de la situation. Cependant, encore une fois, une telle préoccupation au sujet des moindres détails de la protection linguistique laisserait à penser qu'on se résigne « à rester provinciaux à jamais » ³⁹⁵.

Entre autres réserves, le premier ministre n'était pas prêt à admettre la primauté de ce qu'on allait appeler la « clause Québec » sur la « clause Canada » ³⁹⁶. Enfin, tout juste avant l'adoption de la loi 101, le 26 août 1977, le premier ministre prononça le seul discours sur la question à l'Assemblée nationale. Il ne fit guère plus que de lire et de commenter quelques articles du projet de loi encore sujet à de vives controverses, le tout se terminant par un appel à un accommodement de circonstance : donner à la loi « sa chance raisonnable de faire sa carrière, disons un essai loyal pendant un ou deux ans, qui permettra de voir, avec toutes les balises qui sont aussi là pour protéger les gens contre des excès, si enfin cela peut marcher convenablement » ³⁹⁷. Il y avait

³⁹⁴ *Le Jour*, le 27 mai 1977.

³⁹⁵ Cité par V. et D. Murray, op. cit., p. 234.

³⁹⁶ La « clause Québec » établit que les parents d'enfants admissibles aux écoles anglaises doivent avoir reçu leur éducation anglaise au Québec et non au Canada. La « clause Québec » fut finalement déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême du Canada en juillet 1984.

³⁹⁷ Cité par V. et D. Murray, op. cit., p. 244.

eu un mois plus tôt, le 21 juillet 1977, cette démarche, inspirée des points de vue des « nationaux » et des « politiques », en la forme d'une lettre du premier ministre du Québec à ses neuf homologues provinciaux, présentant ce qu'on conviendra d'appeler les accords de réciprocité de Saint-Andrews ³⁹⁸. Les neuf autres premiers ministres provinciaux, sans grâce particulière, allaient rejeter cette proposition, convenant seulement « qu'ils feront tout leur possible pour offrir l'enseignement en français et en anglais sous réserve que le nombre le justifie ». Cette dernière formulation et l'ensemble de la proposition initiale allaient être retournés contre le Québec, quelques années plus tard, lors du processus post-référendaire de la réforme constitutionnelle.

Avec la question linguistique, le premier ministre Lévesque risquait de se voir mettre en minorité au sein du gouvernement, même si l'influence des « politiques » y restait globalement déterminante. L'ascendant personnel du ministre Camille Laurin, parrain de cette législation, et dont les états de service passés à la chambre et dans le parti étaient impressionnants, s'imposa au cabinet et dans le parti. La poussée des « nationaux » sur la question linguistique apparaissait irrésistible. Ils étaient forts d'une majorité écrasante dans le parti, clairement visible dans l'opinion, et d'un consensus discernable au cabinet. Le premier ministre se faisait dire de tous côtés que la nature d'une telle législation, ainsi que les discussions passionnées qu'elle entraînerait, auraient un effet de mobilisation certain en vue du grand combat référendaire à mener sous peu.

Par cette satisfaction fondamentale accordée aux « nationaux » dès le début, « sociaux » et « politiques » pourraient, dans l'intervalle, faire plus librement la promotion de leurs projets favoris. Pour l'heure, tous considéraient peu la contrepartie, dès lors prévisible, qu'ils auraient à payer. Par la Loi 101, en effet, le gouvernement péquiste braquait à jamais la masse des anglophones québécois et suscitait une grande méfiance presque partout hors du Québec. Cette résistance qui se faisait sentir dès 1977, put être enregistré, numériquement, lors de l'épreuve référendaire trois ans plus tard.

III

³⁹⁸ Ces accords auraient permis aux enfants de parents anglophones originaires d'autres provinces de faire leurs études en anglais au Québec, pourvu que la « réciprocité » soit accordée aux enfants de parents francophones dans ces provinces.

L'empoisonnante question linguistique mise à part, le gouvernement du Québec, par la voix du premier ministre dont le prestige restait intact s'appliquait à maintenir l'image d'une équipe efficace et responsable. À la mi-janvier 1977, devant les étudiants de l'Université de Montréal, le premier ministre présentait une espèce de discours-leçon sur le thème d'un civisme supérieur dans la présente conjoncture historique ³⁹⁹. À quelque temps de là, devant le tout autre public de la Chambre de Commerce de Montréal, il prononça un discours de belle venue qui fut généralement apprécié par l'auditoire record des 2000 convives et loué par les journaux des deux langues. La presse anglophone, tout en relevant les « attaques vicieuses » contre le gouvernement d'Ottawa, lui savait encore plus gré de n'avoir pas entamé les traditionnels couplets sur le « séparatisme » ou sur l'« indépendance ». Axé sur la nécessité d'une triple relance : politique, économique et sociale, ce texte n'avait pourtant rien annoncé de spécialement neuf sur aucun point en particulier, mais l'ensemble se déroulait comme une feuille de route raisonnée et prudente pour les prochaines années. Ce discours rassura en partie un auditoire dont la méfiance était grande. On l'appréciait surtout par contraste avec la charge historique que le premier ministre avait livrée au célèbre Economic Club de New York une quinzaine de jours plus tôt ⁴⁰⁰.

Pourtant ce dernier discours, d'une confection soignée, constituait une belle pièce de présentation d'un Québec nouveau à l'heure du PQ : d'une part, les constantes historiques vers toujours plus d'affirmation ; de l'autre, les positions économiques lucides et modérées du nouveau gouvernement. Seulement, le gratin de Wall Street n'entendit pas l'éloquent plaidoyer avec le libéralisme humaniste d'un public universitaire. À cause d'une première partie, accommodante pour le conférencier, sur l'inévitabilité de la *quiet independence*, les auditeurs se fermèrent aux assurances et aux précautions que donnait cette « social-démocratie », en flirt visible de bon voisinage avec la capi-

³⁹⁹ Entre autres questions il insistait sur les idées d'intégrité et de transparence, se refusant à faire du gouvernement une « espèce de boîte secrète » (*Le Soleil*, le 18 janvier 1977).

⁴⁰⁰ L'éditorialiste anonyme du *Montreal Star* (le 10 février 1979) voyait dans ce discours « a considerable improvement over his performance before the Economic Club of New York. Gone was the bad history and the rather sick sentiment ; in its place a reasonable presentation of his, and one hopes, his party's philosophy of government ».

tales mondiale du capitalisme international. Bref, on trouva l'ensemble du propos davantage séditieux que rassurant.

The spirit of 1776 constitue une page d'histoire épique que les Américains aiment se réciter pour s'y contempler ; deux siècles plus tard, ils ne prisent guère de voir annexer leurs origines révolutionnaires à de douteuses analogies historiques ⁴⁰¹. Par-dessus tout, ils n'acceptent pas que cette marche canadienne, qui les sert si bien sans trop de risques pour eux, devienne *débalancée* à leur propre frontière ⁴⁰². Quant à l'allusion, également tirée par les cheveux, à la « social-démocratie », elle aurait pu passer à la rigueur si les membres du club select avaient pu digérer le projet de chambardement de l'ordre constitutionnel canadien ⁴⁰³.

L'excuse de ce discours était son contenu de nécessité dans les circonstances : il ne pouvait être autre, à moins de développer une argumentation frauduleuse que tout le monde aurait dénoncée. La conclusion à tirer de l'expérience était que le gouvernement péquiste venait de s'administrer une dure leçon de géo-stratégie continentale, plus sévère dans les faits que toutes espèces de critiques ou polémiques idéologiques. À l'opinion internationale hors des États-Unis, ainsi qu'au Québec même, le discours révélait que le parti nouvellement élu du « bon gouvernement » était toujours celui de

⁴⁰¹ Tel ce passage : « Je dois vous confier à quel point j'ai été frappé par la similitude que j'ai retrouvée entre le climat psychologique que l'on sent aujourd'hui au Québec et celui qu'ont décrit les nombreuses publications qui ont rappelé l'état d'esprit qui régnait ici, il y a quelques siècles. À cette époque, un grand nombre parmi les habitants des treize colonies était loin d'être convaincu du bien-fondé du projet d'indépendance. Les délégués au Congrès de Philadelphie, en 1775, hésitaient à rompre avec la Grande-Bretagne » (d'après le texte publié dans *La Presse* du 26 janvier 1977).

⁴⁰² Le discours du premier ministre était intitulé : « Québec : Good Neighbour in Transition ».

⁴⁰³ Le célèbre chroniqueur James Reston écrivait dans le *New York Times* : « Ce qui a apparemment échappé à M. Lévesque, si brillant et éloquent soit-il, c'est que les États-Unis croient au Canada. Les États-Unis aiment même leur voisin canadien, et sont renversés par l'idée que le Canada pourrait se dissoudre en un nombre indéterminés d'États qui se chicaneraient les uns les autres, même si certains d'entre eux pourraient être éventuellement tentés de se joindre à la république américaine ». Il avait auparavant fait ce compliment au premier ministre : « M. Lévesque est l'un des visiteurs les plus intelligents et les plus éloquents que nous ayons vus à New York depuis un bon bout de temps » (d'après une version établie par *Le Devoir*, le 27 janvier, 1977).

l'indépendance à venir ⁴⁰⁴. Et les « nationaux » d'applaudir plus fort que les autres, ne demandant pas mieux que de se laisser dire une fois de plus que l'indépendance comme la révolution de naguère pourrait, elle aussi, être « tranquille ».

En d'autres circonstances, le premier ministre et ses collègues ont obtenu aux États-Unis, spécialement devant des auditoires universitaires, des succès de curiosité et d'estime. Un nombre incroyablement élevé d'institutions d'enseignement et de recherche ont établi des programmes portant sur les études canadiennes et québécoises. À l'occasion, la presse manifeste de l'intérêt pour le couple antinomique Lévesque-Trudeau. Bien que le Québec d'aujourd'hui attire quelque attention, il ne s'ensuit pas que les milieux politiques américains émettent des opinions favorables à l'indépendance. Personne, en tout cas, dans le contexte nord-américain ne l'imaginerait *quiet*.

En France, la sympathie pour le Québec est plus naturelle et les attitudes gouvernementales ont été davantage compromettantes, bien qu'elles ne puissent guère s'exprimer que par un sur-usage symbolique. Il y avait eu les retrouvailles de 1961 avec l'établissement d'une délégation générale à Paris, puis les premières « ententes » de coopération scientifique et culturelle, enfin et surtout, en 1967, le cri fameux de de Gaulle qui, par son tour de la planète, avait « internationalisé » la cause du Québec. Quand se produisit le 15 novembre 1976, la portée ambiguë, relativement à l'indépendance, de l'événement fut exactement perçue par les milieux pertinents de Paris. On adopta la ligne officielle de la « non-indifférence et de la non-ingérence », la seule attitude appropriée dans les circonstances. La France n'avait pas à se compromettre au delà de ce que permettait l'autodétermination imprécise des Québécois eux-mêmes et entre eux.

La surenchère symbolique fut spécialement manifeste lors de la visite en France du premier ministre Lévesque à l'automne 1977. Devant les membres de l'Assemblée nationale, mais dans une autre salle que le classique hémicycle du Palais Bourbon, il fut invité à exposer la cause de son pays. Sous le plastron empesé et l'habit à basques qu'imposait le protocole de l'Economic Club, René Lévesque n'avait pas semblé à

⁴⁰⁴ Dans une interview au journal *Le Monde* quelques jours après la prise du pouvoir, le premier ministre déclarait : « Il n'est pas question pour nous de ne pas continuer à considérer comme un objectif absolu d'essayer d'obtenir l'indépendance politique. Ce qui implique la souveraineté politique sous tous ses aspects. Il n'est pas question de commencer à « délayer » cet engagement » (Sélection hebdomadaire du *Monde*, du 2 au 15 décembre 1976).

l'aise pour affronter le redoutable jury d'un difficile examen. Dans le décor doré des fastes républicains, il ne l'était guère plus mais il s'en tira avec simplicité, refrénant, tant qu'il le pouvait, un sentiment secret d'amusement devant l'affluence du cérémonial entourant sa visite. L'heure était à la sympathie mutuelle à ce que le président Giscard d'Estaing appelait « une réunion de famille » ⁴⁰⁵. La France apprit à connaître celui que certaine presse qualifiait déjà de futur président d'un « Québec libre ». Et des comparaisons contrastantes de s'établir avec l'autre premier ministre, du Canada celui-là, qui avait déjà fait des visites officielles en France et dont on avait gardé le souvenir d'une personnalité racée mais froide, peu portée à l'épanchement francophile. René Lévesque, paraissait au contraire la présence chaleureuse d'un Québec intense et vibrant ; et sa personnalité paraissait charmante dans ses gaucheries mêmes.

« C'est une reconnaissance, la reconnaissance de l'essentiel que vous accordez aujourd'hui au peuple québécois », déclarait-il dès la première phrase de son discours aux membres de l'Assemblée nationale, auxquels s'étaient joints de prestigieux invités des corps publics et du monde diplomatique. Pendant la visite n'y figurait pas en vedette particulière l'ambassadeur du Canada, qui se trouvait être Gérard Pelletier, le compère de naguère dans les couloirs de Radio-Canada et par l'intermédiaire duquel René Lévesque avait été mis en contact avec Pierre Elliott Trudeau à la fin des années 1950... Comme on se retrouve ⁴⁰⁶ ! Cette première visite parisienne de René Lévesque fit couler autant d'encre que le discours, aux effets plutôt désastreux, de l'Economic Club new-yorkais à l'hiver précédent.

⁴⁰⁵ À l'occasion du déjeuner officiel par le président de la République, qui disait aussi : « Avec le Québec seul, ses rapports sont en sens précis du terme, fraternels (...). Vous déterminerez vous-mêmes, sans ingérence, les chemins de votre avenir : vous en avez le droit et vous en avez la capacité » (*Le Devoir*, 5 novembre, 1977).

⁴⁰⁶ Et le naturel revient au galop ! L'ambassadeur, qui vint à l'aéroport accueillir Lévesque en compagnie du premier ministre Raymond Barre et d'autres dignitaires français, s'entendit saluer par l'expression : « Bonjour chialeux » (Rapporté par divers journalistes dont Duart Farquharson de Southam New Services (*Montreal Star*, le 8 novembre 1977) et Marci McDonald (*Maclean's*, le 14 novembre 1977)). L'ambassadeur ne se formalisa pas de cette affectueuse, mais assez peu protocolaire, salutation. Il reçut à déjeuner le premier ministre avant son départ de Paris. Rien ne transpara de ce tête à tête, sans doute propice au rappel de lointains souvenirs.

À cette occasion, l'ambiguïté était de tous côtés. La République recevait le représentant du peuple québécois et non de « l'État du Québec », mais en lui accordant presque un traitement réservé aux chefs d'État choyés, y compris la rosette de grand officier de la Légion d'honneur ! Pour sa part, dans son allocution dont la partie de rétrospective était spécialement soignée, le premier ministre donna une interprétation quelque peu biaisée du scrutin du 15 novembre 1976 : « Il est donc arrivé, il y aura un an dans quelques jours, qu'un parti soit porté au pouvoir, dont la raison initiale, et toujours centrale, est justement l'émancipation politique. Et quoi qu'on ait prétendu et qu'on prétende encore dans certains milieux qui n'ont guère prisé l'événement, les électeurs savaient fort bien ce qu'ils faisaient. Ils n'étaient ni ignorants, ni distraits » ⁴⁰⁷. Devant un auditoire d'élite mais à l'information très relative sur la question, c'était prendre des libertés avec l'histoire récente ou, en bon québécois, quelque peu « tirer la *couverte* de son côté... »

⁴⁰⁷ Texte intégral du message du premier ministre au parlementaire français, dans *Le Devoir*, le 3 novembre 1977. L'analogie historique était, cette fois, plus détendue : « Nous pouvons, tout comme vous, évoquer sans rire nos ancêtres les Gaulois. Et comme nous ne sommes pourtant que six millions au coin d'un continent comptant quarante fois plus d'anglophones, même qu'il nous advient de nous sentir cernés comme Astérix dans son village... et de songer aussi que l'Amérique du Nord tout entière aurait fort bien pu être gauloise plutôt que... néo-romaine ». Une autre métaphore, moins bien amenée, évoquait « la première réaction de l'ordre établi (qui) est infailliblement négative. D'abord et aussi longtemps que faire se peut, on dit toujours : jamais. Comme le roi Canut qui se faisait fort d'arrêter la marée... »

IV

Vétille, si l'on veut, que cette légère torsion dans l'interprétation de la victoire électorale du PQ - en semblables circonstances, tous les politiciens n'en font-ils pas autant ? Mais dans les actions de gouvernement, le chef du gouvernement du Québec ne dérogea pas aux prescriptions fondamentales de l'ordre constitutionnel canadien ⁴⁰⁸. L'hypothèse d'un coup d'État à la rhodésienne, par déclaration unilatérale d'indépendance, ne fut pas envisagée. Le principe, implicite mais effectif, de la « foi jurée » ⁴⁰⁹ en interdisait même la simple considération. Mais, élu dans une ambiance euphorique et ne trouvant devant lui qu'une opposition faiblarde et décapitée, porté en outre par une erre d'aller triomphante, ce gouvernement eût pu être tenté de profiter de ces circonstances favorables et difficilement répétables pour déclencher précipitamment le référendum qu'il avait promis de tenir sur l'avenir national. Soit à la fin du printemps 1977 ou, plus sûrement peut-être, à l'automne, au moment où la popularité du premier ministre avait atteint un pinacle de 67% dans un sondage, on peut se demander quel aurait été l'effet d'une consultation populaire dont la législation linguistique aurait été également l'enjeu sinon l'objet. Si jamais, quelque part dans les cercles gouvernementaux ou péquistes, on a jonglé avec un tel risque, le secret en a été bien gardé.

En l'autre capitale, le second grand héros de notre histoire veillait. Lui aussi, il eût peu commettre une énorme erreur comme celle de tenter de mâter d'emblée le gouvernement qui se déclarait toujours sécessionniste après avoir mis l'indépendance en veilleuse pour pouvoir accéder au pouvoir. On imagine facilement une bonne demi-douzaine de scénarios pour *déséquilibrer* le Québec en de telles circonstances. Ils auraient tous comporté l'inconvénient majeur d'inciter la population québécoise à se ranger en bloc du côté de ses dirigeants politiques d'identification immédiate. Une

⁴⁰⁸ Mais tout en se donnant des satisfactions symboliques : ne plus parler de la province de Québec, mais du Québec ou de l'État du Québec ; mentionner le moins possible la Confédération, à moins de parler d'une « vraie confédération », selon la définition des dictionnaires ou des traités ; substituer à l'expression « discours du trône » celle de « discours inaugural », uniquement lu en français, etc.

⁴⁰⁹ Dont il a déjà été fait mention à un chapitre précédent.

telle stratégie, qui aurait pu produire un effet boomerang, ne semble pas avoir été envisagée sérieusement, pas plus qu'un coup d'État péquiste. On croit pouvoir avancer une autre raison pour cette politique de retenue dans la capitale centrale. Ses dirigeants et, à leur tête, le premier ministre Trudeau croyaient au caractère sacré de la « foi jurée ».

Et l'on retrouve, ici, cette espèce de fondement commun d'une moralité réciproque entre les deux hommes formant notre couple diamétral. Pierre Elliott Trudeau n'en aurait pu faire la preuve, mais il était sûr que René Lévesque ne tenterait pas quelque coup de force constitutionnel. René passait par-dessus sa méfiance instinctive pour postuler que Pierre ne pouvait pas décevantement empêcher la tenue libre d'un référendum mettant en cause l'autodétermination des Québécois. Toutefois, dans l'ambiance bizarrement troublée qu'avait créée le 15 novembre 1976, cette confiance, malgré tout relative, de chaque homme en l'autre ne les empêchait pas de tenir le langage de la mutuelle méfiance...

Par son allocution diffusée au soir du 15 novembre 1976, le premier ministre Trudeau remportait par anticipation, pour ainsi dire, la première manche du combat constitutionnel, qui allait s'engager sur des bases nouvelles entre Québec et Ottawa. Ce serait à peine exagéré de soutenir qu'il gagnait déjà le futur référendum. Il voyait dans ce résultat électoral une « victoire pour la démocratie », puisque même un parti voué à la sécession dans une province pouvait agir pacifiquement et prendre le pouvoir légalement. Il ne manquait certes pas de rappeler, mais à la façon d'un froid constat, que le Parti québécois avait reçu « mandat de former un gouvernement provincial et non de séparer la province du reste du pays ». Bien qu'il posera l'axiome fondamental que le « Canada est indivisible », il montrait aux Québécois que, par ce respect de leur verdict électoral, non seulement leur réalité politique était aussi canadienne, mais que l'option-Canada leur serait toujours ouverte à l'heure du grand choix. Ottawa ne déclarerait donc pas la guerre politique au Québec qui n'avait fait qu'exercer un droit démocratique.

Quelques jours plus tard Trudeau se livrait à d'intenses consultations à Montréal auprès de divers milieux politiques, intellectuels et des affaires. Et le 24 novembre au réseau national de Radio-Canada, il prononçait l'un des discours les plus importants de sa carrière - continuant à « gagner », sans avoir à livrer bataille, la lutte référendaire à venir. C'était tout le contraire du Trudeau de la Crise d'octobre 1970 avec sa démagogie au petit pied sur la menace d'enlèvement « d'un enfant, d'un gérant de caisse

populaire », ou avec le cynisme brutal démontré lors du dialogue avec un correspondant de la CBC : « Just watch me ! » ⁴¹⁰.

L'heure étant grave, il avait laissé au vestiaire la rose à la boutonnière. Assis dans un fauteuil plutôt que derrière un bureau, il adopta le ton des causeries « au coin du feu » par lequel le président Roosevelt avait fait entrer la politique dans l'ère des communications modernes. Le PQ doit être félicité pour sa victoire « dans le respect des libertés démocratiques », car « voilà une très heureuse nouvelle » que « la démocratie se porte bien au Québec ». Mais par ailleurs, « le Québec ne croit pas au séparatisme » et il s'est donné « un nouveau gouvernement et non un nouveau pays ». Comme le premier ministre du Québec reconnaît n'avoir « aucun mandat pour faire la séparation », et que lui-même n'a pas l'intention d'en demander un, il ne reste plus aux deux gouvernements qu'à « collaborer à l'intérieur des cadres de la Constitution canadienne ». La question importante n'en est pas une de partage des pouvoirs, mais bien plutôt la suivante : « qui, du Canada ou du Québec, peut le mieux assurer l'épanouissement des Québécois dans la liberté et dans l'indépendance ? » ⁴¹¹.

Mais la phrase la plus lourde de sens, relativement au choix que les Québécois feront, était courte, sans élaboration : « Moi je ne suis pas de ceux qui voudraient garder le Canada ensemble de force » ⁴¹². C'était donc proclamer le droit à l'autodétermination et valider, au moins au plan moral, le recours au référendum. L'allocution se terminait par la péroraison du style *preacher* : « Je vous parle d'une fraternité plus large que celle du sang. Une fraternité humaine, fondée sur l'espérance et sur la charité au sens biblique » ⁴¹³. Des commentateurs ont vu dans un autre passage une vicieuse attaque contre le « racisme » latent du PQ qui regroupe, « avec une force redoutable,

⁴¹⁰ Voir le chapitre précédent.

⁴¹¹ Tout en affirmant avec force : « Moi je crois qu'on peut être un bon Québécois, à la fois, et un bon Canadien. Et je lutterai jusqu'au bout contre ceux qui voudraient m'empêcher d'être l'un et l'autre ».

⁴¹² D'après le compte rendu de certains journaux. Le texte intégral de l'allocution au réseau français, tel qu'il a été reproduit dans *La Presse* (le 25 novembre 1976), contient cette phrase plus courte : « Le Canada ne peut pas survivre par la force ». La légère variante d'un énoncé à l'autre, mais qui ne change rien au sens de l'affirmation, peut s'expliquer par le fait que le premier ministre, parlant d'après des notes.

⁴¹³ Les journaux du 25 novembre 1976.

des frères de sang » ⁴¹⁴. C'était la seule verrue sur le visage d'une belle pièce oratoire en une heure de grande gravité.

René Lévesque ne fit pas de réponse élaborée à ce discours. La conférence fédérale-provinciale du 13 au 15 décembre, qui allait faire se rencontrer pour la première fois les deux premiers ministres, était attendue avec curiosité par la presse. Ils se saluèrent cordialement au début de la première séance, échangeant de courts propos de circonstance : une photo, maintes fois reproduite depuis, fixa les mines souriantes des deux frères ennemis. René Lévesque tint à rappeler que, s'il ne prétendait pas avoir reçu par l'électorat un mandat pour l'indépendance nationale, « il faudrait des esprits figés dans une conception purement statique de la réalité politique pour ne pas voir qu'il y a là une évolution extrêmement rapide de la société québécoise », car il s'agit d'un processus qui « apparaît désormais irréversible » ⁴¹⁵.

Impassible ou souriant, Trudeau écoutait sans broncher mais l'homme qui avait déjà laissé tomber le mot de « tribalisme » soutint tout de même qu'il ne poursuivait pas le but de créer « une sorte de « personnalité » canadienne supérieure qui absorberait ou dépersonnaliserait » les cultures et les régionalismes, mais bien « une société politique dont les idéaux sont la liberté, l'égalité et, oui, la fraternité ». C'était le plus loin où il pouvait aller. Richard Gwyn, qui rapporte ces propos, rappelle en note que « jusque-là, implicitement du moins, Trudeau avait vraiment voulu créer une personnalité canadienne distincte et « supérieure » ⁴¹⁶. La « fraternité » souhaitée en prit

⁴¹⁴ Ainsi Jean-Marc Poliquin écrivait dans *Le Soleil* du 27 novembre 1976 : « M. Trudeau n'affirme pas explicitement que les péquistes sont motivés par l'obsession raciste qui était une des bases de l'idéologie hitlérienne. Il le suggère ».

⁴¹⁵ Cité par V. et D. Murray, op. cit., p. 223. Cette note de l'irréversibilité du phénomène allait être reprise plus tard devant des auditoires étrangers comme les membres de l'Economic Club de New York et des assemblées parlementaires françaises, ainsi qu'on vient de le voir.

⁴¹⁶ Ainsi, toujours selon Gwyn, « depuis 1968, l'expression Canadien anglais ou français avait été bannie des documents fédéraux et remplacé par Canadien anglophone ou francophone. Quand il prononça son discours lors du banquet offert en l'honneur de la Reine, en juillet 1974, il affirma que les cultures anglaise et française formaient une seule entité » (*Le Prince*, France-Amérique, Montréal, 1981, p. 292).

toutefois un coup quelque temps après si l'on en croit notre chroniqueur, aussi affirmatif que s'il avait été un témoin de la scène ⁴¹⁷.

L'année 1976 s'achevait avec un PQ solidement implanté au gouvernement du Québec. Lévesque était débordé mais serein. Trudeau passait par une période à la fois mélancolique et faste. La mélancolie perçait lors d'une entrevue de fin d'année à la télévision anglaise de CTV : « Je crains que la volonté nationale d'exister comme pays ne soit pas très forte au Canada ». Et « si les Québécois votaient massivement en faveur de la séparation, cela voudrait dire que j'ai échoué et je me retirerais alors sans mot dire, peut-être pour lutter dans un autre domaine » ⁴¹⁸. Cruel réveil, n'oublions pas que cet homme avait déclaré en mai de l'année précédente que le séparatisme était mort au Québec.

Côté « faste », Trudeau redevenait l'homme de la situation comme en avril 1968, mais en devant y payer le tribut d'un drame personnel ⁴¹⁹. L'arrivée au pouvoir permettait d'inverser la cote de popularité du chef de gouvernement, que les sondages avaient établie au plus bas quelque temps auparavant. Dans les derniers jours de décembre, les auditeurs de l'émission Cross-country check-up le consacraient « l'homme de l'année » avec une solide avance de 85 voix (pour quelque 300 réponses) sur le docteur Henry Morgentaler (54 voix) et sur... René Lévesque (50 voix). Ainsi s'exprimaient à la CBC les préoccupations de la national mood en cette fin d'année 1976...

Durant l'hiver 1977, Ottawa et les autres capitales provinciales durent apprendre à vivre avec cette bizarre forme de fédéralisme, bancal par le comportement déviant du gouvernement d'un des deux principaux États membres qui continuait d'affirmer son intention de sortir du régime à la première occasion estimée favorable. Comme s'im-

⁴¹⁷ « Ce fut seulement un peu plus tard, à l'abri des regards que les tensions éclatèrent, lors d'un dîner donné en l'honneur des Premiers ministres au 24 Sussex. Tout le monde avait bu un coup de trop, y compris Trudeau pour la première fois de mémoire d'homme, et les « va te faire foutre » volèrent de part et d'autre de la grande table » (*ibid.*, p. 293).

⁴¹⁸ Cité *ibid.* L'allusion à un « autre domaine » visait-elle l'engagement en politique québécoise ?

⁴¹⁹ Margaret comprit que la conséquence, pour elle, du 15 novembre 1976 était que son époux n'abandonnerait pas la politique. La situation se détériora dans le couple qui allait se séparer au printemps 1977, avant de divorcer quelques années plus tard.

posent pour tout le monde les exigences de « la vie qui va », ils s'adaptèrent d'autant moins mal que le gouvernement du Québec ajournait toujours le moment de sa dissidence déclarée. Ce qui n'empêchait pas, pendant ce temps, les deux gouvernements immédiatement intéressés d'entretenir entre eux passablement de chamailleries verbales.

Ainsi en était-il de cette interminable guerre des chiffres sur les « Comptes économiques » autour de la question : le fédéralisme est-il rentable pour le Québec, ou cette province en reçoit-elle autant qu'elle y contribue ? Tout le monde s'y perdit plus ou moins, sauf peut-être Claude Ryan s'efforçant de réfuter inlassablement dans son journal les arguments des ministres péquistes. Par défaut d'une opposition libérale efficace, le directeur du Devoir s'en était donné le rôle officieux et l'on commençait à chuchoter au sujet de son intention d'évoluer bientôt sur un terrain plus vaste et davantage engagé politiquement.

La question de l'éventuel référendum québécois souleva d'abord diverses polémiques assez désordonnées. Pendant que le gouvernement de Québec préparait soigneusement sa loi sur les consultations populaires, d'Ottawa surgissaient toutes sortes de rumeurs et hypothèses sur cette procédure étrangère à nos moeurs politiques : pourquoi pas aussi un référendum canadien, ou un référendum conjoint ? Quelle suite à donner à cette consultation, quel que soit son résultat ? Si Lévesque ne se déclarait pas lié par un résultat négatif en devant offrir sa démission, pourquoi Trudeau devrait-il, lui, se sentir obligé de « négocier » en cas d'une victoire péquiste au référendum ? Après quelques allusions méprisantes à cette forme de « sondage » des péquistes, Trudeau sembla prendre le référendum quelque peu plus au sérieux mais en avertissant la population qu'il y aurait moyen d'amener assez rudement la défaite de ceux qui l'auraient déclenché ⁴²⁰.

À Lévesque, assurant que son gouvernement n'a pas l'intention de se laisser « charrier » ⁴²¹, ni de procéder à un référendum précipité, Trudeau réclame que le référendum soit l'occasion d'un « choix clair, relativement prochain, final, défini-

⁴²⁰ Pour garder l'exactitude littérale du propos, citons ce passage en anglais tel qu'il a été prononcé à l'émission précitée de CTV : « I think we can clobber the P.Q. so strongly at the referendum that they will no longer have a leg to stand on - and they'll either resign or have to renege on their separatist commitment ». Le verbe *to clobber* n'est pas dans les dictionnaires anglais de bonne compagnie.

⁴²¹ *Le Devoir*, le 28 janvier 1977.

tif » ⁴²². Ce disant, il se trouvait de nouveau à en valider le principe, tout au moins. Quant à ses suites, n'ayant aucun mandat pour négocier quoi que ce soit, il était entendu qu'on n'en tiendrait pas compte. D'ailleurs, ce n'était qu'une hypothèse, et l'opération clobbering en montrerait le caractère de pure fiction...

Mais Trudeau ne pouvait pas que contrer le beau rêve péquiste ; il devait montrer qu'il était capable d'assumer toute la situation et d'éliminer les raisons qui avaient rendu le phénomène péquiste possible et menaçant. Ce passionné de constitution, pourtant si peu enclin à accepter le constitutionnalisme des autres, et surtout pas cette maladie de la « constitutionnalite » ⁴²³ des Québécois depuis la Révolution tranquille, devint bien obligé d'entrouvrir légèrement les écluses d'une certaine révision constitutionnelle. À Québec, à la fin de janvier 1977, il se déclarait prêt à considérer à nouveau le dossier de l'impossible réforme jusqu'à maintenant, pourvu qu'il soit bien entendu qu'il n'était pas question de repartir à zéro. De réforme constitutionnelle il ne saurait être question qu'à ses conditions, qu'à partir de ses préalables. Cela allait aboutir une quinzaine de mois plus tard au manifeste *Le temps d'agir* et au projet de loi C 60. Les provinces anglaises déclareront alors n'être pas intéressées, et il y avait belle lurette que le premier ministre du Québec avait dit n'avoir « pas l'intention de nous perdre dans ce maquis de 11 gouvernements » ⁴²⁴.

En février 1977 le premier ministre du Canada portait la cause de l'unité nationale devant la plus prestigieuse tribune politique extérieure, celle du Congrès de Washington. (Il ne *fera* l'Economic Club que l'année suivante, y obtenant, d'ailleurs, un succès beaucoup moins mitigé que son homologue du Québec.) Cette allocution devant les deux chambres réunies fut considérée la réplique à l'intervention de René Lévesque à New York le mois précédent ⁴²⁵. Cette espèce de fresque partant sur *the state of the union* au Canada, était une « grande première » pour un premier ministre canadien. Citant au début Georges Washington et à la fin Thomas Paine, il évoquait sans flatterie la réussite historique du fédéralisme américain, le considérant comme exemplaire pour l'aventure canadienne. Quant à notre « Confédération (elle) a connu au cours de son premier siècle un succès prometteur bien que partiel », car « le nœud de

⁴²² *Le Devoir*, le 29 janvier 1977.

⁴²³ *Le Soleil*, le 4 février 1977.

⁴²⁴ *La Presse*, le 11 décembre 1976.

⁴²⁵ Bien qu'il ait nié que ce fut sa première intention, lors d'une conférence de presse précédant sa visite à Washington (*Le Soleil*, le 11 février 1977).

notre problème capital » est que « nous n'avons pas pu (...) créer les conditions dans lesquelles les Canadiens de langue française se seraient sentis sur un véritable pied d'égalité avec leurs compatriotes de langue anglaise ». Mais qu'à cela ne tienne, « l'unité ne sera pas rompue. Il y aura des accommodements ; des révisions se feront. Nous réussirons ».

Après avoir rappelé que « notre nation est la rencontre même de deux des plus importantes cultures de la civilisation occidentale », Trudeau passa au refus d'envisager l'avenir apocalyptique que constituerait « le morcellement » du pays, ce qui « constituerait une déviation aberrante des normes qu'ils ont eux-mêmes établies et (...) ce serait là un crime contre l'humanité » ⁴²⁶. Et de montrer la communauté d'intérêts entre les deux grands pays du « voisinage nord-américain », qui vont de la voie maritime du Saint-Laurent qu'« ensemble nous avons construit » jusqu'aux équipes de baseball, composées d'Américains au Canada, et de hockey, composées de Canadiens aux États-Unis. La finale s'élevait à la considération des problèmes de la planète, car « notre continent n'est pas le monde ». Si nous « avons laissé derrière nous (...) la guerre froide (...), un autre danger nous guette maintenant : celui de la rigidité de notre attitude face à la pauvreté, à la faim, à la dégradation de l'environnement et à la prolifération des armes nucléaires ». Cette pensée, souvent citée, du « révolutionnaire » anglo-français, Thomas Paine, terminait opportunément cette harangue de haut vol : « Mon pays, c'est le monde entier, et ma religion, c'est de faire le bien ».

Trudeau reçut un accueil enthousiaste des membres des deux chambres. Dans une interview à la chaîne CTV, diffusée au Canada, le président Carter avait dit sa préférence pour que « continue la Confédération » et, pressé par le journaliste Bruce Phillips de dire si son pays reconnaîtrait officiellement un Québec par hypothèse indépendante, il répondit : « I don't know. We will cross that bridge when we come to it » ⁴²⁷. Il ne semble pas que le premier ministre ait donné un engagement très ferme à la croisade internationale que menait alors le président pour la reconnaissance des droits de l'homme, ni que cette visite ait été l'occasion d'examiner les questions habi-

⁴²⁶ Ces derniers mots « un crime contre l'humanité » furent critiqués comme une exagération verbale. Le bureau du premier ministre émit un communiqué précisant que le texte exact était « un crime *contre l'histoire* de l'humanité ». L'auteur cite d'après la version du texte intégral publié dans *La Presse* du 23 février, 1977. Il est possible que le premier ministre ait dit « contre l'histoire ... » D'autre part, Gwyn donne la version avec les deux mots ajoutés (*op. cit.*, p. 295).

⁴²⁷ Interview publié dans *The Montreal Star* du 22 février, 1977.

tuelles qui font le contentieux persistant entre les deux pays. Mais au témoignage de Zbigniew Brzezinski, conseiller personnel du président en matière de politique étrangère, jamais celui-ci n'avait pu établir un contact aussi aisé et fructueux avec un homme politique étranger. La presse américaine d'opinion fut généralement favorable au discours du premier ministre canadien. Un éditorial du *Washington Post*, ainsi qu'un « bulletin de l'étranger » du *Monde* émirent toutefois des réserves : le premier sur le fait que le président américain eût mieux fait de retenir ses « préférences » pour la Confédération actuelle, le second sur le passage fort du premier ministre portant sur « le crime contre l'humanité » ⁴²⁸.

Quant au célèbre chroniqueur James Reston du *New York Times*, qui avait commenté sévèrement le discours de René Lévesque devant l'Economic Club, il profitait de l'occasion pour enjoindre ses compatriotes à se réveiller enfin aux dangers que représente à leurs frontières la présence de six à huit millions de Mexicains illégaux et la possibilité d'une sécession du Québec. Il avait d'abord écrit au sujet de cette dernière menace que « les officiels de la capitale la considèrent comme la pire proposition qui ait été faite au gouvernement américain depuis que Nikita Krouchtchev invitait les Américains à accepter que les missiles nucléaires soviétiques soient entreposés à Cuba » ⁴²⁹. À une conférence de presse marquant son retour à Ottawa, Trudeau ne se fit pas faute de surenchérir en soutenant qu'à son avis « subjectif » l'indépendance du Québec aurait pour les États-Unis « des conséquences beaucoup plus graves que la crise des missiles à Cuba », car « la pire chose qui puisse arriver aux États-Unis est une désagrégation du Canada » ⁴³⁰.

Pour sa part, René Lévesque n'était pas autrement scandalisé que le président Carter ait fait état de ses préférences : « Dans l'ensemble, ça découlait de la courtoisie. Je ne vois rien là-dedans » ⁴³¹. Mais quant à la flèche acérée sur « le crime contre l'humanité », il se contenta de dire abruptement aux journalistes : « Vous me permettrez de dire gentiment qu'il charriait. Changer des institutions désuètes, ça arrive tous les

⁴²⁸ *Le Devoir* du 1 mars 1977 publia les textes des deux articles.

⁴²⁹ Article soumis par le New York Times Service et reproduit dans *The Montreal Star*, le 23 mars 1977.

⁴³⁰ D'après Dough Small de la Presse canadienne, *Le Soleil*, le 24 février 1977.

⁴³¹ *Le Journal de Montréal/Québec*, le 28 février, 1977.

jours dans le monde et quand elles sont désuètes on les change. Mais ça n'a jamais été considéré comme un crime contre l'humanité » ⁴³².

L'intervention de Lévesque à New York puis celle de Trudeau à Washington ont contribué à faire « découvrir » par les Américains le Canada et le Québec de l'après 15 novembre 1976. Mais on ne saurait déduire de ce qui précède que la question canadienne ait jamais été au premier rang de la politique étrangère américaine, même pas en cet hiver 1977. Au sujet de la visite Trudeau, les médias iconographiques ont surtout montré de l'intérêt pour la robe courte (et pour une maille dans un bas) de Margaret lors d'une réception chez les Carter, ou encore à la rencontre d'Elizabeth Taylor et de Pierre Elliott à une réception chez l'ambassadeur canadien. La présente étude, consacrée à nos deux monstres sacrés, se devait tout de même de relater les incursions fort intéressées des deux premiers ministres dans la métropole et en la capitale de la plus puissante nation au monde, et avec laquelle le Canada et le Québec sont placés en un implacable voisinage immédiat.

Un autre théâtre d'opération de la contre-offensive Trudeau fut le Canada anglais. Il y régnait un sentiment de quelque culpabilité devant la montée de ce qu'on appelait toujours le « séparatisme » au Québec. Richard Gwyn raconte : « Durant février et mars, les lettres envoyées par les lecteurs du Toronto Star ne critiquèrent plus le bilinguisme. Ses titres en résumaient le contenu : « C'est notre faute, pas celle de Trudeau » ; « Il faut davantage de français en Ontario » ; « Le Canada peut tout » ; « Il est vital de garder le Québec » ; « Pas de Canada sans le Québec » ⁴³³. Trudeau résolut de battre le fer pendant qu'il était chaud. Il se produisit en divers points de l'Ouest et de l'Ontario, se faisant l'interprète du Québec et s'efforçant de faire enfin comprendre les programmes linguistiques de son gouvernement. Il réussit même à faire applaudir sa politique du bilinguisme à Winnipeg, la ville de James Richardson. Une gigantesque conférence d'introspection nationale des élites s'est tenue en juin à l'Université York de Toronto. Les séances d'auto-accusation, parfois plus candides que lucides, n'ont pas manqué d'impressionner des participants québécois, sceptiques à priori, comme tous les Québécois, devant ce type d'exercices.

Par ailleurs, Trudeau ne manque pas de pourchasser les séparatistes ou même l'esprit séparatiste en sa terre natale. Il trouve en particulier la loi 101 sur le français « ré-

⁴³² *La Presse*, le 24 février 1977.

⁴³³ *Op. cit.*, p. 293.

trograde ». « Le genre d'indépendance prônée par le parti québécois, s'écrie-t-il, est un retour à l'âge des ténèbres, (...) au tribalisme, (...) à une société ethnocentrique ». À quoi lui répond du tic au tac Camille Laurin : « Oui, c'est ethnocentrique. Toutes les nations sont basées sur le principe de l'ethnocentricité » ⁴³⁴. Trudeau retrouve la verve de l'essayiste de *Cité libre* pour dénoncer, une fois de plus, « notre sainte mère la nation ».

Mais bien conseillé, il décide cinq semaines après l'adoption de la loi de ne pas la contester, les tribunaux y pourvoiront en temps et lieu. Ainsi n'allait-il pas contester la loi sur le référendum, qui procédait d'une base juridique solide. S'il continue jusque dans l'Ouest à montrer René Lévesque comme un ennemi de l'intérieur, il ne craint pas non plus de porter sa croisade en terrain péquiste, comme au Cégep Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse, et dans divers points du Québec où se déroulent des élections partielles. Il revient avec force sur l'avertissement d'intimidation : « Si le Canada est divisible, le Québec doit être divisible aussi » ⁴³⁵. Au gouvernement Lévesque, il répète « Branchez-vous ! » entre l'indépendance et l'association. Mais pas les deux ensemble c'est « contradictoire », c'est « la quadrature du cercle » ⁴³⁶.

Puis à l'automne 1977, les préoccupations économiques reprirent la première place à l'ordre du jour des anxiétés nationales. Justement, le premier ministre canadien se met en frais de visiter chaque capitale provinciale pour voir comment les gouvernements des deux niveaux peuvent conjuguer leurs efforts dans cette mauvaise passe. René recevra donc Pierre au Parlement de la vieille capitale. Après les séances de travail, le déjeuner amical, puis deux conférences de presse individuelles. Pour donner une idée de l'ambiance de la rencontre, Lévesque fera rapport aux journalistes du toast qui fut porté ce midi-là, un verre de Vosne-Romanée 1967 à la main :

- À tes malheurs !

- Et réciproquement !

⁴³⁴ Cité *ibid.*, p. 295-296.

⁴³⁵ *Le Devoir*, le 12 mars 1977.

⁴³⁶ *La Presse*, le 12 mars 1977. René Lévesque n'avait guère prisé ce « ton méprisant et je trouve ça pas mal poison de sa part » (*La Presse*, le 14 mars 1977), ce langage qui ressemble à un « pronunciamento sud-américain » (*Le Soleil*, le 14 mars 1977).

On était entre Québécois. Les deux attendraient encore deux ans et demi avant de pouvoir s'affronter sur le même terrain et pour la ronde décisive. Mais René Lévesque n'aurait bientôt plus, comme seul grand adversaire, seulement Pierre Elliott Trudeau. Un tiers allait bientôt s'interposer entre eux et devenir son grand adversaire immédiat, en sa propre capitale : c'était, une fois encore, un journaliste, du nom de Claude Ryan, le remplaçant de Robert Bourassa mais sans avoir vraiment été son successeur.

V

Claude Ryan n'était pas du triangle des trois colombes, ni du quatuor moins durable des mousquetaires. Mais il est de la même génération, plus jeune que Lévesque de trois ans, que Trudeau de six. Il avait des affinités de jeunesse avec Pelletier par son long état de service dans les mouvements d'action catholique ; il deviendra, comme celui-ci, journaliste puis directeur de journal. Il était un homme d'appartenance et d'institution, tout à l'opposé de Lévesque, loup solitaire ou « franc-tireur ». Chez Marchand, Ryan estimait le sens de l'action et le progressisme responsable. Avec Trudeau il n'avait strictement rien de commun, si ce n'est peut-être les mêmes auteurs, mais avec cette nuance que Newman semblait le préféré plutôt que Acton.

Trudeau venait de nulle part mais avait distribué d'étincelantes cartes de visite de *Cité libre* ou de *paneliste* à Radio-Canada. Lévesque venait de l'écran hautement pédagogique et enfumé de *Point de mire*. Dix-huit ans après Lévesque, treize après Trudeau, Ryan vint des « prêches » tri-hebdomadaires du *Devoir* et d'une couple « d'encycliques » annuelles ; mais il s'agissait aussi d'un journalisme de niveau supérieur, devaient bien reconnaître ceux qui n'aimaient guère ses idées ou sa manière. Il illustrait moins la puissance de la plume que la position de force potentielle d'un organe comme celui dont il était directeur et qui avait fini par s'identifier à lui, phénomène qui, à la fin surtout, était loin d'être heureux pour le journal. Il avait fait de son entrée au *Devoir* au début des années 1960 une condition que la direction puisse lui échoir. S'étant rendu indispensable, il n'eut pas à s'en emparer de longue lutte. Est plus notable encore la rapidité avec laquelle il se bâtit une réputation unique : ni d'éditorialiste, ni d'analyste, ni d'inspirateur, ni de témoin, ni de critique - mais de tout cela, en un bizarre amalgame d'influence pour constituer une espèce d'institution-homme qui

avait une institution-journal à son service. Quand le phénomène sera indiscutable et consacré, l'hommage viendra sous la forme d'expressions comme « la conscience politique du Québec », « le Pape de la rue Saint-Sacrement ». L'individu Claude Ryan était devenu le produit public vivant de sa propre volonté de se construire.

L'épanouissement, avec l'exercice d'un pouvoir direct et large, viendrait avec une nouvelle carrière, celle de la politique. Il l'avait dit dès 1951, la meilleure façon d'entrer en politique, c'est de ne pas le faire trop tôt, pas avant d'avoir atteint 40 ans ⁴³⁷, délai qui n'empêche pas de s'y préparer, d'y penser tout le temps. Au tournant de la cinquantaine, il commençait à se faire tard. Et la belle occasion se dérobaît toujours. Mais dès qu'elle pointerait, il sera justifié d'y aller d'opportuns coups de pousse, sans quoi... Et ce sera le 15 novembre 1976 ! Trudeau se maintient toujours à Ottawa, pendant que Lévesque s'empare de Québec : en leur capitale respective, les deux continuent à se chamailler sans pouvoir s'atteindre. Et voilà que Bourassa vient de partir, selon l'incitation éditoriale de Ryan de ne pas trop tarder. La place est libre, mais il faudra la conquérir. De l'extérieur. Car Ryan était aussi « hétérogène » à la faune libérale que les citoyens Lévesque et Trudeau lorsqu'ils avaient, eux-mêmes, fait le saut dans la grande politique.

Ryan aura à amenuiser un paquet de handicaps, dont la réputation d'austère discipline est peut-être le plus gros. Le physique, on n'insiste pas, mais pourvu que ça soit vrai que « la substance » importe plus que « l'image ». Mais il y avait aussi les prises de position passées, figées dans l'écriture comme preuves. Après Octobre 1970, il avait dit qu'il préférerait les valeurs que représentait René Lévesque à la politique que pratiquait Pierre Elliott Trudeau ⁴³⁸ ; à la veille du 15 novembre 1976, il avait laissé

⁴³⁷ Dans un article écrit, lorsqu'il avait 26 ans, dans *L'Action nationale*, vol. XXXVII, 1er semestre 1951 : « Ferons-nous de la politique ? »

⁴³⁸ En réponse à Peter Newman, directeur de *Maclean's*, s'enquérant de ses convictions profondes, il avait envoyé une longue lettre qui fut publiée dans *Le Magazine Maclean* de mai 1971 : « Je m'étais souvent demandé : si jamais je devais choisir entre Pierre Trudeau et René Lévesque, pour qui opterais-je ? La question ne s'étant jamais posée noir sur blanc, je me contentais, à chaque fois, de reporter la réponse à plus tard, espérant que l'échéance ne viendrait jamais (...). Plus que jamais depuis octobre (1970), cette option (la fédérale) est devenue relative, une question de moyens. À un fédéralisme dominé par des intérêts qui rendraient impossible la pleine réalisation de la vocation de mon peuple, je, n'hésiterais plus à préférer un souverainisme ouvert à des valeurs démocratiques plus authentiques ».

échapper une conclusion déchirante sur les chances de l'avenir qui n'étaient plus du côté du gouvernement Bourassa ⁴³⁹. Rien d'anormal pour un libre journal d'idées d'attaquer les gouvernements en place : celui de Trudeau, depuis 1968, et de Bourassa, depuis 1970. Mais ce n'est pas d'une très bonne entrée auprès de l'équipage que d'avoir contribué à faire naufrager le bateau lorsqu'on sollicite la faveur d'être le nouveau timonier pour le sortir du banc de sable.

Que Claude Ryan ait enlevé le leadership du PLQ ne constitue pas le fait le plus marquant ; c'est qu'il y soit apparu un candidat simplement plausible. Rien de ce qu'il était, ou avait été, ne comportait quelque adéquation avec les libéraux du Québec. Avec les conservateurs fédéraux ou même les socialistes du NPD, on aurait pu l'imaginer ; ou même encore, avec une Union nationale renouvelable. Mais avec ceux du PLQ ! On saura d'évidence cinq ans plus tard, au moment de la déchéance graduelle, combien était grande l'incompatibilité de nature entre Ryan et le PLQ. Une fois que Trudeau et Lévesque étaient devenus hommes de parti, « le reste » se déroulait selon les paris initialement consentis de part et d'autre et créait une espèce de normalité nouvelle.

Une fois que Ryan fut devenu chef de parti et leader victorieux dans une douzaine d'élections partielles et lors du référendum le parti le rejettera comme quelqu'un d'inutilisable une autre fois. Ce sort, en grande partie immérité, devait être évoqué par anticipation ⁴⁴⁰ pour saisir la portée de l'événement qui s'est produit le 15 avril 1978, alors que le parti libéral s'était donné, dans l'enthousiasme, Claude Ryan en remplacement de Robert Bourassa.

L'événement avait, avant tout, des causes « intellectuelles ». Le fédéralisme, l'indépendance (et combien plus la souveraineté-association !) sont des notions intellectuelles. Un référendum est prévu pour départager les deux idées, ainsi que les deux intellectuels élus comme premiers ministres et qui sont toujours retranchés dans leur capitale respective. Il faudra, sur place, mener un combat franc et symétrique. Ryan est d'une taille intellectuelle comparable à Lévesque et Trudeau. La circonstance tout

⁴³⁹ Éditoriaux du *Devoir* des 12 et 13 novembre 1976, qui allaient lui être reprochés par des membres du clan de Raymond Garneau et rappelés, non moins insidieusement, par des péquistes...

⁴⁴⁰ Du chapitre XII.

à fait unique ne recrée pas l'homme, mais le fait *passer*. Et « l'homme de la circonstance », crainte, l'emportera décisivement sur l'homme, parfait, de parti ⁴⁴¹.

Le postulant Ryan aurait préféré une désignation populaire, unanime, à la hauteur de l'événement et de la mission pour laquelle il se tenait en réserve depuis longtemps. Qu'à cela ne tienne, il deviendra politicien ! D'abord, une sérieuse réflexion et une valse-hésitation puis un premier refus « irrévocable », et enfin l'imposition des « conditions » au nombre magique, ou théologique, de sept ⁴⁴². Et, finalement, la décision d'obtempérer : il plonge ! La mise en scène de l'annonce de la décision a de la classe, autant que le message, a du contenu ⁴⁴³. La campagne sera menée avec vigueur avec un sens aigu d'affirmer la nouvelle « présence », pas tant rébarbative que cela. Le candidat Ryan ne s'excuse pas de l'opprobre d'« intellectuel ». Il développe un populisme d'arrêt d'autobus et de taverne ⁴⁴⁴, de perron d'église et de centre commercial : style non appris, puisqu'il l'a toujours pratiqué - mais peut-être pas à la taverne... « Il apprend vite », disent les *coaches* et organisateurs du parti.

Le charisme diffère du charme, n'est-ce pas ; mais la situation requérait la poussée « charismatique » attendue de « l'homme de la circonstance ». Elle se produisit à 67% des voix, le jour du vote, plus du double que n'avait pu obtenir le candidat Garneau, auquel le parti n'avait rien à reprocher et en lequel il se reconnaissait tellement mieux. La preuve qu'un intellectuel peut faire un candidat, puis un leader, comme tout un chacun dans l'espèce humaine, c'est la façon dont Claude Ryan savoura, voluptueusement, sa victoire ⁴⁴⁵ de type, encore une fois, « charismatique », mais au strict sens wébérien du sauveur ou du prophète attendu et finalement trouvé.

⁴⁴¹ L'auteur avait esquissé le portrait des deux hommes, Raymond Garneau et Claude Ryan, au début de la lutte au leadership dans *Ce Jour-là... le référendum* (Quinze, Montréal, 1978, p. 75-83).

⁴⁴² *Le Devoir*, le 9 janvier, 1978.

⁴⁴³ Voir son dernier éditorial « Le même enjeu » et l'exposé des motifs de son adhésion au PLQ et de son entrée dans la course au leadership, dans *Le Devoir* du 11 janvier, 1978. Ces textes sont comparables, en contenu d'autojustification, à l'article que Trudeau et Pelletier avaient signé dans *Cité libre* au moment de leur adhésion du PLC (voir le chapitre III).

⁴⁴⁴ On distribua la photo du candidat Ryan en compagnie de joyeux lurons à la taverne d'Henri Richard, l'ancienne vedette de hockey.

⁴⁴⁵ Il fallait les yeux et la fine ironie d'une journaliste de talent pour rendre compte du spectacle : « Claude Ryan, l'homme de l'Action catholique, du DEVOIR et du devoir sans majuscule, l'homme frugal, austère et studieux, Claude Ryan agi-

Le triangle décisif se fermait : Lévesque, Trudeau, Ryan. Le dernier remplissait l'angle vacant depuis le départ de Bourassa. Le duo des commandants pour le futur champ de bataille référendaire était formé : le général Ryan ferait face au général Lévesque. Il était entendu, mais on n'en parlait pas, que le « maréchal » de l'autre capitale viendrait voir ce qui se passe et qu'il redresserait la situation si d'aventure... De toute façon, on serait « entre Québécois » pour la nécessaire « minute de vérité » qui avait tant tardé et allait finir par se produire le 20 mai 1980.

tait lui-même frénétiquement et à bout de bras, le foulard à sa propre effigie, tantôt en le projetant d'en arrière en avant comme un encensoir, tantôt en le faisant tourner comme une toupie renversée, tantôt en le tendant devant le parterre comme une bannière (...). « Transfiguré, le sourire extatique et l'oeil brillant, Claude Ryan humait au vu de tous l'odeur du pouvoir, cette odeur qui est, dit-on, plus enivrante que celle de toutes les passions, cette odeur que les vrais politiciens reniflent de loin et suivent à la trace (...). « Donc, il y avait des pauses, les slogans et les mouvements de la foule s'apaisaient d'eux-mêmes. Or, c'était Claude Ryan lui-même qui repartait sa propre claque, infatigable dans cet exercice comme il l'était naguère dans ses bureaux, penché sur ses dossiers. Il se relevait, il projetait son foulard vers la foule en bas, il battait des bras comme un chef d'orchestre étonné de voir ses musiciens déposer leurs instruments. Et la foule (du Colisée de Québec) recommençait à l'acclamer, car à cet instant précis c'était lui, le « cheerleader ». « Les observateurs familiers des us et coutumes des politiciens étaient ébahis (...). Mais c'est dans l'égarément que les gens se révèlent » (Lysiane Gagnon, « collaboration spéciale » - ajout d'ironie - au *Devoir*, le 18 avril 1978).

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre VII

Pierre Elliott Trudeau (1979-1980) : victoire imprécise de Joe Clark et fausse sortie du maréchal

I

[Retour à la table des matières](#)

Le présent chapitre procède du plus étroit des découpages chronologiques utilisés jusqu'à maintenant : même pas une année. Cette dizaine de mois, qui court de mai 1979 à février 1980, est chargée d'une forte intensité « dramatique ». Acte I, déclin et chute annoncée ; acte II, rebondissement et relance inattendue. Le premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, faillit, en effet, rater cette espèce de rendez-vous, historique et personnel, au prochain référendum québécois, avec le premier ministre du Québec, René Lévesque. Cette rencontre aura effectivement lieu au niveau où elle se préparait depuis si longtemps. La survenance tardive d'un Claude Ryan, généralissime des forces fédéralistes, n'en changera pas les données fondamentales.

Quand un soldat a conquis son bâton de maréchal, ne pouvant monter plus haut, il n'a plus qu'à durer, tout en espérant remplir avantageusement les derniers chapitres de sa future biographie. Sa retraite peut aussi s'imposer. Mais elle semblera mal à propos si l'heure en sonne par une amère défaite, occasion très inopportune pour opérer sa sortie. Après une quinzaine d'années d'action dont onze comme premier ministre, Trudeau était bien loin d'avoir atteint les trois grands objectifs qui étaient à la base de l'engagement politique de 1965 :

1° Donner au Canada une constitution renouvelée en conséquence de l'opération dite du « rapatriement » ? - Le projet en semblait renvoyé aux calendes grecques par suite de l'échec de la conférence constitutionnelle de février 1978 et du refus unanime des provinces à vouloir seulement discuter le livre blanc du Temps d'agir et sa transcription législative en la forme du projet C 60.

2° Démocratiser et rationaliser l'exercice des rouages gouvernementaux et administratifs ? - Cet effort persistant des deux premières années du pouvoir n'avait guère eu de conséquences durables, si ce n'est par les suites contraires d'une technobureaucratie envahissante, des entourages affairistes et partiellement occultes, du *big government* gonflant toujours et mettant en péril les finances publiques.

3° Enfin et surtout, rallier effectivement les Québécois aux solidarités fédératives par l'exemple probant du *French power* et par l'intronisation d'une politique de bilinguisme officiel ? - Les indéniables succès à ce plan n'avaient pas été suffisants pour enrayer les poussées « séparatistes » du Québec, non plus qu'ils n'avaient empêché le PQ d'y prendre le pouvoir en 1976. Et la menace du référendum québécois planait à l'horizon des prochains mois.

Une observatrice attentive de la scène outaouaise écrit au sujet du Trudeau de cet hiver 1979 que, « dans ses conversations intimes, il paraissait absent et désabusé (...). Trudeau se trouvait au nadir de sa carrière. À ceux qui l'avaient connu auparavant, il paraissait désespérément seul » ⁴⁴⁶. Ce chapitre a pour objet de raconter comment une rentrée en force a effacé le court « intermède » d'une retraite forcée. Ou, pour garder le lexique théâtral, de dire par quelles péripéties s'est effectuée cette « fausse

⁴⁴⁶ Christina McCall-Newman, *Les Rouges*, Les éditions de l'Homme, Montréal, 1982, p. 359. Richard Gwyn décrit ce cercle d'isolement : « Les seules personnes que Trudeau voyait, qu'il avait envie de voir ou dont il tenait compte étaient, parmi ses ministres, Lalonde, Lang, Mac Eachem, maintenant vice-premier ministre, et, parmi ses conseillers, Coutts, Pitfield et Robertson. Drury et Sharp, ses fidèles vétérans, n'étaient plus là. Pelletier se trouvait à Paris. « Je serais resté s'il me l'avait demandé », confia-t-il à un ami. Marchand avait été nommé au Sénat et devenait chaque jour plus amer à l'idée d'avoir été relégué sur une voie de garage. « Trudeau correspond vraiment à ce que j'ai toujours pensé de lui, mais il est moins généreux que je ne me l'étais imaginé », dit-il maintenant. Margaret était partie. Quand elle revenait, frivole et insouciant, elle perturbait les enfants qu'elle laissait, ainsi que Trudeau, blessés et déconcertés » (*Le Prince*, France-Amérique, Montréal, 1981, p. 380-381).

sortie... » L'imagerie mythologique suggérerait plutôt Phénix, renaissant de ses cendres et prenant son dernier envol...

Le stéréotype de leaders forts et à l'allure décidée cache le plus souvent une forte dose de faiblesses et d'hésitations personnelles. Une certaine crânerie est utile à l'autoprotection du leader, mais ne donne pas toujours efficacement le change. Par le cliché de l'« usure du pouvoir », on évoque trop vaguement le manque d'ardeur personnelle aux tâches de leadership. L'instinct de se perpétuer, agissant comme l'effet d'une drogue chronique ⁴⁴⁷, ne diminue pas, ce qui peut se dire encore plus prosaïquement comme l'obsession de gagner les prochaines élections. Il faut dire que les dernières années du gouvernement élu en juillet 1974 n'avaient guère été brillantes. L'homme à la hauteur de l'alerte péquiste par suite du 15 novembre 1976 n'apparaissant plus autant indispensable depuis qu'on savait qu'un Claude Ryan serait à même d'y pourvoir directement en territoire québécois. Mais, aidé par des fantaisies nullement spontanées de mise en scène ⁴⁴⁸, il n'en demeurait pas moins le centre de la psyché canadienne, bien que son récent état d'isolement allait jusqu'à le faire vivre « à l'écart des idées » ⁴⁴⁹.

Des interventions marquantes à l'étranger compensaient quelque peu le terne de la scène canadienne : après l'Economic Club de New York, au sommet économique des sept pays occidentaux à Bonn, auquel il s'était adressé à son tour et avec un brio estimé étincelant par la presse américaine. À la conférence constitutionnelle de novembre 1978, à lui seul il tint en échec les premiers ministres provinciaux, méfiants, non coopératifs et même antagonistes devant cette initiative de la capitale fédérale. Mais l'heure était plutôt à l'urgence du malaise économique et aux lamentations conséquentes.

⁴⁴⁷ « Au fond, Trudeau était drogué par le pouvoir. Son intoxication, conséquence de tant de compromis anodins par-ci et de l'acceptation de tant de petites faveurs par-là, s'était développée si progressivement qu'il ne s'était même pas rendu compte qu'en y cédant il sacrifiait le plus sacré de tous ses biens : sa liberté personnelle. Toute sa vie, il l'avait jalousement protégée contre tous les ennemis possibles, depuis l'alcool et le tabac jusqu'à l'asservissement des biens matériels. À partir de 1978, le pouvoir était devenu son maître » (ibid., p. 376-377).

⁴⁴⁸ Affectant le style « pistolero », les pouces accrochés à la ceinture de cow-boy, avec un regard narquois et éventuellement vengeur.

⁴⁴⁹ Selon Gwyn, toujours implacable, ibid., p. 377.

Le dollar s'était mis à dégringoler et atteignait le plancher de 83 cents ; l'inflation était en marche vers le 10% annuel. On fit du premier ministre le bouc émissaire de tout ce qui clochait, inquiétait ou dérangeait : non seulement la chute du dollar et la montée de l'inflation, mais l'avortement et l'abolition de la peine capitale, ainsi que les inscriptions bilingues sur les boîtes de céréales et la météo incompréhensible avec l'échelle Celsius, sans parler de la généralisation du système métrique ! Quel étrange pays, quel bizarre premier ministre qui justifie toutes ces horreurs, auxquelles s'ajoute la popularité du gouvernement du Parti québécois dans « la Belle Province » !

Plus que tout autre de ses devanciers, le premier ministre s'est trouvé enserré dans un système de *love-hate relationship* avec les gens des médias, surtout ceux de langue anglaise. Sans doute ne l'avait-il pas volé ; mais, lui qui se verrait plutôt comme un agent historique, il en avait marre de se voir constamment échenillé par ces scribouilleurs et potineurs comme s'il n'était qu'un vulgaire politicien. N'aimant pas les journaux depuis toujours, comment aimerait-il ceux qui les font ? « Je ne peux absolument pas sentir ces types-là » ⁴⁵⁰. Les gens de la CBC ne sont pas moins épargnés que ceux de Radio-Canada dont la majorité, c'est bien connu, manifestent des tendances « séparatistes ». En fait, il payait durement la rançon du super-vedettariat. Un biographe ne lui passera pas plus de choses que le chroniqueur qu'il est resté et écrira de cette époque qu'« il se vouait un culte » et que « son gouvernement était devenu le gouvernement du Moi, la gigantesque machine ayant été démantelée et remontée afin de servir un seul et unique but : sa réélection » ⁴⁵¹.

Aux heures d'anxiété dans les cabinets ministériels, les bordereaux de service analysant les tendances des sondages, publics ou commandités par le parti, deviennent les documents décisifs d'un pouvoir vacillant. C'est le privilège d'un premier ministre en régime parlementaire de déterminer le moment de la grande explication avec les adversaires devant l'arbitre suprême, le Peuple, qui, dans sa gentillesse médiocre, pense néanmoins à d'autre chose. Au printemps 1977, Keith Davey et James Coutts opinaient que le premier ministre serait justifié de renouveler son mandat pour affronter la menace péquiste qui risquait de devenir aiguë lors du référendum. Ses chances auraient encore été meilleures à l'automne au moment où son indice de popularité se mit

⁴⁵⁰ Cité *ibid.*, p. 388.

⁴⁵¹ *Ibid.*, p. 385, 386.

à monter, jusqu'à la ligne de 56%, marque que n'avaient pu atteindre, au moment de leur plus grande gloire, un Diefenbaker ou un Saint-Laurent.

Il laissa encore passer l'occasion, probablement parce qu'il ne voulait pas paraître trop opportuniste, ni sembler magnifier les « séparatistes » du Québec. Mais le traditionnel mandat de quatre années s'achevait à l'été 1978. Pourquoi ne pas s'y conformer d'autant qu'un sondage Gallup publié en avril lui faisait la belle surprise d'accorder aux libéraux une solide avance de onze points

Seulement, dans l'entourage on se chamaillait sur l'interprétation à donner à d'autres sondages plus récents et beaucoup moins prometteurs que d'aucuns estimaient erronés. Dans une ambiance de morne perplexité, on décida d'attendre, au risque de devoir surmonter les sarcasmes de Joe Clark sur la frousse libérale d'affronter la population. D'ailleurs, devant la montée du mécontentement, ne s'impose-t-il pas de sauver d'urgence l'économie au jour le jour du pays avant de parer à l'éventuelle division du Canada ? Il allait bientôt plus être question que de coupures et de contrôles, tous décidés dans l'improvisation demi-secrète ⁴⁵² et sous le coup des remontrances que son ami Helmut Schmidt lui avait administrées à Bonn sur la pauvre performance de l'économie canadienne. Un récent sondage Goldfarb venait d'indiquer que l'heure serait mauvaise pour courtiser l'électorat et qu'il fallait plutôt retrousser les manches et s'attaquer aux choses sérieuses, c'est-à-dire économiques.

Mais le temps passe. Viendra le moment où l'on ne pourra plus reculer l'échéance. Début 1979, on enregistre quelque progrès dans l'activité économique et une légère remontée dans la popularité selon les sondages. Trudeau estime alors qu'il serait mauvais de porter à la limite constitutionnelle de cinq ans la durée de son mandat, tombant le 8 juillet 1979. Il prit tout le monde par surprise, à commencer par le gouverneur-général Schreyer, en annonçant, le 26 mars 1979, des élections pour le 22 mai suivant. Il fallait en finir. Doublement.

⁴⁵² Gwyn raconte par le détail les circonstances de hâte et de confusion où furent prises de telles mesures. Il nous dit, entre autres révélations, que le ministre des Finances, Jean Chrétien, apprenant, comme tout le monde, les nouvelles mesures par le truchement de la télévision, aurait démissionné si cet acte n'avait pas été susceptible d'aider la cause « séparatiste » au Québec (ibid., p. 393-397).

II

Selon Christina McCall-Newman, le parti libéral du Canada avait « atteint le fond de l'abîme » en ce 26 mars 1979 ⁴⁵³. On possède aujourd'hui plusieurs témoignages faisant état de la crainte éprouvée alors par Trudeau de ne pouvoir remporter les prochaines élections ; plus d'une fois il s'en était ouvert avec une pointe d'amertume devant des proches. Mais le mois auparavant, il avait crâné devant la télévision torontoise : « Oui, je peux perdre lors des prochaines élections fédérales mais je ne perds jamais ». Il se réfugiait tout de même dans la sérénité de Cincinnatus : « Si le peuple estime qu'une autre personne que moi peut mieux relever le défi, j'abandonnerai pour retourner près de mes enfants et vivre à la campagne » ⁴⁵⁴. Au moins, il pourrait, une dernière fois à l'échelle canadienne, clamer sa seule passion fondamentale pour l'unité du pays. À des collaborateurs lui enjoignant d'abandonner ce thème qui ne faisait plus recette, il servit cette réplique désabusée : « Je comprends ce que vous êtes en train de dire, mais, mon Dieu, cela en dit long sur ce pays » ⁴⁵⁵. Sa défaite il l'aurait acceptée, stoïquement, mais pas celle de « son » pays.

Une bizarre campagne allait donc se dérouler à la suite du plus long mandat électoral depuis fort longtemps, après que l'immuable chef du gouvernement ait brûlé, les années précédentes, les chances d'une réélection presque assurée. Quel homme politique, même parmi les plus grands ou les plus astucieux, n'a pas commis d'erreur semblable, qu'il s'efforce de rattraper dans la suite ? Trudeau combattrait vaillamment en donnant le moins possible l'impression d'être acculé au pied du mur. Un peu partout hors du Québec, mais surtout dans l'Ouest, les conservateurs vont mener une campagne inexpiable, débordant même en une occasion la limite décente en régime

⁴⁵³ L'auteur venait d'écrire : « la campagne qui s'amorçait en ce soir de mars durerait non pas huit semaines mais bien quarante-huit (...), donnerait lieu en fait à deux élections, et (...) le Parti libéral et son chef extravagant allaient provoquer une série de coups de théâtre au cours des mois et des années à venir » (op. cit., p. 421, 420).

⁴⁵⁴ À l'émission *As it is* ; propos rapportés dans *La Presse*, le 24 février 1979.

⁴⁵⁵ Cité par Gwyn, op. cit., p. 398.

démocratique ⁴⁵⁶. Le débat télévisé entre les trois chefs du parti fut le grand événement de la campagne. Le plus fort *debater* des trois était aussi le plus exposé, lui et ses politiques étant la cible naturelle et relativement facile des deux autres. Le chef du NPD, Broadbent, à la dialectique plus aiguë, fut probablement le plus efficace. Quant au chef du Parti progressiste-conservateur, Clark, malgré quelques bavures d'attitude il surprit par une performance quelque peu supérieure à celle qu'on attendait. Mais aucun des trois n'avait marqué d'avantage décisif susceptible de se répercuter de façon notable dans les résultats électoraux. A moins d'une forte disparité dans les performances, ce type de débat, relevant du *show-business*, n'est susceptible de dégeler qu'une mince frange d'indécis ou d'indifférents.

Sur presque tous les thèmes, Trudeau se défendait moins qu'il ne contre-attaquait les adversaires conservateurs en particulier pour leurs promesses financièrement irresponsables. Leur chef prônait un fédéralisme d'application plus souple, était présenté comme la marionnette des premiers ministres provinciaux. Trudeau personnalisait les attaques faites à son gouvernement ⁴⁵⁷ mais objectivait ses contre-attaques. Il cédait parfois à la tentation de boutades ou d'insultes ad *hominem* : il a accueilli Jack Horner, ce vire-capot, parce que « c'est un cowboy », que « j'aime les cowboys » ⁴⁵⁸ ; à une assemblée dans le Bas du fleuve, les agriculteurs rouspéteurs se firent dire qu'ils étaient, par nature, « des grognons » ⁴⁵⁹. Mais son thème par-dessus tout privilégié, était celui de l'unité du pays. Pour sa part, Joe Clark n'en aura guère parlé qu'une fois dans sa propre circonscription de High River, et ce fut pour esquisser sa conception

⁴⁵⁶ Ainsi ce spot publicitaire montrant le visage, inévitablement arrogant, de Trudeau en chambre, alors que défilent les accusations les plus diverses, que ponctuent le bang retentissant d'une porte de prison se fermant et l'accusation COUPABLE, plusieurs fois répétée. Les publicitaires de la campagne conservatrice avait d'abord songé à une imagerie encore plus accablante en montrant Trudeau dansant dans une discothèque, par exemple. Voir l'article de Lucille Cousineau dans *La Presse*, le 28 avril 1979.

⁴⁵⁷ Ainsi à Toronto, il disait voir une « habile manoeuvre » pour le faire battre dans les déclarations simultanées de René Lévesque et de Robert Bums à l'effet que le gouvernement québécois pourrait perdre le référendum : on n'aurait donc plus besoin d'un Trudeau pour endiguer la vague séparatiste (*La Presse*, le 19 mai 1979).

⁴⁵⁸ Ibid.

⁴⁵⁹ Selon la Presse canadienne, *Le Devoir*, le 4 avril 1979.

d'une « communauté de communautés », texte qui eut mérité plus d'attention hors de la tourmente électorale.

Trudeau exposait la perception en quelque sorte charnelle d'un pays qui risque demain de se défaire, par défaut de s'en rendre compte à temps. Dans sa circonscription de Mont-Royal, il déclare devant ses partisans que « même si j'ai perdu quelques illusions, je n'ai perdu aucun de mes idéaux pour le Canada ». À Toronto, un participant à une émission radiophonique de ligne ouverte se voit décerner l'épithète de « presque traître » pour son obstination à n'y pas voir une sérieuse menace. En Colombie-Britannique, il réaffirme qu'« il existe une tendance marquée à l'égoïsme qui risque de détruire notre pays ». À Guelph, lors de son dernier discours avant le scrutin, il commente l'homélie du jour entendue à la messe sur le thème de « Aimez-vous les uns les autres », en soutenant que « c'est justement ça qui compte » ⁴⁶⁰. Accueilli à La Pocatière par un petit groupe de cégépiens lui souhaitant la bienvenue dans « notre pays », il leur réplique : « Mon pays est plus grand que le vôtre ». Avec non moins de présence d'esprit, l'un d'eux rétorque : « Mais notre pays à nous est plus plaisant à vivre » ⁴⁶¹. Cet âge est sans pitié...

Les conseillers du premier ministre étaient atterrés de le voir poursuivre cette es-pèce d'idée fixe, si peu accordée à la national mood de ces jours-là. Il dut même leur cacher un texte rédigé par lui-même qui exposait sa grande stratégie constitutionnelle une fois son gouvernement réélu. Le lieu : le Maple Leaf Garden rempli à sa capacité. Le décor : le plus grand unifolié disponible (20 pieds sur 40), en fond de scène. Le message : 1° convocation spéciale du Parlement pour adopter une résolution, portant demande de rapatriement ; 2° conférences constitutionnelles s'échelonnant sur une année avec les premiers ministres provinciaux afin de convenir d'une formule d'amendement ; 3° à défaut d'une entente entre les onze chefs de gouvernement, la population canadienne serait appelée à trancher lors d'un référendum national sur la question. Après ce discours la foule du Garden fut nettement moins enthousiaste qu'au moment de son entrée.

Il continua, dans les derniers jours de la campagne, à marteler le même message impératif. Si l'on veut autre chose qu'un « pays fait de dix principautés indépendan-

⁴⁶⁰ Toutes citations extraites de Gwyn, op. cit., p. 401, 402.

⁴⁶¹ Même référence que pour la note (14). [Voir la note 4 de la page 223 de cette édition numérique. JMT.]

tes », il s'impose de se mettre à « la tâche tous ensemble, en un seul et immense acte de volonté nationale » ⁴⁶². Il n'en démordait pas. Un an plus tard, presque jour pour jour, au lendemain du référendum québécois du 20 mai 1980, Trudeau, redevenu premier ministre, n'aura qu'à rééditer le même plan, d'abord arrêté par lui-même sans l'avis des conseillers, dans la fièvre d'une campagne électorale, et qui s'achevait dans le risque d'une déroute.

Quelques jours plus tard, devant une foule de partisans réunis à Montréal, il se fait plus explicite et fournit le calendrier suivant : 1° dans les 30 jours après la formation du gouvernement, la convocation du Parlement ; 2° dans les 60 jours après la date du scrutin, la tenue de la conférence constitutionnelle ; 3° « tenue d'un référendum régional dans un cas, national dans l'autre » s'il y a impasse. La conclusion : « Je le répète, je n'agirai pas unilatéralement. Je demanderai le consentement des provinces. Et à défaut, je demanderai le consentement de la population. Et ça ce n'est pas unilatéral. Ça, c'est le peuple qui parle à ce moment-là » ⁴⁶³.

Réplique immédiate de René Lévesque : « Il ne saurait être question d'accepter, comme Québécois, d'être noyés ou bulldozés dans un référendum qui serait pan-canadien » ⁴⁶⁴. Le nouveau chef du PLQ, Claude Ryan, qui siégeait depuis peu à l'Assemblée nationale, fait une critique circonstanciée de la « nouvelle dynamique constitutionnelle » que Pierre Trudeau veut déclencher et constate que son projet « fait néanmoins planer sur les provinces l'épée de Damoclès d'une initiative unilatérale du Parlement fédéral en cas d'impasse invincible entre celui-ci et les provinces. Le principe dont il procède n'est pas plus acceptable aujourd'hui qu'hier » ⁴⁶⁵. À l'offensive constitutionno-électorale du chef du PLC, la presse éditoriale au Québec ne fut pas plus accueillante que celle de langue anglaise, et peut-être davantage mordante ⁴⁶⁶.

⁴⁶² Cité par Gwyn, op. cit., p. 402.

⁴⁶³ *Le Devoir*, le 14 mai 1979.

⁴⁶⁴ *Le Soleil*, le 12 mai 1979.

⁴⁶⁵ *Le Devoir*, le 20 mai 1979.

⁴⁶⁶ Dans un éditorial intitulé « La dernière carte », Lise Bissonnette écrit : « Pour faire passer ce coup de force contre les provinces, M. Trudeau, homme de raison, use et abuse d'un argument qui répugne absolument à la raison. Il faut, dit-il avec des trémolos de pur nationalisme de la vieille école, nous débarrasser d'un colonialisme qui est devenu une « honte » pour les Canadiens. Quand les Canadiens n'auront que ce sujet de honte, ils pourront vivre la tête haute (...). On a peine à

Parlant unilatéralisme, celui du Québec, dans l'hypothèse d'un référendum favorable à l'indépendance, fut l'objet d'une déclaration malheureuse du chef du parti conservateur, qui laissa entendre qu'il ne reconnaissait pas le droit à l'autodétermination du Québec. Les candidats québécois du parti étaient au désarroi ; le député Roch La Salle s'efforçait d'amenuiser la portée de ces paroles désastreuses à une question d'interprétation. Trudeau, auquel le chef conservateur reprochait sa rigidité, avait tout de même dit plus d'une fois qu'il se rendrait à la volonté populaire des Québécois si elle s'exprimait d'une façon claire et nettement majoritaire en réponse à une question précise : en ce cas, il ne saurait être question d'employer la force pour les retenir contre leur gré dans la fédération.

Or c'est justement le recours possible à la force armée qu'on pouvait déduire des propos ambigus de Joe Clark. Il se tirera d'assez piteuse façon de ce qu'il appelait un « faux problème », car « la question ne se posera pas parce qu'avec un gouvernement conservateur il n'y a pas plus de chance de voir les Québécois voter pour l'indépendance que de voir le ciel me tomber sur la tête ou encore la ville d'Ottawa inondée par les vagues de l'Atlantique » ⁴⁶⁷. Si le Canada anglais faisait tout pour oublier la question constitutionnelle, survivance du *Quebec problem* des années 1960, les Québécois vivaient cette campagne fédérale avec leur sensibilité collective coutumière et qu'avaient la proximité de l'épreuve référendaire.

La campagne avait contribué à entremêler davantage les divers objectifs, à plusieurs niveaux, de ces élections fédérales qui s'étaient déjà passablement fait attendre. La question, unique et ultime pour chaque électeur dans l'isoloir, restait : Pour qui voter ? On observait un fort degré de perplexité dans l'électorat.

croire que l'obsession du rapatriement conduise un homme aussi intelligent à de telles déformations de la réalité, des priorités et des urgences » (*Le Devoir*, le 12 mai, 1979).

⁴⁶⁷ À Chicoutimi, Trudeau avait reconnu le droit à l'autodétermination, tel qu'il avait été proclamé récemment par la résolution 2625 des Nations Unies. Mais ce principe applicable aux populations des territoires coloniaux ne doit pas servir à « démantibuler un État souverain ». Dans son cas, si les Québécois décidaient de leur indépendance à une majorité massive, il se retirerait plutôt que de négocier la séparation du pays, car « je ne crois pas que le Canada anglais accepterait qu'un Canadien français négocie le retrait du Québec de la confédération » (*La Presse*, le 5 mai, 1979).

Les éditorialistes ne manifestaient guère de ferveur en recommandant de voter pour un parti plutôt que pour un autre. *Le Devoir* conseillait à ses lecteurs de « voter pour l'homme » qui, dans chaque circonscription, est estimé le plus apte à bien défendre les intérêts du Québec et du Canada à Ottawa. Et son rédacteur en chef, Michel Roy, de pointer dans plusieurs comtés les hommes de divers partis dignes de cette confiance ⁴⁶⁸. Le journal avait adopté ce point de vue en plusieurs autres circonstances identiques dans le passé : en 1957, 1958, 1962, 1965 et 1972. Le thème le plus fréquent des éditorialistes anglophones était celui du *Time for a change*, mais encore une fois sans enthousiasme particulier. Un exemple typique était l'éditorial du *Globe and Mail* du 19 mai 1979, intitulé : « Sorting the devils ». Il commençait par ces mots : « The devil we know or the devil we don't. This is the underlying issue in this election », et s'achevait par ces lignes : « Canada is in a terrible mess. And who created it ? Not the devil we don't know, Joseph Clark. The devil we do know, Pierre Trudeau. It is a time for a change ».

Cette perception prévalut presque partout ailleurs qu'au Québec, qui accorda une fois de plus une massive confiance à son diable d'homme préféré. Il allait, pour une première fois, se retrouver dans le rôle de chef de l'opposition. Joseph Clark avait fini par se débarrasser de la défroque de « Joe Who ? » en devenant premier ministre du Canada.

III

Les libéraux avaient été battus mais non écrasés. Ils avaient obtenu 4% de votes de plus que les conservateurs (40% contre 36%), qui allaient être appelés à former un gouvernement minoritaire avec 136 sièges contre 114 aux libéraux, 26 au NPD et 6 au Crédit social. Ces résultats n'avaient rien d'une déroute et, jusqu'à la dernière minute, le mauvais sort fait aux libéraux pouvait être conjuré ⁴⁶⁹. Selon le dicton

⁴⁶⁸ *Le Devoir*, le 14 mai 1979.

⁴⁶⁹ Les résultats de la Colombie-Britannique scellèrent le sort des libéraux, les conservateurs y obtenant 19 des 28 sièges de cette province. Plus tôt en soirée, Trudeau avait soulevé devant des reporters l'hypothèse que même si les conservateurs menaient, il pourrait lui être possible de former un gouvernement avec l'appui du NPD.

qu'« un gouvernement n'est pas battu, il se défait lui-même », qu'en était-il cette fois ? Il faut d'abord évoquer comme facteur dominant les circonstances globales : après seize ans de pouvoir libéral continu, dont onze sous Trudeau, une sixième victoire en ligne aurait été l'indice d'une stabilité extraordinaire de l'électorat. Jusqu'à maintenant, Trudeau détenait déjà un record de longévité gouvernementale dans les pays occidentaux. Pour que l'alternance continue de passer pour l'une des vertus du régime, il faut bien qu'elle puisse se produire de temps à autre.

La lassitude de l'équipe libérale était apparente, et les « ministres forts » s'y faisaient plus rares. Trudeau lui-même se stimulait pour donner l'impression qu'il avait toujours le cœur à l'ouvrage. Et son rôle historique de sauveur du Canada s'était passablement estompé avec l'arrivée en force de Claude Ryan comme vis-à-vis, au Québec, de René Lévesque. Hors le Québec, les organisations libérales étaient décimées faute d'appui des organisations provinciales, faibles ou même inexistantes. Le franc-parler de Trudeau avait produit des effets désastreux dans les manchettes des journaux : les agriculteurs étaient des « grognons » comme beaucoup de chômeurs, des « buveurs » qui devraient « se remuer le derrière » pour trouver du travail.

Joe Clark ne faisait pas fureur, mais les gens de l'organisation le surveillèrent de près pour éviter des gaffes au sujet des valises, des baïonnettes ou des sièges d'ambassades. Le programme qu'il prônait était attrayant avec une réduction d'impôts (qui n'interdirait pas un « budget équilibré, soutenu d'ailleurs par un « déficit stimulant » !), ou avec une politique de déductibilité des intérêts d'hypothèques, intéressant particulièrement la classe moyenne des propriétaires des banlieues. Certains ministres se payaient le luxe d'avoir des idées et des technocrates se posaient de nouvelles questions, et tout d'abord sur eux-mêmes.

C'est le *French power* électoral du Québec qui avait préservé le parti de Trudeau de la déroute complète. Les résultats avaient montré l'amplification de tendances déjà notables des élections de 1972, alors que les libéraux avaient presque été battus. Les chiffres bruts ne requéraient pas de commentaires. Trudeau, avec 62% du vote au Québec, y obtenait 67 de ses 114 sièges, plus de la moitié. Dans le reste du Canada, les conservateurs étaient largement en tête avec 45% des voix (contre 31% aux libéraux) et y décrochaient la presque totalité de leurs 136 sièges (moins 3). On se trouvait devant une autre de ces circonstances où le *One great Canada* paraissait être fait des *Two solitudes*. C'était la paradoxale trame de l'unité canadienne dans l'année pré-

cédant la consultation référendaire, annoncée depuis longtemps par l'équipe sécessionniste gouvernant au Québec.

Comme Saint-Laurent en 1957 ou Laurier en 1911, Trudeau avait été battu par le vote anglophone, sinon avait été répudié par le Canada anglais. Comme sous Diefenbaker en 1957, les Québécois venaient aussi de s'exclure du gouvernement d'Ottawa ; ils allaient avoir l'étrange sensation de s'y trouver pour ainsi dire « orphelins » durant un certain temps. Ces propositions permettent aussi une lecture en un sens s'inversant : une fidélité massive aussi constante des Québécois aux libéraux fédéraux montrait que « le nationalisme québécois n'est pas encore sorti de la problématique canadienne » ⁴⁷⁰. Depuis 1968 Trudeau l'avait incarnée selon un mode personnel hautement attractif. Mais la problématique québécoise avait été propagée depuis plus longtemps encore par René Lévesque, avec son intensité vibratoire particulière.

Justement, pendant la campagne fédérale, il n'avait accordé qu'un appui nuancé aux créditistes de Fabien Roy, présentés comme « des gens solides et voués à la défense des intérêts du Québec » ⁴⁷¹. Mais cette alliance « péquiste » ⁴⁷² n'allait pas entraîner d'effets visibles dans le dénombrement électoral, et le chef créditiste estimera que cette aide péquiste avait été celle d'un « boulet » ⁴⁷³. En préparation de leur grande opération référendaire et sans mérite particulier de leur part, les péquistes pouvaient au moins se sentir soulagés de ne plus voir Pierre Elliott Trudeau à la tête du gouvernement canadien à partir de ce printemps 1979. Un Canadien anglais ne serait pas forcément un négociateur moins ardu dans l'hypothèse d'une victoire au référendum, mais au moins l'identification que font les Québécois avec leurs deux hommes politiques marquants cesserait de soutenir la double allégeance fédérative elle-même.

La première préoccupation de Joe Clark, après celle de former un cabinet, fut de rassurer les Québécois, de montrer qu'il ne leur tenait pas rigueur de lui avoir accordé une confiance aussi parcimonieuse. Il fut contraint de recourir à l'honnête subterfuge

⁴⁷⁰ Constatait l'analyste Pierre Drouilly, trouvant « pertinent » en conclusion « de se demander si le mouvement national n'est pas irrémédiablement en train de se résorber » (« Le paradoxe québécois », *Le Devoir*, le 14 février 1980).

⁴⁷¹ *Le Devoir*, le 12 avril 1979.

⁴⁷² Selon l'expression créée par Gilles Lesage, *Le Soleil*, le 28 avril 1979.

⁴⁷³ Précisant même que « la campagne avait été très dure à cause de ça » (*Le Devoir*, le 1 juin 1979).

de nommer des sénateurs au cabinet pour qu'ils aient quelque voix directe au gouvernement et fit même de Brian Mulroney, adversaire malheureux au congrès de leadership, son conseiller privilégié pour le Québec. L'ancien chef Robert Stanfield fut chargé d'une mission spéciale au Moyen-Orient pour réparer les pots cassés du désastreux incident de la suggestion de déménager l'ambassade de Tel Aviv à Jérusalem. La publication d'un code d'éthique à l'intention des membres de son cabinet et de leur entourage au début d'août retint moins l'attention de la presse québécoise que les déclarations d'une « candeur désarmante » ⁴⁷⁴, quelques semaines plus tard, du ministre des Approvisionnements et Services, Roch La Salle, en faveur du « bon patronage ».

Pendant que le serpent de mer d'un parti conservateur québécois refaisait surface, la faiblarde organisation du PC-Québec essayait une fois encore de se rendre utile en se manifestant autrement que comme un foyer d'intrigues. Un sondage Gallup, tenu deux semaines après le scrutin électoral, montrait que l'immense majorité des citoyens canadiens ne trouvait pas ce cabinet tellement boiteux et lui accordait, à 87% des réponses, des chances de durer plus d'un an. De toute évidence, ce serait en matière de politique économique que le ministère Clark aurait à faire sa preuve de crédibilité et de durabilité.

Au soir de la défaite, tout en la reconnaissant avec grâce, Trudeau avait dit son intention de continuer à se battre, se voyant déjà dans le rôle, nouveau pour lui, de chef de l'opposition ⁴⁷⁵. L'ex-ministre de la Justice, Marc Lalonde, attachait tout de suite le grelot en soutenant que le chef libéral devait rester « au moins jusqu'au référendum, ». Un autre ex-ministre trouvait qu'avait « bien de l'allure » l'hypothèse que le citoyen Trudeau fasse directement face au premier ministre québécois lors de la mêlée référendaire. Le manitou de l'organisation libérale, le sénateur Keith Davey, pour sa part, se faisait prophétique en opinant sur un ton péremptoire : « Il restera chef du parti jusqu'à ce qu'il redevienne premier ministre » ⁴⁷⁶. Une pareille assertion n'avait pas à convaincre qui que ce soit, personne ne l'ayant prise au sérieux.

Avec une conviction non moins prophétique, ce vieux sage d'Eugene Forsey clamaient sur un ton bougon que toute tentative de déloger Trudeau de son poste de lea-

⁴⁷⁴ L'expression est de Michel Roy dans *Le Devoir*, le 30 août 1979.

⁴⁷⁵ « I think I will be a pretty good leader of the opposition » (*The Montreal Star*, le 23 mai 1979).

⁴⁷⁶ *Le Devoir*, le 24 mai 1979.

dership « aurait un effet complètement mauvais pour le Québec », car ce serait « l'une des choses les plus stupides que pourrait faire le parti libéral » ⁴⁷⁷. Pour Trudeau, l'heure n'était plus à la crânerie mais au stoïcisme. Ce n'était pas apparent à l'époque, mais un de ses biographes affirme qu'« il sombra dans une profonde déception » et « ne sachant plus quoi faire de ses journées » ⁴⁷⁸. Quand il disait à des proches qu'il ne voulait plus être premier ministre, sans doute était-il sincère en jouissant d'une partie de sa liberté retrouvée, mais la confiance même trahissait encore davantage le regret de ne plus le redevenir.

Et ce sera le sursaut, le 19 juillet, à la première conférence de presse après la défaite : « Je reste. À mon avis, je suis le meilleur » ⁴⁷⁹. Puis il partit en vacances avec ses fils en Nouvelle-Écosse, se laissa pousser la barbe pour se raviser tôt, heureusement, de la couper, se ressourça au contact de la grande nature en pratiquant son sport favori du canoé. Il s'était refait en quelques semaines ⁴⁸⁰. Il reprit même du goût pour la discussion des « grandes idées » politiques comme le nationalisme politique ou la représentation parlementaire proportionnelle.

En septembre au Mont-Gabriel, à une réunion des parlementaires de son parti à Ottawa, il leur servit, pour rentrée, une longue réflexion philosophique sur la vanité du pouvoir à tout prix et sur les vertus de l'opposition. Certes devant un tel auditoire, cette mise en garde contre « la tentation du pouvoir », écrivait Michel Roy, « cela n'avait pas été prévu » ⁴⁸¹. Non plus qu'elle ait été servie aux libéraux par cette « sorte de guru » ⁴⁸² portant - encore - la barbe ! Mais à l'échelle nationale du parti se faisaient entendre des voix réclamant un congrès d'orientation. Il aura lieu à la mi-octobre en ce point médian de la géographie canadienne, à Winnipeg. Ni règlement

⁴⁷⁷ *Le Soleil*, le 9 juillet 1979.

⁴⁷⁸ Gwyn, op. cit., p, 406, 407.

⁴⁷⁹ Ces mots historiques valent d'être apportés en anglais : « I'm staying on. My judgment, as of now, is that I'm the best » (*The Montreal Star*, le 20 juillet 1979).

⁴⁸⁰ En cet été, l'écrivain Bruce Hutchison écrivait : « No doubt he is, in experience, talent and ambition that curious mixture of assets and liabilities which makes the voters idolize or detest him. But no one should be surprised to hear that he will not retire. With all its alarms and agonies, he loves the political life and never did royal jelly produced a more pregnant queen bee » (*The Montreal Star*, le 18 août 1979).

⁴⁸¹ *Le Devoir*, le 6 septembre 1979.

⁴⁸² Éditorial de Marcel Adam, *La Presse*, le 6 septembre 1979.

de comptes post-mortem, ni orientation nouvelle, ce congrès permit à divers groupes de laisser échapper de la vapeur, mais il ne s'y manifesta pas d'animosité particulière contre le vaincu du 22 mai. Même attitude fort modérée quelques jours plus tard aux assises du PLC-Québec, qui paraissaient être « celles de la nostalgie plutôt que du renouveau » ⁴⁸³.

À cette époque de fin octobre, Trudeau avait déjà pris la décision d'abandonner le leadership de son parti, sinon de quitter définitivement la politique. Car il était toujours à venir ce maudit référendum des « séparatistes » québécois. On peut être sûr qu'il se reconnaissait la mission historique de les écraser (*to clobber*), mais en quel rôle et par quels moyens ? Restait Claude Ryan, qui s'était auto-distribué le statut et le rôle de généralissime de l'armée du Non, ce qui se concevait et restait supportable. Mais les rapports furent tôt assez grinçants entre les fédéralistes de Québec et les fédéraux d'Ottawa. Ainsi, le député et ex-ministre Claude Forget avait profité d'une tribune torontoise pour exprimer des doutes sur l'utilité de Pierre Elliott Trudeau durant la prochaine campagne référendaire ; sa personne même serait susceptible d'y susciter de l'animosité antifédérale, ce qui, en effet, était parfaitement prévisible. Trudeau n'avait naturellement pas prisé une telle observation, faite en ce lieu ; et, avec fierté, il soutiendra plus tard que Trudeau plus Ryan, c'est plus fort que Ryan tout seul.

Toujours est-il qu'il prit tout le monde par surprise en annonçant brusquement sa démission le 21 novembre 1979, exactement sept mois après la première défaite de sa carrière et dont il n'avait récupéré qu'à moitié. Peut-être prévenait-il le danger d'une conjuration s'il finissait par donner l'impression de s'accrocher à son poste ? Plus sûrement, il avait d'autres bonnes raisons - les siennes - de prendre congé après quinze ans de vie politique intense.

IV

Le texte remis à la presse par le démissionnaire était court et serein sans la moindre pointe d'amertume. Comme « il n'y a pas de manière aisée ni de moment idéal

⁴⁸³ Lise Bissonnette, *Le Devoir*, le 22 octobre 1979.

pour partir (...), à un moment donné, il faut tout simplement choisir ce qu'on estime être sa destinée ». Mais il remettait à son successeur un « parti en bonne santé » avec « 114 députés vigoureux et convaincus ». Après les paragraphes de remerciements à divers groupes ainsi qu'il est d'usage, Trudeau avouait avoir « beaucoup réfléchi au problème d'un changement de chef dans le contexte du référendum québécois (...). Je donne ma parole aux Canadiens que je continuerai à me battre pour notre pays, où que je me trouve et quoi que je fasse ». Voilà pour la continuité de l'engagement au sens sartrien. « Mais je sais aussi que le combat pour l'unité canadienne n'est pas près de s'achever, et qu'il durera longtemps après le référendum. Il faudra un effort long et soutenu pour bâtir la sorte de Canada que la plupart d'entre nous souhaitons. C'est en cela que je sens qu'il est temps pour un nouveau chef de prendre la relève » ⁴⁸⁴. Voilà pour le désengagement au sens partisan, ou banal, du mot. La tenue d'un congrès de leadership au printemps suivant allait sous peu occuper les milieux politiques d'Ottawa. Mais un autre événement était aussi à l'affiche pour la même saison : le référendum québécois.

Les Communes rendirent au chef démissionnaire un « vibrant hommage » selon le lieu commun, assez exact en l'occurrence : par le premier ministre Clark, par le doyen de la chambre Stanley Knowles au nom du NPD, par le député Fabien Roy à celui des créditistes, et par des collègues libéraux, Robert Andras, Jean Chrétien et Allan Mac Eachern. Ému, le démissionnaire sut, dans sa réponse, étendre à ses pairs l'hommage qu'on lui rendait : « Quand nous nous lançons des insultes, nous savons que dans la réalité nous avons une bonne somme d'admiration pour les gens qui, comme nous-mêmes, ont décidé de demander l'appui des Canadiens dans leur comté pour accomplir une tâche parfois ingrate et certainement exténuante » ⁴⁸⁵. Ce même jour conférer à l'Université Concordia pour parler de la politique énergétique de son parti, l'ex-ministre Marc Lalonde, se gardant bien d'être le porte-parole de quiconque, précisait tout de même qu'une récente réunion libérale à Toronto « ne l'avait pas influencé le moins du monde ». Étant au fait de la décision de l'ex-premier ministre, depuis trois semaines, Lalonde affirmait encore que « les considérations d'ordre politique n'ont

⁴⁸⁴ Texte publié dans *Le Devoir*, le 23 novembre 1979.

⁴⁸⁵ *La Presse*, le 22 novembre 1979. Ces derniers mots trahissaient quelque fatigue morale et physique.

pas tellement joué lorsque le moment fatidique est venu » ⁴⁸⁶, laissant entendre que des considérations de vie personnelle et de famille avaient été décisives.

La troisième des « colombes », celle qui avait fait le plus long et le plus vertigineux des vols, allait donc quitter à son tour le ciel turbulent de la politique. Jean Marchand, qui avait, quinze ans plus tôt, machiné et négocié l'adhésion du trio au Parti libéral, déclarait à un journaliste du *Soleil* qu'il avait été évidemment « prévenu » lors d'une rencontre « pour procéder à une évaluation ». Et « sa décision, disait le sénateur, résulte d'une rationalisation de la situation politique au Canada et de sa situation à lui ». Au sujet du référendum à venir, toujours selon Marchand, Trudeau préférait qu'il n'ait pas l'air d'un « chamaillage » entre les deux grands chefs politiques québécois. Enfin, Trudeau apparaissait aux yeux de Marchand comme « un homme avec des défauts et dont l'amour-propre en a pris un bon coup » ⁴⁸⁷. Avant de rendre publique sa décision, Trudeau avait aussi communiqué par téléphone avec Gérard Pelletier, l'ambassadeur en poste à Paris. Au-delà d'une déclaration laconique, exprimant les « regrets » du diplomate et la conviction que cette « voix continuera d'être entendue et respectée », Pelletier se refusait à toute interview formelle. Mais le correspondant de *La Presse* dans la capitale française lui prêtait les propos suivants : « Honnêtement, je m'attendais à cette démission, mais dans quelques mois après le référendum (...). Vous savez, j'ai quitté la politique il y a quatre ans. Et puis j'ai eu 60 ans l'année dernière, alors la fin d'une époque » ⁴⁸⁸.

À l'Assemblée nationale, les libéraux échouèrent dans leur tentative de faire voter à l'unanimité une motion exprimant des remerciements pour les « éminents services » rendus par le chef démissionnaire et lui adressant « des vœux cordiaux en ce qui touche son rôle futur dans la vie intellectuelle et politique de ce pays ». Se déclarant favorable à la motion, le premier ministre laissait tout de même les parlementaires de son parti libre de voter comme bon leur semblerait. Plusieurs députés péquistes et quelques ministres préférèrent s'absenter momentanément de la chambre pour n'avoir pas à voter. Au décompte du vote, on enregistra 66 voix favorables à la motion, 3

⁴⁸⁶ *Ibid.*

⁴⁸⁷ *Le Soleil*, le 22 novembre 1979.

⁴⁸⁸ Propos rapportés par Louis-Bernard Robitaille, *La Presse*, le 22 novembre 1979.

voix contre ⁴⁸⁹ et 8 abstentions. Dans une brève allocution, Lévesque rappela les qualités d'intelligence, de franchise et de durabilité politique de son grand adversaire, signalant en particulier la rareté de cette dernière qualité dans la politique d'aujourd'hui. Puis il passa aux divergences profondes et fondamentales entre les deux causes qui séparent les deux hommes : « Je dirais que c'est vraiment la fin d'une époque. Entre autres, la page qu'on a intitulée la page du « French power » est évidemment tournée de façon définitive pour tout avenir prévisible dans le contexte fédéral canadien ». Il poursuivait en rappelant les « efforts frénétiques non seulement pour maintenir un gouvernement central fort, mais aussi pour accentuer sans cesse son emprise sur l'ensemble canadien et, en particulier, sur le Québec » ⁴⁹⁰.

Le chef du PLQ, Claude Ryan, fit une déclaration élaborée exprimant les grands apports de Trudeau à la vie politique canadienne et internationale, citant à ce dernier propos les avis favorables du célèbre columnist Joseph Kraft et de l'ex-secrétaire d'État, Henry Kissinger. Faisant état de « relations d'amitié qui remontent au début des années 1950 », l'ancien directeur du *Devoir* se portait garant du fait que « M. Trudeau se percevait d'abord et avant tout comme un Québécois ». À l'intention de ceux qui mettent cette conviction en doute, Ryan rappelait que « si M. Trudeau est attaché au Canada, c'est plutôt parce qu'il considère que le Canada offre au Québec le défi plus large, l'idéal de dépassement dont le Québec a besoin pour se réaliser pleinement en terre d'Amérique » ⁴⁹¹.

À un journaliste lui apprenant la démission surprise de Trudeau, l'ex-premier ministre Robert Bourassa s'exclama : « C'est bien lui. Toujours aussi imprévisible... Je pense qu'il aurait pu continuer à servir le Canada de façon valable ». Quant aux insultes dont Trudeau l'avait déjà gratifié (« Ti-Pit », « mangeux de hot dog »), Bourassa disait ne lui en avoir gardé « aucune rancune ». « J'avais à défendre les intérêts du Québec, comme avec la loi 22 qui constituait un geste important pour l'affirmation des Québécois, et cela était beaucoup plus important à mes yeux que les réactions du

⁴⁸⁹ Les députés Jean Alfred, Jérôme Proulx et Gérald Godin. Ce dernier, en rappel de l'Octobre 1970, justifiait son opposition de façon virulente : « Pour moi, le régime Trudeau, c'est un régime armé, casqué et déguisé en soldat. Moi, j'ai été interné, mis en prison, arrêté sans mandat, grâce ou sous l'empire de l'infâme loi des mesures de guerre qui, en ce qui me concerne, est le point le plus près où nous sommes allés en direction du fascisme » (*La Presse*, le 22 novembre 1979).

⁴⁹⁰ *Ibid.*

⁴⁹¹ Déclaration publiée dans *Le Devoir*, le 22 novembre 1979.

gouvernement fédéral ». D'ailleurs, la politique a ceci de commun avec la boxe que « les coups viennent vite » ⁴⁹².

Deux des plus importants ministres péquistes, Claude Morin et Jacques Parizeau, émirent des opinions qui valent d'être détachées du flot des réactions qu'avait soulevées l'annonce de la démission surprise. Pour le premier, les fédéralistes venaient de perdre « leur seul gars qui était admiré au Québec » en lequel il voyait « notre plus redoutable adversaire » ainsi qu'« un stimulant intellectuel ». D'ailleurs, « si je suis en politique aujourd'hui, c'est à cause de lui (qui maintenant) part parce que les Anglais ne veulent pas de lui. Ça peut même nous aider au référendum ». La clé du personnage serait qu'« au fond, Trudeau est resté marqué par Duplessis et a perdu confiance alors envers les Québécois.

Il estime que les gouvernements qui se succèdent à Québec, même s'ils ne sont pas duplessistes, sont condamnés à le redevenir » ⁴⁹³. La déclaration de Jacques Parizeau exhalait la même odeur d'amitié brisée : « Au cours des dix dernières années, ce qui aurait dû être un débat politique est devenu un affrontement entre de vieux anciens amis, ce qui était malsain. En ce sens-là, des gens comme M. Clark chez les conservateurs, et que ce soit M. Turner ou M. Macdonald chez les libéraux, peuvent beaucoup mieux refléter ce que veut dire le Canada anglais que M. Trudeau » ⁴⁹⁴.

Je restreindrai ma petite revue de presse à trois extraits particulièrement significatifs, selon ces trois modes fort divers de l'éditorial de convenance, de l'hommage lyrique et de l'éloge indirect par le saillant de l'ironie. « Il a pris une décision sage et élégante de se retirer. Mais nous ne sommes pas prêts d'avoir un autre leader de cette nature », concluait un court éditorial de la *Gazette* ⁴⁹⁵ : voilà pour le premier genre.

⁴⁹² Propos rapportés par Réjean Lacombe, *Le Soleil*, le 22 novembre 1979.

⁴⁹³ Propos rapportés par Gilles Lesage, *Le Soleil*, le 22 novembre, 1979.

⁴⁹⁴ Devant des étudiants de l'Université de Montréal, *La Presse*, le 24 novembre, 1979. Deux ans plus tôt, Parizeau confiait spirituellement : « J'ai moi-même avec le premier ministre du Canada, toutes sortes d'affinités et de concordances. Je ne m'entends pas avec lui sur deux questions d'inégale importance : d'une pan, l'usage public de certains mots du vocabulaire scatologique et d'autre part, l'emplacement de la capitale nationale » (*Le Devoir*, le 26 octobre 1977).

⁴⁹⁵ *The Gazette*, le 22 novembre 1979. Deux jours plus tard le même journal, à l'édition du samedi, contenait deux features aux titres également révélateurs de la tonalité de la presse anglophone - la francophone se montrant généralement plus indulgente et même laudative : « The man who fell short of his goal » et « English Canada's dry eyed farewell ».

L'éditeur de *La Presse*, Roger Lemelin, signait, cette fois-ci en première page, un de ses rares éditoriaux, dont la première phrase commençait par ces mots : « Il fallait qu'il nous assène soudainement sa décision de partir... » Trudeau continuait-il, « est assez grand pour qu'on parle de lui au présent dans des termes ordinairement réservés aux célèbres disparus (...). Il était presque incongru que nous ayons essayé de nous payer si longtemps cet homme supérieur, discutable, discuté, mais exceptionnel (...). Je l'ai vu en Russie conquérir cet énorme peuple en l'espace de quinze jours (...). Riche de son charme et de solitude, il s'accommodait avec une certaine extase d'être prince. Il n'accepte pas d'être majordome : c'est un rôle qu'il jouait faux (...). Et merci à moitié. Car en dépit de ce qu'on dit, pour moi et pour d'autres, vous êtes toujours en un sens Premier ministre du Canada » ⁴⁹⁶.

Pour le spécimen de l'éloge ironique, je me trouve devant un problème de longueur et de traduction. Charles Lynch, qui n'a jamais été candidat à quelque prix de l'humour, décernait à « Pierre » un paquet de remerciements distribués en une vingtaine de paragraphes, tous commençant par « Thanks for... » Tout y passait : «... for the mania and the fancy ladies.... the Christmas babies, and the pirouette at Buckingham Palace,..., fudde duddle and merde and all the damns and hells and other epithets that salted your English... ». Mais aussi : «... for changing your mind on NATO, the armed forces and the Crown, leaving a lot of things intact while changing so many more. And thanks for the furthering of the French fact which I still think may have saved the union... » Ou encore : «... for your rapport with the young people, who become involved in politics through you and seemed to care for nobody else, except maybe John Diefenbaker... » L'énumération, à contenus variés, était cinq fois plus longue. Le premier et le dernier paragraphe comportaient des remerciements en vrac de la gent journalistique : «... for the memories, the frustrations, and for holding all members of my craft in equal scorn, without playing favorites », ainsi que «... for all the materials for columns and speeches and articles and broadcasts »... Le tout se terminait par ce qui est peut-être l'éloge ultime : « You may have bored audiences sometimes, but I have never known an audience to be bored hearing about you - it brought a kind of electricity into the proceedings that will be missed ». Et, comme il convenait doublement, le souhait final en l'autre langue officielle et avec la faute grammaticale :

⁴⁹⁶ *La Presse*, le 23 novembre 1979.

« Bon chance, noble Trudeau » ⁴⁹⁷ ! À la conférence de presse consécutive à sa démission, Trudeau avait dit se sentir désolé de n'avoir plus l'occasion de « malmener » ses chers ennemis, les journalistes, lesquels, en rupture de tradition, se mirent en l'occurrence à l'applaudir.

Interrompons ici cette déjà longue révision de ce que Trudeau appelait « mes nécrologies ». Qu'est-ce qui avait poussé Trudeau à démissionner quelque cinq semaines plus tôt qu'il n'avait prévu, comptant que la nouvelle serait assourdie par des festivités de Noël et du Jour de l'An ? Des ministres étaient au courant de sa décision, l'un depuis trois semaines, un autre depuis une semaine. À un autre collègue, il aurait confié : « Je n'en peux plus. Il m'est impossible, après avoir décidé de partir, de continuer à faire semblant d'être toujours chef » ⁴⁹⁸. Deux jours après l'annonce officielle de sa démission, il s'entretenait avec les étudiants de l'École des hautes études commerciales de Montréal, leur confiant qu'il avait pris sa décision six semaines plus tôt et en avait retardé l'annonce à cause de la tenue de deux élections partielles, à Terre-Neuve et en Saskatchewan. Faisant plusieurs fois état de son statut de « simple citoyen », il se trouvait libre maintenant de prôner, par exemple, le vote à la proportionnelle.

Mais il jeta surtout une première bordée contre le gouvernement du Québec qui venait de publier son Livre blanc sur la souveraineté-association, lequel « ment au peuple ». Si, devant le projet d'une « nouvelle entente », les partenaires « disent non, qu'est-ce qu'on fait ? On baisse la tête, on se rhabille. Ou on déclare l'indépendance ? Le Livre blanc ne le dit pas ». Disant respecter les vrais indépendantistes, Trudeau s'attaquait à « ceux qui sont en selle à Québec ». Avec la formule de la souveraineté-association, ils font la preuve d'un « refus de choisir » et d'un « manque de courage - et c'est ce qui me met en rogne » ⁴⁹⁹. Celui qui se présentait comme un « simple ci-

⁴⁹⁷ *The Gazette*, le 22 novembre 1979.

⁴⁹⁸ Richard Gwyn, qui donne l'impression de tout savoir, se risque d'évoquer un « Nez de Cléopâtre » en la forme d'un « terrible mal de dents à la suite d'un traitement de canal ». Il précise même entre parenthèses. « (Toute sa vie, Trudeau a eu un seuil de la douleur particulièrement bas, ce qui rend d'autant plus remarquable sa discipline physique.) » (op. cit., p. 411).

⁴⁹⁹ *Le Devoir*, le 24 novembre 1979.

toyen » ⁵⁰⁰ n'attendait pas la publication de la question référendaire pour ouvrir la grande bataille maintenant imminente.

Au lendemain de cette réunion, Trudeau se fit très explicite lors d'une longue entrevue avec trois journalistes du *Devoir*. Il s'était refusé à démissionner dès après la défaite pour n'avoir pas « l'air du gars qui se dégonfle ». Comme il s'était fait à l'idée de rester jusqu'au référendum, les gens comprenaient qu'il partirait tout de suite après, ce qui entraînait de l'incertitude chez les partisans. Les amis craignaient qu'il ne parte, les adversaires le souhaitaient. « En somme, j'avais à décider si je devais rester deux ou trois ans ou si je devais plutôt partir dans deux ou trois mois ». Le jour de sa démission il avait parlé à Claude Ryan pour lui faire savoir qu'il ne démissionnait pas pour se retirer sous sa tente. « Mais je ne voudrais pas entrer sous son parapluie si ça signifie que désormais la sorte de Canada auquel je rêve sera celle qui sera définie par Claude Ryan (...). Il faut que les deux visions se conjuguent et se heurtent, et que la dialectique de l'histoire nous fasse évoluer dans ses tensions créatrices ». Trois semaines après cette interview, le gouvernement Clark était battu en chambre. Une réponse qu'il avait alors donnée aux journalistes du *Devoir* jette quelque lueur sur ce qui allait se produire à la mi-décembre ⁵⁰¹.

V

⁵⁰⁰ Ce qui était inexact. N'est pas encore un « simple citoyen » le député non démissionnaire d'une circonscription, le chef intérimaire d'un grand parti et qui était encore chef intérimaire de l'opposition officielle devant un gouvernement, du reste, minoritaire.

⁵⁰¹ « LE DEVOIR - Avez-vous sérieusement songé à renverser le gouvernement cet automne ? M. Trudeau - Oui, dans mon esprit, après le discours du trône, il fallait établir si M. Clark pouvait gouverner ou non. C'était le premier test. Mais c'est un test un peu raté car je pense que j'ai donné les mauvais signaux aux membres de mon équipe ayant déclaré en juin que notre rôle dans l'opposition n'était pas d'abord de faire obstruction au gouvernement mais de l'aider à gouverner mieux, sauf dans les questions fondamentales. Au deuxième test (sur la politique énergétique), je me suis assuré que mes députés ne feraient pas la même erreur qu'après le discours du trône, que tout le monde serait là et voterait contre le gouvernement. Je me suis dit que si le gouvernement tombait, il y aurait des élections ou le gouverneur-général aviserait autrement. Je voulais donc qu'il y eût un test véritable » (*Le Devoir*, le 26 novembre 1979).

La chute du gouvernement Clark se produisit à 22 h 20 le soir du 13 décembre 1979. Histoire qui serait fort complexe à raconter et sur laquelle n'ont pas fini de s'affairer les chercheurs spécialistes des crises parlementaires. Ce n'était pas un piètre gouvernement ⁵⁰² mais une équipe erratique, spécialement dans l'évaluation de ses chances de survie. Tout le monde, à part des maniganceurs de partis, semblait consentir à prolonger son sursis au-delà des six mois déjà écoulés. La double erreur de Joe Clark fut de trop le croire ainsi que de sous-estimer la détermination sournoise des libéraux à l'approche de l'hiver.

C'était procéder d'un calcul imprudent que d'introduire des mesures de politique énergétique dans le budget (avec la taxe de 0.18 par gallon d'essence). À la suite de toute une série de clignotants rouges depuis une dizaine de jours ⁵⁰³, le gouvernement n'aurait pas dû prendre le risque de laisser poursuivre le débat sur le budget jusqu'à la tenue d'un vote comme il était convenu. Avec la motion de blâme du NPD, la défection des créditistes, l'absence du ministre Flora MacDonald en mission européenne, pour peu que des députés libéraux ne soient pas atteints de la grippe diplomatique ou parlementaire, le gouvernement était mathématiquement battu.

Le point tournant de toute l'affaire fut lorsque, le 12 décembre, Trudeau dit à son voisin de pupitre, le ministre Mac Eachern que, si le gouvernement tombait, il lui restait à faire « son devoir, naturellement ». Pendant la tenue du vote le lendemain, Trudeau répète à son voisin : « Je sais quel est mon devoir » ⁵⁰⁴, ou je reviendrai en cas d'élections. Elles ne pourraient être que très hâtives pour gagner de vitesse la convention de leadership libérale dont la date n'était pas arrêtée. Elles furent fixées au 18 février 1980. Immédiatement les spéculations sur le retour de Trudeau prirent le pas sur les causes et les conséquences de la chute du gouvernement.

⁵⁰² L'opinion du *Globe and Mail* (le 18 décembre 1979) était assez courante sur le budget Crosbie, qualifié de « the first budget to tackle the real problems of our decade ». Quelques semaines plus tard, le directeur du C.D. Howe Institute, Carl Beigie, déclarait devant un groupe d'hommes d'affaires : « Le budget défait en décembre n'était pas politiquement populaire, mais il était une solution responsable aux défis qui confrontent le Canada » (*La Presse*, le 30 janvier 1980).

⁵⁰³ Gwyn raconte au jour le jour, du 4 décembre jusqu'au 13 décembre, l'évolution de la situation parlementaire (op. cit., p. 417-428).

⁵⁰⁴ Cité *ibid.*, p. 419.

Reviendra-t-il ou maintiendra-t-il sa démission ? C'est concevable de retirer sa démission dans les circonstances, mais aussi de la confirmer pour passer la main à quelqu'un d'autre, la régularisation du leadership pouvant attendre après le scrutin et quel qu'en soit le résultat. Soumis à toutes sortes d'avis de ses conseillers et ministres, sachant bien que le groupe Turner était en état d'alerte et que le noyau autour de Macdonald était au garde-vous, et même après avoir reçu le visa approbateur des instances libérales, Trudeau semble avoir hésité jusqu'au dernier moment de ce 18 décembre. À neuf heures, il aurait dit au confident James Coutts, « Je ne reviendrai pas ». À onze heures, il dit aux journalistes qu'il reviendra parce qu'il est « de mon devoir de répondre à l'appel du parti », mais étant entendu qu'il démissionnera « bien avant » les élections générales suivantes ⁵⁰⁵.

Il n'aura plus qu'à remporter les prochaines. Et, comme monarque restauré selon le mode parlementaire, le nouveau premier ministre du Canada sera à même de faire, à sa façon, le prochain référendum québécois. Comme en 1968, après avoir longtemps hésité et presque décidé de ne pas s'embarquer, il va maintenant s'engager à fond avec la certitude de la victoire. Les raisons ne manquent pas, outre celle qui vient d'être indiquée : l'instinct de lutte, le désir prendra sa revanche et de ne pas quitter sur un échec, mais aussi le sens du devoir personnel envers le parti. En juillet, il avait dit : « Je reste.... je suis le meilleur ». Il le croit encore sans avoir besoin de le répéter aussi crûment. *Le Devoir* titrait la déclaration remise à la presse : « La primauté du devoir sur le désir ».

Le texte, beaucoup plus long que l'annonce de la démission du 21 novembre, contient principalement les raisons pour lesquelles son parti avait voté contre le budget, car « le gouvernement Clark ne savait ni décider, ni agir, ni gouverner ». La décision qu'il avait prise « est sans doute la plus difficile qu'il m'ait été donné de prendre dans ma vie ». En effet, « mon plus profond désir était de quitter la politique et d'élever ma famille à Montréal ». Mais bien que n'ayant « aucun désir d'assumer de nouveau le leadership du Parti libéral (...), aux yeux de mes collègues et à mes propres yeux, c'est là mon devoir, et je m'en acquitterai avec toute l'énergie et toute l'habileté dont je suis capable » ⁵⁰⁶. Tel est le langage classique des vieux soldats qui reprennent du service.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, p. 427.

⁵⁰⁶ *Le Devoir*, le 19 décembre 1979.

Il y avait eu diverses rumeurs - plausibles - d'un « complot » pour renverser le gouvernement Clark. Suivait maintenant un autre train de rumeurs - également plausibles - d'un « complot » plus restreint, auquel auraient participé Allan Mac Eachern et James Coutts, pour provoquer le retour de Trudeau et pour barrer les chances de Donald Macdonald. Ces deux points, il faut les renvoyer à l'histoire, qui les éclaircira un jour peut-être. Cet homme qu'il y a à peine un mois avaient louangé politiciens et commentateurs parce qu'il était « politiquement mort », laissait aujourd'hui les éditorialistes et chroniqueurs pantois devant la nouvelle de sa « résurrection ». Il allait de nouveau remplir le gros de l'espace politique canadien. De Québec, les correspondants parlementaires se demandaient lequel, de René Lévesque ou de Claude Ryan, serait le plus embarrassé par le retour inopiné du troisième homme ⁵⁰⁷.

La campagne hivernale, improvisée par tous et qu'aucun n'avait désirée pour elle-même, fut avant tout une longue bataille *d'images* publiques : il s'agissait d'en créer une chez le nouvel arrivé et d'en estomper des traits chez celui avait trop d'image depuis longtemps. Mais le résultat ne faisait aucun doute dès le départ : tous les sondages, y compris ceux qui s'étaient tenus avant l'annonce du retour de Trudeau, montraient un retard de quelque vingt points des conservateurs. Par sa courageuse lutte, Clark fera réduire cette différence de moitié. Trudeau n'avait guère qu'à faire acte de résurrection en disant le moins de choses possible et le peu qu'il dirait en s'efforçant qu'elles soient au minimum compromettantes.

Il évita principalement le salmigondis classique au sujet de l'unité nationale et du rapatriement de la constitution. À des journalistes insistants, lui signalant ce mutisme inaccoutumé, il se contentait de hausser les épaules : « Vous connaissez mes idées ! » Au Québec les péquistes s'affairaient à la préparation de leur référendum et eurent l'à-propos de respecter la trêve des élections fédérales. René Lévesque, à l'entraînement intensif, s'était fait beau joueur devant le retour de Trudeau : « Pour ce qu'on pourrait appeler l'intérêt de la discussion, j'aime autant Trudeau. Pour le sport si vous voulez » ⁵⁰⁸.

⁵⁰⁷ William Johnson dans le *Globe and Mail* du 18 décembre 1980 ; Gilles Lesage dans *Le Soleil* du 19 décembre 1980 ; Lysiane Gagnon dans *La Presse* du 19 décembre 1980.

⁵⁰⁸ Il ajoutait : « À condition qu'il se réveille, parce que là « he is flying low »... Avec Trudeau, il peut y avoir d'abord certaines chicanes chez nos adversaires, ce

Trudeau joua ce que les experts en marketing appellent le low profile. Il se présenta comme un « gars de l'équipe » et non pas comme un croisé de l'unité nationale ou comme un pistolero à la John Wayne. Il évita le débat télévisé avec Clark sous le prétexte de la présence superflue des journalistes. Il n'acceptait plus les traîtresses émissions de « lignes ouvertes », propices à des propos d'humeur, qui font ensuite les manchettes de la presse avec effets à deux tranchants. Il n'acceptera qu'une conférence de presse, protocolaire et guindée, avec des réponses « longues comme ça » et trop bien motivées, ainsi qu'étaient ses discours, lus assez laborieusement et trop bien préparés. Le sénateur-sorcier Keith Davey dira plus tard : « Nous l'avons mis en veilleuse » 509.

Mais cette bizarre campagne de l'esquive comportait tout de même des risques. Éviter un vote anti-Trudeau, comme celui de 1979, ne garantissait pas le maintien de la tendance du vote anti-Clark. Un slogan conservateur commençait à faire mouche au sujet de la position de Trudeau : « Élisez-moi et je démissionnerai après. » On faisait dire à Trudeau qu'il se considérait comme un chef intérimaire, ce qui n'était pas complètement faux. Et les affaires internationales vinrent à la rescousse des deux chefs, respectivement. L'invasion de l'Afghanistan par les soviétiques sera l'occasion pour Trudeau de montrer sa supériorité dans l'appréciation des faits complexes de la politique internationale, tandis que Clark cédait volontiers à l'antisoviétisme ambiant. Mais celui-ci sembla, un temps, profiter du coup audacieux de l'évasion des six diplomates américains à l'ambassade canadienne de Téhéran : l'ambassadeur Taylor, comme il convenait, recueillit les mérites de l'opération et non pas le premier ministre du Canada alors en campagne pour se faire réélire.

Toute lutte électorale est, par définition, une entreprise de manipulation. En certains cas, les méthodes cyniques y transpirent de façon trop apparente. Cette campagne fut, en outre, remarquablement agressive, et des deux côtés. Au procès de culpabilité de Trudeau (COUPABLE) de la campagne précédente, les libéraux répondaient cette fois par la caricaturisation du physique de Clark (l'absence de menton, l'air ahuri, les mains longues et maladroites). Avant tout, il s'agissait d'abattre l'adversaire. Au Québec, la presse critique s'étonnait de l'étrange attentisme des trois partis sur la question la concernant au premier chef car c'était à croire qu'« il n'y a plus de « Que-

qui n'est pas mauvais, et cela peut permettre de dramatiser le problème beaucoup mieux dans les derniers mois » (*Le Soleil*, le 2 février 1980).

509 Cité par Gwyn, op. cit., p. 429.

bec problem » et que l'unité nationale s'est refaite comme par enchantement » ⁵¹⁰. Les positions éditorialistes étaient elles-mêmes attentistes, à l'exception du *Soleil* soutenant que Clark méritait un « mandat normal », et de *La Presse* plaidant « pour un gouvernement majoritaire libéral » ⁵¹¹. Pendant cette campagne jusqu'au scrutin du 18 février 1980, le Québec parut comme une espèce d'enclave politique décrochée dans l'ensemble canadien. En dépit - ou à cause - du fait que les Québécois auraient, dans trois mois, à décider pour la première fois de leur avenir collectif...

Trudeau revint au pouvoir en force, avec 147 sièges, le plus fort contingent de députés depuis 1968 : il était majoritaire devant les 100 sièges que recueillaient les conservateurs et les 33 que le NPD réussissait à décrocher. Alors que les créditistes étaient anéantis, il raflait 74 des 75 sièges au Québec : seul un Mackenzie King y avait pu faire l'unanimité aux élections de 1921. Trudeau regagnait l'Ontario en bonne partie, mais perdait tout l'Ouest, à l'exception de deux sièges, encore un de moins qu'aux élections précédentes. Il ajoutait son nom à la courte liste des premiers ministres capables de *comeback* : John A. Macdonald, Mackenzie King. Au soir du 18 février, ce sexagénaire bondit sur l'estrade, avec toujours la rose avantageuse à la boutonnière, et sourit en ouvrant les bras : « Welcome to the eighties - Bienvenue aux années 80 ». Il s'était réhabilité, d'abord à ses propres yeux. Il avait réparé ce qu'un lieu commun appelle une « erreur de parcours ».

René Lévesque pensait-il diminuer la portée du vote québécois en parlant d'un vote « plébiscitaire » ? Il avertissait son homologue fédéral et cordial adversaire de ne pas faire preuve d'arrogance « car il pourrait y avoir un effet de boomerang ». Et devant la « marée rouge » des 68% de suffrages qui inondaient le Québec de circonscriptions libérales, « il y aurait lieu de se fier à la bonne vieille sagesse québécoise et de contrebalancer le vote de lundi en donnant un Oui massif au moment du référendum ». Le cercle de famille se reformait, ou s'équarrissait en triangle : Lévesque, Ryan et Trudeau. Faisant montre d'un optimisme de circonstance, Lévesque disait des deux autres : « D'abord faut-il savoir qui va combattre qui ».

Comme s'il avait prévu le coup, Ryan déclarait qu'il n'était pas question de « jalousie » entre Trudeau et lui. « Tant mieux, ajoutait-il, si M. Trudeau se prononce de

⁵¹⁰ Gilles Lesage, *Le Soleil*, le 6 février 1980.

⁵¹¹ Marcel Pépin dans *Le Soleil* et Roger Lemelin dans *La Presse* du 16 février 1980.

temps à autre sur de grandes questions - comme l'importance du régime fédéral dans la conjoncture internationale - avec cette générosité et l'envergure intellectuelle qui sont siennes, et tant mieux s'il y a entre nous la libre émulation des idées et des influences dans le respect des fonctions de chacun. J'apprécieraï aussi qu'il nous (au parti provincial) suggère des choses... encore que ce ne soit pas tellement son genre ».

La pensée constitutionnelle du chef du PLQ avait été exposée dans le document de son parti, connu sous le nom de *Livre beige*, et publié quelques semaines plus tôt. C'était la réplique, concomitante, au célèbre *Livre blanc* du gouvernement du Parti québécois. On savait déjà qu'à Ottawa le *Livre beige* ne ferait pas plus fureur que le célèbre *Rapport* de la Commission Pépin-Robarts, sans toutefois être aussi totalement rejeté que le *Livre blanc* sur la souveraineté-association. Ryan n'avait pas tort d'estimer que le retour en force de Trudeau à Ottawa signifiait le choix d'un gouvernement « dirigé d'une main ferme et compétente, expérimentée et sûre » ⁵¹². Mais cela ne rendrait pas son propre rôle de chef de l'opposition plus facile, non plus que celui de commandant des forces du Non au référendum du printemps.

Par la nudité numérique des résultats du 18 février 1980, l'écrasante victoire de Trudeau au Québec semblait montrer que les citoyens avaient voulu s'assurer que leurs deux grands champions fussent bien en place avant de se prononcer sur *l'option* risquée que l'un d'eux leur avait proposée et qui aurait, enfin, à départager leur fervente religion respective.

⁵¹² Toutes les citations qui précèdent sur les résultats électoraux étaient extraites de *La Presse* et du *Devoir* du 20 février 1980.

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre VIII

René Lévesque
et Pierre Elliott Trudeau (1980) :
enfin le duel, mais toujours
en un combat dissymétrique

I

[Retour à la table des matières](#)

Du fait de la superposition des niveaux à l'intérieur du régime fédératif, les luttes qui s'y déroulent produisent divers effets de scène faisant penser à un théâtre d'ombres chinoises. Là aussi les figures découpées sautillent derrière un transparent, s'amplifient et s'évanouissent, se télescopent et se fusionnent ; elles disparaissent et reviennent, sont identiques sans être toujours les mêmes sans être identiques.

Tous les premiers ministres, au Québec depuis Taschereau et Duplessis, au Canada depuis King et Saint-Laurent ont été les acteurs attitrés de cette espèce de théâtre d'ombres. Ce n'est qu'en de rares occasions que des homologues provinciaux ont pu tenir des rôles de protagonistes aussi importants que celui du premier ministre du Québec. Le système entraîne ces acteurs politiques à se livrer à diverses actions de compétition-coopération qui constituent la trame substantielle de leurs rapports fédératifs. Ce n'est pas qu'illusion comme au théâtre, comme on le voit lorsqu'ils ont à conclure sur une entente ou à modifier quelque règle du jeu dans leur commune en-

treprise. Il y a alors dénouement effectif avec effets de contrainte pour lier ou pour obliger les parties entre elles. Ces acteurs de l'actualité sont aussi agents historiques.

L'événement référendaire du 20 mai 1980 n'allait plus rien avoir d'illusoire ou d'ombragé, portant sur rien moins que le principe de l'appartenance québécoise à l'entreprise fédérative. Deux fortes personnalités québécoises, aux convictions diamétrales et bien ancrées, avaient commencé une vingtaine d'années auparavant à discuter passionnément de leurs conceptions contraires. Tantôt dans le salon ou la cuisine d'un ami commun, tantôt au restaurant, mais toujours avec d'autres compères s'efforçant d'arrondir les angles autant qu'ils le pouvaient. Puis, conséquents avec leur foi politique respective, ces deux hommes avaient finalement fait le saut en politique, un peu comme on entre en religion dans un ordre combattant. Depuis quatre ans maintenant, ils étaient simultanément premiers ministres de l'entité politique de leur choix.

En cette qualité, leur éternel « dialogue » ne deviendrait certes pas moins passionné que celui qu'ils tenaient naguère au plan privé, ou plus récemment au plan public comme chef d'un parti sécessionniste dans un État fédéré et chef du gouvernement d'un État fédéral. Le premier ministre Lévesque, en prenant le pouvoir et, de fait, pour y arriver, avait promis de tenir un référendum sur le principe de l'option dualiste de son parti : d'une part, la souveraineté et, de l'autre, l'association, et demandant à cet effet la conclusion d'une « nouvelle entente ». On ne peut pousser plus totalement, ni plus dramatiquement, la dernière phase pacifique d'une querelle d'idées entre deux hommes politiques : l'heure venue, qui était arrivée, « le peuple », suprême juge, aurait à les départager en leur vilaine querelle. Les deux ne pourraient plus continuer à argumenter *ad hominem* : ils seraient placés en un *ad rem* implacable et avec des suites politiques pour longtemps.

Bien d'autres facteurs, collectifs et de longue durée, avaient certes amené cette situation politique où deux Québécois se voyaient entraînés à une telle confrontation. Mais sans les retranchements des deux hommes en chaque capitale, le combat final eût-il pu s'engager de cette façon et à ce moment-là ? Aurait-il pu seulement avoir lieu ? À l'hiver 1980, les deux personnages en étaient arrivés à plus de carrure historique que l'importance, pourtant impressionnante, de leurs fonctions politiques jusque-là : René Lévesque, quatorze ans député, six ans ministre, douze ans président-fondateur d'un parti, depuis bientôt quatre ans premier ministre ; Pierre Elliott Trudeau, plus de quatorze ans député, douze ans chef de parti et premier ministre, l'étant redevenu sous peu, après une courte déchéance, et plus fort que jamais.

L'aspect d'une « querelle entre Québécois » était encore plus accentué par le fait que la seule instance appelée à en trancher serait le peuple québécois lui-même. Mais la lutte elle-même mettait vitalelement en cause un arrangement politique bien plus large que le seul Québec. Au soir du 20 mai 1980, tout le Canada retenait son souffle...

Pour se produire enfin, l'affrontement direct entre les deux grands champions n'en donna pas moins lieu à un style de combat toujours dissymétrique. De deux façons : 1° à la tête de 74 députés sur 75, investi tout récemment d'une majorité de 68% de suffrages québécois, le champion Trudeau pouvait prétendre confirmer et renouveler une option politique également « québécoise » ; 2° la convention de base, régissant cette consultation entre Québécois, finalement acceptée par tous ⁵¹³, imposait que les deux regroupements d'opposants fussent à direction politique québécoise.

Aussi le duelliste immédiat, si l'on peut dire, n'était pas Trudeau, premier ministre du Canada ⁵¹⁴, mais Ryan, chef circonstanciel des troupes fédéralistes au Québec. Il conviendrait de laisser tomber l'allégorie du duel pour parler plus correctement des commandements en chef des forces du Oui et des forces du Non. Entre Lévesque et Ryan, tous deux chefs de partis provinciaux, l'affrontement était symétrique. L'intervention du premier ministre du Canada dans la mêlée ne pourrait se faire que selon un mode qu'on pourrait dire surplombant ou enveloppant, du fait que le Québec restait toujours partie composante de la fédération : d'où le caractère dissymétrique de sa propre participation au combat référendaire.

Quand s'écrit l'histoire élaborée de cette consultation historique, elle aura à faire la distinction de ces deux plans, symétrique et dissymétrique, dans ce qui fut, à la fin, mêlée générale et même méli-mélo. La coalition fédéraliste du Non allait être victorieuse, mais avait toutefois montré passablement de confusion en organisation et même en cohésion stratégique. Le regroupement opposé du Oui faisait, au contraire, l'effet d'un camp moins nombreux, plus homogène et mieux unifié. Il eût été étonnant que le déroulement d'un affrontement général sur le principe de l'appartenance fédérative ne reflétât pas la complexité du dénivellement fédéral lui-même !

⁵¹³ La loi 92 sur les consultations populaires adoptée par l'Assemblée nationale au mois de juin 1978.

⁵¹⁴ Bien que résidant au Québec et représentant d'une circonscription québécoise au Parlement fédéral.

En un seul chapitre, il ne saurait être question de démêler les enchevêtrements multiples de cette confrontation historique. D'ailleurs, la polarisation obligée des réponses par Oui et par Non allait la simplifier nécessairement. Le sujet commande, en outre, sa propre simplification. On portera une attention spéciale aux rôles des principaux acteurs politiques : de René Lévesque et de Pierre Elliott Trudeau, mais aussi de Claude Ryan. La cause fédéraliste avait, en effet, deux leaders et leur difficile *partnership* fait aussi partie de cette histoire.

II

L'idée d'un référendum québécois en matière constitutionnelle était étrangère à nos traditions et pratiques politiques. Au Québec, on avait gardé un souvenir assez amer du *plébiscite* fédéral de 1942 pour son aspect quelque peu frauduleux ; au Canada, les référendums de Terre-Neuve en 1949 n'avaient guère attiré d'attention, l'opinion qui en était informée les ayant considérés à l'époque comme un procédé naturel d'adhésion à la fédération. C'est l'Union nationale dans les années 1960, d'abord dans l'opposition puis au gouvernement, et au début des années 1970, de nouveau dans l'opposition, qui acclimatera graduellement l'idée d'une consultation populaire sur l'avenir constitutionnel des Québécois.

Cette propagation de l'idée répondait tout autant à un instinct de méfiance qu'engendrait la poussée indépendantiste qu'à la préoccupation d'une consultation vraiment démocratique dans une décision collective d'une telle importance. À Ottawa, en certains cercles restreints et discrets, on jonglait, dans le même temps, avec cette hypothèse pour se prémunir contre la prise du pouvoir d'un parti « séparatiste » et surtout contre la situation que créerait une déclaration unilatérale d'indépendance. Il faudrait empêcher de tels faits qui n'auraient d'autre fondement qu'un vote électoral faiblement majoritaire.

Dans ses premières années, le Parti québécois n'envisageait pas d'autre processus que l'électoral comme moyen d'accéder à l'indépendance. Mais déjà à son congrès de février 1973, ce parti acceptait le principe que la constitution à adopter dans un Québec nouvellement indépendant soit soumise à une consultation référendaire. À la suite de l'écrasante défaite d'octobre 1973, par l'action déterminante du ministre Claude

Morin, va s'affirmer laborieusement la thèse d'un référendum distinct d'un scrutin électoral général qui mettrait d'abord le parti au pouvoir : à partir de ce moment on parlera de l'indépendance par étapes distinctes, ou de la doctrine dite de « l'étapisme ». Quand naissait en 1968 le Parti québécois, le « séparatisme » avait déjà été exorcisé du langage par les adeptes du RIN qui tenaient à parler de l'indépendance et de « l'indépendantisme » ⁵¹⁵. Mais ses dirigeants, dont René Lévesque, auraient préféré le label de « souverainisme », selon l'inspiration du vocable du Mouvement précurseur, celui de la Souveraineté-Association. ⁵¹⁶

Étapisme stratégique d'une part, doctrine souverainiste et associationniste de l'autre : toute l'aventure, fructueuse ou malheureuse, du Parti québécois allait tourner autour de ce qui apparaissait n'être en grande partie qu'une discussion terminologique. Et pourtant cette conceptualisation était bien autre chose qu'un jeu de mots, nullement innocents ou facultatifs en une telle matière ! En passant, il est frappant de constater que le seul terme sémantiquement et techniquement exact, celui de « sécession », ne faisait pas partie du langage courant : le gouvernement du Parti québécois était *sécessionniste* dès lors qu'il proclamait son intention de sortir de la fédération canadienne, quitte à conclure une toute nouvelle entente avec ce qu'il en resterait. La sécession éventuelle d'un État fédéré (surtout de l'importance de celui du Québec) demeure la préoccupation majeure des organes directeurs d'une fédération, et singulièrement de son premier ministre si cette fédération est de type parlementaire.

Et l'on allait retrouver après novembre 1976 la situation plus antagonique que jamais des deux frères ennemis en leur position homologue de premiers ministres. On a vu plus haut comment ils ont tenté de porter leur cause respective à l'étranger, devant des publics prestigieux ⁵¹⁷. Sur la scène canadienne, ils vont s'échanger à tout propos des messages chargés de méfiance mutuelle et même hargneuse, en particulier sur la question centrale du référendum, puisque c'était la prochaine « étape » à venir de leur querelle enfin parvenue à cette phase toute décisive. Dans les jours suivant l'installation de son gouvernement, le premier ministre Lévesque disait, en interview au journal *Le Monde*, qu'il « faudra penser beaucoup à la *façon honnête* de poser la ques-

⁵¹⁵ Mais les opposants, surtout au Canada et au Québec anglophones, ont toujours continué à parler de « séparatisme » comme d'un mal ou d'une doctrine pernicieuse.

⁵¹⁶ René Lévesque en particulier aurait préféré le label de « Parti Souverainiste ».

⁵¹⁷ À New York, à Washington, à Paris (voir le chapitre VI).

tion » ⁵¹⁸. Lapsus révélateur ou aveu quelque peu candide d'une bonne volonté se stimulant elle-même ? Les mots trahissaient au moins la position défensive et auto-justificatrice du nouveau gouvernement sur le caractère éthique de la lutte à poursuivre. Comme si « la question » à poser pouvait ne pas l'être honnêtement...

En un premier temps, le premier ministre Trudeau affecta de n'attribuer que la valeur d'un vaste sondage à la consultation prévue, ajoutant qu'il n'est nulle part dans les statuts de procédure permettant à une province de se retirer de la fédération. Puis, sentant peut-être que l'argument d'un tel hermétisme ne rendait pas, il se mit à réclamer une question référendaire d'une grande clarté portant sur le fait ou non d'une sécession : « Voulez-vous être dans le Canada oui ou non ? Si on dit oui, eh bien, négocions quelle sorte de Canada ce doit être » ! ⁵¹⁹ À plusieurs autres reprises, en des textes préparés ou des déclarations improvisées devant des journalistes, il continuera de resserrer les deux cornes du même dilemme. Tous les adversaires de l'option indépendantiste, Claude Ryan en tête, reprirent, jusqu'à la veille du référendum, la même argumentation selon cette dialectique assez peu raffinée, mais plutôt efficace par son simplisme.

À l'exception des débats plus relevés sur l'adoption de la Loi 92 portant sur les consultations populaires, que le gouvernement mena à terme le 23 juin 1978, la fameuse Question toujours inconnue restait au centre des discussions cacophoniques entre fédéralistes et indépendantistes. Le moment de la tenue du référendum était aussi un autre sujet de chamailleries. Un jour le premier ministre québécois annonce qu'il n'aurait pas lieu dans la seconde moitié de son premier mandat. Il avait auparavant nié en avoir fixé la date secrète, pour préciser plus tard que le référendum serait tenu après les élections fédérales prévues normalement pour novembre 1978. Enfin, de part et d'autre, on se surveillait étroitement ; on nageait en pleine spéculations chronologiques sur les calculs stratégiques de l'adversaire. Dans l'intervalle, les deux camps fourbissaient leurs armes et s'efforçaient de rallier leurs troupes sous les deux « comités-parapluie » des forces du Oui ou du Non. Car le premier ministre et le ministre responsable du référendum, Robert Burns, avaient assuré que la question ne comporterait qu'une seule réponse par Oui ou par Non, quel qu'en soit le libellé.

⁵¹⁸ *Sélection hebdomadaire du Monde*, 2-15 décembre, 1976. Les soulignements sont de l'auteur.

⁵¹⁹ Lors d'une interview à Télémédia le 6 février 1977 (*Le Devoir*, le 8 février, 1977).

Pendant que le cabinet besognait aux tâches absorbantes du « bon gouvernement », la direction du parti tentait aussi de mettre au point sa doctrine de la souveraineté-association. Elle devait continuer à se défendre de divers procès d'intention, que ne manquaient de lui asséner les adversaires politiques des deux niveaux ainsi que des représentants de diverses associations qui allaient prendre place sous « le parapluie du Non ». En une première opération de clarification, la doctrine émergea avec quelque netteté, mais les adversaires ne manquèrent pas d'en faire ressortir les éléments contradictoires. La déclaration impatiente et presque forcée, que fit le premier ministre à l'Assemblée nationale le 10 octobre 1978, était à l'intention des troupes péquistes, tenues dans l'incertitude en leur credo « souverainiste », au moins autant qu'en réponse à l'opposition libérale : « Il n'est pas question, dans notre esprit, d'obtenir d'abord la souveraineté, puis de négocier l'association par la suite. Nous ne voulons pas briser, mais bien transformer radicalement notre union avec le reste du Canada. La souveraineté et l'association devront donc se réaliser sans rupture et concurremment » ⁵²⁰. C'était beaucoup demander, d'un coup, aux futurs négociateurs d'Ottawa ou d'autres capitales provinciales.

Au début de l'année, devant un auditoire de l'Université de Sherbrooke, le premier ministre Trudeau continuait d'affirmer qu'il ne devrait y avoir qu'un seul référendum et qui serait définitif. Et si le premier ministre Lévesque ne se sentait pas lié par un premier référendum défavorable à son option, il ne voyait pas pourquoi, lui, il serait lié par un premier référendum favorable à la souveraineté-association, surtout par une « petite majorité ». La partie doit être à un coup pour les deux joueurs. Ce jeu de « qui perd gagne », affirmait Trudeau, « ça ne fait pas sérieux » ⁵²¹. On pourrait citer bien d'autres déclarations, de part et d'autre, pour illustrer cette espèce de guerre froide référendaire que se livraient les deux premiers ministres.

Elle servait à occuper le temps du délai d'un affrontement qui n'était qu'ajourné et pour lequel on se préparait autant à Ottawa qu'à Québec. Trudeau lança même le projet d'un référendum fédéral pour contrer le référendum québécois ⁵²². Cette idée ne

⁵²⁰ *Le Devoir*, le 11 octobre 1978.

⁵²¹ *Le Devoir*, le 14 janvier 1978.

⁵²² ... « Révélant cette cachotterie de taille à la fin d'un discours fleuve assez routinier qu'il faisait en réponse au discours du Trône » (selon la correspondante parlementaire, Lise Bissonnette, *Le Devoir*, le 20 octobre 77). Le premier ministre arguait qu'on ne saurait « enlever du Canada une partie aussi essentielle que le Québec sans que tout le corps canadien soit concerné ».

fut pas populaire de l'autre côté de la chambre ⁵²³. Pendant ce temps la direction du Parti québécois avait rendu public un long texte décrivant la stratégie générale de mobilisation référendaire qu'elle entendait suivre ⁵²⁴.

Le temps passait. On ignorait toujours le contenu de la Question ! Entre péquistes, c'était devenu une espèce de jeu de société et les paris demeuraient ouverts. Peut-être à la façon d'un ballon d'essai, Lévesque avait laissé entendre que la question soumise comprendrait des éléments de fiscalité, « le noeud du problème », précisait-il ⁵²⁵, ce que Trudeau avait trouvé plutôt « comique » et comme n'étant pas, paraphrasant Lévesque lui-même, « la trouvaille du siècle » ⁵²⁶. On saura, quelque temps après, par l'indiscrétion involontaire d'un député, que la question comprendrait le projet d'une union douanière ⁵²⁷.

Quant à la tenue du référendum, le moment en était toujours renvoyé : pas nécessairement en 1979, plus probablement dans dix-huit mois, quelque part au printemps

⁵²³ La critique des conservateurs en matière constitutionnelle, Flora MacDonald, répondit au premier ministre l'accusant d'avoir agi de façon « irresponsable » et d'avoir « abusé » de sa fonction, en ajoutant encore à « l'incertitude » du moment. Devant cette dialectique à la Mackenzie King (pas nécessairement un référendum mais un référendum si nécessaire), elle ajoutait : « Il refuse de donner quelque détail que ce soit, il sème l'équivoque. Il grimpe sur un cheval appelé Référendum et s'enfuit ensuite dans toutes les directions » (*Le Devoir*, le 26 octobre, 1977). Quelques semaines plus tard, Trudeau disait sur les ondes de télé média pourquoi « la presque totalité des premiers ministres provinciaux était en désaccord avec l'idée d'un référendum fédéral : « Je leur ai expliqué que le référendum (dont j'avais parlé) ne visait pas à demander aux provinces anglaises si le Québec pouvait se séparer. Il s'agit plutôt de demander aux provinces anglophones, à supposer que M. Lévesque leur proposerait la souveraineté-association : voulez-vous vous associer avec ce Québec indépendant à telle ou telle condition. Et là, le référendum pourrait permettre aux provinces anglaises de dire oui, on veut s'associer, ou bien non, pas question » (*Le Devoir*, le 12 décembre, 1977).

⁵²⁴ Ce texte avait été soumis au Conseil national du Parti québécois, tenu à Sherbrooke du 23 au 25 septembre 1977 et fut reproduit en deux tranches dans *Le Devoir* des 18 et 19 octobre 1977, sous les sous-titres : « 1) « L'Indépendance se gagne quartier par quartier, rue par rue, famille par famille » ; 2) Une mobilisation générale qui doit impliquer tout le monde, de René Lévesque au simple militant ».

⁵²⁵ « Il faut bien que la question tourne autour de la fiscalité puisque c'est là le noeud du problème » (selon la Presse canadienne, *Le Soleil*, le 9 septembre 1978).

⁵²⁶ Selon la Presse canadienne, *Le Soleil*, le 15 septembre 1978.

⁵²⁷ Le député Pierre de Bellefeuille au Conseil national du parti. Le premier ministre dut en confirmer la nouvelle (*Le Soleil*, le 25 septembre, 1978).

1980. Pendant ce temps, Lévesque et Ryan continuaient à s'accuser mutuellement de semer la confusion dans les esprits. Stratégies et mouvements tactiques se discutaient au grand jour en réponse aux curiosités des journalistes ou aux ardeurs des militants. Les péquistes ne le disaient pas ainsi, mais il serait sans doute d'un meilleur augure de tenir le référendum après la défaite, annoncée par sondages multiples et convergents, du gouvernement Trudeau aux prochaines élections fédérales. Elles furent finalement annoncées pour le mois de mai 1979.

Le premier congrès du PQ d'après la victoire, en mai 1977, avait principalement porté sur les rapports, nouveaux et difficiles à établir, entre le parti et ses instances, d'une part, et le gouvernement et l'aile parlementaire, de l'autre. Le congrès suivant, de juin 1979, était celui des préparatifs référendaires et de la dernière mise au point de la doctrine de la souveraineté-association. L'enthousiasme indépendantiste, refoulé par l'accaparement des tâches ancillaires du bon gouvernement, éclatait enfin ! Du discours de clôture du premier ministre, voici un paragraphe typique de la confiance qu'il voulait insuffler à ses troupes : « Il y a une première page de journal qui nous disait ce matin que le Parti québécois a voté pour le Canada. Vous savez, c'est foncièrement vrai car ce que nous proposons, c'est non pas l'émiettement ou la brisure, mais l'occasion de trouver enfin et ensemble un nouveau départ qui, seul, peut dissiper les vieux malentendus et les vieilles plaies de l'histoire et de part et d'autre tant de complexes enracinés. Un départ sans frontière soupçonneuse, sans entrave entre nous dans la circulation des personnes, des marchandises et de la monnaie. Bref, une association enfin basée sur l'égalité essentielle des sociétés qui, seule, leur permettra à jamais de s'unir dans la force plutôt que de s'affaiblir dans l'affrontement » ⁵²⁸.

⁵²⁸ René Lévesque, *Oui*, Éditions de l'homme, Montréal, 1980, p. 135. Ce livre est un recueil des discours et déclarations de René Lévesque portant sur la souveraineté-association entre le mois de septembre 1967 et le mois de mars 1980. (À l'avant-dernière ligne de la citation, j'ai ajouté entre « permettra » et « jamais » le mot « à », manifestement oublié.)

On arrêtera ici le rapide rappel de la longue préhistoire du référendum ⁵²⁹. À l'automne 1979, commençait la phase immédiatement préparatoire de la grande bataille, dont le déclenchement serait confirmé pour le printemps suivant. Avec la publication, le 1er novembre du Livre blanc sur la nouvelle entente ⁵³⁰ proposée et la soumission - enfin ! - de la célèbre Question ⁵³¹ le 20 décembre, le gouvernement avait déployé ses engins de guerre idéologiques. Comme contre-arme fédéraliste, d'inspiration rya-

⁵²⁹ Pour ne pas allonger indûment cette introduction, j'ai dû volontairement négliger l'évocation d'un ensemble de faits importants : la discussion relative à la loi sur les consultations populaire (auquel, incidemment, Claude Ryan eut une part importante comme conférencier et éditorialiste du *Devoir*) ; la mise en place de plusieurs associations ou mouvements de défense du fédéralisme ou de l'unité canadienne ; nombre de déclarations et prises de position d'hommes politiques d'Ottawa et de Québec et spécialement de ministres bien qualifiés pour le faire, un Claude Morin à Québec, un Marc Lalonde à Ottawa ; les campagnes des propagandes rivales, etc. Pendant la campagne référendaire furent nombreuses « les déclarations fortes » des combattants. Celle-ci de Jean Chrétien illustrerait le genre dont il ne conviendrait peut-être pas de multiplier les exemples : « Les péquistes, c'est la gangrène dans le système. La pourriture est rendue au pouce. Si ça continue, il va falloir couper le bras. Arrêtez-moi ça le 20 mai prochain ! » (Devant les hommes d'affaires de Saint-Léonard, la plupart d'origine italienne. *La Presse*, le 24 avril 1980).

⁵³⁰ *La nouvelle entente Québec-Canada* (Proposition du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal : la souveraineté-association), Éditeur officiel du Québec, 1979.

⁵³¹ De ce texte historique, qui sera l'objet d'une « motion privilégiée relative à la question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur une nouvelle entente avec le Canada » à l'Assemblée nationale, on croit bon de citer ici la version finale telle qu'elle fut adoptée le 20 mars 1980 par un vote de 68 députés, aucun ne s'abstenant et 37 autres se prononçant contre.

« Le gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples ;

« cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures - ce qui est la souveraineté - et en même temps de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie ;

« aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum ;

« en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ? »

niste, était aussi publié le Livre beige ⁵³² du Parti libéral du Québec le 10 janvier 1980.

Mais dans l'intervalle, il s'était passé des choses de conséquence dans l'autre capitale, ainsi qu'on l'a vu au chapitre précédent. Joe Clark avait été battu aux Communes le 13 décembre et en appelait au peuple le 18 février 1980. Démissionnaire depuis le mois précédent, Pierre Elliott Trudeau restait à la tête de son parti et pouvait redevenir premier ministre. Il était trop tard pour modifier substantiellement le calendrier péquiste : le référendum n'allait être retardé que de quelques semaines.

Contre la bonne fortune électorale de Trudeau, qui devenait une mauvaise fortune pour eux, les péquistes au pouvoir à Québec firent, selon le proverbe « bon coeur ». Au moins « pour le sport », avait dit René Lévesque, ça vaudrait peut-être mieux que ce soit Trudeau plutôt que Clark. Des ministres furent aussi d'avis que le retour de Trudeau à la gouverne de la fédération entraînerait l'avantage d'une bataille à visière levée. D'autres opinaient qu'il serait préférable, que Trudeau soit absorbé par les tâches pressantes du gouvernement central plutôt que libre de parcourir les sentiers de la campagne référendaire et de s'y multiplier sur les différentes estrades.

⁵³² *Une nouvelle fédération canadienne*, La Commission constitutionnelle du Parti libéral du Québec, 1980.

Enfin, la coalition Ryan-Trudeau, qui ne baignait pas précisément dans l'huile ⁵³³, serait peut-être plus facile à battre, surtout si les frictions déjà perceptibles éclataient en scandales au grand jour. En outre du peu d'aménité qui avait caractérisé les rapports entre les deux hommes depuis toujours, le Livre beige venait de recevoir à Ottawa un accueil qu'on peut qualifier, au mieux, de glacialement poli. Enfin, Trudeau déléguait comme homme lige Jean Chrétien, ce bagarreur de ruelle dont le personnage populiste s'associerait difficilement au leadership autoritaire et raisonneur de Claude Ryan. À la vérité, les stratégies des péquistes se trouvaient plutôt dérangées dans leurs calculs, eux qui eussent préféré ne pas soulever trop de vagues contre un pouvoir outaouais, qu'aurait plus benoîtement incarné un Joe Clark que l'agressif et dogmatique Trudeau.

Le plus ennuyé secrètement par le retour inopiné de ce dernier était certes Ryan, ne pouvant plus invoquer ses solutions d'un nouveau fédéralisme allant dans le sens d'une certaine décentralisation, ce qui n'a absolument rien de trudeauiste. En campagne électorale, Trudeau mû par un instinct de conservation ou plus exactement par l'impératif de sa propre résurrection politique, prendra de la distance et adoptera une espèce d'attitude de désengagement, à la fois noble et très pragmatique (puisque'il ne pouvaient pas agir autrement). Il s'agissait tout de même d'un revirement spectaculaire chez l'homme qui avait orienté toute sa vie à l'enseigne de l'unité nationale, et venant de perdre les dernières élections générales en bonne partie pour avoir cédé à ce

⁵³³ Fin septembre 1979, le chef d'opposition Trudeau s'entretenant avec un journaliste de Radio-Canada, Paul Racine, sentait le besoin de dire fièrement : « Monsieur Ryan tout seul peut certainement faire beaucoup de travail mais encore une fois, il ne s'agit pas de gagner le référendum par 51 contre 49 (...). Et je peux vous dire que si Trudeau et Ryan disent non à Lévesque, c'est beaucoup plus fort que tout simplement monsieur Ryan disant non à Lévesque » (interview reproduite dans *Le Devoir*, le 26 septembre 1979). Comme autre indice, rappelons l'incident Forget un mois plus tard. Le député Claude Forget avait déclaré à Toronto que l'intervention de Trudeau dans le débat référendaire serait d'une utilité douteuse à cause de ses divergences d'opinion en matière constitutionnelle entre lui et Ryan. « Qu'il se taise », répliquait Trudeau. « Nous ferons l'impossible pour ne pas créer des divergences (...). Je ne comprends pas très bien le raisonnement de M. Forget, à moins qu'il tente essentiellement de se tailler une place pour la période-post-référendaire » (d'après la Presse canadienne, *Le Soleil*, le 22 octobre 1979). Cette déclaration se fit à l'issue du congrès de la section québécoise du PLC. C'est un fait que plusieurs libéraux du Québec étaient du même avis que Claude Forget. À différents niveaux du PLQ et du PLC-Québec, on se regardait comme chiens de faïence - ce dont profitaient les péquistes.

penchant obsessif ⁵³⁴. Il affecta le comportement du beau joueur ne voulant pas entremêler les parties : « Pas question, dit-il à ses partisans à Montréal, de profiter d'un accident de parcours sur la scène fédérale pour transformer cette campagne électorale en campagne référendaire ». Et de poursuivre : « Tout le monde sait d'ailleurs ce que je pense sur l'avenir du Québec. Il restera suffisamment de temps, après le 18 février, pour dire ce que j'ai à dire » ⁵³⁵. Chaque chose en son temps, l'une après l'autre : reprendre d'abord les rênes de l'État canadien avant d'aller battre, sur leur terrain et au moment de leur choix, les « séparatistes » du Québec qui veulent briser le Canada, etc.

Le gouvernement péquiste fut donc forcé de tenir son référendum presque dans la foulée du sensationnel retour en force de Trudeau. La direction générale des opérations restait assumée par Ryan plus ou moins volontiers associé à Chrétien, auxquels se joignaient d'autres ministres et plusieurs députés fédéraux du Québec. Sous un commandement unifié, s'affairaient plusieurs petits états-majors dont les actions, décidées par des gens imbus de leur importance, étaient souvent passablement disparates. Dans le camp opposé, il n'y avait qu'un seul chef effectif et interprète de la doctrine : René Lévesque était partout et tout le temps et, à ce moment de sa plus grande puissance, se retrouvait peut-être plus seul que jamais. La demi-douzaine de ses plus forts ministres avaient été commissionnés pour combattre dans leurs régions respectives ; les autres ministres et députés étaient assignés à tenir la ligne du Oui la plus haute possible dans leur propre circonscription.

Avant le grand débat de 35 heures à l'Assemblée nationale, prévu par la Loi 92, le premier ministre était allé exposer l'enjeu de la lutte devant des auditoires peu enclins à se laisser persuader d'un Québec à la fois souverain et associé. Il avait préalablement repoussé la solution de remplacement que venait de prôner son opposant Ryan dans le Livre beige, en lequel il discernait « un véritable piège » entretenant « l'illu-

⁵³⁴ Voir le chapitre précédent.

⁵³⁵ Ajoutant même : « Il serait inutile, voire indécent, de venir bousculer à la dernière minute l'échéancier référendaire fixé par le gouvernement Lévesque et brouiller les stratégies qu'on s'est donné (sic) dans le camp fédéraliste aussi bien que souverainiste » (*La Presse*, le 5 janvier 1980).

sion du changement ». Et, « sachant qu'ils méritent vraiment mieux que ça, ils (les Québécois) diront de leur côté aux illusionnistes libéraux : « Non, merci » ⁵³⁶.

Une quinzaine de jours plus tard, Lévesque s'adressera au plus hermétique auditoire possible pour ses vues politiques : les membres des Empire et Canadian Clubs de Toronto : « What Quebec wants ? » ⁵³⁷. Trois semaines plus tard, il entretiendra les membres de la Chambre de commerce de Montréal, auditoire à peine moins coriace, pour leur signifier que « l'économie ne doit plus être l'affaire des autres » et la preuve en serait bien la performance économique du Québec depuis 1976. En finale, le premier ministre se permettait de « vous convier à participer vous aussi - en fonction, disons de l'intensité avec laquelle vous ressentez désormais que le Québec sait faire... et quand on sait faire, il faut faire » ⁵³⁸.

Devant les membres du Conseil national de son parti à la mi-février 1980, il développe l'idée que l'heure est arrivée d'« oublier le parti », car « il y a des moments de solidarité nationale qui deviennent un minimum vital » dans l'existence « d'un peuple normal et bien constitué ». Explicitant une fois de plus la question que l'opposition avait trouvée piégée et frauduleuse, le chef du camp du Oui concluait qu'« à mesure qu'on se l'explique dans des assemblées, les gens considèrent que sur le fond c'est une question claire, honnête et qui leur donne tout l'essentiel pour pouvoir répondre et indiquer en même temps leur volonté que le Québec prenne cette direction-là... » ⁵³⁹.

III

⁵³⁶ René Lévesque, *op. cit.*, p. 191, 177, 203. Le « Non merci » était une allusion au « No thanks », formule dont s'était servi Ryan pour signaler le refus du Canada anglais aux propositions du Livre blanc.

⁵³⁷ En un langage direct et fier, serein et confiant - mais sans illusion. En voici la conclusion : « And I hope you will believe me - I have no illusions about convincing many people here today. I just came here with simply an abiding faith in the possibility of minds opening narrowly or a bit wider, on both sides, to the promises of a new - but it has to be new - a new joint future » (*ibid.*, p. 233-234).

⁵³⁸ *Ibid.*, p. 256.

⁵³⁹ *Ibid.*, p. 260, 263.

À peine retardé par les élections-surprise du 18 février, le calendrier référendaire suivra la séquence arrêtée : du 4 au 20 mars, débat sur la question à poser à l'Assemblée nationale ; ouverture officielle de la campagne, le 13 avril ; vote référendaire lui-même, le 20 mai. Cette période fut sans doute la plus chaude, en intensité vécue de vie collective, de toute l'histoire politique du Québec. Même pas les grandes élections signalant la fin d'un régime (1976, 1960, 1936) ne peuvent en être rapprochées. On trouverait peut-être des éléments de comparaison assez suggestifs dans l'émoi social causé par la sordide Crise d'Octobre 1970, ou encore dans l'inquiétude et le sentiment d'isolement qu'avait entraînés le recours au plébiscite fédéral de 1942.

Pour la première fois de son histoire conditionnée, une collectivité politique était sollicitée de dire ce qu'elle souhaitait comme cadre étatique de son avenir. Lorsqu'il se produisit après une si longue gestation, l'événement débordait le destin ou la stature des deux héros de ce livre, dont la rivalité persistante avait fini par créer cette situation unique et décisive. On n'en pourrait rendre compte correctement que par l'évocation du rôle personnel qu'ils y ont joué ⁵⁴⁰.

Dès l'ouverture du débat sur le sujet à l'Assemblée nationale, le premier ministre donnait le ton : «... il ne s'agit pas seulement de la question qui sera posée au référendum, il s'agit très spécifiquement de la question du Québec lui-même ». Jamais en ce lieu tant privilégié pour le faire, on n'en aura tant parlé ! Il serait important pour l'analyse politique que nous disposions d'une étude portant sur la sémantique et la symbolique du débat référendaire et spécialement des discours que prononcèrent les députés péquistes ⁵⁴¹ à l'Assemblée nationale. Jamais on n'avait entendu un tel flot d'éloquence, vraie ou un peu recherchée, de confessions publiques aussi passionnées et passionnantes, d'interpellations familières à l'histoire et au destin collectif. Comme un

⁵⁴⁰ Il y a à peine un an, l'auteur traitait du référendum comme phénomène historique marquant dans son livre *Pratique de l'État au Québec*. Paresse ou incertitude de s'en tirer moins mal cette fois-ci avec un nouveau texte, il demanderait au lecteur la permission de transcrire le résumé synthétique qu'il y faisait du débat à l'Assemblée nationale et de la campagne référendaire elle-même. Ainsi donc le texte qui suit jusqu'à la section IV est un extrait de la section III du chapitre VI de ce livre : « Une crise du régime : le référendum sur la souveraineté-association, ou la perpétuation d'un demi-État » (p. 186-190). Au début de la section suivante, on retrouvera nos héros, Lévesque, Trudeau et Ryan au soir du 20 mai 1980.

⁵⁴¹ Des extraits fort substantiels de ces discours ont été publiés dans le petit livre *Pourquoi Oui*, portant la mention de « Édition des 67 + » (soit les 67 députés ministériels) et qui fut largement distribué pendant la campagne référendaire.

peu plus tard en campagne publique, les inévitables redondances mêmes restaient sympathiques par une qualité de ferveur confinant souvent à l'impudeur autobiographique. Moins bien organisés, moins nombreux, débordés par ce déferlement toujours recommencé, les libéraux, tenants du Non, firent nettement moins bonne figure et eurent, comme on dit, « la parole moins facile ». Leur non moins sincère rhétorique avait plus de difficulté à présenter leur Non comme le vrai Oui du Québec, selon ce slogan surgi de l'inspiration du moment d'un militant : « Mon Non est québécois ».

Manifestement, les partisans du Oui savaient extérioriser avec plus de ferveur leurs convictions souverainistes que les adversaires, leurs déclarations de foi fédéraliste ou pancanadienne. Les observateurs des deux langues de la scène parlementaire notaient que l'indépendance québécoise « se vendait » mieux que la solidarité canadienne. Le chef de l'opposition libérale et sa troupe avaient sous-estimé l'importance du débat parlementaire télédiffusé au complet et qui eut une très forte cote d'écoute. Des journalistes furent d'avis que ce débat se soldait par la première « défaite » du nouveau chef du PLQ, qui venait de sortir triomphant du congrès de son parti où avait été approuvée, moyennant modifications mineures, la nouvelle doctrine constitutionnelle inspirée par lui dans le Livre beige. Et même, il ne manqua pas d'observateurs pour prétendre que le Oui l'eût emporté si le référendum avait été tenu à la fin mars, tout de suite après ce débat parlementaire proprement « historique ».

Le débat parlementaire de trente-cinq heures, prévu par la loi référendaire, ne devait entraîner qu'un changement mineur du libellé de la fameuse question. D'ailleurs, ce sujet de technique rédactionnelle ne passionnait personne dès lors que tout le monde se sentait aspiré par la magnitude de l'événement. La question importait peu ; la réponse était tout : ou le Québec, ou le Canada l'emporterait (et très accessoirement le souverainisme ou le fédéralisme). Le coup d'envoi de la campagne publique se donna le 13 avril, cinq semaines avant la date du vote.

Les conditions générales paraissaient relativement bonnes pour le gouvernement : son indice de popularité était assez haut après trois ans et demi de gouvernement ; il s'était sorti sans trop de mal des négociations de travail dans le secteur public à l'automne précédent ; le dernier budget Parizeau en avait un peu pour tout le monde et n'en ayant contre personne en particulier. Le camp du Oui présentait l'image d'une formation homogène, fervente et disciplinée, ne se reconnaissant qu'un général, vu aussi comme un symbole ; c'était lui, l'attaquant, contre une forteresse décrite comme vermoulue, mais qui restait toujours forte. Le camp du Non se présentait comme une

coalition très large, au point d'en paraître hétéroclite, sous la direction d'un général qui, dans son rôle ingrat d'anti-symbole, devait rappeler aux alliés fédéraux, ou aux intervenants du monde des affaires et des professions, que c'était lui le commandant de cette armée défensive, vaste mais dispersée en multiples divisions et bataillons.

Le débat à l'Assemblée nationale avait été un phénomène médiatique, un grand carrousel, une série de matches d'escrime. Pour rendre compte de la campagne référendaire, le langage militaire s'imposerait plutôt : occupations du terrain, consolidations des places fortes, manoeuvres de reconnaissance, tentatives d'encerclement, mais ces expressions magnifieraient ce qui ne fut guère qu'une improvisation de tactiques assez désordonnées, selon le canevas général d'une campagne électorale du type classique mais évoluant très tôt en une mêlée générale à coups de hache d'abordage ! Il ne s'agissait pas de refaire à l'envers la bataille des Plaines d'Abraham, selon l'expression d'un historien canadien-anglais, mais l'affrontement tenait de l'explication féroce entre frères ennemis, et le mot d'Honoré Mercier d'il y a un siècle sur nos « luttes fratricides » trouvait sa juste application au fur et à mesure que la campagne gagnait en intensité.

Au début, la lutte se livrait à un haut niveau, mais rapidement elle allait se dégrader, dans la mesure où elle se personnalisait par des allusions aux intérêts de groupes et aux motivations personnelles. Nous avons déjà connu de chaudes campagnes (élections de 1936, plébiscite de 1942, élections de 1960, de 1976), mais la lutte référendaire comportait un élément de drame collectif avec ce sentiment diffus et grave que, cette fois, quelque chose d'irréversible pouvait se produire, marquant moins la fin d'une époque que l'ouverture d'une nouvelle et qui ne pourrait être qu'aventureuse.

En concentré et par répétition, tous les arguments québéco-centristes et canado-centristes furent passionnément servis aux Québécois pendant ces semaines fébriles d'avril et de mai 1980. L'inversion des perspectives a pu être schématisée ainsi : selon la première ligne d'argumentation, « le Québec aurait été souverain et le Canada complémentaire », et selon la seconde, « le Canada est souverain et le Québec, complémentaire » ⁵⁴². Les slogans et les placards publicitaires donnaient encore plus de tranchant au caractère d'exclusion du choix à opérer par un Oui ou par un Non, le 20 mai.

⁵⁴² Edouard Cloutier dans l'Avant-propos à *Québec : un pays incertain*, Québec-Amérique, Montréal, 1980, p. 13. Il s'agit d'un ouvrage collectif rédigé par un groupe de professeurs du département de science politique de l'Université de Montréal.

Ainsi se trouvait vérifiée l'assertion de ceux qui avaient soutenu que le contenu ou le libellé de la question seraient sans véritable influence sur les résultats.

La question, telle que posée, était complexe, informative et déductive ; la réponse à fournir devait être simple, impérative et inductive. Les diverses prises de position individuelles de citoyens (tribunes de lecteurs, participation à des émissions, pétitions diverses, « certificats d'accréditation », etc.) ou les rassemblements de groupes (d'artistes, de jeunes, les Yvettes, les Chrétiens pour le Oui, etc.) illustraient cette dualité implacable selon un mode presque manichéen : quelque chose qui tiendrait de la guerre de religion, mais d'une « religion » laïcisée et également tentée par l'esprit d'intolérance.

Le Québécois se trouvait confronté à l'impossible choix entre ses grands champions, les deux premiers ministres, en lesquels il incline à se reconnaître aux deux pôles extrêmes de sa personnalité ⁵⁴³. Sa psychologie profonde lui souffle qu'il s'agit bien de l'explication, tant annoncée mais qu'il ne désirait pas tellement, entre ces deux hommes. Pour lui, Claude Ryan était le commandant nominal des forces fédéralistes et Jean Chrétien, le fonceur délégué d'Ottawa. Les deux premiers ministres firent la plus forte campagne dissymétrique que l'homologie de leur rôle respectif permettait : Lévesque omniprésent et s'efforçant de dégager une image de calme et de sereine confiance, mais se produisant en des « solos pathétiques » ⁵⁴⁴ ; Trudeau, ne surgissant, à point nommé, de l'autre capitale que pour quelques apparitions d'une rare efficacité.

Cette extraordinaire partie engagée par les deux hommes sur le dos d'un peuple (ignorant son bonheur futur... ou celui dont il jouit déjà...) ne devait même pas avoir pour résultat de les départager définitivement. D'une part, l'auteur de la question avait dit qu'il n'estimait pas devoir démissionner si les réponses ne lui étaient pas favorables ; d'autre part, le premier ministre du Canada avait répété en campagne son affirmation claire des Communes : il ne négocierait ni l'association, puisque le Québec n'est pas souverain, ni la souveraineté « parce que vous n'avez pas posé cette question

⁵⁴³ Comme le remarquait un observateur de la campagne à la fin de celle-ci : « Il aime à la fois Lévesque et Trudeau, aussi populaires l'un que l'autre, aussi accapareurs et achalants, inséparables, laissant M. Ryan dans leur ombre... » (Gilles Lesage, *Le Soleil*, le 17 mai 1980).

⁵⁴⁴ *Ibid.*

purement et simplement dans votre référendum » ⁵⁴⁵. Mais « votre référendum », le reste de l'histoire allait le démontrer, devenait l'occasion rêvée de faire « ma réforme constitutionnelle ». Le premier ministre canadien l'avait solennellement promise ⁵⁴⁶.

Après avoir connu une pointe de faveur populaire pour leur option un mois avant le vote ⁵⁴⁷, les souverainistes perdirent du terrain petit à petit, et les observateurs de la campagne les donnaient vaincus dans les derniers dix jours de la campagne. Ce ne fut pas la défaite de la Question dans la mesure où elle tombait vraiment sous l'entendement des citoyens ⁵⁴⁸ ; mais plutôt celle de l'option « séparatiste », en sa brutalité même, que les péquistes s'efforçaient toujours de mettre hors de cause. Dans une bousculade d'émotions vives et entremêlées dans de persistantes ambiguïtés allait finir la campagne du référendum. Il était temps qu'elle s'achevât avant qu'elle ne prenne l'allure d'une consultation populaire « pour rien »... Ce sera bien pour « quelque chose », mais pour tout le contraire de ce qu'avaient en tête ceux qui avaient pris le risque de la tenir.

IV

La journée du 20 mai 1980 avait eu la radiance d'une explosion de printemps enfin confirmé. En soirée, les partisans du Oui, surtout ceux de la branche indépendantiste décidée, avaient la mort dans l'âme. Il n'y paraissait guère au Centre Paul-Sauvé,

⁵⁴⁵ *Débats de la Chambre des Communes*, le mardi 15 avril 1981, p. 35.

⁵⁴⁶ Au centre sportif Paul Sauvé, il avait déclaré le 14 mai 1980, cet engagement rapporté par tous les médias : « Je prends l'engagement solennel, a déclaré M. Trudeau, qu'après un NON, nous allons mettre en marche le mécanisme de renouvellement de la constitution et nous n'arrêterons pas avant que ce soit fait !

« Je m'adresse solennellement aux Canadiens des autres provinces, nous mettons notre tête en jeu, nous du Québec, quand nous disons aux Québécois de voter NON ; nous vous disons que nous n'accepterons pas qu'un NON soit interprété par vous comme une indication que tout va bien, puis que tout peut rester comme c'était avant. Nous voulons des changements. Nous mettons nos sièges en jeu pour avoir ces changements ».

⁵⁴⁷ Un sondage de l'IQOP donnait alors le Oui vainqueur à 41,2% contre 40,9% pour le Non, avec 17,6% de réponses discrètes ou indécises.

⁵⁴⁸ Selon des observateurs de la campagne, plusieurs citoyens ne comprenaient pas très bien ce que voulait dire le terme de « mandat ».

tant était grand l'enthousiasme gaillard de l'auditoire jeune s'y massant pour célébrer l'événement, quel qu'en dût être le dénouement.

Complètement vidé, le visage ravagé par une inhumaine campagne de trente-cinq jours, vers 21 h 30 apparut sur l'estrade René Lévesque, accompagné de seulement deux femmes, vêtues de noir, Corinne Côté, son épouse, et la ministre Lise Payette. Il concédait la victoire aux forces fédéralistes : la balle était maintenant de leur côté. « Le peuple québécois vient nettement de donner une autre chance » à ce régime. Les fédéralistes « ont tous proclamé que si le NON l'emportait, le statu quo était mort et enterré, et que les Québécois n'auraient pas à s'en repentir ». Il les mettait en garde contre « toute tentation de nous manger la laine sur le dos et de prétendre nous imposer quelque sorte de changement que ce soit qui ne soit pas le plus conforme aux changements que le Québec revendique depuis bientôt quarante ans ». En avouant qu'un tel résultat était plus difficile à supporter que n'importe quelle défaite électorale, le chef du Regroupement national pour le Oui voyait en ce 20 mai 1980 « peut-être un des derniers sursauts du vieux Québec qu'il faut respecter ». Quant au prochain rendez-vous avec l'histoire, « j'avoue que je serais bien mal pris pour vous dire exactement quand ou comment ». L'hymne *Gens du pays* terminait la soirée, qui n'avait pas les accents d'un requiem en cette salle encore surchauffée.

À l'Auditorium de Verdun, devant une foule moindre, plus âgée et paradoxalement moins exubérante, Claude Ryan, l'oeil dur et le ton vindicatif, fit une longue harangue de 25 minutes. Il réclama d'emblée des élections générales au plus tôt, dès l'automne, car cette défaite des partisans du Oui marque « une très grande victoire de la thèse du fédéralisme renouvelé ». Il importe qu'on sache au plus tôt « quel parti est le mieux qualifié pour négocier au nom du Québec », car étant donné « le scepticisme du premier ministre à l'endroit des réformes du fédéralisme, j'ose espérer qu'il ne poussera pas au delà de quatre ans le mandat qu'il détient ». Beaucoup de remerciements à l'intention des groupes et des personnes, sans oublier le premier ministre du Canada, dont le concours avait permis la victoire décisive du Non, mais aucune félicitation, ni quelque marque de sympathie, pour les adversaires qui avaient aussi vaillamment combattu.

Il prolongeait les polémiques vives des dernières semaines en invoquant « le caractère universel de la réponse obtenue » dans presque toutes les régions et tous les secteurs de la population : « Il ne sera plus possible d'établir des distinctions subtiles entre les catégories de la population. Nous redevenons tous ce soir des citoyens à part

entière, égaux ». Et de conclure en faisant la leçon à ceux qui avaient voulu extorquer l'appui du peuple du Québec sous de fausses représentations. Par cette admonestation insistante et inattendue, l'orateur confirmait la réputation de mauvais gagnant que lui avait valu le congrès de leadership deux ans plus tôt ⁵⁴⁹. On apprendra plus tard que le caractère vengeur du discours avait été stimulé par la présence à ses côtés de Jean Chrétien, qui aurait tenu à s'adresser à la foule, lui aussi, en sa qualité de co-vainqueur et de représentant de l'autre palier de la fédération.

D'Ottawa, le premier ministre Trudeau fit à la télévision une déclaration d'un tout autre ton et d'une haute inspiration. Elle débutait par cette phrase accordée à la taille de l'événement : « Nous vivons ce soir la démocratie dans ce qu'elle a de plus beau et de plus douloureux à la fois ». Au lieu de se « réjouir sans réserves des résultats obtenus », il disait ne pouvoir s'empêcher de penser « à tous ces tenants du Oui qui se sont battus avec tant de conviction et qui doivent ce soir remballer leur rêve et se plier au verdict de la majorité. Et cela m'enlève le goût de fêter bruyamment la victoire », car « nous sommes tous un peu perdants de ce référendum » ⁵⁵⁰. Après ce témoignage apparemment sincère de commisération, suivait le couplet naturel sur « l'incroyable richesse spirituelle et matérielle de ce pays ».

Il convient maintenant de s'appliquer « à rebâtir la maison pour répondre au besoin nouveau de la famille canadienne », car aussi bien les tenants du Oui que ceux du Non « étaient animés par une même volonté de changement », que partagent depuis peu les premiers ministres des autres provinces. Suivait, en deux paragraphes, la

⁵⁴⁹ Dans un livre paru au moment de la révision de ce chapitre (*From Bourassa to Bourassa*, Harvest House, Montréal, 1984), L. Ian MacDonald rappelle l'impair que commit Claude Ryan ce soir-là : « On television, it was horryfyingly bad, and would haunt Ryan afterwards. He sternly called upon the government to observe « the lesson which the referendum imposes (...). Had he been at *Le Devoir*, this would have been a perfectly logical conclusion for the next morning's editorial. For a politician, it was a terrible mistake ». Demandant au gouvernement de démissionner, « he was making news on a day when there had been quite enough news. Nothing more was expected to him than to be a generous winner. He had every intention to do so, but he left that speech in the dressing room » (Citation d'après des Bonnes feuilles, publiées dans *The Gazette*, le 13 octobre 1984).

⁵⁵⁰ D'un ton qui n'apparaissait pas romanesque, il ajoutait : « Si l'on fait le décompte des amitiés brisées, des amours écorchées, des fiertés blessées, il n'en est aucun parmi nous qui n'ait quelque meurtrissure de l'âme à guérir dans les jours et les semaines à venir ».

définition du « vouloir vivre ensemble entre Canadiens ».... ainsi que l'éloge du fédéralisme comme « la voie de l'avenir pour notre monde inquiet ». Soignée, la péroration s'élevait à des considérations de philosophie de l'histoire : à l'inverse de « ceux qui rêvent de recréer ici les vieux blocages nationaux dont le monde essaie de se débarrasser », il nous appartient « de montrer une fois de plus à l'humanité entière que nous ne sommes pas les derniers colonisés de la terre, mais les premiers affranchis du vieux monde des États-nations » ⁵⁵¹. En somme, le premier ministre du Canada officiait à la célébration d'un peuple qui venait de refuser de commettre un « crime contre l'histoire de l'humanité » ⁵⁵².

Trois voix, à quelques minutes d'intervalle, avaient parlé d'un même Événement, qui s'était condensé en l'espace d'une seule journée. Trois hommes manifestaient trois tempéraments fort divers en la conscience toute chaude qu'ils prenaient de la portée du fait historique. Trois carrières politiques auraient ensuite à s'ajuster à un tournant décisif, enfin clarificateur au moins par ses conséquences négatives.

Le souverainisme, ou l'indépendantisme, avait, certes, « perdu » ; mais moins qu'il ne semblait, puisqu'il ne pouvait pas « gagner » humainement ⁵⁵³ et, en outre, que le fédéralisme n'avait pu l'emporter que par ses promesses sérieuses de renouvellement. S'ouvrirait l'ère d'une certaine mobilité constitutionnelle désormais pensable et assez probable. Moins de 48 heures après la soirée historique, le premier ministre du Canada relançait aux Communes les négociations constitutionnelles qui redeviendraient, pour une couple d'années, la plus pressante de ses priorités. Il serait à même de pouvoir, enfin, forcer le « grand dessein » de sa vie intellectuelle et de son action politique depuis quinze ans. Le premier ministre au Québec aurait à parer les coups, seul ou avec d'autres.

Deux héros politiques avaient incarné depuis si longtemps deux idéaux contradictoires : le devoir sacré de faire le Québec par le Oui ou le crime innommable de défaire le Canada par le Non. Au soir du 20 mai 1980, en leur fortune inverse, ils semblaient toutefois moins différents entre eux que ne l'apparut le troisième intervenant

⁵⁵¹ Ces extraits des déclarations des trois chefs dans *La Presse*, *Le Devoir* et *Le Soleil* du 21 mai 1990.

⁵⁵² Voir au chapitre VI, son discours devant le Congrès américain à l'hiver 1977.

⁵⁵³ Sur ce point, certes discutable, voir les conclusions analytiques de l'auteur dans *Pratique de l'État au Québec*, p. 190-196.

des deux autres, pour avoir cru bon détenir un autre langage que celui de l'apaisement réconciliateur ⁵⁵⁴.

Moins d'un an plus tard, le 13 avril 1981, les Québécois se redonnaient le grand vaincu du référendum comme premier ministre. Comme s'ils avaient voulu, une fois de plus, n'accorder à nul autre qu'à leurs deux chevaliers attitrés le droit de livrer le prochain tournoi constitutionnel ⁵⁵⁵.

⁵⁵⁴ Après avoir évoqué « ses imprécations de mauvais gagnant », Jacques Dufresne écrivait : que M. Ryan « commence son règne au dessous du point où était Duplessis quand il a terminé le sien (...). M. Trudeau a bien commencé son travail. Quelques-uns n'auront pas voulu croire en sa sincérité. Personne ne saurait contester qu'il a été grand, mardi soir. Il lui reste à être conséquent » (*Le Devoir*, le 24 mai 1980).

⁵⁵⁵ Ce chapitre, légèrement plus court que les autres, a dû laisser beaucoup de choses de côté, comme l'analyse signalée à la note (41). Mais, sous l'angle de la dynamique historique entraînée par deux acteurs déterminants, les chapitres qui précèdent et ceux qui suivent forment l'encadrement général de la grande bataille du référendum. Voir aussi la Conclusion générale. [Voir la note 4 de la page précédente, dans l'édition numérique. JMT.]

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre IX

Pierre Elliott Trudeau (1980-1984): les dernières batailles du maréchal

I

[Retour à la table des matières](#)

Notre d'Artagnan politique avait conquis son bâton de maréchal par sa belle victoire de 1974, à un moment où il n'était ni très jeune, ni très âgé. Ils n'avaient guère d'à propos ces caricaturistes s'appliquant à gérontocratiser un alerte sexagénaire, en pleine jouissance de sa bonne forme physique et mentale. Y avait-il de la pertinence à plaisanter Trudeau comme quelqu'un qui « vieillit mal » dès lors que, d'évidence, il vieillissait si peu... ? À l'hiver 1980 une bonne partie de son avenir était toujours devant lui : et d'un avenir encore capable de rebondissements...

La restauration du 18 février 1980 avait réinstallé le premier ministre dans une position plus forte que jamais. Il n'avait aucune des contraintes d'un gouvernement intérimaire mais plutôt seulement ses libertés, n'ayant pas de comptes à rendre à quiconque, même pas à son futur successeur, pour tout ce qu'il entreprendrait ou négligerait de faire. Il était libre de ne rien faire ou de tout risquer. Et voici que l'éternel et insaisissable adversaire Lévesque venait de lui fournir par son référendum risqué l'occasion unique, et qu'il n'avait pu créer lui-même, de « rebâtir la maison » canadienne ! Il ne cessera, entre ce 20 mai 1980 et le 17 avril 1982, que d'en poursuivre la reconstruction avec une détermination de fer et l'unilatéralité d'un croyant mystique.

Rester au-delà de l'accomplissement de ce but devenait du luxe ou de la coquetterie personnelle. Valait-il la peine de courir un risque périlleux de fin de carrière dans cette période économique difficile que Trudeau n'aura guère le temps, ni davantage de moyens qu'auparavant, de redresser ? Et il créait surtout de l'impatience chez les collègues du gouvernement et dans son propre parti, lui qui avait promis de ne reprendre du service que pour le temps de sortir le « char de l'État » de l'ornière, où l'avaient doublement enlisé l'imprudence parlementaire de Joseph Clark et l'audace référendaire de René Lévesque. Sa promesse de partir « bien avant » les prochaines élections fédérales, personne ne l'avait entendue comme devant se produire aussi tard que le 30 juin 1984, soit en dépassant le mandat coutumier de quatre ans d'un Parlement.

La presse internationale rappelait parfois qu'il était le doyen d'exercice des hommes d'État occidentaux après cette douzaine d'années de pouvoir gouvernemental. Résumant cette réussite, quantitativement incontestable de sa carrière, il dira, par deux fois, tel ce personnage de la Révolution française : « J'ai survécu » ⁵⁵⁶. Il aura pris sa retraite avant René Lévesque dont l'engagement politique avait précédé le sien de cinq ans ; mais quand celui-ci devint chef du gouvernement du Québec, il y avait déjà huit ans que Trudeau était premier ministre du Canada. Pendant que Trudeau et Lévesque continuaient leur voyage au long cours, un sort cruel, et partiellement injuste dans les deux cas, sera fait à Joe Clark et à Claude Ryan. Dommage que Trudeau n'emploie pas le temps de sa retraite studieuse et parentale à rédiger ses mémoires ⁵⁵⁷. Pour peu qu'il ait encore la griffe de l'essayiste de *Cité libre* et qu'il consente à se laisser aller, quel livre passionnant ce pourrait être !

⁵⁵⁶ À ma connaissance, Trudeau avait employé cette phrase pour la première fois à la fin décembre 1981, lorsqu'il était interrogé à l'émission *Question Period* du réseau CTVC (d'après PC et UPC, *Le Soleil*, le 28 décembre 1981). Au moment de quitter le dernier Sommet international des pays développés en juin 1984, il s'était encore servi de cette formule de l'abbé Sieyès. En l'un et l'autre cas, c'était une réponse à la redoutable question portant sur ce qu'il estimait être la plus grande réussite de sa carrière.

⁵⁵⁷ Les *Trudeau papers* aux Archives nationales seraient de loin les plus volumineux de ceux qu'ont laissés les premiers ministres canadiens. Jusqu'à 1981, et avant encore s'y ajouter les documents des trois dernières années, ces *papers* nécessitent l'espace de 643 mètres de rayons. (Par comparaison, les *Pearson papers* occupent 351 mètres, les *King papers* 259 mètres, les *Laurier papers* 61 mètres, les *Macdonald papers*, 33 mètres). Les historiens de l'avenir auront de quoi besogner dans l'époque Trudeau 1968-1984. Les *mémoires* d'hommes politiques pré-

Pierre Elliott Trudeau est de la seconde catégorie des leaders forts. Il n'est pas de ceux qui savent créer les conditions de leur action, mais de ceux qui ont le don de rétablir à leur profit les situations désavantageuses causées par d'autres. À partir des élections presque perdues de 1972 il se ressaisira pour enlever prestement les suivantes deux ans plus tard. De la pénible perte de vitesse de son gouvernement et surtout de l'érosion de son propre prestige, qui semblait définitive vers 1975-1976, il rebondira comme l'homme de la situation canadienne lors de la prise du pouvoir par le Parti québécois. Après la défaite imprécise mais assez peu glorieuse de 1979, suivie d'une démission angoissée, il fera de nouveau irruption comme le grand vainqueur de février 1980. L'attaque à fond de train des péquistes pendant le référendum avait préparé le climax de sa propre offensive constitutionnelle, qu'il mènera envers et contre tous comme une urgence nationale. Enfin le pèlerin crédible du pacifisme et de la dénucléarisation internationale pourra faire partiellement oublier sa propre incapacité à mâter la crise économique de 1982-1983. Au moment de sa retraite il paraîtra au total en assez bonne position pour franchir la porte battante de l'actualité et pour entrer dans l'histoire.

Toutes ces chances n'étaient pas données. Elles seraient à prendre, à exploiter comme un filon souterrain. C'est ainsi qu'une enfilade de mauvaises passes, mais toujours rétablies, finit par composer une longue carrière qui, en comparaison de plus éphémères, paraît grande. La veine fut aussi grande d'avoir eu comme principal opposant Robert Stanfield, puis Joe Clark ? - Sans doute, mais encore fallait-il que, par le brio et la densité du personnage Trudeau, un Robert Stanfield parût démodé et lent et un Joseph Clark, jeunet et déconcentré.

Mais les vrais adversaires, complémentaires et mutuellement redevables malgré leurs positions dissymétriques, furent, tout le temps, René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau. Le grand dessein québécois du premier avait d'abord été entravé par la loi fédérale sur les langues officielles qu'avait fait adopter celui-ci en 1969 ; il s'était mis une seconde entrave avec le succès même de sa propre législation linguistique, la loi 101 en 1977. Bref, à partir de 1969, il serait moins nécessaire de quitter le Canada, et, après 1977, l'énergie politique interne en ferait défaut. Il restait à Trudeau de constitutionnaliser et d'enchâsser ce qui manquait encore pour que tout cela tînt ensemble. Ce

sentent ce premier intérêt d'une première sélection, hautement subjective, des matières qu'ils entendent privilégier avant que les chercheurs ne se mettent au travail.

sera la dernière grande victoire que Pierre remportera contre René. Jusqu'à la fin, ces destins politiques paraîtront entrelacés.

II

Quand, au soir du 18 février 1980, Pierre Elliott Trudeau parut à la télévision pour souhaiter « la bienvenue aux années 1980 », la formule en était certes jolie, mais n'exprimait rien d'autre que du vent. Effondrés, les conservateurs n'avaient eu qu'une demi-année pour apprendre à apprivoiser un pouvoir plus rétif qu'ils n'avaient imaginé. Les attaques forcenées qu'ils menèrent contre la trahison libérale servaient surtout à cacher leur propre ressentiment devant leur erreur de calcul, ou plutôt leur manque de calcul. Les néo-démocrates, tout au moins leur chef, Broadbent, eurent, un temps, la tentation de la solidarité gouvernementale, lorsque celui-ci jongla avec l'hypothèse d'une coalition centre-gauche, libérale-néo-démocrate. Mais le groupe parlementaire de son parti en tua l'idée dans l'oeuf : l'amour-propre des députés socialistes et la pureté de la doctrine étaient ménagés. Du reste, les libéraux n'auraient pas besoin d'aide extérieure. À sa réputation de vainqueur à répétition Trudeau ajoutait la performance, plus rare, de celui qui peut revenir et, surtout cette fois-ci, avec des coudées franches.

D'autre part, ses rapports avec l'électorat québécois, au moment où le référendum était si proche, avaient cette netteté indiscutable que procurent les chiffres : l'appui de 67% des voix avait donné 74 députés sur 75. Mais il en était tout autrement dans le Canada anglophone, où les libéraux étaient absents au-delà du Lac Supérieur. Richard Gwyn, qui ne craint pas d'ausculter les tréfonds de « la psyché nationale », évoqua une nouvelle phase élégiaque qui semblait ranimer plus sobrement la trudeumanie de 1968 en la forme rétro d'une « Trudeau-nostalgie » avec le retour d'une « vraie vedette » ⁵⁵⁸.

Peut-être bien.... mais cela se décantera mieux un peu plus tard. En politique générale, l'homme avait tout de même eu le temps pendant quinze ans de manifester ce

⁵⁵⁸ *Le Prince*, France-Amérique, Montréal, 1981, p. 437, 436. L'auteur ajoutait : « Il nous divertirait, nous défierait et nous ferait sortir de nos gonds, ce qui était simplement une autre forme de divertissement ; il conserverait toute sa vigueur au centre, de telle sorte que le pays continuerait de former un tout » (p. 436).

qu'il pouvait donner. Les projets les mieux présentables (hausse d'impôts pour réduire le déficit, loi d'accès à l'information publique) étaient des initiatives du gouvernement précédent que les députés conservateurs, maintenant dans l'opposition, ne pouvaient guère attaquer autrement qu'en criant au vol à l'étalage ! Le nouveau premier ministre apprit aussi à mieux déléguer son autorité, en prédominant plutôt qu'en dominant ⁵⁵⁹ pour toutes les questions qui n'étaient pas de son domaine réservé comme les affaires constitutionnelles, la politique pétrolière, les relations internationales.

Mais dans ces secteurs de sa compétence presque exclusive, la marque de Trudeau sera plus forte que jamais. Il va se livrer à deux spectaculaires opérations de « tordage de bras », au sujet du pétrole et de la constitution, contre deux protagonistes de classe, Lougheed de l'Alberta et Lévesque du Québec. Sentant que ce serait peine perdue, Trudeau n'avait rien fait pour reconquérir l'Ouest. Une fois réélu, il ne pouvait dire autre chose que *we will govern for every part of the country*. Les gens de l'Ouest, qui n'avaient envoyé qu'un député pour participer au gouvernement, l'entendaient d'une oreille négative : *against the West*. Après le blé et les transports ferroviaires, le pétrole, dont les intérêts sonnants n'étaient pas moindres, devenait le grand sujet de discorde. Ce que la langue et la spécificité culturelle sont au Québec, le pétrole et, plus généralement, les richesses naturelles le sont pour les provinces de l'Ouest : un fondement d'identification. Mais cette valeur est peu perméable à l'idée de « partage » qui, selon les gens de l'Ouest et comme par le passé, reste destinée à profiter au Canada central. À qui objectait ce néo-nationalisme du gouvernement libéral, Trudeau avait une réponse toute faite en soutenant la nécessité d'un ferme contrôle gouvernemental dans le secteur clé de l'énergie, autant que dans ceux de la finance et des communications ⁵⁶⁰.

⁵⁵⁹ Le contraste m'est inspiré par Gwyn : « Maintenant, il prédominait au lieu de dominer » (*ibid.*, p. 437).

⁵⁶⁰ En février 1981, lors d'une interview accordée à l'hôtel Royal York de Toronto, il déclarait : « As a doctrine, nationalism is something I oppose. I haven't changed my views on that. But sometimes there are certain pragmatic reasons why the state should enter a sector of the economy. I am not adverse to interventionism to protect the public good. We are disturbed when foreign parents let their Canadian subsidiaries twist in the wind. If a nation wants to preserve its identity there are certain sectors of the economy that should be under domestic control » (cité par Heather Robertson, « The new patriots », *Today*, le 25 avril 1981).

La politique pétrolière fédérale n'avait donc rien qui permette quelque réconciliation entre les *westerners* et Trudeau. Par ailleurs, la politique constitutionnelle aurait pu lui faire perdre le Québec si cette éventualité, comme la précédente, avait eu quelque vraisemblance selon l'histoire récente de ces deux régions. D'ailleurs, ces inégalités massives des représentations régionales au Canada étaient en train de devenir le *pattern* le plus constant du paysage politique canadien, tout au moins jusqu'aux élections du 4 septembre, 1984. Un gouvernement central peut prendre de grands risques pour des politiques transcanadiennes s'il jouit d'une forte majorité en chambre : il suffit qu'elle reste fidèle sinon servile. L'opposition « régionale » ne peut nourrir qu'un espoir de revanche ; en attendant, elle doit se considérer comme un « auditoire captif » ⁵⁶¹. Depuis la période Saint-Laurent, seulement à deux reprises un gouvernement central a pu refléter l'équilibre démo-régional du continent canadien. Le premier gouvernement Trudeau de 1968 a laissé passer cette chance, comme dix ans plus tôt, le second gouvernement Diefenbaker. Il faudra attendre 1984 pour une occasion comparable, avec l'éclatante victoire transcanadienne de Brian Mulroney.

L'après-référendum québécois... Voici qu'elle apparaissait enfin cette occasion inespérée pour Trudeau de tenter le grand coup en matière constitutionnelle ! Il lui avait fallu en faire péniblement son deuil au moment de la défaite de mai 1979 et, définitivement avec sa démission du mois de novembre. Mais le 20 mai 1980 changeait tout cela ! Cette victoire, il y avait, indirectement ou « dissymétriquement », contribué en se situant plutôt au-dessus qu'à l'écart de la mêlée, n'y intervenant, mais avec quelle efficacité, que trois rares fois. C'était pour faire la démonstration implacable de la vanité de la lutte des péquistes qui n'avaient pas posé « la bonne question »... Même dans l'hypothèse que le Oui eût remporté davantage de suffrages il ne se serait rien passé non plus. Les autres parties à la négociation demandée ne possédaient pas de mandat, ni n'avaient l'intention d'en demander un, pour négocier les termes de « la nouvelle entente ». Du point de vue fédéral, il restait à battre complètement l'opération péquiste qui n'impliquait pas moins, sans oser le dire bravement, que la fin du Canada tel qu'on l'avait connu jusqu'à ce jour.

Les choses auraient pu rester pour longtemps au point où elles en étaient au matin du 21 mai 1980. Les sujets extra-constitutionnels ne manquaient pas à *l'agenda* du

⁵⁶¹ Le mot est de l'ancien stratège du parti conservateur, Dalton Camp, cité dans *Maclean's* du 25 février 1980.

gouvernement fédéral pour occuper le temps en attendant qu'un gouvernement fédéraliste à Québec ne remplace le gouvernement « séparatiste » du Parti québécois. Le trait de génie machiavélien de Trudeau consistera dans la réussite d'une manoeuvre bien plus risquée et d'une toute autre envergure : il détourna, jusqu'à l'inverser complètement, le sens du référendum, autant comme phénomène que comme résultat !

Il fit de cette vaste consultation populaire *l'occasion-happening s'offrant* aux Québécois de montrer leur attachement fondamental au Canada, conférant ainsi à l'événement la finalité d'un mandat impératif, pour lui, premier ministre, de refaire le régime fédératif du pays ! Les péquistes ne s'attendaient pas à une contre-offensive aussi enveloppante, qui allait occuper, d'un coup, tout le terrain constitutionnel qu'eux-mêmes, depuis si longtemps et avec beaucoup de précautions, avaient tenté d'investir...

Les dix-huit mois de l'intense bagarre constitutionnelle qui se déroula à partir du 20 mai 1980 ne se racontent pas dans le cadre restreint d'un chapitre ⁵⁶². On doit s'en tenir à faire ressortir l'action propre de nos deux héros, adversaires perpétuels. On notera d'abord que leurs rôles de combattants allaient s'inverser du tout au tout. L'attaquant jusque-là sera mis sur la défensive, d'abord en coalition circonstancielle et friable, puis seul à son corps défendant pour se retrouver, à la fin, défait et profondément meurtri. Le défenseur jusque-là sera maintenant l'attaquant et bousculera tout le monde, aussi bien les coalisés de circonstance en leurs intérêts partiellement contradictoires que le principal protagoniste qui avait déclenché la grande bataille.

Avec beaucoup d'autres, l'auteur est intervenu dans les vives polémiques qui ont rempli l'ère post-référendaire au Québec. J'en avais contre ce forcing d'un premier

⁵⁶² On possède toutefois de bons dossiers de cette réforme selon ses différentes étapes et les divers domaines. Comme par exemples, l'étude de Ronald James Zakowsky, *Struggle over the Constitution from the Quebec referendum to the Supreme Court* (Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, Kingston, 1981), et, d'un point de vue des critiques québécoises, la série des Publi-reportage hebdomadaires, publiés dans *Le Journal de Montréal/Québec* à l'automne 1980, et réunis en volume sous le titre *La Réponse du Québec* : en l'un et l'autre cas, une initiative du Conseil d'Expansion économique de Montréal. Sur l'ensemble de la question, rappelons l'ouvrage collectif de spécialistes des deux langues, *And no one cheered*, sous la responsabilité de Keith Banting et Richard Simeon (Toronto, Methuen, 1983) et dont on peut déplorer l'absence d'une traduction française.

ministre canadien qui, sans autre mandat que celui qu'il s'était octroyé, tentait d'imposer un coup de force constitutionnel, s'assimilant à ce que Raymond Aron avait déjà appelé un « coup d'État légal » pour caractériser une autre situation politique ⁵⁶³. Encore qu'il fallait aussi reconnaître que, sans l'emploi de moyens aussi exorbitants et même brutaux, il n'y aurait pas eu d'amorce à la réforme constitutionnelle, qu'il ne se serait rien passé dans une situation de blocage généralisé depuis si longtemps. Depuis qu'est retombée cette poussière de la grande bataille, comment commence à se dessiner le personnage historique Trudeau ?

À la vérité, nous manquons encore de recul ; la période écoulée est trop brève pour avoir refroidi les passions soulevées de part et d'autre. Il est toutefois des pièces écrites qu'il convient de verser au futur dossier historique, en considérant, par exemple, de quelle façon l'homme Trudeau justifiait son action comme intellectuel québécois et comme être moral chargé d'une haute responsabilité publique. Les travaux historiques et analytiques sur la réforme constitutionnelle n'ont pas fait état de deux documents personnels mais publics, signés de la main de Pierre Elliott Trudeau, qui furent publiés dans les journaux à la mi-juillet 1980 et à la toute fin de la même année. Ces textes ont, pour l'objet de ce livre, plus qu'une valeur anecdotique. Il y aura aussi lieu de s'interroger sur l'espèce de jugement provisoire à porter sur son rôle comme réformateur de la constitution canadienne : Trudeau a-t-il trompé les Québécois, surtout ceux qui attendaient une tout autre réforme du système fédéral ? Ou ceux-ci ne se sont-ils pas trompés eux-mêmes, comme bernés inévitables quoique non consentants, si l'on peut dire ?

Nous sommes à la mi-juillet 1980. Au lendemain de la journée du référendum, Trudeau avait annoncé aux Communes le déclenchement de la réforme constitutionnelle. Dès le début de juin les onze gouvernements canadiens sont à l'oeuvre sur les schémas proposés par le gouvernement central. Il leur est imposé un rythme infernal de travail pendant tout l'été afin d'aboutir lors d'une conférence constitutionnelle formelle prévue pour les 8 au 12 septembre prochain. Parmi les documents soumis par l'autorité centrale, il y avait le texte d'un avant-projet d'une Déclaration de principes en faveur d'une nouvelle constitution canadienne. Sa première phrase se lisait comme

⁵⁶³ Dans l'introduction à *Démocratie et totalitarisme* (Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1965, p. 9, 370-374), Aron traitait de « l'art des coups d'État légaux » dont « la France s'est montrée une fois de plus experte », lors du passage de la IV^e à la V^e République en 1958.

suit : « Nous, le peuple du Canada, proclamons avec fierté que nous sommes et que nous voulons demeurer avec l'aide de Dieu un peuple libre et responsable de sa destinée ». Ces cinq premiers mots, « Nous, le peuple du Canada... » étaient bien conformes à l'idéologie trudeauiste mais heurtaient de front la conscience de beaucoup de Québécois francophones de former un « peuple » justement, même chez ceux qui n'en tiraient pas la conclusion que ce peuple doive avoir son État indépendant. Rejeté d'emblée pour des raisons diverses par les premiers ministres provinciaux, ce texte avait soulevé d'ardentes critiques dans la presse francophone.

Et voilà qu'en cette période caniculaire, alors que les pensées et désirs des citoyens sont plutôt de nature vacancière, le premier ministre du Canada prend sur lui d'envoyer une « lettre ouverte aux Québécois », que vont publier *in extenso* tous les journaux francophones du 15 juillet 1980. Cette démarche, tout à fait inusitée pour un chef de gouvernement, montrait bien que l'essayiste polémiste, ainsi que le plus récent chercheur en droit public, restaient toujours bien vivant sous la défroque d'un premier ministre chevronné qui venait d'endosser le gilet additionnel d'un « constituant ». Malgré quelques petits coups de griffe ici et là («... pensée hypernationaliste..., oreilles habituées au vocabulaire souverainiste... »), le texte se déroulait selon la rigueur d'une leçon doctorale, bien structurée et soigneusement écrite. Le noyau de l'affirmation tenait en ces lignes : « Un seul grand ensemble politique, un seul électorat, un seul peuple canadien composé de plusieurs nations sociologiques. Tel est bien le Canada. Donc, il faut dire « Nous, *le peuple* du Canada... ». Ce que forme la société québécoise, c'est une « nation sociologique » ou une « ethnie ». À ceux qui s'objectent à l'appellation de peuple « pour désigner l'ensemble des citoyens de ce pays, je demande simplement de suggérer un meilleur terme » ⁵⁶⁴.

⁵⁶⁴ L'auteur, dans un billet au *Devoir* (le 11 juillet 1980), lui suggérait de parler tout simplement de « population », qui ne soulevait pas les difficultés sémantiques du terme de « peuple ». Rappelons encore que le premier ministre avait argumenté sur la justesse de son expression à une conférence de son parti à Winnipeg (*Le Devoir*, le 7 juillet 1980). Pour le point de vue de l'auteur, voir deux autres billets au *Devoir*, les 18 et 31 juillet, 1980. Ces trois textes sont reproduits dans *Syndrome québécois et mal canadien*, (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, p. 203-210) sous le titre « Quand M. Trudeau se met à écrire aux Québécois ». Pour une analyse de cette polémique entre le premier ministre et une poignée d'intellectuels québécois, voir l'article de Graham Fraser : « Trudeau's open letter : a debate English Canada has ignored » dans *The Gazette*, le 19 juillet 1980.

Ce même jour du 15 juillet, donnant une conférence de presse à Ottawa, le premier ministre précisait sa leçon de terminologie politique en réponse à des questions de journalistes québécois. *Le Devoir* publia de larges extraits de la transcription de cette conférence de presse, pratique très inhabituelle et se justifiant comme complément documentaire indispensable au texte de la lettre. Par la première question d'un journaliste portant sur la « nation québécoise », l'entretien glissa sur un terrain sémantique beaucoup moins ferme que ce que comportait l'usage de l'expression « peuple du Canada ». Pour rendre compte des explications du premier ministre, il faudrait recourir à de longues citations impossibles à résumer brièvement à cause de l'appel à d'autres concepts comme « entité », « collectivité », « communauté », etc. Cet entretien fut tout de même fructueux, puisqu'il permit au premier ministre de ramasser l'essentiel de sa philosophie politique dans un passage-clé sans avoir à faire usage de la panoplie conceptuelle, plutôt litigieuse, de la sociologie culturelle.

Voici ce passage : « Tout ce qu'il faut savoir c'est : est-ce que c'est dans l'intérêt des francophones canadiens d'être une majorité à l'intérieur d'un État québécois pluraliste ou d'être une minorité dans un État canadien pluraliste, et c'est là-dessus que tout le débat se déroule. Notre thèse à nous, Canadiens, ç'a toujours été que, de toute façon, les francophones sont minoritaires en Amérique du Nord. Comme ils ont des garanties constitutionnelles et qu'ils peuvent en avoir d'autres, s'ils veulent bien m'écouter, pour assurer leur survie et leur développement comme minorité francophone dans l'ensemble du pays, pourquoi lâcher ce pays-là et le donner aux autres alors qu'on peut exercer une grande influence ? C'est ça la thèse » ⁵⁶⁵.

La suite des événements montrera que l'augmentation des « garanties constitutionnelles » en faveur des francophones se trouverait dans la future Charte des droits et libertés, à charge de réciprocité pour la minorité anglophone du Québec. D'ailleurs, en lançant le processus révisionnel de la constitution au lendemain du référendum, le premier ministre avait établi que tout serait « négociable » à l'exception de l'insertion d'une Charte des droits, ainsi que de la proclamation du principe même du fédéralisme. Quant à René Lévesque, qui se reconnaissait comme un des destinataires de cette « lettre ouverte aux Québécois », il fournit une réponse écrite lors d'une conférence de presse donnée quelques jours plus tard. Il dénonçait le « ton presque uniformément agressif » de la lettre ouverte qui, « derrière ce flot sémantique (peuple, nation, nation

⁵⁶⁵ *Le Devoir*, le 17 juillet 1980.

sociologique, ethnie, communauté, société », ne fait qu'exprimer une fois de plus « le refus de la réalité nationale du Québec et des aspirations et des droits collectifs qui en découlent ».

En outre, l'initiative révélait l'intention de « garder aussi exclusivement que possible le leadership des forces fédéralistes au Québec », ce qui constitue bien un « défi direct » à Claude Ryan « et aux autres ténors du NON ». Sous ce « jargon compliqué » et ce « déguisement savant », il ne s'agissait que de nier « implicitement le droit du peuple québécois à disposer librement de son avenir », ce que tout de même reconnaissait « le livre beige de M. Ryan et Cie » ⁵⁶⁶. Le premier ministre du Québec se refusait à suivre son homologue canadien sur la tribune d'un colloque de sociologie culturelle. Bref il ne vit dans l'initiative assez insolite de son homologue fédéral qu'un épisode de plus dans leur longue lutte idéologique. Quant à l'intention de disputer le leadership de la pensée fédéraliste à l'inspirateur du Livre beige et chef du Regroupement pour le Non, cette pensée discourtoise qu'aurait eue Trudeau paraissait quelque peu moins sûre.

Six mois plus tard, le premier ministre du Canada allait de nouveau prendre la plume, pour, cette fois-ci, répliquer à un groupe d'intellectuels du Québec, connus pour leur obédience indépendantiste. Il délaissera le ton didactique et apologétique pour employer carrément celui du polémiste et même du pamphlétaire. Mais l'intention flagrante était toujours celle d'une auto-justification passionnée du sens de son destin politique. Il s'était, préalablement, fait provocateur, avant de s'estimer provoqué. Provocateur : lors d'un déjeuner-bénéfice de son parti à Montréal le 30 novembre 1980, il s'en prenait à la « théologie indépendantiste » de l'intelligentsia québécoise. Provoqué : une dizaine de jours plus tard, un quatuor d'intellectuels québécois, appuyé par vingt-six personnalités du milieu ⁵⁶⁷, lui répondait avec un texte également passionné et, comme il convenait, remarquablement bien écrit. La réplique de l'intellectuel Trudeau fut publiée le 31 décembre 1980 et aurait alimenté certaines discussions politiques lors des réceptions familiales et amicales de cette période de l'année.

⁵⁶⁶ *Le Devoir*, le 21 juillet 1980.

⁵⁶⁷ Les auteurs de cette lettre étaient Michèle Lalonde, Hélène Pelletier-Baillargeon, Paul Chamberland et Denis Monière. *Le Devoir* du 11 décembre 1980, qui avait publié cette lettre, donnait aussi la liste des 26 personnalités qui devaient « appuyé cette déclaration ».

Il y avait eu auparavant des développements défavorables à la position québécoise après l'échec retentissant de la conférence constitutionnelle des 8 au 12 septembre : le projet de Résolution, par lequel le gouvernement fédéral montrait sa ferme détermination d'aller de l'avant malgré le désaccord provincial, ce qui avait entraîné des débats houleux aux Communes ; l'établissement d'un Comité spécial du Sénat et de la Chambre des Communes pour étudier le projet constitutionnel et qui devenait un autre terrain de bataille, où chaque clause du projet était âprement discutée. Dans ce contexte évolutif le premier ministre s'adressait à la réunion de son parti le 30 novembre.

Le discours n'était pas principalement une diatribe à l'intention des intellectuels mais une attaque à fond de train contre les positions tactiques du gouvernement du Québec qui ne sait pas « se brancher » et adopte, selon lui, des positions contradictoires. C'est l'introduction du discours qui interpellait assez rudement les intellectuels du cru, lesquels « devraient être gênés de constater que ce peuple qu'ils prétendaient chanter et diriger était complètement opposé à leurs vues indépendantistes » ; gênés aussi « de s'être mis, depuis une dizaine d'années, en travers de la destinée du Québec, destinée qui consiste à croire à ce pays ⁵⁶⁸ et à aider à le bâtir » ⁵⁶⁹.

La réponse du quatuor d'intellectuels constituait une contre-argumentation particulièrement vive, s'étalant sur une demi-page de journal. Les deux premières phrases donnaient le ton de l'attaque frontale : « Faire appel à l'autorité du peuple devant les représentants de la bourgeoisie relève de la supercherie cynique. Se réclamer du peuple pour fustiger les intellectuels est une pratique politique caractéristique des régimes autoritaires ». Ainsi faisait Duplessis dans les années cinquante. Les libéraux « voudraient des intellectuels domestiqués », et récuser leur témoignage, « c'est aller contre les principes du pluralisme idéologique et de liberté d'opinion qu'avait défendu naguère avec tant d'insistance cet ex- » cité-libriste » ». Je regrette de ne pouvoir résumer ces paragraphes accusant le premier ministre de « distorsion » et de « dépossession » pour citer plutôt ce passage où la contre-attaque prit un tour ad *hominem* : « Incarnation vivante de la réussite individuelle proclamée comme fruit direct de sa double ascendance culturelle, M. Trudeau reçoit de ses concitoyens du Québec une sorte de délégation confiante et discrétionnaire de leurs intérêts collectifs dont il s'ap-

⁵⁶⁸ Quand Trudeau parle du « pays », il parle du Canada et non du Québec ainsi que le font ses contradicteurs nationalistes.

⁵⁶⁹ *La Presse*, le 2 décembre 1980.

prête pourtant à user de la manière expéditive propre aux pires assimilateurs anglophones qui se soient trouvés, depuis Lord Durham, pour mater les aspirations culturelles des Québécois » ⁵⁷⁰.

La riposte de l'ex « cité-libriste » ne fut pas moins vive et manifestait que l'encre n'avait pas séché au fond de son encrier. Constatant que « depuis plus d'une décennie, les péquistes ont joyeusement ostracisé les fédéralistes dans le monde universitaire et artistique du Québec », et qu'on soutenait que « ceux qui défendaient la cause canadienne étaient des assimilés, des colonisés, des vendus, des traîtres et pour tout dire des fédéastes », il affirmait qu'« aujourd'hui les ostraciseurs se plaignent d'être ostracisés ». Suivait une réfutation en six points qui était la partie la plus sérieuse de cette autodéfense. J'en extrais seulement cette capsule d'une ironie cinglante : « Et dans les pays où existent de véritables goulags, le pouvoir ne discute pas avec les intellectuels. Au mieux il les ignore. Au pire il les enferme ». Le texte s'achevait par cette autre phrase-couperet : « Lorsqu'il y a pléthore de prophètes et qu'ils jouent les persécutés pour authentifier leurs missions, les honnêtes gens se méfient. Et ils ont bien raison » ⁵⁷¹.

Et voilà ! En quel autre pays, même de la plus réelle démocratie libérale, un tel dialogue public eût-il pu être possible ? On observera encore qu'il ne s'est tenu qu'en la quinzième année de l'engagement politique de Pierre Elliott Trudeau, ce qui revient à souligner l'accumulation des ressentiments des deux côtés. Il faut sans doute plaindre l'État dont la vétusté de la constitution draine depuis si longtemps autant d'énergie intellectuelle et politique, mais aussi se louer d'une société de liberté permettant des échanges aussi vifs et sincères entre des intellectuels et celui d'entre eux qui est parvenu aux rênes de l'État. Le tout, encore une fois, « entre Québécois » et selon un mode châtié d'expression de part et d'autre. La presse anglophone hors le Québec a porté peu d'attention au phénomène, le considérant peut-être comme une autre de ces bizarreries insaisissables du *French problem*.

Ces deux initiatives épistolaires révèlent un aspect de la psychologie du personnage. Elles trahissaient qu'il restait un intellectuel raisonneur et un polémiste d'instinct, qu'il ne s'est jamais foutu de la réputation qu'on lui fait dans les milieux où naguère son brio intellectuel s'était imposé ; elles manifestaient aussi, de façon encore

⁵⁷⁰ *Le Devoir*, le 11 décembre 1980.

⁵⁷¹ *Le Devoir*, le 31 décembre 1980.

plus générale, qu'il était resté jeune... Il récidivera quelque deux ans et demi plus tard par sa célèbre lettre à tous les Canadiens et Canadiennes sur les tests des missiles Cruise. Là aussi se posait un problème de conscience : la paix du monde et l'unité du Canada sont ses deux seules profondes passions de vie, ce qui n'est certes pas la marque d'un esprit médiocre.

On retrouvera au chapitre suivant, consacré au René Lévesque de ces mêmes années, les faits marquants de la réforme constitutionnelle en 1981 et 1982. Cette présentation y sera mieux appropriée pour suivre les conséquences de ces faits sur l'évolution du Parti québécois au pouvoir et sur la position personnelle de son leader. Mais on n'oublie pas la question posée plus haut : « Trudeau a-t-il trompé les Québécois, surtout ceux qui attendaient une toute autre réforme du système fédéral ? Ou ne se sont-ils pas trompés eux-mêmes, comme bernés inévitables quoique non consentants, si l'on peut dire ? »

On pourrait d'abord préfacer la réponse en disant qu'il a trompé, ou berné, tout le monde. Quel mandat détenait-il pour déclencher une réforme de cette ampleur ? Aucun, à part celui qu'il s'était octroyé. Même son ministre de la Justice et plus tard candidat au leadership du Parti libéral, trouvait que ce mandat manquait de clarté ⁵⁷². On rappellera qu'aux élections de 1979, alors qu'il avait tant parlé de la réforme constitutionnelle, il fut vaincu ; et que, des élections suivantes de l'hiver 1980, alors qu'il n'en avait soufflé mot, il était sorti vainqueur. Au chapitre VII, on a aussi cité ce bizarre raisonnement de Trudeau, alors éphémère chef de l'opposition, lors d'une entrevue au *Devoir* : « Aux dernières élections, le Québec nous donne un mandat, pourquoi au fond ? Pour rapatrier la Constitution, unilatéralement, s'il le fallait... » ⁵⁷³.

La vérité est que Trudeau, dans toute cette affaire, a joué en maître de l'équivoque. Qu'il ait jusqu'à 1979 tellement parlé du rapatriement unilatéral, et de tout ce qui devait s'ensuivre, la formule d'amendement et la révision elle-même, ne constitue

⁵⁷² « M. Trudeau a certainement indiqué cette option pendant ou avant les élections de 1980, mais je ne suis pas sûr que les électeurs du Canada aient compris ce fait. Parce que ce n'était pas une priorité ou un engagement clair dans la campagne. Mais si on prend les deux campagnes ensemble, 1979 et 1980, je pense que c'est clair » (Entrevue de Mark MacGuigan à des journalistes du *Devoir*, le 1er juin 1984).

⁵⁷³ C'est ce qui s'appelle prendre des accommodements avec la logique de l'interprétation. Voir le passage précédant l'appel de la note (56) de ce chapitre VII.

d'aucune façon un « mandat » populaire ou parlementaire. Il est étonnant que si peu d'organismes (comme la Fédération canadienne des droits de l'homme) ou de commentateurs (comme l'éditorialiste « fédéraliste » de *La Presse*, Marcel Adam) aient soulevé des objections de principe sur cette manière, pour le moins a-démocratique, de procéder. Très justement, ce dernier écrivait encore récemment : « Je persiste à croire que le gouvernement fédéral n'avait pas de mandat précis, explicite, pour faire ce qu'il a fait en matière constitutionnelle » ⁵⁷⁴. Répétons-le avec force, la victoire du Non au référendum *québécois* ne fondait en rien un mandat *canadien* pour refaire la constitution du Canada.

Mais les Québécois ? - Ils, tout au moins une bonne partie d'entre eux, pouvaient l'entendre ainsi, surtout après ce passage insistant d'un discours du premier ministre du Canada lors de la campagne référendaire : « Je m'adresse solennellement aux Canadiens des autres provinces, nous mettons notre tête en jeu, nous du Québec, quand nous disons aux Québécois de voter NON ; nous vous disons que nous n'accepterons pas qu'un NON soit interprété par vous comme une indication que tout va bien, puisque tout peut rester comme avant. Nous voulons des changements. Nous mettons notre siège en jeu pour avoir ces changements ! » (discours au centre sportif Paul Sauvé, le 14 mai 1980 et déjà cité à la note (34) du chapitre précédent). Néanmoins, une promesse en forme d'envolée oratoire ne légitime pas un « mandat ». Trudeau n'a certes pas berné les Québécois en ce sens qu'il n'avait rien promis de précis, de spécifique. Mais il les a trompés en ce que ceux d'entre eux qui espéraient une réforme davantage favorable à leur province attendaient vraiment autre chose qu'une consolidation du centralisme canadien et un certain rétrécissement des pouvoirs décisionnels du Québec ⁵⁷⁵.

⁵⁷⁴ Dans sa chronique à *La Presse*, le 2 juin 1984.

⁵⁷⁵ Dans une entrevue avec le journaliste Richard Daigneault (*Le Soleil*, le 17 avril 1982), le premier ministre confiait : « Moi, les seuls engagements que j'ai faits, c'était que je m'assurerais que les Canadiens auraient désormais les moyens d'amender leur propre constitution, dans le sens de la protection des données de base (...). J'étais entré en politique fédérale pour empêcher que le gouvernement canadien soit bouffé par les provinces (...) Alors, il aurait fallu être bien naïf pour penser que moi je voyais à la suite du référendum, un affaiblissement du gouvernement et de l'État canadiens, au contraire (...). C'était délibérément s'illusionner ». Pour un témoignage, pathétique de franchise et de regret, voir de Solange Chaput-Rolland, *Le mystère Québec* (Pierre Tisseyre, Montréal, 1984) : « Oui, monsieur, j'ai été naïve et bernée » (p. 17).

... Et pourtant, il sera pardonné à M. Trudeau, ai-je déjà écrit dans un autre contexte. D'abord parce que notre nationalisme d'instinct l'a investi, et d'une investiture à vie, du titre de grand protecteur. Nous sommes surtout fiers qu'il soit là, que ce soit lui, bien qu'inquiétant parfois et souvent décevant : un grand protecteur ne peut tout faire ! Mais comme c'est le propre d'un protectorat d'être, dans l'ensemble, bénéfique... Des adversaires d'obédience fédéraliste et même libérale ont pu parler à son propos de « trahison ». Comme le vocabulaire superlatif du journalisme sportif, la langue volontiers accusatrice de la critique politique a une propension « inflationnaire » qui ne porte guère à conséquence. Cela vaut mieux, car il se peut qu'un jour nous ayons de vrais « traîtres »... ⁵⁷⁶.

Il faut en effet répudier cette rhétorique de réquisitoire, fondée sur des absolus de contradiction. Pierre Elliott Trudeau n'a pas été traître au Québec, pas plus que René Lévesque n'a été traître au Canada. Les deux cherchaient des réaménagements qui eussent été davantage favorables au Canada, pour le premier, et davantage favorables au Québec, pour le second : et comme le Québec est toujours partie intégrante du Canada... Consultés sur l'éventualité désirable d'une « nouvelle entente », les Québécois ne l'ont pas été sur la reconduction de l'ancienne entente, telle qu'elle devait être complétée et explicitée par la Loi constitutionnelle de 1982. Et l'ensemble de la population canadienne n'a pas été consultée non plus, ni avant, ni après. Il y a une façon « canadienne », plutôt bizarre, de faire les choses constitutionnelles...

III

Après la signature, le 17 avril 1982, de la Loi constitutionnelle de 1982, Pierre Elliott Trudeau pouvait considérer sa mission comme accomplie. Le Québec avait été mis au pas des autres provinces de la fédération canadienne. À tous égards, il l'avait emporté sur son grand rival dont l'étapisme « séparatiste » avait fini par être contré effectivement. Premier ministre ou chef de l'opposition, il était entendu que Trudeau resterait en politique jusqu'à la grande bagarre référendaire. Grâce à son retour, inopiné mais adroitement machiné dans la foulée de la défaite parlementaire des conservateurs, le premier ministre y aura participé par quelques incursions dévastatrices en

⁵⁷⁶ *Syndrome québécois et mal canadien*, p. 289.

territoire québécois. Puis la grande bataille constitutionnelle, la sienne, il l'aura menée d'une main de fer, sur un train d'enfer et, une bonne partie du temps, seul ou presque, avec l'accord tacite de deux provinces seulement sur dix et le soutien embarrassé de plusieurs de ses propres partisans en chambre. Maintenant que ces deux grandes victoires étaient déjà versées au dossier de l'histoire politique, pourquoi lui-même, sa principale mission accomplie, n'en profitait-il pas pour y entrer ?

Comme si la chose n'allait pas suffisamment de soi, les gens des médias ont la délicatesse répétée de le lui faire penser. Cette sollicitude l'ennuie immensément, mais, bon prince, il saura se payer leur tête en semblant garder la sienne froide, car, à l'intérieur, ça bout ! Il partira lorsque lui le décidera ! On a vu comment il s'était laborieusement rendu à cette idée en novembre 1979 ; la prochaine fois, la libre décision lui appartiendra totalement, puisqu'il n'y a pas de défaite à effacer, tout au contraire... Est-ce d'une si forte présomption que de supposer que, secrètement, il a dû maudire sa propre promesse de démissionner longtemps avant les prochaines élections ? La position d'« intérimaire » où il s'était placé comportait des avantages, on l'a vu ; mais elle comportait aussi, par définition, l'inconvénient de devoir s'achever bientôt...

Et voilà qu'après la longue diversion constitutionnelle d'une couple d'années, c'est la gérance, tant bien que mal, de la crise économique qui s'impose à l'agenda du premier ministre. Pourquoi rester ? Pourquoi s'accroche-t-il ? Heureusement que, pour supporter ces jours d'une épaisse grisaille, il pourra s'employer à cette autre diversion, noble, de l'offensive pacifiste antinucléaire.

Par tout son style désinvolte, combien imprudent selon les canons conventionnels de la perpétuation politique et pour ne pas parler de ses fréquentes et longues absences à l'étranger, Trudeau prenait des risques de voir se tramer dans son dos de ces petits complots qui finissent parfois par créer une ambiance de rejet ou de départ inévitable. À chaque fois, depuis 1973, que son leadership était le moins mis en cause, il avait su rétablir et renforcer même sa position avec « applaudissements nourris », aussi bien au caucus ou groupe parlementaire de son parti qu'à l'une ou l'autre de ses instances. De fait, il n'a jamais été vraiment contesté, même pas après la cuisante défaite de mai 1979 ; et s'il finira par démissionner, ce ne sera qu'en novembre de cette année-là et après avoir proclamé en juillet sa décision de rester parce qu'il se sentait « le meilleur ».

Après la double victoire électorale et référendaire de 1980, et au moment de lancer à fond de train l'offensive constitutionnelle, il avait même cru bon de parler le langage de l'intimidation aux éventuels comploteurs en la forme d'un « conseil d'ami » : « Même si je ne peux choisir mon successeur à la tête du Parti libéral, je peux certainement rendre cela difficile à quelqu'un de me succéder s'il tente de me pousser en bas de ma chaise trop vite » ⁵⁷⁷. Une autre fois, c'était deux ans plus tard, devant la suggestion, bienveillante, d'un fonds de retraite de cinq millions de dollars pour l'inciter à partir, il saura en prendre acte d'une façon humoristique lui permettant d'avoir les rieurs de son Côté ⁵⁷⁸.

L'année 1982 s'achèvera sans que le chef du PLC n'annonce son départ. Puis les mois de 1983 s'enfilent : toujours rien, si ce n'est des tas de rumeurs et de potins, et suffisamment nombreux pour n'avoir pas à être niés un par un. Il lancera un de ses « mots » pour les éteindre comme les avions de type Canadair savent humecter les feux de brousse. « Je ne suis pas un lâcheur » déclare-t-il à l'automne. Ou, en une autre circonstance : « C'est à la fin de la soirée qu'on voit les bons danseurs... Vous allez les reconnaître, les bons danseurs ! On a du pain sur la planche. On est dans des

⁵⁷⁷ Selon la Presse canadienne, *La Presse*, le 19 juillet, 1980.

⁵⁷⁸ Ces propos d'une conférence de presse du premier ministre valent d'être rapportés. En première estimation, il dit : « Même pour un homme riche, \$5 millions, ce n'est pas des peanuts ! » Et se tournant vers le correspondant du *Toronto Sun*, et ex-député néo-démocrate, Douglas Fisher, il lui demande abruptement : « Qu'en pensez-vous, Dough ?

- J'ai reçu, répond ce dernier, des appels à ce sujet de personnes qui me demandaient quel montant il faudrait pour vous convaincre. Je leur ai dit que d'une part vous êtes riche, et que de l'autre, vous avez la réputation personnelle d'être très frugal.

- Alors quelle a été leur réaction... que \$5 millions me dureraient très longtemps ?

- Je leur ai dit que \$5 millions n'auraient pas raison de vous, et qu'il faudrait que ce soit l'électorat. (...)

- Qui d'entre vous, relançait Trudeau, voudrait donner \$10 chèrement gagnés à une telle chose ?

- Ne nous le demandez pas ».

Revenant à la charge, Fisher déclarait qu'une telle initiative serait comparable au « marathon de l'espoir » de Terry Fox et qu'il conviendrait que l'argent soit versé au PLC pour mener la campagne électorale du prochain chef libéral, à quoi Trudeau répliqua : « \$5 millions pour le Parti libéral du Canada... asseyons-nous et discutons » (d'après un reportage de Gilbert Lavoie, *La Presse*, le 24 juillet, 1982).

temps difficiles, mais plus les problèmes sont difficiles, plus on va avoir du « fun » !... Nous préférons être battus plutôt que de tourner le dos aux problèmes » ⁵⁷⁹.

Ce n'était pas un langage de partant. Mais d'Ottawa parviennent, à la fin de l'année, des bruits moins flous d'une mutinerie possible ⁵⁸⁰. Au dîner-bénéfice de son parti, à Toronto, que des cyniques avaient obligeamment qualifié de « dernière cène », le chef Trudeau fait cette seule allusion : « Je suis désolé de savoir que ce dîner sera le dernier pour certains d'entre vous. Vous nous manquerez l'an prochain et l'année d'après » ⁵⁸¹. Des reporters signalaient qu'écarté de la table d'honneur, un John Turner n'en menait pas large.

Avec le tournant de l'année, un permanent montréalais du parti avoue à un journaliste : « Personne n'ose dire carrément à Trudeau de partir, mais personne non plus - et en un certain sens c'est nouveau - le supplie de rester » ⁵⁸². Début février 1984, la publication d'un sondage Gallup ⁵⁸³ ranime des rumeurs plus ou moins perfides. Des journalistes opinent que le départ toujours renvoyé est dans l'intention de bloquer le clan Turner. Et voilà que Brian Mulroney, le principal intéressé à part ce dernier, exprime l'avis (recouvrant un souhait peut-être ?) que Trudeau ne partira pas et qu'il sera en lice aux prochaines élections. À la troisième semaine de février, les médias s'affolent ⁵⁸⁴ littéralement, n'ayant d'autre chose que *l'anti-nouvelle* à se mettre sous la dent... Les calculs ont commencé à se faire précis et serrés sur l'enchaînement chronologique congrès de leadership-vacances estivales-élections générales. Si Trudeau doit partir, c'est maintenant.

Mais toujours rien : sinon, plutôt, la confirmation de la non-démission. À la sortie d'un caucus, des journalistes potinent à qui mieux mieux sur le moment de l'annonce

⁵⁷⁹ cité par Lysiane Gagnon, *La Presse*, le 3 octobre 1983.

⁵⁸⁰ D'après Richard Daigneault, *Le Soleil*, le 2 décembre 1983.

⁵⁸¹ *La Presse*, le 14 décembre 1983.

⁵⁸² Confidence recueillie par le journaliste Pierre Vennat de *La Presse*, le 5 janvier 1984.

⁵⁸³ Montrant que, de janvier 1983 à janvier 1984, la cote de faveur des libéraux oscillait, de mois en mois, autour de 30% et celle des conservateurs, autour de 50%, avec toutefois un creux de défaveur pour les libéraux en septembre 1983 (23% contre 62%) (*Le Soleil*, le 9 février 1984).

⁵⁸⁴ Une chronique de Hubert Bauch de *The Gazette* s'intitulait « Trudeau doesn't resign - and media go mad » (le 23 février, 1984).

de la décision ne pouvant se produire qu'au mois de mars. Trudeau s'approche : « Vous voulez savoir quelque chose. Vous avez le bon mois, mais vous n'avez pas la bonne année. Alors revenez l'an prochain » ⁵⁸⁵. Trudeau s'amusait comme un petit fou de son sadisme joyeux. Ces journalistes qui l'avaient passablement embêté par leurs humeurs changeantes au fil des années, d'un coup il le leur rendait bien ! Le mois de février 1984 achevait de s'égrener pendant que les chroniqueurs politiques préparaient leurs lecteurs à l'idée qu'il ne partirait peut-être pas ⁵⁸⁶. Si Mulroney avait eu une exacte intuition ? Mais, pendant ce temps, lui, en un soir de tempête de ce vingt-neuvième jour de février de l'année bissextile de ce millésime, très orwellien, 1984,...

IV

Trudeau n'employait pas les derniers mois de sa vie politique active qu'à brouiller les pistes ni qu'à méduser les scribouilleurs de la presse quotidienne. Il s'était lancé corps et âme dans sa dernière grande mission, celle d'un pacifisme à l'échelle internationale afin de prémunir le monde de l'apocalypse nucléaire. Tout cet automne 1983 et le premier mois de l'année suivante il s'efforçait de rallier le plus de pays possible aux objectifs du programme qu'il avait exposé lors de la très importante conférence qu'il avait prononcée à Guelph, en Ontario, le 17 octobre ⁵⁸⁷. À la tribune des Nations Unies, il y a quelques années, il avait plaidé pour cette « stratégie de l'asphyxie » nucléaire, qui avait été remarquée et applaudie, sans réussir toutefois à convaincre ceux dont l'assentiment comptait le plus : les deux Grands et leur clientèle immédiate.

Par ailleurs, l'affaire des tests des missiles Cruise au dessus du territoire canadien lui avait donné maille à partir avec les mouvements pacifistes de son propre pays. Il s'en était expliqué par ce moyen extraordinaire de sa « Lettre ouverte à tous les Cana-

⁵⁸⁵ *La Presse*, le 23 février 1984.

⁵⁸⁶ Dans *La Presse* du 28 février 1984, Lysiane Gagnon intitulait sa chronique : « Le jour J n'est pas venu » ; dans *Le Soleil* du 29 février, 1984, Richard Daigneault donnait le titre suivant à la sienne : « Trudeau pourrait se sentir conscrit ».

⁵⁸⁷ *La Presse* des 31 octobre, 1 et 2 novembre 1983 avait reproduit cet important texte en son intégralité.

diens et Canadiennes », rendue publique dans les journaux du 10 mai 1983 dont le passage essentiel était que, le Canada s'étant déclaré solidaire de la stratégie de l'OTAN, « nous devons assumer une partie du fardeau qu'elle impose » ⁵⁸⁸. Par cet acte public pour répondre d'un seul coup à de multiples pétitions et lettres de protestation, le premier ministre servait une leçon de choses politico-militaires aux citoyens de son pays. Autrement dit, le pacifisme foncier doit être réaliste ⁵⁸⁹, tout comme le nationalisme québécois selon ces autres « cours par correspondance » qu'il avait adressés aux intellectuels québécois dans les journaux de juillet et décembre 1980.

Pendant trois mois Trudeau va donc sillonner la planète, visiter dix-sept capitales de trois continents pour essayer de convaincre chefs d'État et de gouvernement *d'acheter ce* que la presse appelle son « initiative de paix ». L'initiative, bien évidemment sympathique et hautement louable, n'était pas de nature à susciter une fin de non-recevoir ! Partout, il fut accueilli avec au moins de la correction diplomatique ; ses idées furent reçues avec déférence et, parfois, avec une pointe d'ironie par la presse internationale. L'invitation d'aller en Chine contribua à accréditer le sérieux de l'entreprise ; mais l'accueil de Margaret Thatcher et d'autres alliés européens manqua de chaleur.

En Suisse, Trudeau fut au coeur d'un « incident » qu'il causa pour avoir déclaré lors d'un symposium : « Je ne connais pas la réponse du président américain, mais je suis persuadé qu'il ne provoquerait pas une troisième guerre mondiale pour sauver l'Europe de l'Ouest ». Au grand scandale de l'adjoint au secrétaire d'État américain, Kenneth Dam, et de l'ex-premier ministre de France, Raymond Barre, c'était mettre en doute rien moins que la crédibilité de la protection américaine en cette région, pierre de touche du pacte de l'OTAN depuis 1949 ⁵⁹⁰. Aux Nations Unies, le premier ministre canadien reçut l'approbation des États non-nucléaires et s'efforça de rétablir un véritable dialogue Nord-Sud dont lui-même s'était fait le propagandiste passionné à la fin de 1980 et durant la plus grande partie de 1981.

⁵⁸⁸ *Le Devoir*, le 10 mai 1983.

⁵⁸⁹ Cette lettre ouverte n'eut guère d'effets sur les pacifistes de gauche, tel le professeur Reg Whitaker, qui envoya au premier ministre une réplique en forme de lettre ouverte dans *Canadian Dimension*, vol. 17, no 5, novembre 1983. « As one of those Canadians deeply troubled by the nuclear war race, and by Canada's role in it, I would like to take the opportunity to reply to your letter. Because, Mr. Prime Minister, I believe you are wrong, disastrously wrong ».

⁵⁹⁰ *Le Soleil*, le 31 janvier 1984.

La visite à Moscou était particulièrement attendue. Pourra-t-il rencontrer Andropov, officiellement malade ? - Il ne le pourra pas. Mais il aura un entretien avec le successeur Tchernenko lors des funérailles du premier. L'heure n'était pas aux engagements fermes en quoi que ce soit, d'autant que l'initiative canadienne avait perdu beaucoup de sa dynamique sinon de sa pertinence, par suite de l'accueil assez tiède que lui avait ménagé le président Reagan le 15 décembre. La presse attachait surtout de l'importance au mot d'un fonctionnaire américain selon lequel on ne peut guère prendre le premier ministre canadien au sérieux, celui-ci agissant comme s'il était sous l'effet de la marijuana !

Dépité, Trudeau le traita de « petit fonctionnaire insignifiant », mais qui se trouvait être Laurence Eagleburger, sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, poste se situant au troisième rang de la hiérarchie du State Department, derrière le Secrétaire d'État, et le secrétaire adjoint ! Quelque six mois plus tard, à Ottawa même, Zbigniew Brzezinski, résumera l'appréciation moyenne des milieux de la capitale américaine en déclarant que ces grandes « entreprises messianiques » ou les « missions apostoliques comme celles de (l'ex-chancelier allemand) Willy Brandt ou de Olof Palme (le premier ministre suédois) ou *d'autres* n'ont guère de résultats tangibles » ⁵⁹¹. La mission Trudeau n'était pas nommément désignée, mais...

De retour au pays, le premier ministre fit un rapport détaillé de sa mission de paix aux Communes le 9 février. De ce long discours qui dura cinquante minutes, je n'extraits que la péroraison, assez platonique, sur une telle opération qui ne pouvait pas réussir : « Souhaitons enfin que l'on puisse dire du Canada et des Canadiens que nous avons vu venir la crise ; que nous avons agi et pris des risques ; que nous avons été loyaux envers nos amis et ouverts avec nos adversaires et que, fidèles à nos idéaux, nous avons fait tout en notre pouvoir pour écarter le spectre de la guerre » ⁵⁹². C'était rappeler une fois de plus le credo internationaliste du Canada depuis Hiroshima.

⁵⁹¹ *Le Devoir*, le 6 juin 1984. Les soulignements sont de l'auteur.

⁵⁹² *La Presse* des 10 et 13 février 1984 reproduisait en entier le texte du rapport de la mission de paix que fit aux Communes le premier ministre. Dans l'étude qu'ils ont consacrée à « The politics of peace » du premier ministre canadien, Richard et Sandra Gwyn concluent : « By no means all Canadians cheered Trudeau (...). Toward the end of Trudeau's peace mission, some commentators made much of the fact that none of his specific proposals had gone anywhere ». Mais « quite possibly, these pessimistic judgments will turn out to have been premature. To

Aux Communes, le débat allait assez tôt s'enliser dans des considérations partisans lorsque le gouvernement tentera d'obtenir un appui unanime pour une résolution en faveur du désarmement. Des conservateurs, sans mettre en doute la bonne foi du premier ministre, la trouvaient tout de même quelque peu « intéressée » en vue de sa réputation à venir. Les néo-démocrates tenaient à ce que le gouvernement, par la même occasion, s'engageât à interdire sur son sol les essais des Cruise. À la fin d'avril, les membres du « Groupe de travail sur la paix », pour la plupart des fonctionnaires des Affaires extérieures, regagnaient leur pupitre habituel de travail dans leur ministère. La grande et ultime mission de paix de Trudeau s'achevait dans des dossiers administratifs.

Au Canada, les mouvements pacifistes avaient applaudi à l'initiative de paix, tout en maintenant leur opposition farouche aux Cruise jusque devant les tribunaux. Les opinions éditoriales variaient considérablement et semblaient être principalement dictées par l'opinion qu'on avait du personnage Trudeau, qui chantait ainsi son chant du cygne sur un air de beaucoup de magnitude. Les plus malveillants allaient jusqu'à annoncer que l'opération visait une candidature au prix Nobel ⁵⁹³. Pierre Elliott Trudeau se serait nourri du dernier rêve de finir sa carrière de premier ministre au niveau honorifique où son prédécesseur, Lester B. Pearson, avait commencé la sienne. Et puis, pourquoi pas ? Même si la sincérité profonde avait porté quelque « calcul » qui n'aurait rien eu de bas...

implement even the most inspired of arms-control ideas take close to one decade » (*Saturday Night*, mai 1984).

⁵⁹³ On apprendra au début de février 1984 par une dépêche de l'Associated Press en provenance d'Oslo que Trudeau était au nombre des 75 personnes proposées pour le prix Nobel de la Paix de 1984. En juin de la même année, il obtint le prix Einstein de la paix qui lui sera décerné en novembre. Ce prix comporte une bourse de \$50,000. Le président au comité de sélection de la Fondation Einstein, Norman Cousins, soulignait que c'est pour « les efforts sans précédent de M. Trudeau pour briser l'impasse sur le contrôle des armes » que le premier ministre canadien obtenait le prix. Parmi les récipiendaires précédents, on relève les noms d'Alva Myrdal, George Kennan, Mc George Bundy, Gerard Smith et le cardinal Bernardin, archevêque de Chicago. Au moment d'apprendre cette nouvelle, à ses tous derniers jours d'exercice de sa fonction de premier ministre, Trudeau déclara à Québec, au moment où il visitait le vieux port : « Je ne pensais pas que cela pouvait arriver dans la réalité, pour un homme qui a simplement fait son devoir » et de continuer en faisant l'éloge d'Albert Einstein, « cet homme doux et pacifique » dont le « souci prophétique d'il y a quarante ans est devenue la préoccupation capitale de la génération actuelle » (*La Presse*, le 28 juin 1984).

V

« C'est le premier jour du reste de ma vie », avait commenté Trudeau devant les journalistes qui venaient d'apprendre la nouvelle officielle de sa démission le 29 février 1984. Du dernier de ses bons mots on connaissait déjà une légère variante, peut-être due à la traduction : «... le premier de mes derniers jours ». Cette décision avait suivi un scénario à peu près semblable à la démission précédente de novembre 1979 : consultations préalables avec les copains de toujours (ou mousquetaires ou colombes...) Gérard Pelletier et Jean Marchand, avec les collègues poids lourds du cabinet, Allan MacEachern et Marc Lalonde ; et il ne semble pas que les proches du bureau du premier ministre aient été mis dans le coup de la décision finale.

Mais le nouveau cette fois-ci, c'était le décor telluro-familial au soir de ce 28 février : sous le blizzard qui paralysa la capitale pendant une dizaine d'heures, les derniers jeux avec les trois garçons avant de les border pour la nuit, puis la promenade méditative dans la sauvagerie de l'hiver et le long bain sauna pour confirmer, dans la détente, la résolution prise après avoir pesé « les pour et les contre ». La nuit, dans son bon conseil, relaiera la décision jusqu'au lendemain matin...

« Généralement d'humeur maussade en matinée, écrit le correspondant de *La Presse*, Gilbert Lavoie, le premier ministre a le sourire aux lèvres en entrant au bureau... comme un gamin qui se prépare à jouer un bon tour ». Il va téléphoner d'abord à Iona Campagnolo, présidente du parti, pour lui annoncer qu'elle va recevoir une missive très spéciale. Le dernier paragraphe qu'il lit au téléphone demande la convocation d'un congrès de leadership. Non, il ne donnera pas de conférence de presse mais seulement un *scrum*, soit quelque bavardage de corridor avec les journalistes. Une demi-heure après, la lettre parvient à sa destinataire. La seconde de nostalgie tient en cette seule phrase du premier paragraphe : « Avoir dirigé notre grand parti fut l'une des joies de ma vie, mais je pense qu'il est maintenant temps que quelqu'un relève le défi ». Des journalistes s'en voudront de n'avoir pas deviné que la surprise, pourtant attendue, ne pouvait leur être livrée qu'au matin (éclatant de soleil d'après blizzard) d'une journée portant une telle date. C'était le bon mois, le bon jour et la bonne année !

Commençait l'ère de l'après-Trudeau ou le début de l'intérim Turner. Une des réactions les plus attendues était certes celle de René Lévesque : « Pour être franc - oui, je regrette de le voir partir ». Avec lui, c'était « plus intéressant » qu'avec bien d'autres auxquels on peut penser. Trudeau est « évidemment un homme très fort et, bien sûr un homme fort discutable également ». Ce départ marque aussi la fin du *French power* et « les rêves de Trudeau nous ont coûté très cher » avec ce « rempart contre nos aspirations ». L'homme « se trouve à avoir présidé un déclin », celui de l'influence francophone à Ottawa. Au sujet de la souveraineté, « ce n'est pas la présence ou l'absence de quelqu'un qui peut affecter de façon durable une idée aussi fondamentale que celle de l'avenir d'un peuple ».

Lévesque a aussi tenu à dissiper l'impression d'une animosité personnelle entre les deux hommes : « Malgré une opposition fondamentale sur le plan politique et certains coups de Jarnac, il n'y a jamais eu de hargne personnelle. Sauf à certaines occasions où t'as vraiment ton voyage (entendez l'épisode constitutionnel de 1981), j'ai toujours pu lui parler ». Du siège des Nations Unies où il était le représentant canadien, Gérard Pelletier faisait observer : « La décision n'a pas dû être facile à prendre, car s'il est une démarche plus difficile que d'entrer en politique, c'est d'en sortir » ⁵⁹⁴.

De la somme des réactions diverses que la nouvelle avait suscitées la dominante portait sur la singularité et la force de l'homme, et toutes étaient nuancées d'appréciations variables sur la qualité de l'oeuvre qu'il laissait. Deux témoignages, qui ressortaient parmi tant d'autres à l'occasion de la fausse sortie de cinq ans auparavant, furent renouvelés cette fois-ci. De Claude Ryan : « La richesse de la personnalité de M. Trudeau m'est souvent apparue plus grande dans ses manifestations privées que dans ses manifestations publiques. Ce n'est pas peu dire quand on sait que la personnalité publique de M. Trudeau a dominé la scène politique canadienne pendant plus de vingt ans ». Claude Morin ne craignait pas non plus, pour sa part, de faire état d'une « sorte d'admiration » pour Trudeau dans le passage suivant : « Cet homme, qui pouvait se le permettre, a bousculé pas mal de monde et d'idées. C'est peut-être pour cette raison, entre autres, que je ressens envers lui, moi qui déteste heurter qui que ce soit, une sorte d'admiration que n'admettront pas nécessairement mes amis souverainistes, ni mes adversaires libéraux. L'attaque frontale est une façon comme une autre de diriger les affaires de l'État. Elle n'est pas automatiquement répréhensible, mais elle exacerbe

⁵⁹⁴ Les citations qui précèdent sont de différents journaux du 1 mars 1984.

les antagonismes » ⁵⁹⁵. Ainsi parlait, en sérénité, le grand vaincu du référendum dont il avait été, selon le lieu commun des journalistes, « le père ».

Aux Communes quelques jours plus tard, après une bonne blague sur le caractère définitif de cette décision ⁵⁹⁶, le chef de l'opposition, Brian Mulroney, rappela qu'à son entrée en chambre il avait déclaré voir dans le premier ministre « un personnage d'action et de classe » et qu'il ne voyait pas de raison d'avoir changé d'idée depuis. Quant à lui, il n'aurait pas voté pour le premier ministre, mais il ne condamnait pas non plus ceux qui l'avaient fait. « Pour nous du Québec, précisait-il, ce moment est important puisqu'il nous permet de souligner qu'il a accru la présence des francophones et qu'il a défendu, avec vigueur et émotion, le principe d'un Canada bilingue. Cet héritage sera sauvegardé par ses successeurs », s'y incluant lui-même.

Joseph Clark, en sa qualité d'ex-vainqueur et d'ex-vaincu, salua le premier ministre comme étant un « formidable adversaire et un homme d'une force extraordinaire ». Le doyen parlementaire Stanley Knowles, du groupe néo-démocrate, déclara que « ce qui caractérisera le premier ministre Trudeau, c'est qu'il aura eu à surmonter de plus grandes difficultés que ses prédécesseurs » (Saint-Laurent et Pearson). Trudeau humait l'éloge avec grâce : « Il est très rare qu'un homme puisse être jugé par ses pairs d'une façon aussi généreuse. Je ne peux qu'exprimer ma gratitude pour les propos que je viens d'entendre. Certains pourront servir à ma nécrologie, mais je puis vous assurer qu'ils ne serviront pas à ma résurrection » ⁵⁹⁷. Toujours l'instinct de la pirouette...

À l'automne précédent, Trudeau avait parlé, lui qui s'y connaissait, du « mystère de la résurrection » au sujet de Robert Bourassa. Lazare, toutefois, n'avait ressuscité qu'une seule fois et par l'effet de quelle puissance ! Avec Trudeau, sait-on jamais ? À la fin de sa biographie, Richard Gwyn écrivait ne pas devoir « s'étonner si on le voit rentrer par la fenêtre de la chambre à coucher, un demi-sourire énigmatique aux lèvres et une rose à la boutonnière » ⁵⁹⁸. De passage à son bureau deux jours après l'an-

⁵⁹⁵ Les textes de Claude Ryan et de Claude Morin dans *Le Devoir* du 2 mars 1984.

⁵⁹⁶ « Pendant que les prochaines semaines s'écouleront, et si le premier ministre n'est pas décidé de revenir, je deviendrai progressivement plus excessif dans mes compliments ; mais si la situation change, les paris ne tiennent plus ».

⁵⁹⁷ *La Presse*, le 6 mars 1984.

⁵⁹⁸ *Op. cit.*, p. 453. La blague d'un éventuel retour courait évidemment les couloirs d'Ottawa. « Once bitten, twice shy », disait le député conservateur John Crosbie, ancien ministre des Finances du gouvernement Clark, et dont le budget

nonce de sa décision, il répondait abruptement à un journaliste qui lui demandait s'il avait reconsidéré sa décision de partir que « c'était là vraiment une question plutôt stupide » ⁵⁹⁹. La blague trop facile, Trudeau ne l'avait pas trouvée très drôle.

À 64 ans, c'était tout de même une « jeunesse » qui partait, en bonne forme physique et sans l'opprobre d'une défaite. Pour ne pas s'attarder à l'exemple contemporain des septuagénaires Reagan et Tchernenko, ses prédécesseurs libéraux avaient quitté alors qu'ils étaient bien plus âgés ; Laurier, battu à 69 ans, restera chef de l'opposition jusqu'à sa mort à 77 ans ; la moyenne d'âge de la retraite de King, Saint-Laurent, Pearson se situe à 73 ans. Trudeau a devant lui les chances d'une longue retraite ou, mieux, d'une autre carrière active : à l'université, comme mémorialiste ou écrivain politique, dans l'administration internationale ⁶⁰⁰ ?

L'opinion l'avait déjà consacré comme l'un des meilleurs premiers ministres que le Canada ait connus ⁶⁰¹. Au tréfonds de lui-même, pourquoi partait-il ? Les raisons qu'il avait évoquées lors de la première retraite valaient à fortiori cinq ans plus tard ⁶⁰². Qu'il soit resté en fonction deux ans après la signature de l'acte constitutionnel de 1982, épuisant la durée décente d'un mandat parlementaire pour permettre l'élection d'un successeur, laisserait croire qu'il a bien songé à rester pour affronter une autre fois l'électorat. Les conséquences d'une défaite électorale prévisible auraient entamé sa gloire personnelle encore presque intacte, mais auraient aussi consacré la division d'un Canada à la hauteur de Lakehead : cette perspective, il l'aurait supportée encore plus mal que la première. Quoi qu'il ait pu faire pendant quelques autres an-

avait été la cause de la défaite de ce gouvernement aux Communes le 13 décembre 1983. Quant à Peter Worthington, ancien journaliste et futur candidat conservateur dans Broadview Greenwood, il déclarait dans une émission de télévision : « He ain't dead yet. I'd like te, see some garlic hung around the Prime Minister's Office to make sure he can't get back in » (*The Gazette*, le 2 mars 1984).

⁵⁹⁹ *Le Soleil*, le 3 mars 1984.

⁶⁰⁰ Ce sera plutôt - ce à quoi personne n'avait songé - dans une carrière d'avocat-conseil d'une importante étude juridique de Montréal à partir de la fin septembre 1984. Si tôt, Trudeau avait déjà commencé à s'ennuyer...

⁶⁰¹ D'après un sondage Gallup publié dans *The Gazette* du 24 mai 1984, 49% des Canadiens interrogés trouvaient que c'était un des meilleurs premiers ministres que le Canada ait eus contre 13% qui émettaient l'avis que c'était un des pires. La faveur trudeauiste était naturellement la plus forte au Québec avec 73% des interrogés, et, non moins naturellement, la plus faible se trouvait dans les provinces des Prairies avec 23%.

⁶⁰² Voir le chapitre VII.

nées, les *Westerners* ne le verront toujours que comme *Mister Central Canada*. Les Québécois, pour une raison tout inverse, peuvent le comprendre, quelles que soient leurs opinions sur l'homme et son oeuvre politique.

Ainsi était annoncée, en cette date du 29 février 1984, la fin de l'une des plus brillantes carrières de premier ministre canadien. Le succès en avait été à tous égards marquant, paradoxal, répété, presque provocant et, même, quelque peu irritant - comme l'est tout succès, ? Et comme l'était bien un peu, aussi, le personnage ?

Et l'ami René Lévesque, son doyen de carrière de cinq années, ne partait pas. Ne partirait pas de sitôt... ?

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre X

René Lévesque (1980-2007) vers la retraite du général en chef

I

[Retour à la table des matières](#)

Le franc-tireur libéral de l'époque 1960 à 1967 avait fini, en 1968, par se donner sa propre armée. Ce nouveau général d'armée avait réussi huit ans plus tard, le 15 novembre 1976, à occuper victorieusement sa propre capitale : position nécessaire et stratégiquement privilégiée pour mener la lutte constitutionnelle contre l'autre capitale. Finalement, par l'engagement décisif d'une seule journée, celle du 20 mai 1980, il avait perdu cet avantage mais, conviendrait-il de dire, « avec les honneurs de la guerre ».

Ce chapitre ne se limite pas à mentionner les batailles d'arrière-garde ou les manœuvres de repli auxquelles la défaite référendaire allait désormais contraindre. Il fera aussi le rappel de tout autres luttes, sur des terrains pas uniquement, ni même principalement, constitutionnels. L'ère post-référendaire se présente comme celle d'une récupération fort pénible, mais marquée assez tôt par l'éclatant et paradoxal retour en force du 13 avril 1981. Cette reconduction du pouvoir péquiste pour un autre mandat lui permettra de se défendre courageusement devant la contre-offensive constitutionnelle fédérale d'abord, puis de faire face à des défis encore plus pressants sur le terrain, plus mouvant peut-être, de la crise socio-économique persistante. L'intitulé du présent chapitre ne pouvant signaler de terme chronologique, on tentera de

suivre le plus loin possible l'actualité en évoquant les dernières déterminations d'un destin politique personnel dont on a dit, peut-être trop tôt, qu'il s'achevait.

René Lévesque avait souvent joué de sa démission éventuelle comme ministre libéral pendant six ans, animateur du MSA durant six mois et, depuis seize ans, comme président-fondateur du PQ. Mais il n'est toutefois pas un homme enclin à la démission de principe comme sanction publique de l'échec de grands projets contrariés par le verdict populaire. À l'automne 1967, il avait déclaré ne pas se sentir obligé de quitter le Parti libéral pour peu que celui-ci lui donne l'occasion de faire discuter librement son « option ». Avant le référendum sur la « nouvelle entente », il avait plus d'une fois affirmé qu'il ne mettrait pas un terme à son gouvernement si le résultat de la grande consultation populaire était négatif - au grand scandale, intéressé mais sincère, du premier ministre du Canada. En ces récentes années, René Lévesque poussera à son maximum d'intensité dramatique ces « transactions » entre le chef de parti et ses adhérents lors du fameux référendum-maison du début de 1982 pour casser les déviations doctrinales du huitième congrès péquiste de décembre 1981. Mais dans la suite, la situation de plus en plus difficilement contrôlable, contrôlera plutôt son contrôleur.

Bref, ce chef de parti, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition, a la transaction dure avec ses propres partisans mais nullement la démission facile avec le public qui ne le suit pas dans ses grands desseins politiques. Comme l'ami Trudeau, il aurait pu dire : « Je ne suis pas un lâcheur ». Il *tient* toujours après 25 ans.

Il conviendrait de distinguer l'homme et la situation, mais ce serait pour ajouter aussitôt que l'homme est également *dans* la situation et qu'il continue à en occuper le plus grand espace. Toutefois, dans cette époque plus récente de l'après-référendum, la situation objective est devenue clairement plus forte que l'homme, ou que son potentiel pour la changer. Cette « figure de proue tragique » ⁶⁰³, aux traits profondément ravinés par la déception cuisante et le surmenage, va paraître davantage ballottée ou conditionnée que conditionnante dans le cours des choses à venir. Le référendum, qui devait préluder à ces « lendemains qui chantent », produisit tout l'effet contraire. Et, le temps pour les indépendantistes de marquer durement le coup, ils s'en remirent d'autant moins facilement que la contre-offensive fédérale triompha presque sur toute la ligne, sans gloire certes mais néanmoins avec efficacité. Vinrent ensuite les difficultés économiques croissantes qui enrobèrent le désenchantement politico-

⁶⁰³ *Le Soleil*, le 6 septembre 1980.

constitutionnel de cette espèce de *poisse* produisant des effets de « morosité » pour employer un terme plus convenable.

Le référendum n'est pas que le point de départ chronologique de ce chapitre, mais il constitue la grande rupture dans l'histoire à raconter : « *avant, après* le référendum... », c'est comme si l'on signalait l'écart d'une crevasse. On peut présumer que ceux qui en prirent l'initiative avaient le pressentiment d'un risque très hasardeux, comme l'est celui de toute partie à un seul coup ⁶⁰⁴. Mais le risque à courir n'était pas celui d'une chance sur deux. Le lancement de l'opération nécessitait que soient assumées par avance les conséquences, inévitablement fort gênantes, d'un référendum perdu qui ne serait pas gagné.

Le second grand joueur avait en main, dans l'autre capitale, les éléments d'une mise décisive pour une tout autre partie - et il allait copieusement la jouer jusqu'au bout ! La fausseté de l'attitude des péquistes dans la période subséquente va consister à s'efforcer de se faire croire que l'indépendance, parce que toujours pensable ou souhaitable même, reste possible. Ou encore que c'était le recours technique au référendum, ou l'accouplement de l'association à la souveraineté, ou la demande du simple mandat à négocier, ou la stratégie de « l'étapisme », etc., qu'on devait considérer comme mauvais moyens, et qu'il fallait maintenant prohiber tout cela ! Étrange aberration volontaire que de postuler que, le moins ayant été refusé, c'est maintenant le plus qui doit devenir possible, qui s'impose...

Le Parti québécois n'a certes pas inventé le masochisme partisan ; il ne l'est probablement pas plus que la moyenne des partis idéologiques où il se classe. Mais pour ce qui est d'être publiquement bavard sur ses déchirantes introspections, de les transmuter en « questions » pressantes ⁶⁰⁵, avec des manifestes conséquents produisant

⁶⁰⁴ « C'est une occasion extraordinaire, une chance qui ne passera qu'une fois », avait dit le nouveau premier ministre peu après la victoire de novembre 1976 (*Le Soleil*, le 18 janvier 1977).

⁶⁰⁵ « On aura rarement vu un parti politique aussi à l'aise dans les questions : la question référendaire, la question économique, la question régionale, nationale, de l'indépendance, des femmes. Tous les 47 jours, le Parti québécois semble avoir le besoin de s'enfoncer dans de grandes questions existentielles. Le scénario est tellement connu qu'il tient maintenant du folklore (...). Une fois le coup d'envoi donné, tous les ministres emboîtent le pas et tentent de se placer selon l'un ou l'autre de ces axes idéologiques dont le PQ a ample provision : l'axe gauche-droite, social-politique, étapiste-jusqu'au boutiste, féministe-chauviniste, public-privé,

plutôt l'effet de les formaliser que de des éclairer, le Parti québécois, vraiment, est devenu un grand champion dans le genre et présente, en tout cas, un spectacle qui n'a jamais eu de précédent dans notre milieu.

On parle parfois à son sujet de « parti d'intellectuels » ; il faudrait plutôt dire que c'est un *parti intellectuel*, faisant mieux ressortir les difficiles compatibilités entre le substantiel et le qualificatif. Il n'épargne rien de ses éprouvantes intellectualités à l'opinion, qui ne s'étonne plus d'une recherche interminable. En l'après-référendum, la réflexion s'est faite plus laborieuse encore, allant jusqu'à l'angoisse de l'automne 1984. La question était pourtant tout ce qu'il y a de plus pratique et immédiat : comment faire survivre un parti, son idée, au-delà du temps dévolu à un gouvernement en mandat parlementaire de quatre ou cinq années ?

L'homme politique René Lévesque, dont toute la carrière a été propulsée par les cahotements de ses propres contradictions, vit, avec plus d'intensité que quiconque dans le parti, toutes les contradictions de la situation objective ; et non seulement parce qu'elles remontent à lui comme chef responsable des solutions à trouver au moins en la forme d'accommodements viables, mais aussi parce qu'il en fut cause, véhicule, amplificateur et propagateur. Après un quart de siècle de sur-activité politique à des niveaux supérieurs, cet homme traîne beaucoup de lassitude apparente, qu'il confesse parfois en toute franchise. Mais les moments où il semble le plus accablé ⁶⁰⁶ ne sont pas ceux où ses adversaires l'emportent contre lui ou marquent des points contre ses politiques, mais plutôt ceux où de ses propres partisans adoptent des positions qu'il ne peut soutenir et qu'il lui faut contrer. En réflexe contre des « coups » d'adversaires officiels, il deviendra tendu ou furieux, agressif ou même provocant pour une prochaine ronde, mais jamais ne paraîtra accablé...

Il n'a pas besoin qu'on lui « fasse de dessin » pour se rendre compte que le parti est en mauvais état, que le gouvernement se trouve en deçà de ses promesses ou de ses virtualités, que l'un et l'autre ont à affronter un avenir lourdement hypothéqué. Et puis, il y a ces messieurs des médias, avec leur tact si coutumier qu'ils n'ont pas à justifier professionnellement, pour lui rappeler avec bienveillance qu'une longue carrière, maintenant déclinante, doit finir par s'achever. Il n'esquive plus la question,

Québec-Montréal, anciens-nouveaux, régions-centre » (Daniel Latouche, « Oublier les questions... mais trouver les réponses », *Le Devoir*, le 8 février 1984).

⁶⁰⁶ La tête entre les deux mains, les deux coudes sur les genoux...

admettant qu'il en est bien conscient, mais renvoie la décision de son départ à un plus tard d'indétermination ⁶⁰⁷. Le 13 avril 1981 avait effacé la cruelle déception du 20 mai 1980. Il répète sans relâche qu'il sera à la première ligne du combat lors du prochain affrontement électoral.

Dans le même temps, Trudeau avait, lui aussi, effeuillé la marguerite : « Je pars... ; je ne pars pas... ; je pars... » Version affective de la même ronde : « On m'aime encore... ; on ne m'aime pas assez... ; on m'aime encore... » Depuis le 29 février 1984, les paris sont fermés sur le point de savoir lequel des deux, Trudeau ou Lévesque, partirait le premier. Les nouveaux paris sont : Trudeau étant parti, Lévesque y trouvera-t-il une raison (entre autres !) de persister ou de partir à son tour ? Il ne faudrait toutefois pas prendre trop à la lettre cette gageure sur les destins interreliés des deux héros de ce livre. L'élément déterminant dans la vie de René Lévesque reste... René Lévesque, tout comme le personnage important dans la vie de Pierre Elliott Trudeau a toujours été... Pierre Elliott Trudeau !

II

Sur les indépendantistes, la poussière de l'après-référendum tomba longtemps, grise ou noire selon l'intensité de leurs convictions. La contre-offensive, brusquée et pressante, du premier ministre Trudeau pour le rapatriement et la réforme constitutionnelle occupa tout de suite la situation politique, comme un deuxième acte s'aboutait naturellement au premier. Après le référendum, des éditorialistes enjoignèrent d'abord

⁶⁰⁷ « Réflexion faite, je pense que cela fait partie d'un devoir d'État (sic) de continuer jusqu'au prochain congrès régulier du parti alors que la question se posera à nouveau » disait René Lévesque à l'Assemblée nationale le 12 juin 1980 (*Le Devoir*, le 13 juin 1980). À ses militants réunis au Congrès national spécial, il déclarait quelques jours plus tard : « J'ai le goût enragé de me battre pour rester au pouvoir parce que nous constituons toujours la meilleure option pour le Québec (...). S'il y en a qui n'ont pas le goût de se battre pour garder le pouvoir, qu'ils viennent me voir, on va se le transmettre » (*La Presse*, le 16 juin 1980). Avant l'ouverture de la session, à l'automne de la même année, il faisait à des journalistes cette confidence choc : « Si on a le goût du Québec, il faut aussi avoir le goût du pouvoir. Sinon, nous sommes des « faiseurs » » (*Le Soleil*, le 5 novembre 1980).

les péquistes de maintenir leur option tout en devant marquer stoïquement le coup. On vit naître tout un fourmillement de mouvements de pression idéologiques pour relancer l'idée souverainiste et stimuler les leaders péquistes ⁶⁰⁸. Les pages-dossiers des journaux furent inondées d'analyses et même de diatribes au sujet de la belle chance historique perdue ce 20 mai 1980. Puis vinrent les grandes vacances et des préoccupations *d'engagements plus* saisonniers permettant de panser les plaies vives...

À l'été 1980, le gouvernement et les instances du parti avaient à décider du moment et du type d'élections générales qui ne sauraient plus tarder. Le moment : la fin de l'automne marquait l'écoulement du mandat coutumier de quatre ans. On semblait se résigner à la tenue d'élections avant les neiges. À la mi-juin, René Lévesque incitait les militants à se préparer pour l'automne afin de « se battre pour rester au pouvoir » ⁶⁰⁹ et de toute façon, « c'est marqué pressé » ⁶¹⁰. Claude Ryan et ses libéraux soutenaient que les péquistes ne sauraient décemment rester au pouvoir plus longtemps. En une conjoncture aussi nouvelle, quelle portée auraient ces élections, attendu que ce parti ne fait rien comme les autres, surtout pas les élections ? Début juillet 1980, on se mit à parler d'« élections référendaires », ce qui pouvait s'entendre en plus d'une formule. Cette définition n'est, du reste, pas encore mise au point au moment d'écrire ces lignes en septembre 1984 : c'est dire...

En août 1980 un comité spécial du parti est chargé d'émettre ses recommandations. On n'étudie pas une telle question sans avoir à se prononcer sur la doctrine (la souveraineté-association), ainsi que sur la stratégie (l'étapisme). Le recours à un second référendum est honni dans de larges couches de militants, comptant parmi les plus fervents, qui proclament en outre la fin de l'étapisme. Le premier ministre laisse entendre qu'on pourrait s'en remettre à une version modifiée de la souveraineté-association, l'essentiel étant que le Québec obtienne tous les pouvoirs nécessaires à son développement ⁶¹¹. Il n'est jusqu'à Jacques Parizeau qui parle de mettre entre

⁶⁰⁸ Il ne reste plus guère que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Par la voix de son président Gilles Rhéaume, à maintenir le flambeau.

⁶⁰⁹ *Le Devoir*, le 16 juillet 1980.

⁶¹⁰ « Il peut nous rester 3 ou 4 mois ou un an, si c'est en 1981. Dans les deux cas, c'est marqué pressé ! » disait-il à son allocution d'ouverture du Conseil national de juin (*Le Soleil*, le 16 juin 1980).

⁶¹¹ Lors d'une entrevue téléphonique au début du mois d'août : « Cela peut-il arriver au moyen de réformes du système fédéral ? Je suis dans l'obligation de le sou-

parenthèses la souveraineté-association et de proposer « un programme de gouvernement provincial » ⁶¹² si les élections ont eu lieu à l'automne. Mais pourquoi des élections à l'automne, nécessairement ? Trudeau n'a-t-il pas poussé à la limite constitutionnelle son dernier mandat de 1974 à 1979 ? Autre raison bien plus impérative : ce n'est surtout pas le temps, alors qu'il mène « sa » réforme à un rythme infernal, de laisser le siège du Québec vacant pendant les plus importantes négociations constitutionnelles qui aient jamais eu lieu.

René Lévesque semble avoir hésité longtemps sur le moment du scrutin. On en trait déjà dans l'automne lorsqu'il annonçait que « la décision n'est pas prise » ⁶¹³ et qu'elle ne le sera qu'au Conseil national élargi du parti des 3, 4 et 5 octobre. Mais il était déjà presque acquis que, si la souveraineté-association demeurait l'objectif fondamental du parti et du gouvernement, il restait possible qu'on n'en fasse pas l'enjeu de la prochaine lutte électorale. C'est bien ce qui fut approuvé à la rencontre du début d'octobre : mais primait, par-dessus tout, la décision bien arrêtée de ne pas tenir de référendum en cours de ce nouveau mandat. Feu le référendum, feu l'étapisme.... et surtout sans couronnes de fleurs.

La tenue des élections générales était renvoyée à plus tard sans plus de précision ; on tiendra les partielles qui ne peuvent plus attendre. « Pouvoir oblige » et tout le monde se sent soulagé. Une fois de plus, le premier ministre et chef du parti obtenait un chèque en blanc. L'avis des gros canons du gouvernement (Bédard, Charron, Claude Morin, Parizeau) avait pesé lourd sur la décision du premier ministre, d'abord réticent. On repartait donc avec confiance sous la bannière du « bon gouvernement », d'autant qu'un récent sondage de l'IQOP venait de signaler une légère remontée dans la popularité du parti gouvernemental.

Le discours inaugural du début de novembre était axé sur la question constitutionnelle ; on nourrissait l'espoir de faire une session de l'unité avec les libéraux dont le chef Ryan ne prisait pas du tout, pour sa part, la façon dont le premier ministre Trudeau menait la réforme constitutionnelle. Le premier ministre Lévesque se résolut enfin à un remaniement ministériel, que beaucoup de monde, de tous côtés, lui réclamait. Claude Ryan, ayant caractérisé le report des élections générales comme de

haïr, car la population s'est prononcée en faveur de cette option » (*La Presse*, le 4 août 1980).

⁶¹² Entrevue avec Jean-Claude Picard du *Devoir* (le 14 août 1980).

⁶¹³ *Le Soleil*, le 22 septembre 1980.

« l'opportunisme le plus crasse » qui « respire la peur et le faux-fuyant » ⁶¹⁴, pouvait voir dans les quatre élections partielles, toutes remportées par les libéraux, la confirmation de ses dires. Pour les péquistes, ce n'était qu'un épisode de plus dans leur « série noire », continue jusqu'à ce jour de défaites aux élections partielles.

Au tournant de l'année, le gouvernement danse encore sa valse-hésitation sur le moment de la tenue des élections. Le « nerf de la guerre » n'allait toutefois pas manquer aux deux formations : leur campagne de souscription avait donné un prélèvement de fonds presque égal : environ \$3 millions et un tiers chacune. Les élections générales sont finalement annoncées pour le 13 avril 1981, soit onze mois après le désastreux référendum. Et les péquistes allaient gagner aussi décisivement les élections, qu'ils craignaient de perdre, qu'ils perdirent le référendum, qu'ils espéraient, envers et contre tout, gagner.

Étranges élections que celles du 13 avril 1981 : bizarre campagne et, de quelque côté qu'on les considère, résultats paradoxaux. Non seulement les péquistes l'emportèrent-ils, mais ils obtinrent deux fois plus de sièges que les libéraux (80 contre 42) avec une majorité en voix de seulement 3%, soit la plus faible depuis les élections de la période duplessiste. Les tiers-partis furent écrabouillés, n'obtenant pas 5% de voix, ce qui était également nouveau depuis une vingtaine d'années. Dernier appelé aux soins intensifs de l'Union nationale, Roch La Salle retournera au fédéral cultiver la faveur régionale qui continuera de lui être indéfectible sous Mulroney. Mais, en remportant 49% des suffrages contre les 46% des libéraux, le Parti québécois obtenait le plus haut score de tous les tests électoraux auxquels il s'était livré depuis sa fondation : 1970, 23% ; 1973, 30% ; 1976, 41% (presque autant au référendum de 1980, 40%). Cette performance, déjà remarquable par sa progression continue, le devient encore plus si l'on considère qu'elle fut acquise tout le temps sans une contribution notable de voix du bloc anglophone.

Dans la recherche du facteur explicatif dominant d'un résultat électoral, il faut toujours se garder de tomber dans le simplisme du facteur unique. Ainsi en l'occurrence, la popularité fortement inverse des deux chefs serait cette explication dominante ⁶¹⁵, encore qu'il conviendrait de ne pas oublier la double situation conjoncturelle : la très rapide dépoliarisation post-référendaire effritant les blocs du Oui et du Non, et

⁶¹⁴ *La Presse*, le 17 octobre 1980.

⁶¹⁵ Selon l'analyste Maurice Pinard, dans *Le Soleil*, le 15 avril 1981.

le haut indice de satisfaction générale dont, en « politique intérieure », jouissait le gouvernement péquiste depuis 1977.

Un autre facteur, également général, était celui de la lutte constitutionnelle engagée avec Ottawa : le gouvernement péquiste, forcé de n'être pas « souverainiste » depuis le mai précédent, avait aussi été perçu comme le meilleur chien de garde des droits « fédéralistes » du Québec. Et peut-être faudrait-il dire qu'en moins d'un an, les Québécois n'avaient fait que confirmer, une fois de plus, leur réputation d'astucieux Normands en politique ! Ils continuaient à prendre le meilleur de deux mondes, le fédéraliste et l'autonomiste. Les résultats des consultations de 1980 et 1981 n'étaient pas à verser au compte de l'illogisme ou de l'instabilité, mais faisaient plutôt la preuve d'une capacité de mobilité adaptative aux circonstances changeantes.

Le reste de l'explication est à rechercher dans l'action et l'image contrastantes des deux chefs. Tandis que Claude Ryan semblait vouloir s'obstiner à mener une seconde fois la bataille (la référendaire) qu'il avait déjà gagnée, montrant le pouvoir péquiste comme une espèce de plaie d'Égypte s'abattant sur le Québec depuis 1976, René Lévesque, cette machine humaine vibratoire de passion, dégageait, lui, une image de sérénité active, semblant dire : « Vous ne voulez pas de la souveraineté ? On ne va pas vous y charrier. Vous voulez un gouvernement solide, capable de résister aux offensives d'Ottawa ? C'est toujours nous, votre meilleure équipe ». La situation devenait globalement paradoxale : c'est le leader, porteur d'une inquiétude fondamentale avec son programme, intouché, de chambardements de régime, qui rassurait ; et son opposant, chef du parti garant de la permanence du régime à améliorer devenait celui qui inquiétait.

À l'âge électronique, on a tendance à exagérer la portée de l'image vidéogénique des leaders. Outre que René Lévesque n'a jamais été candidat à un concours de beauté ou d'élégance masculine, le physique ingrat de Claude Ryan, qui « ne passe pas l'écran », n'expliquerait pas à lui seul ses malheurs politiques. La *substance* ne se dissocie jamais complètement de *l'image*, contrairement à ce que l'ex-directeur du *Devoir* soutenait pour privilégier, de façon intéressée pour lui-même, la première sur la seconde. C'est la substance derrière l'image qui ne rassurait guère chez lui. La bataille du référendum tenait dans le choc de deux idées incompatibles, mettant leurs promoteurs au second plan ; la désignation d'un premier ministre est, par ailleurs, un choix hautement personnalisé.

L'abus de l'interpellation accusatrice et du ton vindicteur produit de l'antipathie, est susceptible d'entraîner tout au moins un rendement négatif ⁶¹⁶. Tirer une espèce de coquetterie de la rugosité de son personnage devient de la séduction inversée qu'on ne peut se permettre en campagne électorale. L'image n'a pas à être belle ou raisonnable si elle manifeste de la substance positive. Le politicien Ryan, qui s'était plaqué - par moindre effort ? - une espèce d'anti-image rébarbative, avait joué pendant la campagne en dessous de l'homme et de sa valeur réelle. C'était devenu son problème de substance. Malgré ce qui vient d'être dit, il sera fait un sort injuste à cet homme par ses propres partisans ⁶¹⁷. Il convient aussi d'ajouter qu'il a été bon perdant au soir du 13 avril 1981, celui qui avait été si mauvais gagnant à la fin de la soirée du 20 mai 1980.

Pendant la campagne, des observateurs avaient relevé chez les libéraux des insuffisances de marketing électoral, des maladresses de propagande et même des erreurs de programme. Le temps ne leur avait pourtant pas manqué pour mettre à point leur machinerie électorale. À leur décharge, et à celle de leur chef, il faut encore convenir qu'en pareille conjoncture constitutionnelle ils se voyaient contraints à marcher sur une corde raide, tandis que les péquistes se trouvaient, eux, en juste position de défensive à l'intérieur même du cadre fédéraliste. L'oppression du choix référendaire étant passée, les électeurs québécois avaient comme regagné leur pleine liberté d'exprimer leur préférence pour celui des deux chefs qui, selon la formule usuelle des sondages, leur paraissait « le plus apte à devenir premier ministre ».

Plus que toutes les campagnes depuis une vingtaine d'années, celle du printemps 1981 se ramenait à un concours de popularité ou plutôt de confiance entre deux personnalités antinomiques. La faveur des Québécois alla en plus grand nombre du côté de celui qu'ils connaissaient depuis longtemps que vers le nouvel arrivé, dont les certitudes qu'il assénait ne les rassuraient pas. Enfin, ces considérations analytiques ne doivent pas faire oublier ce fait sur lequel on a insisté au début, soit la faible marge de majorité (de 3%) des votes en faveur du Parti québécois. Ce qui revient aussi à rappor-

⁶¹⁶ « It was not charisma he was lacking, but magnanimity, generosity, respect ; it was statesmanship. He was always so negative and so mean in his comments and attitudes that he could not generate, even among supporters, the admiration a leader must generate if he is to succeed » (Robert Decary, *Globe and Mail*, le 15 avril 1981).

⁶¹⁷ Ce qu'on retrouvera au chapitre XII.

ler que les libéraux et leur chef n'étaient pas, malgré tout, si « impopulaires » à l'échelle de la population du Québec.

Étant confirmés au pouvoir, les péquistes pouvaient se considérer comme vengés de l'échec référendaire et auraient, virtuellement, une nouvelle chance de faire passer leur option. René Lévesque tenait bien en main et le parti et le gouvernement, ce qui n'empêchait pas la persistance des tiraillements, maintenant classiques, entre les deux. Mais l'équipe gouvernementale héritait aussi des difficultés de la situation économique qui allaient s'aggraver considérablement et entraîner des politiques impopulaires comme celle des coupures budgétaires. Parfois un ministre ⁶¹⁸, puis un comité de onze députés allaient protester contre cette politique de contraction dans le domaine de l'éducation et des affaires sociales. Certaines réunions du caucus péquiste devenaient assez agitées. Le droit de grève dans le secteur public était une autre de ces patates chaudes que le gouvernement avait laissées sur la cuisinière avant de se lancer en campagne !

Le premier ministre s'impatiait. Il éclata devant le Conseil national du parti, dont il dit trouver les réunions ennuyantes tant les membres s'occupaient de questions administratives plutôt que des questions fondamentales : « Quand le parti se jette dans l'épluchage des politiques gouvernementales, ça devient presque de l'absurdité ». Les questions fondamentales, c'est évidemment la constitution et l'option du parti : « Notre option a du bon sens malgré l'évolution malaisée qu'elle a subie, je suis sûr qu'un jour on va y arriver » ⁶¹⁹. C'est ce à quoi devraient s'occuper les militants péquistes plutôt que de se restreindre au rôle de chien de garde qui grogne. Et « pour l'amour du ciel, s'exclamait-il, évitez cette damnée manie des scénarios d'accession à la souveraineté et des échéanciers, cette espèce de besoin tordu d'avoir une police d'assurance » ⁶²⁰. Non, l'option de la souveraineté-association n'a pas été mise en veilleuse, c'est la technique du référendum qui l'a été. La fameuse crainte de la « dilution » de l'indépendance refaisait surface avec le début d'un nouveau mandat tout neuf pour le gouvernement.

Et les questions continuaient à répétition sur le même thème : des élections référendaires ou pas, et si oui comme si non, un référendum à posteriori ou de ratifica-

⁶¹⁸ Le ministre Camille Laurin le premier, quelque trois semaines après le scrutin.

⁶¹⁹ *La Presse*, le 15 juin 1981.

⁶²⁰ *Le Soleil*, le 15 juin 1981.

tion ? Ou une consultation double avec deux bulletins de vote distincts : un sur le statut constitutionnel et un autre pour choisir le gouvernement ? Personne ne s'y retrouvait dans ce qui n'était plus qu'une foire aux opinions et non pas une politique en voie d'être arrêtée. En août, à l'issue d'une réunion de l'Exécutif national du parti, le premier ministre demande une fois de plus qu'on cesse de parler d'« élections référendaires ». La formule est, en effet, contradictoire. Par ailleurs, après qu'on ait jonglé, semble-t-il, à des mesures audacieuses comme des élections anticipées pour contrer l'offensive constitutionnelle d'Ottawa ou même à une législation sur le droit à l'autodétermination, le gouvernement va continuer à gouverner *as usual*. Du reste, les autres problèmes ne manquent pas. Et les instances du parti de continuer à produire des manifestes dont la partie propositionnelle s'efforce de concilier la pureté doctrinale avec les conjonctures et aléas imprévisibles ⁶²¹.

Mais à ce jeu de brasse-doctrine, c'est le trait d'union entre la souveraineté-association qui finit par sauter comme on le vit lors d'une réunion du Conseil national du parti en novembre. Il ne s'agit plus que de souveraineté, et si l'offre d'association est toujours sur la table, c'est pour rester « rationnel » et « civilisé ». Faisant montre d'une mémoire sélective, René Lévesque soutint le plus sérieusement du monde que, dans son esprit, il n'y avait pas de trait d'union entre les deux termes pour former un concept global, ce qui était en contradiction avec plusieurs de ses textes dont l'un particulièrement insistant et explicite en une circonstance solennelle ⁶²².

⁶²¹ Comme ce projet de manifeste élaboré par l'Exécutif national du parti à l'intention d'un prochain Conseil national devant se tenir à Jonquière à l'automne 1981. Ce texte fut rendu public quelques jours après le célèbre jugement de la Cours suprême sur la « légalité » du rapatriement unilatéral de la constitution. Le projet de manifeste proposait :

« a) que l'accession du Québec à la souveraineté se fasse par des moyens démocratiques avec l'accord majoritaire des Québécoises et Québécois ;

« b) que *sauf dans le cas où les circonstances viendraient précipiter les événements*, les prochaines élections générales portent principalement sur ce qui constitue ainsi la raison d'être première du Parti québécois ;

« c) qu'après en avoir reçu mandat par la population, le gouvernement du Québec invite le Canada à constituer une communauté économique dans le cadre général de la souveraineté-association ».

(Les italiques de l'auteur. *Le Soleil*, le 28 septembre 1981.)

⁶²² Devant l'Assemblée nationale le 10 octobre 1978. Voir le chapitre VIII, note (8).

Il s'agissait d'un amendement majeur et flagrant de la doctrine péquiste. « Nous sommes, constatait une éditorialiste, en présence du dépouillement souhaitable, d'une option dont il est enfin temps qu'elle soit présentée selon sa logique propre aux Québécois » ⁶²³. Mais à aucun moment il ne fut le moindrement question de poser un acte proprement révolutionnaire comme une déclaration unilatérale et inconditionnelle d'indépendance. C'eût été évidemment un acte, impensable, de félonie après avoir obtenu démocratiquement les deux mandats restrictifs des 15 novembre 1976 et 13 avril 1981.

III

Dans la réorientation du Parti québécois dans l'après-référendum, le pire était à venir, qui faillit prendre un tour tragique dans la destinée politique de René Lévesque. Cela se passait au VIII^e congrès du parti, tenu à Montréal au début de décembre 1981. Tout l'automne avait été particulièrement décevant pour le gouvernement et son chef, également président du parti, pour tous les péquistes non encore remis de la défaite référendaire, pour beaucoup de fédéralistes dont la plupart des députés libéraux du Québec et leur chef, enfin, pour ceux qu'à défaut d'un terme plus court on pourrait appeler l'élite politique du Québec : pour presque tout le monde ! À travers toutes sortes de soubresauts procéduraux, l'offensive constitutionnelle de Trudeau avait fini par l'emporter, laissant même hors du jeu, à l'heure décisive, le gouvernement du Québec ⁶²⁴.

⁶²³ Et « nous ne sommes pas en présence d'une simple feuille d'automne chutant d'elle-même, et sans conséquence, vers l'oubli » (Lise Bissonnette, « Feu le trait d'union », *Le Devoir*, le 16 novembre 1981).

⁶²⁴ Rappelons cette chronologie sommaire :

1. Dans la foulée du référendum du 20 mai 1980, convocation d'une conférence des premiers ministres par le premier ministre du Canada qui soumet un plan en 12 points à ses homologues.
2. Un comité des ministres des onze gouvernements poursuit des discussions tout l'été avec très peu de succès.
3. Échec de la conférence des premiers ministres au début de septembre, qui aboutit à une impasse par suite d'un désaccord généralisé sur les 12 points.

Un tel résultat n'était pas imprévisible dans cette longue lutte que le gouvernement péquiste avait engagée contre tous les pouvoirs au Canada et les autres pouvoirs au Québec, dont principalement le PLQ. L'accord avec sept autres provinces, conclue avec la hâte que le soulagement commande trois jours à peine après les élections du 13 avril, était d'une nature très circonstancielle et ne pouvait donner naissance qu'à une coalition friable parce qu'équivoque en son principe. À point nommé, c'est-à-dire lorsque les pouvoirs provinciaux « fédéralistes » n'auraient plus d'intérêt paritaire à soutenir, à l'intérieur de leur coalition provisoire, la province hier dissidente et toujours récalcitrante, il était prévisible qu'ils la laisseraient tomber pour bâcler une entente commune.

Et c'est bien ce qui se produisit, une certaine nuit, entre trois larrons ministériels en une arrière-cuisine ⁶²⁵. « La manière » était spécialement dure à supporter par les représentants du Québec, mais le résultat parut encore plus objectivement odieux. Loin de voir ses pouvoirs augmentés, ni même confirmés en l'état, le Québec se retrouvait avec des compétences diminuées en quelques points particulièrement sensibles comme le statut juridique de la langue et la réglementation de la mobilité de la main d'oeuvre.

4. Déposition à Ottawa d'une Résolution demandant au Parlement du Royaume-Uni de prendre des dispositions pour « rapatrier » au Canada sa propre constitution (le texte comprenait une charte des droits, une formule d'amendement et la proclamation du principe de la péréquation).

5. Audiences d'un Comité mixte spécial (Sénat et Communes) et débats dans les deux chambres à l'hiver 1981 : modifications apportées au texte de la résolution.

6. Réélection du Parti québécois le 13 avril 1981 et constitution d'un front commun de huit provinces pour lutter contre le projet constitutionnel fédéral. Contestation par des provinces de la légalité de la Résolution devant la Cour suprême.

7. Jugement de la Cour suprême, à la fin septembre, reconnaissant au Parlement canadien la « légalité » de la démarche unilatérale, malgré l'existence de « conventions » exigeant un degré appréciable de consentement des provinces.

8. Nouvelle conférence des premiers ministres au début de novembre 1981, menant à l'accord du 5 novembre, que le Québec, isolé et ayant le sentiment d'avoir été trahi, refuse de signer.

⁶²⁵ Les ministres Jean Chrétien du gouvernement libéral, Roy Romanow de celui de la Saskatchewan et Roy McMurtry de l'Ontario. Le journaliste Michel Vastel a fait un « récit historique », de jour en jour et d'heure en heure, de la conférence de novembre et de la célèbre nuit du 5 novembre 1981 dans *L'Actualité* de janvier 1982. L'interprétation de cette affaire a donné lieu à plusieurs versions dont celles des ministres Claude Morin et Roy Romanow polémiquant dans les journaux.

Ce n'était pas un accord contre le Québec, mais sans le Québec, ou plutôt en en faisant fi : procédé encore moins tolérable ⁶²⁶ ! Les représentants du Québec trouvaient spécialement pénible à supporter cette présomption de mauvaise foi par les autres négociateurs, eux (Claude Morin en tête) qui avaient dû jouer, contraints mais de bonne foi, l'hypothèse fédéraliste. Les dirigeants péquistes du Québec explosèrent littéralement. Ce n'était pas la première fois que le premier ministre du Québec avait clamé son indignation ⁶²⁷ ; mais, après la conférence constitutionnelle de novembre 1981, son ressentiment atteignait son comble dans l'expression violente ⁶²⁸, embrasant encore, si possible, la fureur des militants péquistes qui, avec beaucoup d'autres citoyens québécois moins engagés, se sentaient bernés et méprisés par rien moins que le reste du Canada !

⁶²⁶ Quelques semaines plus tard, René Lévesque déclarera à l'émission *Question period* de CTV : « Ils ne nous ont pas seulement isolés, mais c'est à notre insu qu'ils ont pris, lors de la nuit décisive, la décision d'achever l'opération » (*Le Devoir*, le 30 novembre 1981).

⁶²⁷ Après l'échec de la conférence constitutionnelle du début de septembre 1981, René Lévesque avait caractérisé « la réforme constitutionnelle de M. Trudeau » comme « son monument personnel érigé sur le tombeau des aspirations des autres ». Il disait encore au sujet d'un document « secret » de stratégie préparé par un conseiller du premier ministre du Canada : « Ce qui est écoeurant, il n'y a pas d'autres mots, c'est qu'on avait préparé cette stratégie en détails et qu'on s'applique à la suivre en détails. On le voit bien depuis deux jours, ce cynisme-là s'étale continuellement sur tous les sujets. On a fait semblant de négocier tout l'été, on fait travailler d'arrache-pied des gens pendant deux, trois mois, ce qui faisait sans doute partie de cette stratégie préparée en coulisses qui ne vise rien d'autre qu'à bulldozer une non-négociation » (*La Presse*, le 10 septembre 1981).

⁶²⁸ Ce qui inspirait à Lysiane Gagnon dans sa chronique à *La Presse* (le 26 novembre 1981) les propos suivants : « Et dans cette lutte que notre confrère Gilles Lesage, du *Soleil*, allait jusqu'à qualifier de « bataille de coqs », le vocabulaire a en effet atteint le niveau de la basse-cour. M. Lévesque n'a cessé de parler de « draps sales », de « couche répugnante » et de « putains », lançant partout le mot « fourrer » que même un journal de type populaire comme celui-ci évite en général d'imprimer tout au long. M. Trudeau, lui, d'évoquer la « pluie de merde » qu'il souhaite voir s'abattre sur ses adversaires, et, quand la grossièreté ne suffisait pas, il rajoutait l'indécence intellectuelle en déclarant que le gouvernement québécois, pourtant démocratiquement élu en avril dernier, n'était pas réellement représentatif !

« Il y a des fois où l'on avait envie de leur dire : “Allez donc finir ça dans la ruelle ou dans la cour en arrière !” »

Dans une ambiance hautement survoltée, passionnée et passionnante, s'ouvrait le congrès péquiste des 3, 4, 5 décembre ⁶²⁹. Ce congrès du ressentiment et du défoulement trouvait certes des explications psychologiques dans de telles conjonctures et même des excuses de circonstance après le langage assez intempérant du premier ministre et chef du parti qui, dans les semaines précédentes, avait chauffé à blanc l'indignation des partisans. Ce fut en vain qu'il s'efforça à la séance d'ouverture de s'exprimer en un langage plus mesuré, quoique très combatif, et de tirer ensuite l'attention sérieuse des congressistes vers les préoccupations économiques immédiates.

Ce huitième congrès de décembre 1981 et l'intervalle le séparant de sa phase II, réparatrice, de la session de février suivant constituent le moment le plus chaud de la carrière politique de René Lévesque : en des circonstances dramatiques, il y joua le tout pour le tout de ce qu'il avait d'avenir politique. De même, cette période permet de vivre, en abrégé, tous les problèmes et contradictions de l'aventure indépendantiste au Québec. En ce laps de temps, firent aussi irruption chez les militants toutes les frustrations accumulées et les illusions perdues (mais non acceptées), toutes les incompréhensions refoulées et les amertumes condensées : et cela allait en tous sens, y compris à l'encontre du chef du parti.

René Lévesque fut effaré de voir « son » parti effacer en quelques heures l'oeuvre patiente et difficile, s'étendant sur une douzaine d'années, d'une action politique estimée raisonnable, pragmatique et démocratique. Que lui resterait-il alors si l'instrument péniblement moulé semblait dans le radicalisme creux et l'esprit revanchard ? À la défaite référendaire dure à avaler, à l'échec constitutionnel aboutissant à l'isolement, faudrait-il maintenant ajouter l'autodestruction effrénée du parti lui-même ? C'était payer trop cher un revanchisme de compensation. Ébranlé, peut-être même dégoûté, il fut à un cheveu de tout abandonner.

Il avait donné ses raisons à la clôture de ces assises biennales. Parce que le congrès fut « d'une incohérence totale » et les participants en proie à des « pressions

⁶²⁹ La Résolution de rapatriement venait d'être votée aux Communes le 2 décembre 1981, par un vote de 264 contre 24. Dans les jours précédents, les journaux avaient reproduit les textes d'échanges récents entre les premiers ministres Trudeau et Lévesque au sujet de l'attitude du Québec au sein de l'alliance des huit provinces et particulièrement de l'abandon du droit de veto du Québec en matière constitutionnelle. Trudeau avait trouvé « aberrant, voire irresponsable » ce présumé abandon par un premier ministre québécois (Selon la Presse canadienne, *La Presse*, le 5 décembre 1981).

absolument inhumaines ». Et « à certains moments, on avait l'impression d'être délibérément loin de la réalité vécue (...) et aussi, ce qui est plus grave, assez loin de la démocratie véritable ». À preuve, ce type de résolutions : proclamation de l'indépendance sans la majorité absolue des voix à un scrutin général ; mise au rancart de la notion même d'association dans la doctrine souverainiste ; adoption en quelque dix minutes du futur système politique d'un Québec indépendant ! Aussi, après avoir dénoncé le mode de fonctionnement de ce congrès qui aboutit « à une certaine absurdité » et à une « fausse démocratie », il estimait « à titre de président du parti » se trouver « mal pris ». Aussi a-t-il pensé à « démissionner illico de la présidence du parti », laissant tomber qu'« il y en a que ça soulagerait ». De cette réunion de la démesure il avait d'ailleurs pris congé la dernière journée. La seule résolution qu'il ait jamais prise, et tenue, en journalisme aussi bien qu'en politique, c'est, concluait-il, de ne jamais dire « le contraire de ce que je pense, et ce n'est pas aujourd'hui que je vais changer d'habitude » ⁶³⁰.

Il s'ensuivit une ambiance de consternation. Par-delà son désarroi réel, le chef du parti jouait-il à la démission chantage ? L'homme s'était souvent mis en question pendant sa vie politique, aussi bien dans sa phase libérale que dans la plus longue, la péquiste. Mais, en l'occurrence, celui qui parlait était un président-fondateur de parti, au surcroît premier ministre depuis cinq ans et qui venait, à peine six mois auparavant, d'être brillamment réélu à ce poste... Ainsi s'exprimait-il en public, et devant quel public puisque c'était, par-delà les congressistes réunis, devant toute la population du Québec !

Les orchestrateurs de ce déchaînement improvisé n'étaient pas sans penser que leur chef ne l'avait pas volé, lui qui les avait contraints depuis si longtemps à une forme d'indépendance « à moitié » ou « diluée » : à cette souveraineté atténuée d'association, et par l'opération d'au moins deux référendums, ainsi qu'à travers les méandres d'un « étapisme » marqué d'ambiguïté, etc. À l'autre pôle, des observateurs même sympathiques ne pouvaient s'empêcher de rappeler que de récentes déclarations excessives du premier ministre y étaient bien pour quelque chose dans ce déferlement allant, par exemple, jusqu'à ovationner le délégué Jacques Rose. En outre, toute cette question de l'association à laquelle René Lévesque tenait tant depuis l'époque de l'Op-

⁶³⁰ Ce discours assez bref, d'une quinzaine de minutes, fut reproduit intégralement dans *Le Devoir* du 8 décembre 1981.

tion et du MSA, ne venait-il pas, justement ces précédentes semaines, d'avouer qu'elle n'avait plus tellement d'importance ?

Dans l'entourage du premier ministre, on savait son désenchantement profond, son désarroi réel. Il ne jouait pas. Il fallait que la menace de la démission fût prise au sérieux pour qu'elle ne se produisît pas. Le vice-premier ministre, Jacques-Yvan Morin, vint dire devant la télévision que l'éventualité était réelle. Des fidèles de la première heure, comme le ministre Pierre Marois ⁶³¹, exprimèrent leur solidarité avec le chef du parti. Les premiers députés élus en 1970 et 1973 publièrent une déclaration collective « pour souligner l'extrême importance que revêt à nos yeux la consultation interne qui a lieu actuellement auprès des membres jusqu'au 1er février » ⁶³². Car il avait été décidé un référendum maison, ou interne au Parti québécois, pour remettre sur ses rails le programme sinistré et rétablir le chef en son autorité incontestable.

Dans une déclaration liminaire à une conférence de presse, sortant d'un mutisme lourd de plus d'une semaine, le premier ministre avait proposé cette mesure d'une « occasion référendaire » pour permettre aux membres de dire leur avis « sur les exigences morales et politiques de notre option ». C'est ce que le chroniqueur de *The Gazette*, L. Ian MacDonald, avait appelé le « René-rendum » ⁶³³. Des observateurs de la scène politique se souvinrent que, dix ans auparavant, le président Lévesque pensait à une consultation référendaire du même genre auprès des membres pour se garer de l'aile radicale qui en avait mené large en matière linguistique lors d'un congrès précédent ⁶³⁴. Cette mesure autoprotectrice ultime, il y avait déjà songé.

La courte déclaration de Lévesque faisait état des tiraillements entre « un goût plutôt vif de partir et de retrouver une vie personnelle » et « comme on dit, le devoir d'État ». Toutefois, comme il n'est pas intéressé à présider un parti au « visage aberrant », qui rendrait « intenable » le poste de premier ministre et mettrait l'existence du gouvernement en danger avec « une telle orientation (qui) n'aurait pas la moindre

⁶³¹ Dans *Le Devoir*, le 11 décembre 1981.

⁶³² Sous la signature de Marc-André Bédard, Claude Charron, Guy Joron, Camille Laurin, Marcel Léger, Lucien Lessard, Jacques-Yvan Morin, la déclaration concluait : « La question posée requiert un « OUI » massif qui permettra au Parti d'être le lieu de rassemblement de la grande majorité des Québécois, seul moyen de parvenir à la souveraineté du Québec » (*La Presse*, le 7 janvier 1982).

⁶³³ « After the referendum, the Renérendum » (*The Gazette*, le 16 décembre 1981).

⁶³⁴ Dans *Le Magazine Maclean* de juillet 1971.

chance d'être suivie par la population », il avait proposé cette démarche « en vue de clarifier en nous et aussi aux yeux de tous nos concitoyens, la position du Parti québécois sur certains principes fondamentaux de notre action ». Cette minute de vérité, Lévesque se disait convaincu qu'elle répondait aux « attentes » des membres. Il leur demandait, ainsi qu'à « ceux et celles qui siègent à l'Assemblée nationale, d'afficher clairement leurs convictions et d'en accepter également les conséquences », comme il en tirerait, lui-même, les conclusions qui s'imposeraient. Après la tenue de ce référendum, une session spéciale du congrès viendrait rectifier la ligne du parti. Le 18 décembre un manifeste était rendu public, qui allait être adressé à tous les membres en même temps qu'un questionnaire-réponse portant sur trois questions ⁶³⁵.

La polémique reprit de plus belle dans les journaux, et sans doute avec non moins de passion dans divers groupes et aux diverses instances et officines du parti. Beaucoup d'intervenants mirent en cause la pertinence du procédé de consultation, mais très peu soutinrent que le chef devait plutôt s'ajuster au parti ou démissionner. « Décidément, M. Lévesque y va un peu fort », observait Gilles Lesage ⁶³⁶, tandis que Jean-Claude Leclerc plaçait l'épisode selon une plus vaste perspective en se demandant : « Pendant combien de temps encore pourra-t-on épuiser les énergies personnelles et collectives du Québec dans un combat où le peuple se refuse de conclure ? » ⁶³⁷. Une intervention fut, entre toutes, marquante et spécialement antagoniste : celle de Pierre Bourgault.

⁶³⁵ Le texte se terminait par les trois questions auxquelles il était demandé de souscrire « comme principes fondamentaux de notre action :

« 1) que l'accession du Québec à la souveraineté se fasse par les voies démocratiques dont l'élément-clé doit être l'accord majoritaire des citoyens et des citoyennes ;

« 2) que notre programme, tout en éliminant le lien obligatoire entre les deux, continue d'assortir la souveraineté d'une offre concrète d'association économique mutuellement avantageuse avec le Canada ;

« 3) que le parti réaffirme son respect et son ouverture à l'endroit de tous les Québécois et de toutes les Québécoises, quelle que soit leur origine ethnique ou culturelle, et notamment par la reconnaissance du droit de la minorité anglophone à ses établissements essentiels, scolaires ou autres ».

(*Le Devoir*, le 21 décembre 1981). On trouvera intéressant de comparer ce texte avec celui du mois de septembre, qui est cité à la note (19).

⁶³⁶ Dans un éditorial au *Soleil*, le 17 décembre 1981.

⁶³⁷ Dans un éditorial au *Devoir*, le 18 décembre 1981.

Une véritable tornade verbale « en 15 feuillets typographiés (qui) tient à la fois de la magie et du vaudeville », commentait le lendemain Michel Roy ⁶³⁸. Un morceau de tribun, dont la forme écrite tramait encore plus étroitement la puissance de l'argumentation, à certains endroits injurieuse et plus souvent injuste, mais tout le temps enlevée ! Bref, une pièce historique, mais aussi, à ce titre, un règlement de comptes... La conclusion de la charge tenait en deux lignes : « On n'en sort pas. La vraie question est là : c'est Lévesque ou l'indépendance. Et c'est Lévesque ou le parti ». Avec Lévesque qui « doit démissionner », l'indépendance et le parti sont fichus. « Quoi faire de plus ? Je n'en sais rien. Puisqu'on n'écoute que Trudeau et Lévesque en ce pays, c'est à eux qu'il faut le demander. Moi je n'ai plus rien à dire » ⁶³⁹.

Et René Lévesque continuera à « dire » pour tâcher de faire. Ce *René-rendum* était une entreprise unique sous tous les cieux explorés par les spécialistes des partis politiques : on n'avait jamais vu les volontés d'un congrès déchaîné renversées par une consultation référendaire auprès des membres du parti. Mais, selon toute l'histoire transactionnelle du Parti québécois avec son fondateur, était-il vraiment étonnant qu'un tel épisode ait pu, ou ait dû, se produire ? N'est-ce pas un de ces cas où l'inaccoutumé en politique peut devenir tout à fait naturel ? L'autre partie de l'alternative aurait-elle été de laisser tomber la poussière du congrès, d'en ignorer superbement les décisions, de faire comme s'il n'avait jamais eu lieu ? René Lévesque aurait-il davantage été à l'abri de l'accusation d'autocratie ?

Le référendum donna les résultats attendus. Les membres votant par correspondance endossèrent à 95% la résolution correctrice du chef du parti. La participation fut, tout de même, assez faible : 143,000 membres en règle votant sur un possible de 292,988. Les dirigeants du parti estimèrent que, compte tenu des circonstances ⁶⁴⁰, la participation réelle dépassa les 50%, ce qui laisse, tout de même, un fort pourcentage

⁶³⁸ *Le Devoir*, le 19 décembre 1981.

⁶³⁹ Et, pourtant, il continuera à parler dans des conférences publiques, à diverses émissions de radio et de télévision, à sa chronique à *The Gazette*, ainsi que dans son livre-entretiens avec Andrée Lebel, *Le Plaisir de la liberté* (Nouvelle Optique, Montréal, 1983). Voir spécialement le troisième entretien « Du pouvoir » (p. 111-184). Sur la façon dont l'auteur voyait Pierre Bourgault en 1968, voir *Ne bougez plus !*, p. 154-159.

⁶⁴⁰ Période des fêtes annuelles, lorsque la politique se met en veilleuse ; vote par réponses postales à affranchir ; changements d'adresses d'un certain nombre de membres ; etc.

d'abstentionnistes, pour lequel il n'a pas été fourni d'explication analytique. En rendant publics les résultats, le vice-président du parti, Sylvain Simard, tira la leçon de l'aventure : « Nous ne sommes pas un mouvement ou un groupe de pression qui peut se permettre des états d'âme dépressifs ou des embardées idéologiques euphoriques ». Quant au président du parti, à des journalistes lui demandant s'il songeait encore à démissionner il répondit : « Ça m'enlève sûrement le goût d'y penser tout de suite » ⁶⁴¹.

Moyennant des modifications mineures la résolution-synthèse fut votée lors du congrès réparateur de la mi-février ; elle allait constituer désormais le chapitre I du programme du Parti québécois. Entre autres choses, le texte stipulait « que les prochaines élections générales portent principalement sur la souveraineté du Québec ». Les « anti-Lévesque » se rangèrent ou s'abstinrent de participer au congrès, qui avait réuni 1700 membres au cégep d'Ahuntsic : on n'enregistra qu'une seule démission publique à ce congrès de la docilité.

Sur un ton conciliant, acceptant même qu'il eût mérité un « blâme partiel », René Lévesque déclarait à la séance de clôture : « Je me sens vraiment chez moi dans le parti tel qu'il s'est affirmé au congrès » ⁶⁴². Dans la suite, et pour quelques autres années encore, René Lévesque avouera bien d'autres hésitations, typiques du personnage ; mais il finira par déclarer fermement qu'il mènera ses troupes au prochain combat électoral. Son vis-à-vis, le vaincu du 13 avril 1981, était lui-même en difficulté dans son parti ⁶⁴³ et devra démissionner un peu plus tard ⁶⁴⁴.

⁶⁴¹ *La Presse*, le 10 février 1982.

⁶⁴² *La Presse*, le 15 février 1982.

⁶⁴³ Les deux hommes connaissaient alors une commune fraternité dans l'épreuve. À l'Assemblée nationale, le 7 décembre 1981, le chef de l'opposition demandait au premier ministre s'il s'estimait encore capable de diriger un parti qui avait si carrément rejeté certaines de ses orientations fondamentales, précisant que « la contestation dont je suis soi-disant l'objet est bien douce à côté de celle dont on a été témoin en fin de semaine » (*Le Devoir*, le 8 décembre 1981).

⁶⁴⁴ Dans des circonstances qu'on verra au chapitre XII.

IV

Ainsi s'était livré cet avant-dernier grand combat de René Lévesque dans, et avec, son parti. Il ne l'avait pas perdu, mais ce n'était pas un triomphe, quelque chose ressemblant plutôt à une « victoire à la Pyrrhus » dont on ne se relève jamais complètement. On pourrait y voir une quelque analogie avec le combat solitaire qu'il avait mené naguère chez les libéraux de l'après-défaite de 1966 pour faire passer l'Option-Québec. Cette initiative hasardeuse avait alors signé le départ prochain et inévitable du plus dynamique ministre de la Révolution tranquille. Le référendum-maison de février 1982, à l'inverse, prenait l'allure d'une demande d'ajournement d'une retraite et qui ne serait pas forcée. Là s'arrête l'analogie, qui n'était que d'inversion symétrique à une quinzaine d'années d'intervalle.

Pour la première fois, lors d'une manifestation publique contre la nouvelle constitution du 17 avril, 1982, René Lévesque se mit à parler de l'indépendance (point.), comme avec la satisfaction d'une trouvaille s'étonnant orgueilleusement d'elle-même ! Depuis lors, quand il parlera aussi, par la force de l'habitude, de « souveraineté » ce sera sans le complément consubstantiel de l'« association ». La souveraineté non autrement qualifiée, c'est l'indépendance ⁶⁴⁵. Dans les premiers mois de l'ère post-référendaire, il avait endossé la décision du parti qu'il ne soit pas tenu de référendum en cas d'un second mandat gouvernemental, lequel avait été accordé au parti le 13 avril 1981. L'indépendance et les élections législatives à venir se voyaient ainsi inter-reliées comme l'objectif l'est à ses moyens. Le monstre hybride des « élections réfé-

⁶⁴⁵ Il faut en parler ; peut-être que le gouvernement ne l'a pas assez fait dans le passé. Sur un ton probablement badin, Lévesque traitait un jour du « syndrome Hygrade » devant des journalistes : « Il y a une sorte de syndrome de la saucisse Hygrade dans les média. Plus de gens mangent de la Hygrade parce qu'elle est plus fraîche et elle est plus fraîche parce que plus de gens en mangent » (Selon la Presse canadienne, *Le Soleil*, le 23 septembre 1983). Plus tard, il adopte un ton plus sérieux, jusqu'à la détermination pathétique : « Le Parti québécois a été créé en vue d'aider au maximum le Québec à s'émanciper politiquement, devenir un État souverain. Cela demeure sa raison d'être et cela ne doit pas changer. Je ne serais pas capable de me regarder dans le miroir et je ne serais pas là si on prétendait escamoter l'essentiel de notre programme » (*La Presse*, le 27 janvier 1984).

rendaires » sur l'indépendance continuera d'être l'objet des spéculations « stratégiques » des péquistes. Ouvert dans un état de confusion s'entretenant elle-même, ce débat dure encore au moment d'écrire ces lignes. Et s'est donc remis à tourner, de plus belle, le moulin sémantico-dialectique d'un parti de pouvoir et au pouvoir, mais continûment incapable de le faire servir à l'obtention de ce qu'il proclame toujours être son objectif premier et sa raison d'être ⁶⁴⁶.

Comme suite de toute la carrière de René Lévesque, on pouvait s'attendre à autre chose : soit de le voir poursuivre jusqu'à la fin une évolution propulsée par des équilibres intuitivement justes entre l'audace et la prudence, le chaud et le froid, l'idéalisme et le pragmatisme. Mais voilà qu'en cet été 1984, n'obéissant qu'au premier terme de ces couples, il semble n'avoir plus que l'idée de présider une espèce de fuite en avant ! D'une même réflexion angoissante aurait pu sortir un autre discours, s'exprimant sur le ton d'une confiance inévitablement déchirée, quelque chose comme ceci :

« Nous avons fait ce qui était humainement possible, avec les moyens démocratiquement disponibles, pour sortir du régime. Au test décisif, le soutien populaire n'a pas été suffisant. Nous n'avons pas réussi à l'emporter. Nous ne récusons rien, nous maintenons tout ; mais nous posons aussi la primauté de la vie quotidienne, du nécessaire gouvernement d'office, ce qui est bien suffisant pour remplir utilement une vie courte. Et, qui sait, si nous sommes à la hauteur des tâches immédiates et des besoins pressants, peut-être que tous ensemble, comprenant ceux qui ne nous soutiennent pas encore, nous pourrons le faire, à point nommé, le grand pas. Comme il n'est pas nécessaire d'avoir amené l'écroulement du capitalisme pour être socialiste, l'indépendantisme suppose que l'indépendance n'est pas encore acquise et qu'il s'alimente de la conviction qu'elle viendra tôt ou tard. Quant à moi, ou vous m'accordez encore confiance pour faire mieux si nous sommes plus nombreux une prochaine fois, ou vous confiez dès maintenant la roue à un autre capitaine si vous pensez qu'il puisse accélérer le mouvement. J'ai encore autre chose à faire dans la vie, etc. »

Un tel langage aurait eu la force de l'unicité d'un même message, s'adressant simultanément à la population par le premier ministre *et* aux militants par le leader du

⁶⁴⁶ L'espace manque pour évoquer ici les tentatives qui se poursuivent en certains milieux péquistes pour sortir des limitations de l'engagement trop ferme de leur chef. Voir, à ce propos, les articles de Louis Falardeau dans *La Presse* (le 3 septembre 1983) et de Jean-Jacques Samson dans *Le Soleil* (le 4 février 1984).

parti. Depuis 1976, le premier ministre et le leader ont parlé, alternativement et assez différemment, à chaque clientèle ; ils dialoguaient, parfois avec quelque confusion, l'un avec l'autre. Ce dédoublement de la personnalité, qu'impose jusqu'à un certain point le système en fonctionnement, ne tient plus lorsque l'homme politique se trouve devant un choix crucial de destin personnel. Rester ou non ? Si oui, jusqu'aux prochaines législatives incluses ? Et selon quel enjeu électoral ?

Il ne peut y en avoir qu'un : celui des élections générales comme en 1981, comme en 1976. Des élections peuvent être plébiscitaires pour un homme, le chef sortant ou l'adversaire. Elles ne peuvent être référendaires si elles sont toujours mandataires. Des « élections strictement référendaires » sont contradictoires dans les termes. Dans les faits, aussi : le modèle qui s'en rapprocherait est celui des élections de 1962 (au cœur desquelles se trouvait le premier ministre actuel), qui furent mandataires pour Jean Lesage et plébiscitaires pour René Lévesque. Elles n'étaient pas « référendaires ». L'indépendance du Québec est un trop gros morceau pour être traité par le processus électoral régulier.

Si l'on tient à tout prix à parler d'élections référendaires, le qualificatif dévore le substantif. Il s'agirait d'un *référendum* sur le régime à l'occasion d'élections générales, ou si l'on veut d'un « référendum électoral ». Ce fut le cas en 1970, en 1973. Ce peut être le cas, également, en 1985 ou 1986. On ferait retour à l'ancienne pratique. À l'exception de celles de 1976, toutes les élections législatives auxquelles participe le Parti québécois (sans ajournement explicite de la réalisation du premier chapitre de son programme) sont des référendums électoraux plutôt que ce qu'on a pris l'habitude d'appeler des élections référendaires. On n'y coupe pas. Il y a déjà eu un premier référendum spécifique et explicite : peut-on prendre le risque de perdre un second « référendum » non spécifique et implicite ? En quel état retrouverait-on alors l'indépendance comme idée et promesse d'avenir ?

Si le Parti québécois doit mourir, ce seront moins ses contradictions diverses qui l'auront tué que l'étalement indéfini de ses perplexités en public. Plus il tente de les simplifier par explications successives, plus il les complexifie. Les militants constants s'impatientent jusqu'à la grogne. Le public s'y perd. Les adversaires ont beau jeu de parler de dissimulation et de malhonnêteté. Le bloc conceptuel *souveraineté-association* nécessitait une explication, qui aurait pu être simple, pour peu qu'on ait distingué la souveraineté en première phase et, en seconde, l'association : pas les deux simultanément et comme objectif unique. Justement, des élections sur l'indépendance,

c'est simple ! Oui, on peut demander le mandat de faire l'indépendance, comme « mandat » contenant tous les autres. C'est simple, mais ce peut aussi être défaitiste et même suicidaire. La défaite consentie par avance ou même le suicide voulu sont des solutions qui peuvent avoir leur terrible rationalité. Seulement, il faut le dire. L'indépendance, perçue par la population comme alibi du suicide d'un parti indispensable en système de bipartisme, n'en devient pas embellie.

On ne comprend plus la psychologie de René Lévesque, qui se met à parler comme quelqu'un qui a enfin compris, qui a trouvé, alors qu'il n'a perdu que les fondements de ses dernières illusions ⁶⁴⁷. La réalité brute est qu'il ne peut pas faire autrement que le parti, qu'il ne peut pas se déterminer par lui-même. Au cours de ce second mandat gouvernemental, les partisans les plus ardents ne peuvent pas faire autrement pour leur confort psychologique que de réclamer l'indépendance qui-contient-tout. Mais aussi, qui ne contient rien si les élections y menant sont inévitablement perdues. Il y a encore de l'avenir au delà des prochaines élections : certes, car personne ne peut faire la preuve du contraire. Mais il faut aussi avouer qu'on planifie une première défaite ⁶⁴⁸.

Les péquistes de la branche des *politiques* ont permis de prendre le pouvoir et d'y trouver de riches compensations malgré passablement de servitudes, comme en com-

⁶⁴⁷ Et c'est bien ce qui éclate parfois lorsqu'il s'adresse à des observateurs étrangers comme les membres du corps diplomatique de Québec au début de 1983 ou, plus récemment, lors d'une célèbre interview au magazine *Le Point* (le 12 février 1984). À la question du journaliste : « Vous croyez toujours à la souveraineté du Québec comme objectif politique », il répondit : « C'est un projet dont je ne verrai probablement pas la réalisation. En tout cas, pas comme membre au gouvernement. Même si nous gagnons les prochaines élections, on ne sera pas mûrs (sic) pour passer le cap tout de suite. Comme disais je ne sais plus qui, ce n'est pas en tirant sur les fleurs qu'on les fait pousser plus vite. Mais il n'est pas question de mettre en veilleuse la question nationale lors de la prochaine campagne électorale ». Cet article ayant fait son petit tour de presse au Québec, Lévesque crut bon de préciser à des représentants des médias : « J'aurais dû ajouter que toute probabilité est renversable puisque personne n'est prophète en son pays » (*La Presse*, le 11 février 1984).

⁶⁴⁸ Encore qu'il se trouve des ministres, et non des moindres, à ne pas accepter par avance la défaite. Le miracle s'étant déjà produit deux fois, pourquoi pas une troisième ? Par exemple, Camille Laurin voyant toujours en René Lévesque « un vendeur contagieux... il est enthousiaste, et le moment venu il sera contagieux à nouveau. Il peut encore être un excellent vendeur d'un concept renouvelé de la souveraineté. Il en a le goût » (*La Presse*, le 2 juin 1984).

porte tout pouvoir en exercice. Ceux de la branche des *sociaux* y ont trouvé l'occasion d'appliquer des programmes progressifs leur tenant à coeur. Par suite du traitement de choc référendaire, l'esprit de la branche des *nationaux* règne au sein du parti, cette orientation commune vers l'indépendance qui les avait tous initialement réunis lors de la phase gestative du parti. Leur dernière recrue est le président-fondateur du parti qui était le prototype même des *politiques*.

Le parti et tous ceux qui parlent en son nom seraient plus persuasifs s'ils avouaient ingénument qu'ils sont soumis à une dure loi de nécessité, *de leur nécessité*, après le cycle qu'ils viennent de nous faire parcourir. L'indépendance vaut tellement plus que d'apparaître une somptueuse couverture pour ce qu'on estime ne pouvoir faire autrement. Un nouveau cycle recommence. Il serait à l'enseigne de la clarté, qu'on célèbre enfin sur le tard, mais aussi de l'échec assuré. Dans un système parlementaire à jeu au moins tripartiste, ce serait un moindre mal, quelque autre tiers-Parti pourrait au moins assurer l'alternance. Jean-Marc Béliveau, avec des moyens fort réduits, cherche une Union nationale jusqu'à maintenant introuvable.

Pour des raisons de concision en fin de chapitre, on ne peut faire état des tendances de fond de l'électorat québécois, telles que les révèlent des sondages répétitifs et concordants depuis une couple d'années : les médias en font leurs grands titres de fin de semaine. La nouvelle tendance de fond s'exprime brutalement : le nombre des Québécois favorables à l'indépendance et même de ceux qui la croient seulement possible a diminué considérablement. Et, plus grave encore dans l'immédiat, l'impopularité du gouvernement péquiste se maintient désespérément, accordant automatiquement une popularité scandaleusement haute et imméritée au parti des adversaires. Au point qu'il est mathématiquement envisageable que les libéraux raflent tous les sièges ! Ce qui nous ferait une belle jambe démocratique à la face du Canada, du monde !

En « politique intérieure », soit pour toutes les questions hors les aménagements constitutionnels dont l'indépendance, la performance générale du gouvernement péquiste reste pourtant défendable. Mais la dureté des temps fait que les citoyens sont sans commisération pour tous les gouvernements, surtout s'ils ont eu la chance d'un second mandat. Les péquistes n'échappent pas à la dure loi commune. Leur impopularité actuelle provient en bonne partie de la perception de leur incapacité en matière de politique intérieure.

Elle atteint des bas vertigineux par leur insistance à déplacer l'attention sur le soleil de l'indépendance qui n'éblouit même pas puisqu'on regarde ailleurs. N'ayant pu *incriminer* le régime fédéral pour les insatisfactions socio-économiques des Québécois, comment réussira-t-on à convaincre ceux-ci que le seul moyen d'améliorer ces conditions réside dans la sortie du dit régime ? À la dimension socio-économique de la crise - qu'on n'appelle plus « récession » - les péquistes ajoutent la dimension constitutionnelle qui est perçue comme anachronique. C'est une fugue bien connue de l'esprit humain d'absolutiser l'inaccessible, surtout si le désir en est porté par des convictions profondes et s'enracinant dans l'instinct collectif. En effet, est-il quelque chose *de plus naturel* qu'un Québec indépendant ?

Avant d'être devenu prisonnier de la seule tendance de son parti qui n'ait pas encore été essayée comme telle et jusqu'au bout, la *nationale*, René Lévesque a été profondément meurtri par l'aventure du référendum de mai 1980 et par ses suites. Pour que le Québec ait une demeure naturelle en ce large coin de l'Amérique du Nord, il s'est fait re-ordonnateur d'une nouvelle réalité canadienne : il a échoué par le manque de soutien des Québécois, puis toutes les autres forces politiques se sont finalement liguées pour que pareil dessein « séparatiste » ne s'accomplît point. Que ç'ait été « l'ami Trudeau », en l'autre capitale, qui a donné le coup de grâce ajoute encore à l'amertume de l'expérience ⁶⁴⁹ qu'il doit continuer à vivre puisque le premier ministre du Québec lui survit politiquement. Devenant indépendantiste inconditionnel, ce sécessionniste prudent finira-t-il par être rejeté par son propre peuple comme « séparatiste » ? Cet homme n'avait pourtant jamais été attiré, de toute sa vie, par quoi que ce soit de négatif ou d'excessif.

⁶⁴⁹ Personne ne peut certes en faire la preuve, mais je soumettrais que l'incident qui a le plus ulcéré René Lévesque pendant toute sa vie politique fut d'avoir été joué littéralement par Trudeau lorsque celui-ci lança l'idée d'un référendum canadien pour débloquer la conférence constitutionnelle de novembre 1981. Cette idée, qui avait sur-le-champ séduit Lévesque comme un moyen honorable d'en sortir (et que les médias avaient trop vite qualifiée d'« axe Ottawa-Québec »), avait servi l'intention au premier ministre du Canada mais aussi contribué au lâchage du premier ministre du Québec par ses derniers alliés provinciaux. Voir les comptes rendus de la conférence et l'article de Michel Vastel mentionné à la note (23). Évoquant cet incident devant le journaliste Pierre Godin, il lui dit comment, ayant d'abord réagi « en pur et simple démocrate d'instinct », il avait été trompé par ce « politicien à la fois obsédé et cynique » (*Défis québécois*, novembre 1984, no 7, p.6).

Personne ne conteste encore sérieusement René Lévesque, mais tout le monde, ou presque, dans le parti discute de son départ. Son attitude actuelle ⁶⁵⁰ provient peut-être en profondeur du désir de racheter l'impression superficielle que sa relative modération était de la tiédeur, ou qu'on devait la porter au compte d'une prudence inappropriée. À moins que, par l'échec désormais programmé, il ne sente comme un obscur besoin de s'immoler pour démontrer que l'indépendance, tout éminemment désirable reste-t-elle, n'est, effectivement, pas possible ? Il ne conviendrait pas de spéculer plus longuement sur le tréfonds d'une conscience visiblement déchirée. On refusera encore l'interprétation, fausse et simpliste, selon laquelle ce changement serait à expliquer du côté d'un radicalisme aussi obtus que tardif. La soixantaine dépassée, on ne change pas ; on s'accommode différemment.

Mais ça devient, parfois, assez difficile à vivre. L'homme, dans sa riche dualité personnelle, était pétri de l'ambivalence congénitale d'une société insuffisamment malheureuse pour être tentée par de beaux risques de non-retour. Ce n'était pas d'un esprit moyen d'avoir réussi à faire, involontairement, cette démonstration à la dernière phase de notre histoire politique. Elle aura déçu bien du monde, lui le tout premier et qui le paye plus cher que quiconque en devant gérer les derniers morceaux du beau rêve écroulé. Claude Ryan aura aussi dû payer un fort prix pour la raison inverse, et dans des circonstances tout autres mais sans la compensation du pouvoir effectif, ni de la chance offerte. D'ailleurs, René Lévesque pourra être jugé sur d'autres choses que l'échec du projet de l'indépendance : et, en particulier, sur le fait d'avoir fourni à une génération politique l'occasion de la poser enfin comme commun objectif à réaliser si possible.

Ce chapitre, qui n'avait pas de borne chronologique (*René Lévesque* : 1981-...), est incomplet. Cette conclusion, même provisoire, comportait inévitablement des tonalités prospectives. La suite des événements pourrait contredire la conclusion et les prévisions dans un éventuel chapitre de mise à jour ⁶⁵¹. Il ne serait peut-être pas discour-

⁶⁵⁰ L'auteur tient à rappeler qu'il a rédigé ce chapitre à la fin août et au début septembre 1984 et qu'il ne pouvait tenir compte des turbulences que le parti péquiste connaîtra quelques mois plus tard.

⁶⁵¹ En attendant, voir la Conclusion générale, rédigée plus tard que le présent chapitre.

tois de donner au personnage le mot (prospectiviste ou prophétique ?) de la fin. Lors de sa campagne de financement de mai 1983, le Parti québécois utilisait un placard publicitaire sur fond noir. Au centre, on pouvait lire cette phrase, d'une belle calligraphie, écrite en blanc :

**La voie de la lucidité
et du réalisme
passe par l'indépendance.**

René Lévesque

En plus petit, au bas de l'annonce, s'étalait en quatre lignes la mention suivante :

Un parti
qui nous rassemble

pour un pays
qui nous ressemble.

Si l'histoire ne confirme pas la proposition olographe, le sens de l'action politique, jusqu'à maintenant, de René Lévesque apparaît bien résumé par ce dernier slogan à deux paliers. Et ce n'était pas rien d'avoir tenté cette action et de l'avoir partiellement réussie, dans ce « pays qui nous ressemble »...

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre XI

La nouvelle génération des commandants à Ottawa : *Brian Mulroney bat John Turner (1984)*

I

[Retour à la table des matières](#)

En une quinzaine de mois, de juin 1983 à septembre 1984, Brian Mulroney sera devenu le personnage politique central de cette génération. Dans la force de la mi-quarantaine, il est devenu le pivot autour duquel s'ordonnent les autres pouvoirs et partis canadiens ou même provinciaux, et singulièrement ceux du Québec autant du côté péquiste que libéral. Il avait d'abord été battu une première fois, avec huit autres aspirants, au Congrès de leadership du Parti progressiste conservateur en février 1976, par le candidat *dark horse* Joe Clark. Mais, d'abord considéré à l'époque comme candidat à la limite de la plausibilité, Mulroney va finir par l'emporter contre l'ex-premier ministre beaucoup plus tard, en juin 1983. Puis, à la tête des forces conservatrices revigorées par ses soins, il bousculera impitoyablement, en septembre 1984, les libéraux sous la direction de John Turner, qui venait justement d'imposer sa loi à l'ambition croissante de Jean Chrétien dans la course à l'héritage de Pierre Elliott Trudeau.

Cette fois-ci, les conservateurs fédéraux semblent avoir eu la main heureuse, eux les perpétuels malchanceux dans le choix de leur leader. Ou ils se donnaient un glo-

rieux vaincu à répétition, un Stanfield devant Trudeau et un Drew devant Saint-Laurent, ou encore un vainqueur mais non décisif, comme le Clark de 1979, ou non durable, comme le Diefenbaker de 1957 et 1958. La seule victoire éclatante, avec la force explosive d'une tornade qui passe, fut celle de ce dernier en cette seconde occasion. Elle eut une ampleur sans précédent, sans toutefois instaurer un long règne conservateur. Mais ce parti, dit « progressiste-conservateur », a une faculté toute particulière pour grignoter le leadership de son chef, même déjà vainqueur, en attendant de l'avaler : Clark en 1983 aura eu le même sort que Diefenbaker en 1967.

Stanfield, le successeur de ce dernier, n'aura pu continuer une ère conservatrice naissante. Clark recueillera, un court moment, les avantages de l'usure des libéraux de Trudeau une quinzaine d'années plus tard. Nous sommes entrés dans l'époque Mulroney. Après la longue éclipse entre les deux congrès de 1976 et de 1983 a fini par s'imposer l'étoile de celui qui paraît être le véritable successeur *gouvernemental* de Pierre Elliott Trudeau. Après une ère Trudeau, une ère Mulroney qui commence ? Qu'on puisse se poser l'interrogation marque l'importance de l'événement du 4 septembre 1984.

On ne pourra qu'en fin de chapitre esquisser la silhouette de Brian Mulroney, « le p'tit gars de Baie Comeau » qui s'est propulsé au poste de premier ministre en obtenant le plus grand succès électoral-parlementaire de toute l'histoire politique canadienne. Au point que c'en est son plus fort handicap comme chef de gouvernement : comment le grand patron pourra-t-il employer tous ses gens (211 députés...) et donner à chacun au moins l'impression de sa propre utilité au Parlement ? Son succès personnel est d'autant plus marquant que Mulroney n'avait jamais été ministre, ni même simple député ; il a fait carrière hors de ces cénacles ministériels ou parlementaires d'où émergent naturellement les candidats au leadership des partis. Il n'a eu de « visibilité » politique que dans et par le Parti progressiste conservateur et sans y occuper de poste officiel, si ce n'est à la faiblarde association conservatrice du Québec. Il n'avait pas fait non plus ses classes à la dure école de l'appareil ⁶⁵², contrairement à un Joe Clark par exemple.

Toutefois, l'homme politique Mulroney s'est fait progressivement, avec une constance impressionnante depuis un hâtif engagement d'adolescent. Aux heures des

⁶⁵² Si ce n'est pendant quatre mois en 1962 comme adjoint spécial au ministre de l'Agriculture dans le cabinet Diefenbaker, Alvin Hamilton.

grands combats, de 1983 et 1984, ses différences manifestes d'avec un Joe Clark feront, une première fois, la marge d'un succès annoncé et, à ce titre, souhaité par un grand nombre de partisans ; puis, ses différences d'avec un John Turner, pourtant peu évidentes tant ils semblaient se ressembler, lui procureront son écrasant avantage devant l'électorat canadien pour cette première raison, toute simple ou globale, que lui, *il avait la touche...* C'est moins à Turner, comparaison assez superficielle, qu'il fait penser qu'à Trudeau : comme poussée substantielle, le « phénomène Mulroney » de 1984 rappellerait le « phénomène Trudeau » de 1968. Pour toutes sortes de causes qu'on verra mieux à la fin de ce chapitre, depuis l'été 1984 Mulroney apparaît comme l'homme de l'ère post-Trudeau : non pas certes un anti-Trudeau, mais une espèce de Trudeau renversé, comme on dit une crème caramel renversée.

II

Joseph Clark, dit communément Joe Clark, et Martin Brian Mulroney sont tous deux nés en 1939, à trois mois d'intervalle. Quand ils se mirent en course pour la succession de Robert Stanfield, ils n'avaient que 36 ans, Mulroney étant l'aîné de trois mois. Ils avaient cet autre trait en commun d'être passionnés de politique, d'en manger littéralement dès leur temps de collègue et d'université. Ils *vadrouillèrent* tout ce qu'il y avait de clubs ou d'organisations politiques dans leurs écoles respectives et en fondèrent à l'occasion ⁶⁵³. Dans leur milieu, ils se firent une réputation d'animateurs activistes des jeunesses politiques conservatrices. Joe Clark était un produit des enseignements d'histoire et de science politique de l'Université de l'Alberta ; Brian Mulroney avait, pour sa part, fait ses études en science politique à l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish et en droit à l'Université Laval.

Au début des années 1960, en cette paisible ville de Québec qui connaissait alors les premières bourrasques de la Révolution tranquille, l'étudiant Mulroney avait fait l'option, originale et plutôt anachronique, du Parti progressiste conservateur de John

⁶⁵³ Joe Clark, président-fondateur du Canadian political Youth Council ; Brian Mulroney, vice-président co-fondateur du Congrès des affaires canadiennes à l'Université Laval en 1961 (dont il a été question au chapitre II, consacré à René Lévesque).

Diefenbaker. Mais il trouvait aussi le moyen de proclamer la fierté de ses origines, une famille originaire de la colonie irlandaise de Sainte-Catherine de Portneuf, d'où le père avait émigré, à Baie Comeau pour devenir électricien au service de la Quebec North Shore. Le conservatisme diefenbakerien se portait évidemment moins mal à l'Université de l'Alberta qu'à Laval au début des années 1960. Dans la famille Clark, la mère avait été enseignante et le père était l'éditeur de la gazette locale le *High River Times*. Ayant la politique et le journalisme dans le sang, l'étudiant Joe Clark fit ses premières armes comme directeur du journal étudiant de son université, *The Gateway*.

Tandis que Brian était familialement bilingue, comme un fils d'Irlandais au Québec peut l'être, ayant par surcroît fait des études en Nouvelle-Écosse et dans la vieille capitale, Joe Clark s'était imposé la dure discipline d'apprendre le français dans son Alberta d'origine. Sans ce bilinguisme de prérequis, ils n'auraient pu, ni l'un ni l'autre, aspirer à de hautes fonctions. Clark tâta un peu de l'enseignement à son alma mater puis fit du journalisme occasionnel dans des journaux albertains, ainsi qu'à la Canadian Press. Mais on le retrouve bientôt après comme adjoint de l'ex-ministre Davie Fulton ; tout comme Mulroney avait été, quelque peu auparavant, adjoint du ministre de l'Agriculture, Alvin Hamilton, ce qui l'avait amené à voyager dans les provinces de l'Ouest - et à s'y faire de premiers amis !

Après une candidature sans lendemain aux élections provinciales de l'Alberta de 1967, Clark est nommé adjoint exécutif du chef conservateur Robert Stanfield : position privilégiée qu'il occupera trois ans, de 1967 à 1970. Mulroney continue à s'activer, pour sa part, aux diverses instances du parti et devient vice-président, puis président, de l'aile québécoise du Parti progressiste conservateur : c'est une position en vue mais surtout ingrate, tant les effectifs conservateurs sont clairsemés dans la province qui sort à peine de la Révolution tranquille et vient de donner Trudeau au Canada pour le sauver ! S'il n'y avait pas eu la célèbre Commission Cliche ⁶⁵⁴ dont « l'avocat de compagnie » Mulroney fut un des trois membres, il ne serait pas encore devenu cette demi-vedette québécoise qui va bientôt aspirer à devenir premier ministre du

⁶⁵⁴ Commission instituée le 3 mai 1974 par le premier ministre Bourassa pour enquêter sur des actes de violence et de corruption syndicale dans les chantiers de la Baie James. Elle produisit son rapport un an plus tard. La commission était présidée par le juge Robert Cliche, ancien chef de l'aile québécoise du NPD, et comprenait, comme troisième membre, Guy Chevrette, vice-président de la CEQ et futur ministre du gouvernement de René Lévesque.

Canada. Pendant ce temps, Joe Clark nourrissait le même rêve, ce qu'on saura bientôt lorsque son patron Stanfield, après trois défaites consécutives, jettera le manche après la cognée en 1975.

Tout le reste des rapprochements possibles entre les deux hommes éclate en contrastes : le physique, la voix, le style, l'allure... Clark suit la filière électorale classique : en 1972, il se fait élire député fédéral dans la circonscription de Rocky Mountain, puis est réélu deux ans plus tard. Mulroney n'affronte pas de tels risques ; il n'en prendra aucun jusqu'à la réussite qui compte et qu'il saura attendre, les congrès de leadership de 1976 et 1983. Il pratique le droit dans l'importante étude d'Ogilvy, Cope, Porteous de Montréal et donne, par à côté, des cours de droit du travail aux universités McGill et de Montréal. Il observe. Il n'en pense pas moins à la politique. Et attend son heure. Il est partout présent dans les coulisses du parti, là où « la politique » commence à se faire en deçà de l'indiscrétion des médias et de la curiosité, toute relative, des citoyens-électeurs. Son heure aurait pu ne jamais venir.

Il sautera sur la première occasion, prématurée pour lui, de l'ouverture d'un nouveau leadership conservateur au début de 1976. Tournant à peine le cap de ses 35 ans, il est encore peu connu du grand public, mais ce n'est pas un isolé : il a « des tas de connaissances » à divers niveaux du parti et dans plusieurs régions. Aux jours déjà lointains où Diefenbaker comptait encore, il avait eu avec le vieux chef « presque des liens de père à fils » ⁶⁵⁵. Dès son temps d'université il s'était constitué un réseau d'amis-complices ⁶⁵⁶ dont il saura faire bon usage lors de sa première poussée de 1976, et des offensives décisives de 1983 et 1984. Il n'est désormais plus celui qui attend, qu'on attend. Après la prise du bastion conservateur, en juin 1983, il ne lui restera plus qu'à se porter à l'assaut du pouvoir fédéral l'été suivant.

⁶⁵⁵ Nous disent les auteurs du récent livre, *Brian Mulroney*, Rae Murphy, Robert Chodos et Nick Auf der Maur (Boréal Express, Montréal, 1984, p. 48). (Ce livre est la traduction par André d'Allemagne de *Brian Mulroney - The Boy from Baie Comeau* paru chez James Lorimer.) Plus tard, disent les auteurs, le discours du vieux chef au congrès de 1976 « eut pour effet de disqualifier Brian Mulroney ». Celui-ci, se penchant vers sa femme aurait dit : « Notre chien est mort » (p. 114).

⁶⁵⁶ « Le colloque (à Laval) sur les affaires canadiennes eut pour effet de réunir Brian Mulroney, Michael Meighen, Peter White, Jean Bazin et Michel Cogger. C'est alors que se constitua l'équipe qui devait s'emparer du Parti conservateur fédéral en 1983 » (*ibid.*, p. 99).

À ce congrès conservateur de février 1976, les neuf autres candidats étaient députés quelque part ⁶⁵⁷ et plus âgés à l'exception du cadet de trois mois, Joe Clark. D'emblée, Mulroney prit pourtant la figure d'un candidat plausible et, à mesure que la campagne se déroulait, était considéré comme l'un des aspirants les plus sérieux. On ignore à peu près tout de ses idées, dont il ne fait pas, du reste, une distribution effrénée ⁶⁵⁸. Que pense-t-il, à part ces idées non compromettantes sur l'unité canadienne et le caractère indispensable de la libre entreprise et de la productivité ? Il n'est certes pas un *red tory*, selon l'expression gentiment ironique, tels un Joe Clark lui-même ou une Flora MacDonald. Mais, à quelques semaines du congrès, des sondages révélaient qu'il était un des deux candidats de tête après... Claude Wagner, l'autre Québécois.

On n'a pas encore mentionné ce dernier. C'était pourtant lui le candidat montant, la vedette, l'axe autour duquel s'organisaient les efforts et manœuvres des autres. Il y avait eu un « phénomène Wagner » depuis les jours d'une Révolution tranquille s'achevant ⁶⁵⁹, alors que Jean Lesage avait invité un des plus jeunes juges de la magistrature québécoise à appliquer ses réformes judiciaires en tant que premier responsable de l'administration de la justice québécoise. Ce croisé du *law and order* s'était fait une réputation de leader fort dès sa nomination avec l'affaire du samedi de la matraque de 1964. Pour tout dire d'un mot, il *détonnait* quelque peu dans l'ambiance, au moins d'intention généreuse, de la Révolution tranquille. Après la défaite des libéraux, il avait été l'une des influences décisives pour presser Jean Lesage à abandonner la partie. Candidat malheureux à la succession de ce dernier, en 1970, il était parti grand favori devant un autre fort ministre, Pierre Laporte, et le jeune député Robert

⁶⁵⁷ Joe Clark, Rocky Mountain, ainsi qu'il a été dit ; John Allen Fraser, Vancouver sud ; James M. Gillies, Don Valley Riding ; Heward Graffety, Brome-Missisquoi ; Paul Hellyer, élu en 1949 et ministre libéral en 1957 ; Jack H. Horner, Crowfoot ; Flora I. MacDonald, Kingston and the Islands ; John P. Nowlan, Annapolis Valley ; Sinclair Stevens, York-Simcoe ; Claude Wagner, Saint-Hyacinthe.

⁶⁵⁸ Au congrès, l'organisation Mulroney distribuait une pochette dans laquelle se trouvait une mince plaquette bilingue, *Mulroney speaks out... Selon Mulroney...* comprenant des extraits de discours récents du candidat. A l'occasion du congrès de 1983, il publiait un recueil d'une quinzaine de ses discours sous le titre de *Where I stand* (McClelland and Stewart, Toronto, 1983) et, en français, sous celui de *Telle est ma position* (Éditions de l'Homme, Montréal, 1983).

⁶⁵⁹ Pour des portraits de Claude Wagner et de Robert Stanfield en 1968, voir *Ne bougez plus !*, p. 206-213, 24-30.

Bourassa. Sa défaite, il ne la *prit* pas du tout, en une attitude d'inélégance tout inaccoutumée en pareille circonstance.

Mais Wagner devenait disponible pour d'autres charges publiques. Pressé, à droite seulement, soit par des unionistes ou par des créditistes d'accepter le leadership de leur formation, il devint l'homme public le plus sollicité au Québec, à part Jean Drapeau et pour des raisons assez identiques. Il atterrit finalement chez les conservateurs fédéraux, toujours à la recherche d'une forte personnalité au Québec après l'échec de Marcel Faribault en 1968. L'ambition de Wagner n'avait fait que s'amplifier encore en accédant à une plus vaste scène.

Aux élections de 1972, Wagner avait réussi à se faire élire dans Saint-Hyacinthe, mais la magie wagnérienne n'avait pas joué au Québec, un seul autre député ⁶⁶⁰ s'y étant fait élire. Dans les quatre années subséquentes, la chronique conservatrice au Québec se fera torturée et souterraine, impossible à narrer brièvement ⁶⁶¹. Wagnérien modéré au début, Mulroney estimait que Wagner avait eu sa chance et ne s'abstiendra pas de se mettre lui-même en lice pour la succession lorsque Robert Stanfield aura abandonné son poste de leader conservateur. Très tôt la course au leadership parut devoir s'analyser comme un duel entre Wagner et Mulroney, deux candidats québécois dans un parti qui l'était si peu ! C'était aussi un duel bizarre entre un politicien archi-connu, à la notoriété mythique même, et un jeune avocat, omniprésent et activiste, mais à peine connu hors des cercles d'initiés ou de spécialistes. Mais Mulroney n'était pas démuné de moyens de toutes espèces, de « moyens » tout courts ⁶⁶² ; et sa campagne avait été menée tambour battant. Au congrès même, le clan Mulroney affirma la présence la plus voyante et probablement la plus dépensière. La « maison de Québec » des conservateurs s'était visiblement divisée contre elle-même en devant se partager entre deux gros candidats originaires de cette province ⁶⁶³.

⁶⁶⁰ Heward Graffety dans Brome-Missisquoi.

⁶⁶¹ L'ouvrage de Murphy *et al.* en fait une bonne narration aux p. 101 - 115.

⁶⁶² Ainsi que les observateurs au congrès ont pu le constater. *Maclean's* du 9 février 1976 rappelait que son trésorier « refuses to say how much Mulroney plans to spend and denies wide spread rumors that Power Corp. is bankrolling the campaign. Power Corp. head Paul Desmarais has been solicited for funds, however ». Le magazine fournissait l'estimé du coût de la campagne des divers candidats, à l'exception de Brian Mulroney et John Horner, le futur transfuge au clan Trudeau.

⁶⁶³ Par les bons soins de l'organisation Wagner, Mulroney n'avait pas réussi à se faire nommer délégué du Québec...

La presse francophone, en particulier, était plus sympathique à la candidature de Mulroney, en lequel on voyait la promesse de sang nouveau, qu'à celle de Wagner, dont la réputation autoritariste restait accolée à ses ambitions grandissantes. Le « p'tit gars de Baie-Comeau » avait poussé le culot jusqu'à s'attaquer primordialement à Pierre Elliott Trudeau, se posant « soi-même » comme bien meilleure solution de remplacement ⁶⁶⁴. Claude Ryan, au terme d'une série de deux éditoriaux, voyait en Mulroney « le meilleur choix » des dix candidats, tout en reconnaissant qu'il lui manquait « une pensée structurée sur les grands problèmes de l'heure » ⁶⁶⁵. Roger Lemelin dans *La Presse* estimait également qu'il était « de tous les candidats, de loin le plus apte à rassembler autour de lui et de son parti un noyau important de candidats canadiens-français de valeur » ⁶⁶⁶. Au congrès lui-même, la performance de Mulroney lors de son discours fut tout ce qu'il y eut de moyen ⁶⁶⁷ ; on ne sentit pas passer cette espèce de courant électrique signalant la naissance péremptoire d'un destin politique. Mais sa promesse était déjà grande : d'être arrivé jusque-là selon un mode aussi peu accoutumé et de s'y être affirmé comme l'un des deux « gros candidats ».

Au premier tour du scrutin, Wagner venait en tête avec 531 votes ; suivaient respectivement Mulroney avec 357 voix et Clark, avec 277. La surprise était du côté de ce dernier, qui allait rallier, au tour suivant, le gros des votes accordés à Grafftey, Gillies et Stevens, les candidats qui avaient le plus faible « score » : tant et si bien que

⁶⁶⁴ À Matane, le 17 décembre 1975, il avait attaqué ce gouvernement « devenu une entité anonyme dominée par un idéaliste irréaliste et protégé par une bureaucratie complaisante » et, un mois plus tard à Montréal, il s'en prenait à ce « genre d'utopisme mal défini » et à « cet idéalisme vide de sens » (la plaquette mentionnée à la note (7), p. 7).

⁶⁶⁵ Le directeur du *Devoir* faisait encore remarquer que bien que « n'étant pas intellectuel et ayant surtout consacré son activité jusqu'à maintenant à des tâches pratiques », la candidature de Mulroney lui paraissait « une bouffée d'air frais dans une pièce close » (*Le Devoir*, le 19 février 1976).

⁶⁶⁶ À cause de « son pragmatisme, son aménité, son passé vierge de tout accroc, la sympathie et la confiance, qu'il inspire dans tous les milieux québécois » (*La Presse*, le 19 février 1976).

⁶⁶⁷ « Dans l'ensemble, la convention fut marquée par des discours excessifs dans la forme, pauvres dans le contenu et le plus souvent insignifiants. Celui de Mulroney n'était pas pire que ceux de certains autres candidats, bien qu'il ne fut pas meilleur non plus. Ce qu'il y eut de remarquable, cependant, ce fut la réaction à son discours : quelques applaudissements dispersés et un manque total d'enthousiasme. La vague qui avait jusqu'alors porté Mulroney était devenue une simple ride » (Murphy *et al.*, *op. cit.*, p. 114-115).

Clark allait dépasser Mulroney. Au troisième tour, celui-ci se voyait éliminé par l'alchimie des coalitions changeantes. Ses partisans eurent à se partager entre Clark et Wagner sans que Mulroney donne le mot d'ordre de favoriser l'autre candidat du Québec, au grand dam de Roch La Salle ⁶⁶⁸ qui prit un certain temps à s'en remettre.

L'amertume était épaisse dans les rangs des conservateurs québécois quand fut proclamé le résultat du tour décisif : 1187 voix à Clark et 1122 à Wagner ⁶⁶⁹. Une si mince victoire introduisait un principe de division dans le parti et constituait une bien insuffisante assiette d'autorité pour le nouveau leader. À la minute décisive, Mulroney avait commis le crime de laisser se déchirer la tunique de l'unité conservatrice au Québec. « Aussi, en 1983, on verra un bon nombre de délégués du Québec travailler fort à la défaite de Mulroney, se souvenant de ce dimanche de 1976 » ⁶⁷⁰.

III

Joe Clark l'avait emporté au congrès de 1976 grâce à l'espèce de profil négatif de « celui que personne ne déteste ». Il y avait certes des éléments positifs dans sa personnalité : jeune et originaire de l'Ouest, il suscitait de la sympathie auprès des délégués de la jeune génération et de la région qui s'estimait traditionnellement délaissée par le pouvoir central. Relativement à l'aise en français, son bilinguisme lui valait la confiance de beaucoup de délégués québécois. Sa perception des difficultés économiques et sa généreuse ouverture aux problèmes ethniques rassuraient encore, quoique sans commander de ferveur spéciale. En somme, il était le moyen terme pour finir par rallier une majorité dans un congrès incapable de départager deux tribuns engagés en une lutte inexpiable. Comme chef de parti, ces qualités ne suffirent toutefois pas à

⁶⁶⁸ « Roch La Salle, entre autres, lui (à Mulroney) demanda de voter pour Wagner. Mulroney lui rappela alors que Wagner avait vu à ce qu'il n'ait pas le droit de vote. En fait, Mulroney ne pouvait plus rien faire que d'assister impuissant au déroulement de l'élection » (*ibid.*, p. 115).

⁶⁶⁹ Après sa défaite, Wagner tomba malade d'une affection qui n'a pas été officiellement connue - on parlait de leucémie. En 1978, le premier ministre Trudeau le nomma au Sénat. Il devait décéder peu de temps après, en juillet 1979, dans la peau d'un partisan libéral. Il n'avait que 54 ans.

⁶⁷⁰ Murphy *et al.*, *op. cit.*, p. 115.

créer une emprise réelle sur l'establishment et un ascendant sur les cadres et les militants du parti. Il n'y avait pas que les caricaturistes à le voir comme une espèce de *back bencher* assez obscur propulsé, comme par défaut, au premier plan. Devant un Trudeau, même en usure de pouvoir, son vis-à-vis faisait difficilement le poids et manquait de couleur. Et la traîtresse expression « Joe Who ? » commençait à produire ses effets assassins...

Connaissant l'issue du congrès de 1983, on doit se garder de trop schématiser une histoire longue et touffue, du fait qu'on n'a pas le loisir de la raconter ici avec quelque détail. Non, il n'était pas fatal, même après sa défaite de 1980, que l'autorité vacillante de Joe Clark soit à ce point sapée ; non plus que ce fût Brian Mulroney qui dût, tout le temps, en faire son profit personnel en attendant de porter le coup décisif lors d'une seconde et plus décisive explication. Le cours des événements fut autrement complexe et soumis à des facteurs multiples dont certains aléatoires. La *magouille* et le *grenouillage* de la vie interne des partis sont l'envers de la politique officielle des partis et ne passionnent guère que ceux qui s'y livrent par sport, instinct ou nécessité vitale. Joe Clark, chef du PPC et de l'opposition parlementaire, n'apparaissait pas à la hauteur des circonstances ; et plus tard, Joseph Clark, premier ministre du Canada, ne s'affirma pas au niveau de la situation et de la fonction, auquel il serait peut-être parvenu si le temps ne lui avait pas été si parcimonieusement compté. On se restreindra à n'évoquer que la présence active du toujours simple citoyen, Brian Mulroney, dans la politique de son parti pendant la période de l'inter-congrès 1976-1983.

À croire ses biographes, il avait été « profondément blessé » par son échec de 1976. Il avait sincèrement cru à sa réussite dès le coup d'essai ! Il refusera d'être ministre du cabinet de Joe Clark lors de l'éphémère gouvernement conservateur et même de celui de Pierre Elliott Trudeau, selon « ses dires » et à des moments non précisés : « J'ai présenté ma candidature parce que je pensais pouvoir devenir chef du Parti progressiste-conservateur et gagner les élections » ⁶⁷¹. Après deux ans d'activité politique intense, Mulroney se recycla au civil, non plus dans la pratique du droit mais dans l'administration financière d'une grande entreprise. L'Iron Ore offrit au fils de la Côte Nord d'être son vice-président exécutif avec succession prochaine à la présidence. Il

⁶⁷¹ Citation complète : « Je ne me suis pas présenté à la direction du Parti conservateur pour devenir ministre de la Justice de Pierre Elliott Trudeau. Et je ne me suis pas présenté non plus dans le but de recevoir de Joe Clark un poste de ministre dans son gouvernement » (*ibid.*, p. 117).

est heureux d'accepter cette responsabilité qui lui permettra de s'initier par le sommet à la gestion d'une compagnie internationale. Le président Mulroney aura l'occasion de naviguer en pleine « stratosphère politique » ⁶⁷².

Comme tant d'autres entreprises du Big *business* nord-américain, l'Iron Ore connaîtra, quelques années plus tard, de sérieuses difficultés aboutissant en novembre 1982 à la fermeture des installations de Schefferville et à la déchéance de cette communauté nordique en ville fantôme. Justement, il aura à justifier cette décision déchirante devant les employés de l'Iron Ore et même devant l'instance solennelle d'une commission de l'Assemblée nationale, siégeant à Schefferville même les 10 et 11 février 1983. Le président de la compagnie s'en tira avec aplomb et sut esquiver des questions précises des ministres Yves Duhaime et Pierre Marois : « Il y a quelque chose, répétait avec insistance ce dernier, qui n'est pas clair là-dedans ». Cette épreuve, dont le moins qu'on puisse dire est que sa portée publicitaire était réduite pour un postulant, sous peu, au poste de premier ministre du Canada, il la tourna à son avantage en ce qu'un journaliste vancouverois appelait « un tremplin politique grâce auquel M. Mulroney a décrit une haute et gracieuse pirouette au-dessus des candidats moins aptes que lui à la direction du Parti progressiste-conservateur » ⁶⁷³. Il est, en effet, des êtres qui semblent touchés, dès la naissance, par la « grâce » politicienne...

Les années avaient passé. La déchéance progressive de Joe Clark l'avait amené à la décision risquée mais devenue nécessaire de tenir, au printemps 1983, un congrès de leadership. Mulroney venait de réussir à convertir en un coup d'envoi de sa campagne au Québec le redoutable test de sa comparution à Schefferville. Il n'avait pas été le seul dans le parti, pour ne pas parler des opinions éditoriales, à n'avouer qu'une admiration très mitigée pour le chef du parti et ex-premier ministre, son adversaire heureux de 1976. Le trio des chroniqueurs de son activité publique a raconté par le détail les positions habiles, parfois louvoyantes, de Mulroney dans son parti à l'échelle nationale et, surtout, condition indispensable à son futur succès, pour le contrôle de

⁶⁷² «... du Canada et des États-Unis. Au Canada, il avait sans cesse à négocier avec les gouvernements d'Ottawa, du Québec et de Terre-Neuve. Il eut aussi l'occasion de parcourir le pays, de faire la connaissance du premier ministre Lougheed et de découvrir les gisements pétroliers de l'Alberta » (*ibid.*, p. 131).

⁶⁷³ Pour cette citation et sur ces questions de la fermeture de la compagnie, des indemnités payées aux employés, ainsi que de la comparution de Mulroney devant la commission parlementaire, voir *ibid.*, p. 139-141, 165-167.

l'appareil au Québec ⁶⁷⁴. Dans les mois de l'après-référendum québécois, il s'exprimait avec plus de clarté et d'insistance sur les problèmes constitutionnels canadiens et se faisait, par l'occasion, le défenseur-interprète du Québec qui boude les conservateurs depuis si longtemps ⁶⁷⁵.

Après un second test de confiance estimé par lui non concluant, Joe Clark avait donc demandé la convocation d'un congrès de leadership en annonçant qu'il se porterait candidat. Il pensait sincèrement renverser le courant, contrairement à la fatalité qui s'était abattue contre le vieux chef Diefenbaker ⁶⁷⁶ à l'automne 1967. En effet, lors d'une réunion conservatrice à Ottawa en 1981, le tiers des assistants s'était déclaré favorable à un nouveau congrès d'investiture. À une autre rencontre du parti à Winnipeg en janvier 1983, l'ex-premier ministre n'avait pu obtenir un appui supérieur. Estimant à deux occasions qu'un soutien des deux-tiers des partisans était insuffisant, Clark n'obtiendra pas la moitié des voix plus une au congrès de leadership cinq mois plus tard : cruelle ironie des chiffres variables et à portée inégale selon les circonstances... Le cas Joe Clark a un côté plus pathétique encore que le sort fait à Claude Ryan, cet autre chef mal-aimé, puisque le premier n'avait pas fait que s'approcher du pouvoir mais l'avait exercé effectivement : une victoire, une défaite, ce n'était tout de même pas un bilan désastreux pour un chef de parti.

Brian Mulroney était en pré-campagne depuis... toujours, c'est-à-dire depuis son temps d'étudiant à Laval au début des années 1960. Il n'avait certes pas été le facteur déterminant de l'érosion du leadership de Joe Clark ; elle se serait produite, n'eût-il pas été dans le décor. Mais il y était, justement, et cela comptait comme « menace »

⁶⁷⁴ On doit se contenter de renvoyer ici aux chapitres très documentés : « 6. Du haut du siège social ; 7. L'attente dans les coulisses » (*ibid.*, p. 117-167).

⁶⁷⁵ « Dans toute discussion sur une réforme constitutionnelle, je pars du principe que le Canada est indivisible. Le mot est clair. Il veut dire la même chose en anglais et en français. Je ne crois pas dans la théorie de deux, cinq, dix nations. Nous devrions savoir que ces « jeux de mots » (en français dans le texte) créent de la confusion (...). Le Québec est différent, très différent. Il n'est ni étrange, ni bizarre ; il est tout simplement différent. Et cette différence prend ses racines dans sa langue et dans sa culture. Voilà pourquoi il est essentiel de préserver et de développer l'une et l'autre (...), Le Parti conservateur a été relégué aux bancs de l'opposition pour une seule et unique raison : son impuissance à remporter des sièges dans les régions francophones du pays » (cité *ibid.*, p. 156).

⁶⁷⁶ Pour un portrait-bilan de Diefenbaker à l'été 1968, voir de l'auteur, *Ne bougez plus !* (p. 41-47).

ou éventuelle solution de remplacement. Son ralliement officiel avant la réunion de Winnipeg tenait de la simple feinte, et non pas d'une trahison par dissimulation. Un homme aurait pu changer le grand jeu conservateur qui allait recommencer : William « Bill » Davis de l'Ontario, à l'instar de Peter Lougheed, en 1976, qui avait annoncé à temps, lui aussi, sa décision de ne pas se lancer dans la course.

Le style de comportement de Mulroney dans les mois qui vont suivre pourrait se résumer à cette superbe assurance, qu'il saura rendre contagieuse, d'être ce *quelqu'un dont l'heure est enfin venue*. Tout le reste, action ou nombre des autres postulants, position du gouvernement libéral ou décision de retraite de Trudeau, ou toutes sortes de circonstances prévisibles ou pas, allait devoir se plier à cette espèce de déterminisme d'évidence. Pour peu qu'elle éviterait les erreurs irrécupérables, une persuasion profonde aussi unilatérale ne pouvait que dégager une force irrépressible. Pour finalement être un gagnant ou le premier, il faut plus que de l'Ego, soit cette espèce de self-assurance aussi naturelle que flagrante sous le sourire engageant jusqu'à la complicité.

Mais il y avait encore Joe Clark, le politicien de carrière, ou Joseph Clark, l'ex-premier ministre, qui était toujours en selle. Bien que contestée, sa position pouvait s'accrocher à des points forts dans l'organisation du parti et dans les régions. Il n'en démordait pas. Et s'il a pris la décision d'un congrès de réinvestiture, c'est qu'il est raisonnablement sûr de l'emporter, autant que Maureen qui l'aurait incité à en finir une fois pour toutes ! Au Québec particulièrement, Clark a eu le temps de se constituer des réseaux de sympathie et d'estime ⁶⁷⁷.

Pour le mieux ou le pire, on ne sait trop, Mulroney paraît un plus gros risque que Clark qui n'a pas eu de chance. N'ayant pas de passé gouvernemental, ni même par-

⁶⁷⁷ Ainsi Jean-Louis Roy, directeur du *Devoir*, estimant que sa candidature « nous apparaît répondre mieux que celle de ses adversaires aux aspirations et aux besoins du Québec et du Canada (*Le Devoir*, le 7 juin 1983). Alors que des militants conservateurs avaient hué Clark pour son attitude d'ouverture envers le Québec, le sénateur Arthur Tremblay, conseiller en matières constitutionnelles, avait fait cette remarque abrupte à un journaliste de *La Presse*, Gilbert Lavoie : « C'est de l'avenir du pays que l'on parle ici ; on ne parle pas d'image, on parle de contenu, d'orientation. S'ils ne prennent pas conscience de cela, ce parti-là vient de se disqualifier comme parti de gouvernement » (*La Presse*, le 3 mai 1983). Après la victoire du 4 septembre 1984, le nouveau premier ministre reconduira le sénateur Tremblay dans son statut de conseiller.

lementaire, l'avocat de compagnie est celui auquel l'on n'a rien à reprocher et qui, surtout, ne doit rien à personne. Des autres candidatures annoncées, trois au moins ne seront pas valeurs négligeables ⁶⁷⁸, mais tout le monde est convaincu que la course au leadership va s'achever comme elle avait commencé : par un duel à finir entre celui qui s'était débarrassé du boulet de « Joe Who ? » et « le p'tit gars de Baie-Comeau ». Ce dernier, qui a aussi appris à rendre coup pour coup avec le sourire, a de nouveau la préoccupation première de s'assurer d'une base de départ aussi solide au Québec que celle de Clark dans l'Ouest : condition remplie grâce aux toujours fidèles de la « gang à Mulroney » mutés à des positions d'état-major.

De la campagne au leadership et de la fiesta de la convention elle-même, que rappeler ? On se contentera de se référer à ses souvenirs de ces événements hauts en couleurs et en tapage, selon le style de plus en plus évident des campagnes à l'américaine, ainsi qu'on a pu le voir à la télévision. Sauf un point, assez peu honorable pour les principaux clans, qui se faisaient la guerre des délégués pour amener le plus possible de « conservateurs instantanés » ⁶⁷⁹ de leur bord. Ce parti n'en avait certes pas inventé la formule, mais le procédé reste tout de même une tare répugnante dans la démocratie élective des partis, qu'on dit « grands » parce qu'ils ne sont que deux à pouvoir accéder au pouvoir. Étant donné ses avantages au départ, la stratégie de Clark était défensive et consolidante. Celle de Mulroney, plus diversifiée et audacieuse, surtout pour les opérations de ce qu'on baptisera « la stratégie Boonie » ⁶⁸⁰. Pour le reste du jeu de ce que Jean-Louis Roy avait appelé « la ligne d'improvisation » ⁶⁸¹, Mulroney

⁶⁷⁸ John Crosbie, l'ancien ministre des Finances du cabinet Clark, la plus forte personnalité à tous égards mais dont l'unilinguisme incorrigible constituait le talon d'Achille ; David Crombie, l'ancien maire, très populaire, de Toronto ; Michael Wilson, personnage avisé de Baie Street et futur ministre des Finances dans le cabinet Mulroney.

⁶⁷⁹ « Le recrutement se fit partout (...). Les médias ne manquèrent pas de souligner la présence d'autobus remplis de clochards logés à la Old Brewery Mission ou de membres votants qui, vu l'heure tardive des assemblées, s'endormaient dans les bras de leur maman » (Murphy *et al.*, p. 170).

⁶⁸⁰ C'est-à-dire rencontrer le plus possible de délégués, partout où ils étaient éparpillés, dans les 268 circonscriptions fédérales.

⁶⁸¹ Titre d'un éditorial au *Devoir*, le 9 avril 1983.

faisait fi de l'expérience des autres et préférait prôner avec fierté son « bon vieux flair de p'tit gars de Comeau » ⁶⁸². Toujours lui...

Mulroney ne dit pas toujours grand-chose ; mais le peu qui passe dans ses discours, il le dit bien ⁶⁸³. Répété à l'enfilade dans 268 circonscriptions, cela finit par produire de l'effet, d'autant qu'il n'a aucun des tics de Clark, tel celui de sembler toujours trancher quelque chose de ses longues mains vengeresses. La partie privilégiée par les caricaturistes de l'anatomie de Mulroney, c'est évidemment le menton : ils n'ont pas fini d'en figurer l'amplitude volontaire. Un journaliste sérieux évoquera même *Jaws II* ⁶⁸⁴. Quand Hollywood met en scène un politicien à succès mais non antipathique, il le fait camper par un acteur aux traits carrés et à l'allure martiale du fonceur. Et il y avait Mila, reconnue d'emblée, et pas seulement par les femmes, homologue en charme à Maureen. Pétillante et toujours impeccablement élégante, Mila n'avait pas à se forcer pour donner l'impression qu'elle se rendait compte de ce qui se passait. On a pu parler d'une campagne presque parfaite de l'organisation Mulroney, faisant penser à celle du clan Kennedy ⁶⁸⁵. Le nouveau chef de l'opposition, puis le nouveau premier ministre après la victoire du 4 septembre 1984, s'entendra presque trop bien avec Ronald Reagan, cet autre Irlandais, au sud.

Conservateur, près des establishments, Mulroney apparaît un homme de droite dont les discours ne tirent pas trop à gauche pour donner l'apparence qu'il est des deux côtés à la fois : un homme « d'extrême-centre » comme aurait dit Trudeau parlant de lui-même. Mais le modèle officiel est certes le légendaire John A., qui avait rendu

⁶⁸² Faisant allusion à l'éphémère gouvernement Clark, « si c'est ça avoir de l'expérience, j'aime autant m'en remettre à mon bon vieux flair du p'tit gars de Baie Comeau » (cité par Murphy *et al.*, *op. cit.*, p. 182).

⁶⁸³ « Quand Mulroney est en forme, que sa belle voix de baryton vibre de toutes ses harmoniques, il est capable de livrer un message d'une telle douceur, avec tant de miel et d'onction, qu'il plonge tous ses auditeurs dans un coma diabétique » (*ibid.*, p. 181).

⁶⁸⁴ L. Ian MacDonald, *The Gazette*, le 21 mars 1983. (Ce journaliste publia, à la fin de 1984, *Mulroney : the making of the Prime minister* chez McClelland and Stewart, Toronto.) Allan Fotheringham fit pire - ou mieux. Il typifia Mulroney comme « The Jaw That Walks Like a Man » et, pour être de bon compte dans l'équilibration, il étiqueta Clark comme « The Chin That Never Was » (*Maclean's*, le 11 juillet 1983).

⁶⁸⁵ Une seule bavure peut-être, d'importance mais tôt oubliée : lorsque Mulroney menaça de poursuites le reporter Mike Duffy du réseau anglais de Radio-Canada pour avoir laissé entendre une collusion de Mulroney avec Crosbie.

possible la présumée coalition inter-ethnique qui avait donné naissance à Confédération de 1867. Mulroney a l'avantage d'être à la fois John A. MacDonald et Georges-Étienne Cartier. Il ne se mouille pas dans les problèmes constitutionnels qui embarrassent tous les chefs conservateurs depuis la mi-décennie 1960 : on en reparlera après le congrès dont l'objet est de se donner un chef et non une doctrine.

La position de Clark à ce sujet est « extrêmement dangereuse » ⁶⁸⁶, disait Mulroney. Il faut au moins se méfier de René Lévesque qui, « jamais n'apposera sa signature sur un document constitutionnel de nature à prouver que le fédéralisme est flexible ». Sur ces questions, il se dit plus prêt de Trudeau qui « n'a pas souvent raison, mais (qui) n'a pas toujours tort » ⁶⁸⁷. Cela peut changer quand je serai premier ministre, si Lévesque... ; cela, on le sait maintenant, allait changer ! Pour l'heure, le premier ministre du Québec, à l'annonce de la victoire de Mulroney sur Clark, ne jubilait pas. Il déclarait à l'issue d'un Conseil national du PQ : « Chaque fois qu'on a eu un Québécois à la tête d'un parti fédéral, ça a coûté très cher au Québec. Maintenant qu'il y en a deux, c'est garanti des deux côtés » ⁶⁸⁸. Et c'est bien ce que semblaient craindre un groupe de 24 notables du monde intellectuel et social québécois qui disaient souhaiter la reconfirmation de Clark « comme Chef du Parti progressiste-conservateur du Canada » ⁶⁸⁹.

À deux mois et demi de la tenue du congrès, un sondage Gallup relevait une forte avance de Clark dans la faveur conservatrice sur tous les candidats, Mulroney se classant au second rang (14% contre 31%). À la fin mai, *Le Devoir* publie un sondage (par retour du courrier) auprès des 759 délégués du Québec. Il montre que 51% d'entre eux seraient favorables à Clark à un premier tour, contre 44% pour Mulroney ⁶⁹⁰. Ce dernier n'y aurait pas encore gagné sa partie. S'attaquant à ce « pseudo-sondage », le fils du Québec rétorque qu'au contraire il est « bon premier » dans sa province et « solidement deuxième mais gagnant de jour en jour » dans le reste du Canada ⁶⁹¹. À deux jours du vote, un sondage, effectué par des membres du programme de journa-

⁶⁸⁶ « Mes amis du Parti québécois doivent bien rigoler », ajoutait-il (*Le Devoir*, le 26 avril 1983).

⁶⁸⁷ *La Presse*, le 28 mai 1983.

⁶⁸⁸ *Le Soleil*, le 13 juin 1983.

⁶⁸⁹ Texte de la déclaration et liste des signataires (dont l'ex-députée Solange Chapat-Rolland) dans *Le Devoir*, le 8 juin 1983.

⁶⁹⁰ *Le Devoir*, le 28 mai 1983.

⁶⁹¹ *La Presse*, le 30 mai 1983.

lisme de l'Université Carleton auprès de 850 délégués, montrait encore l'avance de Clark bien que Mulroney gagnait constamment du terrain : 37% contre 24%. Mais dans l'hypothèse d'un duel entre les deux hommes, les autres candidats étant éliminés, la lutte serait autrement serrée : 45 et 44% des voix, toujours en faveur de Clark. Ces chiffres révélaient que Clark ferait le plein de ses votes plus tôt que Mulroney. Les espoirs de celui-ci s'en trouvaient confirmés.

Et c'est bien ce qui devait se produire, mais il aura fallu quatre tours de scrutin pour départager les opposants. Clark mena pendant trois tours mais avec une avance s'amenuisant d'une fois à l'autre. La victoire de Mulroney était virtuellement assurée lorsque, au deuxième tour, les délégués favorables aux candidats Wilson et Pocklington se portèrent de son côté. Elle devenait presque certaine lorsque le troisième candidat encore en course, Crosbie, dut se retirer à la troisième épreuve malgré l'appui de 858 délégués.

Le tour décisif donna le résultat final : Clark, 1,325 voix ; Mulroney, 1,584. Une victoire de 259 voix sur 2,909 votants ne constituait pas un triomphe. Qu'importe : le ci-devant citoyen de Baie-Comeau et de Montréal, encore sans siège parlementaire, venait de battre le chef de son parti, encore en fonction et qui avait été, quelques années auparavant, premier ministre du Canada. Son discours de la victoire commençait par cette double interpellation : « Chers amis, dear friends... »

IV

L'annonce de la retraite de Pierre Elliott Trudeau, pendant qu'il était encore premier ministre, ouvrait une double succession. Le congrès du leadership du parti libéral fédéral se présentait comme un premier rite de passage pour accéder d'emblée, au moins pour un court temps et provisoire, au poste de premier gouvernant canadien. Était déjà en lice pour ce poste Brian Mulroney depuis juin 1983. Un an plus tard, presque jour pour jour, les libéraux tenaient leur convention qui, comme la précédente, mettaient en présence deux « gros candidats » : John Turner et Jean Chrétien.

Ils avaient été d'une même cuvée ministérielle, celle de 1963 sous Pearson, soit deux ans avant l'entrée aux Communes de Trudeau avec les deux autres colombes. La dernière huitaine d'années, depuis la sortie de Turner en 1975, avait marqué la phase

spectaculaire de l'ascension continue de Jean Chrétien. L'un et l'autre ministre étaient des vedettes confirmées de la scène politique après toutes ces années ; et Turner ne l'avait pas totalement désertée, tout le monde prévoyant qu'à l'heure dite - qui tardait toujours - il ferait une rentrée en force pour recueillir la double succession de Trudeau.

La montée fulgurante de celui-ci avait constitué l'entrave inattendue qu'il avait trouvée sur son chemin en 1968. Il était notoire que Turner ruminait une revanche contre un sort si longtemps contrariant. Il n'y avait que le leadership assuré du PLC pour l'extraire de sa retraite dorée. Trudeau étant toujours à la gouverne du parti, Turner ne sera pas candidat aux élections générales de 1979 et de 1980 ; il se tenait en réserve pour le seul objectif valable. Pendant ce temps Jean Chrétien s'affirmait de plus en plus comme figure politique canadienne, surtout après qu'il eut résisté à la tentation du leadership du PLQ en 1978, estimant correctement qu'avec les candidatures de Raymond Garneau et de Claude Ryan « il serait difficile de prétendre qu'il n'y a personne dans la lutte » ⁶⁹².

Le règlement de la double succession de Trudeau allait donner un adversaire à Brian Mulroney, qui aurait ainsi à affronter un premier ministre du Canada. Contrairement à l'ascension en clair-obscur du chef conservateur, les deux principaux candidats, Turner et Chrétien, avaient fait leur carrière politique en pleins feux d'actualité, ce qui nous dispense en partie de la rappeler en détail ⁶⁹³. Une autre excuse pour faire vite dans l'évocation de cette convention libérale est le manque de surprise de son résultat, dès lors que Turner était candidat. La candidature de Chrétien restait fort surprenante, bien que prévisible à plusieurs signes, « Le p'tit gars de Shawinigan » rencontrait au départ deux énormes obstacles structurels qui s'additionnaient : il était la personnification même du *French power*, ce qui accordait plus de poids à la coutume de l'alternance de l'origine ethnique des leaders libéraux.

Nul autre que Jean Chrétien, dans toute l'histoire politique canadienne, n'aurait pu à ce point surmonter de tels handicaps pour paraître un candidat plausible, sérieux,

⁶⁹² Cité par Michel Roy dans un éditorial (*Le Devoir*, le 28 janvier, 1978) concluant que Chrétien avait pris « la bonne décision » de s'abstenir.

⁶⁹³ L'auteur de *Ne bougez Plus !* y avait esquissé un portrait de John Turner à l'été 1968, en grande partie à cause de sa candidature au leadership après la démission de Lester Pearson. L'importance relative de Jean Chrétien étant moins grande alors, il ne figurait pas dans la petite galerie de portraits.

menaçant et inévitablement finaliste. D'autant qu'il aurait à faire la lutte à un véritable mythe vivant et qu'il n'était pas en situation, dans une concurrence fraternelle, de dégonfler sans merci. Aussi, le comportement marquant de cette campagne au leadership fut-elle du côté du grand perdant, qui eut toutefois la défaite amère, puis froidement calculatrice. Il négociera comme prix de consolation, une situation triplement privilégiée : de vice-premier ministre, de ministre des Affaires extérieures et de leader de l'aile québécoise.

À l'époque du cruel « Joe Who ? », un magazine ⁶⁹⁴ intitulait un article sur Turner « John When ? ». À tous il apparaissait le leader prédestiné quand Trudeau finirait par partir, et la succession aurait la rigueur d'un lien dynastique. La convention libérale n'aurait que l'utilité solennelle d'une cérémonie de couronnement ⁶⁹⁵. Les autres prétendants au trône n'auraient plus qu'à jouer les rôles de figurants pour les formalités démocratiques. Tout était joué d'avance.

John Turner avait été oint dès la naissance, sa mère, dit-on, lui ayant indiqué la ligne de destin d'un premier ministre. Né au bon endroit (en Angleterre), éduqué dans les grandes écoles qu'il faut (et raflant au passage une bourse Rhodes), ayant des investissements de vie, de résidence, de profession dans toutes les régions canadiennes sauf dans les Maritimes ⁶⁹⁶, il composait, grâce à un physique impeccable de mâle élégance, l'image même de « Monsieur Perfection » ⁶⁹⁷. Comme ministre sous Pearson, puis sous Trudeau, il avait adéquatement relevé les défis de ministères de plus en plus exigeants jusqu'au ministère des Finances, ce cap des tempêtes pour tout aspirant à un poste de premier ministre. Et s'il partit en 1975 sur une raison officielle de politi-

⁶⁹⁴ *Weekend Magazine*, le 16 avril 1977.

⁶⁹⁵ *The Gazette* lui consacrait la page frontispice de son *Weekly Review* sous le titre : « John Turner : the man who would be king » (*The Gazette*, le 3 mars 1984). *Maclean's* du 26 mars 1984 intitulait un *cover story* « Turner's race for the crown ». Allan Fotheringham, qui va plus loin que quiconque dans le trait ironique, l'avait déjà appelé « the Duke of Windsor of our public life » (*Maclean's*, le 26 octobre 1981).

⁶⁹⁶ Après avoir retracé ses rapports avec toutes les régions canadiennes, Fotheringham constatait : « The only thing Turner lacks is a dog whose Heinz 57 pedigree can be traced to a small outport in the Maritimes. Central Casting could not come up with a better computer simulation, even with sperm transplant » (*Maclean's*, le 25 juin 1984).

⁶⁹⁷ Ainsi que le coup d'oeil d'une femme, Lysiane Gagnon, le voyait en intitulant ainsi sa chronique du 17 mars 1984 à *La Presse*.

que financière, tout le monde comprit que c'est plutôt parce qu'il n'en pouvait plus de servir comme brillant second ⁶⁹⁸.

Toutefois, après la première démission de Pierre Elliott Trudeau en novembre 1979, John Turner annonçait qu'il ne serait pas candidat au trône devenu vacant. Se laissait-il désirer ? Personne ne le crut lorsqu'il déclara n'avoir jamais eu l'intention de solliciter le leadership du PLC et que sa décision était « irrévocable ». Peut-être même avait-il quelque obscur pressentiment qu'avec Trudeau ce n'est jamais fini ?... Cette déclaration était du 10 décembre 1979 ; quelques jours plus tard, le gouvernement Clark était battu en chambre... Et Trudeau repartait pour la dernière ronde de sa carrière en dents de scie. Dans les années subséquentes, l'étrange fascination publique qu'exerçait John Turner n'avait pas cessé. On le voyait rôder, ici et là, dans les milieux politiques, et se faire plus abondant dans les cercles para-politiques, où ça compte peut-être davantage dans les périodes d'exil volontaire.

En tout cas, lorsqu'il annoncera sa décision d'entrer dans la course au leadership, la grande presse et les médias lui feront le traitement d'un prince de retour de bannissement, au Québec non moins qu'ailleurs, et même après que la candidature de Jean Chrétien fut considérée comme certaine. C'est Turner, et non ce dernier, qui eut les plus fermes appuis dans la province française, ainsi que chez le plus grand nombre de ministres et de députés francophones. Il maîtrisait surtout la Machine qui s'était construite autour de la garde d'honneur des « 195 » ⁶⁹⁹, et qu'activaient les courroies de transmission de ses multiples relations de Bay Street et d'ailleurs. Oint dès sa naissan-

⁶⁹⁸ La version que donne Richard Gwyn dans *Le Prince* (France-Amérique, Montréal, 1981) est assez nettement défavorable à Trudeau : « Et s'il est resté si longtemps au pouvoir, c'est, entre autres choses, pour être certain que Turner ne pourrait jamais le remplacer (...). Mais comme il ne s'excuse et ne s'explique jamais, la seule chose qu'il fut capable de reconnaître officiellement et sans aucune conviction fut : « J'aurais probablement dû faire sentir à Turner qu'on avait besoin de lui, qu'il était nécessaire, qu'on voulait qu'il reste » (...). » Trudeau n'avait pas compris qu'il n'y avait rien de plus facile que d'accéder au désir de Turner : il suffisait de lui confirmer qu'il jouait un rôle essentiel et de reconnaître son statut d'héritier présomptif en le nommant Premier ministre adjoint - titre honorifique qu'il décerna à MacEachen. Enfin, il n'avait pas eu le bon sens, politiquement parlant, de prévoir les conséquences politiques du départ de Turner » (p. 220, 223, 224).

⁶⁹⁹ Les 195 délégués qui avaient été favorables à Turner jusqu'au dernier tour du scrutin au congrès de leadership libéral, qui devait élire Trudeau en avril 1968.

ce, il n'avait plus qu'à ceindre la couronne à l'âge de 55 ans. Bref, un aspirant imbattable.

Jean Chrétien, en face, c'est *l'underdog*. Nullement chagrin, il proclame que telle fut sa vie. Non seulement il s'en glorifie mais il « aime ça » ⁷⁰⁰. S'il semble parfois susceptible, c'est plutôt envers les Québécois exigeants qu'à l'endroit de ses *fellow Canadians*. Devant eux, le ministre de la Justice ou des Finances du Canada obtient parfois des succès discutables de *frog* ou de *pea soup* en parade. Il a pigé le secret de la sémantico-dialectique des créditistes le jour où, pour survivre, il a dû être plus fort qu'eux dans sa Mauricie natale. À l'autre pôle vertigineux, comme devant les étudiants de l'Université de la Colombie-britannique, sa pensée analogique ira jusqu'à leur suggérer de contempler ses initiales - qui sont aussi celles de Joe Clark -, à lui qui a aussi été « crucifié » à l'âge de 33 ans quand il est devenu serviteur du peuple ⁷⁰¹.

De quoi se vante-t-il le plus fort, de ne pas écrire ou de prononcer 200 discours par année ? Tout membre du Barreau soit-il, il n'est pas un « intellectuel » et aurait eu tendance à nourrir ce qu'un éditorialiste non péquiste a déjà appelé un « complexe paysan » ⁷⁰². On peut faire du bon théâtre avec un texte de Michel Tremblay, de même que de la politique efficace avec les tics et sorties verbales de Jean Chrétien. Seulement, ce populisme d'expression garde quelque chose d'ambigu lorsqu'il recueille ses plus fortes claques dans les provinces dont l'idiome n'est pas le français ⁷⁰³. « Que voulez-vous ? »

⁷⁰⁰ *The Financial Post* du 21 avril 1984 avait titré une longue interview avec Chrétien en campagne : « Being underdog has been the story of my life - and I loved it ».

⁷⁰¹ « Vous voyez mes initiales : J.C. J'ai été crucifié (élu) à 33 ans » (*La Presse*, le 7 février 1980).

⁷⁰² Marcel Adam dans *La Presse* du 9 avril 1976. L'éditorialiste répondait à cette sortie de Jean Chrétien :

« Quand un gars vient de Shawinigan il est exclu (sic) de l'intelligentsia. Ils (les intellectuels) regardent de haut les gens qui viennent du Québec rural. Ils sont tous passés par le service éditorial de La Presse et Radio-Canada et l'Université de Montréal et l'Université du Québec. Ils font tous partie de la même petite clique. Ils mangent dans les mêmes restaurants de Montréal au-dessus d'un grand scotch ou d'un cognac. Et nous, les ruraux québécois, nous nous sentons rejetés ».

⁷⁰³ J'arrête là ces considérations sur le style oral très particulier de Jean Chrétien. Lysiane Gagnon dans *La Presse* des 22 et 31 mars 1984 a écrit ce qu'il convenait de dire sur ce sujet.

L'homme, réel ou profond, vaut évidemment bien plus que ce style emprunté en bras de chemise. Toute sa carrière le démontre. Devant une difficulté, il ne perd pas de temps à la décortiquer pour la comprendre : il fonce dedans ! De ministère en ministère, il a fait sa marque devant des évaluateurs non complaisants : collègues du cabinet, hauts technocrates, presse éditoriale anglophone. Quand un homme politique québécois se dégage, pour entrer dans le peloton de tête de l'influence à Ottawa, *Saturday Night ou Maclean's* lui consacrent un *cover story* bien documenté : ainsi ont été signalées les montées d'un Jean-Luc Pépin, de Marc Lalonde et de Jean Chrétien. N'importe : c'était tout de même gros à entendre, dès 1981, cet aveu du député de Saint-Maurice sur son intérêt à la succession de Pierre Elliott Trudeau ⁷⁰⁴. Les raisins du leadership du PLQ étaient trop verts, pourquoi ne pas attendre qu'ils mûrissent pour l'occasion encore à venir du leadership du PLC ? D'autant que le grand patron ne s'y objecterait pas, chuchotait-on à Ottawa.

Plus tard, au déclenchement de la campagne, Trudeau opinera opportunément que la légendaire « alternance » n'est pas un principe sacré, ni même une règle conventionnelle. Ce qui importe, n'est-ce pas de choisir le meilleur ? À quel moment, sous quelles incitations ou influences, Jean Chrétien a-t-il développé la superbe illusion qu'il pourrait être, un jour, premier ministre du Canada ? Il ne le sait sans doute pas lui-même, qui n'est précisément pas un monstre d'introspection. Une hypothèse vraisemblable pourrait-elle être qu'à force de s'approcher du pouvoir suprême, on en vient tout banalement à se demander pourquoi on ne l'exercerait pas soi-même, en titre ? D'autant que les aspirants dits sérieux se faisaient plutôt rares ?

Une fois lancé dans la course, Jean Chrétien s'y est engagé corps et âme. Comme s'il devait gagner, comme s'il *pouvait* gagner. Il ne se voyait pas comme un partenaire d'entraînement pour maintenir le souffle et la force de frappe du grand champion à l'exercice. Qui pouvait, à part lui, se proclamer sans excès de candeur une « copie de personne », un « prototype » ⁷⁰⁵. On retiendra quand même qu'il était un prototype du

⁷⁰⁴ À bord de l'avion des Forces canadiennes le conduisant à Londres comme courrier de la nouvelle constitution à soumettre à la Reine. « Ne devrions-nous pas, confiait-il à des journalistes, choisir le meilleur homme ? Croyez-vous que Trudeau ait été élu parce qu'il était francophone ? » (*La Presse*, le 10 décembre 1981).

⁷⁰⁵ Cité par Guy Deshaies dans l'article, « Chrétien, la passion », qu'il lui consacrait dans *L'Actualité* de juin 1984 : « Que voulez-vous, je ne suis pas de Montréal, je suis de la campagne. Je ne suis la copie de personne, moi. Je suis un pro-

French power, et qu'il y avait assez de temps que ça durait. Partout, il intéressa, se fit applaudir et même aimer, dans l'Ouest, par exemple, terre d'élection du prince désigné. *The Gazette* résumera en une manchette la dévastation du phénomène, mais encore incomplète : « Chrétien a gagné les coeurs, mais non les esprits libéraux » ⁷⁰⁶. Qui aurait pu faire mieux ? S'il y avait une justice stricte pour les plus valeureux combattants, il aurait gagné tout court.

Dans le Québec, il avait suscité surtout des réticences : d'une part, pour « les manières » qu'il n'avait pas, encore que ce facteur, qu'il ne faut pas exagérer, restait très fluide à apprécier ; de l'autre, pour ses positions, à la fois hardies et hargneuses, à l'occasion du référendum de 1980, et pour son action de bulldozer dans l'exécution de la réforme constitutionnelle de Trudeau. Beaucoup de libéraux provinciaux, et non seulement Claude Ryan qui avait ses raisons particulières, ne l'auront pas oublié. Sans rien renier, Jean Chrétien fit le mieux qu'il pouvait pour se démarquer des souvenirs négatifs qu'on gardait encore du dernier gouvernement Trudeau. Le pouvait-il, humainement, « le p'tit gars de Shawinigan » ?...

Après 16 ans de domination libérale par Pierre Elliott Trudeau, on s'interrogeait naturellement sur la persistance du *French power* à Ottawa, et bien davantage à l'occasion de la candidature, à cet égard risquée, de Jean Chrétien. La succession d'un francophone par un autre francophone eût contredit la coutume, continue depuis un siècle, de *l'alternance* d'origine ethnique des chefs libéraux à Ottawa depuis Edward Blake ⁷⁰⁷. Aucune règle formelle, ni même conventionnelle, n'établit cette pratique de l'alternance ; elle relèverait peut-être de la classe de ces prophéties autocréatrices, ou phénomène dont le sociologue Robert Merton avait naguère signalé l'importance.

À force de savoir qu'une chose peut se produire toutes les conditions se réunissent pour qu'elle ait lieu. Ou : on n'est pas « obligé » d'alterner, mais, ayant alterné depuis si longtemps, il est conforme à la nature des choses de continuer à le faire... Cette conscience, diffuse mais certaine, de devoir agir d'une certaine façon parce qu'on l'a toujours fait était certes l'obstacle majeur, de système, qu'allait rencontrer Jean Chré-

totype ». À Michel Vastel, il déclarait encore : « Quoi qu'il arrive, on va vouloir de moi... sinon le prix politique serait très grand » (Interview à l'hebdomadaire Plus de *La Presse* du 12 mai 1984).

⁷⁰⁶ *The Gazette*, le 18 juin 1984.

⁷⁰⁷ La chaîne est, en effet, impressionnante qui dure depuis un siècle : Blake, Laurier, King, Saint-Laurent, Pearson, Trudeau, Turner.

tien en sollicitant le leadership libéral. Il y fallait un solide optimisme, chevillé au fond de l'âme, pour penser pouvoir inverser pareil déterminisme, surtout devant un candidat de l'alternance, qu'on disait prédestiné à une cérémonie de « couronnement ».

Le sort du *French power* dans l'ère post-Trudeau ne vient qu'au second plan de l'explication. Le phénomène est bien plus large que l'influence directe et l'ascendant moral d'un fort leader d'origine française, ou même que la présence autour de lui de ministres et de hauts fonctionnaires de premier plan. C'est d'abord un fait de représentation numérique importante, de présence participationniste active. Le Québec n'envoyant guère que des libéraux à Ottawa, leur groupe y est naturellement en force, surtout lorsque l'un des leurs est à la gouverne de l'État. Cette force y tend à devenir proportionnelle à la sous-représentation anglophone au sein du même parti. Mulroney, par sa performance du 4 septembre 1984, a changé tout cela : un nouveau *French power* est à même de relayer l'ancien, qui parlerait « conservateur » au lieu de « libéral » et aurait virtuellement la même importance relative. A suivre...

Mais il est aussi un autre aspect du *French power* par-delà l'Outaouais : celui qui consiste à contenir, ou à contrer, les poussées estimées trop autonomisantes du *Pouvoir québécois*, surtout du fait que celui-ci a pris depuis 1976 la livrée péquiste, dite « souverainiste » à Québec mais « séparatiste » à Ottawa. Ces dernières années, Jean Chrétien est devenu le champion *puncheur* de ces contre-offensives. Et, selon le côté de la barricade où l'on se situe, il a pris la figure du héros ou du vilain de l'histoire. Aussi, au Québec en particulier, n'est-il pas facile de présenter, de façon sereine et le plus possible équitable, l'action de l'homme incarnant, avec une telle intensité, cette dimension d'un *French power* qui toutefois n'a pu, dans ces circonstances, traverser la constante séculaire de l'*alternance*.

Au premier tour du scrutin du 16 juin 1984, Jean Chrétien recueillit 1,067 voix contre les 1,592 que remporta Turner ⁷⁰⁸. Après quatre candidats déclarés hors de course, par le jeu des coalitions circonstanciennes, une victoire de Chrétien devenait encore possible mathématiquement, mais il eût fallu un miracle qui ne se produisit pas. Au second tour, la marge resta de quelque cinq cents voix : 1,368 contre 1,862

⁷⁰⁸ Au premier tour, les autres candidats recueillirent respectivement : Johnston, 278 voix ; MacGuigan, 136 ; Munro, 93 ; Roberts, 185 ; Whelan, 84. Seul Johnston fit le second tour et obtint 192 votes.

pour Turner. Le prince, toujours portant beau à 55 ans, était finalement élu roi. Le prétendant d'origine plébéienne méritera, par sa lutte épique, de devenir grand connétable du royaume. Mais il n'aura plus le même coeur pour livrer la prochaine grande bataille, contre l'autre prince que la dynastie rivale s'était donné le 11 juin de l'année précédente.

V

Au départ de la campagne des élections du 4 septembre 1984, les chances étaient sensiblement égales entre libéraux et conservateurs. Dirigés par de nouveaux chefs, les partis semblaient balancés par un surfing de faveurs alternantes, d'après ce qu'avaient indiqué les sondages des derniers mois. Mais le résultat devint prévisible, prévu assez tôt, sauf en son ampleur. Pourquoi la défaite libérale fut-elle aussi complète, et le succès conservateur, aussi éclatant ? Viendront les analystes des comportements électoraux qui nous expliqueront tout cela par une longue série de facteurs et de corrélations, de phénomènes inattendus ou même aberrants, le tout en de possibles interconnexions souterraines échappant à une première observation.

Mais, en tête de liste, il serait bien étonnant qu'on ne retienne pas le facteur dominant de la performance inégale des chefs. Broadbent, encore « plus égal à lui-même » que jamais, sauva fort honorablement une situation qui se présentait mal pour son parti. Rien n'a marché dans la campagne des libéraux, qui peut se résumer en une longue suite de déboires. La campagne conservatrice a semblé se conformer à un scénario bien réglé dont les rebondissements devenaient exclus et les imprévus comme amortis par avance. Deux hommes, dont on disait pourtant qu'ils se ressemblaient, apparurent dans la fournaise de l'action tout ce qu'il y a de plus différents. Ainsi avaient-ils été dans leur passé politique.

John Turner, qui semblait avoir tout au départ pour mener une carrière parfaite jusqu'au sommet, en mi-carrière quittait la filière par désenchantement parce que le dernier échelon ne se dégageait pas. Quand il eut enfin le champ libre, il héritait d'une situation peu engageante et en laquelle il n'avait qu'une lointaine responsabilité avec beaucoup d'autres. Mais c'était déjà assez pour qu'il parût l'homme d'hier plutôt que celui de la continuité, celle-ci trouvant d'ailleurs, difficilement preneur en cet été

1984. Et puis, après toutes ces années de frustration, quelque chose se serait-il passé, ou brisé, en cet homme ressentant confusément, et le craignant, que ce peut-être « trop tard » ne pourrait être vrai ?

La fascination qu'il exerçait par l'absence cessa presque abruptement dès l'annonce de la rentrée. Elle produisait encore assez d'effets pour qu'il se fasse investir sans trop de mal par ses pairs libéraux. Il y a surtout que le nouveau premier ministre recueillait une situation économique mal en point, et sans s'accorder le temps d'y pouvoir changer quelque chose. Il préféra courir le risque immédiat, et malgré tout moins périlleux, de réclamer le plus tôt possible la pleine investiture par l'électorat. On verra alors un chef défensif, erratique, maladroit dans ses autojustifications à posteriori, battre la campagne sans pouvoir communiquer aux troupes une foi conquérante. Elle semblait l'avoir déserté dès les premières escarmouches.

Brian Mulroney, de son côté, émergeait d'un court passé public, d'à peine un an. La première réussite de ce « coulisier » politique d'une bonne vingtaine d'années fut de paraître un homme public tout neuf. Quand son parti avait occupé, en ces quelque six mois de 1979, un pouvoir chambranlant, il n'y était pas. Sa réputation, il l'avait faite la plus grande partie du temps *in absentia*, comme en creux ; mais elle avait l'avantage d'être intacte, c'est-à-dire à faire. Ça peut suffire pour constituer un espoir, surtout lorsqu'on ne fait que marteler une seule idée : le changement, le changement, le changement, et encore le changement ! L'impopularité de ce qui restait de l'équipe partante était offerte au chef du parti conservateur comme un nouveau don du destin. Mais il n'était toutefois pas certain qu'il saurait en profiter.

Il le sut : ce qu'on se mit à appeler, en substitution, la « magie Mulroney » jouera une seconde fois, au niveau de l'électorat et en plus grande amplitude. Il fit une campagne que les observateurs ont qualifiée de presque parfaite. Rien ne réussit comme le succès. Il avait longuement forgé dans l'ombre et l'intrigue les conditions personnelles de sa chance éventuelle : il la décrocha de dure lutte, en plein jour, quand elle se présenta en ces deux occasions interreliées du congrès de leadership de 1983 et des élections générales de 1984. Brian Mulroney avait fini par mettre au pouvoir la grande lubie du « p'tit gars de Baie Comeau » : être un jour premier ministre du Canada ⁷⁰⁹.

⁷⁰⁹ Allan Fotheringham raconte que dès 1975, ne trouvant intéressant aucun des aspirants au leadership conservateur, il s'était rabattu sur Martin Brian Mulroney, qu'il n'avait pas encore rencontré mais qu'il avait affublé du nom de « The MP

Du fait de sa décision tardive John Turner n'avait pas eu le temps de se préparer à devenir premier ministre. Sous l'angle sympathique, on pourrait y voir l'indice qu'il avait, en réalité, hésité avant de revenir en politique. Mais la connaissance des dossiers d'un premier ministre ne tolère pas de solutions de continuité ! La fonction ne souffre pas de donner l'impression de la rouille avec des chiffres inexacts et des informations insuffisantes. Les rectificatifs, multipliés, sont pénibles pour tout le monde et n'y peuvent applaudir que les cyniques de la politique. Aussi l'homme public de haut rang ne peut-il commettre de gaffes que celles, peu nombreuses, qu'il puisse racheter sans trop de dommages. John Turner en a commis un bon nombre en un court temps et qu'il a fallu numéroter pour s'y retrouver.

L'insécurité foncière ou la peur obsessionnelle de se tromper ⁷¹⁰ fournissent les explications plausibles d'un comportement qui devient erratique à répétition et, surtout, éclipsent la qualité réelle de l'homme. La jungle politique, sans rémission comme le peuple spectateur, est sans compassion pour cet effroyable métier. Ainsi, un homme public n'a pas le droit de laisser percer son embarras devant l'attaque qui fait mouche contre lui, même si c'est dans le cours d'une campagne de sur-exposition et le surmenant inévitablement. En cette ère électronique, il est surtout requis de « passer l'écran » qui, minutieusement, accuse tous les états d'âme dont les premières secondes

from Whimsy ». Aussi, Mulroney téléphonant à Fotheringham quelque temps après, s'identifia : « Whimsy here ». La conclusion de l'humoriste après l'événement du 4 septembre 1984 : « I asked him when he first decided to run. « The second time I read it in your column », he said. It took eight years, but now he's in place. My job done, I think I'll move in another country » (*Macleans*, dans un article naturellement intitulé « The Rt. Hon. PM from Whimsy », le 17 septembre 1984).

⁷¹⁰ Du bel article que Ron Graham a consacré à John Turner dans *Saturday Night* de septembre 1981, j'extrais ces lignes opérant une plongée dans sa psychologie : « A high wire-act of balance, determination, and cautious progress above the abyss of conflict, failure, or eternal damnation. Even his personality is a methodologically achieved balance between his obsessive fears of failing or making a mistake and his heroic conceits about his ability to influence people and get things done. His fears are tested constantly by his ambition, his assumption of superiority, and the expectations of others ; but any arrogance is checked at once by his insecurity, his sensitivity to criticism, and the humility ingrained by his Roman Catholic faith. Small wonder John Turner always looks tense ». La page couverture du magazine reproduisait un document photographique illustrant cette tension interne du personnage.

d'un désarroi vainement camouflé. Sont, d'ailleurs, rares les électeurs qui savent y reconnaître la marque d'une sincérité fondamentale.

Cette machine politique de John Turner, presque trop parfaitement construite et décrite comme baignant dans l'huile, on découvrait qu'à l'usage elle n'était activée que par de la précaire énergie humaine. C'est, dit-on, le propre des leaders forts et astucieux que d'inverser le cours d'événements défavorables. John Napier Turner l'aurait-il pu ? On peut au moins en soulever l'hypothèse au sujet de la liste des 19 nominations, manifestement entachée de favoritisme abusif ⁷¹¹, patate chaude que lui avait risolée en hâte le premier ministre démissionnaire. « Je n'avais pas le choix », répétait péniblement Turner devant les caméras de la télévision nationale. Et Mulroney de marquer sur le champ un avantage décisif et durable : l'image de fermeté de John Turner s'en trouvait fendillée dès le départ.

Le prédécesseur Trudeau, dont le succès persistant avait longtemps barré la voie à sa propre ambition, aurait-il pu choisir, s'il l'avait réellement voulu, moyen plus perfide pour l'entraver dès la ligne du départ ? Mais depuis quand un légataire n'est-il pas en droit de se défendre contre l'héritage irrecevable d'un donateur ? Cette bizarre « affaire par abstention » a bien davantage nui à l'image du premier ministre naissant que les quelques familiarités affectueuses de ce politicien « tactile » (comme il se caractérisait) envers des dames de l'organisation supérieure de son parti ⁷¹².

On a beaucoup parlé de problèmes économiques pendant cette campagne de l'été 1984, beaucoup moins de questions internationales et presque pas du réaménagement constitutionnel à compléter. Les deux grands partis se sont distribué des flèches d'arguments de gestion financière, se gardant bien d'aller au coeur des problèmes. Que le Canada vive au dessus de ses moyens depuis une bonne dizaine d'années, l'ampleur constatée de la dette publique, dépassant les \$30 milliards, le montrait assez rude-

⁷¹¹ Jean-Louis Roy a signalé les recours possibles du premier ministre investi pour « faire reculer l'ancien directeur de *Cité libre* : appel au caucus, convocation des principaux leaders du parti et, finalement, recours à l'opinion publique selon des modalités qui auraient pu bloquer cette tragique sortie de M. Trudeau. Pour l'avenir, M. Turner n'imagine rien au-delà du statu quo » (*Le Devoir*, le 26 juillet 1984).

⁷¹² Encore là, sa « défense », parfaitement inutile, fut ce qu'il y eut de plus maladroit. La répartie d'humour sur soi-même n'est-elle pas toujours le moyen d'un homme en vedette de se tirer d'un léger faux-pas, finalement assez « sympathique » ?

ment. Si le Conseil du patronat du Québec n'avait pas interpellé explicitement les chefs de parti sur leur credo économique, on n'aurait pas su comment ceux qui aspirent à nous gouverner abordent globalement les problèmes que la règle du jeu électoral leur impose de résoudre ⁷¹³. La presse éditoriale, sans conviction excessive, inclinait avec une rare presque unanimité ⁷¹⁴ à donner leur chance aux conservateurs, pour un rafraîchissement des méthodes tout au moins sinon pour un renouvellement des choix fondamentaux. Elle, aussi, accusait une pensée plutôt courte, à l'instar des proposeurs de solution.

Avec une majorité de sièges, trois fois plus nombreuse que la représentation des oppositions réunies, le gouvernement conservateur devient en bonne position parlementaire pour imposer les grandes décisions susceptibles de « faire mal ». Moins d'un mois après son élection, l'équipe Mulroney a déjà commencé à ravalier pas mal de ses promesses irréflechies, qui n'avaient guère de fondement de réalité. Cruelle leçon, mais attendue, de la nature des choses... Un gouvernement-mammouth de 40 ministres pourrait donner l'impression d'une force de frappe nouvelle, s'il n'était pas apparent qu'il s'agit d'abord d'occuper le plus possible de « ministrables » dans cette cohorte de 211 députés !

Réduits à 40 députés, les libéraux n'apparaissent plus guère que comme l'un des deux tiers-partis ; et les néo-démocrates, avec 10 sièges de moins, voient poindre un nouvel espoir de réaliser leur grand rêve de devenir le parti de l'opposition officielle. Contrairement à 1957, le Québec a pris le premier pas du changement ; il est assez adéquatement représenté dans la majorité et au cabinet conservateur. Mais une chambre « à la Diefenbaker » de 1958 pourrait bien connaître le sort de 1962... L'important

⁷¹³ Voir les textes des réponses des deux grands partis dans *Le Devoir* des 20 et 21 août 1984.

⁷¹⁴ Des grands quotidiens canadiens, seul le *Toronto Star* faisait exception, écrivait *Le Soleil* du 4 septembre, 1984 d'après les agences PC, CP et UPC.

En une série de trois articles, le directeur du *Devoir* (les 30 et 31 août et 1 septembre 1984), Jean-Louis Roy, optait « Pour un changement », titre de la série. Le rédacteur en chef et éditeur-adjoint du *Soleil* (le 1 septembre 1984), Alain Guilbert, parlait à l'impératif : « Passons vite... au changement ». Pour sa part, Roger D. Landry, président et éditeur de *La Presse* (le 1 septembre 1984), se refusait à trancher et laissait le lecteur « s'acquitter au mieux de son devoir d'électeur. Aussi, pour cette fois, la direction s'abstient de lui dire où il devrait tracer sa croix sur le bulletin ».

pour le fonctionnement du système est que, de temps à autre, joue l'alternance des partis au pouvoir. Et un intervalle d'une vingtaine d'années, c'est passablement long.

« Je sais négocier » ⁷¹⁵ disait de lui-même Brian Mulroney. À plusieurs plans et sur diverses questions, les occasions ne lui manqueront pas. Du négociateur techniquement efficace, est-ce que sortira le grand médiateur de tant de forces rivales et entremêlées ? N'ayant pu s'appuyer sur des états de service dans la vie publique, il s'était jusqu'à maintenant principalement médié lui-même pour parvenir au niveau où il est rendu. À quelques semaines de la victoire du 4 septembre 1984, nul ne peut décréter que la fonction n'agrandira pas l'homme. Il le faudra pour que l'homme d'État apparaisse et ait des chances de survivre en servant.

Il y a comme quelque chose d'artificiel, de trop bien amené, qui apparaît exagérément naturel en cet homme. La cause principale du triomphe électoral de Martin Brian Mulroney est que l'électorat canadien, en cette fin de l'été 1984, avait avant tout l'âme à la nouveauté. L'heure des diagnostics sévères avec la froide précision du chirurgien est arrivée. Il ne s'agit plus seulement de plaisanter avec à-propos un gouvernement vieillissant qui, par exemple, ne savait même pas faire de l'argent avec une loterie ! Le jugement de gravité doit être dans le message et non plus seulement dans le medium en tonalités basses qu'affectionne visiblement son propriétaire virtuose.

Il faudra que Brian Mulroney apprivoise quelques-unes des contradictions dont lui et son parti sont devenus porteurs tout en restant - relativement - crédibles. Joe Clark ne se débrouillait pas trop mal jusqu'à ce risque mal calculé d'un budget inopportun. En campagne électorale, John Turner n'aidait pas sa cause en sautant à pieds joints dans les difficultés que d'autres lui avaient laissées. Brian Mulroney aura-t-il le temps de développer une espèce de « style à la Trudeau », par lequel le premier ministre, comme planant au-dessus des difficultés, préside aux incompatibilités du moment en attendant que d'autres contradictions les déplacent ?

La qualité de « bête politique » peut s'appliquer à « l'organisateur politique du coin » aussi bien qu'au chef de l'État ou du gouvernement. Mais dans la sous-catégorie de la « bête du pouvoir », n'entrent que ceux qui veulent être le premier ! Toute l'aventure humaine de Mulroney montre qu'il ne s'est jamais vu autrement que

⁷¹⁵ Cité par Murphy *et al.*, *op. cit.*, p. 204. Le titre du chapitre final de l'ouvrage, par lequel se résumerait le mieux la personnalité sociale de Mulroney, est « Le grand négociateur ».

comme une « bête de pouvoir ». Faire une carrière au sommet comporte l'obligation de s'y maintenir et presque l'interdiction de se replier. Il faut éviter le plus tard possible tout ce qui peut s'assimiler au premier pas d'une déchéance.

Le 4 septembre 1984, Brian Mulroney commença son allocution de remerciements devant la télévision nationale en s'adressant à « Mes chers amis, my dear friends... » Au soir de son second grand succès de vie comme en juin 1983, le « p'tit gars de Baie Comeau » rappelait à tous les Canadiens ses origines dualistes.

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE

Chapitre XII

Encore les mêmes commandants
au Québec : l'avènement de
Robert Bourassa II et le toujours
durable *René Lévesque*
(avec une courte note sur « les héritiers »)

I

[Retour à la table des matières](#)

Robert Bourassa est de la race des leaders qui durent ou savent rebondir - ce qui revient au même. Comme le Jean Drapeau de 1957, le René Lévesque de 1967, le Pierre Elliott Trudeau de 1980, il a su, après une sévère défaite, relancer avec brio sa carrière. À l'instar de celle de ces aînés rebondissants, son histoire politique se partage en deux : avant et après la date signalant un échec décisif et qui aurait pu être définitif. Pour lui, la date fatidique est la défaite du 15 novembre 1976, suivie du départ furtif pour l'Europe afin de n'avoir pas à répondre aux questions indélicates des journalistes. Ce livre se serait-il construit selon le mode triangulaire, qu'il en constituerait, avec Trudeau et Lévesque, le troisième point d'angle en compagnie de Claude Ryan, l'occupant de cette espèce de période intérimaire séparant la carrière de Robert Bourassa I jusqu'à 1976 de celle de Robert Bourassa II qui recommence en 1983.

L'histoire en entrelacs de notre couple diamétral Trudeau-Lévesque, reflétant si bien la fidélité commune de leurs compatriotes à chacun d'eux, n'a pas manqué de signaler, à maints endroits, la présence active de Bourassa. On voyait paraître puis s'esquiver sa silhouette filiforme ici et là, à tous les chapitres consacrés à René Lévesque ; la synopsis de ses deux gouvernements de 1970 et 1973 formait même la trame événementielle du chapitre IV. Mais pendant ces six années, Robert Bourassa n'aura pas été qu'opposant, même heureux, à René Lévesque. Il fut premier ministre pendant une aussi longue période de temps que Jean Lesage l'avait été dans la décennie précédente. À l'automne 1984, ses chances de le redevenir une troisième fois sont archibonnes : à ce point que ça en deviendrait dangereux pour lui par l'effet, qui sait, de quelque maléfice encore inconnu...

Voilà certes un record qui n'est pas si mal devant un adversaire comme René Lévesque : deux victoires, une défaite, une autre victoire presque trop assurée. Son propre avenir politique va déterminer les conditions de la survie politique de son ex-ami René, qui avait été le mentor de ses premiers pas en politique ⁷¹⁶. Cela se passait en la mi-décennie 1960, alors que la Révolution tranquille s'effiloçait, doucereusement, en une espèce d'été des Indiens.

À l'autre angle de la base dans cette hypothétique construction triangulaire, Pierre Elliott Trudeau apparaîtrait comme l'opposant de circonstance du jeune premier ministre québécois, surtout à l'époque du rejet in *extremis* de la Charte de Victoria en juin 1971, puis en 1975-6 lorsque le premier ministre du Canada se durcissait dans son projet obsessionnel du rapatriement unilatéral de la constitution. En cette dernière période le grand frère outaouais allait jusqu'à abîmer d'injures son homologue québécois ⁷¹⁷, et d'une façon telle que Lévesque lui-même, pourtant bien pourvu en vocabulaire, n'aurait pas osé le faire. Le réformiste constitutionnel décidé tolérait mal de-

⁷¹⁶ Peu de temps après avoir été élu premier ministre du Québec, Robert Bourassa confiait à Peter Newman : « J'apprécie René. Il est très fort et il a conduit les Québécois à s'interroger sur leur avenir. Je pense personnellement qu'il n'est pas entièrement convaincu par les thèses indépendantistes. À l'issue d'un débat radio-phonique que nous avons eu pendant la campagne électorale, je l'ai entendu dire à un ami : « J'aurais aimé que Bourassa discute de tout cela avec Parizeau pour savoir lequel des deux a raison » (*Le Soleil*, le 5 mai 1970). Pour une expression bien sentie des regrets que Bourassa éprouvait envers Lévesque au moment de la rupture de 1967, voir au chapitre II la citation (99).

⁷¹⁷ Voir le chapitre IV.

vant lui un premier ministre libéral au Québec, perpétuant la ligne d'autonomisme conséquent de tous ses prédécesseurs depuis Duplessis.

Pourtant à cette époque cruciale pour le fédéralisme canadien, les deux premiers ministres semblaient condamnés à réussir ou à échouer en même temps. Mais eussent-ils trop bien réussi qu'ils seraient apparus de connivence à une opposition péquiste qui n'aurait pas manqué d'ameuter la population à ce sujet ! Le destin politique de Robert Bourassa s'est trouvé presque tout autant, quoique différemment, conditionné par les grandes entreprises constitutionnelles de Pierre Elliott Trudeau que par le grand dessein souverainiste de René Lévesque. En l'un et l'autre cas se produisirent, en conséquence, de douloureuses ruptures : de sympathie et d'amitié avec René, de solidarité doctrinale et partisane avec Trudeau.

Avant même d'avoir à l'affronter en 1970, Lévesque n'aura jamais sous-estimé Bourassa, dont il avait perçu l'ambition précoce ⁷¹⁸. Trudeau se trompera à son sujet après les événements d'octobre 1970 et sans porter suffisamment d'attention dans la suite à la logique pratique de sa fonction. D'une quinzaine d'années plus jeune que Trudeau, Bourassa n'était pas de la génération de *Cité libre* ni n'avait, apparemment, pas été sous l'influence orbitale de la revue. Tout jeune, il s'était donné une personnalité et une formation technocratiques (en droit fiscal), ce qui est très anti- » généraliste » et pas très « cité-libriste ».

Son poste de leader du PLQ, il le devait à lui-même et à l'establishment libéral québécois, et non pas au visa, d'ailleurs assez détaché, des grands frères régnant à Ottawa qui, en particulier, ne moussèrent pas la candidature d'un Jean Marchand, d'ailleurs réticent. Fort d'un ensemble d'avantages correspondant au portrait-robot ⁷¹⁹ désiré des Québécois au début de la décennie 1970, il sut les faire valoir ces avanta-

⁷¹⁸ Pierre Godin rappelait récemment l'intuition de l'ex-ministre René Lévesque devant un groupe de libéraux importants jonglant, à l'automne 1966, avec de possibles candidatures à l'éventuelle succession de Jean Lesage. À ces autres compagnons de la récente défaite (Gérin-Lajoie, Wagner, Yves Michaud, etc.) Lévesque dit soudainement : « On lance des noms, mais il y en a un qui a ça écrit dans la face ! » Tout le monde se tourna vers Robert Bourassa, âgé de 33 ans et député depuis le mois de juin précédent. - « Voyons, pensez pas ça... », telle avait été la dénégation peu convaincante du benjamin du groupe (rapporté dans l'article de Godin, « Pour Bourassa comme pour Lévesque le Pouvoir, le défi intellectuel suprême », *La Presse, Plus*, le 22 octobre 1983).

⁷¹⁹ Voir le chapitre IV.

ges, sous la houlette experte d'un Paul Desrochers. Au congrès de janvier 1970, il l'avait emporté haut la main devant un Claude Wagner, immensément populaire alors au Québec, et un Pierre Laporte, qui pouvait compter sur l'appui d'une majorité de députés ⁷²⁰. Bourassa ne devait rien à l'un ou l'autre des pouvoirs outaouais, le gouvernement fédéral ou l'organisation centrale du PLC, ni surtout au chef de l'un et de l'autre. Une telle absence de dette réciproque ne s'oublie pas.

Comme Ryan en un plus court temps, Robert Bourassa fut donc, mais en qualité de premier ministre du Québec, cette espèce d'angle d'imputation de la rivalité fondamentale Lévesque-Trudeau. Comme premier ministre en exercice, il s'est trouvé à retarder l'affrontement décisif entre ces derniers. Mais quand arriva enfin ce moment du référendum, c'est Ryan comme chef du PLQ et leader des forces du NON qui fut l'autre grand combattant de la mêlée ⁷²¹. Jusqu'à ce moment-là, Bourassa avait entravé la marche conquérante des souverainistes ; mais, à la fin, il ne réussira pas plus à endiguer la poussée péquiste qu'à assouplir la politique centraliste de Trudeau.

La position constitutionnelle de Bourassa était pourtant cohérente et, du fait de la dualité des effectifs libéraux, ne manquait pas de courage. Les slogans dualistes (« fédéralisme décentralisé », « fédéralisme rentable », « souveraineté culturelle », etc.) signalaient cette difficulté de mener de front simultanément une double résistance à un fédéralisme centralisateur et à l'indépendantisme québécois. Peu après la prise du pouvoir, Bourassa annonçait que les dirigeants d'Ottawa auraient un « réveil brutal » s'ils ne voulaient pas reconnaître la personnalité du Québec ⁷²². Ils l'eurent ce réveil, en la nuit du 22 au 23 juin 1971, lors du Non final aux propositions de la Charte de Victoria.

« Les années Bourassa » n'ont pas eu la platitude ni la grisaille qu'on évoque parfois pour caractériser la période antérieure à la prise du pouvoir péquiste. On vient d'en rappeler l'importance, d'un point de vue constitutionnel. Ne furent pas plates ces

⁷²⁰ Robert Bourassa avait gagné dès le premier tour, obtenant 844 voix sur un total de 1587 votants, soit 53% du vote (contre 455 voix à Wagner, 29%, et 288 à Laporte, 18%).

⁷²¹ N'empêchant pas Robert Bourassa d'y participer à titre personnel, ainsi qu'on le rappellera plus loin.

⁷²² Au journal *Le Monde* (le 6 août 1970), il avait déclaré : « Je suis la dernière chance du fédéralisme canadien. Si je ne parviens pas à m'entendre avec Ottawa, personne n'y parviendra ».

années qui virent l'extraordinaire secousse de l'Octobre 1970, la mise en place du réseau des Affaires sociales et le complément du réseau de l'Éducation, l'adoption, controversée de tous bords, de la loi 22, le lancement du gigantesque projet de la Baie James et l'objectif enfin réalisé de la création des 100,000 emplois, d'importantes réformes de structure dans la fonction publique, l'administration de la justice et les relations de travail, les affrontements avec les employés de la fonction publique groupés en Front commun, etc. Mais de l'extérieur, le Québec fut touché par les premiers chocs pétroliers et, surtout, par des récessions de plus en plus appuyées qui feront parler bientôt de « la crise économique ».

Pendant le déclin avec soubresauts de l'Union nationale et la montée partiellement corollaire du Parti québécois, la gouverne québécoise, sous la direction de Robert Bourassa, avait adopté un mode technico-bureaucratique de fonctionnement volant assez bas et s'efforçant d'amortir les luttes idéologiques portant sur les nouveaux consensus sociaux et la question nationale. Par ailleurs, la priorité, tout le temps proclamée, au développement économique n'était pas toujours suivie d'effets correspondants. À la fin, la machine gouvernementale souffrait d'usure et de surcharge de ses capacités, et les accommodements de type gestionnaire ne suffisaient plus à enrayer la montée du mécontentement populaire.

Dès sa jeunesse, Robert Bourassa avait décidé qu'il serait premier ministre un jour comme d'autres gamins veulent être pompier, boxeur, millionnaire ou pape. Son temps de collègue en avait été le jувénat politique et ses années d'université, le noviciat ⁷²³. Parodiant la réponse du Petit Catéchisme, il aurait pu répondre : « J'ai été créé et mis au monde pour être premier ministre du Québec ». Ce jour arriva trop tôt. Il se voyait volontiers comme successeur de Jean Lesage, mais un mandat plus tard, lorsqu'il aurait pris le tournant de la quarantaine. « J'ai été bombardé tellement rapidement à la tête de la province qu'il est parfois difficile de ne pas être pris de court devant certains problèmes. Il reste que je n'ai jamais été, jusqu'à maintenant, dépassé par les événements » ⁷²⁴. Quelques jours plus tard, le destin ricaner lui faisait cadeau de la Crise d'octobre, pendant laquelle son collègue et ex-adversaire au leadership, Pierre Laporte, mourra dans des circonstances dramatiques.

⁷²³ À l'émission de télévision *Avis de recherche*, au printemps de 1984, les confrères et maîtres du Collège Brébeuf sont venus porter témoignage à la vocation politique évidente du collégien Robert Bourassa.

⁷²⁴ Interview au périodique *La Semaine*, le 4 octobre 1970.

Avait-il des modèles ? - Certes pas Pierre Elliott Trudeau, alors porté par la vague de « trudeumanie », dont il était évident qu'elle ne durerait pas et qui comportait en outre le sérieux inconvénient de gonfler des attentes insensées dans la population. Bourassa avait déjà déclaré n'avoir devant lui aucun complexe d'infériorité au plan intellectuel, ayant aussi « fait » les grandes universités étrangères Harvard et Oxford ⁷²⁵. Il avait de l'estime pour Jean Lesage, qui voyait en « Robert » un successeur plausible de préférence à Wagner et à Laporte qui suscitaient la méfiance du chef libéral. Mais c'est peut-être Daniel Johnson qui, à l'époque, impressionnait davantage Bourassa par son aptitude à la stratégie souple ; mais, ajoutait-il, « en plus de Johnson, j'ai l'esprit de décision » ⁷²⁶. Mais, au fait, qu'est-ce que *gouverner* ? - « *C'est bâtir un nouvel ordre économique et social, en s'inspirant des conceptions les plus modernes de l'efficacité et de l'équité* » ⁷²⁷. Comment mieux définir en si peu de mots ?

Il y eut deux gouvernements Bourassa. Aux élections du 29 octobre 1973, il se vit affligé d'un contingent de 102 élus libéraux sur 110. Comment occuper tout ce monde, faire flamber autant de bois vert ou mort ? Ce gouvernement n'était pas tellement différent du précédent ⁷²⁸. Seulement, il reproduisait plus évidemment les insuffisances passées pendant que les données des problèmes s'alourdissaient avec le temps. Et son chef en était venu à gouverner sans distance, le nez sur la vitre, l'embuant ainsi et y voyant conséquemment moins clair.

On se mit à le taxer de faiblesse et d'indécision, ainsi que de manque de convictions profondes. Un observateur, sympathique et plutôt méfiant de la montée péquiste,

⁷²⁵ Encore qu'il ne sous-estimait pas la chance nouvelle d'un *French power* à Ottawa. Sa déclaration de se lancer dans la course au leadership libéral comportait cette phrase : « Grâce à la présence de Québécois aux postes de commande du gouvernement central, le Québec, pour la première fois, peut mettre vraiment le fédéralisme à profit. Je crois qu'il ne s'y refusera pas » (*Pour un gouvernement moderne et efficace*, tract sans indication de date, p. 8).

⁷²⁶ *La Presse*, le 17 mai 1971.

⁷²⁷

⁷²⁸ Moins quelques valeurs sûres, comme Claude Castonguay en particulier : « Sa décision (de ne pas se présenter aux prochaines élections générales) fut d'autant plus ferme, rapportent Don et Vera Murray, qu'il avait constaté l'existence croissante d'une « attitude d'anti-intellectualisme et de conservatisme borné » au sein du caucus libéral, attitude tolérée et même cautionnée par le Premier ministre lui-même » (*De Bourassa à Lévesque*, Quinze, Montréal, 1978, p. 122).

déplorait « la rigidité et la paresse intellectuelle du Cabinet » ⁷²⁹ que le directeur du *Devoir*, par ailleurs, lui demandait avec insistance de remanier ⁷³⁰. L'année 1974 avait passé sans que le gouvernement retrouve sa touche perdue avec l'électorat. Jean Paré établissait cette fiche du « boxeur » Bourassa : « piètre cogneur, jeu de pieds bizarre et déroutant, encaisse de façon incroyable. Toujours malmené, mais n'a pas perdu un seul match » ⁷³¹. Les milieux d'affaires étaient passés des chuchotements aux grognements. S'en faisait l'écho un Roger Lemelin qui sortait le porte-voix extraordinaire d'un éditorial de première page, surplombant en pleine largeur l'en-tête du journal.

Après l'évocation de la « bouffée d'air frais » du début, l'éditeur de *La Presse* passait au coeur du délit, ce qui « semble devenir, après quatre ans, du « farfinage » chronique » et n'est plus de la « stratégie ». Le premier ministre passe beaucoup de temps à « parcourir le clavier de la resquille politique » pendant que « le vacuum s'approfondit de plus en plus ». Et de conclure : « On attend un Premier ministre. Monsieur Bourassa est à la croisée des chemins » ⁷³². Tout à son étonnement admiratif, Laurent Laplante du *Jour* félicitait l'éditeur de *La Presse* pour ce « puissant rappel à l'ordre » et posait pour lui-même qu'« à défaut de figures stimulantes, nous acceptons des comptables ; on ne nous a livrés (sic) que des lièvres un instant déguisés en renards » ⁷³³. À partir de ce moment-là, le concept de « farfinage » fit son entrée dans la lexicologie de base de l'analyse politique au Québec.

⁷²⁹ Selon la définition placée en exergue, sous sa signature calligraphique, dans le tract *Le gouvernement Bourassa : deux ans après*, Commission d'information du Parti libéral du Québec, 1972.

⁷³⁰ Identifiant comme hommes forts du cabinet, Jérôme Choquette, Raymond Garneau, Guy Saint-Pierre et Claude Forget (Claude Ryan, *Le Devoir*, les 13 et 14 décembre, 1974).

⁷³¹ Article sur « Le « nouveau » Bourassa », *Le Maclean*, novembre 1975.

⁷³² *La Presse*, le 12 février 1975. À un journaliste anglophone qui lui objectait le ton acide de cet article Bourassa fit la réponse suivante : « But *La Presse*, you know, is owned by *Power Corporation* and Paul Desmarais, and he wanted to keep part of Anticosti Island and I refused... Tell me, is it the same in Ontario ? » (article de Michael Posner, « The Premier must not sweat », *Maclean's*, août 1975).

⁷³³ *Le Jour*, le 13 février 1975.

Ce style de gouvernement, que la faconde péquiste ne manquerait pas d'explicit⁷³⁴, signalait une fin de règne sinon de régime. Pourtant maître encaisseur, Robert Bourassa marquera plus ou moins mal tous ces coups, en s'en remettant, par exemple, à « la Providence » devant des électeurs beaucerons⁷³⁵ et les assurant encore qu'est passé le temps où « le parti semblait la proie d'une pléiade de justiciers improvisés qui, du haut de leur banc électronique ou imprimé, y allaient gaiement du moindre ragot ou de la moindre calomnie teintés d'un sensationnalisme qui semblait à lui seul justifier la publication »⁷³⁶. Un an plus tard la rumeur d'élections anticipées avait commencé à trotter. Elles eurent lieu le 15 novembre 1976, dans les circonstances déjà rappelées⁷³⁷.

II

Après la défaite, double : dans son propre comté comme à la grandeur du Québec, Robert Bourassa eut la défaite digne, c'est-à-dire silencieuse. Sa déclaration de démission, un chef d'oeuvre de laconisme, se lisait en 89 secondes, pas une de moins⁷³⁸ ; et la moitié du texte comportait des remerciements de tous côtés. La seule idée comportant quelque portée de testament politique était : « Il faudra que le Parti libéral du Québec s'engage avec indépendance et ouverture à apporter une solution définitive à

⁷³⁴ Parmi les péquistes, cette bonne plume journalistique de Claude Morin (avec Jacques Parizeau et René Lévesque) ajoutait au « farfinage » (ou finasserie en bon français) ces autres tares du gouvernement Bourassa que sont « le Tripotage, le Camouflage, l'Image » (*Le Jour*, le 27 mai 1975). À l'été le président du parti, René Lévesque et le chef de l'opposition, Jacques-Yvan Morin, rendaient publique une longue analyse péquiste des cinq années du gouvernement Bourassa (*Le Jour*, les 9, 10, 11 juillet 1975).

⁷³⁵ En un langage très *duplessisant* : « La Providence doit être du côté du Québec pour lui donner à ce moment-ci une équipe si dévouée, tant à la tête du Parti libéral qu'à la tête du gouvernement ».

⁷³⁶ *Le Soleil*, le 26 mai 1975.

⁷³⁷ Au chapitre IV.

⁷³⁸ Selon le reporter méticuleux de *La Presse*, Daniel L'Heureux.

la question de l'avenir du Québec au sein du Canada » ⁷³⁹, marquant la primauté de la question constitutionnelle.

Un éditorialiste signalait qu'il avait passé dans notre ciel politique « comme une comète » ⁷⁴⁰, encore qu'il eût pu ajouter que cette comète fut tout de même en orbite pendant six ans et demi. Un autre fit une analyse pondérée des qualités et faiblesses de l'homme et de son gouvernement, contestant cette image d'un « chef inhumain, isolé dans son bunker et surprotégé par des agents de sécurité qu'on a trop voulu voir en lui » ⁷⁴¹. Cet homme a au moins une qualité exceptionnelle, l'incapacité d'être mesquin ou vindicatif en toutes circonstances. Il se distingue ainsi des autres héros de ce livre qui cèdent parfois à des petites d'autodéfense. À ce titre, il mériterait de figurer en tête d'un tableau d'honneur. Comme il a décidé, une fois pour toutes, que la politique ne le meurtrirait jamais, il n'éprouve même pas l'instinct d'égratigner en léchant ses plaies.

La nouveauté de l'événement - René Lévesque et ses péquistes au pouvoir ! - dont il avait été responsable par carences diverses tenait toute la place des discussions et analyses en cette fin d'année 1976. Sa rentrée dans la vie privée fut à peine signalée dans la presse comme si, la dernière page d'un chapitre tournée, il n'y avait plus, il n'y aurait plus de livre. C'est par le *Montreal Star* du 27 novembre 1976 qu'on apprenait que le jeune premier ministre déchu prenait « une sabbatique » d'au moins un an pour aller se recycler en Belgique auprès du siège des communautés européennes. Ce départ n'avait pourtant rien d'une retraite : plutôt une interruption forcée dans la vie d'un jeune quadragénaire ; mais la solution de circonstance n'était certes pas d'un esprit banal.

Six mois passent. On sait seulement qu'il fait des recherches sur le fonctionnement du Marché commun et qu'il dirige des séminaires à Bruxelles et à Fontainebleau. Des visiteurs le croisent à l'occasion et gardent l'impression qu'il prend très au sérieux son rôle nouveau de touriste universitaire. Il refuse les interviews. En mai 1977, il cause toutefois à bâtons rompus avec un journaliste du *Devoir* de passage en Europe, qui rapporte qu'il est « toujours aussi dévoré par le démon de la politique » et qu'il « n'a qu'une seule obsession : rentrer au Québec pour participer à nouveau au

⁷³⁹ *La Presse*, le 20 novembre 1976.

⁷⁴⁰ Marcel Adam, *La Presse*, le 22 novembre 1976.

⁷⁴¹ Michel Roy, *Le Devoir*, le 20 novembre 1976.

débat politique » ⁷⁴². Cet été-là, il avoue se trouver « comme un lion en cage » et, sans doute, rentrerait-il précipitamment si la sacro-sainte « crédibilité » en politique ne lui faisait pas encore défaut ⁷⁴³.

Pendant qu'au pays son parti fait piètre figure dans l'opposition devant la hardiesse gouvernementale des péquistes, lui, en Europe, étudie toutes les formes d'associationnisme international de coopération et d'intégration. Il aurait même jonglé avec des projets mitoyens d'une troisième voie, entre le fédéralisme centralisateur et la souveraineté-association. Ou soit entre Trudeau et Lévesque... ; mais il n'y aura pas de solution bourrassiste d'un moyen terme. En vertu des rigoureux pactes de silence qui enveloppent les leaders déchus, son nom n'est à peu près jamais évoqué dans les cercles politiques québécois ; et quand il l'est à l'occasion, par association de faits ou de souvenirs, un mutisme plutôt gênant s'empare des interlocuteurs.

Il le rompra lui-même, ce silence par une série de cinq longues interviews radio-phoniques, enregistrées en Belgique et en France par les soins de Raymond Saint-Pierre, directeur de l'information à Télémedia, et diffusées sur ces ondes à la fin d'octobre 1977 ⁷⁴⁴. Ces textes sont des documents d'histoire, mais certes pas de l'histoire. Malgré le ton serein comme à son accoutumée, l'acteur principal des événements qu'il raconte en est encore trop près pour affecter le style mémorialiste et détaché. Mais il ne cherche pas à embellir son rôle, encore moins à se justifier à tout prix. Il dit simplement comment il a vécu les faits et crises pendant ces dures années de pouvoir : l'Octobre 70, le Non de Victoria, la loi 22 et ses conséquences imprévues, l'affrontement avec le Front commun des employés de l'État, les difficultés diverses des dernières années, etc.

Du premier et du dernier entretien, on retiendra quelques passages marquants. Pourquoi avoir décidé, une seconde fois, de tenir des élections anticipées ? - « C'est tout ce que j'avais comme moyen pour dire au Canada anglais : arrêtez, faites pas ça (le rapatriement unilatéral de la constitution). Alors, je l'avais, puis je l'ai fait ». À l'époque, cette raison n'était guère apparue crédible, tant d'autres problèmes internes (crise de leadership, des relations de travail) apparaissaient plus évidemment pres-

⁷⁴² Jean-Claude Picard, *Le Devoir*, le 14 mai 1977.

⁷⁴³ *Le Soleil*, le 2 août 1977.

⁷⁴⁴ *The Montreal Star* entre les 24 et 28 octobre 1977, a reproduit de larges extraits de ces interviews.

sants. Des esprits aussi différents que le ministre Jean-Paul l'Allier et « l'oncle Paul » Desrochers s'étaient fortement opposés à des élections anticipées qui leur semblaient une erreur tactique grave. Et la défaite du 15 novembre ? - « Trois ans de chômage et d'inflation, il n'y a pas de gouvernement qui résiste à ça ».

Quant à lui, il continue d'accepter sa défaite parce que « ça fait partie de l'ordre des choses ». Comme il n'a pas 65 ans, il pense à un retour possible ; mais ce n'est pas en termes de mois, d'années plutôt. Tout dépendra des circonstances. Cette plongée confidentielle dans un passé encore tout chaud n'obtint pas un succès d'écoute, ni même d'intérêt dans les cercles politiques. La série radiophonique fut jugée décevante, l'homme paraissant « encore prisonnier de ses propres politiques » ⁷⁴⁵. Mais peut-être, aussi, cherchait-il inconsciemment à s'en exorciser ? Ou encore avait-il commencé sa mutation ?

Mais moins d'un an après la date, infamante pour certains et exaltante pour d'autres, du 15 novembre 1976, il avait saisi cette occasion de se rappeler à l'attention du public québécois. On savait qu'il reviendrait. Il confiera plus tard avoir dit à son épouse, Andrée, au soir de la défaite : « Je reviendrai pour le référendum » ⁷⁴⁶. La lenteur du gouvernement péquiste à en décider la tenue lui faisait la grâce d'une extension de sa période de recyclage. On verra ensuite l'étudiant européen se transformer en professeur-conférencier de grandes universités américaines : Yale, Harvard, Southern California, John Hopkins, etc. Même ces prestigieuses tribunes n'ont pas souvent l'occasion d'accueillir un homme public aussi expérimenté que cet ex-premier ministre de 44 ans.

À l'automne 1978, il est sans doute heureux d'accepter l'offre d'une charge de cours en science politique à l'Université Laval, la capitale qu'il avait quittée sans gloire deux ans plus tôt. Il y eut bien quelques remous sur le campus à l'annonce de la nouvelle ⁷⁴⁷, mais la série de cours se déroula comme il avait été prévu à l'hiver sui-

⁷⁴⁵ James A. Stewart, *The Montreal Star*, le 27 octobre 1977.

⁷⁴⁶ Cité dans l'article de Guy Deshaies : « Bourassa II, le marathon du pouvoir », *L'Actualité*, novembre 1983.

⁷⁴⁷ « Monsieur Claude Morin, précisait le doyen de la Faculté des Sciences sociales, Renaud Santerre, a déjà donné ce cours dans le passé. Monsieur Bourassa le donne cette année. La conjoncture est ce qu'elle est. Donc, ça va permettre des débats et c'est tout naturel et sain dans une faculté » (Au fil *des événements*, Université Laval, le 19 octobre 1978). Voir (*ibid.*) les précisions fournies par le direc-

vant, avec, au début, un vif succès de curiosité et d'affluence et, bien avant la fin, un succès certain d'estime et d'intérêt chez les étudiants. Ainsi Robert Bourassa rentrait progressivement au pays. Il attendait impatiemment l'heure, qui tardait toujours, du référendum sur la souveraineté-association.

On a trouvé naturel que le citoyen québécois Robert Bourassa participât à la campagne du référendum au printemps 1980. Mais l'ex-premier ministre risquait d'y apparaître anachronique, lui qui, par la piètre performance de son dernier gouvernement, avait pavé les voies au pouvoir péquiste et permis, en quelque sorte, l'officialité gouvernementale à sa doctrine « séparatiste ». En outre, l'ex-chef du PLQ ne se sentait pas très désiré par son successeur, Claude Ryan, également chef d'état-major des forces disparates du Non, où tâchait également de prendre une place paritaire le tribun désigné par Ottawa, Jean Chrétien. Robert Bourassa n'était pas en bonne position pour bousculer qui que ce soit au portillon de l'engagement, ou encore pour jouer du coude afin de prendre place sous ce qu'on appelait le grand « parapluie » du Non.

En revanche, le citoyen à part entière gardait tous ses droits pour participer au grand débat, dès lors que des invitations lui étaient faites, et qui ne manquèrent pas : à toutes espèces de tribunes, forums ou colloques, universitaires ou publiques, à la radio ou à la télévision. Il acceptait tout, se multipliait pour pourfendre, en particulier, les thèses monétaires des « têtes économiques » du PQ, Jacques Parizeau, Bernard Landry, etc. Jouant le *low profile* pour tout le reste, Robert Bourassa complétait son opération de rapatriement dans son propre milieu à l'heure décisive du grand choix collectif. Il s'était écoulé trois ans et demi depuis son départ, mi-honteux et mi-stoïque, de la fin novembre 1976.

III

Pour reconquérir la place, il fallait qu'elle devînt vacante. La dure loi du *vae victis*, qu'il avait éprouvée en 1976, allait maintenant s'appliquer à son successeur, Claude Ryan. Et on assistera au plus ironiquement extraordinaire tour de cercle de notre histoire politique : en 1983 Robert Bourassa succédera à Claude Ryan qui avait suc-

teur de Science politique, Alain Baccigalupo, sur les conditions administratives de l'engagement du chargé de cours, Robert Bourassa.

cédé à Robert Bourassa en 1978... Et le plus fort dans ces circonvolutions est que Bourassa ne donna même pas la poussée initiale au départ de Ryan ; il n'eut qu'à prendre place subtilement à bord du mouvement imprimé par d'autres. D'une façon plus directe, on peut dire que c'est la victoire de René Lévesque, au soir du 13 avril 1981, qui permettrait trois ans plus tard le retour du grand adversaire des années 1970, celui qu'on commençait à surnommer Bourassa II.

En effet, quoi qu'on ait pu dire de l'ensemble des raisons et circonstances de sa déchéance, Claude Ryan n'avait commis qu'un seul crime, mais il était inexpiable : n'avoir pas réussi à donner le pouvoir aux libéraux en avril 1981, moins d'un an après le référendum. Aurait-il remporté ces élections qu'il serait encore premier ministre. On ne force à partir qu'un chef de l'opposition, eût-il déjà été premier ministre, comme en avaient fait la cruelle expérience Joe Clark, Robert Bourassa I, Jean Lesage et John Diefenbaker, pour ne pas remonter plus loin. Il n'est rien de plus meurtrier que la conviction généralement partagée dans un parti qu'avec tel chef on ne pourra pas prendre, ou reprendre, le pouvoir. Comment résister à cette forme de *malheur aux vaincus* par anticipation !

À l'été 1980, le référendum étant gagné, les libéraux fédéraux se mirent à trouver le leadership de Claude Ryan encombrant et même nuisible à l'offensive de réforme constitutionnelle de leur chef. L'ancien directeur du *Devoir* avait des idées, surtout en matière constitutionnelle, et son fédéralisme, tourné à la décentralisation et à la révision fondamentale, ne cadrait pas avec celui du maître d'oeuvre Trudeau ⁷⁴⁸. Son fameux Livre beige, inspiré étroitement de sa philosophie fédéraliste, avait reçu un traitement réfrigérant dans la capitale de l'État central et allait côtoyer le Rapport Pénin-Robarts aux oubliettes des grands projets irréalistes de réforme constitutionnelle. Au PLQ, beaucoup de militants et de députés étaient franchement « trudeauistes » plutôt que « ryanistes » en matière constitutionnelle. Était, en outre, notoire le peu de sympathie mutuelle depuis toujours entre les deux hommes.

⁷⁴⁸ Contrairement à la légende naissante que Trudeau aurait, pendant la campagne référendaire, roulé tout le monde et en particulier Ryan, sur son propre projet de réforme, celui-ci savait que le premier ministre du Canada n'avait en tête qu'une Charte des droits et non un nouveau partage des pouvoirs entre les provinces et l'État central. À l'automne 1981, le chef du PLQ s'en ouvrit à un journaliste de *La Presse* : « Je me rappelle qu'il m'avait dit ça clairement. Moi, je lui ai dit que je n'étais pas d'accord avec son approche. Et je l'ai dit aux Québécois dès qu'il a lancé sa réforme constitutionnelle » (*La Presse*, le 28 novembre 1981).

On pouvait observer une même froideur au sujet d'autres questions relatives au programme socio-économique de celui qui, maintenant au plus haut niveau politique, prétendait étendre le magistère d'influence qu'il exerçait naguère à la direction du *Devoir*. Seulement, il fallait faire fonctionner une machine infiniment plus lourde et complexe que la PME de la rue Saint-Sacrement. Même en pleine campagne d'avril 1981, un candidat libéral devait admettre que le parti ne faisait pas l'unanimité derrière son chef ⁷⁴⁹. Et celui-ci, déjà conscient du caractère branlant de son leadership et pressentant peut-être le sort qui lui serait fait, s'épanchait auprès de journalistes dont un reporter de son ancien journal, une quinzaine de jours avant la date du scrutin. Quel que soit le jugement que porteraient les électeurs, il était prêt à en assumer les conséquences et, plus particulièrement, il ne s'accrocherait pas au leadership en cas d'une défaite ⁷⁵⁰. Bizarre admission, tout de même, en pareil moment...

Le *post mortem*, interminable, de la défaite concluait, avant toutes autres raisons, à la responsabilité de son chef : ses manières, sa personnalité, ses idées constitutionnelles, son autoritarisme, etc. En juillet, l'ex-députée Solange Chaput-Rolland le sollicitait publiquement de partir avant d'être « dévoré » ; un an plus tard, elle signera un autre article sur « le chef dévoré » ⁷⁵¹.

Que s'était-il passé entre le printemps 1981 et celui de l'année suivante ? Les tentatives de réorganisation et de relance du parti étaient reléguées dans l'ombre par cette espèce de long procès de non confiance que les libéraux menaient contre leur chef officiel. La chronique du PLQ pendant ces douze mois pourrait se résumer en une série de malaises, de tiraillements, de rumeurs, de coups bas, de chantages, etc., pour faire partir Ryan, pour « s'en débarrasser » disaient les moins polis qui ne s'en excusaient pas. Cette histoire, trop longue à raconter, on regrettera de ne pouvoir la rappeler, car elle serait révélatrice non pas seulement des moeurs peu édifiantes de la vie interne-externe des partis, mais encore des idées prévalentes chez les députés libéraux de l'ère immédiatement post-référendaire. Contrairement au programme de leur parti, *Prendre les devants*, ils adoptaient plutôt une attitude générale de freinage.

⁷⁴⁹ Jean-Claude Rivest, candidat dans Jean-Talon, devant un auditoire de quelque 300 étudiants de l'Université Laval (*Le Soleil*, le 10 avril 1980).

⁷⁵⁰ Bernard Descôteaux, *Le Devoir*, le 6 avril 1981.

⁷⁵¹ *Le Devoir*, le 3 juillet 1981, *La Presse*, le 23 juillet 1982.

Ce serait aussi l'histoire, proprement dramatique, d'un homme de stature qui s'était fourvoyé dans cette jungle de la politique partisane, croyant pouvoir lui imposer ses austères critères éthiques et un schéma de valeurs respectables à honorer concrètement. Il n'allait pas « s'accrocher », mais il atténua peut-être trop longtemps la gravité des mouvements contestataires dont il était l'objet. Finalement, il se raidit et fit face à la musique ; il tenta bien aussi des efforts d'assouplissement de son « style ». C'était trop tard : le mouvement antagoniste avait eu le temps de prendre une ampleur générale et irréversible.

Début juin 1982, des journalistes, en avance sur l'événement, annoncent un « putsch » parmi ses propres députés si leur chef ne quitte pas avant l'été ⁷⁵². Quelques semaines auparavant Ryan s'était lancé dans une seconde campagne de leadership, de réhabilitation cette fois, en cherchant appui chez les militants de base dans les régions, mais sans grand succès, d'autant qu'un mouvement anti-ryaniste était déjà à l'oeuvre dans son propre comté d'Argenteuil ⁷⁵³. Ces mouvements de contestation furent plus dispersés et fluides que ce que la rapidité de mon propos laisse entendre ; mais ils convergeraient finalement vers une seule déduction pratique : « Ryan doit partir ».

Mis en cause comme éventuelle solution de remplacement, son adversaire malheureux au congrès de 1978, Raymond Garneau, dit d'abord n'avoir pas à commenter une question « hypothétique », mais, une douzaine de jours plus tard, il trouvait que l'attitude des libéraux à l'endroit de leur chef était proprement « indécente ». Bien qu'ancien adversaire, il ajoutait : « Je ne le déteste pas assez pour lui souhaiter ce qui lui arrive présentement » ⁷⁵⁴. La position, de plus en plus précaire, du chef mal aimé ne fit que se détériorer. Le dernier carré des quelques fidèles parmi les parlementaires sentait bien qu'il n'était plus possible de renverser le courant et certains s'en confièrent

⁷⁵² La grande manchette du *Soleil* du 2 juin 1982 était : « Putsch contre Ryan » avec le sous-titre : « Ses députés exigent son départ avant l'été ».

⁷⁵³ *La Presse*, le 22 mai 1982.

⁷⁵⁴ Garneau ajoutait : « Je trouve que le message lui a été fait. Laissons-lui donc le temps de réfléchir et de prendre du recul et sa propre décision. Il est assez grand pour voir ce qui se passe » (*La Presse*, le 14 juin 1982).

à la presse. Les chroniqueurs politiques ⁷⁵⁵ n'eurent plus qu'à commenter gravement cette « lente agonie », cette « descente aux enfers », cette nuit de « Gethsémani ».

Et viendra l'heure du soulagement sinon de la libération. Le 7 août, *La Presse* annonce en primeur que Claude Ryan a décidé de quitter le leadership et que la décision en sera officiellement faite dans quelques jours. Aux instances du groupe parlementaire et du comité exécutif du parti, il dépose le 10 août une déclaration circonstanciée dont le passage clé est le suivant : « M'étant identifié sur tous ces sujets à des positions précises qui, souvent n'ont pas réussi à faire l'unité, je ne vois pas comment je pourrais continuer utilement à assumer le rôle unificateur attendu à bon droit du chef » ⁷⁵⁶. Il faut, en effet, sortir du « climat d'incertitude et d'insécurité » qui s'est emparé du parti. Il estimait, quant à lui, être « demeuré fidèle aux valeurs à l'enseigne desquelles » il s'était engagé en 1978. Bien qu'« à cause des événements qui ont suivi le référendum, le programme du Parti libéral du Québec en matière constitutionnelle n'a malheureusement pas eu la chance de se réaliser, voire d'être présenté vraiment à la population du Québec », le chef démissionnaire disait que sa « foi » et son « attachement au projet canadien demeurent entiers ». Toutefois, il restait « convaincu que le Canada ne trouvera d'avenir vraiment stable que le jour où il acceptera dans toute son originalité la réalité distincte de la société québécoise ». C'était une dernière occasion de proclamer le slogan du Québec d'abord selon l'énergique virage que le chef du parti avait pris au Conseil général de l'automne précédent ⁷⁵⁷.

⁷⁵⁵ Respectivement, Jean-Jacques Samson, *Le Soleil*, le 5 juin 1982 ; Gilles Lesage, *Le Devoir*, le 16 juillet 1982 ; éditorial anonyme de *The Gazette*, le 13 juillet 1982, (ce dernier texte étant reproduit en français dans *Le Devoir* du 4 août 1982).

⁷⁵⁶ Il avait dit auparavant que les tensions et divisions « vont bien au delà des facteurs que l'on invoque couramment, et notamment de l'image ou de la cote de popularité du chef. Elles traduisent en fait des désaccords profonds sur bon nombre de sujets allant de la place du Québec dans l'ensemble canadien, aux rôles respectifs du secteur public et du secteur privé dans l'économie, sans oublier les divergences relatives à la nature et au but de l'action politique et du pouvoir qui imprègnent fatalement toute notre société » (*Le Devoir* du 11 août 1982 reproduisait au texte cette déclaration).

⁷⁵⁷ Il reconnaîtra que son seul regret est de ne pas l'avoir entrepris, ce virage, un an plus tôt (à l'automne 1980), alors que l'offensive constitutionnelle de Trudeau, battant son plein, n'était pas encore arrivée à sa phase pré-victorieuse (*The Gazette*, le 31 octobre 1981).

Le premier ministre Lévesque vit naturellement dans cette démission de son opposant « la victoire de la maison-mère fédérale et de ses agents parlementaires à Québec », qui sont « tout bonnement le cheval de Troie d'Ottawa ». Des efforts récents du chef libéral pour redonner à son parti le goût du Québec n'auront été « finalement qu'un testament » ⁷⁵⁸. Beaucoup trop peu nationaliste à l'échelle de l'idéologie péquiste, Claude Ryan l'était beaucoup trop du point de vue des familles libérales, fédérale et même québécoise. Celles-ci lui auront signifié rudement son congé pour inutilité future après le service, unique, rendu par le commandant des forces du Non au référendum décisif. Ses propres convictions constitutionnelles creusèrent son constant dilemme, mal vécu en un profond déchirement intérieur.

Il n'a toutefois pas été sacrifié pour cette raison unique. Tant d'autres facteurs d'un leadership maladroit et d'une image rébarbative entraient en ligne de compte et qui furent signalés en cours de route. Cette adjonction d'un organe ajouté à un système assez mal en point, comme l'était le PLQ d'après 1976, avait sauvé peut-être l'organisme en sa sévère période carencielle, car la greffe avait miraculeusement prise ; mais c'était maintenant la phase du rejet biologique.

Un tel départ dans ces conditions ne constitue une victoire pour personne. Claude Ryan avait assez peu réussi son entrée par sa victoire, pourtant triomphale, au congrès d'avril 1978. Il ne ratait pas, cette fois, sa sortie douloureuse et digne. Son successeur à la direction du *Devoir* fit, en quelques articles mesurés, un bilan de son oeuvre à une fonction qui lui convenait si mal et pour laquelle on l'avait, tout de même, quelque peu sollicité. Ryan avait surtout transformé un parti désertique en « un lieu politique habité ». Et des « images décisives » que Jean-Louis Roy disait retenir de sa vie publique, il en est une qui « exprime la tragédie et l'héritage de Claude Ryan » : « Celle de ce chef du parti récemment reconduit dans les fonctions ingrates de leader de l'opposition, faisant la route entre Québec et Ottawa pour obtenir des modifications et des

⁷⁵⁸ *Le Soleil*, le 11 août 1982. Les « efforts récents » dont parlait le premier ministre sont l'allocution d'ajournement du chef de l'opposition à l'Assemblée nationale au mois de juin 1982 et son remarquable article « La dualité canadienne » au magazine *Policy Options politiques*, de juillet-août 1982. Cette publication contenait aussi l'étude de l'ex-ministre Claude Morin : « Le Québec seul dans son coin ». Ces deux textes, ainsi que celui du sénateur Arthur Tremblay (« Les lendemains constitutionnels du rapatriement », *ibid.*, numéro suivant de septembre, 1982), constituent des pièces essentielles, de trois points de vue différents, à la compréhension de la réforme constitutionnelle de 1982.

ajouts au texte de la résolution constitutionnelle. L'homme était sans pouvoir, sinon la crédibilité de son nom et de son attachement à ce pays. Habité par le refus et l'espoir, il accomplissait humblement cette démarche nécessaire, si éloignée cependant de son grand dessein : refaire une entente généreuse et juste entre le Québec et le Canada » ⁷⁵⁹.

Oui, cet homme avait tenté l'incroyable chimère d'être, à la fois, Pierre Elliott Trudeau et René Lévesque... C'était trop pour qui que ce soit, même pour Claude Ryan, et n'excédant pas l'autorité d'un chef de l'opposition au Québec.

Pendant tout ce temps, le rapatrié Robert Bourassa n'avait qu'à être là : à observer, à laisser faire, à signaler de temps à autre qu'il n'était pas mort et restait toujours disponible. « Que la République était belle sous l'Empire ! » La version libérale québécoise des premières années 1980 : « Que le leadership de Bourassa était beau sous celui de Ryan ! » Il se produira bien quelques petites étincelles de circonstance entre les deux hommes mais rien qui laissât croire à une lutte sourde dans ce long procès de re-substitution d'un leadership à l'autre. Sur plus d'un point, le phénomène ferait penser à la rivalité Clark-Mulroney, mais l'analogie en paraît renversée puisqu'en ce cas-ci, l'ex-premier ministre revenait et non pas devait partir.

Il est captivant de comparer le dossier de presse de la déchéance graduelle de Claude Ryan à celui de la réoccupation graduelle du terrain libéral par Robert Bourassa pendant la même période. On revoit une histoire en parallèle, mais sur chaque voie selon des mouvements en directions contraires, pour le rejet ou pour l'acceptation. La métaphore des vases communicants, où le niveau Bourassa aurait monté dans la mesure où le niveau Ryan aurait baissé, serait trompeuse, car, encore une fois, il n'y avait pas de lien de causalité directe entre les deux faits mais plutôt une espèce de covariation en sens inverse. Bourassa n'avait qu'à profiter, sans action directe de sa part, de l'impopularité croissante de Ryan.

Après le 13 avril 1981, il parut assez tôt fatal que Claude Ryan serait grignoté, sinon « dévoré » d'un coup ou tout de suite, par les éléments traditionnels de son parti qui ne l'avaient accepté qu'avec beaucoup d'arrière-pensées. Le jour où l'efficacité escomptée cesserait... Mais il n'était pas nécessaire que le remplaçant de qui lui avait succédé fût... Robert Bourassa ! Son premier leadership, il l'avait obtenu d'une façon hâtive et peut-être trop aisée en 1970 ; il s'était imposé comme le dauphin désigné du

⁷⁵⁹ *Le Devoir*, le 11 août 1982.

royaume libéral contre deux prétendants d'une branche moins pure, Wagner et Laporte. En 1983, la situation était tout autre : la « restauration » de Bourassa n'avait rien d'automatique. Le candidat logique, de la branche libérale pure, restait Raymond Garneau, celui que « l'homme de la situation » avait battu à deux contre un en 1978. Le prestige de Garneau demeurait intact et sa popularité, encore grande ; on n'aurait pas manqué de lui reconnaître le halo de la « victime » à réhabiliter.

Jusqu'à sa présidence dorée de grand banquier, Garneau n'avait fait que de la politique, tout comme Bourassa. Les deux hommes avaient conclu, entre eux, une sorte de pacte d'amitié qu'ils ne seraient pas candidats l'un contre l'autre au même poste : promesse tenue. Garneau avait beau répéter qu'il ne nourrissait pas de projet d'une rentrée en politique, les journalistes qui continuaient à la traquer semblaient ne pas le croire, mettant au compte de la tactique subtile ses dénégations successives. Lorsque des candidats plausibles, de poids et d'ascendance libérale, comme un Claude Castonguay ou un Guy Saint-Pierre, signifièrent clairement qu'ils n'avaient plus d'ambition politique, la voie devint entièrement libre pour Robert Bourassa II, celui qui était en train de réussir ce tour de force de paraître comme ayant autant d'avenir prometteur que de passé discutable.

Une fois de plus, les sondages frappèrent ! Celui de Sorecom à la mi-septembre 1982 montrait que Bourassa était, des candidats envisagés, de loin le plus apte à remporter les prochaines élections ⁷⁶⁰. Sa campagne au leadership était gagnée avant d'avoir débuté. Il se voyait récompensé de son risque personnel de s'être mis sur la ligne de départ si tôt, ce qu'avaient trouvé inopportun plusieurs de ses amis et des fédéraux (Jean Chrétien, André Ouellet), mais en ce dernier cas pour d'autres raisons ; et voilà que les chiffres, maintenant... À nouvelle situation « nouveau Bourassa » que ce Bourassa II. Et, au cas où on ne s'en serait pas rendu compte, ce quinquagénaire

⁷⁶⁰ Robert Bourassa, 31,8% ; Daniel Johnson, 19% ; Gérard D. Lévesque, 16,1% ; Jean Cournoyer, 14,4% ; et Guy Décarie, 2,8%. Un élément intéressant de ce sondage était que, tandis que Daniel Johnson recevait surtout ses appuis chez les personnes âgées de plus de 45 ans, Bourassa avait la plus forte faveur auprès des Québécois âgés de 25 à 44 ans (*Le Devoir*, le 17 septembre 1982). Cette dernière donnée était conforme au résultat d'un sondage-maison auprès de 1000 militants libéraux : Bourassa y était le net favori des jeunes libéraux francophones (*Le Devoir*, le 9 juillet, 1982).

frais émoulu tenait à le rappeler ⁷⁶¹. Une poussée si hâtive et incisive avait de quoi semer quelque désarroi dans les coteries et officines libérales, aussi bien à Ottawa et qu'à Montréal.

Avait-on jamais assisté, au Québec, à un phénomène aussi *dérangeant* ? Tout semblait joué ou presque avant qu'on ait eu le temps de supputer les mises et les profits. La déclaration de Bourassa annonçant son entrée dans la course au leadership fut remarquable de précision et de concision : à partir de la « dégradation de l'État québécois », causé par « les marchands d'illusion au pouvoir, qui avaient naguère toutes les solutions, (et) n'ont plus maintenant que des problèmes », étaient esquissées les cinq « voies de développement » ⁷⁶², Aux deux seuls candidats déclarés, qui proféraient des slogans de renouvellement ou d'impatience (le « nouveau » chef Daniel Johnson, « Enfin » Pierre Paradis), Robert Bourassa, fièrement, opposa le sien : « Bourassa : la force de l'expérience ». C'était logique, Bourassa II se construisant sur Bourassa I. Les deux, se conjuguant, formaient le plus jeune des trois candidats selon l'avis de l'adversaire politique et ami personnel Pierre Bourgault.

Que rappeler de cette campagne et de ce congrès de leadership de l'automne 1983 ? Que, semblant programmés par avance, ils furent sans imprévu, voire monotones ? Que le candidat au nom prédestiné, Daniel Johnson, et sur lequel comptaient de forts intérêts identifiables, déçut par défaut d'affirmation de sa personnalité ? Qu'au contraire Pierre Paradis surprit par sa combativité de jeune loup, mais en offrant comme programme d'avenir celui d'une « révision tranquille » ? La grande réunion libérale du Colisée de Québec ne connut ni exaltation, ni suspense, et surtout pas de drame. Ce fut un congrès de l'unité, aussi vite généralement reconnue qu'offerte par le gagnant certain. Quand le chef intérimaire, Gérard D. Lévesque, rendit hommage à Claude Ryan, « cet homme d'idées » qui avait à lui seul produit plus de textes de pensée politique que ses prédécesseurs, « les applaudissements furent parsemés et timo-

⁷⁶¹ « There's no doubt that seven years of reflection, study and experience, a bit in the business world, and meeting people in Canada, the United States and Europe, that was an exceptional experience. And to that extent, I'm no longer the same man I was in '76 (...). I would not govern in the light of electoral impact », mais « will have to take the tough decisions, whatever the short-term political consequences » (propos rapportés par L. Ian MacDonald, *The Gazette*, le 15 juillet 1983).

⁷⁶² *Le Devoir*, le 16 août 1983.

rés » ⁷⁶³. Toujours le *vae victis* ! Et des anciens ne manquèrent pas de se rappeler le souvenir de Georges-Émile Lapalme.

Le résultat du vote confirma ce qu'on savait déjà par observations convergentes et sondages divers. Avec toutefois une légère variante, le candidat Paradis venait au deuxième rang, dix votes de plus que n'en avait recueilli Daniel Johnson ⁷⁶⁴. Ce dernier lança le cri de l'unité en commençant son allocution de remerciement par ces mots : « Monsieur Robert Bourassa, mon chef ! » Jamais encore un leader libéral n'avait reçu un vote d'investiture aussi massif : dès le premier tour, 75% de voix, battant ainsi l'ancien record des 71% obtenus par Jean Lesage en 1958. Numériquement au moins, c'était un parti uni comme jamais, comportant dès le premier tour trois fois plus de gens heureux que de mécontents ou de déçus.

Un commentaire d'Ottawa fit tout de suite son tour de presse, en la forme d'une demi-boutade du premier ministre Trudeau : « Vous forcez les journalistes et les commentateurs à croire au mystère de la résurrection politique. Et croyez-m'en d'expérience, c'est déjà là un tour de force, car tous ces experts sont gens de peu de foi » ⁷⁶⁵. Il fallut apprendre aux jeunes Québécois de moins de 25 ans qui avait été Robert Bourassa, mais les aînés n'étaient pas étonnés du résultat, seulement de son ampleur. La presse éditoriale se fit variée : solidariste, à *La Presse*, sous la plume de son éditeur, Roger D. Landry : « Se rallier derrière M. Robert Bourassa » ; sceptique, au *Soleil*, sous celle de son rédacteur en chef, Claude Masson : « Bourassa un espoir douteux » ; mesurée, au *Devoir* : « Une étape réussie », sous la signature du directeur, Jean-Louis Roy ⁷⁶⁶. Et allait recommencer de plus belle le petit jeu spéculatif qui avait été la principale trame des commentaires de la campagne : Bourassa a-t-il *changé, vraiment* ? On saura plus tard.

Robert Bourassa aura au moins réussi son grand retour : du sommet au sommet. Reste, toutefois, la dernière étape de la conquête du pouvoir gouvernemental ; le succès en paraît encore certain, mais subsisteront des embûches dont la plus traître pourrait être celle du partant trop « gagnant » : il y avait eu, tout de même, le 13 avril

⁷⁶³ Selon Pierre O'Neill dans *Le Devoir*, le 15 octobre 1983.

⁷⁶⁴ Sur 2834 votants, Robert Bourassa obtint 2138 voix ; Pierre Paradis, 353 ; Daniel Johnson, 343. Comme en 1970, Bourassa se voyait élu dès le premier tour, mais encore plus massivement.

⁷⁶⁵ *La Presse*, le 17 octobre, 1983.

⁷⁶⁶ Selon les titres des éditoriaux du 17 octobre, 1983.

1981... Et si, selon des prévisions à contrôler soigneusement, Robert Bourassa devait l'emporter décisivement, il aura donné le seul gouvernement par des libéraux au Canada, cette race en dégénérescence partout ailleurs qu'au Québec...

« Je suis aux antipodes des règlements de compte. Je n'ai aucune amertume, aucune rancune », déclarait dès la fin du congrès le nouveau chef du Parti libéral du Québec au quotidien *La Presse* du 17 octobre 1983. Faut-il s'excuser de revenir sur ce point ? Cet homme public a sans doute d'autres qualités avec passablement de défauts, mais celle-ci est la plus noble : cette incapacité totale de mesquinerie envers l'adversaire du parti opposé, ou le rival de circonstance dans sa propre formation. Phénomène rare en politique.

Une autre qualité marquante de l'individu Bourassa, c'est certes ce qu'en euphémisme on pourrait appeler, positivement, sa constance, ou négativement, son obstination. De fait, l'allure filiforme d'un Pinocchio à lunettes ⁷⁶⁷ est portée par une volonté d'acier trempé, animant la vie unidimensionnelle du « professionnel » politique qu'est Robert Bourassa. Il n'y a pas d'autre clé au personnage que la force précoce, et devenant invincible, de celui qui ne veut qu'une chose, mais toujours la même, intensément, et tout le temps ! Ce retour spectaculaire était prévisible ⁷⁶⁸. À quelqu'un auquel - comme à Trudeau - est accordée la plus extraordinaire seconde chance, faut-il rappeler que c'est la façon de répondre à celle-là qui va compter pour l'histoire ?

IV

⁷⁶⁷ Il n'y a pas que les caricaturistes à plaisanter l'apparence frêle de Robert Bourassa : cet « étudiant besogneux qui a sauté trop de repas » (Jean-Marc Poliquin) ; ce « comptable de Caisse Populaire mal nourri » (Jean V. Dufresne) ; cet « air d'une girafe élevée au Biafra » (Jean Paré) ; etc.

⁷⁶⁸ Ayant franchement avoué m'être trompé sur la nature de « bête politique » de Robert Bourassa, tel qu'il se voyait en 1966 (voir la note (30) du chapitre IV), pourquoi ne rappellerais-je pas ne pas m'être trompé une seconde fois sur son retour ? Dans un article au *Devoir* (le 2 décembre 1976), évoquant son départ de recyclage pour l'Europe, j'écrivais : « Ce faisant, il est peut-être en train de préparer la plus belle sortie-entrée de l'histoire politique canadienne... » Notre revenant s'en est souvenu plusieurs années après. Dans *L'Actualité* de novembre 1983, il rappelait à son interlocuteur Guy Deshaies qu'un seul commentateur avait « su voir que ma remontée était possible ».

La rançon d'une étude débouchant sur l'actualité vive est que ses parties terminales risquent plusieurs fois d'être déphasées par les manchettes du journal du matin, d'autant que les exigences techniques de la confection d'un livre forcent à en abandonner le manuscrit des mois avant le moment de la publication. Débordant le pointillé sur lequel s'achevait le chapitre X, qui traitait de la phase actuelle de la carrière de René Lévesque, on peut tenir pour presque certain en ce mois d'octobre 1984 qu'il n'annoncera pas sa retraite avant la tenue des prochaines élections québécoises. Il devrait donc avoir comme adversaire, une quatrième fois, le chef du PLQ, Robert Bourassa. On observera, en passant, la stabilité du personnel politique de haut niveau en ce pays : il est très rare ailleurs que deux mêmes chefs de parti s'affrontent à répétition pendant une quinzaine d'années, surtout dans un système à bipartisanerie prévalente.

Mais selon quels grands objectifs, autres que la prise de pouvoir, se fera la prochaine lutte électorale de 1985 ou de 1986 ? On retrouve alors les dilemmes doctrinaux-stratégiques du Parti québécois, considérés à la partie finale du chapitre X, rédigé à la fin de l'été 1984. Il paraissait alors presque certain que le président du parti et premier ministre avait opté pour la décision pure et dure d'élections portant sur l'indépendance, et quelle qu'en dût être la sanction électorale. Le congrès péquiste de juin 1984 avait même adopté une résolution à l'effet qu'un vote pour le Parti québécois soit considéré comme « un vote pour la souveraineté ».

Au début d'octobre 1984, on sent bien qu'à plus d'un indice, cette détermination de René Lévesque ne semble plus aussi ferme. Un élément nouveau de la situation globale est l'élection d'un gouvernement Mulroney à Ottawa, et soudainement le fédéralisme n'apparaît plus le pire des maux, peut-être même plutôt comme un « beau risque » à courir. La reconversion du parti, sous l'impulsion de son chef, vers une nouvelle forme d'étapisme conditionnel et circonstanciel peut bien se produire sans avoir à rappeler à jamais le grand projet collectif qui avait donné naissance à ce parti. Si c'était le cas, il faudrait récrire la conclusion de ce chapitre qui portait sur la dernière évolution de René Lévesque ⁷⁶⁹. Mais le profil général de l'ensemble de la carrière politique de René Lévesque depuis 1960 s'en trouverait-il radicalement changé ?

⁷⁶⁹ De crainte de ne devoir le récrire indéfiniment, je prends la résolution, paresseuse, de n'en rien faire. Je tenterai plutôt de rattraper le cours des événements

Autre question, personnelle mais reliée à la précédente : l'éventuelle retraite de René Lévesque. Elle se produira bien un jour pour ce sexagénaire « à la mauvaise santé de fer », comme il a déjà dit de sa complexion ; il occupe le devant de la scène depuis un quart de siècle. Seul Jean Drapeau tient encore et depuis plus longtemps. Plus d'une fois, Lévesque a menacé de partir ; au moins une fois, à la fin de 1981, il a failli partir. S'il quittait la politique, le Parti québécois deviendrait autre, peut-être même n'y aurait-il plus de Parti québécois ; ou, plus probablement, un autre parti naîtrait-il par scissiparité ? Le Parti québécois fut créé par, et pour, un homme en disponibilité d'une action politique majeure : un homme public s'était donné un parti, ou un franc-tireur, des troupes, selon la thèse du chapitre IV. Lui partant dans des conjonctures inévitablement « divisives », on voit mal que le parti se perpétue sans éclatement.

De toute façon, comme nous sommes déjà entrés dans une ère post-Trudeau en politique fédérale, commencera un jour ou l'autre une ère post-Lévesque sur la scène politique québécoise. Robert Bourassa II, en son pouvoir presque assuré sous peu, ne pourra l'assumer toute. Une résurgence de l'Union nationale reste toujours possible ; et même, faudrait-il envisager que René Lévesque ne parte pas de sitôt ? Les résultats d'un sondage du début octobre 1984 montrent que la première hypothèse ne doit pas plus être écartée que celle d'une beaucoup plus lointaine résurgence - après 50 ans ! - d'un parti conservateur du Québec. Et le même sondage, établissant le caractère durable de l'extraordinaire popularité du chef péquiste, qui traîne littéralement la défaveur qu'encourt son gouvernement, pourrait bien constituer une invite indirecte à ne pas quitter la scène politique, en quelque qualité que ce soit ⁷⁷⁰. Quel homme public, dont la santé ou les forces ne défont pas, peut résister à des « déclarations d'amour » politiques aussi constantes ?

dans la conclusion ou dans quelque post-scriptum avant de donner le bon à tirer de l'ouvrage.

⁷⁷⁰ Rappelons sommairement trois extraordinaires cotes de popularité que révélait ce sondage : de 61% pour « le bon travail » de René Lévesque ; de 18% en faveur de l'Union nationale (contre 23% au Parti québécois) ; et, parmi les aspirants à la succession de René Lévesque, celle de 44% à l'avantage de Pierre-Marc Johnson (contre 9%, Jacques Parizeau ; 6%, Lise Payette ; 5%, Bernard Landry) (*Le Soleil*, les 6 et 7 octobre 1984).

Reste tout de même posée la question des héritiers. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on parle de ce sujet favori des chroniqueurs dans les jours où la nouvelle objective se fait rare. Les trois noms qui reviennent le plus souvent sont Jacques Parizeau, Bernard Landry et Pierre-Marc Johnson. Il ne faudrait pas s'étonner que s'affirment d'autres aspirants à l'héritage à refaire fructifier, par exemple, les anciens chefs de l'opposition, Camille Laurin ou Jacques-Yvan Morin. Et d'autres dont les noms s'imposent moins en cet automne 1984.

Il n'y a pas d'héritier présomptif ni désigné. « Ça ne se fait pas ». Surtout dans les partis à ambition comme à concurrence libres. Quand « ça » se produit, en deçà de la grande foire pour l'investiture officielle par l'assemblée souveraine du parti, c'est toujours matière à transactions souterraines jusqu'au secret opaque, et que l'histoire dévoile parfois longtemps après. Mais d'ores et déjà chacun des présumés prétendants du peloton de tête part avec une fiche signalétique qu'une opinion généreuse, mais non unanime, lui confère :

PARIZEAU, *Jacques* :

De souche bourgeoise-urbaine, instruite et nantie, depuis quatre ou cinq générations - ce qui est une originalité canadienne-française plutôt rare.

Aurait pu avoir une réputation internationale d'« économiste distingué » ; son adhésion au Parti québécois a dédouané cette formation comme phénomène sérieux dans les milieux d'affaires et hors du Québec.

Seul titulaire indispensable d'un ministère ; dirige la politique économique comme un séminaire d'études avancées.

En représentation permanente d'une hypothétique conférence de presse ; du poids mais aussi de la classe, et l'une portant l'autre : sera toujours « Monsieur »...

Coquetterie : se voit le revers, mieux réussi, de Pierre Elliott Trudeau.

Handicap : bombardé « héritier » trop tôt, dès le départ, sans qu'on lui demande son avis - ce qui n'était pas nécessaire.

Masochisme : n'avoir jamais réclamé un autre ministère.

Avenir : des perceptions politiques qui n'apparaissent pas au niveau de sa pensée économique.

LANDRY, *Bernard* :

Produit typique de l'UGEQ quand les collégiens faisaient la « révolution culturelle » pour stimuler la « tranquille » du même nom dans les années 1960.

Produit secondaire (avec Pierre Marois) du mimétisme attractif de René Lévesque.

Un charme conquérant et souriant : avec lui on ne doit pas trouver le temps long à table.

Possède assez de personnalité pour qu'on le remarque ; et si « on » est distrait, sait faire les rappels à l'ordre.

A réponse à tout parce qu'il a pensé à tout, ou en donne l'impression sans douleur.

Un rationaliste croyant, ce qui le rend pétillant d'intelligence et de dialectique.

Avenir : privilège du troisième homme pour pouvoir passer dans l'entre-deux.

JOHNSON, *Pierre-Marc* :

A tout : le nom et le prénom double, et même les deux partis dans la famille.

Possède d'ailleurs tout en double :

la stature *et* l'allure,

l'intelligence *et* la formation,

le droit *et* la médecine,

la volonté *et* la sensibilité,

la réflexion *et* la détermination,

l'astuce *et* la discrétion,

l'éloquence *et* l'élégance...

On pourrait continuer, ce qui allongerait le chapitre ; mais la somme serait toujours égale : il a tout *et* tout. En apparence, c'est trop...

Ce qui manquerait, on s'en rendra compte à l'oeuvre et à l'épreuve, occasion qui ne tardera pas.

Handicap : trop d'avantages constituant une « image » que *le* Parti accepterait moins bien que la population.

Avenir : le mieux placé pour la transformation nécessaire d'un PQ viable ; le temps aidant, aurait les moyens d'en éponger les incompatibilités qui risquent de le tuer ; voué à diviser d'abord avant de pouvoir rassembler.

TRAIT COMMUN :

Les trois ont la qualité indispensable de *l'ambition*, tout comme n'en a jamais manqué

BOURASSA, *Robert* :

Etc., etc.

NOTRE MIROIR À DEUX FACES.
TRUDEAU LÉVESQUE
CONCLUSION GÉNÉRALE

I

[Retour à la table des matières](#)

Un texte tardif, qui est aussi un événement politique de la plus haute portée, permet une conclusion tout autre et mieux assurée que la finale du chapitre X portant sur la dernière phase de la carrière de René Lévesque. Sa déclaration écrite à l'intention du Conseil exécutif de son parti, rendue publique le 19 novembre 1984, établissait avec force la volonté du premier ministre que les prochaines élections ne soient pas « référendaires » ou ne portent pas sur la souveraineté ou l'indépendance du Québec. La tradition de 1976 et 1981 continuerait donc en 1985 ou en 1986. La grande question du statut constitutionnel du Québec serait, une fois de plus, mise en veilleuse dans le programme électoral du PQ. René Lévesque tranchait enfin pour une solution dans le sens de ce qu'on pouvait « s'attendre » de lui et de la ligne générale de sa carrière. Aussi, ces notes constituent-elles une révision de la conclusion provisoire du chapitre X, écrit deux mois et demi plus tôt.

Il ne s'agit pas d'une *mutation* en un René Lévesque II comme pour répondre à la récente *restauration* de Robert Bourassa II. Celui qui a surmonté ses derniers doutes et n'a pas fini de chercher, tout en maintenant toujours le même cap, fait plutôt retour au René Lévesque de l'Option Québec de 1967. Le moment est enfin arrivé, disait la déclaration du 19 novembre 1984, de savoir tirer « la leçon de ce qui nous arrivait » pour pratiquer une « politique réelle » et dans un « temps réel ». Finie « la fuite en avant » sur laquelle avait débouché le congrès de juin 1984 allant jusqu'à soutenir cette « prétention extrême, terriblement « ghettoisante », d'indiquer à l'avance les vo-

tes qu'on accepterait et ceux qu'on refuserait ! ». Il reste entendu que la souveraineté sera toujours cette « suprême police d'assurance que notre peuple ne saurait plus laisser tomber ». L'admonestation aux partisans passe mieux par des remarques d'autocritique pour une responsabilité partagée : « Autant que quiconque, j'ai contribué fortement à ce désaiguillage de notre action ». Tout le mal provient du « résultat de mai 1980 (qui) nous avait d'abord terrassés ». Mais « il m'a bien fallu, comme d'autres, commencer à « en revenir ». Et me rendre compte que ça ne pouvait plus continuer comme ça ».

Pas question d'abandonner « notre foi absolue en l'essentiel de notre option », soit « ce grand Moyen dont, tour à tour, tous les peuples dignes de ce nom ont fait, font et (...) feront l'expérience » dans une forme d'« État-nation ». Pas question, non plus, de « devenir une espèce de copie platement conforme du Parti libéral (...) abhorrant l'idée même d'une telle plénitude ». Le chef du parti recommandait de « relire à ce propos notre tout premier programme de parti, celui de 1969, pour re-découvrir l'accent de nos débuts », car ce qu'il propose « c'est plutôt une sorte de retour aux sources », mais « enrichi par tant d'années d'expérience, par toute la somme de nos erreurs ». C'est le régime constitutionnel canadien qui devra « s'adapter à ce qui est en réalité une véritable révolution en marche, pacifique toujours mais de plus en plus profonde et très évidemment permanente ». D'ailleurs, « la question nationale » dans sa dimension constitutionnelle (...) vient de refaire surface sous des dehors plus prometteurs que depuis tant de lunes ». C'est une chance à ne pas laisser passer comme s'impose le devoir immédiat d'affronter « cette obsédante question de l'emploi », ainsi que « ce fameux « virage », scientifique et technique, donc économique, donc socialement bouleversant et culturel au sens le plus ample du mot ». Pour toutes ces raisons il faut « évacuer... la persistante ambiguïté d'élections soi-disant « référendaires ».

Au terme de ce livre couvrant les vingt-cinq ans de sa vie politique, cette déclaration historique montrait nettement que, tel en lui-même, René Lévesque se retrouvait enfin. Il se ralliait à sa propre ligne oscillante après avoir semblé céder à l'attrance de la direction plus logique et droite qu'une forte fraction de son parti lui intimait de prendre. Mieux placé que quiconque pour en évaluer les risques, il les a tous pris. Cette fois-ci, il ne pouvait recourir à quelque forme de référendum interne au parti comme à l'hiver 81-82. La « consultation » se fera informellement, à la base, dans les associations des comtés représentés par des députés péquistes. Pendant plusieurs se-

maines de cet automne 1984, des cadres du parti et les ministres ont pu porter leurs prises de position contraires sur la place publique. La déclaration du 19 novembre 1984, marquée de la fermeté d'une détermination qui ne se contient plus, sonnait la fin de ces débats publics contradictoires. Et pourrait ainsi s'instituer une double dynamique nouvelle : en rapport à l'électorat québécois et à d'éventuels négociateurs constitutionnels.

Ce dernier épisode de la saga péquiste est le plus douloureux de tous. Il n'y avait pas de « bon choix », le mal étant grand des deux côtés. Dans le destin chaotique d'un homme, c'est le canalisateur plutôt que le déclencheur qui continuait à l'emporter. Les fervents de l'indépendance vont continuer à discriminer ces deux parts du Dr. Jekyll et Mr. Hyde en un même personnage. L'histoire, dépassionnée, sera sûrement moins tranchante. Dans un parti occupant la responsabilité du pouvoir, Lévesque aura tout de même permis un vertigineux jeu démocratique sur la place publique. La trinité idéologique - des nationaux, des politiques, des sociaux - dans ce parti est apparue plus nette que jamais. Ce qui reste des « sociaux » encore identifiables devra opter pour l'un des autres camps. Combien de « nationaux » vont se rallier au camp des « politiques » ? Ce qui conduira au congrès annoncé de janvier 1985 rendra encore plus aiguë la ligne de partage. Tout est prévisible : démissions individuelles, en chaîne ou en blocs, schisme et éclatement du parti, naissance d'un nouveau parti, etc. Mais est encore plus certain le maintien d'un Parti québécois dominé par les « politiques » et toujours dirigé par René Lévesque.

La déclaration du 19 novembre 1984 n'est en rien « un dernier mot ». C'est le premier mot d'un réalignement, qui n'arrive pas trop tard puisqu'il ne pouvait se prendre que dans une ambiance intensément dramatique : proximité des prochaines élections, départ de Trudeau et arrivée de Mulroney, résurrection de Bourassa, difficultés économiques persistantes, etc. La suite, c'est une nouvelle histoire qui commence.

L'autre héros de ce livre n'occupe plus une position de responsabilité. Mais il ne s'empêche pas de laisser planer en « menace » d'une éclipse partielle, sinon passagère... Lors de la campagne fédérale, il rectifie la version que John Turner avait donnée de son départ de 1975, il défend la liste des nominations de « patronage » qu'il avait laissée à celui-ci. Plus tard, il retournera la remarque de son successeur à l'effet qu'il avait laissé un parti mal en point, en soutenant que, lui, il aurait pu remporter les élections du 4 septembre 1984 ! Lors de la réception du prix Einstein il scandalisa le State Department qui fit tenir à la presse des dénégations sur les intentions américaines en

matière de désarmement. Quant à la déclaration du 19 novembre 1984, le grand adversaire de Lévesque se contentera de rappeler à la télévision anglaise qu'il avait annoncé la mort du « séparatisme » quelques années plus tôt et qu'on avait ri de lui. Cette pièce d'autocritique de René Lévesque et du réalignement « fédéraliste » du gouvernement du Parti québécois est le dernier prix de satisfaction de Pierre Elliott Trudeau qui, d'Ottawa, s'était donné vingt ans plus tôt la mission de ramener le Québec à la raison, à « sa » raison...

II

Des fait singuliers et irrépérables comme l'émergence, à peu près simultanée dans la même société, des deux leaderships homologues et complémentaires de Trudeau et Lévesque ne relève pas de l'explication théorique. La théorie aurait toutefois beaucoup à dire sur la nature du phénomène global dont on vient de voir, en ce pays, un extraordinaire déroulement historique : sur un quart de siècle, notre politique a été hautement *personnalisée* par deux adversaires hors série. Faisons une courte incursion dans le phénomène avec des variations sémantiques autour du thème de *persona*, qui, de façon fort évocatrice en latin, signifie justement un « masque de théâtre »...

À l'intention des hommes, la politique est aussi faite par des *personnes* humaines. L'opinion, c'est-à-dire vous, moi, tout le monde, en fait des *personnages*. Les médias, pour des fins de diffusion et par l'effet amplificateur qui leur est propre, en font des *personnalités*. Ce sont celles que nous voyons lorsqu'elles personnifient, avec plus ou moins de bonheur, le ou les pouvoirs. Cette personnalisation de la politique, tout au moins à son sommet, est un des faits fondamentaux de cette époque audio-visuelle. Les exemples ne manquent pas à l'extérieur ; mais notre particularité est d'avoir eu deux grandes personnalités en même temps, et même trois si on leur associe le perpétuel maire de la métropole qui ouvrait la marche historique. Dans un pareil système de communications, les « idées politiques » ne viennent qu'en second, mais qui ne sont, évidemment, jamais secondaires, surtout lorsqu'elles mettent en cause rien de moins que le régime d'État à se donner.

Au Québec donc, pour ce qui est de cette personnalisation du pouvoir, nous aurons été doublement servis ! À Ottawa comme à Québec deux forts personnages

s'étaient installés selon le bizarre, mais pourtant historiquement logique, antagonisme dont ce livre a tenté de rendre compte. L'arrangement des parties de l'ouvrage devait être aussi ziggaguant que la longue lutte dissymétrique entre eux l'avait été...

La seule généralité incontestable que peut avancer cette conclusion est l'énorme place historique que Trudeau et Lévesque, et l'un par rapport à l'autre, auront occupée dans le Québec des deux dernières décennies. Qu'on songe seulement pendant trois secondes à ce qu'eût été le type d'action sur les deux scènes si elle avait été jouée par des agents individuels de moindre calibre que ces deux-là qui sont sortis du rang démocratique, René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau. On admettra que les nécessités et difficultés du système dualiste auraient permis la continuation de quelque schéma semblable de lutte « fédérale-provinciale ». Mais il n'aurait sans doute pas eu une telle intensité, justement dramatique, si les rôles majeurs avaient été tenus par des moins forts personnages et n'ayant pas une telle faculté d'identification avec leurs compatriotes. Au Québec, nous l'aurons connu au maximum, l'aspect de théâtralisation démocratique de cette politique hautement personnalisée.

Qu'on s'entende bien : à eux seuls, certes, ils n'ont, pas tout fait. Et ce qu'ils faisaient n'était pas, en tout, par rapport à l'autre, les niveaux du fédéralisme en fonctionnement restent, en effet, passablement étanches quand il ne s'agit pas d'en faire une révision radicale. Mais même l'ensemble de ce qu'ils faisaient à leur plan respectif, par exemple le degré de leur réussite relative, ne manquait pas de déterminer des rapports mutuels changeants dans la conscience politique globale des Québécois.

C'est procéder par trop grande simplification que de répéter qu'ils nous ont politiquement bipolarisés. Par leur programme général d'action politique, ils nous rejoignaient plutôt aux pôles de notre personnalité collective qui est complexe et davantage : contradictoire. Ils ont été, en définitive, portés par nos contradictions fondamentales, plutôt que d'en être seulement les reflets plus ou moins embrouillés. Chacun d'eux, dans sa carrière, devenait redevable à l'autre, mais les deux étaient encore davantage redevables à nous, comme collectivité, qui leur accordions le droit de nous gouverner à deux niveaux de gouvernement en même temps. Mais demeure la constatation enveloppante qui vient d'être faite : combien ils nous auront personnalisés !

III

Faisons un bref retour à l'histoire. On rappelle d'abord la chaîne qui remonte jusqu'à Lévesque : Papineau, Mercier, Marchand de la fin du siècle, Taschereau autonomiste des années 1920, Duplessis réformiste de 1936, Duplessis autonomiste de 1954, Lesage novateur de 1960 à 1964, Johnson prophétique de 1967-1968. Et, aussi, celle qui aboutit à Trudeau : La Fontaine sous l'Union, Cartier de la pré-Confédération, puis Laurier, et Bourassa au tournant du siècle, Lapointe avant d'arriver à Saint-Laurent. Les filiations seraient certes moins directes ou naturelles que la nudité des énumérations ne le suggère.

Et si l'on considère des équilibres fédératifs, se sont historiquement institués ce qu'on pourrait appeler des systèmes de « double protectorat » à l'inspiration du duo, tant célébré des origines, Cartier et MacDonald : d'abord Taschereau et Lapointe-King, puis Duplessis et Saint-Laurent. Le système le plus achevé de double protectorat que se soient jamais donné les Québécois est certes celui qui vient de se fermer : Trudeau en la capitale lointaine, Lévesque en la capitale immédiate. Coupons là, car le jeu des analogies historiques, excusable pour un certain intérêt de suggestion, ne vaut jamais d'être poussé trop loin.

René Lévesque proposait la perception idéale du Québec comme celle d'un centre dont Ottawa et les autres provinces constituent des points d'intensité diverse d'une même périphérie. La conception de Pierre Elliott Trudeau était plutôt celle d'un Canada contenu dans un cercle dont Ottawa, seule, est le centre, le Québec ne constituant qu'un des dix espaces entre deux rayons partant du centre (par double définition géométrique et fédérative). Étaient donc proposées deux hypothèses fondamentales toutes contraires : le projet de Lévesque plus restreint, mais de plus grande identification ; le dessein de Trudeau plus risqué, mais de plus grande amplitude.

La présence d'un fort leader d'origine québécoise à Ottawa aurait dû enrayer la poussée centrifuge au Québec. Mais cette situation, en faisant braquer les yeux sur l'autre capitale, permettait d'y mieux voir les limitations d'un *French power*, même en ces circonstances favorables. Elle accentuait encore la dynamique de compétition entre les deux capitales par la « dramatique » de la rivalité entre les hommes politi-

ques qui, simultanément premiers ministres, furent plus que jamais considérés comme « des nôtres ». C'est un paradoxe au moins apparent que les gains du Parti québécois augmentèrent suffisamment pour permettre la prise du pouvoir dans la période même où un Québécois était en force à la gouverne de la fédération. Mais au moment de l'explication décisive, les plus nombreuses forces fédérées du maréchal l'emportèrent sur les forces unifiées du général...

IV

À même le tissu humain québécois, peut-on tailler deux types d'homme plus contrastants que René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau ? Réglons un préalable : ces combattants ne furent pas des frères ennemis, ni « frères », ni « ennemis ». Avant leur entrée en politique, ils étaient des « vieilles connaissances » mises en rapports privilégiés par des amis communs. Ils étaient d'un même lignage comme les Québécois le sont tous, mais non d'une même famille d'esprit. Ils étaient des opposants pour ce qui est des idées et, comme hommes politiques, sont restés des adversaires irréductibles et mutuellement déçus jusqu'à la fin, mais sans haine quoique sans trop d'élégance non plus. L'échec absolu de leurs relations inter-personnelles n'a pas entraîné la rupture d'une amitié fraternelle qui n'existait pas. Cette précision valait d'être faite tant l'expression de « frères ennemis » a été employée à leur sujet - et, à l'occasion, par l'auteur lui-même pour la commodité stylistique de l'expression. Les contrastes majeurs entre les deux hommes sont de plus grande profondeur, qu'on avait commencé à retracer au plan psychologique et mental avec la présentation initiale des deux personnages (aux chapitres II et III).

Le plus fort de ces contrastes serait à dresser entre celui qui cherche encore et celui qui n'a jamais douté. Lévesque, « celui qui cherche », continuait d'avancer pendant toute sa carrière et fonçait parfois comme pour *certifier* son doute. Il n'a finalement pas gagné contre Trudeau, celui qui ne doutait jamais mais qui ne pouvait, pour autant, *contrer* les mouvements estimés par lui désordonnés et réprouvés avec une ardente conviction. Qui ne doute pas par nature possède l'outil d'un simplisme réducteur pour l'action, tandis que la perpétuelle recherche de celui qui cherche le met, au moins en partie, à découvert, et d'abord devant ses partisans et alliés.

Celui que n'effleure pas le doute a déjà trouvé ; il n'a plus qu'à chercher les moyens ou qu'à attendre les circonstances. Celui qui cherche prend du retard, non seulement sur les objectifs, mais encore sur les moyens ; et il risque davantage s'il s'impose de créer des conditions nouvelles. Il sera enclin à monter à bord du mouvement lancé par d'autres, ou à sauter sur les circonstances, tandis que le premier va les attendre, se tenir prêt, les inventer ou les forcer si elles tardent. L'un est meilleur connaisseur du cours des choses tandis que celui-ci devient plus hardi planificateur pour les changer. Mais dans les cas de ces deux fortes personnalités, « on » (les partisans, les associés, etc.) fait finalement de la politique pour eux plutôt qu'avec eux. Ils ont le démocratisme personnalisé et même égocentrique, comme, du reste, tous les leaders d'envergure et de durée.

V

Je ne suis pas sûr, ainsi qu'on le dit souvent, que chacun des deux hommes nourrit de la « fascination » pour l'autre. Ils se sont trop connus, la fascination s'exerçant toujours dans un orbe de mystère. Celui qui évolue dans les sphères confortantes du non-doute adopte aisément des attitudes de hauteur intellectuelle pouvant aller jusqu'à l'apparence du mépris. Lévesque, pour sa part, a laissé plutôt échapper des réflexes obsessifs de l'obstacle Trudeau. Aussi, pourquoi diable ! avoir pris le pouvoir au moment où un Québécois francophone gouvernait à Ottawa, et encore fallait-il que ce francophone fût Pierre Elliott Trudeau !

Avoir une attitude de doute méthodique dans l'action (voir ce que ça va donner, on corrigera après ; ou reprendre la partie, à moins de changer de jeu...) peut être favorable à une ligne générale de cohérence. Au plan des idées, le politicien Lévesque n'a pas eu à contredire le journaliste de *Radio-Canada*, ce qui ne fut pas le cas pour l'ancien essayiste de *Cité libre* ou l'ex-directeur du *Devoir* qui, en qualité de chefs de parti, ont dû ravalier de vieux écrits. L'instabilité de Lévesque est d'une autre espèce, car il y a du décrocheur (*drop out*) chez cet homme : abandonner l'université, partir comme journaliste dans l'Europe en guerre, abandonner la permanence de Radio-Canada, plonger en politique, être plusieurs fois tenté de la quitter et en faire l'aveu public, s'interroger fréquemment depuis vingt ans s'il est toujours « utile » au parti qui

l'a hébergé une demi-douzaine d'années ou à celui qu'il a fondé en 1968 et qui risquerait de s'écrouler sans lui. Et, plus récemment, contribuer par deux fois (à l'automne 1981 et au début de 1984) à ce qu'il a appelé le « désaiguillage » de l'action de son parti pour le réaiguiller ensuite, en force, par le référendum de février 1982 et par sa déclaration historique du 19 novembre 1984. Son penchant à l'impatience a toujours trouvé son ressort dans une faculté constante d'indignation devant ce qui ne tourne pas rond. Il trouve ensuite les idées pour justifier l'indignation et, si nécessaire, pour excuser l'impatience. Avant tout, il est celui qui veut que « ça marche ! »

D'instinct, Trudeau est plus nettement un « intellectuel », non pas seulement parce que « cérébral » ainsi qu'on le répète à satiété, mais parce que vivant au niveau des idées et, par-dessus tout, en s'opposant aux « idées reçues ». D'où une pensée essentiellement réactive aux idées des autres, mais faiblement créatrice et rarement inventive au plan des moyens. Dès sa jeunesse, il s'était fait un nom à cette enseigne scandaleuse de pourfendeur des idées reçues. Fallait-il que le Québec des années 1950 fût conservateur pour qu'il y apparût « révolutionnaire » ! Il était à peine réformiste, comme, plus tard en politique, il sera plutôt rectificateur. Ou peut-être faudrait-il dire *balanceur* ? Il pense que la société doit régler ses contradictions pour continuer à fonctionner comme l'individu fort sait les résoudre pour pouvoir agir. Son côté « gosse de riche » ou « enfant gâté » par la vie l'aura sûrement aidé dans cette conviction qui, de toute façon, ne l'a jamais inhibé ni retenu dans l'action.

Sauf sur l'essentiel, entendons l'unité du Canada, il ne tient d'ailleurs pas à avoir raison à tout prix. Avec une pointe de cynisme, il a déjà confié que, si c'était le cas, il ne serait pas entré en politique et serait resté à l'université. Du reste, il n'y est passé que trois ou quatre années et en qualité d'attaché de recherche. Sans doute ne l'accepterait-il pas volontiers, mais Trudeau est bien le sur-produit du nationalisme québécois, pourtant sa bête noire et dont il s'est tôt libéré comme du souvenir d'un esclandre de jeunesse. Qui a fait, décidément, la force durable de Trudeau à Ottawa, si ce n'est d'abord la cohorte des députés libéraux que les Québécois, sous son nom, y envoyaient ? Lui parti, ils feront de même pour un autre fils du Québec.

Par association antithétique, on verrait Lévesque comme un sous-produit de ce même nationalisme. N'oublions pas que tout s'est cristallisé chez lui, une fois pour toutes, par ce réflexe antibureaucratique contre l'inertie des structures de la Canadian Broadcasting Corporation lors de la célèbre grève de 1958-59. Les grandes idées sur

la souveraineté et l'association, c'est venu longtemps après et par couches successives, que beaucoup de militants péquistes trouvaient jusqu'à aujourd'hui trop minces.

VI

En deçà tout juste du risque d'une mutinerie, Trudeau a étiré au maximum le dernier acte de sa présence gouvernementale, longtemps après que sa présence ne fût requise. N'étant pas encore placé devant cette circonstance, Lévesque ne fait pas mieux, qui ne sait pas comment partir quand il l'aura résolu ou qu'un mouvement plus fort que sa récente détermination l'y forcerait. Un jugement courant au Québec veut que la vilaine querelle entre les deux hommes nous ait conduits au plus hermétique cul-de-sac de notre histoire. Par ailleurs, un biographe de Trudeau (Radwinski) en parle comme d'un « leader inachevé » (unachieved leader) ; un autre auteur (Desbarats) titre l'essai qu'il a consacré à Lévesque de « projet inachevé ». C'est bien l'idée d'incomplétude qui s'impose au sujet de leur oeuvre. Mais on reconnaîtra que, s'ils sont restés en deçà de leur grand projet respectif, toute leur vie politique s'est déroulée dans le sentier que chacun s'était tracé.

Chacune de ces voies marquait les limites de l'autre, car elles étaient contraires en rapport au Québec, sinon en tout contradictoires. La façon dont René Lévesque a été mis échec et mat en matière constitutionnelle à l'automne 1981 ne doit pas être rapportée seulement à la seule force proportionnelle plus grande de Pierre Elliott Trudeau. Ce dernier pouvait compter, pour cet autre test décisif de l'après-référendum, sur toutes les forces d'inertie du système fédératif et de l'histoire politique canadienne, ainsi que sur une majorité de 60% de Québécois refusant même le simple mandat de mettre en question la base constitutionnelle du régime. Par cette mécanique implacable, il était inscrit dans la nature des choses que Lévesque ne pourrait l'emporter, mais il ne devenait pas, non plus, certain que le résultat dût être porté au compte personnel de Trudeau. Et il saura, sans triomphalisme d'« arrogance » (qu'on lui reproche tant), savourer sa victoire avec quelque sécheresse d'attitude (qui est ce qu'on pourrait, plus justement, lui reprocher), celui qui n'a jamais douté...

Au plan d'action respectif des deux hommes, là non plus, les fruits n'ont pas tenu la promesse des fleurs. Voyons, de façon plus immédiate, l'état de leur parti : tout est

à reconstruire au PLC et tout sera à recoller après les fendillements du PQ. Revenant à l'enjeu fondamental de leur discorde, Lévesque s'était, à tous égards, donné la partie la plus grosse et la plus risquée. Mais Trudeau, ainsi qu'il a été dit, n'a « gagné » que relativement, et après que Bourassa, à partir de 1970, et Ryan, après 1978, aient dégagé le terrain par leur longue et fort ingrate résistance. Également Lévesque pouvait-il lancer son mouvement en récoltant ce qu'avaient semé les premiers « séparatistes ». La victoire de Trudeau, mais ceci absolument, c'est « sa » réforme constitutionnelle : et presque tout seul ! Mais il a laissé aux successeurs rien moins que la responsabilité de réintégrer dignement le Québec dans l'ensemble fédératif, tâche que d'autres ont à parachever autrement que par la banalisation du temps s'écoulant avec force coutumière.

Depuis la Loi constitutionnelle de 1982, le Québec a vu son espace quelque peu rétréci dans les jeux fédératifs. Et depuis avril 1981, le gouvernement péquiste occupe plus faiblement son propre territoire politique que lors du mandat précédent. Ce n'est plus d'incomplétude qu'il faut parler mais, à ce niveau, d'échec assez flagrant en attendant le risque d'une prochaine déroute électorale qui profiterait, de façon exagérée et imméritée, au parti adverse. C'est comme si nous retournions à l'époque de 1970, en une espèce de marche rétrospective. Il faut interrompre abruptement ce propos, l'auteur n'ayant pas l'âme à la prospective compensatrice sans compter que l'espace manquerait.

Tout au long de l'ouvrage, les réussites partielles ou provisoires de nos deux héros ont été prises en considération, ainsi que, pour bonne mesure, celles de leurs principaux adversaires. Le bilan pour chacun d'eux et surtout celui de leur rivalité fondamentale ne sont pas faciles à dresser à froid. Il est trop tôt. À des motifs persistants d'inquiétude s'entremêleraient des jugements de valeur, et dont l'expression même ne pourrait se faire qu'en forme de ces désenchantements divers qui lient, comme une mauvaise sauce, la « morosité » ambiante du moment. En particulier, la dureté des temps économiques présents n'a pas de rapport direct avec le résultat du référendum, ni avec ses séquelles. Mais elle aggrave la double et profonde désillusion des péquistes et de leur chef : qu'ils pourraient gagner le référendum, puis qu'ils sauraient s'en remettre à moindre mal s'ils le perdaient. Au fur et à mesure que le temps passera, ces ressentiments vont paraître triviaux devant la chance, à vérifier, de l'installation d'un nouveau pouvoir outaouais et, surtout, en face de l'impératif d'alléger les difficultés

économiques frappant tout le monde et, le plus lourdement, les plus faibles dans la société québécoise.

Nos deux héros antinomiques nous ont tellement bien résumés aux pôles de notre précarité collective que nous aurions pu les avoir sécrétés en même temps, comme antigènes et anticorps d'un même organisme. René Lévesque, par nos différences affirmées, Pierre Elliott Trudeau, par nos mêmes différences atténuées, nous ont proposé ce qu'ils estimaient être la meilleure formule de notre santé et de notre sécurité collectives. L'un et l'autre illustraient, à leur façon, la difficulté de faire persister une culture française en cette Amérique du Nord si massivement anglophone.

Ainsi, sont-ils *Nous*, magnifiquement et terriblement... Comment expliquer autrement notre double, et difficilement compatible, fidélité à l'un et à l'autre ? De cette « fidélité », chacun d'eux n'a jamais été assez fort pour empêcher l'autre d'en recueillir autant ; mais aussi, chacun a pu la maintenir à côté de la fidélité constante que nous avons vouée à l'autre. Ce serait bien le seul plan de leur exacte symétrie... René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau n'ont pas fini de nous réfléchir, sur un seul miroir, avec une égale intensité et netteté :

Notre miroir à deux faces,

TRUDEAU - LÉVESQUE

Gérard BERGERON

École nationale d'administration publique.